This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

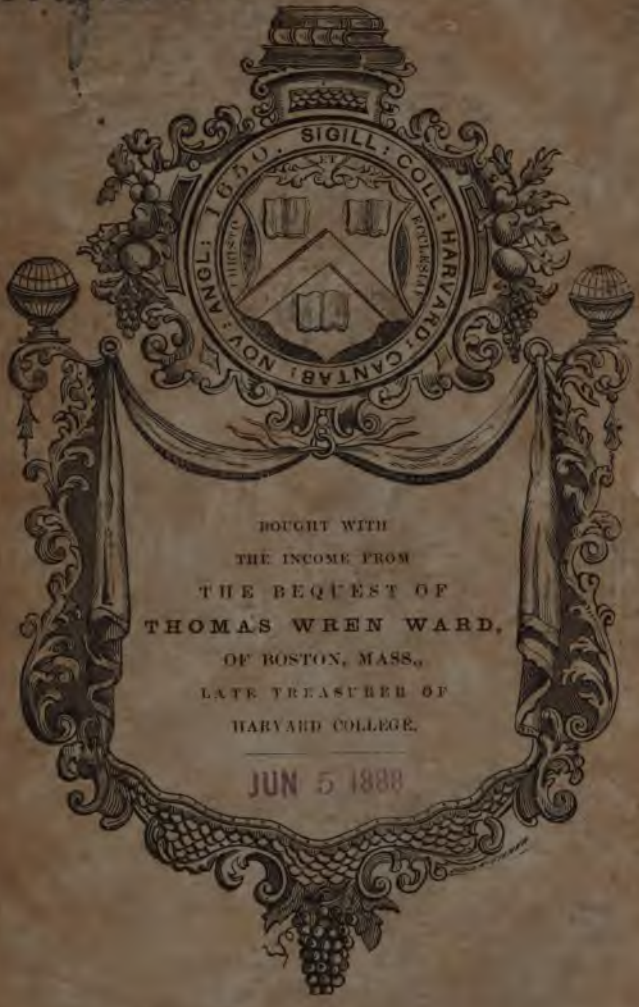
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

10555.27.5



BOUGHT WITH
THE INCOME FROM
THE BEQUEST OF
THOMAS WREN WARD,
OF BOSTON, MASS.,
LATE TREASURER OF
HARVARD COLLEGE.

JUN 5 1888

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

JOSEPH DE MAISTRE

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

JOSEPH DE MAISTRE

PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS

Lyon. — Imprimerie Vitte & Perussel, rue Sala, 58.

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

J. DE MAISTRE

NOUVELLE ÉDITION

Contenant ses Œuvres posthumes et toute sa Correspondance inédite

TOME DIXIÈME

CORRESPONDANCE

II

1806 — 1807

LYON

LIBRAIRIE GÉNÉRALE CATHOLIQUE et CLASSIQUE

VITTE ET PERRUSSEL, ÉDITEURS-IMPRIMEURS

3 et 5, Place Bellecour

1885

donc sauvé et la perte en hommes n'étant qu'une goutte de sang pour la Russie, rien n'est perdu, pourvu que l'entreprise soit suivie avec l'activité et la persévérance qui conviennent à la dignité de S. M. I.; mais, dans le cas contraire, les suites seraient terribles dans l'opinion publique.

Cette opinion mérite dans ce moment une attention particulière à cause du parti français qui est très nombreux et très dangereux à Saint-Pétersbourg.

Les bons Russes disent assez communément que le caractère de la nation écarte d'elle l'idée même de la corruption, et que sa fidélité est inébranlable : c'est tout comme si l'on disait qu'une maison est incombustible. A la bonne heure qu'on s'applaudisse de sa construction solide ; mais il ne faut pas moins craindre les incendies et ne jamais badiner avec le feu.

Et quand la nation serait à l'abri de toute espèce de séduction, dans tout ce qui touche à la fidélité et même au zèle de l'allégeance, serait-elle pour cela à l'abri des erreurs, des soupçons, des terreurs paniques, et de mille préjugés qu'on sème sans relâche au milieu d'elle pour gâter l'esprit national.

Un Souverain tel que celui qui gouverne la Russie ne doit rien ignorer, il doit savoir ce que le parti français ose dire dans sa capitale : *Que les Russes viennent d'apprendre à Olmütz que leur valeur ne peut plus tenir devant celle des Français, soutenue par une tactique infiniment supérieure. Que l'armée a fort bien compris que son maître regardait la partie comme perdue ; que le dogme de la Prédestination, qui rendait jadis le soldat russe invincible*

LETTRES

DE

J. DE MAISTRE

132

Mémoire.

Saint-Pétersbourg, 21 décembre 1805 (2 janvier 1806).

Après la noble résolution prise par S. M. I. et la sensation qu'elle a faite en Europe où l'on s'est accoutumé en peu de temps à regarder l'Empereur de Russie comme un sauveur, rien ne serait plus dangereux que de le voir se désister brusquement d'une si noble entreprise; il causerait trop de chagrin au bon parti et trop de joie au mauvais, qui malheureusement est très nombreux.

On a perdu une bataille, ou pour mieux dire, on ne l'a pas perdue; mais des circonstances bizarres ont amené quelques inconvénients d'une bataille perdue. Il faut dire *quelques*, parce qu'on n'a perdu que du terrain et que l'opinion est demeurée intacte en faveur des Russes et de leur grand Souverain. L'honneur étant

donc sauvé et la perte en hommes n'étant qu'une goutte de sang pour la Russie, rien n'est perdu, pourvu que l'entreprise soit suivie avec l'activité et la persévérance qui conviennent à la dignité de S. M. I.; mais, dans le cas contraire, les suites seraient terribles dans l'opinion publique.

Cette opinion mérite dans ce moment une attention particulière à cause du parti français qui est très nombreux et très dangereux à Saint-Pétersbourg.

Les bons Russes disent assez communément que le caractère de la nation écarte d'elle l'idée même de la corruption, et que sa fidélité est inébranlable : c'est tout comme si l'on disait qu'une maison est incombustible. A la bonne heure qu'on s'applaudisse de sa construction solide ; mais il ne faut pas moins craindre les incendies et ne jamais badiner avec le feu.

Et quand la nation serait à l'abri de toute espèce de séduction, dans tout ce qui touche à la fidélité et même au zèle de l'allégeance, serait-elle pour cela à l'abri des erreurs, des soupçons, des terreurs paniques, et de mille préjugés qu'on sème sans relâche au milieu d'elle pour gâter l'esprit national.

Un Souverain tel que celui qui gouverne la Russie ne doit rien ignorer, il doit savoir ce que le parti français ose dire dans sa capitale : *Que les Russes viennent d'apprendre à Olmütz que leur valeur ne peut plus tenir devant celle des Français, soutenue par une tactique infiniment supérieure. Que l'armée a fort bien compris que son maître regardait la partie comme perdue ; que le dogme de la Prédestination, qui rendait jadis le soldat russe invincible*

était sur le point de tourner contre la Russie même, vu que le soldat de cette nation commençait à regarder la puissance et les succès de Bonaparte comme le résultat d'un décret divin.

Si quelqu'un regardait ce point comme peu important, il faudrait louer sa confiance beaucoup plus que sa pénétration.

Or, ces insinuations et mille autres plus perfides peut-être nous environnent de toute part, circulent dans toutes les sociétés, remplissent la capitale, et se débordent de la manière la plus funeste dans les papiers étrangers (1).

Ceux qui voient le danger tel qu'il est et où il est, ne comprennent pas comment il n'existe aucune terreur : mais il est bien incontestable, au moins, que ce moment est un des plus décisifs pour S. M. I. et qu'il n'y a rien de plus important pour Elle que de signaler son caractère à la face de l'Europe et d'agir sur l'opinion qui reculera nécessairement si elle n'avance pas.

Voyons donc (en protestant d'abjurer le ton dogmatique) les ressources qui restent à l'Europe, et à l'Empereur de Russie qui jouit du véritable honneur d'en être le centre.

La Prusse fixe la première tous les regards. Deux choses sont essentiellement nécessaires avec elle. Lui

---

(1) On pourrait dire des choses plus frappantes si le zèle honnête qui se rend volontiers *indicateur* pouvait se résoudre à être *délateur*.

montrer une confiance parfaite, et n'en avoir point du tout. Ce serait ne savoir rien en politique que de s'appuyer sur la loyauté personnelle du caractère de son Souverain. Il y a quelquefois des caractères de fer qui mènent tout et sur qui par conséquent on peut appuyer de grandes spéculations. Mais ce n'est point ici le cas; en respectant tout ce qui doit être respecté, il ne faut cependant considérer que trois choses : 1° Les maximes connues du Cabinet; 2° le caractère des hommes influents; 3° (par dessus tout peut-être) la moralité des instruments qu'il emploie.

Cela posé, tout se réduit à deux mots : *peur* et *profit*. En premier lieu, il faut que la Prusse soit persuadée (et il est fort aisé de faire naître cette opinion), qu'au premier mouvement de sa part du côté de la France, l'Empereur commencerait contre sa voisine une guerre à mort, et c'est en effet ce qu'il faudrait faire par tous les moyens *français*. La Prusse est bien moins redoutable comme ennemie que comme neutre. C'est à Berlin qu'on peut attaquer Paris : mais il faudrait s'écarter des routes battues, et faire bien comprendre, en attendant, qu'une nation puissante prenant une fois sur elle de sortir des routes battues du droit public, force les autres de s'en écarter de même, et que si elle ose éteindre les souverainetés et disposer des pays conquis, les nations, ses rivales, sont obligées de l'imiter en vertu de la grande loi du salut public, et de se procurer ainsi des frontières, des hommes et de l'argent pour la combattre avec avantage.

Un contraste brillant donnerait un effet particulier à

ces menaces, lorsque la Prusse verrait se déployer d'un autre côté les sentiments nobles et magnanimes naturels à S. M. I., et toutes les forces de l'Empire s'ébranlant pour la soutenir.

Quant au profit, c'est d'abord à l'Angleterre qu'il appartient de faire agir ce ressort. Il faut acheter la Prusse et ne marchander que médiocrement. Mais l'Angleterre et la Russie, de concert, doivent faire, à ce qui paraît, un pas de plus. Il faut montrer à ce Cabinet un appât dans la supposition du succès. Celui qui paierait cette *prime* (quel qu'il fût) ne pourrait raisonnablement se plaindre. L'amputation en elle-même est un mal ; mais, pour sauver le corps, c'est un bien. Au reste cette mesure est d'autant plus nécessaire qu'il n'est pas possible de douter que, dans le moment présent, Bonaparte, libéral comme tous ceux qui donnent le bien d'autrui, n'ait déjà fait à la Prusse des offres de ce genre.

L'Autriche mérite aussi une grande attention dans l'état où elle est. Certainement elle a eu de grands torts envers la Russie. Mais le fort, envers qui l'on a des torts, a beau jeu pour se faire aimer : il ne faut pas négliger cet avantage. Le caractère russe, naturellement exalté dans le premier moment, s'est déployé d'une manière terrible contre l'Autriche. Les haines nationales ne produisent que du mal. Peut-être que S. M. I., dont l'influence sur les esprits est si rapide et si sûre, ferait une chose digne de sa haute sagesse en réprimant, par quelques mots placés à propos, ce débordement de plaisanteries et de reproches contre l'Autriche. Tout n'est pas perdu de ce côté. L'Empereur est libre encore. Les Archiducs, sur-

tout l'Archiduc Charles, sont pleins de bonnes pensées et pourraient être abordés. Quant aux peuples, il leur arrivera ce qui est arrivé partout : d'abord, les sots, les mécontents et les vauriens s'avancent au-devant des Français, et produisent un certain mouvement qui ressemble à la satisfaction populaire : mais bientôt le joug s'aggrave et tout le monde le déteste. Il y a, pour l'Empereur d'Autriche, un intérêt visible à traiter en commun avec ses deux voisins plutôt que de se tenir seul à la merci du vainqueur. Il est, à la vérité, excessivement effrayé ; mais il faut au moins l'empêcher de faire du mal, quoique à contre-cœur. Les circonstances amèneront ensuite d'autres chances.

Si l'Empereur de Russie est le centre des intérêts de l'Europe, il l'est plus particulièrement des intérêts du Nord. Un des projets favoris de Bonaparte est de fermer la Baltique aux Anglais, et l'exécution de ce premier projet serait bientôt suivie de l'exécution d'un autre, celui d'y dominer lui-même; il ne faut point lui permettre d'approcher, car s'il y parvenait toutes les autres spéculations seraient vaines. La nature ayant placé la Russie si loin de tous les autres centres des affaires européennes, elle ne peut communiquer avec eux que par ses alliés qui sont, pour ainsi dire, des bras ajoutés aux siens. Si la France parvenait à les couper, la Russie se trouverait tout d'un coup séparée de l'Europe, et Talleyrand pourrait se vanter d'avoir accompli son insolente prophétie : « Nous l'avons reléguée dans ses forêts, etc. » En effet, la Russie en se retirant lui cèderait solennellement l'Europe.

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

JOSEPH DE MAISTRE

PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS

Lyon. — Imprimerie Vitte & Perrussel, rue Sala, 58.

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

J. DE MAISTRE

NOUVELLE ÉDITION

Contenant ses Œuvres posthumes et toute sa Correspondance inédite

TOME DIXIÈME

CORRESPONDANCE

II

1806 — 1807

LYON

LIBRAIRIE GÉNÉRALE CATHOLIQUE et CLASSIQUE

VITTE ET PERRUSSEL, ÉDITEURS-IMPRIMEURS

3 et 5, Place Bellecour

1885

par des Anglais ne peut réussir. La seconde c'est qu'il n'y a rien de plus vain et de plus contradictoire que de vouloir soutenir la monarchie par des principes antimonarchiques.

La première vérité n'a par besoin de preuves : la haine entre les deux nations est portée au point qu'elle gangrène en un instant les meilleures choses : à cet égard, il n'y a point de remède. Il est même très essentiel que l'Empereur de Russie se sépare dans l'opinion (du moins jusqu'à un certain point) de la politique anglaise, et qu'il persuade les Français qu'il agit avec des vues de pure bienfaisance universelle, ce qu'on est heureusement déjà très disposé à croire.

L'Angleterre, de son côté, ne ferait peut-être pas mal de faire quelque démarche pour affaiblir l'idée que ses ennemis travaillent sans relâche à faire naître sur sa politique à l'égard de l'Espagne ; par exemple, on peut dire que la guerre n'a lieu réellement qu'entre le Prince de la Paix et l'Angleterre. Si l'Espagne demandait un subside pour entrer dans la coalition, l'Angleterre l'accorderait. Si le Cabinet de Saint-James offrait une certaine restitution de vaisseaux en cas qu'il arrivât telle ou telle chose, au fond ce ne serait qu'un *subside :* mais ceci n'est dit qu'en passant. Venons à la seconde vérité.

Le principe de la Monarchie, comme de toute espèce de commandement, c'est qu'il n'y a qu'une volonté. Veut-on servir le Roi de France ? Qu'on le serve comme Roi, ou bien on ne fera rien. Or, voici le grand axiome dont l'oubli à tout perdu. RIEN NE DOIT SE FAIRE QUE PAR LE ROI ET POUR LE ROI. On vient de voir en Angleterre

un agent du Roi, qui l'avait toujours servi avec une fidélité parfaite, chassé de la Grande-Bretagne en vertu de l'Alien-bill, après avoir été conduit par le ressentiment et le soin de sa réputation à révéler des turpitudes inouies. C'est un grand malheur et un grand scandale. On éviterait ces inconvénients graves si l'on était une fois convaincu que si l'on veut que Louis XVIII redevienne Roi, il faut commencer à le tenir pour tel; que tandis qu'on éprouvera une espèce de jouissance en écrivant *le Comte de Lille*, personne n'a droit de s'étonner que l'opinion des peuples ne soit pas plus ferme que celle des Cabinets; que les Royalistes français sont des *sujets* du Roi de France comme les Russes le sont de S. M. I., au pied de la lettre; qu'il serait non seulement indécent, mais politiquement déraisonnable de soutenir ou d'employer un sujet dans les affaires du Roi, indépendamment du Roi, et même contre sa volonté ; qu'en tout ce qui se fera dans l'intérieur de la France, le Roi et le Roi seul doit choisir ses agents et les employer *quand* il voudra, *où* il voudra et *comme* il voudra ; que les Princes de sa Maison à commencer par son auguste frère ne sont que ses premiers sujets ; et que tout agent qui lui déplait doit être sur le champ paralysé, et même écarté si le Roi l'exige. Tant qu'on n'aura pas reconnu ces vérités, il n'y aura point d'ensemble, point d'unité, et l'on n'obtiendra à la fin que ce qu'on a vu jusqu'à présent : discussion ridicule et même trahison.

La crainte de se compromettre serait bien mal fondée. Il n'y a rien de honteux que le crime et la peur ; il faudrait que ces mots fussent écrits sur tous les murs, lus

par tous les yeux, gravés dans tous les cœurs ! Louis XIV a-t-il laissé une réputation équivoque de grandeur pour avoir constamment reconnu, traité, honoré Jacques II en Roi ? Pour lui avoir donné un palais à Saint-Germain ? Pour l'avoir fait asseoir à sa droite ? Pour l'avoir appelé jusqu'à sa mort Sire, Votre Majesté et mon frère ? Ce fut au contraire un des plus beaux traits de son grand caractère, et les Anglais l'honoraient dans le fond de leur cœur pour cette noble constance.

La crainte des fautes que le Roi de France pourrait commettre dans la direction des affaires intérieures serait une objection encore plus faible, s'il est possible ; où est donc l'homme qui a droit d'exiger l'infaillibilité d'un autre ? La Monarchie elle-même repose tout entière sur cette maxime démontrée par l'expérience, *que l'unité de volonté, malgré les erreurs inévitables de la faiblesse humaine, compense dans les affaires tous les inconvénients possibles.*

Enfin, pour ne rien laisser en arrière de ce qui peut être utile à cette époque véritablement critique, il semble que la Russie ne peut se dispenser d'avoir particulièrement 'œil sur les papiers français et de les contredire par quelque écrit destiné à rassainir l'opinion. On imprime à Paris *que l'Europe peut remercier la Russie des exploits du mois d'Octobre* 1805, *puisque c'est elle qui a demandé Mack et exclu l'Archiduc Charles, pour se venger de la défaite de Zurich*. La langue française, qui a des ailes, porte ces belles choses en un instant de Lisbonne à Pétersbourg — et l'on garde le silence ! Il semble que c'est porter l'indifférence beaucoup trop loin. Les papiers an-

glais ne peuvent tenir lieu de celui qu'on indique : ils sont immenses, tardifs, extrêmement chers, et ils n'instruisent que l'Angleterre.

On soumet ces pensées, sans la moindre prétention, au jugement de ceux qui ont autant de zèle et infiniment plus de lumières.

133

A M. le Comte de Front.

28 décembre 1805 (10 janvier 1806).

Les lettres ci-jointes parviendront à Votre Excellence par le canal des Affaires étrangères ; sous l'apparence très confidentielle, elles peuvent être lues par les curieux. Voici maintenant la cruelle vérité, en chiffres.

Nous sommes perdus, Monsieur le Comte, et c'est l'Empereur de Russie qui nous a porté le coup mortel. Ce bon, cet excellent Souverain a eu un mauvais moment : sur l'avis de ses jeunes courtisans, et contre celui de ses généraux et de ses ministres, il a donné la bataille du 2 décembre, et l'a perdue. Le mal est sans remède : il y en eût eu peut-être, s'il eût tenu ferme à la tête de ses armées ; mais en abandonnant la partie et retournant brusquement dans sa capitale, il a tout perdu. Voilà les armes russes tombées dans l'opinion de l'Europe, et les aigles françaises élevées au-dessus de

tout : la perte en hommes était égale de part et d'autre, mais les hommes ne sont rien et les suites sont tout. J'ai eu aujourd'hui l'inexprimable chagrin d'entendre le Prince Czartoryski me déclarer que toute la bonne volonté de l'Empereur deviendrait probablement inutile à notre Maître ; il m'a rapporté que Bonaparte avait dit pour qu'on le répétât : *Je sais que l'Empereur de Russie prend un grand intérêt au Roi de Sardaigne, mais il m'est aussi impossible de le rétablir, que de rétablir la Maison de Bourbon ;* le Prince ne m'a pas caché qu'il désespérait du rétablissement du Roi, surtout en Italie, que cependant Sa Majesté Impériale ferait l'impossible jusqu'à la fin ; tout cela n'est qu'une formule. Quel coup, Monsieur le Comte, et quel désespoir ! La Prusse, de concert avec la Russie, demandait pour nous Gênes et Parme ; l'Autriche, bien revenue à notre égard, demandait même à nous céder Venise. Jamais de plus belles apparences n'ont été suivies d'une catastrophe plus terrible. La Prusse, en rappelant le Comte Haugwitz et envoyant un autre député, fait bien voir qu'elle se sépare de la Russie, et qu'elle s'en tient à son éternelle neutralité. Que pourra l'Angleterre pour nous ? Je l'ignore. Votre Excellence sait tout. Je n'ai ni la force ni le temps d'ajouter un mot : si vous avez quelques aperçus consolants, je vous les demande comme une faveur ; quant à moi, je ne sais plus si je vis.

134

Au Même.

4 (16) janvier 1806.

Dans mon *Post-scriptum* chiffré du 10, Votre Excellence a vu les tristes détails d'une conversation que je ne pouvais lui laisser ignorer ; mais pressé par le temps et distrait par le travail du chiffre, il m'échappa de lui faire connaître une circonstance essentielle. Après les déclarations claires et nettes que Votre Excellence a vues, je m'avisai, ne sachant plus quelles cordes toucher, de demander s'il ne se serait point à propos, dans l'état actuel des choses, d'aborder Bonaparte pour tâcher de l'adoucir un peu à l'égard de notre Maître, ce qui pourrait se faire par le moyen de l'Espagne, ou autrement; il me répondit sans balancer que ce serait très bien fait, à la charge de ne rien faire sans en instruire l'Empereur, qui devait naturellement avoir toute la confiance de Sa Majesté ; vous méditerez cette idée, Monsieur le Comte, et vous me ferez la grâce de m'en dire votre avis. Je tremble, à vous dire vrai, à la pensée d'un nouveau traité d'Amiens, qui, pour cette fois, serait pour nous sans remède ; jusqu'à présent, nous nous sommes tenus parfaitement passifs sous le bouclier de

la Russie et de l'Angleterre; peut-être que dans ce moment il serait à propos d'agir un peu par nous-mêmes. Au moyen d'un courrier qui part sous peu de jours, je mets Sa Majesté au fait de tout, afin qu'Elle décide, dans sa sagesse, ce qui lui paraîtra convenable.

La conversation est certainement ce qu'on peut imaginer de plus triste; cependant je dois dire à Votre Excellence que l'abattement sans égal du personnage en question, exagérait peut-être, à ses propres yeux, l'impuissance dont il me faisait la déclaration officielle. Cet abattement est tel, que Votre Excellence ne peut s'en former une idée, c'est ce qu'on appelle, dans le pays qu'Elle habite, *despondency*, dans toute la force du terme. L'effet de la bataille d'Austerlitz sur l'opinion publique de ce pays est quelque chose de magique : tous les généraux demandent leur démission, l'Empire entier semble paralysé parce qu'on n'a pas gagné une bataille, car tout se réduit là; on en juge beaucoup plus philosophiquement en Allemagne.

Monsieur Sanchez d'Aguilar, ci-devant Secrétaire d'ambassade et maintenant chargé des affaires d'Autriche, est arrivé avant-hier, et contribuera beaucoup, je l'espère, à rassainir l'opinion; d'abord, il a complètement tranquillisé les esprits sur la crainte d'une alliance entre l'Autriche et la France : l'Empereur François est inébranlable sur ce point, il a envoyé le général de Meerfeld pour complimenter l'Empereur Alexandre; enfin, il n'a que de bons sentiments pour la Russie; il y a même eu un moment où il a penché pour une nouvelle rupture; mais les Députés des villes lui ont fait

de si grandes supplications, qu'il n'a pas cru devoir recommencer la guerre. La paix de ce malheureux prince ne sera qu'une capitulation, dont le Corse dictera les lois; je regarde comme sûre la perte du Tyrol et de Venise; nous verrons le reste. Malgré ma haine piémontaise contre l'Autriche, et le plaisir un peu satanique dont j'ai eu l'honneur de parler à Votre Excellence, je n'en paierais pas moins d'une partie de mon sang le rétablissement de cette puissance dans ses droits et prétentions légitimes, car l'équilibre est nécessaire au monde, et la politique ne se règle pas par des affections. Votre Excellence aura su la fatalité désespérante qui rendait l'Archiduc Ferdinand vainqueur en Bohême, tandis que son illustre frère, l'Archiduc Charles, arrivait avec 60,000 hommes d'excellentes troupes, aux portes de Vienne, trois jours après la bataille d'Austerlitz, et deux jours après l'armistice signé; il y a de quoi s'arracher les cheveux, quand on voit que tant de malheurs ont tenu à..... Je n'ai pas le courage de répéter. Je supplie instamment Votre Excellence de vouloir bien être réservée sur mon compte, jusqu'au scrupule, dans ses communications avec Monsieur le comte de Woronzof; il faut bien que Votre Excellence sache tout, mais je ne voudrais pas avoir l'air, dans l'esprit de M. l'Ambassadeur, d'être auprès d'Elle l'organe des lamentations publiques.

L'Empereur se tient sûr du Roi et de la Reine de Prusse, mais il se défie infiniment du Cabinet. Le Prince Czartoryski est allé jusqu'à me dire : « Il y a du Lombard partout. » Ce Lombard est très certainement tel

que je l'ai dépeint à Votre Excellence, l'un des hommes les plus corrompus d'un pays qui l'est beaucoup. Quant à M. de Haugwitz, les exploits de sa négociation sont tels que nous devions les attendre ; Votre Excellence verra sur tout cela ce qu'Elle est dans le cas de faire ; il paraît surtout bien essentiel que Milord Harrovsby ne nous oublie pas dans ses négociations de Berlin. Ici l'on tient conseil sur conseil : mais en attendant, Bonaparte avance, la Prusse est tiraillée en sens contraires, elle ne sait ni agir ni même vouloir, et il est extrêmement à craindre que le nouvel Attila, la saisissant dans ce moment d'indécision, ne l'effraie par quelque mouvement audacieux, et ne lui fasse signer ce qu'il voudra.

La perte du Piémont était aussi certaine il y a trois ans que dans ce moment, et je n'ai rien oublié pour préparer Sa Majesté à ce sacrifice douloureux, la Maison de Savoie ne pouvant être remise à sa place que par la France ; mais le refus de toute indemnité en Italie fait pâlir, et quoique je me fusse représenté mille fois ce dernier coup comme très possible, cependant il m'a trouvé sans défense, et je manque de force pour le supporter.

135

Au Roi Victor-Emmanuel.

19 (31) Janvier 1806.

SIRE,

C'est avec le plus profond chagrin qu'après avoir été privé si longtemps de la possibilité de correspondre avec Votre Majesté, je puis enfin reprendre la plume, non pour lui annoncer, car elle n'est déjà que trop instruite, mais pour déplorer avec Elle nos derniers malheurs.

C'est encore le génie autrichien qui nous a jetés dans cet abîme : contre toutes les règles de la prudence et de la politique, les Autrichiens voulurent entrer en Bavière au commencement d'octobre. Il était expressément convenu qu'ils ne traverseraient point l'Inn avant l'arrivée des Russes, et dans leur marche timorée, ils ne cessaient eux-mêmes, depuis le commencement des négociations, de demander qu'on n'exigeât d'eux aucun mouvement avant la réunion. L'orgueil, l'avidité, l'ambition aveugle, l'emportèrent sur la politique, sur le bon sens, et même sur la peur. Pour écouler leurs billets de banque, pour avoir le plaisir de posséder cette Bavière tant convoitée, et d'en fouler les habitants suivant le *rit autrichien*, ils entrèrent en Bavière, et ce qu'il y a

de bien étrange, c'est que leur conduite militaire et politique se trouva bientôt en contradiction directe avec les intentions de leur Souverain, manifestées dans sa correspondance particulière avec l'Electeur de Bavière, que Votre Majesté a sans doute lue. C'est une nouvelle preuve, ajoutée à mille et mille autres, de la nullité absolue d'un Souverain bon et loyal, mais dont les volontés, toujours droites et respectables, plient constamment devant l'esprit de son Cabinet et de sa nation. Je passe sur les funestes événements du mois d'octobre, Votre Majesté les connait trop. L'histoire militaire ne présente rien d'égal. Monsieur le général Koutouzof, arrivé depuis quelque temps à Braunau sur l'Inn, se trouvait exposé par ces incroyables défaites, et il fallut songer à la retraite; il la fit dans le meilleur ordre et dans l'espace de quarante jours environ, toujours harcelé par les Français et toujours combattant. Il arriva enfin à Brünn, où il put se réunir aux premières colonnes russes qui arrivaient. Le général Koutouzof a livré dans cette retraite cinq combats remarquables : le premier sur l'Ems, le 16 octobre; le second à Lambach, le 19; le troisième entre Strenberg et Altesten, le 24; le quatrième à Crems sur le Danube, le 12 novembre; et le cinquième, énfin, le 15 du même mois, sur la route de Crems à Brünn; ces deux derniers furent les plus considérables. A Crems, le général Koutouzof extermina une colonne française qui le mettait dans le plus grand danger, et dans celui du 15, le prince Bagration, enveloppé avec quatre mille cinq cents hommes par trente mille ennemis, et volontairement sacrifié par le général

en chef au salut de l'armée, se fit jour à la baïonnette et rejoignit le général au prix de 1,500 morts. Votre Majesté aura appris l'étonnante anecdocte du général autrichien Nostiz, qui refusa de se battre sur une simple lettre du Maréchal Soult qui lui faisait part d'un prétendu armistice. Précédemment, le prince d'Auesperg, chargé de détruire les ponts de Vienne, se laissait amuser par Murat sur le principal de ces ponts, au milieu des matières combustibles assemblées pour le brûler, et pendant que celui-ci l'entretenait d'armistice et de paix, les Français passaient le Danube plus bas et couraient se jeter entre le prince Bagration et le général Koutouzof. Alors, le corps russe de 4,500 hommes se trouvant totalement enveloppé, Murat proposa au prince Bagration une capitulation honorable; celui-ci envoya les propositions à son général, qui envoya à son tour l'adjudant de Sa Majesté Impériale, Baron de Wintzingerode, au camp des Français, pour signer la capitulation *sub spe rati*, ce qui fut fait; et Murat de son côté, réserva l'approbation de son beau-frère Un corps russe, commandé par un compagnon de Souwarof, mettant bas les armes devant l'armée française, était un spectacle trop délicieux pour n'en pas faire jouir le maître de la France. Bonaparte, averti par Murat, accourut donc en grande hâte pour recevoir l'épée du prince Bagration; mais Koutouzof ayant gagné vingt heures, s'en était servi pour mettre l'armée russe à couvert, et mit la capitulation dans sa poche. Cependant les Français, voyant qu'on n'en finissait pas, avaient donné au prince Bagration un terme péremptoire de quatre heures pour se décider.

Sur ces entrefaites Bonaparte arriva, et furieux de voir ainsi ses espérances frustrées, il fit attaquer avant l'expiration du terme : mais la valeur des Russes les tira de ce pas difficile. Le comte de Galaté, sujet de Votre Majesté, s'est fort distingué sur l'Ems et à Altesten, où il a été blessé à la tête en chargeant les Français à la baïonnette ; il a échappé à la mort par une de ces combinaisons extraordinaires qui ressemblent à des miracles. L'Empereur l'ayant rencontré à Olmütz, lui toucha la main : Galaté mit un genou en terre pour baiser celle du Souverain contre les usages du pays. L'Empereur le releva et l'embrassa publiquement. On a beaucoup célébré ici ces différents succès de retraite, et même, pour avoir l'honneur de le dire confidemment à Votre Majesté, on s'est donné quelques ridicules en les célébrant trop. La bataille du 2 décembre nous a jetés fort loin des réjouissances : ce malheur a été préparé, comme tous les autres, par le Cabinet d'Autriche. L'Empereur de Russie est la bonté même ; son caractère n'a rien de cette raideur et de cette fière prépondérance qui se met toujours à la première place et fait reculer les autres. D'ailleurs, son extrême prudence lui faisant contempler sans cesse le danger de régenter les Autrichiens, il les laissait faire, de peur de dissoudre la coalition. Ceux-ci, profitant des circonstances pour déployer à leur aise tous les vices nationaux, s'étaient emparés de la conduite de la guerre et faisaient tout à leur gré. *Nous voulons tant de soldats, nous n'en voulons pas davantage, nous les voulons là et pas ailleurs, nous n'en voulons point en Italie, nous ne voulons point de Cosa-*

ques, etc., etc. Ils s'étaient mis en possession de faire tous les plans, qu'ils faisaient traduire en russe et distribuer quelques heures avant qu'on les exécutât. Le général Van-Suchtelen et tout son corps, abimés de dégoûts et d'amertumes, ne se mêlaient pas plus que moi des plans de campagne. Votre Majesté se formera difficilement une idée de l'esprit détestable qui régnait dans l'armée autrichienne. Le soldat était mécontent de ses officiers, les officiers de leurs généraux, et les généraux divisés entre eux. Tous cependant étaient d'accord sur un seul point : personne ne voulait la guerre. Avant de quitter Vienne, tous les généraux avaient protesté contre la résolution de l'Empereur, et demandé qu'on fît la paix à tout prix aux portes de Vienne. Le peuple, irrité par la masse des impôts, et surtout par le dernier qui égalait le cinquième de tous les capitaux, avait pris la guerre en horreur. L'armée en particulier renfermait tous les germes possibles de dissolution : haines de partis, haines de cœurs, haines de conditions. Rien n'y manquait. Pour réunir et faire marcher ensemble tant d'éléments discordants, que pouvait une seule main, juste à la vérité, infiniment respectable, mais faible, timide et constamment embarrassée dans celle d'une femme? Le premier symptôme de la grande catastrophe se développa à Ulm, où Votre Majesté aura vu, avec le plus grand étonnement, qu'il n'y avait point de général, ou qu'il y en avait deux, ce qui revient au même. L'un avait le droit de s'en aller, et l'autre celui de rester. On voit avec une parfaite évidence, comme si l'on avait lu les commissions émanées des bureaux de Vienne,

que la Cour n'avait pas eu la force de fixer clairement entre l'Archiduc Ferdinand et le général Mack, de manière que chacun d'eux avait de bonnes raisons pour se croire le supérieur de l'autre.

Monsieur le Comte de Razoumofski me paraît toucher à une disgrâce inévitable, pour avoir commis, dans cette circonstance importante, deux fautes qui ne paraissent réellement pas susceptibles d'excuses. D'abord, il n'a point averti la Cour des dispositions intérieures de l'Autriche en général, et de l'armée en particulier, et il a fait pis encore, en négligeant de protester solennellement contre le passage de l'Inn, exécuté avant le temps, contre le premier article exprès du Traité d'alliance entre les deux nations.

Je prendrai la liberté d'arrêter ici un instant Votre Majesté, pour lui faire observer une de ces contradictions extraordinaires, qu'on rencontre chez les nations comme chez les individus. S'il y a une Cour au monde jalouse et soupçonneuse en politique, c'est celle de Russie. Elle éclaire tous nos pas, elle décachète toutes nos lettres, elle nous écarte d'elle avec une affectation marquée; si quelque agent des Affaires étrangères s'avisait de nous faire une visite, il serait irrémissiblement perdu, et cette même Cour souffre que ses ministres vieillissent près des Cours étrangères, qu'ils y deviennent propriétaires, qu'ils s'y marient, que leurs dettes même (ceci est curieux) y soient payées par le Souverain du lieu, enfin qu'ils y soient complètement nationalisés par le fait. M. le Comte de Razoumofski dépensait des millions à Vienne en propriétés foncières, et il avait fini

par construire, à ses frais, un pont sur le Danube. Voilà, il faut l'avouer, un singulier inquisiteur contre la faiblesse, les erreurs et les manœuvres machiavéliques de l'Autriche. Il en est de même, quoique avec moins de danger, dans ce moment à Berlin et à Londres ; je ne sais quand cette Cour voudra ouvrir les yeux sur un système aussi dangereux. Je reviens à Olmütz, dont cette digression m'avait écarté.

Le général Koutouzof, parti avec 50,000 hommes *sur le papier*, c'est-à-dire 45,000 combattants au plus, en avait bien perdu ou laissé en arrière 2,000 au moins, lorsqu'il arriva sur l'Inn. Que Votre Majesté daigne réfléchir sur une retraite de près de 90 lieues de France, pendant quarante jours de souffrances et de combats, et à la détermination prise par le général en chef de sacrifier le Prince Bagration pour sauver le reste de l'armée ; elle se convaincra qu'on n'exagérerait nullement en soutenant que le premier n'avait peut-être pas ramené à Brünn 25 mille combattants effectifs. Quoi qu'il en soit, la réunion des premières colonnes russes appartenant au corps du général Buxhovden, portèrent l'armée à 48 mille hommes. Les Autrichiens en avaient 30 mille ; du moins, c'est ce que j'ai pu savoir de plus certain, car sur cet article, les seuls qui sachent la vérité ne la disent jamais. Ces mêmes assertions, qui fixent ainsi le nombre des alliés, portent celui des Français à 96 mille hommes. Je suis tenté de croire qu'un juge équitable pourrait diminuer ce dernier nombre et augmenter l'autre, de manière à supposer l'égalité ou à peu près. Plusieurs considérations défendaient de livrer une

bataille, surtout la certitude de recevoir sous peu de jours un renfort de 15,000 hommes qui n'étaient plus qu'à quelques marches. Le général Koutouzof ne voulait point la bataille, mais les Autrichiens la voulaient, et la firent vouloir; la famine leur servit par-dessus tout à déterminer les Russes; on en était au point que l'Empereur de Russie partagea une oie avec vingt officiers, et que le soldat russe n'avait pas mangé depuis deux jours, lorsque la bataille fut résolue. Les chevaux, encore plus exténués que les hommes, refusaient le service ou n'avançaient qu'à force de coups. Les Autrichiens déclarèrent aux Russes qu'il fallait prendre les magasins ennemis ou mourir de faim; une autre influence s'en mêla peut-être. Enfin, ce qui est écrit est écrit. La bataille commença le deux décembre vers les six heures du matin, et dura plus de treize heures. Je l'appelle la bataille d'Olmütz, jusqu'à ce qu'il plaise aux Français de lui donner un autre nom. Les Russes combattirent avec leur intrépidité ordinaire; mais, du côté de la science et de l'expérience, tout me porte à croire que la partie était fort inégale, et que l'homme qui doit être opposé à Bonaparte n'existe pas plus ici qu'ailleurs, ou ne se montre point encore. J'ai cru comprendre que les Russes, fonçant sur les Français à leur manière, ont été fort désorientés par la manœuvre de ceux-ci, qui disparaissaient à droite et à gauche comme des mouches, découvrant par cette fuite savante des batteries qui foudroyaient les Russes, et retournant ensuite à la charge lorsqu'ils les voyaient en désordre. D'ailleurs, toute la valeur possible devait être inutile, dès que les

Autrichiens la contrariaient au lieu de la seconder. Presque sans résistance, on les vit s'ouvrir devant les Français, céder le terrain de toutes parts, jeter leurs armes, et enfin tirer eux-mêmes sur les Russes. Ceci paraît fabuleux, Sire ; cependant, il n'y a qu'une voix sur la vérité de ce fait ; on ajoute que le régiment des chasseurs de la Garde, indigné de cette infamie, se rua sur le corps autrichien dont il avait souffert la décharge, et le mit en pièces. Des autorités très respectables attestent encore cette circonstance, mais je me défie infiniment des haines nationales, et je crois qu'ici il est permis de douter. Si la chose est vraie, ce sera, je crois, la première fois qu'on aura vu des alliés s'égorger sur le champ de bataille. Personne ne doute ici, que le plan de la bataille n'ait été communiqué à Bonaparte ; je sens qu'on peut et qu'on doit même ici se défier encore des préjugés nationaux ; mais j'ai lu dans la lettre d'un officier étranger, bien informé et nullement suspect, ces propres mots : « On a rarement des preuves directes « d'une trahison, mais il faut avouer que tout s'est « passé précisément comme si il y en avait eu une. » Plusieurs indices viennent à l'appui de ce jugement parfaitement conforme à la voix publique ; il paraît certain qu'on avait résolu, du côté de l'Autriche, de forcer par des revers le brave Empereur à faire la paix. Votre Majesté n'apprendra pas sans une extrême indignation, qu'à la distance de quatre ou cinq lieues, on a trouvé des provisions en abondance pour toute l'armée qui se retirait. Le jeune et vaillant Empereur a fait dans cette grande occasion, non pas seulement tout ce qu'il devait,

mais plus peut-être que ne le permettait sa haute qualité. Il s'est exposé d'une manière qui nous fait encore trembler: une grenade est venue blesser un officier tout près de lui; il s'est jeté à deux ou trois reprises au milieu des Autrichiens, et n'a rien oublié pour les animer et les réunir; mais tous ses efforts ne lui ont valu que de la gloire. Il a eu le chagrin de les voir, en un clin d'œil, jeter armes, chapeaux, bandoulières, et tendre les mains aux Français en demandant *grâce*. Il fallut céder, sans qu'on puisse dire, à parler exactement, que les Russes aient été vaincus. Un très grand mal est la perte de l'artillerie, qui n'a cependant point été l'ouvrage de l'ennemi. Un pont fabriqué par l'impéritie ou par la malveillance (car on veut encore chercher ici du mystère), s'est abîmé sous le premier canon et a fait perdre tout le reste. Votre Majesté sent assez qu'en racontant cet événement, les papiers français n'oublieront que le pont. L'Empereur est revenu sur le champ à Pétersbourg, sans s'arrêter nulle part. Que n'a-t-on pas dit, Sire, sur ce retour? Il est certain que par cette démarche l'Empereur pouvait paraître convenir de sa défaite, abandonner la partie et dégoûter ses troupes. Néanmoins, en oubliant même pour un instant, s'il est possible, le profond respect que j'ai pour sa personne, je n'aurais pas la force de le blâmer. J'avais l'honneur de l'écrire l'autre jour à M. le Comte de Front, et je crois que rien n'est plus vrai: plus âgé, plus accoutumé aux scélératesses des hommes et aux scènes de carnage, l'Empereur serait resté; tel qu'il est, il est revenu. Que Votre Majesté daigne se représenter un Souverain ex-

cessivement bon, humain et compatissant, voyant la guerre pour la première fois, et se trouvant au milieu de ces monceaux de cadavres ; trompé d'ailleurs dans ses espérances les plus douces, et justement irrité par le spectacle de la lâcheté et de la trahison ; je me persuade qu'Elle ne sera nullement surprise de le voir partir dans le premier accès de l'indignation. Avant de s'éloigner cependant, il pourvut à tout en envoyant son propre frère, accompagné du Prince Dolgorouki, à Berlin, et le Comte Paul de Strogonof à Londres. La précaution était surtout nécessaire envers la Prusse, car le Roi commençait à s'alarmer ; il envoyait des aides de camp l'un après l'autre, et s'étonnait surtout qu'on eût fait sans lui paix ou armistice, après les engagements communs pris à Berlin. Il ne doutait pas un moment que l'Empereur de Russie n'eût signé quelque convention avec Bonaparte ; mais il se trompait, celui d'Autriche seul avait souscrit. Ayant totalement perdu courage, il était venu, le jour de la bataille supplier, au pied de la lettre, l'Empereur de Russie de trouver bon qu'il s'accordât à tout prix (lui François second) avec le vainqueur. L'Empereur Alexandre lui dit : « Faites comme vous l'entendrez, mais ne m'y mêlez d'aucune manière. » Bonaparte, ayant exigé que l'infortuné Souverain vint s'aboucher avec lui, François II s'est cru forcé d'obéir. Quelles conditions lui a-t-on dictées ? C'est ce que j'ignore encore au moment où j'ai l'honneur de tracer ces lignes à Votre Majesté. Bonaparte avait une extrême envie de s'aboucher aussi avec l'Empereur Alexandre dès avant la bataille ; il lui avait fait des

avances que j'aurai l'honneur de faire connaître à Votre Majesté par une communication à part, car je crains que la multitude des objets ne jette de l'embarras dans ma narration. Après le combat, son aide de camp Savary, qui avait été porteur des premières paroles, retourna auprès de l'Empereur pour lui demander une entrevue. L'Empereur ne jugea point à propos d'accepter la proposition ; il dit à Savary qu'il envoyait le Prince Pierre Dolgorouki, auquel *le chef de la nation Française* pouvait parler comme à l'Empereur lui-même. Bonaparte reçut le Prince en plein champ et environné de sa garde ; au moment où le Russe approcha, Napoléon fit un signe *impérial* ou *impératif* qui fit écarter sa garde. On entra en conversation ; le Prince dit que son Maître ne pouvait concevoir quel pouvait être l'objet de l'entrevue proposée.— « C'est la paix, dit Bonaparte. « Je ne conçois pas pourquoi votre Maître ne veut pas « s'entendre avec moi : je ne demande qu'à le voir et à « lui présenter une feuille blanche signée *Napoléon*, sur « laquelle il écrira lui-même les conditions de la paix.» — A ces beaux discours, il mêla cependant quelques grains de jactance ; *il dit que ce serait peut-être au vainqueur à dicter les lois, mais que cependant, etc.* Le Prince Dolgorouki répliqua que les intentions de S. M. I. étant connues, Elle ne voyait pas la nécessité d'une entrevue. Quelques personnes ont vu dans ces démarches de Bonaparte un piège tendu à l'Empereur de Russie, pour l'engager dans quelque démarche précipitée, et se donner au moins le plaisir de faire écrire dans les gazettes Françaises que l'*Empereur de Russie s'était rendu*

chez celui des Français. Je crois bien que l'intention de Bonaparte était de tirer parti de l'entrevue, si elle avait été accordée : rien n'est plus naturel ; mais je crois aussi qu'il eût été moins difficile qu'on ne le croit sur les conditions qu'Alexandre aurait pu proposer, et que surtout il n'aurait fait aucune difficulté sur le *puntiglio*. Je ne doute pas un moment qu'il ne se fût rendu lui-même chez l'Empereur de Russie, ou qu'il n'eût fait volontiers la moitié du chemin. Cette représentation entrait dans ses vues, et sûrement il n'aurait pas été fâché de finir d'une manière sûre et honorable. Mais enfin, l'Empereur n'a pas voulu de cette conversation, ni faire dans cette circonstance d'autres propositions. Il est au reste le Prince le plus fait pour adresser la parole à l'heureux usurpateur. Il n'y a entre eux aucune aigreur de caractère, de circonstance ou de nation. La puissance d'Alexandre, ses vertus personnelles et la loyauté de sa conduite font une grande impression sur l'esprit des Français, et en particulier sur celui de Bonaparte, qui affecte même à son égard des procédés chevaleresques. Savary dit à l'Empereur, après la bataille, les choses les plus délicates, entre autres *que les Français ne l'avaient jamais perdu de vue sur le champ de bataille, qu'il avait changé deux fois de cheval, et qu'à tel moment et à tel endroit il montait un cheval bai* (Vrai ou faux on ne peut rien dire de plus agréable). L'Empereur, ayant trouvé le soir sur son chemin sept officiers Français qu'on menait prisonniers, leur rendit sur le champ la liberté, et Bonaparte, piqué d'honneur, a renvoyé à son tour tous les prisonniers. Le fait est sûr, quant aux

officiers, mais je ne puis encore assurer, si la courtoisie s'est étendue comme on l'assure jusqu'aux soldats. — Tout se réduit aux officiers de la garde.

La bataille d'Olmütz ou d'Austerlitz s'appelle déjà en Allemagne la bataille des Empereurs (Kaiserschlacht). C'est dommage que Celui dont le sort était décidé par ce fameux combat ait fait nombre et rien de plus. Je voudrais être en état d'apprendre à Votre Majesté quelque chose de certain sur les pertes réciproques, mais rien n'est plus difficile. La *Gazette de Berlin*, la mieux placée peut-être pour savoir la vérité, dit formellement que cette bataille a été *la plus sanglante dont l'histoire moderne fasse mention*, et que la perte de part et d'autre, en morts et en blessés, passe trente-six mille hommes. Ce que je puis avoir l'honneur d'assurer à Votre Majesté, c'est qu'aucun homme instruit, dans ce pays, ne m'a supposé le nombre des morts au-dessous de huit à neuf mille hommes ; or, ce nombre de morts suppose peut-être le triple de blessés, et de ce dernier nombre un tiers au moins sera perdu pour l'Etat. Il paraît, par les aveux mêmes des prisonniers Français, que la perte de leur côté a été sans comparaison plus forte. Votre Majesté peut juger de la boucherie. Pour la Russie, c'est une goutte de sang, mais les suites politiques de la bataille sont incalculables. Voilà donc cette fameuse Maison d'Autriche renversée, et pour toujours. Après une lutte terrible de trois siècles, le génie de la France l'emporte irrévocablement. Qnand même le Roi légitime remonterait sur le trône, il n'aurait pas, je crois, la bonté de replacer sa rivale sur son piédestal.

Qu'arrivera-t-il de l'immense patrimoine de l'Autriche? Comment sera-t-il morcelé, dépecé, aliéné? Je l'ignore : mais c'est une époque à jamais fameuse, et le commencement d'un nouveau droit public en Europe. Je ne vois plus dans cette partie du monde que quatre puissances : la France, la Russie, l'Angleterre, et la Prusse qui jouera entre les deux premières, et toutes proportions gardées, le rôle qui nous appartenait entre la France et l'Autriche. L'Electeur de Bavière, premier vassal de Bonaparte, recevra une couronne idéale, qu'il paiera sur le champ en donnant sa fille à Beauharnais. Ce pas fait, voilà la famille d'un usurpateur unie aux Maisons Souveraines, et bientôt d'autres Princes seront tentés ou forcés. Il serait bien à désirer que quelque événement inattendu vint s'opposer à la suite des conséquences qu'il est permis d'envisager, mais cet événement ne se voit point dans la liste des choses naturelles et ordinaires. S'il existe dans le sein de l'avenir, il n'est pas dans la sphère de la prévoyance humaine. Nombre de gens s'amusent encore avec l'idée de la Prusse, qui est intacte; mais je confesse à Votre Majesté que je compte fort peu sur cette puissance. Le caractère du Souverain, les maximes du Cabinet, et même l'esprit national, semblent interdire l'espérance d'une grande conception. C'est la Prusse qui vient de perdre l'Europe une seconde fois en envoyant ses misérables *orateurs* à Bonaparte, au lieu de faire marcher une armée. Bernadotte, qui s'est vu libre, est allé flanquer son Maître, et l'a fait vaincre. « Nous n'étions pas prêts, disent les Prussiens, il faut du temps » ; fort bien, mais quand on n'a pas

un cheval de trait, il ne faut pas faire continuellement retentir l'Europe de trois cents mille hommes prêts à marcher ; et la Prusse, dans les circonstances actuelles, n'est pas excusable de n'avoir pas eu constamment cinquante mille hommes disponibles à la minute. Au reste, Sire, je n'affirme rien, mais je crois mes craintes fondées. L'Empereur, comme j'avais l'honneur de le dire, n'a rien oublié pour s'attacher la Prusse et pour lui inspirer les sentiments qui l'animent lui-même. Le 26 de ce mois, il a accordé une très longue audience au ministre de cette puissance, auquel il a manifesté surtout sa persuasion intime qu'une paix, du moins une paix sûre avec Bonaparte, était impossible si elle n'était pas obtenue les armes à la main. Il a promis à la Prusse une assistance sans borne et sans délai ; tout cela est à merveille, et bien digne de Sa Majesté Impériale ; mais la grandeur d'âme, chassée de tous les coins de notre malheureux continent, ne se *réfugie* guère dans un Cabinet mené par des *réfugiés*. Il faut cependant que la Prusse prenne garde à elle ; jamais peut-être une puissance ne se trouva engagée dans un pas plus difficile ; placée entre deux puissances formidables, vulnérable de toutes parts, mais surtout par la Pologne, le parti qu'elle prendra peut décider de son existence. Le plus dangereux sera celui de tergiverser, et c'est probablement celui qu'elle choisira. On peut croire que l'unique moyen de la mettre dans la bonne voie et de l'y retenir, est de l'acheter, tout uniment, comme on achète le travail d'un ouvrier ; c'est à l'inépuisable Angleterre qu'il appartient de

faire cette opération, qui est véritablement majeure.

J'avais conduit jusqu'ici cette dépêche, lorsque l'arrivée d'un grand personnage m'a mis à portée d'obtenir de nouvelles connaissances. Je prie donc Votre Majesté de vouloir bien agréer les explications et rectifications suivantes.

1° Ce ne fut point *après*, mais bien avant la bataille, que Bonaparte demanda l'entrevue. Il paraît que le Prince Pierre Dolgorouki n'était pas l'homme le plus propre à la commission qui lui fut confiée, et qu'il cassa un peu trop les vitres, selon l'expression vulgaire (1). Bonaparte en terminant la conversation, qui fut sans doute très vive, dit : *Eh bien..... nous nous battrons. Qu'on m'amène mon cheval !* Il demeure néanmoins toujours certain, à ce qui me paraît, que Savary se présenta de nouveau à l'Empereur après le combat. Dans le courant de la conversation, Bonaparte avait dit au Prince : « Je sais que les Russes et les Anglais ont « débarqué dans le Royaume de Naples : j'envoie trente « mille hommes pour les battre. »

2° Il est très sûr que ce même Prince Dolgorouki a

---

(1) Le Prince s'est justifié depuis, dans une lettre très intéressante imprimée à Berlin, mais que je ne puis envoyer. Je lui ai parlé à lui-même ; il est faux qu'il ait demandé la couronne d'Italie pour Votre Majesté, comme on l'a imprimé à Paris. Le nom même du Piémont n'a jamais été prononcé, mais seulement celui d'indemnité. (19 février.)

(*Note de l'Auteur.*)

contribué infiniment à déterminer cette funeste bataille, et que malheureusement l'ardeur du jeune et vaillant Souverain s'est trop laissée séduire par l'appas d'une brillante victoire. L'Empereur d'Autriche le pressait de son côté en lui disant : *Vos troupes sont excellentes, il faut donner la bataille.* Les officiers Autrichiens soutenaient ce système et préparèrent tout. Le plan fut donné par le chef de leur Etat-major, M. de Weyrotter, qu'on assure être une tête légère ; et le bon général Suchtelen, qui arriva au moment même d'une décision prise sans sa participation, en fut également surpris et attristé. Le Général en chef et les autres officiers supérieurs étaient de même contre la bataille ; et cependant elle fut donnée ! — Pour comble de malheur, on ne savait pas que Bernadotte était arrivé avec son Corps, et que le Général d'Essen, avec le sien, était sur le point de joindre les Russes. Votre Majesté apercevra ici de tristes erreurs ; néanmoins s'il avait été possible de s'entendre, la bataille aurait été décisive en faveur des alliés ; mais elle ne fut pour eux qu'une véritable mêlée. Les ordres furent ou mal donnés ou mal compris, les corps n'arrivèrent point à temps, et l'on se massacra comme des sauvages. C'est un miracle que les Russes s'en soient tirés comme ils l'ont fait. Votre Majesté aura peut-être remarqué que les papiers Prussiens leur donnent constamment la victoire : il peut se faire que, dans ce moment, ce soit un style d'amis.

3° Je puis maintenant assurer Votre Majesté que le Ministère se croit sûr de sept mille morts *seulement.* Ce dernier mot fait pâlir, mais enfin on croyait beaucoup

plus, et la perte des Français passe pour très certainement plus forte (1).

4° Les prisonniers renvoyés se réduisent aux officiers et soldats du régiment aux Gardes. C'est un de ces régiments embarrassants, dont la valeur ne compense pas les prétentions; les parents des officiers ne veulent pas croire qu'il soit permis de les tuer, et je crois qu'on finira par les rappeler dans la capitale, pour se délivrer des hurlements des dames.

5° Les troupes Autrichiennes étaient de la plus mauvaise espèce, composées en grande partie de jeunes recrues sans expérience militaire. C'était une nouvelle faute d'employer de pareils soldats dans une occasion si importante, avant qu'ils fussent aguerris. On ne parle point de leurs pertes particulières. Tout bien examiné, il me paraît que ceux qui portent la totalité des morts à douze mille ne se trompent pas, ou se trompent peu ; en doublant tout au moins, à cause des Français, et ajoutant les blessés, on se forme une idée de cette sanglante journée. L'armistice avec l'Empereur d'Autriche étant impossible ou inutile, tant que celui de Russie tenait la campagne, Bonaparte écrivit une seconde lettre à ce dernier après la bataille : cette lettre, apportée encore par l'aide de camp Savary, n'a point été rendue

---

(1) En dernière analyse, l'armée en rentrant aux frontières avait perdu 15,000 hommes, en tout comptant, ce qui en donne au moins 10,000 pour le champ de bataille d'Austerlitz.

(*Note de l'Auteur.*)

publique, mais il est permis de la lire (sauf le style) dans la retraite des troupes Russes, qui commença immédiatement et paisiblement, par la Hongrie.

6° Ce que j'ai dit plus haut sur la chute d'un pont est un de ces contes dont on n'est jamais avare dans les occasions de ce genre. L'artillerie avait été laissée sur les derrières de l'armée, du côté de Wischnau, apparemment comme meuble inutile. Elle n'était pas même attelée, et les Français la prirent paisiblement après la bataille, tandis que les Russes se retiraient sur la droite, du côté de la Hongrie. Il y avait cinquante pièces de canon, dont on n'avait pas même jugé à propos d'essayer l'usage. En un mot, Sire, il me semble qu'on pourrait appeler cette bataille, un grand *suicide*. Lorsqu'on a voulu en demander la relation au général Koutouzof, il a répondu qu'il ne voulait point donner la relation d'une bataille livrée malgré lui, et qu'il fallait s'adresser aux Autrichiens qui l'avaient donnée.

Ces détails sont désespérants, et font bien sentir l'irrévocable destinée qui nous entraîne. Tout arrive contre toutes les lois du bon sens et de la probabilité, et tous les calculs sont déroutés. L'infamie d'Ulm force le brave Archiduc Charles à quitter l'Italie ; cette retraite rendra inutile, et peut-être funeste, le débarquement Anglo-Russe fait à Naples. La bataille d'Austerlitz se perd parce qu'on veut absolument la perdre, et nous achève. Le doigt divin est si profondément marqué dans tous ces événements, que je deviens en un sens fataliste, et que j'ose à peine me servir de ma raison. Si cependant Votre Majesté voulait connaître précisément les espérances qui

me restent, elle les trouverait consignées dans le Mémoire ci-joint en treize feuilles détachées. Il a été rédigé pour notre cher Duc, qui veut s'en servir auprès du ministère ; mais pour ne rien cacher à Votre Majesté, j'ai bien peur que ce Mémoire ne contienne bien plus ce qu'il faudrait faire, que ce qu'on fera. Par une action forte et rapide, soutenue de toutes les forces de la Russie, la Prusse pourrait probablement remonter la machine, mais la Prusse tremble, traite et tâtonne à sa manière ; suivant les apparences, elle nous perdra encore : mais, pour cette fois, elle se perdra avec nous. Il faudrait être bien novice en politique pour avoir un instant de tranquillité tant qu'on verra manœuvrer des Haugwitz et des Lombard ; la politique étroite et perverse de ces gens-là n'est pas faite pour les circonstances que nous voyons, ou pour mieux dire, elle est faite pour les prolonger. J'ai beau regarder dans l'univers, je n'y vois rien qui ressemble à la force, aux talents, à l'espèce d'inspiration qui serait nécessaire pour arrêter le torrent.

J'ai protesté, dans le Mémoire en question, d'abjurer le ton dogmatique : je puis en effet avoir l'honneur d'assurer Votre Majesté que je suis fort éloigné d'accorder à mes petites idées plus de poids qu'elles n'en ont réellement. Je sens combien il est aisé de critiquer ce qu'on fait et difficile de montrer ce qu'il faudrait faire ; mais comme le parti de la morale m'a toujours paru le plus sûr dans toutes les occasions possibles, j'ose croire que dans ce moment il n'y aurait pas de mal d'y revenir, surtout après avoir épuisé toutes les ressources du machiavélisme, sans autre résultat que le déshonneur.

Aucun ministre n'a vu le Prince Czartoryski depuis son retour qui a eu lieu le 27 décembre; il n'a pas même répondu aux lettres par lesquelles nous lui avons demandé audience suivant l'usage. Incessamment, il doit être tenu un grand conseil, dans lequel S. M. I. prendra des résolutions analogues à l'état des affaires: jusque-là nous ne serons point entendus. Votre Majesté jugera aisément des soucis cuisants qui m'obsèdent dans ce moment, à l'égard surtout de sa personne Auguste. Que je suis désireux de savoir ce qu'elle sera devenue au milieu de la nouvelle tempête qui aura sans doute éclaté sur le royaume de Naples! Je ne sais ce que me dira le Prince, mais, quoique je me tienne sûr que l'Empereur est inébranlable dans ses dispositions envers Votre Majesté, il n'est pas moins vrai que la sphère de nos espérances s'est fort rétrécie à la bataille d'Austerlitz. Je souhaite, bien plus que je ne l'espère, qu'une victoire mémorable remportée par les armes Russo-Prussiennes remonte ses espérances au point où elles étaient il y a deux mois; il serait superflu de dire à Votre Majesté que je n'oublierai rien de ce qui peut recommander ses intérêts à cette Cour; il me semble que, dans ce moment, on pourrait plus aisément spéculer sur ce point sans crainte de choquer l'Autriche: je suivrai cette idée, que j'ai déjà indiquée de loin.

Nous ignorons absolument le parti qu'aura pris l'Autriche après ses malheurs. Nous n'avons même plus entendu parler de l'Archiduc Charles depuis qu'il a eu le bonheur d'atteindre la Hongrie. L'Archiduc Ferdinand, trois jours après la bataille d'Austerlitz, a bravement

attaqué et battu les Bavarois dans la Bohême. Je fixe souvent l'œil sur ce jeune Prince qui me paraît promettre infiniment : sa conduite déterminée à Ulm (quoi qu'il en soit de sa dispute avec Mack, considérée suivant les rigueurs de la discipline), la victoire qu'il a remportée sur les Bavarois, et plus que tout cela peut-être, une certaine confiance qu'il inspire généralement, me semblent permettre de le considérer comme l'une des plus brillantes espérances de son auguste et malheureuse Maison. Si les traités forcés ne paralysent pas ce talent, j'espère qu'il aura d'autres occasions de le déployer pour le salut de l'Europe. Je ne dirai rien à Votre Majesté des ressorts cachés et méprisables qui ont amené la catastrophe autrichienne ; comme ils étaient parfaitement connus tout près de Votre Majesté, et qu'on en avait même à peu près prédit les effets, je pense qu'elle n'ignore rien sur ce sujet déplorable.

Votre Majesté s'apercevra aisément que cette lettre est écrite jour par jour et commencée depuis très longtemps. Il y a trois mois, Sire, que j'attends le départ d'un courrier toujours retardé, et malgré l'impatience que me cause ce retard, je n'ai pas osé en envoyer un de mon chef. J'ai mandé à M. le Chevalier de Rossi le détail de ma conversation du 10, qui fut bien amère pour moi : je me rapporte à cette lettre ; à la fin du mois j'attends une autre audience, sans savoir encore quand elle me sera accordée.

Depuis quelques mois, j'avais songé à Venise pour Votre Majesté. Cet établissement aurait été, sous tous les rapports, supérieur au Piémont même ; mais la chose n'étant

pas proposable directement tant que la Maison d'Autriche possédait, j'avais pris le parti d'en parler dans une lettre à M. le Comte de Front, et de l'acheminer de manière à être sûr qu'elle serait décachetée ici. Il se trouve, par une singularité remarquable, que l'Autriche n'aurait point été éloignée de cette idée, et que l'Empereur François a parlé dans ce sens à celui de Russie ; mais cette idée s'est évaporée comme tant d'autres sur le champ de bataille d'Austerlitz. Il est bon cependant de ne pas la perdre de vue. Je songe dans ce moment à proposer à ce Cabinet, et par son canal à celui d'Angleterre, de procurer à Votre Majesté un établissement quelconque de leur chef, et sans le concours de la France; par conséquent avant le traité de paix définitif. De cette manière Votre Majesté attendrait ce traité d'une manière plus supportable, et s'il est décidément contre Elle, comme la chose est malheureusement très possible, Elle éviterait au moins le dernier désagrément d'une renonciation formelle au Piémont, puisque ne recevant rien de la France, elle n'aurait rien à stipuler avec cette puissance. J'attends ma nouvelle audience pour être en état d'en dire davantage sur ce point à Votre Majesté. Dans celle du 10, le Prince me répéta beaucoup qu'il fallait tout accepter : c'est aussi l'avis que j'ai eu l'honneur de présenter à Votre Majesté depuis très longtemps. Il ne s'agit plus pour Elle que de conserver la Souveraineté et de la transmettre à ses descendants. Plusieurs raisons font présumer que la puissance inouie que nous avons vue se former sera passagère ; mais ce qui ne dure que trente ou quarante ans s'appelle encore passager dans

l'histoire ; la sagesse exige donc que Votre Majesté mette les choses au pire, et se détermine en conséquence. Je puis aujourd'hui avoir l'honneur de lui répéter sans inconvénient que la restitution du Piémont n'a jamais été possible un seul instant ; depuis les dernières victoires des Français, un établissement sur quelque autre point de l'Italie est devenu peut-être tout aussi impossible. Quand on le lui accorderait, je ne sais pas trop quelle existence aurait Votre Majesté dans un petit pays placé au milieu du royaume d'Italie, ni comment elle supporterait cet insupportable vasselage ; il me paraît, que pour attendre sûrement et décemment un autre ordre de choses, Malte serait le point le plus convenable. Jamais Votre Majesté ne m'a communiqué ses idées sur cet article ; je ferai tout pour le mieux après y avoir bien songé : c'est tout ce que je puis dire à une telle distance.

Après des comédies de toute espèce, la Prusse a fini comme on devait s'y attendre : elle a joué complètement la Russie et n'a travaillé qu'à son profit ; elle voulait prendre possession du Hanovre, elle y est parvenue. Haugwitz s'est servi des pleins pouvoirs qu'il tenait des deux puissances pour signer ce qu'il a voulu. Comme on garde ici un profond silence, il est impossible de savoir encore jusqu'à quel point l'Empereur a été offensé, et ce qui en résultera ; en attendant, les troupes coalisées évacuent le Hanovre et les Prussiens les remplacent. Il est bien dit qu'ils prennent seulement des positions et que l'administration demeure à la régence ; mais je ne suis pas dupe de cette autre comédie, et je re-

garde l'Électorat comme nouvellement perdu pour le Roi d'Angleterre. Avec les meilleures intentions du monde, l'excellent Empereur Alexandre ne s'est pas moins trompé de toutes les manières, et de la façon la plus fatale. Du moment qu'il vit le choix fait à Berlin de MM. de Haugwitz et Lombard, et les égards particuliers qu'on avait pour le général Duroc, il devait entrer en défiance et parler haut; et après avoir très malheureusement donné la bataille du 2 décembre, il devait voler en Silésie et tenir la Prusse en respect avec une armée formidable; en revenant ici sur le champ, il a tout perdu. Que fera-t-il maintenant? Je l'ignore absolument. Peut-être ce qu'il aurait de mieux à faire serait de déclarer la guerre à la Prusse. Je ne vois pas pour lui d'autre moyen de demeurer puissance européenne et de pouvoir embarrasser la France : il est peut-être plus probable qu'il demeurera dans une attitude hostile, sans combattre Bonaparte, et sans le reconnaître. Mais cet état peut-il durer? Au moyen de Venise, de l'Istrie et de la Dalmatie, nous verrons bientôt l'heureux conquérant commencer l'exécution de ses vastes plans sur la Grèce et le Levant, inquiéter la Russie sur ses provinces méridionales, et la forcer à combattre chez elle. En général, Sire, depuis la bataille d'Austerlitz, la Russie n'est plus ce qu'elle était; ses armes ont perdu dans l'opinion la haute réputation dont elles jouissaient, et celles de la France, au contraire, passent pour supérieures à toutes. Nul homme ne peut prévoir ce qui arrivera, car Bonaparte n'a plus de rival. Il n'y a plus qu'une révolution intérieure qui puisse renverser ce colosse, et cette révolution même ne paraît plus aussi

probable qu'elle l'était ; il comble de gloire la plus vaniteuse nation de l'univers ; il sait vaincre, il sait punir et il sait récompenser, il est donc bien fort. Cependant, les avis les plus certains nous disent qu'il est généralement haï ; il faudrait être en France pour juger sainement de l'opinion française. Je croirais manquer à mes devoirs envers Votre Majesté, si je lui présentais des espérances trompeuses ; tout n'est pas perdu sans doute, mais tout va infiniment mal. Les malheurs de Votre Majesté n'ont au reste d'autre effet sur moi que celui de m'attacher plus vivement à sa personne et à ses intérêts ; tant qu'il restera une lueur d'espérance et une goutte du sang de son Auguste famille, la dernière goutte du mien lui sera toujours consacrée.

19 (31) janvier 1806.— Aujourd'hui, Sire, j'ai obtenu une nouvelle audience du Prince Czartoryski, laquelle sans avoir été absolument rassurante (car elle ne pouvait l'être), n'a cependant pas été aussi triste que la précédente; j'ai débuté par observer qu'il me paraissait infiniment probable que dans ses négociations avec Bonaparte, le Comte de Haugwitz aurait parlé de nous, et qu'il importait à Votre Majesté de savoir ce qui avait été dit. A cela il m'a été répondu que dans le traité signé avec la Prusse, les deux puissances étaient demeurées d'accord de demander pour Votre Majesté le royaume de Ligurie ou les trois Légations, le tout avec les arrondissements convenables; mais que M. de Haugwitz ayant fait tout autre chose que ce que portaient ses pouvoirs, il ne s'agissait plus de cette première demande, et que très certainement l'Empereur ne savait point si et com-

ment il avait été question de nous dans cette nouvelle négociation.

Je crois, pour avoir l'honneur de le dire en passant à Votre Majesté, que le Comte de Haugwitz avait plus d'un pouvoir dans sa poche, et qu'après la bataille d'Austerlitz, il n'aura pas été difficile au parti Français de ramener S. M. Prussienne dans la route ordinaire de son Cabinet. Les meneurs de Berlin doivent rire de bon cœur en contemplant les cordons et les bijoux laissés dans leur ville par l'Empereur Alexandre. Le *digne* Lombard a reçu pour son compte une bague de 25,000 roubles : il faut avouer qu'il l'a bien gagnée. Et c'est dans ce moment précis qu'on perdait les lettres de change de Votre Majesté.

Pour revenir à mon audience, j'ai demandé, en second lieu, quelles seraient les intentions de S. M. I. relativement à tel ou tel pays qu'on pourrait offrir à Votre Majesté hors de l'Italie ; le Prince m'a répondu que dans ce moment il était impossible à l'Empereur d'avoir des intentions déterminées, puisque les affaires politiques se trouvaient dans un chaos où il était impraticable de discerner aucun objet. Cependant il ne m'a plus paru aussi abattu, et j'ai cru voir clairement que l'Empereur tient bon et ne pense nullement à la paix, ce qui est tout ce que Votre Majesté peut désirer dans l'état actuel des choses ; alors j'ai fait tomber le discours sur Venise, et le Prince m'a confirmé les déclarations faites sur ce point par S. M. l'Empereur d'Autriche. J'ai observé que cet objet ne devait point être perdu de vue, attendu qu'il pourrait en être question, si jamais les Français venaient

à être chassés de l'Istrie et de la Dalmatie ; et saisissant cette occasion, j'ai appuyé fortement sur ces deux provinces, dont la possession rendait inutile pour l'Europe la mémorable bataille de Trafalgar, puisque Bonaparte pouvait faire par terre, au moyen de ses possessions vénitiennes, tout ce qu'il aurait fait par mer, si sa flotte n'avait pas été détruite. Après ce discours, que je n'ai pas cru, à beaucoup près, inutile dans les circonstances présentes, j'en suis venu à Malte pour l'établissement provisoire dont j'avais l'honneur de parler précédemment à votre Majesté. Le Prince ne pouvait être préparé à une proposition de cette espèce : il m'a demandé pourquoi je croyais que les Anglais ne pourraient pas retenir Malte, car j'étais parti de là. Je lui en dis les raisons, en lui ajoutant que les Anglais se faisaient illusion sur ce point, que l'intérêt général de l'Europe ne laisserait jamais cette île entre les mains d'une puissance prépondérante, qu'il serait plus honorable pour l'Angleterre de la *donner* au Roi, que de la *céder* dans un traité définitif ; qu'en attendant, elle en tirerait toujours le même parti pour ses vaisseaux, que Votre Majesté, de son côté, serait décemment placée à l'abri de toute violence et nullement exclue d'une plus ample indemnisation, etc.

Le Prince, qui ne pouvait être préparé, comme je l'ai dit, n'a pu répondre d'une manière décidée, mais il y pensera, et quant à moi, Sire, il me suffit dans ce moment de mettre en avant toutes les idées possibles ; je n'ai pas manqué de dire que cela m'appartenait exclusivement.

Le courrier devant partir incessamment, je terminerai

ici cette dépêche, me réservant de faire connaître, par de petites notes interrompues, à M. le Chevalier de Rossi, tout ce qui pourra lui paraître de quelque importance, jusqu'au moment même du départ.

Il ne me reste qu'à présenter à Votre Majesté le nouvel hommage d'un zèle qui ne pourra que s'enflammer davantage par nos malheurs, et celui du très profond respect avec lequel, etc.

136

A M. le Chevalier de Rossi.

19 (31) janvier 1806.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Il est bien dur de rompre un si long silence pour n'exprimer que le désespoir. Même après la honteuse calamité d'Ulm, on pouvait tout sauver: mais tout a été perdu à Austerlitz. Je ne puis penser à cette bataille, sans me rappeler une phrase fameuse de Tacite : « Jamais il ne fut plus évident que les dieux, très peu soucieux de notre bonheur, ne le sont que de leur vengeance. » C'est un phénomène, Monsieur le Chevalier, c'est une magie, c'est un miracle. C'est quelque chose qui n'a point de nom, et que l'on conçoit moins à mesure qu'on y réfléchit davantage. Comment le Prince le

plus sage, le plus humain, le plus défiant surtout de ses propres lumières (car c'est ce point qui est le plus étrange) comment, dis-je, un tel Prince s'est-il déterminé à donner une bataille contre l'avis de tous ses généraux, sur l'avis de quelques jeunes courtisans ? C'est cependant ce que nous avons vu. A quelques pas derrière lui, il avait une armée qui venait le joindre, et des vivres à quelques verstes. On ne pouvait que gagner au retard ; mais non, il faut se battre : *Ce que j'ai écrit est écrit.* On se bat, vous savez avec quel succès ! Deux jours après, l'un des Archiducs est vainqueur en Bohème, et l'autre arrive avec soixante mille hommes aux portes de Vienne. Il y a de quoi perdre la tête. Répétons, Monsieur le Chevalier : « *non esse cura diis securitatem nostram, esse ultionem* ». Jamais on ne vit de fatalité plus visible et plus funeste : les suites de cette bataille sont encore plus inconcevables que la bataille même. Si l'Empereur avait tenu bon, au moins sur la frontière, si surtout il avait couru à son armée de Silésie pour raffermir l'opinion et décider la Prusse, on pouvait encore réparer le mal, mais..... N'importe ! Jamais je ne pourrai cesser de l'aimer. Le public a bien rendu justice à ses intentions en le recevant, on peut dire, avec amour. Qu'est-ce qu'une bataille perdue pour la Russie *hors de chez elle* ? Bataille qui n'est pas même perdue, puisque les Français ont perdu douze mille hommes et cinq ou six généraux, tandis que les Russes n'en ont pas perdu un ? Tout cela, Monsieur le Chevalier, est bel et bon dans les temps ordinaires. Mais à cette époque, l'opinion, comme tout le reste, ne ressem-

ble à rien. La bataille d'Austerlitz est une bataille de Cannes et l'on dirait qu'Annibal est aux portes. M. Sanchez d'Aguilar, précédemment Secrétaire d'Ambassade, et maintenant Chargé des affaires d'Autriche, qui est arrivé ici le 3 (n. s.), a été surpris de cette opinion et l'a combattue de toutes ses forces.

137

Au Roi Victor-Emmanuel.

25 janvier (6 février) 1806.

SIRE,

J'espère que dans cette malheureuse circonstance, Votre Majesté voudra bien permettre que je lui présente directement quelques réflexions qui me concernent, et qu'il me serait désagréable de faire passer par la voie ordinaire des bureaux.

Votre Majesté n'a sûrement pas oublié l'extrême répugnance que je montrai pour me rendre à Pétersbourg. Un très grand nombre d'observations m'avaient convaincu que des circonstances extraordinaires, ou la conduite extraordinaire de certains hommes ne paraissaient point à Votre Majesté exiger d'Elle des mesures également éloignées des formes ordinaires. Je connaissais d'ailleurs d'autres choses, et le tout ensemble me

persuadait que Votre Majesté ne se déterminerait jamais à me mettre au niveau de ma place, de manière que mon existence dans ce pays ne serait qu'un long martyre.

Traîné à Naples uniquement par mon cœur, je renouvelai de bouche à Votre Majesté la demande que j'avais faite par écrit : je demandai (et jamais il n'y eut de proposition plus mesurée) d'être *présenté* comme un gentilhomme Sarde, au lieu d'être exposé comme un avocat Piémontais. Votre Majesté était peut-être bien éloignée de sentir les suites de son refus. Je vis la maxime adoptée à mon égard : « Rien pour le C. M. jusqu'à la restauration ». Elle prononçait une espèce de mort civile contre ma famille ; le coup qu'elle lui a porté est irréparable, et la plaie qui s'est faite dans mon cœur ne se refermera jamais. Si donc il m'est échappé dans mes lettres des vivacités, et des traits de mauvaise humeur capables de déplaire à Votre Majesté, comme le Comte de Roburent a bien voulu m'en avertir, je la prie très humblement de vouloir bien les pardonner à l'honneur affligé, et plus encore à la tendresse paternelle : car je proteste à Votre Majesté, sur tout ce qu'il y a de plus sacré, que la moindre condescendance de sa part aurait absolument changé l'état de ma famille.

Le système adopté à mon égard devait avoir toutes sortes de conséquences malheureuses, même pour le service de Votre Majesté. Je me contente de lui en exposer une qui ne concerne que moi : c'est que je suis mis par ce système hors d'état d'avoir l'honneur de servir Votre Majesté hors de ce pays. D'une manière ou d'une autre, j'ai pris ma place ici ; mais Dieu me préserve, Sire, de

porter ailleurs l'existence équivoque que Votre Majesté a cru devoir me laisser. Ce n'est pas que jamais j'aie la force de lui dire *non* : moins à présent que jamais, Sire. Mais comme rien ne pourrait être plus désagréable pour moi, je ne crois pas que Votre Majesté voulût me causer ce dernier chagrin. Elle sent bien d'ailleurs que, comme père, je n'ai plus d'espérance que dans ce pays. Si je m'éloignais, je perdrais mes liaisons, et si les malheurs continuent, que deviendraient mes enfants au milieu du monde?

Depuis les derniers événements, on m'a beaucoup parlé d'entrer au service de S. M. I. et d'y faire entrer mon fils. Quant à moi, Sire, je ne balance pas un moment ; mon serment n'est pas mort à la bataille d'Austerlitz, et tant que je pourrai être utile à Votre Majesté, je demeurerai à mon poste. Pour mon fils même, je ne me déterminerai qu'à la dernière extrémité ; c'est un malheur de prêter un nouveau serment, même lorsqu'on y gagne. Mais il est de toute nécessité, Sire, que Votre Majesté daigne me faire connaître ses intentions à mon égard. Il y a bientôt quatre ans que je vis séparé de ma famille ; l'espoir d'une restauration prochaine rendait cette séparation moins insupportable, quoique cet espoir fût très faible dans mon esprit. Aujourd'hui que nulle prudence humaine ne peut prévoir avec quelque fondement la fin des calamités de l'Europe, il faut bien que je prenne un parti. Un divorce sans fin ne s'accorde avec aucune loi. J'ai un enfant de 13 ans que je ne connais pas ! Votre Majesté sent bien qu'un état aussi violent doit finir une fois. Cependant, Sire, il n'y a rien à quoi je ne

me soumette pour éviter l'ombre même de l'indiscrétion. Ma femme et mes deux filles se soumettront à venir par mer, si nos amis les Anglais veulent favoriser ce projet, ce qui me parait probable ; de plus, loin de presser le voyage dans des circonstances aussi malheureuses, Votre Majesté n'a qu'à fixer le terme ; quel qu'il soit, j'y souscris sans disputer, pourvu qu'il y en ait un. Ici, je prendrai l'appartement le plus modeste, je vivrai de la manière la plus retirée ; en un mot, Sire, je n'oublierai rien pour diminuer ma dépense qui cependant, malgré toutes les économies praticables, passera nécessairement celle que je fais aujourd'hui.

Si, contre mes espérances les plus chères, mes services n'étaient plus utiles à Votre Majesté dans ce pays, j'espère que, dans ce cas, Elle daignerait me recommander à S. M. L'Empereur comme un homme qui l'a servie fidèlement. J'ai toutes les raisons d'espérer que j'obtiendrai un sort passable, mais je suis bien éloigné de croire, Sire, que Votre Majesté doive abandonner en quelque façon la partie, en cessant d'avoir un Ministre ici ; et tant qu'elle me fera l'honneur de me préférer à un autre, ni l'attrait du présent, ni la crainte de l'avenir, ne m'empêcheront de rester à mon poste tant que Votre Majesté le jugera à propos. J'ai cru seulement qu'il était de mon devoir de faire connaître parfaitement à Votre Majesté ma position et mes projets, afin qu'Elle daigne me faire connaître ses intentions à mon égard. J'ai cinquante ans, mes enfants sont grands, je désirerais avoir l'esprit tranquille sur l'établissement que je dois faire ici. J'aurais beaucoup désiré retarder ces tristes réflexions

et ne pas les adresser directement à Votre Majesté, mais les courriers me commandent et j'attends de son extrême bonté qu'elle daignera pardonner quelque chose au désagrément de jeter certains détails dans le canal ordinaire des correspondances officielles.

Je suis le chef d'une famille, Sire, l'une des plus nombreuses de votre ancien Duché de Savoie, et la seule, je pense, de ce pays, qui soit demeurée tout entière au service de Votre Majesté jusqu'au dernier moment, sans exception ni variation. Aujourd'hui même, il n'y a pas un seul individu, parmi ceux qui ont été forcés de rentrer en France, qui soit au service du vainqueur. Votre Majesté est le cinquième Souverain que nous avons l'honneur de servir depuis cent ans, et plusieurs circonstances qui ne sont pas toutes connues de Votre Majesté m'avaient conduit à ce point où un Souverain peut faire tout ce qu'il veut de son sujet. Dans cette position, je ne souhaitais et ne demandais qu'*une grâce indépendante des événements*, évitant toujours de bâtir sur l'avenir qui me paraissait une terre trop mouvante. Tout le reste est nul pour moi. J'ai voulu montrer naïvement à Votre Majesté le sentiment excité dans mon cœur par un refus que l'orgueil toujours aveugle m'avait fait regarder comme impossible, et qui a blessé mortellement ma famille ; mais j'ai l'honneur de protester à Votre Majesté, avec la même naïveté, qu'il n'y a rien dans ce sentiment qui ressemble le moins du monde à la mutinerie ou au ressentiment. Au contraire, Sire, les malheurs de Votre Majesté, en augmentant tous les jours, n'ont d'autre effet sur moi que d'augmenter mon respect, mon dé-

vouement et mon affection sans borne pour sa personne Auguste. J'espère pouvoir lui en donner encore des preuves durables. Si je n'ai pas bien mesuré toutes mes paroles dans mes lettres (je ne me le rappelle aucunement), je réclame de nouveau très humblement son indulgence. C'est le père, Sire, qui a poussé quelques cris : le sujet s'est toujours tu. J'ai d'ailleurs constamment eu deux idées consolantes : la première, que Votre Majesté en refusant de me placer ici comme je le désirais, avait de bonnes raisons dont elle ne doit compte à personne ; la seconde, qu'Elle a pu très légitimement considérer comme une fantaisie et comme une espèce d'enfantillage, des choses qui étaient cependant, dans un sens, la vie ou la mort. Car je regarde comme impossible que Votre Majesté soit informée de certaines choses.

Quand il en serait autrement, mes intérêts particuliers disparaissent absolument, même à mes propres yeux, devant le dévouement inaltérable et le très profond respect avec lequel je suis,

Sire,
de Votre Majesté,
Le très humble, très obéissant et très fidèle
serviteur et sujet.

138

A M. le Chevalier de Rossi.

2 (14) février 1806.

La veille de la bataille d'Austerlitz, il était question pour l'Empereur d'Autriche d'aller en Silésie s'aboucher avec le Roi de Prusse pour les intérêts communs; le Comte de Cobentzel s'y opposa, et il lui échappa même de dire qu'il y avait des occasions où les princes devaient payer de leur personne; l'Empereur de Russie présent prit cette phrase pour lui : il se piqua, je ne sais si je dois dire d'honneur, et dit qu'il se battrait. M. de Cobentzel, averti de la faute qu'il avait faite, fit l'impossible pour la réparer, mais tout fut inutile ; après la bataille, on pouvait encore tout sauver : la retraite précipitée de l'Empereur a tout perdu. Pourquoi cette retraite ? Il l'avait promise à Bonaparte, dit-on ; mais d'abord il est allé trop vite. Il y avait bien des moyens de rester en place, d'ailleurs, en faisant retirer son armée suivant le malheureux accord. Pourquoi ne pas aller joindre celle de Silésie avec tous les renforts qu'il avait derrière lui ? Je crains bien qu'un homme, à portée de savoir quelque chose, ne m'ait dit la vérité lorsqu'il m'a raconté que le lendemain de la bataille, quelqu'un dont il n'est pas possible de savoir le nom, dit à l'Empereur que s'il ne reve-

naît en toute hâte dans sa capitale, il s'exposait à une révolution immédiate, et à voir passer la couronne sur la tête de l'une des deux Impératrices. Cette supposition explique tout. Ce prince a toujours une pointe dans le cœur, *et vermis ejus non moritur;* des souvenirs malheureux influeront constamment sur ses sentimeuts, et par conséquent sur sa conduite.

Le Comte de Meerfeld, qui est ici sans caractère public, est fort agréé. Nul doute qu'il ne soit venu ici pour renouer des liaisons dont l'effet dépend du temps et des circonstances. Aux premiers jours, nous attendons le Duc de Brunswick : c'est la dernière et peut-être la plus coupable des comédies prussiennes de cette année. Je trouve ce Prince bien bon de consentir à se faire l'envoyé très extraordinaire de M. Lombard ; je persiste à croire qu'on ne peut attaquer Paris qu'à Berlin.

P. S. — Il ne faut point parler du subside pendant qu'on n'en parle pas. Sûrement on ne pense point à le supprimer. L'envoyé et le factotum de l'Ordre de Malte, le commandeur de Maisonneuve, Maître des Cérémonies, et qui m'a servi dans l'affaire de mon fils, ne cesse de me parler de Malte comme d'un objet destiné à S. M. Hier il me disait que la caisse de l'Ordre contient 700,000 roubles, qui seraient sur le champ délivrés à S. M.; je n'en doute pas moi-même. L'année dernière, les ministres firent l'impossible pour mettre la griffe sur cette somme. La probité de l'Empereur fut inébranlable. L'Espagne entrerait probablement en accommodement, et les puissances du Nord se prêteraient aussi et sans difficulté à

mettre un prix à la sureté de la navigation dans la Méditerranée. Je crois que cet arrangement serait le plus noble, le plus sûr, et le moins mauvais de tous les mauvais dédommagements qu'on pourrait offrir à S. M.

Je ne dis rien des renonciations, dont il ne peut être question avant la paix, mais il est indubitable que S. M. ne pourra, dans aucune supposition, obtenir une indemnité quelconque sans renoncer au Piémont et sans reconnaître les Princes que ses alliés reconnaîtront; heureusement toute renonciation est nulle s'il y a lésion dans l'indemnité.

Au dernier bal de l'Impératrice mère, on lui présenta la liste suivant l'usage, où le Maître des Cérémonies avait placé mon fils, et le baron de Silverstorpe, Chargé des affaires de Suède et Chambellan de S. M. Suédoise. L'Impératrice effaça leurs deux noms avec son propre crayon; trois jours après, l'Empereur a admis mon fils (mais non l'autre) en écrivant de sa main à côté de mon nom : *et son fils*. Ce succès est incalculable; un homme de la Cour, qui m'est attaché, me disait : « M. le Comte, cette distinction est monstrueuse », non pour exprimer qu'il y eût là quelque chose contre les règles, mais parce qu'il ne trouvait aucune épithète assez monstrueuse pour expliquer sa pensée.

Le Duc de Brunswick part aujourd'hui ; son séjour a été prolongé par des courriers qu'il a reçus de Berlin et qui ont changé l'état des choses. Haugwitz, qui est à Paris, est allé encore plus grand train qu'à Vienne, et a signé tout ce qu'on a voulu. Lucchesini est venu en poste à Berlin : jugez de l'importance. La Prusse s'étant

livrée à Bonaparte, il la foule aux pieds : rien de plus juste. Il veut prendre Anspach et Bayreuth et donner en place le Hanovre ; mais, en attendant, il veut retenir ce dernier pays et prendre les autres à bon compte. Le duc de Brunswick n'a rien épargné pour persuader ici que les intentions de *sa* Cour sont excellentes et qu'il ne s'agit que d'attendre. Cependant il a fait l'impossible pour engager l'Empereur à reconnaître tout ce qui s'est fait, et à faire sa paix particulière avant que l'Angleterre ne le plante là, ce qui arriverait sûrement. La preuve qu'on ne l'a nullement écouté, c'est que l'Ambassadeur d'Angleterre a eu connaissance de ces belles insinuations ; il n'a pas voulu donner à dîner au Duc qui n'a dîné (quant au Corps diplomatique) que chez M. de Goltz où tous les ministres ont été invités. Il a dit à un étranger qui a sa confiance : « Que dit-on de moi à St-Pétersbourg ? Ne dit-on pas que je me suis chargé d'une triste commission ? Ne dit-on pas je suis déshonoré par ce Cordon de la Légion d'honneur ? Ce n'est pas ma faute. Que pouvais-je faire, etc. » — La Prusse s'est mise dans la situation de ne pouvoir bien faire : probablement elle va nous donner quelques scènes extraordinaires. — Point de paix de ce côté-ci ; très certainement, c'est du côté de la Turquie que la guerre recommencera, si quelque crime de la Prusse n'en ordonne autrement. Malgré tous les efforts de la France, la Turquie a signé son traité avec l'Empereur de Russie qui lui a garanti ses états. Au comble du malheur, il n'y a qu'un bonheur. Point de paix : vos espérances vivent toujours. On est revenu ici du premier étourdissement ; ranimons-nous de notre côté

S. M. a pu voir, par l'affaire de l'Hermitage, que S. M. I. n'est pas du tout disposée à méconnaître le ministre de Sardaigne. Patience, courage, espérance, c'est tout ce qu'on peut dire en chiffres.

139

Au Même.

Saint-Pétersbourg 15 (27) février 1806.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Toutes vos dépêches accumulées jusqu'au 15 janvier passé me sont parvenues à la fois le 22 de ce mois. Peu de jours après, il se présente un courrier : j'en profite avec empressement. Hors de ces cas extraordinaires, j'écrirai peu, et j'enverrai ce que j'écrirai à M. le Chevalier Ganières avec qui vous vous entendrez. Je suis placé trop loin de vous pour diriger moi-même mes lettres avec quelque apparence de sûreté. Les événements, comme il arrive presque toujours, et surtout à cette époque, ont rendu toutes nos dépêches inutiles à leur arrivée, excepté celle du 15 janvier qui contient des questions importantes.

Nul doute, Monsieur le Chevalier, que S. M. I. ne conserve pour notre auguste Maître les mêmes sentiments d'affection et d'intérêt qu'elle a manifestés en

toutes occasions : mais les événements commandent à tous les hommes, et il ne s'agit nullement de savoir ce que l'Empereur de Russie *voudra*, mais de ce qu'il *pourra faire*. Depuis que je suis ici je n'ai cessé d'écrire : *Le vainqueur dictera les lois , les vaincus signeront : les plus beaux projets sont inutiles, il faut vaincre.* Vous avez vu, Monsieur le Chevalier, que je n'ai pas épargné ma plume pour arranger le monde et surtout l'Italie de la manière qui nous convenait le mieux ; mais je puis vous assurer que je n'ai jamais écrit une ligne sans un certain rire amer, plus cruel que les larmes. Mes terreurs n'ont été que trop justifiées ; aujourd'hui, voyons où nous en sommes.

Non seulement, Monsieur le Chevalier, il n'y a de ce côté nulle apparence de paix, mais toutes les apparences sont contraires, et vous savez comment le Roi d'Angleterre a parlé à la rentrée du Parlement. Les Russes, surtout les vrais Russes (car il y en a de deux sortes), sont trop clairvoyants pour ne pas sentir que si la Russie, dans ces circonstances, met purement et simplement l'épée dans le fourreau en reconnaissant tout ce qui s'est fait, elle est à jamais perdue dans l'opinion ; je crois donc qu'on peut regarder comme certain que toutes les idées de ce Cabinet sont tournées vers la guerre. Laissons mûrir ces idées, et consolons-nous encore avec des espérances légitimes ; car, tandis que la paix n'est pas signée avec les deux grands alliés, S. M. peut toujours espérer.

Nous possédons ici depuis plusieurs jours l'auguste Ambassadeur du Conseiller Lombard. Ce dernier trait

de la Prusse est exquis : un Ministre ordinaire ne parle qu'aux Ministres, on l'entend quand on veut et l'on ne se gêne que médiocrement avec lui ; il n'en est pas de même d'un Prince Souverain, qui prend naturellement la place que son rang lui assigne, qui vit avec le Maître, lui parle quand il veut, etc., etc. Au reste, je me flatte que si le Duc de Brunswick est venu *parler Français*, il aura trouvé ici des hommes qui entendent cette langue. Dans aucune supposition il ne doit être cru, car il est nécessairement ou dupe ou trompeur. Ceci est un axiome : je souhaite qu'on l'ait senti.

J'aurais voulu qu'on eût découvert primitivement un autre axiome, c'est que la France ne peut être attaquée qu'à Berlin. L'Empereur de Russie a cru qu'on pouvait faire à Bonaparte une guerre de chevalier ; il s'est trompé noblement, mais il s'est trompé : il fallait l'attaquer avec ses propres armes et commencer par la Prusse. Quelquefois l'action immédiate des Souverains est utile dans les affaires ; mais dix mille fois pour une elle est nuisible, et c'est ce qui est arrivé dans ce cas. Rien de plus noble, rien de plus vrai, rien de plus loyal que les transactions personnelles qui ont eu lieu entre LL. MM. l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse ; mais la volonté du Roi de Prusse est la chose du monde la plus nulle en Prusse. Les meneurs se sont bien gardés de s'opposer de front à l'enthousiasme passager excité par la présence, la grandeur d'âme et les grâces personnelles de l'Empereur Alexandre ; il savent trop bien leur métier. Ils ont laissé passer ce feu de paille, et par la seule mission de Haugwitz *et compagnie*, ils ont annulé tous les

actes de l'Empereur, dégagé Bernadotte, et perdu l'Europe.

J'ai vu la lettre écrite le 25 janvier par S. M. Prussienne au Baron de Jacobi, son Ministre à Hanovre, au sujet de l'occupation de l'Electorat par l'Armée Prussienne ; c'est une pièce curieuse. Le Roi dit que la paix du 28 décembre faite par l'Autriche ne lui laissait (à lui Roi de Prusse) que *trois alternatives* (jamais je n'avais vu cette expression, mais il ne s'agit pas de grammaire) : de faire la guerre pour empêcher les Français de s'emparer de l'Electorat, de leur permettre de s'en emparer tranquillement, ou d'en prendre lui-même possession jusqu'à la paix. — Vous noterez, Monsieur le Chevalier, que la convention signée par le Comte de Haugwitz est du 13 : ainsi, on a fait signer à S. M. Prussienne qu'un événement, arrivé le 28, l'avait forcée d'agir le 13 ! Après cela, on a grand tort à Berlin d'écrire contre les prophéties, et l'on avait bien raison d'écrire dernièrement à Londres dans un papier public (*The weekly messenger*) : *le Cabinet de Berlin est composé de philosophes, et les philosophes font d'étranges choses !* Dans cette même lettre du 25 janvier, S. M. Prussienne ordonne à son ministre de *sommer* les autorités du pays de se conformer au nouvel ordre de choses ; vous jugerez aisément combien ce mot réussira à Londres.

Enfin, Monsieur le Chevalier, la Prusse barre tout. Elle paralyse la Russie, et la rejette en Asie, du moins tant que l'Autriche se trouvera réduite à l'état humiliant où nous la voyons aujourd'hui ; et même quand elle en sortirait, la Prusse serait toujours la maîtresse d'entra-

ver toutes les opérations possibles ; de sorte que c'est par le moyen de cette puissance que la France est invulnérable. Tout au plus on pourrait l'attaquer avantageusement du côté des provinces Illyriennes nouvellement acquises ; de ce côté, il y a de bons coups à faire, et j'imagine qu'on s'en occupera. Vous avez vu, Monsieur, les adieux de l'archiduc Charles à son armée : « *Reposez-vous, mes chers enfants, jusqu'à ce que nous recommencions* ». En effet, il n'y a pas d'autre chose à dire, et il est impossible qu'un tel état de choses dure. La bataille d'Austerlitz n'est pour la Russie qu'un coup frappé sur la tête d'un homme robuste et dont il ne résulte qu'un étourdissement passager, sans aucune lésion dangereuse. Cette bataille si funeste par ses conséquences n'était rien en elle-même ; que nous a-t-il manqué pour qu'il n'en soit résulté aucun mal ? Ce qui manque toujours, M. le Chevalier, un homme, une tête blanche..... à côté de l'Empereur, qui lui dit : « Où allez-vous donc, Sire ? Tout ceci n'est que du bruit, et *pièce pour pièce :* nous recommencerons demain ». L'Empereur, brave comme son épée et personnellement illustré par sa conduite, n'avait besoin que d'être tenu en place. La guerre est un métier comme les autres : avec les meilleures dispositions il faut l'apprendre. Aujourd'hui la Russie doit bien prendre garde à elle, car si elle plie tranquillement, sa réputation d'un siècle est perdue en un mois. Laissez finir l'étourdissement momentané qui a dû résulter de tous les miracles que nous avons vus, et tout recommencera encore une fois, et sans perdre : l'état de paix ne peut être durable en Europe.

Quant aux dédommagements et aux consolations qui peuvent échoir à S. M., il est inutile d'en parler avant l'époque de la paix, puisqu'il n'en pourra être question qu'à cette époque, et que l'étendue de ces indemnisations dépendra uniquement de l'état respectif de force ou de lassitude où se trouveront les puissances belligérantes à cette époque. En attendant, je ne vois aucun inconvénient à passer la main sur le dos du *Tigre*, comme je l'ai déjà mandé avec autorisation.

Que vous dirai-je, M. le Chevalier, sur les malheurs de Naples ? J'en suis désolé, et par la chose en elle-même et par le contre-coup qui frappe S. M. Mais qu'avez-vous dit vous-même de ces Anglais, qui viennent débarquer ici, uniquement pour attirer la foudre sur leur allié, et qui se rembarquent au moment même où ses envoyés vont demander grâce, de peur sans doute de donner trop de poids à ces négociations ? En vérité, cela fait vomir. Ces gens-là sont amis de la *plaine liquide ;* sur terre, rarement ils ont le pied ferme. Le départ des Russes était commandé par celui des Anglais. J'ai vu avec plaisir, par la correspondance de notre cher Duc, que l'opinion publique à Naples mettait une grande différence entre les uns et les autres. La mort de Monsieur Pitt ouvre une nouvelle scène dans le pays qui en a tant vu. Il serait téméraire de faire des prophéties ; cependant je vous dirai que je compte peu sur Monsieur Fox ; ou je me trompe fort ou il ne réussira pas. Le talent d'un orateur des Communes pour la guerre parlementaire n'a rien de commun avec celui de Ministre, et personne ne devient Ministre à son âge. Je ne crois pas, au reste, que le nou-

veau ministère pense à faire la paix : il ne voudra pas avoir l'air de craindre la poudre et d'en savoir moins que les défunts.

Je terminerai cette dépêche par une observation qui se présente subitement à mon esprit et qui vous frappera peut-être : jamais le caractère souverain n'a été plus irréprochable que dans ce moment. Je défie le plus malin démocrate de nommer, parmi tous les Princes de l'Europe, un seul individu qui manque, qui soit seulement soupçonné de manquer de probité ou de courage. — Et cependant l'Europe est menacée, renversée, saccagée, déshonorée par des coquins et des poltrons ! — Singulier phénomène dont l'explication demanderait presque *justum volumen*.

Je n'ai pu connaître qu'à l'arrivée de vos dernières dépêches l'affaire qui vous avait conduit à Naples, quoique j'en eusse quelque pressentiment vague. — *Quod felix faustumque sit !* J'en ai été pénétré de joie ; cependant, avant d'exprimer mes sentiments d'une manière plus régulière, j'attends de connaître l'effet de certains événements qui ne vous étaient point encore connus au moment où vous m'écriviez.

Me permettrez-vous d'*usurper* le reste de cette dépêche pour vous parler de moi? Vous avez probablement appris indirectement que l'état de mon fils était douteux dans ce pays, parce qu'il n'a pas été d'abord invité à l'Ermitage. Il suffit de tenir à une Légation pour être exclu, mais le jeune homme n'a point de titre diplomatique, et il me semblait que le fils, à moins d'un obstacle personnel, devait suivre son père. J'avais fait mes res-

pectueuses remontrances, mais sans trop compter sur le succès, car on m'avait dit à la Cour que tout au plus *on pourrait y avoir égard l'année prochaine*. Cependant, sur ma demande présentée et sans doute appuyée par le Prince Czartoryski, S. M. I. a bien voulu décider sur le champ en ma faveur, ce qui m'a fait un plaisir infini; je ne puis vous exprimer combien il était désagréable pour moi de me voir séparé de mon fils à la porte de l'Ermitage. Voilà donc une affaire décidée; c'est un nouveau motif pour moi de ne pas désirer de quitter ce pays: *hic jacet*. Malédiction sur l'Italie et la Savoie, si le Roi n'est pas rétabli d'une manière honorable! Quant à ma famille, je n'ai plus rien à dire. Certainement S. M. n'exigera jamais que je m'en sépare sans retour: mais sur le temps et la manière, je me soumettrai à toutes ses décisions.

J'ai l'honneur d'être, avec une respectueuse considération.....

140

Au Roi Victor-Emmanuel.

10 (22) mars 1806.

SIRE,

Ma dernière dépêche officielle aura fait connaître à Votre Majesté tout ce qu'il était possible de savoir sur la mission *extraordinaire*, au pied de la lettre, de S. A. S.

le Duc régnant de Brunswick. Je puis aujourd'hui avoir l'honneur de lui confirmer qne l'objet de cette mission a été absolument manqué, et que l'illustre envoyé n'a pu faire agréer aucun de ses plans ; au reste la Prusse commence à retirer le fruit de son indigne conduite. Bonaparte la foule aux pieds sans cérémonie ; mais, en l'humiliant, il saura s'en servir, et c'est une nouvelle circonstance digne de toute l'attention des politiques. Il ne lui a donné que 36 heures pour signer tout ce qui avait été arrêté à Vienne entre lui et Haugwitz, à la tête de quoi se trouvait l'alliance offensive et défensive ; et l'humble Cabinet de Berlin a plié comme il fallait s'y attendre. Pourquoi n'a-t-on pas connu plus tôt, de ce côté, et cette timidité et la faiblesse qui en est le principe? Faiblesse très réelle, malgré les apparences purement théâtrales qui paraissent dire le contraire. Pourquoi n'a-t-on pas compris qu'il fallait effrayer au lieu de caresser? Maintenant qu'arrivera-t-il? C'est ce qu'il n'est pas trop aisé de prévoir. La Prusse n'aurait, ce me semble, qu'un moyen de rétablir son honneur et les affaires de l'Europe: ce serait de se jeter brusquement de ce côté après avoir fait les signes les plus contraires. Mais je doute qu'elle le fasse: elle n'a jamais su tromper que les honnêtes gens. Ici tout est suspendu par la suspension de l'Angleterre ; on ne sait quel parti prendra ce nouveau ministère, composé de pièces rapportées, et d'autant plus suspect qu'il n'a pas à beaucoup près, dans sa totalité, l'approbation de S. M. Britannique ; or j'avoue à Votre Majesté que je ne sais rien imaginer de plus monstrueux en politique qu'un ministre par force. En attendant que

les affaires aient pris un certain cours, la réputation de M. Pitt demeure aussi en suspens, du moins en grande partie ; car si le nouveau ministère obtient des succès remarquables, ces succès écraseront infailliblement la mémoire de Pitt. Mais cette mémoire sera portée aux nues si les ministres du moment viennent à faire une fatale oraison funèbre, en pliant sous le poids des circonstances, ce que je crains infiniment pour ne rien déguiser à Votre Majesté.

M. de Meerfeld est toujours ici, et jouit de beaucoup de considération. Je ne doute pas qu'il ne tienne de fort bons discours, et que la puissance qui l'envoie ne soit dans les meilleures dispositions : il ne faut pas une vue bien perçante pour voir qu'il n'y a de salut que dans l'union. Mais après la fatale expérience qu'on vient de faire, il n'est permis d'apercevoir de nouveaux efforts que dans un lointain extrêmement éloigné. Votre Majesté sait peut-être que dans l'état même où se trouvait la monarchie autrichienne il y a quatre mois, Mgr l'Archiduc Charles, excellent juge sur ce point, ne jugeait point qu'il fut encore temps d'attaquer ; les derniers malheurs auront confirmé pour longtemps cette manière de voir.

En attendant la décision de l'Angleterre, on est loin de s'endormir ici ; les troupes de ce côté sont toutes sur la frontière, et dans le meilleur ordre possible. Une armée imposante s'avance sur les frontières de la Turquie ; on à l'œil sur Corfou. Tout cela est à merveille; mais d'un côté on agit, et de l'autre on attend. C'est toujours le grand mal.

Le gouvernement a fait enfin publier, dans la *Gazette de la Cour*, une relation de la bataille d'Austerlitz que les papiers publics porteront sans doute jusqu'à Votre Majesté. Elle n'y verra aucune des exagérations publiées dans le premier moment contre les Autrichiens; cependant le général Koutouzof les charge distinctement de deux fautes, ou pour mieux dire de deux actes de faiblesse, qui ont décidé l'affaire; mais, Sire, il faut écouter tout le monde. M. de Meerfeld a dit, à ce qu'on m'assure (et j'ai tout lieu de croire ce rapport vrai), qu'il était fâché que cette relation forçât le Cabinet de Vienne d'en publier une de son côté ; il y a eu d'ailleurs entre M. de Nostis et le Prince Pierre Dolgorouki des démentis et presque des défis imprimés ; ces discussions publiques et particulières ne valent rien, et m'affligent beaucoup.

Votre Majesté aura lu dans les papiers publics, non seulement le traité de Saint-Pétersbourg du mois d'avril dernier, mais la correspondance officielle du Chevalier Arthur Paget, à Vienne ; malgré tous les retranchements dont la plus grande inconsidération n'aura pu se dispenser, cette publication n'est pas moins quelque chose d'insupportable; quand on signera désormais quelque chose avec ce Cabinet, la main de tout ministre étranger doit trembler : on a beau se retrancher à Londres sur la nature du Gouvernement, il est visible que (dans cette affaire) le ministère qui se retirait n'a pensé qu'à lui.

J'ai l'honneur de répéter à Votre Majesté que, tant que la paix n'est pas faite, ses espérances ne sont pas éteintes ; rien n'égale cependant l'inquiétude où me jette sa situation actuelle. J'ignore si Elle est en Sicile, ou si

Elle a passé en Sardaigne, j'ignore si cette première île est sûre, enfin j'ignore tout. Je me flatte que si Votre Majesté a jugé à propos de se retirer en Sardaigne, Elle aura pris toutes les précautions imaginables pour ne pouvoir y être surprise dans aucune supposition, et pour être toujours à même de se mettre à l'abri à Malte ou ailleurs. Dans ces circonstances funestes, je renouvelle de grand cœur à Votre Majesté ma profession de foi : tant que mes services lui seront agréables dans ce pays, jamais je ne regarderai ailleurs, quel que puisse être l'événement. Dans le cas contraire, Votre Majesté n'entendra certainement pas la moindre plainte de ma part. J'ai toujours regardé un dénouement fatal comme possible, souvent même comme probable, et celui qui ne se détermine dans ses actions que par la certitude du succès m'a toujours paru manquer de bon sens autant que de conscience. Si quelquefois je me suis permis de montrer de la tristesse et de l'impatience, ces mouvements tenaient uniquement à un sentiment plus fort que tous les autres, et qu'il n'est jamais possible de réprimer entièrement. Je voyais sans cesse mes enfants, Sire ; je voulais, pendant qu'il en était temps, obtenir quelque chose pour eux. Aujourd'hui que la Providence a décidé contre nous, au moins pour longtemps, j'oublie toutes ces idées, comme je prie très humblement Votre Majesté de vouloir bien oublier les vivacités qui ont pu échapper à une plume animée. Quant à ma famille, Sire, j'ai l'honneur encore de répéter à Votre Majesté qu'Elle en décidera comme Elle le jugera à propos ; ce n'est pas certainement dans ce premier moment de malheur et d'embarras que je voudrais

adresser à Votre Majesté une demande précise : ce sera comme Elle voudra, et quand Elle voudra; mais je ne crois pas inutile de lui protester de nouveau que je me croirais le dernier des hommes si la moindre idée de spéculation se présentait à mon esprit. Je n'ai très certainement, Sire, et sur ce qu'il y a de plus sacré, aucun moyen particulier à ma disposition; je ne puis offrir à Votre Majesté que du temps, et à cet égard qu'Elle commande, j'obéirai.

J'ai eu soin de faire connaître à Votre Majesté les petits ressorts qui ont agi, comme il arrive toujours, et qui ont agi d'une manière décisive sur les grands et funestes événements que nous venons de voir. Il est certain que si l'Empereur n'était pas allé à l'armée, Bonaparte serait aujourd'hui fort embarrassé, et peut-être perdu. Ce Prince et S. M. la Reine de Prusse sont, chacun à leur place, des personnages souverains infiniment respectables ; s'ils se rapprochent, c'est un jeune homme et une femme aimable. La veille de la bataille, à une heure après minuit, le général Koutouzof qui avait cédé par timidité à la volonté de l'Empereur, malheureusement décidé pour la bataille, entra chez le Grand Maréchal Tolstoï et le pria d'user de toute sa faveur auprès du Maître pour empêcher une bataille qui tournerait mal suivant toutes les apparences. Le Grand Maréchal s'impatienta violemment, dit qu'il se mêlait des poulardes et du vin et que c'était au Général à se mêler de la guerre : enfin on se battit ! *Hoc erat in fatis.* Le Prince Pierre, ci-dessus nommé, paraît, tout bien examiné, avoir beaucoup contribué à ces grands événements

en choquant Bonaparte, lorsqu'il échappa à ce dernier de dire qu'il désirait se mettre aux pieds de l'Empereur. Le Prince répondit que son Maître n'exigeait cela de personne, pas même de ses sujets. Tout le monde est d'accord, avec quelques légères variations, sur cette réponse qui est très gauche. A Berlin, il a dit à l'Envoyé de Bavière, qui lui faisait mille avances, qu'en lui parlant il croyait parler au général Bernadotte. Ce jeune homme peut être utile comme ardent promoteur de la guerre, mais il ne s'en tiendra pas là.

141

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 17 (29) mars 1806.

Monsieur le Comte, j'ai pu quelquefois, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, m'abstenir de vous écrire, ou par dégoût, ou par crainte de vous affliger par mes noirs pressentiments ; mais, dans des circonstances aussi importantes, j'aurais cru manquer à mes devoirs en négligeant de vous faire passer tout ce qui pouvait être parvenu à ma connaissance sur les incroyables événements qui nous ont amenés au comble du malheur. La Russie marche plus que jamais de concert avec l'Angleterre, et l'Autriche même a les meilleures inten-

cela. Je n'en suis pas moins admirateur sincère de ses grandes qualités ; et s'il n'a pu s'opposer efficacement à la Révolution Française, on peut dire avec justice que, cet événement étant unique dans l'histoire, et le torrent plus fort que tout ce qu'il y a de plus fort, on ne saurait blâmer M. Pitt de n'avoir pas fait ce que d'autres n'auraient pas mieux fait que lui. Il est cependant vrai, et Votre Excellence en conviendra sans doute, que sa réputation d'homme d'État ne peut être irrévocablement fixée que par ses successeurs. S'ils parviennent à porter quelque coup sensible à la France, ce coup ne le sera pas moins pour la mémoire de M. Pitt. S'ils font, au contraire, son oraison funèbre par de grandes fautes ou de grands malheurs, la postérité le laissera à la place que ses amis lui décernent aujourd'hui.

Je suis, comme vous, très étranger aux dogmes de Berlin ; ainsi il est fort inutile de jaser sur une religion dont on ne veut point. Vous voyez, Monsieur le Comte, à quoi aboutit la politique sublime de ce Cabinet. Le voilà enfin sous les pieds de Bonaparte, qui le traite comme vous le savez aussi bien que moi, mais pas plus mal qu'il ne le mérite. C'est une gentille chose que ce traité du 13 octobre ! Et que dites-vous de la lettre du Roi de Prusse à son ministre à Londres, le Baron de Jacobi, dans laquelle le Roi lui dit qu'il s'est vu obligé, lui Frédéric-Guillaume, de prendre un parti décisif le 13, à cause d'un événement arrivé le 28 ! Voilà qui est beau, et surtout nouveau. Malheureusement, Monsieur le Comte, on ne peut rire de ces énormités qui achèvent de nous perdre. — Mon Dieu ! Mon

chons à une grande époque du monde, et il y a bien peu de têtes capables de se tirer de telles circonstances : un Richelieu ou un Ximénès succomberaient peut-être. L'homme d'Etat que l'Angleterre vient de perdre possédait sans contredit des qualités éminentes : il ne s'est pas moins trompé, comme tous les autres, sur la Révolution Française ; il n'y a vu d'abord qu'un moyen d'écraser la France. Passe pour cette première erreur, qu'on lui a reprochée beaucoup trop aigrement, puisqu'il était naturel de voir et d'agir ainsi dans les commencements; mais ensuite il s'est obstiné à faire une guerre Anglaise au lieu d'une guerre Européenne, et jamais il n'a voulu agir ni *par* ni *pour* le Roi de France. Ces erreurs nous ont mis où nous sommes. Je sais tout ce qu'on peut répliquer, en accusant surtout le parti du Roi, généralement très immoral et très peu digne de confiance. J'aurais, de mon côté, beaucoup de choses à répondre ; mais je me reprocherais, comme infiniment ridicule, une dissertation aussi inutile. Le fait est que M. Pitt *n'a rien inventé d'extraordinaire dans une circonstance extraordinaire*. Il a dit aux Anglais : « Bat-« tons-nous tant que nous pourrons. » Il a dit aux autres peuples : « Combien voulez-vous pour vous bat-« tre avec nous? » En tout cela, Monsieur le Comte, je ne vois rien d'original, rien que tout autre homme de sens, obstiné dans ses projets, n'ait pu dire comme lui. Le grand problème, dans cette affaire, était d'imaginer quelque moyen d'empêcher que la haine des deux nations ne nuisit aux plans les plus sages. Daignez me dire, Monsieur le Comte, ce que M. Pitt a inventé pour

cela. Je n'en suis pas moins admirateur sincère de ses grandes qualités ; et s'il n'a pu s'opposer efficacement à la Révolution Française, on peut dire avec justice que, cet événement étant unique dans l'histoire, et le torrent plus fort que tout ce qu'il y a de plus fort, on ne saurait blâmer M. Pitt de n'avoir pas fait ce que d'autres n'auraient pas mieux fait que lui. Il est cependant vrai, et Votre Excellence en conviendra sans doute, que sa réputation d'homme d'État ne peut être irrévocablement fixée que par ses successeurs. S'ils parviennent à porter quelque coup sensible à la France, ce coup ne le sera pas moins pour la mémoire de M. Pitt. S'ils font, au contraire, son oraison funèbre par de grandes fautes ou de grands malheurs, la postérité le laissera à la place que ses amis lui décernent aujourd'hui.

Je suis, comme vous, très étranger aux dogmes de Berlin ; ainsi il est fort inutile de jaser sur une religion dont on ne veut point. Vous voyez, Monsieur le Comte, à quoi aboutit la politique sublime de ce Cabinet. Le voilà enfin sous les pieds de Bonaparte, qui le traite comme vous le savez aussi bien que moi, mais pas plus mal qu'il ne le mérite. C'est une gentille chose que ce traité du 13 octobre ! Et que dites-vous de la lettre du Roi de Prusse à son ministre à Londres, le Baron de Jacobi, dans laquelle le Roi lui dit qu'il s'est vu obligé, lui Frédéric-Guillaume, de prendre un parti décisif le 13, à cause d'un événement arrivé le 28 ! Voilà qui est beau, et surtout nouveau. Malheureusement, Monsieur le Comte, on ne peut rire de ces énormités qui achèvent de nous perdre. — Mon Dieu ! Mon

Dieu ! Je pense à la Maison de Bourbon, à celle de Savoie, lorsque je suis tenté de m'affliger sur moi. Je suis ici dans une situation fort critique, sachant très peu ce que je suis aujourd'hui, et point du tout ce que je serai demain ; mais, au lieu qu'autrefois les moralistes disaient continuellement : *Regardez au-dessous de vous*, ils doivent dirent maintenant : *Regardez au-dessus.*

Agréez, Monsieur le Comte, etc., etc.

142

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 24 mars (5 avril) 1806

Monsieur le Comte, en lisant la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 4 mars dernier, j'ai cru d'abord que la mienne du 10 janvier avait été supprimée pour satisfaire à quelque mouvement de curiosité ; mais, en y réfléchissant, il m'a paru certain que tout devait être attribué au retard du courrier Russe, et je ne doute pas que Votre Excellence ne tienne en ce moment ma lettre ; j'aurai cependant l'honneur de lui répéter en abrégé ce que j'ai nommé *quelques dessous de cartes.* Quant aux détails sur la bataille d'Austerlitz, ils ne signifieraient plus rien, aujourd'hui que tout est éclairci. La Russie, dans sa relation officielle avoue une perte de douze mille hommes, tant

tués que blessés, dans cette bataille, et je puis certifier à Votre Excellence qu'il ne manquait à l'armée Russe, au moment de son retour, que quinze mille hommes seulement, en comptant toutes les pertes depuis Bronau jusqu'à Austerlitz. La perte des Français est bien plus forte ; mais la perte des hommes n'est rien ; ce sont des circonstances concomitantes qui ont fait tout le mal.

Je suis entièrement de l'avis de Votre Excellence sur la démarche sur la Russie : je regarde comme très possible que Bonaparte l'attaque de nouveau.

Votre Excellence aura sans doute partagé l'indignation universelle au sujet de la conduite de la Prusse. Cependant le mémoire de M. Hardenberg à Milord ***, du 22 décembre dernier, présente le cabinet de Berlin sous un jour moins défavorable, car il parait de bonne foi dans ce moment. Il est cependant vrai, d'un autre côté, qu'à cette époque le Comte de Haugwitz avait déjà fait son coup à Vienne, et que cette mission fut la cause immédiate de tous les malheurs qui ont suivi. Cependant on voit dans le cabinet plus de lâcheté que de trahison. Quant à MM. de Haugwitz, Lombard et Compagnie, je les abandonne à Votre Excellence, qui ne pourra guère en penser trop mal.

La Prusse est parvenue, malgré les décisions péremptoires de Bonaparte, à secouer l'alliance offensive et défensive, ainsi qu'un autre article très fatigant du Traité de Vienne, qui ne me revient pas dans ce moment. Suivant les apparences, cette futile victoire diplomatique de la Prusse tournera à mal, proposée auprès de Bonaparte : c'est la crainte, c'est l'envie de se

débarrasser qui ont dicté ce conseil, et très certainement la mesure ne servirait à rien. J'ai cependant tout fait connaître à la Cour, où l'on fera ensuite ce qui paraîtra convenable. J'exprimerai difficilement à Votre Excellence le point où le découragement était arrivé, et je lui confesse même qu'il m'a gagné en partie, et que j'espère peu de tout ceci : néanmoins on s'est relevé notablement, et je suis persuadé comme Votre Excellence qu'il n'y a pas la moindre apparence de paix sur le continent. L'Autriche revient tous les jours de son étourdissement, et n'est sûrement pas à se repentir de sa paix précipitée. Dans le premier moment, je crus ici avec tout le monde le trône d'Autriche absolument renversé, et maintenant même, je n'ai point encore pénétré la véritable raison qui l'a fait épargner : probablement Bonaparte, qui sait très bien subordonner ses passions à son intérêt, a voulu faire pont d'or à l'ennemi qui cédait, et ne pas le pousser au désespoir ; mais en considérant que l'Autriche est mortellement irritée, qu'elle ne peut pardonner à Bonaparte les pertes qu'elle a faites, qu'elle se prépare sans relâche à tout événement, et que son activité augmente chaque jour pour la cause commune, nous verrons très probablement cette puissance reprendre sa chère neutralité et tout arrêter par son repos.

Nous ne voyons pas encore sur quelle ligne marchera le nouveau ministère anglais. Je ne doute cependant pas qu'il ne poursuive la guerre vigoureusement, de concert avec la Russie, mais j'ai grand peur de l'*Oraison funèbre*.

Notre Auguste Maître n'a plus d'espoir que dans cette union.

Je jette dans un P. S. quelques détails qui pourraient n'être pas bien connus de Votre Excellence. Je la prie de vouloir bien agréer les hommages du jeune Secrétaire et le respect infini avec lequel

J'ai l'honneur d'être, etc.

P. S. — Votre Excellence saura donc, si elle ne le sait déjà, que la perte nous est venue d'où nous attendions le salut. Les deux Empereurs ont voulu faire la guerre en personne ; ils devaient demeurer chez eux : tout est dit dans ces deux mots. Celui de Russie s'est obstiné à donner la bataille contre l'avis de ses généraux, première faute. Après la bataille il s'est retiré subitement, deuxième faute. Mais avant de partir il a écrit quatre lettres fatales qui ont couronné les malheurs de cette campagne : la première à Naples, la deuxième à Berlin, la troisième à Constantinople, et la quatrième à Londres. Dans toutes, il disait qu'il avait perdu la bataille, que son système demeurait invariable, mais que cependant chacun devait prendre les mesures de prudence que les circonstances commandaient. Celle de Naples a perdu ce Royaume, en motivant en grande partie des actes que Votre Excellence ne connaît que trop. Celle de Constantinople a produit la reconnaissance de Bonaparte par le grand Seigneur. Dans celle de Berlin, l'Empereur disait expressément qu'il laissait à Sa Majesté Prussienne l'alternative de se retirer de la coalition, si elle le jugeait convenable, ou de

continuer la guerre, auquel cas S. M. I. l'assisterait avec cent cinquante mille hommes. Il n'en fallait pas tant à la Prusse : il est bien vrai que Haugwitz a passé toutes les bornes. Mais votre Excellence voit toujours l'origine du mal. D'un autre côté, elle a connu l'abattement absolu de l'Empereur d'Allemagne. Si ces deux augustes personnages ne s'étaient pas ébranlés, rien n'aurait été dit, fait, ni écrit de cette manière. C'est le sujet éternel et inutile de nos regrets.

Je renouvelle mon instante prière à Votre Excellence pour qu'elle ne paraisse jamais tenir de moi le moindre détail de ce genre.

143

A M. le Chevalier de Rossi.

29 mars (10 avril) 1806.

Je crains que le Turc n'échappe tout à fait à la Russie pour tomber dans les mains de la France. L'armée qui fait la guerre en Perse, ayant violé le territoire turc en Mingrélie, la Porte en a été excessivement troublée. Cette circonstance, jointe aux autres que j'ai fait connaître, déterminera peut-être ce qu'on appelle un demi-tour à droite.

L'Ambassade du Japon n'a pas réussi. L'Empereur

n'a voulu recevoir ni l'envoyé ni les présents. M. de Krusenstern, qui commandait l'expédition, s'est rendu à Canton suivant ses instructions, et n'en pouvoir entrer sans cérémonie, et se laisser impérieusement sur l'Ambassade. Les Chinois ont pris la chose comme on peut pas plus mal. La Cour de Pékin a demandé à celle-ci si elle avouait son officier. Il ne s'agit pas moins, dit-on, que de mort ou de corde. En attendant, l'Ambassade qui traversait le Kolm est revenue sur la frontière à Kiakhta, où elle attend les ordres.

Ce pays sera bientôt attaqué militairement sur la Baltique, et directement sur la Mer Noire, qui arrivera-t-il? Il m'a été dit, en bon lieu, que la gloire militaire de la Russie était passée, et qu'elle était sur le point de perdre quelques provinces : j'en serais plus fâché que surpris. Mon cœur se fend en voyant ce qui s'est passé depuis six mois. Au reste, l'Angleterre tient bon : un courrier arrivé aujourd'hui a certifié ses intentions, mais elle est furieuse contre la Prusse, et ne veut pas entendre parler de la possession du Hanovre. Peut-être elle l'attaquera par mer et ruinera son commerce : enfin, tout est en l'air.

24 avril. — J'apprends que S. M. Prussienne vient d'être forcée de fermer ses ports aux Anglais. La voilà lancée !

144

Au Roi Victor-Emmanuel.

1er (13) avril 1806.

SIRE,

Il fut un temps où j'attendais avec un extrême empressement le départ des courriers, pour avoir l'honneur de faire connaître à Votre Majesté mes travaux et mes espérances ; aujourd'hui, ces mêmes courriers m'attristent, lorsque je me vois privé de la consolation de pouvoir leur remettre une seule ligne agréable pour Votre Majesté. Il n'y a plus qu'une seule force dans l'univers, toutes les autres semblent paralysées ; il faut six mois à deux grandes puissances pour s'entendre sur le moindre objet, et pendant ce temps l'inondation continue avec tant d'impétuosité qu'on ne sait bientôt plus où seront les rivages. Privé depuis très longtemps des lettres ou des ordres de Votre Majesté, ou, ce qui revient au même, n'en ayant que d'une très ancienne date, je ne sais pas même, officiellement, où se trouve Votre Majesté, et quels sont ses projets et ses dispositions pour l'avenir. La dernière lettre que j'ai eu l'honneur de recevoir de sa part est datée de Naples, le 2 février dernier; elle m'est parvenue le 27 mars. Je n'y ai lu et ne pouvais y lire que des choses tristes ; il me serait impossible de témoi-

gner à Votre Majesté combien je suis affecté de ses malheurs. Ceux de l'Europe ne sont pas finis, à beaucoup près; de nouvelles convulsions se préparent, sans qu'il soit possible de deviner quelle terre en sera exempte. La Grèce est violemment menacée, et si la main de ses protecteurs se trouvait ou faible ou malheureuse, je ne vois pas pourquoi les Princes titulaires d'Achaïe ne pourraient pas se livrer à quelques projets. Je ne vois pas même pourquoi les protecteurs dont je parle ne s'y livreraient pas eux-mêmes. Je trouvai du plaisir, l'autre jour, à tirer une ligne imaginaire d'Actium aux Thermopyles; ces confins sont beaux, et ce ne serait pas, à mon avis, une malheureuse destinée d'avoir à faire revivre des noms aussi sonores et tant d'autres encore. L'espérance a ses degrés comme l'ambition; à la place d'une chose qui nous échappe, on peut et l'on doit même quelquefois savoir en saisir une autre. Mon imagination se tourne de tous côtés, dans le pays des suppléments et des consolations; car il paraît trop certain, Sire, que l'ordre actuel de choses tient pour longtemps. J'ai eu l'honneur de parler à Votre Majesté d'une autre indemnité moins éloignée, et bien moins importante: mais jamais Elle ne m'a fait connaître ses intentions sur ce point, quoique je l'en eusse suppliée, ce qui fait que je n'oserai plus parler jusqu'à nouvel ordre. Votre Majesté est priée de réfléchir qu'à cette époque tout est possible; les projets, en apparence les plus romanesques et les plus extravagants, peuvent se réaliser demain, de sorte qu'Elle fera très bien de penser à tout et de me donner des instructions sur tout. Observer, espérer et attendre,

c'est tout ce qui nous reste dans ce moment. Votre Majesté connaît assez mon axiome éternel : plutôt le Piémont que quoi que ce soit, à la bonne heure. Mais plutôt quoi que ce soit que rien. Si Dieu a résolu que Votre Majesté ne règne plus, il est le maître sur cela comme sur tout le reste. Mais quels que soient les obstacles, les opinions, les dégoûts, et même les dangers, jamais Votre Majesté *par sa volonté* ne doit cesser de régner. Le zèle que j'ai pour sa personne m'engage de mettre cette idée à ses pieds, et je me flatte qu'Elle ne la désavouera pas

Je suis pénétré de reconnaissance pour les marques de bonté et d'approbation que Votre Majesté daigne me donner à la fin de sa lettre du 2 février ; je ne négligerai aucune occasion d'y répondre, jusqu'au dernier moment, par le plus entier dévouement. Elle trouvera ci-joint deux feuilles cotées A. B., que je la prie de se faire traduire.

Je suis avec un, etc.....

145

A Mme de Saint-Réal, sa Sœur.

Saint-Pétersbourg, 2 (14) avril 1806.

Je ne laisse jamais partir un courrier, ma chère amie, sans te donner de mes nouvelles. Je me flatte que tu as reçu mes longues dépêches du 5 (19) novembre ; elles

n'étaient pas couleur de rose : que veux-tu, ma chère? Les lettres sont toujours couleur du temps. Depuis cette lettre et les autres d'une date postérieure que j'y avais jointes, autant qu'il m'en souvient, il ne s'est rien passé d'extraordinaire dans le Nord, et quant à ce qui est arrivé dans le Midi, tu le sais mieux que moi, du moins tu l'as su plus tôt que moi. Je suis tous les jours plus Russe : nul espoir pour moi de changer de place. On meurt fort bien partout ; cependant je t'avoue qu'il n'y a pas d'idée qui ébranle ma philosophie comme celle de mourir ici : je ne m'étais point arrangé pour cela. Si j'avais seulement toute ma famille, je prendrais patience; mais n'avoir ni femme, ni filles, ni frères, ni sœurs, ni cousins, ni cousines, ni beaux-frères, ni compères, ni commères ! — C'est épouvantable. Tu vas me dire : n'as-tu pas un fils et un frère? A l'égard du frère, je t'assure, ma chère amie, que je ne l'ai point autant que je le voudrais ; malgré nos bonnes intentions, il ne nous a pas été possible de nous loger ensemble, et je ne sais pas trop si nous pourrons y parvenir. Le matin, il va chez son Ministre ; moi, je suis attaché à ma table avec mon *poupon*, de manière que nous ne pouvons pas même nous voir tous les jours. Quant à mon fils, il me donne plus de plaisir et de chagrin que je n'en avais. Je crois que tu comprendras cela parfaitement ; j'ai, comme tu sens, un grand plaisir de l'avoir, mais nous nous chagrinons davantage en parlant des autres, qui me manquent encore plus, précisément parce qu'il est là. Il me serait impossible de te dire combien cette situation doit durer, mais *elle me dure bien*. Rien de si monotone que ma vie, ja-

mais je n'ai travaillé autant. Mais pour en revenir aux frères et aux sœurs, nous sommes convenus avec S. E. M. le Directeur du Musée, qu'une maison sans femme est toujours sotte, et je suis sûr que nous avons raison. Il y a une harmonie particulière dans le bruit que fait leur robe en passant aux portes, surtout lorsqu'elles se tournent court, comme la *femme Alexis*. Je ne crois pas qu'il y ait dans ce sentiment rien contre la bonne morale, d'autant qu'il ne s'agit que de sœurs et tout au plus de cousines ; d'ailleurs nous sommes vieux : partant, je me crois en sûreté de conscience sous tous les rapports.

Entre les agréments dont les circonstances actuelles me font jouir, je compte celui d'être privé depuis trois mois des lettres de ma famille : je soupçonne que ma chère moitié se sera dit dans sa sagesse : « Vous verrez « que si je mets ma lettre tout simplement à la poste, « elle n'arrivera pas. Donc, etc. » et en vertu de ce *donc*, elles iront à Pékin où on les retiendra. Or, il faut savoir que toute lettre mise à la poste arrive infailliblement, à moins qu'il ne s'agisse de conjuration, et dans ce cas même on vous la présenterait toujours, pour vous convaincre. Ainsi, dans tous les cas, vous la recevrez.

Adieu, adieu, ma Nane : salue nos amis, surtout Muvena. Parle souvent de moi avec ton Alexis que j'embrasse tendrement, ainsi que toi.

146

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 6 (18) avril 1806.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Il y a bien longtemps que nous ne nous sommes rien dit. Je ne vois pas où cette lettre vous trouvera ; cependant comme je suis sûr que vous la recevrez ici ou là, je ne crois pas inutile de vous adresser quelques mots confidentiels, vu qu'il n'est pas impossible que vous soyez dans le cas d'en faire usage auprès de S. M.

Le monde a bien changé, M. le Chevalier, depuis le 2 décembre. Ce qui était possible ne l'est plus ; ce qui était impossible ne l'est plus, et tout cela est vrai à l'égard des personnes comme à l'égard des Empires. Chacun de nous peut dire, comme dans le monologue de Caton : « Qui suis-je? Où suis-je ? Où vais-je?..... » Pour ne parler que de moi, M. le Chevalier, je regarde comme une chose possible que S. M. conçoive sur ma personne deux idées très fondées en apparence, et qui ne le seraient néanmoins aucunement. La première serait que S. M. vînt à me regarder comme un poids nécessaire, que sa bonté supporterait sans nécessité pour son service. S'il en était ainsi, je prendrais bien vite mon parti. J'ai les raisons les plus fortes de croire que si je

n'étais plus utile à S. M. j'obtiendrais ici un état, non pas peut-être tel que je l'aurais obtenu si je n'avais pas été systématiquement et impitoyablement abandonné à mon arrivée dans ce pays (*hæret lateri lethalis arundo*), mais néanmoins bien suffisant pour terminer ma vie dans une tranquillité honorable, ce qui est devenu pour moi le *summum bonum*. Mais la seconde idée, qui est également possible, serait bien autrement affligeante pour moi. Le Roi pourrait fort bien imaginer que, ne pouvant plus espérer un établissement, surtout un établissement en terres hors de la Russie, je désire passer au service de S. M. I. Point du tout, M. le Chevalier, point du tout, je l'ai dit et j'ai l'honneur de vous le répéter. Dans les révolutions, chacun doit prendre le chemin tracé par la conscience sans jamais examiner où il aboutit. Dans ce cas, celui que j'ai pris menait à un précipice. Fort bien ! Je ne reprendrais pas moins le même s'il fallait recommencer. Tant que je pourrai être utile au service de S. M., les plus belles espérances du monde ne me donneraient pas même un désir ; et comme il ne m'en coûtera aucune victoire sur moi-même, la bonté délicate de S. M. se trouvera fort à l'aise. Comme il faut être, en fait d'honneur et de procédés, *omnia tuta timens*, je suis bien aise, Monsieur le Chevalier, de vous montrer le fond de mon cœur, afin que vous puissiez parler pour moi en toute sûreté, si jamais vous voyez germer dans l'esprit de S. M. l'une ou l'autre des deux idées que je redoute.

Après cette déclaration, je crois que vous approuverez l'extrême répugnance que je vous ai déjà montrée pour changer de place. Je suis sujet et je suis Ministre : mais

jusqu'à présent de concourir au même but avec une égale générosité.

En renouvelant à cet égard ses plus vives instances, le soussigné profite avec empressement de cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur le Prince Czartoryski les assurances de sa haute et respectueuse considération.

P. S. — A la lettre ci-jointe qui est ostensible, Votre Excellence me permettra-t-elle d'ajouter un mot particulier à Elle? Il y a dans le monde peu de Mission aussi pénible que la mienne. J'envie à chaque instant le sort de ces Ministres des temps heureux qui viennent offrir des secours ou des alliances, proposer des mariages, ou féliciter sur des événements heureux ; rien de tout cela n'est fait pour moi. Je ne prends la plume, je ne parle que pour solliciter, rien ne brise agréablement pour moi l'embarrassante monotonie de mes fonctions, rien ne fait diversion à mes chagrins. Je succomberais souvent si je ne comptais sur les bontés de S. M. I. et sur la noble délicatesse de Votre Excellence ; ayant continuellement l'œil fixé sur ma situation je serais malheureux bien au delà de mes forces, si je venais à m'en apercevoir de quelque autre manière.

Je prie de nouveau Votre Excellence, etc.

Czartoryski l'extrême reconnaissance avec laquelle S. M. Sarde a vu, au milieu des malheurs qui accablent l'Europe, les mesures signalées qui avaient été prises en sa faveur par S. M. I., et qui n'ont été privées de leur effet que par des événements qu'aucune prudence humaine ne pouvait prévoir. Il s'acquitte avec joie d'un devoir si cher, et il saisit cette occasion de recommander de nouveau les intérêts de son Maître à la puissante influence de S. M. I. Les dispositions de l'Angleterre sont dans ce moment parfaitement connues, et tant que deux puissances telles que la Russie et l'Angleterre demeureront unies dans le projet de sauver l'Europe d'un asservissement total, il restera toujours des espérances à S. M. Sarde. Le soussigné prie donc instamment S. M. I. de vouloir bien continuer au Roi son Maître le même intérêt dont il a reçu jusqu'à présent les marques les plus sensibles. Le traité de paix, quel qu'il soit, qui terminera la guerre actuelle ne pourra suivant les apparences donner une assiette stable à l'Europe, mais il pourra du moins lui donner une fausse tranquillité que la lassitude prolongera plus ou moins, et rien ne pourrait arriver de plus déplorable pour la Maison de Savoie que de se voir privée de toute indemnité, pendant un temps qui accoutumerait l'opinion à la regarder comme entièrement dépossédée.

Le soussigné ose donc se flatter que, dans cette occasion décisive, le Roi son Maître se verra puissament soutenu par la généreuse protection de S. M. I. et qu'il n'aura pas moins à se louer de son influence sur les déterminations d'une autre grande puissance qui n'a cessé

jusqu'à présent de concourir au même but avec une égale générosité.

En renouvelant à cet égard ses plus vives instances, le soussigné profite avec empressement de cette occasion pour renouveler à Son Excellence Monsieur le Prince Czartoryski les assurances de sa haute et respectueuse considération.

P. S. — A la lettre ci-jointe qui est ostensible, Votre Excellence me permettra-t-elle d'ajouter un mot particulier à Elle? Il y a dans le monde peu de Mission aussi pénible que la mienne. J'envie à chaque instant le sort de ces Ministres des temps heureux qui viennent offrir des secours ou des alliances, proposer des mariages, ou féliciter sur des événements heureux ; rien de tout cela n'est fait pour moi. Je ne prends la plume, je ne parle que pour solliciter, rien ne brise agréablement pour moi l'embarrassante monotonie de mes fonctions, rien ne fait diversion à mes chagrins. Je succomberais souvent si je ne comptais sur les bontés de S. M. I. et sur la noble délicatesse de Votre Excellence ; ayant continuellement l'œil fixé sur ma situation je serais malheureux bien au delà de mes forces, si je venais à m'en apercevoir de quelque autre manière.

Je prie de nouveau Votre Excellence, etc.

148

Au Roi Victor-Emmanuel.

9 (21) avril 1806.

SIRE,

Quoique j'aie eu l'honneur d'écrire à Votre Majesté il n'y a que trois jours, néanmoins puisqu'il se présente un nouveau courrier, je ne puis le laisser partir sans me mettre de nouveau aux pieds de Votre Majesté.

Le Prince Gagarin, qui est revenu de l'armée du Comte Tolstoï, ne parle qu'avec admiration de S. M. le Roi de Suède : on ne peut, dit-il, s'en former une idée plus fausse qu'en lui prêtant un caractère ardent et téméraire ; nul Prince ne connaît mieux les circonstances du moment et la manière dont il faut se conduire ; il arme sa flotille et se sert religieusement des subsides qu'il a reçus pour se mettre en état de servir de toutes ses forces la cause du monde. Le Danemark n'est pas moins décidé et l'on est extrêmement content ici ; mais sur quoi peut-on compter fermement à cette époque?

La Prusse a fini comme on devait s'y attendre par être complètement asservie. Ceux qui s'imaginent pouvoir n'obéir qu'à demi connaissent bien peu Bonaparte et ses projets ; je crois que cet asservissement de la

Prusse sera dur et terrible, car Bonaparte ne l'aime point : il lui fera payer cher ses balancements, ses demi-résistances, et la note du Comte de Hardenberg. Il me paraît bien difficile que ce pays ne soit pas le théâtre de la guerre et qu'il ne soit par conséquent absolument ruiné ; celui qui se hâtera d'attaquer son ennemi, avec les hommes et l'argent qu'il trouvera dans le pays, aura un avantage immense sur l'autre ; mais j'ai déjà eu l'honneur, dans ma dernière dépêche, de dire à Votre Majesté ce qui paraissait probable sur ce point. Le premier fruit de la nouvelle alliance (car c'en est une, et même le terme est trop doux) a été l'éloignement du Comte de Hardenberg et la réinstallation du Comte de Haugwitz. Votre Majesté voit sans peine que cet arrangement a été commandé à Paris. La Prusse, comme Votre Majesté l'aura peut-être déjà appris, a signalé sa nouvelle dépendance par la reconnaissance de tout ce qui s'est fait à Naples ; notre cher Duc en est profondément irrité et ne s'en cache nullement, il ne voit plus le Ministre de Prusse. Ce pauvre Duc se trouve dans une situation bien déplorable : il est obligé de louer son propre hôtel, pour aller s'ensevelir dans quelque petit coin ; qui sait à quelles extrémités il se trouvera réduit? On nous regarde dans ce moment l'un et l'autre comme deux pendants, mais il n'y a pas égalité de malheur. Je voudrais bien que la Sardaigne rendît à Votre Majesté tout ce que la Sicile vaut à son Maître. Je compte parler encore de cette Sardaigne dans la première audience que j'obtiendrai au premier jour ; qui sait ce qui peut passer dans la tête de Bonaparte au sujet d'une île sans

défense, dernier refuge d'un Souverain qu'il déteste, non à cause des injures qu'il en a reçues, mais à cause de celles qu'il lui a faites ? Il me semble que l'Angleterre et la Russie devraient s'entendre pour la mettre à l'abri.

On m'a donné hier pour très certain l'expulsion du Pape de ses Etats, et sa réclusion (car c'est le terme qu'il faut employer) les uns disent à Venise et les autres à Avignon, Votre Majesté aura su la vérité sur cet article bien longtemps avant nous. Le Pape malheureusement ne sera plaint de personne, mais voilà de nouvelles scènes qui se préparent, et le monde religieux sera peut-être agité autant que le monde politique. Votre Majesté voit dans cet événement le résultat et le prix des complaisances. Bonaparte ne veut traiter que pour dominer, ce qui contribue à me persuader que M. le Comte de Front a raison de penser que la démarche dont j'avais eu l'honneur de parler à Votre Majesté, de concert avec M. le Prince Czartoryski, serait absolument inutile ; il faut donc attendre en paix le miracle dont nous avons besoin. Quelquefois, je l'avoue à Votre Majesté, les forces m'abandonnent, ma situation me déchire, et si S. M. I. me donnait un jardin en Sibérie, avec une maison de bois au milieu, pour y mourir tranquille, je la remercierais à deux genoux : d'autres fois mon courage se ranime, et je ne crois pas être privé de tout droit à l'espérance. Je ne doute pas que Votre Majesté n'éprouve de son côté de semblables alternatives. Il ne me paraît pas que l'humanité soit assez forte pour se tenir inébranlablement au même point, sans éprou-

ver une sorte d'oscillation, si je puis m'exprimer ainsi, entre l'espérance et le désespoir. Je ne hasarderai aucune prophétie sur l'avenir, mes précédentes dépêches ont fait connaître mes craintes à Votre Majesté : certainement l'Europe, même après tous les malheurs qu'elle a essuyés, ne manque point de forces ; mais Votre Majesté se rappelle l'histoire de Scander-Beg : tous les sabres se ressemblent, ce sont les bras qui diffèrent. Si j'avais l'honneur d'être aux pieds de Votre Majesté, je lui soumettrais quelques idées sur une époque évidemment surnaturelle : mais par lettres, le détail serait infini. Ce que je crois pouvoir me permettre de lui dire avec quelque assurance, c'est qu'après de si longues convulsions, on ne se doute peut-être pas encore de ce qui se prépare.

J'ai eu l'honneur, dans le temps, d'informer Votre Majesté de la grande Ambassade de la Chine, et ensuite du contre-temps arrivé à Canton ; mais ce contre-temps, comme il arrive toujours, m'avait été exagéré et même entièrement défiguré dans le premier moment. Il ne s'agit pas du tout de violence du côté des Chinois, même l'office qu'ils ont passé à ce sujet est très poli ; il est vrai que l'entrée d'un vaisseau de guerre dans un de leurs ports, sans avoir été annoncé d'avance, est une chose absolument contraire à leurs usages et à leurs idées. Mais l'explication donnée par cette Cour arrangera tout : on a répondu qu'il n'y avait aucun mystère dans l'entrée du vaisseau, qui s'était rendu de bonne foi à Canton. L'Ambassade en est fort loin par une raison toute différente de celle qu'on a d'abord débitée ;

l'Ambassadeur est M. le Comte de Golovkin, homme d'esprit sans aucune contestation, mais dont le caractère et la moralité ne sont pas en honneur dans ce pays. Arrivée sur les bords de Baykal, l'Ambassade a éprouvé un premier désagrément ; elle était composée de trois cents personnes environ, et il y avait surtout un *détachement* de savants, donnés pour tels, et qui marquait extrêmement. Il aurait fallu ne pas les donner pour tels et les présenter sous une autre dénomination. Ne s'est-on pas d'abord bien expliqué de ce côté, ou les Chinois ont-ils pris de l'ombrage au sujet de ces savants, ou bien seulement ont-ils craint la dépense ? C'est ce que je ne serais pas en état d'apprendre à Votre Majesté. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les Chinois n'ont pas voulu les recevoir, et que même la Cour de Pékin n'a pas borné son opposition à la seule classe des Lettrés, puisque l'Ambassade entière a été réduite à cent vingt personnes environ. Entrée enfin dans le désert de Cobi, après avoir tourné ou traversé le Baykal, elle est arrivée, après une marche de 700 verstes (de 5 à la lieue de France), à Urgur, première ville tartare qu'on trouve avant d'arriver à la Grande Muraille. Là, M. le Comte de Golovkin a rencontré un grand personnage chinois, beau-frère de l'Empereur, qui venait à la rencontre de l'Ambassadeur ; il a été question d'étiquette, et le Chinois a exigé que l'Ambassadeur se prosternerait neuf fois, si je ne me trompe, devant une réunion de trois flambeaux exposés dans la grande salle des cérémonies. Le Comte de Golovkin qui n'a pas trouvé cette cérémonie dans ses protocoles a refusé de s'y soumettre ; le grand

Mandarin a été inflexible, et l'Ambassadeur a cru devoir rompre les conférences et retourner à Kiatka, sur la frontière, pour y attendre de nouveaux ordres. Il aurait bien fait de se jeter à terre en disant : « Je re-« connais bien les bontés de l'Empereur à l'égard d'un « chrétien : c'est sans doute *la Sainte Trinité.* » L'Empereur de Russie a été furieux, et ce n'est pas sans peine qu'en employant les moyens *les plus doux* on est parvenu à le calmer un peu. Les instructions portaient simplement de ménager autant que possible la dignité Impériale, sans oublier néanmoins l'objet principal de la mission, qui était le succès. Il est bien vrai que les Ambassadeurs précédents n'avaient point parlé de cette cérémonie, mais c'est qu'ils n'avaient pas voulu s'en vanter. Lord Makartney même, qui s'est si fort vanté dans sa relation d'avoir évité les prosternations le jour de la présentation, a néanmoins, suivant toutes les apparences, laissé la cérémonie de la *Trinité* dans le tuyau de sa plume. Car M. Huart, qui est son neveu, et qui en sait plus sur ce point que les lecteurs de la relation Anglaise, avertit ici le Comte de Golovkin, en riant, qu'il faudrait saluer les trois bougies. L'Ambassadeur répondit par une rodomontade Russe ; mais s'il l'a répétée à Urgur, elle a fort mal réussi. Maintenant il a traîné à Kiatka l'Ambassade et les présents, avec une augmentation de dépenses énorme, d'autant que le moment est passé, que l'Empereur de la Chine part pour la campagne, et que l'Ambassade ne peut plus avoir lieu avant le mois d'octobre prochain. D'ailleurs se prosterner dans le moment où il le fallait ou retourner

à Urgur pour se prosterner, c'est bien différent. Qui sait encore si l'Empereur de la Chine, impatienté par l'événement de Canton et par celui de Urgur, voudra toujours recevoir l'Ambassade? Voilà un très fort désagrément, et je ne voudrais pas être à la place de M. le Comte de Golovkin. J'aurais dû dire plus tôt à Votre Majesté qu'en arrivant sur la frontière il trouva le médecin de l'Empereur de la Chine qui venait s'informer de la part de son Maître de la santé de Monsieur l'Ambassadeur, et qui se mit à genoux pour lui tâter le pouls, ce n'était pas en agir trop mal. Quoiqu'il y ait aujourd'hui, dans le monde, des choses plus importantes que l'étiquette Chinoise, je crois néanmoins remplir mon devoir en informant Votre Majesté des événements qui intéressent si sensiblement le pays où je réside par ses ordres.

La Prusse, sentant le danger où elle se trouve à l'égard de l'Angleterre, a passé un office à Londres pour conjurer l'orage. Cette pièce, qui passe pour très misérable, aura sans doute fait le sujet d'une dépêche de Son Excellence M. le Comte de Front. Ici l'envoyé de Prusse a présenté une note bien plus extraordinaire ; il a demandé pour son Maître la médiation de cette Cour pour éviter la rupture avec celle d'Angleterre. Au terme où en sont les choses, et après tout ce qui s'est passé, Votre Majesté trouvera sans doute cette démarche, ce qu'elle a paru ici, basse et ridicule. S. M. I. s'est totalement refusée à cette demande.

Pendant que j'écrivais cette dépêche, le bruit s'est répandu en ville que l'Empereur avait accordé à M. le

Duc de Serra Capriola une pension de 2,000 roubles par mois. On parlait d'une manière si affirmative que j'avais quelque envie de croire, vu surtout que Monsieur le Duc jouit d'un grade elevé dans ce pays, par l'ordre Russe de Saint André dont il est revêtu. Ce n'était cependant qu'un conte fondé sur la proposition faite ici par le Duc, et acceptée par le Gouvernement, d'échanger ses appointements avec ceux de M. de Vatichefff, vu l'extrême difficulté de faire parvenir ici les fonds de Naples. L'officier des finances qui est venu apporter de l'argent au Duc, et qui ne s'etait seulement pas donné la peine de lire l'Ukase donné sur ce sujet, croyait comme le public et en a fait son compliment à Monsieur le Duc qui lui a répondu : « Monsieur je suis très fâché et très étonné qu'on fasse courir des bruits de ce genre ; si je viens à ne pouvoir plus être utile à Sa Majesté, je sais ce que j'aurai à faire. Mais tant que j'aurai l'honneur d'être à son service, je mériterais de perdre la tête si j'acceptais la moindre somme d'un autre Prince. » Il a fort bien répondu. Je désire vivement qu'il puisse se tenir à flot dans ces circonstances terribles : il déploie beaucoup de courage et de résignation.

Sa Majesté le Roi de Suède, ayant toujours un corps de troupe à Ratzebourg près de Lauenbourg, Sa Majesté le Roi de Prusse a voulu absolument l'en déloger et a fait marcher de ce côté une armée de dix-huit mille hommes, commandée par deux de ses principaux généraux ; en même-temps M. d'Alopeus, Ministre Russe auprès de la Cour de Berlin, a écrit une lettre à Monsieur son frère, qui remplit le même poste auprès de Sa

Majesté Suédoise, pour lui signifier les dispositions hostiles de la Cour de Prusse. M. d'Alopeus, Ministre auprès du Roi de Suède, a répondu confidentiellement à son frère, par ordre de ce Souverain, que s'il était attaqué il saurait se défendre, et qu'au premier coup de canon il ordonnerait à sa flotille, qui est prête, de courir sur tous les vaisseaux Prussiens dans la Baltique, et d'attaquer tous les ports de cette puissance dans la même mer; sur cela les Prussiens se sont retirés. Votre Majesté observera que les Suédois n'ont que quatre cents hommes à Ratzebourg, ce qui lui donnera la mesure exacte de la *grande puissance;* au reste, Sire, l'embargo ayant été mis par les Anglais sur les vaisseaux Prussiens, mesure qui semble un préliminaire de la guerre, on comprend difficilement comment la Russie pourra demeurer en paix avec une puissance qui se bat avec l'Angleterre. M. le Comte de Meerfeld n'a pu réprimer ici le premier mouvement qui l'a fait blâmer la conduite de l'Angleterre à l'égard de la Prusse; ce n'est pas sans doute par amour pour cette dernière puissance, mais c'est qu'il voit dans cette mesure une cause de guerre, et que l'Autriche ne craint rien autant. Il n'a pas fait difficulté de me l'avouer, en m'ajoutant que sa Cour était bien *résignée ;* ce mot, qui appartient surtout à un supplicié, me frappa beaucoup. Je lui dis de mon côté qu'il fallait cependant se préparer à combattre de nouveau, et ne pas s'imaginer que Bonaparte laissât l'Autriche dans l'attitude d'indépendance où il a cru devoir la laisser par quelques raisons d'une politique passagère : ce qui est évident; il faudra

résister ou servir. Il me parut bien sentir ces vérités incontestables, mais en m'ajoutant toujours qu'il n'y a plus de remèdes. L'abattement de ce côté est arrivé au dernier point; mais un phénomène véritablement inconcevable, c'est que l'orgueil qui devrait au moins expirer sous cet abattement soit constamment le même et, s'il est possible, plus fort et plus entêté. M. de Meerfeld me prouva *clairement* que l'Autriche n'a jamais eu de torts et qu'elle a été constamment abandonnée : ne me trouvant pas assez fort pour le harceler, je le laissai dire. Il y a près d'un siècle qu'on travaille sans relâche, en Europe, à créer des lâches et des traîtres ; les Souverains mêmes, qui étaient les plus intéressés à repousser cette conjuration d'un nouveau genre, ont été les dupes des philosophes et les ont servis de toutes leurs forces. Votre Majesté en voit le résultat. Je sais des choses inconcevables sur Vienne. Cependant si la guerre se rallume, je ne puis m'empêcher de nourrir encore quelques espérances que je fonde sur les deux excellents Princes Charles et Ferdinand ; si on leur donne carte blanche, ils peuvent encore exécuter de grandes choses ; ici on fait des dispositions qui annoncent assez clairement une reprise d'hostilités.

L'Angleterre ne plie point. Voilà le Cap pris, puis un grand succès maritime à Saint-Domingue. Votre Majesté a eu connaissance de la démarche dernièrement faite par Bonaparte auprès du Cabinet de Saint-James pour la paix : il entre dans ses vues de jouer ces sortes de comédies de temps en temps. Aux lettres officielles relatives à cette affaire, M. de Talleyrand avait cru de-

voir en joindre une confidentielle à M. Fox, avec qui il s'était lié particulièrement durant son séjour à Londres ; mais, dans cette lettre, comme dans l'autre, il n'était question que de la paix d'Amiens. Dans une très belle réponse, dont on connait ici le contenu, M. Fox dit au *digne* Evêque d'Autun qu'il ne faut plus parler de la paix d'Amiens, et que pour une nation telle que l'Angleterre, il ne s'agit que de deux choses : la défense de son honneur et celle de ses alliés.

C'est par les gazettes que j'ai appris l'heureuse arrivée de Votre Majesté à Cagliari; combien il me tarde de savoir comment Elle se trouve dans cette île, et comment Elle aura pu s'y établir ! Quelles extrémités, Sire, et qui pourra assez les déplorer ! J'ai beaucoup de peine moi-même à me défendre de l'abattement. Mais je trouve un bel exemple dans la fermeté de Votre Majesté. S'il est permis, au milieu d'événements aussi désastreux, de concevoir quelques espérances, on les trouverait dans la rapidité même de ces succès qui nous désespèrent, et qui n'auront peut-être que la durée d'un orage comme ils en ont l'impétuosité ; mais je sens que sur des événements de cette nature, sur lesquels l'histoire ne nous apprend rien, il faut se garder de prononcer d'une manière trop décidée. J'espère que M. le Chevalier de Rossi me donnera sur les personnes augustes de Votre Majesté et de Sa Majesté la Reine tous les détails que j'attends avec une grande impatience.

Le régiment aux Gardes ayant reçu l'ordre de se tenir prêt, l'opinion n'en tirera point un augure favorable. Votre Majesté m'entend : les officiers ne se gênent

résister ou servir. Il me parut bien sentir ces vérités incontestables, mais en m'ajoutant toujours qu'il n'y a plus de remèdes. L'abattement de ce côté est arrivé au dernier point; mais un phénomène véritablement inconcevable, c'est que l'orgueil qui devrait au moins expirer sous cet abattement soit constamment le même et, s'il est possible, plus fort et plus entêté. M. de Meerfeld me prouva *clairement* que l'Autriche n'a jamais eu de torts et qu'elle a été constamment abandonnée : ne me trouvant pas assez fort pour le harceler, je le laissai dire. Il y a près d'un siècle qu'on travaille sans relâche, en Europe, à créer des lâches et des traîtres ; les Souverains mêmes, qui étaient les plus intéressés à repousser cette conjuration d'un nouveau genre, ont été les dupes des philosophes et les ont servis de toutes leurs forces. Votre Majesté en voit le résultat. Je sais des choses inconcevables sur Vienne. Cependant si la guerre se rallume, je ne puis m'empêcher de nourrir encore quelques espérances que je fonde sur les deux excellents Princes Charles et Ferdinand ; si on leur donne carte blanche, ils peuvent encore exécuter de grandes choses ; ici on fait des dispositions qui annoncent assez clairement une reprise d'hostilités.

L'Angleterre ne plie point. Voilà le Cap pris, puis un grand succès maritime à Saint-Domingue. Votre Majesté a eu connaissance de la démarche dernièrement faite par Bonaparte auprès du Cabinet de Saint-James pour la paix : il entre dans ses vues de jouer ces sortes de comédies de temps en temps. Aux lettres officielles relatives à cette affaire, M. de Talleyrand avait cru de-

voir en joindre une confidentielle à M. Fox, avec qui il s'était lié particulièrement durant son séjour à Londres ; mais, dans cette lettre, comme dans l'autre, il n'était question que de la paix d'Amiens. Dans une très belle réponse, dont on connait ici le contenu, M. Fox dit au *digne* Evêque d'Autun qu'il ne faut plus parler de la paix d'Amiens, et que pour une nation telle que l'Angleterre, il ne s'agit que de deux choses : la défense de son honneur et celle de ses alliés.

C'est par les gazettes que j'ai appris l'heureuse arrivée de Votre Majesté à Cagliari; combien il me tarde de savoir comment Elle se trouve dans cette île, et comment Elle aura pu s'y établir ! Quelles extrémités, Sire, et qui pourra assez les déplorer ! J'ai beaucoup de peine moi-même à me défendre de l'abattement. Mais je trouve un bel exemple dans la fermeté de Votre Majesté. S'il est permis, au milieu d'événements aussi désastreux, de concevoir quelques espérances, on les trouverait dans la rapidité même de ces succès qui nous désespèrent, et qui n'auront peut-être que la durée d'un orage comme ils en ont l'impétuosité ; mais je sens que sur des événements de cette nature, sur lesquels l'histoire ne nous apprend rien, il faut se garder de prononcer d'une manière trop décidée. J'espère que M. le Chevalier de Rossi me donnera sur les personnes augustes de Votre Majesté et de Sa Majesté la Reine tous les détails que j'attends avec une grande impatience.

Le régiment aux Gardes ayant reçu l'ordre de se tenir prêt, l'opinion n'en tirera point un augure favorable. Votre Majesté m'entend : les officiers ne se gênent

vertus mêmes de l'Empereur tournent contre l'Europe. Il est frappé des événements, il craint d'amener de nouveaux malheurs, et les amène par ce qu'il les craint ; il n'y a guère d'espoir que dans la France, mais de ce côté il y en a beaucoup. — Dans la première audience donnée à Madrid, à l'Ambassadeur Russe, cet infernal Prince de la Paix a constamment dit: Mes armes, Mes flottes, Mes ministres, et même Mes alliés.

Votre Majesté n'a sûrement pas oublié ce que j'ai eu l'honneur de lui écrire une fois au sujet d'un pays qui doit nous être si cher : chaque minute ajoute aux tristes probabilités que j'avais accumulées dans cette dépêche. Malheureusement encore, ces sinistres présages se liaient au bouleversement général qui est visible, et qui présente quelques consolations, en ce qu'on n'y voit rien de stable. Je ne souhaite à Votre Majesté que le repos chez elle ; j'espère qu'elle aura pris toutes les précautions possibles pour ne pas y être attaquée, inquiétée. Au fond, la méchanceté seule pourrait l'y chercher, car je ne crois pas que notre île puisse tenter par aucune convenance celui qui agite le monde ; il serait à désirer que dans ce moment, il oubliât entièrement Votre Majesté.

Les Prussiens, s'étant ravisés, sont venus attaquer le Lauenbourg le 23 du mois dernier. La déclaration ci-jointe de S. M. Suédoise, dont M. l'Ambassadeur a bien voulu me confier un exemplaire avant qu'elle soit publique ici, apprendra le reste à Votre Majesté. Nous allons voir ce qui arrivera ; si S. M. I. balance de tirer l'épée contre la Prusse, tout est perdu de ce côté. J'ai grand'peur qu'on n'en fasse rien, ou qu'on se détermine

simple et moins coûteux. Je verrai s'il y a moyen de faire d'autres économies; et tout mon désir est que Sa Majesté soit bien persuadée d'une vérité qui pourrait fort bien n'être pas entrée pleinement dans son esprit, quoique je l'aie beaucoup répétée : c'est que, dans tout ce que j'ai dit sur ma situation, jamais je n'ai laissé tomber de ma plume la plus légère exagération. J'ai souffert comme je l'ai dit et autant que je l'ai dit, et maintenant encore, comme je le dis. Je n'ai rien, ce qui s'appelle rien ; pas de quoi me faire enterrer, si je venais à mourir : j'excepte la somme qui vient de m'être livrée et qui n'est point à moi, puisqu'elle n'est que la représentation de la subsistance, et qu'à la fin de l'année j'aurai précisément ce que j'avais avant de la recevoir, c'est-à-dire rien. J'ai témoigné, depuis nos derniers malheurs, une grande envie de posséder ma famille. Je n'ai certainement nulle raison de cacher le sentiment qui m'anime, puisqu'il est parfaitement d'accord avec tous les principes. Je ne cacherai pas davantage le tourment que me fait éprouver cette séparation ; il est tel, que je ne puis vous l'exprimer. Mais je suis déterminé encore par une autre considération que vous pouvez fort bien faire connaître à Sa Majesté. Tout homme qui ne met pas sa mort au rang des événements possibles à chaque instant, n'a pas fait de grands progrès dans la philosophie. Grâce à Dieu, je n'en suis pas là. Or, si je venais à mourir, Monsieur le Chevalier, pendant que ma famille est éloignée de moi, elle tomberait dans la plus affreuse indigence. Au contraire, si elle se trouvait ici, bien ou mal, d'une manière ou d'une autre, avec plus ou moins

mettre dans ses poches les montres et les tabatières des morts ; mais il n'en ira pas ainsi, et bientôt Votre Majesté la verra, dans une dépendance absolue de la France, faire partie, comme un petit électeur, du grand Empire fédératif. Quelque chose, qui a été dit ici en très bon lieu, ferait soupçonner que Murat, ou son beau-frère pour lui, porte les yeux sur cette couronne. Tout est possible, Sire, à cette époque merveilleuse. Une *gazette*, arrivée hier par un courrier, nous apporte la nouvelle que le Pape donnait volontairement sa démission. Ce serait le comble du malheur, et une nouvelle preuve que Louis XI vaut mieux que Louis XVI. Je me flatte encore que le Saint-Père n'aura point commis cette faiblesse.

Comptant bientôt sur un nouveau courrier, je ne manquerai pas d'en profiter pour me mettre de nouveau aux pieds de Votre Majesté.

Je suis, etc.

151

A Monseigneur de la Fare,

Evêque de Nancy.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) mai 1806.

MONSEIGNEUR,

Quand Dieu veut faire voir qu'un ouvrage est tout de sa main, il réduit tout à l'impuissance et au désespoir; puis il agit. Sperabamus! — Ces paroles sont tirées

Monsieur le Chevalier, vous connaissez ces rêves cruels d'un homme éveillé. Si vous n'étiez pas du métier, je ne permettrais pas à ma plume d'écrire ces jérémiades. Je fais, au reste, les plus grands efforts pour résister au malheur, et ne pas perdre absolument ce qu'on appelle l'*aplomb*. Je pense que vous n'avez pas moins besoin que moi de cette philosophie qui dépend malheureusement bien plus du tempérament que de la raison. J'attends de vos nouvelles avec un extrême empressement. Je ne sais où vous êtes, ni si vous êtes avec le Roi. Enfin, je ne sais rien. Si vous êtes allé en Sardaigne, comment vous serez-vous établi dans ce beau pays? Et que sera-t-il résulté de cet établissement? Que vous êtes à plaindre! Que nous sommes à plaindre! Jamais l'univers n'a vu rien d'égal! Et que devons-nous voir encore? Ah! que nous sommes loin du dernier acte ou de la dernière scène de cette effroyable tragédie!

Adieu mille fois, Monsieur le Chevalier; je n'ai pas le courage de prendre une autre feuille!

150

Au Roi Victor-Emmanuel.

28 avril (10 mai) 1806.

Le Prince est poussé à bout par la malveillance; pour le tourmenter, on l'accuse non seulement de ce qu'il n'a pas fait, mais même de ce qu'ont fait les autres. Les

vertus mêmes de l'Empereur tournent contre l'Europe. Il est frappé des événements, il craint d'amener de nouveaux malheurs, et les amène par ce qu'il les craint ; il n'y a guère d'espoir que dans la France, mais de ce côté il y en a beaucoup. — Dans la première audience donnée à Madrid, à l'Ambassadeur Russe, cet infernal Prince de la Paix a constamment dit: Mes armes, Mes flottes, Mes ministres, et même Mes alliés.

Votre Majesté n'a sûrement pas oublié ce que j'ai eu l'honneur de lui écrire une fois au sujet d'un pays qui doit nous être si cher : chaque minute ajoute aux tristes probabilités que j'avais accumulées dans cette dépêche. Malheureusement encore, ces sinistres présages se liaient au bouleversement général qui est visible, et qui présente quelques consolations, en ce qu'on n'y voit rien de stable. Je ne souhaite à Votre Majesté que le repos chez elle ; j'espère qu'elle aura pris toutes les précautions possibles pour ne pas y être attaquée, inquiétée. Au fond, la méchanceté seule pourrait l'y chercher, car je ne crois pas que notre île puisse tenter par aucune convenance celui qui agite le monde ; il serait à désirer que dans ce moment, il oubliât entièrement Votre Majesté.

Les Prussiens, s'étant ravisés, sont venus attaquer le Lauenbourg le 23 du mois dernier. La déclaration ci-jointe de S. M. Suédoise, dont M. l'Ambassadeur a bien voulu me confier un exemplaire avant qu'elle soit publique ici, apprendra le reste à Votre Majesté. Nous allons voir ce qui arrivera ; si S. M. I. balance de tirer l'épée contre la Prusse, tout est perdu de ce côté. J'ai grand'peur qu'on n'en fasse rien, ou qu'on se détermine

trop tard. Si l'on permet à Bonaparte de s'emparer des forces de la Prusse (ce qui arrivera incessamment) on peut, *même ici*, s'attendre à tout. Je puis certifier à Votre Majesté que l'un des articles secrets signés à Vienne par Haugwitz est le passage accordé par la Prusse pour une armée Française contre la Russie. Parlant l'autre jour avec le Prince Czartoryski sur ces objets, je lui dis que la Russie s'était seulement trompée de métal avec la Prusse. Vous avez porté, lui dis-je, de l'or à Berlin, c'était du fer qu'il fallait y porter : il est parfaitement de cet avis ; mais sa manière de penser n'est pas décisive, il s'en faut de beaucoup.

L'Ambassadeur Suédois a bien voulu me communiquer ici une lettre de son Maître, du 28 avril, que je voudrais bien pouvoir faire lire à Votre Majesté. Elle confirme pleinement le jugement que j'ai eu l'honneur de lui faire connaître sur la personne de ce monarque ; c'est la lettre d'un Roi sexagénaire extrêmement sage et consommé dans les affaires.

Il n'est pas douteux que d'une manière ou d'une autre, la Russie ne soutienne la Suède, et déjà même cette Cour s'en est expliquée envers celle de Berlin ; mais Votre Majesté ne doit point croire que la Prusse, malgré la démarche qu'elle vient de faire pour obéir à la France, ait envie de guerroyer avec la Suède ; au contraire, elle se meurt de peur, elle envoie courriers sur courriers, tant ici qu'à Copenhague, pour conjurer l'orage, car ses négociants jettent les hauts cris, et tout le peuple est en fermentation ; elle se flatte toujours de l'idée chimérique d'être spectatrice tranquille d'un combat à mort, et de

mettre dans ses poches les montres et les tabatières des morts ; mais il n'en ira pas ainsi, et bientôt Votre Majesté la verra, dans une dépendance absolue de la France, faire partie, comme un petit électeur, du grand Empire fédératif. Quelque chose, qui a été dit ici en très bon lieu, ferait soupçonner que Murat, ou son beau-frère pour lui, porte les yeux sur cette couronne. Tout est possible, Sire, à cette époque merveilleuse. Une *gazette*, arrivée hier par un courrier, nous apporte la nouvelle que le Pape donnait volontairement sa démission. Ce serait le comble du malheur, et une nouvelle preuve que Louis XI vaut mieux que Louis XVI. Je me flatte encore que le Saint-Père n'aura point commis cette faiblesse.

Comptant bientôt sur un nouveau courrier, je ne manquerai pas d'en profiter pour me mettre de nouveau aux pieds de Votre Majesté.

Je suis, etc.

151

A Monseigneur de la Fare,

Evêque de Nancy.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) mai 1806.

MONSEIGNEUR,

Quand Dieu veut faire voir qu'un ouvrage est tout de sa main, il réduit tout à l'impuissance et au désespoir; puis il agit. Sperabamus! — Ces paroles sont tirées

d'un panégyrique de Saint-André par Bossuet, dont il ne nous reste qu'un fragment. Je vous avoue, Monseigneur, que depuis la bataille d'Austerlitz, j'ai tout oublié excepté ce passage, je vis en répétant avec ce grand homme : *Sperabamus*. Ce n'est pas qu'il n'y ait des choses qui m'embarrassent, comme le sacre et les inconcevables mariages que nous avons vus: il y a dans ces deux choses des signes de durée qui peuvent inquiéter; mais, quant au sacre, on peut n'y voir qu'un crime de plus pour celui qui força, et une faute capitale pour celui qui se laissa forcer ; et quant aux mariages, voyons ce qui s'est passé depuis longtemps en Allemagne, et nous serons autorisés à ne les considérer que comme des peines très justement infligées. Nous savons vous et moi, Monseigneur, que les exploits anti-chrétiens de la Bavière devaient absolument être récompensés d'une manière visible ; et que dites-vous, s'il vous plaît, du voyage de Pie VI à Vienne, des insolences de Kaunitz et de la brochure Autrichienne *Qu'est-ce que le Pape?* Un certain doigt qui écrivait jadis sur une certaine muraille a écrit sur le revers de cette belle page : Qu'est-ce que l'Empereur d'Autriche ? — La foule rirait sans doute de ces observations ; laissons-la rire, Monseigneur, et quant à nous admirons toujours la *haute justice*. On ne cesse de rabâcher, depuis qu'on rabâche dans ce monde, sur le vice heureux et la vertu malheureuse : c'est la grande ritournelle de tous les raisonneurs, et les moralistes les plus graves accordent la proposition pour se jeter uniquement sur les peines et les récompenses de l'autre vie. Je ne veux point effacer, comme vous pensez bien, cette réponse pé-

plus anciens amis, qui ne vous a plus parlé depuis longtemps, parce qu'il n'a parlé à personne, mais dont les affections sont invariables au milieu de toutes les vicissitudes humaines. J'ai reçu deux ou trois fois de vos nouvelles, par Turin, avec un extrême plaisir. J'ai su que l'enfant de mon cœur vous avait écrit. *C'est toujours moi*, comme dit Pygmalion. Quant au *moi* qui est ici, sa position est telle que vous pouvez l'imaginer. Vous aurez appris sans doute que mon fils était venu embellir ma solitude ; mais vous me comprendrez parfaitement, Madame, *vous qui êtes du métier*, lorsque je vous dirai que le premier effet de cette douce société est de me faire sentir plus vivement la privation de ce qui me manque. Nous ne cessons d'en parler ensemble, et c'est un renouvellement continuel de souvenirs amers et de projets fatigants. Notre vie est d'ailleurs extrêmement douce: vous savez que j'aime le travail; je me livre à ce goût plus que jamais. Il y a des dissipations inévitables qui tiennent à l'état: il en est d'autres qui tiennent à la qualité de père ; car c'est un de mes premiers dogmes, qu'il faut amuser les jeunes gens, afin qu'ils ne s'amusent pas ; cependant, comme mon disciple n'est pas du tout exigeant, et que d'ailleurs je veux aussi, et pour cause, l'accoutumer à une vie occupée, il me reste assez de temps libre pour me livrer à mon goût dominant. Pendant plusieurs mois, j'ai fait une autre économie de temps tout à fait *hideuse :* j'ai interrompu toutes mes correspondances, sans aucune exception que celle de ma femme. C'est abominable ; mais si vous ne m'avez excusé, ce sera bien pire... Mille fois

l'amitié ! Il n'en est pas pour moi de plus précieuse que la vôtre, Monseigneur ; je vous ai suivi de l'œil, je vous ai plaint, je vous ai entendu. Je ne vous dis rien de moi : je suis malade, comme vous, autant que vous. — *Sperabamus*.

Agréez mon éternel attachement.

152

A M. le Chevalier de Rossi.

13 (25) mai 1806.

Je vous fais part, Monsieur le Chevalier, que votre protégé M. Zundler réussit fort bien ici et je vous communiquerai à cet égard, sous le secret, la copie de la lettre que j'écris au Comte de Roburent sur ce sujet.

« Le Général de Suchtelen a mené l'autre jour M. Zundler déjeuner chez un artiste étranger qui quitte Pétersbourg, et qui laisse un appartement de 500 roubles. Le Général lui dit qu'il fallait prendre cet appartement et tous les meubles qu'on ne voulait pas séparer, lesquels coûtaient 3,000 roubles, y compris un beau carrosse et deux chevaux. Zundler se mit à rire : c'est un garçon très modeste qui n'avait pris qu'une petite chambre au bout du monde. Point ! Point ! dit le Général : il faut tout de suite passer le contrat, je suis caution. Et il signa. Zundler, toujours stupéfait, dit : Mais,

Monsieur le Général, et si je venais à mourir? Dans ce cas, reprit l'autre en riant, c'est l'Empereur qui est caution. — Enfin, Monsieur le Comte, le voilà un peu mieux logé, je vous assure, que le Ministre du Roi, et sûrement je ne suis pas envieux ; il rit avec moi de sa bonne fortune, à laquelle il ne s'attendait pas plus que d'être Pape. Je ne sais pas quelles vues l'Empereur a sur cet officier, mais il en a sûrement ; vous pensez bien que le Général de Suchtelen, homme excessivement prudent et réservé, ne s'avancerait pas de cette manière sans de bonnes raisons. Personne n'a réussi si parfaitement que cet officier, ce qui me paraît appuyer beaucoup ce que j'ai dit en sa faveur. »

153

Au Même.

13 (25) mai 1806.

J'ai reçu la lettre dont Sa Majesté la Reine m'a honoré, mais le courrier partant subitement, je ne puis que vous en accuser la réception, me réservant de détailler amplement à Sa Majesté, par ma première lettre, tout ce que j'aurai fait à ce sujet. Je n'ai cependant jusqu'à présent aucune raison de douter de la réussite.

Après l'occupation de Lauenbourg, et la proclamation du Roi de Suède qui vous est déjà connue, ce dernier

écrivit à Pétersbourg pour demander de quelle manière il devait se conduire en cette rencontre ; mais pendant que la réponse qui conseillait une retraite volontaire arrivait d'ici, les Prussiens attaquèrent à Ratzebourg, ce qui amena la déclaration du roi de Suède que vous avez vue. Depuis, le Roi de Prusse a écrit lui-même (sans rancune) à Sa Majesté Suédoise, la priant de trouver quelque manière d'arranger amicalement la chose. Le nouveau Gustave-Adolphe a répondu : « qu'il n'y « avait qu'un seul moyen fort simple, savoir : que Sa « Majesté Prussienne retirât ses troupes de tous les pos- « tes occupés avant la rupture par l'armée Suédoise, et « les remît de nouveau au pouvoir de cette dernière, et « qu'aussitôt il retirait lui-même ses vaisseaux de de- « vant les ports Prussiens ».

On ne sait point encore quel sera le résultat d'une telle réponse, mais la Prusse craint trop pour attaquer la Poméranie, à moins que la France ne l'y force, ce qui est malheureusement très possible.

154

A Mme Huber-Alléon, à Genève.

Saint-Pétersbourg, 15 mai 1806.

Reconnaîtrez-vous cette écriture, Madame ? En tout cas, croyez, sur ma parole, que c'est celle de l'un de vos

plus anciens amis, qui ne vous a plus parlé depuis longtemps, parce qu'il n'a parlé à personne, mais dont les affections sont invariables au milieu de toutes les vicissitudes humaines. J'ai reçu deux ou trois fois de vos nouvelles, par Turin, avec un extrême plaisir. J'ai su que l'enfant de mon cœur vous avait écrit. *C'est toujours moi*, comme dit Pygmalion. Quant au *moi* qui est ici, sa position est telle que vous pouvez l'imaginer. Vous aurez appris sans doute que mon fils était venu embellir ma solitude : mais vous me comprendrez parfaitement, Madame, *vous qui êtes du métier*, lorsque je vous dirai que le premier effet de cette douce société est de me faire sentir plus vivement la privation de ce qui me manque. Nous ne cessons d'en parler ensemble, et c'est un renouvellement continuel de souvenirs amers et de projets fatigants. Notre vie est d'ailleurs extrêmement douce : vous savez que j'aime le travail ; je me livre à ce goût plus que jamais. Il y a des dissipations inévitables qui tiennent à l'état : il en est d'autres qui tiennent à la qualité de père ; car c'est un de mes premiers dogmes, qu'il faut amuser les jeunes gens, afin qu'ils ne s'amusent pas ; cependant, comme mon disciple n'est pas du tout exigeant, et que d'ailleurs je veux aussi, et pour cause, l'accoutumer à une vie occupée, il me reste assez de temps libre pour me livrer à mon goût dominant. Pendant plusieurs mois, j'ai fait une autre économie de temps tout à fait *hideuse :* j'ai interrompu toutes mes correspondances, sans aucune exception que celle de ma femme. C'est abominable ; mais si vous ne m'avez excusé, ce sera bien pire... Mille fois

je me suis dit : *Sûrement elle me gronde, il faudra donc lui écrire.* Point du tout, je n'écris à personne ; il en arrivera tout ce qui plaira à Dieu : mon innocence me suffit.

Tout annonce, Madame, que je ne quitterai plus ce pays. Je le trouvais délicieux lorsque je n'y étais qu'un oiseau de passage : depuis qu'il ne m'est plus permis de regarder ailleurs, il n'a plus pour moi les mêmes agréments. Le *jamais* ne plaît *jamais* à l'homme ; mais qu'il est terrible, lorsqu'il tombe sur la patrie, les amis et le printemps ! Les souvenirs dans certaines positions sont épouvantables ; je ne vois au delà que les remords. Si par hasard, Madame, vous avez envie de me gronder sur mon silence, perdez ce projet, je vous en prie ; ou du moins soyez extrêmement brève si vous ne voulez pas me courroucer prodigieusement. — Voilà un de vos compatriotes qui s'en va droit à Genève ; je profite de cette occasion pour sortir de mon tombeau et me rappeler à votre souvenir. Je lui donne cette lettre ouverte, dont il fera ce qu'il jugera convenable. Je veux m'arracher un instant de ma léthargie pour donner signe de vie à mes amis de Genève, et je commence par vous, comme bien juste. Au commencement de la quatrième page, je ne vous ai pas dit un mot de ce que je voulais vous dire ; mais c'est égal, on ne lit rien plus couramment que ce qui n'est pas écrit.

Mon frère adresse à votre excellent fils une longue épître scientifique ; je ne lui envoie pour mon compte que des tendresses ; donnez-moi de ses nouvelles et de

ment (1). Je craignais avec beaucoup d'autres personnes que les talents de M. Fox ne fussent circonscrits par les murs du Parlement; mais il annonce tout autre chose. On dit cependant qu'il parle de paix. A supposer que la chose soit vraie, s'il agit de bonne foi, il sera dupe; mais s'il s'agit seulement de se mettre en règle à l'égard de John Bull, il n'y a rien à dire.

Personne ne sait encore ce que fera la Russie; mais ses relations amicales avec l'Angleterre subsistent toujours. Ici comme ailleurs, et pas plus qu'ailleurs, il y a des gens qui pensent très mal, heureusement il y en a d'autres que je vénère infiniment (et plût à Dieu qu'il y en eût davantage) qui sont bien propres à soutenir l'honneur de la nation. Parmi les soutiens des bons principes et du nom Russe, j'accorderais une des premières places à M. le Comte Tolstoï, général en chef, ancien gouverneur de la ville de Pétersbourg que j'ai l'avantage de voir assez souvent. Je ne connais pas de meilleur Russe, et c'est auprès de lui que je cherche volontiers du courage. Il connaît mieux que personne les forces de son pays. Il est particulièrement estimé de

---

(1) La Cour d'Angleterre a prié celle-ci de se décider et de dire si elle voulait ou ne voulait pas agir. L'Empereur demeure suspendu. Hélas! Il a été plus vaincu que son armée à Austerlitz, il en a rapporté une impression indélébile. Il croit qu'il ne lui est plus possible de prendre les armes que pour s'attirer de nouveaux malheurs.

de craindre quelque *réverbération* contre le digne Comte de Front, à raison de sa grande intimité avec M. de Woronzof. J'ai donc cru devoir prier M. l'Ambassadeur d'Angleterre de vouloir bien servir S. E. dans ses lettres à M. Fox, en faisant savoir à ce Ministre que S. M. Sarde a toute la confiance possible en lui. M. le Prince Czartoryski s'est prêté de la meilleure grâce à me soutenir auprès de l'Ambassadeur, qui m'a assuré depuis s'être acquitté de la promesse qu'il m'avait faite à cet égard.

M. le Comte de Front avait fait naître mes premières craintes, lorsqu'en me témoignant ses regrets sur la mort de M. Pitt et le départ de M. de Woronzof, il me mandait *qu'il n'avait pu obtenir du nouveau ministère que des politesses insignifiantes*. J'ai donc cru devoir lui écrire une lettre, dont vous trouverez ci-jointe une copie, ou pour mieux dire un second original. Je m'y rapporte entièrement. De votre côté, M. le Chevalier, vous ne ferez pas mal, si je ne me trompe, de lui conseiller de la part de S. M. de faire un demi-tour à droite, de bonne grâce. Peut-être l'aura-t-il fait de lui-même, si j'en juge par le Ministre de Naples qui avait les mêmes liaisons. Il a seulement changé de principes, et il chante aujourd'hui les louanges du nouveau ministère, qui mérite réellement l'admiration universelle. Vous voyez vous-même, Monsieur, le vol que prend M. Fox, et comme il est secondé par ses collègues. Il emploie également bien l'or et le fer, et s'il continue, il fera beaucoup de mal à la réputation de son prédécesseur ; il n'y a pas d'autres moyens pour lui de l'attaquer noble-

ment (1). Je craignais avec beaucoup d'autres personnes que les talents de M. Fox ne fussent circonscrits par les murs du Parlement; mais il annonce tout autre chose. On dit cependant qu'il parle de paix. A supposer que la chose soit vraie, s'il agit de bonne foi, il sera dupe; mais s'il s'agit seulement de se mettre en règle à l'égard de John Bull, il n'y a rien à dire.

Personne ne sait encore ce que fera la Russie; mais ses relations amicales avec l'Angleterre subsistent toujours. Ici comme ailleurs, et pas plus qu'ailleurs, il y a des gens qui pensent très mal, heureusement il y en a d'autres que je vénère infiniment (et plût à Dieu qu'il y en eût davantage) qui sont bien propres à soutenir l'honneur de la nation. Parmi les soutiens des bons principes et du nom Russe, j'accorderais une des premières places à M. le Comte Tolstoï, général en chef, ancien gouverneur de la ville de Pétersbourg que j'ai l'avantage de voir assez souvent. Je ne connais pas de meilleur Russe, et c'est auprès de lui que je cherche volontiers du courage. Il connaît mieux que personne les forces de son pays. Il est particulièrement estimé de

---

(1) La Cour d'Angleterre a prié celle-ci de se décider et de dire si elle voulait ou ne voulait pas agir. L'Empereur demeure suspendu. Hélas! Il a été plus vaincu que son armée à Austerlitz, il en a rapporté une impression indélébile. Il croit qu'il ne lui est plus possible de prendre les armes que pour s'attirer de nouveaux malheurs.

son Maître, et il le mérite bien (1). Je n'ai pas dans ce pays de plus grand plaisir que celui de parler politique avec ce personnage. C'est une faiblesse inséparable de l'humanité, d'aimer les hommes en qui on retrouve ses propres systèmes (2). Il est bien d'accord avec tout le monde (je me trompe, *avec toutes les bonnes têtes*), que la Russie est intacte, et qu'il ne s'agit que d'animer ce grand peuple et de savoir l'employer (3). Voilà un bon

---

(1) Il a eu le courage de lui dire : « Sire, avec votre parade, vous perdrez vous d'abord, ensuite la Russie et l'Europe »; mais l'Empereur n'en va pas moins son train. Il exerce la garde en personne. On a inventé un nouveau tambour qui fait un bruit terrible. Tout le monde rit, mais surtout les officiers, ce qui est un grand mal. Si cette pédanterie militaire absolument contraire au génie Russe dure encore, personne ne peut répondre de l'Armée. Il faut connaître ce peuple. On commence à manquer d'officiers dans les Gardes. Les uns s'en vont, et les autres ne viennent pas.

(2) Ajouter 100,000 hommes aux 500,000 que la Russie a dans ce moment, en jeter la moitié sur la frontière et l'autre sur l'ennemi. Ne s'entendre avec personne, passer sur la Prusse sans autre cérémonie que celle d'un manifeste qui dira : *Sans vous, avec vous, pour vous, contre vous, comme il vous plaira*. C'est ainsi qu'il opine ; et il ajoute : *Si l'on ne me croit pas, je me retire*. Je le conjure de rester quoi qu'il arrive. Je l'aime beaucoup, et je me tiens ferme à cette corde ; il me paraît que j'ai assez bien pris là.

(3) La nation est fort dégoutée, et les officiers disent sans façon, que si l'on recommence on sera battu : mais tout cela peut encore se raccommoder.

Russe : il n'est ni francisé, ni germanisé, il aime son Maître et sa patrie. Cette espèce devient rare. (1)

La grossesse de l'Impératrice, dont on se parlait à l'oreille depuis quelque temps, passe pour certaine dans ce moment. Combien je le désirerais ! Il n'y a rien de si bon, de si aimable, de si obligeant que cette princesse. Ce serait d'ailleurs un événement trés important pour la Russie. J'attends avec un extrême empressement la déclaration officielle. (2)

Vous trouverez dans ce paquet, M. le Chevalier, un ouvrage d'un très grand mérite. Il est tombé ici comme la pluie, et personne n'en connaît l'auteur. On y parle de S. M. d'une manière qui m'a extrêmement plu, c'est-à-dire d'une manière juste et franche qui ne peut irriter personne (3). Je puis vous envoyer cette brochure comme une dépêche puisqu'on y lit à peu près tout ce

---

(1) Le sort de S. M. et peut-être celui de l'Europe, dépend de la solution de ce problème : *L'Empereur laissera-t-il faire?* Les événements définissent les hommes ! Ah ! qui nous l'aurait dit? Je ne puis tout dire même en chiffres, mais il y a de quoi s'arracher les cheveux.

(2) Au moment même de cette grossesse, la plus belle dame de Saint-Pétersbourg s'est trouvée incommodée et s'en est allée en Allemagne prendre les eaux. J'espère qu'elle guérira.

(3) L'ouvrage est officiel, et fait ici par le Marquis de la Maisonfort, qui est de mes amis. Il m'a offert un morceau vigoureux pour nous. Je l'ai refusé. Je ne veux point exciter les guêpes. Tout ceci est un secret d'état.

qu'il est possible de dire sur le moment présent. La Russie était naguère l'étoile polaire de l'Europe : aujourd'hui les yeux se tournent du côté de l'Angleterre qui prend la première place dans l'opinion ; mais il ne faut pas s'y tromper: il ne faut qu'un mouvement vigoureux du jeune Empereur pour le remettre à sa place. On le voit toujours dans l'attitude délibérante : rien n'est plus simple. Quel terrible problême à résoudre ! Si l'on retient Cattaro, on peut se brouiller avec l'Autriche : si on le rend, on se brouille avec l'Europe et avec le bon sens. Si l'on recommence la guerre, on peut amener de nouveaux malheurs (si l'on n'adopte pas surtout de nouveaux moyens) ; mais si l'on se tient tranquille, on perd l'amitié et l'assistance de l'Angleterre. D'ailleurs il ne s'agit de rien moins que de l'existence de la Russie. La place qu'elle occupait dans l'opinion est à jamais perdue si elle ne ressaisit pas la victoire. C'est *oui* ou *non*, il n'y a point de milieu. Vous m'avouerez, M. le Chevalier, qu'on ne délibère pas tous les jours sur des questions de cette importance.

Le Comte de Meerfeld est toujours ici ; d'abord il a extrêmement bien pris, mais je suis fort trompé s'il conserve sa faveur : c'est un masque. Il me disait l'autre jour, *qu'il voudrait de tout son cœur voir pendre le Marquis Ghislieri* (qui a rendu Cattaro). Je lui répondis : « *Vous feriez deux beaux coups dans la même année, M. le Comte, si vous coupiez la tête à Ghislieri et si vous la laissiez à Mack.* » Là dessus, il me répondit un de ces demi-mots que la plume ne peut rendre, mais qui voulait dire qu'il n'était pas si mécontent de Mack. Je

ne jugeai pas à propos de le pousser davantage ; mais je vous le répète, il m'a l'air d'un de ces illuminés d'Allemagne que vous connaissez aussi bien et mieux que moi. Il a dit ici à plusieurs personnes, et à moi entre autres, qu'il est très faux que son Maître, comme on l'a cru et dit ici, ait fait la paix malgré l'Empereur de Russie, que c'est au contraire celui-ci qui voulut absolument se retirer, malgré les instances de l'Empereur d'Autriche. Sur des points aussi délicats, on ose à peine faire des questions. Ce qu'il y a de sûr, c'est que trois nations seules sont debout en Europe : l'Angleterre, la Russie et l'Autriche (celle-ci même a bien perdu de son aplomb). Certes, ce n'est pas trop pour sauver le monde ; chacun doit se rappeler ses fautes et oublier celles d'autrui, pour ne travailler qu'au bien commun. Malheureusement, c'est peut-être trop attendre de la nature humaine. Il serait bien à désirer que la Russie et l'Angleterre pussent se passer des autres ; — mais je tourne toujours les yeux vers la France, où j'espère constamment qu'il se passera quelque chose d'extraordinaire. Plusieurs signes permettent de croire que la Révolution n'est pas finie. Je tiens fortement à cette idée consolante. Pour le moment, Monsieur le Chevalier, nous n'avons (je parle de nous en particulier) rien à faire, et rien à espérer que le repos ; je voudrais, s'il était possible, qu'on oubliât à Paris qu'il y a une Maison de Savoie dans l'univers, car S. M. ne pouvant rien obtenir que dans un arrangement général, qu'avons-nous à faire, et quel projet pouvons-nous former ? Accablé moi-même par l'accablement d'autrui, j'avais proposé

quelques démarches de rapprochement, comme vous l'aurez vu dans le temps, mais je me suis rendu bien volontiers aux réflexions de Monsieur le Comte de Front qui m'ont paru utiles, et dont j'ai fait part aussi. Ainsi, encore une fois, il n'y a rien à faire qu'a tenir l'œil ouvert, et à éviter, autant qu'il sera possible, toute sorte de brouillerie. Je ne crois pas que S. M. soit jamais requise de reconnaître les Nouveaux Rois et Princes; je ne crois pas même qu'on lui fasse part de ces *augustes* promotions.

Monsieur le Comte de Meerfeld ayant demandé à S. M. I., à la parade, la restitution de Cattaro, en avait extorqué une de ces réponses produites par la surprise ou l'inattention (dont j'ignore cependant les termes); depuis on a examiné la chose politiquement, et je crois qu'on en pense ce qu'il faut en penser, du moins, on n'a pas su se résoudre encore à rendre ce poste aux Français, malgré les instances pressantes de la timidité autrichienne. Pendant ces pourparlers, je suis assuré par une voix qui ne peut, ce semble, me tromper, que Monsieur de Meerfeld a fait imprimer dans les papiers publics *qu'il avait la parole d'honneur de l'Empereur pour l'abandon de Cattaro*. Comment trouvez-vous cette insolence ?

J'ai l'honneur d'être.....

156

Au Même.

29 mai (10 juin).

Ayant soupé hier chez Monsieur l'Amiral de Tchitchagof, Ministre de la Marine, avec qui je suis particulièrement lié, j'ai eu le plaisir d'entendre de lui les choses les plus agréables sur le compte de LL. MM. « Je « regarde, m'a-t-il dit, la demande que vous avez faite, « et dont l'Empereur m'a parlé, comme superflue. La « flotte est aux ordres de S. M. Le Vice-Amiral Siniavin a ordre non seulement d'accorder le vaisseau que « le Roi pourrait demander, mais de défendre la Sardaigne, etc... : au reste, je ferai demain un rapport à « S. M. I. et j'espère pouvoir vous faire connaître la « réponse avant le départ du courrier. »

Il n'y a rien de si aimable comme vous voyez, et vous pouvez bien assurer S. M. la Reine que si l'Empereur a évité de me donner une réponse de vive voix, c'est uniquement par la raison que j'ai dite. Quand je vois tant de bonté, tant d'attachement pour LL. MM., tant de marques incontestables d'un véritable intérêt, mon cœur se serre de tristesse ; je paierais de mon sang les succès refusés à ce puissant Souverain.

L'officier Spiridion Riso que vous m'avez recom-

mandé de la part de S. M. a obtenu grâce, cependant avec quelque modification. Il avait demandé le retour immédiat à son grade : l'Empereur ne lui a rendu que la faculté de faire ses pas. L'histoire des peaux de bœufs ressemble un peu à celle de cet homme qui s'accusait d'avoir volé un licou, ajoutant par manière de post-scriptum *qu'il y avait une vache attachée au bout.* Il s'agit ici de peaux introduites *contre les lois de la quarantaine*, et, si je ne me trompe, dans le temps de la fièvre jaune. Cependant S. M. l'Empereur n'a pas voulu se refuser à une recommandation aussi puissante.

Tous les sujets du Roi dans ce pays sont éparpillés : MM. Rana et Tesco en Géorgie ; Monsieur de Venanson en Crimée ; Monsieur de Meyran à Moscou où il a passé major dans un nouveau corps de Pionniers. Mon frère est allé à Cronstadt recevoir et expédier une bibliothèque achetée à Copenhague pour 28,000 roubles et destinée à l'Amirauté. C'est celle du fameux Comte de Bernstorff. Mon frère est maintenant membre du Collège de l'Amirauté. Il siège et signe avec les autres. Cet état, avec le grade qu'il a, et la manière dont il est traité par le Ministre sont pour des yeux Russes un phénomène semblable à celui d'une comète qui passerait à une demi-lieue de la terre.

L'heureuse grossesse est sûre.

157

Au Même.

29 mai (10 juin) 1806.

Il n'y a rien de si vrai que ce que j'ai eu l'honneur de vous dire dans mon numéro premier. Le Comte de Meerfeld a réellement fait insérer dans la *Gazette de Hambourg* (qui sera bientôt copiée par toutes les autres) *que S. M. I. lui avait donné sa parole d'honneur, etc.* Vous pensez bien, Monsieur le Chevalier, qu'il n'appartient à personne de demander ce qu'il en est; mais il appartient à tout homme sensé d'observer que, dans le cas même où le discours serait vrai mot à mot, il serait d'Alexandre Ier et non de l'Empereur. Cette distinction n'est point vaine et scolastique. Pourquoi les Rois disent-ils toujours: *Eu sur ce point l'avis de notre conseil?* Pourquoi font-ils contresigner par un Secrétaire d'Etat? Si ce n'est pour distinguer l'homme, qui peut se tromper, du Souverain qui doit toujours être censé infaillible. Le Pape qui parle en conversation n'a rien de commun avec le Pape qui parle au monde chrétien dans une bulle. L'on peut dire que l'autre s'est trompé comme vous pourriez le dire de moi. Il serait singulier qu'une parole échappée à un Prince, dans un moment d'inattention, le liât contre ses intérêts de

Souverain, et contre ceux de ses peuples. Quoiqu'il en soit, Monsieur d'Oubril est allé à Vienne pour traiter cette affaire avec d'amples pouvoirs, cela même est un mal, et un grand mal : il traitera avec l'Autriche et la France. Que peut être une telle négociation ? Ce qu'on doit désirer c'est qu'elle échoue, car elle ne peut avoir un effet qui ne soit mauvais. Il s'en faut de beaucoup qu'on ait adopté le genre de politique hautaine et décisive qui serait seul capable d'en imposer à Bonaparte et à ses esclaves.

158

Au Chevalier Nicolas de Maistre, son Frère.

Saint-Pétersbourg, 10 (22) juin 1806.

Mon très cher ami, s'il y a quelque chose d'inhumain dans le monde c'est de rappeler un chagrin cruel que le temps a commencé d'adoucir ; mais ce serait aussi une autre inhumanité à toi, si tu ne voulais pas me permettre de te parler de celui que m'a causé la mort de ton fils. Je chargeais déjà, dans mon cœur, cette innocente créature de tenir auprès de toi la place de deux frères, qui ne peuvent plus te payer que de loin une dette de tendresse dont ils ne pourront jamais s'acquitter. Nous voilà trompés. Je souhaite, si tu le souhaites, que ta bonne amie remplace bientôt cette perte. Agrée

ces lignes lugubres, ou bien pardonne-les. Entre personnes placées aux deux extrémités du monde, les lettres arrivent toujours mal à propos ; mais l'amitié qui écrit ne saurait jamais être tout à fait insupportable à l'amitié qui doit la lire.

Je me porte toujours à merveille, mon cher ami. Quelle bizarrerie ! Jamais climat ne m'a convenu davantage, et cependant je ne me gêne guère pour lui, je t'assure. Il s'en faut de beaucoup que les gens du pays voulussent prendre avec lui les mêmes libertés ; mes dents seules en souffrent un peu : mais il y a une autre raison tirée des registres de *la paroisse de Saint-Léger*. D'ailleurs, comme les naturels sont beaucoup plus maltraités sur ce point, je n'ai pas de motif pour me plaindre. Du reste, je vieillis ici doucement, et je m'en vais par un chemin qui ne me paraît pas plus raboteux que cent autres. Ma vie a sans doute des côtés bien amers. Ce divorce ne finit plus : je ne connais pas mes enfants, du moins tous. L'idée de cette fille orpheline d'un père vivant me *crucifie : tout le reste* est supportable. Malheureusement on ne ferait pas un trop mauvais calembour en appelant ce reste *le reste de tout*. Brisons là-dessus, mon cher ami, d'autant plus qu'il me serait impossible de te dire sur ce chapitre quelque chose que tu ne *saches* et que tu ne sentes pas.

Devine, je t'en prie, quelles sont les deux personnes que nous avons ici, que nous promenons, mon frère et moi, que nous présentons, que nous recommandons ? *Quelinon et Fanny Binet*, mon cher ami. Jeux bizarres de la fortune en mauvaise humeur !

Qui m'aurait dit que ce serait ici où je pourrais enfin payer la dette contractée il y a douze ans dans les prisons de Carouge? Je vois toujours notre chère Thérésine en prison, ou pour mieux dire dans son cachot, avec un enfant de trois jours dans les bras et toujours *une Binet* à la porte. C'est donc ici que je devais rencontrer ces bonnes personnes et leur témoigner ma reconnaissance. Je crois bien que je ne leur ai pas été tout à fait inutile. Aujourd'hui, l'aînée entre chez M. le Comte de Schouwalof, fils de celui que Voltaire a tant célébré et dont tu auras sûrement vu une charmante épître à Ninon. Elle a 4,500 fr. d'appointements. La Comtesse, qui est très bonne, se charge d'ailleurs de Fanny jusqu'à ce qu'elle ait trouvé une place qui ne sera pas, j'espère, moins avantageuse. Je suis, ainsi que mon frère, un grand secours pour elles dans ce pays, comme tu sens. Enfin, mon très cher, je suis tout joyeux de pouvoir leur rendre service. Les frais de poste étant énormes, elles écrivent peu à leurs vieux parents à Genève : charge-toi, je t'en prie, de leur faire connaître ce que je te mande. Nous leur avons évité l'auberge, et comme la voiture est ici l'article écrasant, elles ont toujours eu les nôtres à leurs ordres, de manière que l'attente n'a rien eu de désagréable.

Ton neveu se porte a merveille et n'a point du tout payé l'air. Il étudie courageusement la langue du pays, et déjà il est mon drogman, car pour mon compte je n'y entends rien. Voilà déjà la cinquième langue qui entre dans cette jeune tête. Avoue que c'est un grand bonheur que de pouvoir demander du pain en cinq langues ! C'est

ce qu'il nous restera, s'il plaît à Dieu. — *A me sta fresc.* — Puisqu'il s'agit de langues, et que tu es un grand latiniste, je voudrais que tu m'écrivisses une lettre non pas *ad familiares* mais *de familiaribus :* une lettre *soignée*, où tu me raconterais la famille bien en détail. Commence par le cher doyen dont je n'ai pas entendu parler depuis un siècle. Je voudrais voir sa petite écriture, au moins dans une de tes lettres. Parle-moi ensuite de Jenny et de son poupon ; est-elle à Belley, à Bonneville, à Genève ? Mon imagination ne sait plus ou la chercher. La bonne Eulalie n'est-elle pas auprès de toi ? Embrasse mon neveu que je connais et qui est, dit-on, un excellent jeune homme. Quant aux autres, je leur donne ma bénédiction de loin. Et la pauvre maman, que fait-elle ? Avec son petit corps souffreteux, sa grande âme, est-elle toujours courageuse et active ? Va voir une fois les La Chavanne à mon intention : s'ils n'y sont pas, laisse un billet avec mon nom. Mille et mille tendresses à ta moitié qui était déjà *ma sœur* longtemps avant que tu lui donnasses ce titre à l'Eglise. Parle de moi chez ma belle maman, et lorsque la fantaisie t'en prendra, écris-moi toujours par tous les temps. Voici la règle générale : si la lettre ne contient aucune conjuration contre l'État, elle arrive, car il n'y a pas de puissance assez insensée pour perdre un demi-écu qu'elle doit lui rendre, et si elle contient quelque chose de criminel, on vous arrête et l'on vous l'exhibe en jugement, de manière qu'on la reçoit toujours. Fais passer mes tendres amitiés à *la Charmille*. Xavier a profité de M. Duval, riche joaillier allant à Genève, pour envoyer une petite bourse.

159

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 11 (23) juin 1806.

MONSIEUR LE COMTE,

Je reçois votre lettre du 18 avril. Il ne faut plus parler de la mienne du 10 janvier; je la remis ici au Département des Affaires Étrangères et sous le couvert de M. le Comte de Woronzof comme je l'avais pratiqué souvent. Mais, pour cette fois, ces Messieurs m'ont fait l'honneur de vouloir connaître ma manière de penser sur les grands événements dont il était clair que je faisais part à Votre Excellence, et ils ont retenu ma dépêche. J'en ai badiné avec le Prince Czartoryski que j'ai remercié formellement de m'avoir donné le rang d'un Ambassadeur d'importance. Mon système de correspondance portant de chiffrer infiniment peu, ils ont eu tout le plaisir et moi point de chagrin, car toutes les fois que je ne chiffre pas, quelle que soit la liberté apparente du discours, j'écris toujours pour être lu.

LL. MM., ayant sans doute informé Votre Excellence de leur heureuse arrivée en Sardaigne, je passe sur cet article, pour éviter des répétitions inutiles. Au milieu des malheurs qui nous accablent, c'est une consolation pour moi de les voir au moins en repos chez Elles. Je

sens qu'Elles n'y sont pas absolument sans craintes : mais jouissons toujours du présent, en prenant les précautions convenables pour l'avenir.

Je ne suis point du tout étonné, Monsieur le Comte, que Son Excellence M. le Comte de Front regrette beaucoup M. le Comte de Woronzof ; c'est en effet une perte sensible pour lui que celle d'un homme de ce mérite, dont il possédait l'attachement et la confiance. Quant au Ministre de S. M. le Roi de Sardaigne, c'est autre chose, et je puis assurer Votre Excellence qu'il n'a nulle raison de regretter cet Ambassadeur. Vous aurez vu, Monsieur le Comte, par ma dernière dépêche, si elle vous est parvenue, quelle est ma façon de penser. Il faudrait être dépourvu de sens autant que d'esprit, pour contester à Pitt de grands talents, mais de savoir s'il avait ceux dont nous avons besoin dans ce moment, c'est un terrible problême ; et s'il dépendait de moi de le rendre à la vie et aux affaires, comme sujet, comme Ministre du Roi de Sardaigne, comme Européen, comme ami du bon ordre, je balancerais beaucoup. Il était grand financier, profond dans la tactique parlementaire, ferme, désintéressé, etc... : mais il entendait peu la guerre, point du tout la diplomatie, il avait un orgueil exclusif qni ne souffrait aucun talent à côté de lui, et une raideur repoussante qui le rendait peu propre à manier les esprits. Mais, par-dessus tout, il était ennemi déclaré, personnel, irréconciliable de la France, et Votre Excellence peut regarder comme une maxime aussi certaine qu'un axiome de mathématique : *qu'aucun ennemi personnel de la France, comme France, n'est propre à com-*

battre la France à l'époque où nous sommes. Car le point capital est de persuader les Français qu'on n'en veut qu'à Bonaparte ; or, cet art de séparer les Français de leur gouvernement est précisément celui que M. Pitt a le moins possédé. L'exclamation de cet homme célèbre à la première nouvelle du désastre de Quiberon, a retenti dans toute l'Europe : « *Ce sont toujours des Français de moins.* » Votre Excellence me dira peut-être que l'anecdote est fausse : j'y consens, mais on la croit ; et dans plusieurs ordres de choses, ce qu'on croit, et même ce qu'on dit sans le croire produit le même effet que ce qui est, parce que ces sortes de contes sont toujours imaginés et reçus d'après le caractère connu des personnes. Jamais par exemple on n'aurait attribué ce discours à M. Fox. Je ne vois donc, Monsieur le Comte, du moins jusqu'à présent, aucune raison de regretter l'ancien ministère. J'ai eu comme beaucoup d'autres de grands préjugés contre ce brillant orateur; je le craignais comme Ministre, précisément parce qu'il est orateur ; j'entendais parler mal de sa moralité etc... Mais il faut être juste, Monsieur le Comte : le nouveau ministère ne nous a rien fait voir que de grand. C'est la force de Pitt, moins l'aigreur et la morgue ; je ne connais rien de plus beau, rien de plus noble que les proclamations de S. M. Bavaroise et les discours de M. Fox qui s'y rapportent. Vous me dites vous-même, Monsieur le Comte, que la nation est plus que jamais pour la guerre ; on ne saurait faire un plus bel éloge du ministère, qui ne saurait être mauvais, ni même médiocre, quand l'opinion publique est excellente. S'il fait des fautes à l'avenir on le jugera,

la confiance des Monténégrins, des Grecs en général, et même des Turcs. Le Prince Czartoryski, déjà fort ébranlé, a succombé à cette occasion. Cette restitution s'étant faite contre son opposition la plus forte, il se retire. La faction qui ne voulait pas être gouvernée par un Polonais consent à l'être par un Livonien : le Général de Budberg lui succède. C'est une idole plantée là pour six mois peut-être ; j'ignore encore quel est l'élu futur. En même temps on ne parle que guerre. Le Maréchal Kaminski est arrivé de Moscou. C'est le compagnon de Souwarof, homme dur, bizarre et despotique, Russe antique (précisément ce qu'il faut). Il avait refusé de faire la dernière campagne, en disant pour raison qu'il était *sourd* et *fou :* aujourd'hui il ne l'est plus ; il a 70 ans, mais il est vert et dispos. Son arrivée est ici comme la sortie de l'étendard de Mahomet à Constantinople. Il demande la nomination de tous les généraux, il conseille à l'Empereur..... Si quelqu'un peut réussir, c'est lui. Accordez, si vous pouvez, tant de disparates. On ne sait que croire.

Nous avons été recommandés fortement au nouveau Ministère ; je prie Votre Excellence de me mander si M. Fox la traite mieux. Je serais bien fâché pour Votre Excellence qu'elle eût à souffrir d'un esprit de parti qui lui est parfaitement étranger ainsi qu'à S. M. C'est à la hâte que je puis tracer ces mots à Votre Excellence : je n'ai aucune nouvelle à lui donner. Je souhaite qu'il n'en soit pas de même de son côté, car si l'on excepte les victoires de l'Angleterre, je ne vois pas qu'on puisse s'attendre à aucune nouvelle agréable dans l'univers.

Je prie Votre Excellence d'agréer.....

choses tournent au gré de nos espérances; mais qui peut voir dans le sombre avenir ? Les circonstances où nous sommes ne ressemblent à rien et ne peuvent être jugées par l'histoire : c'est dans leur caractère unique que je trouve quelques consolations. Le signe révolutionnaire qui les marque permet de croire qu'elles ne seront pas durables. Il n'y a point de miracle permanent: mais que veut dire durable? C'est là l'épouvantable question. Mon cœur serait en paix si le Roi avait au moins une espèce d'*intérim*, une situation tolérable qui lui permît d'attendre paisiblement des temps plus heureux. Je voudrais surtout voir la succession assurée; mais ce qui serait désirable pendant le malheur est précisément ce qui est empêché par le malheur : rien ne m'afflige davantage.

Le Ministère d'ici m'a promis de très bonne grâce de recommander les intérêts de S. M. à celui de Londres ; on fera même auprès de Monsieur l'Ambassadeur certaines démarches dont j'aurai soin d'informer Votre Excellence.

Je la prie d'agréer, etc.

160

Au Même.

11 (23) juin 1806.

L'Empereur vient de justifier les prophéties : Cattaro est rendu. Ce coup lui fera perdre, suivant les apparences,

la confiance des Monténégrins, des Grecs en général, et même des Turcs. Le Prince Czartoryski, déjà fort ébranlé, a succombé à cette occasion. Cette restitution s'étant faite contre son opposition la plus forte, il se retire. La faction qui ne voulait pas être gouvernée par un Polonais consent à l'être par un Livonien : le Général de Budberg lui succède. C'est une idole plantée là pour six mois peut-être ; j'ignore encore quel est l'élu futur. En même temps on ne parle que guerre. Le Maréchal Kaminski est arrivé de Moscou. C'est le compagnon de Souwarof, homme dur, bizarre et despotique, Russe antique (précisément ce qu'il faut). Il avait refusé de faire la dernière campagne, en disant pour raison qu'il était *sourd* et *fou :* aujourd'hui il ne l'est plus ; il a 70 ans, mais il est vert et dispos. Son arrivée est ici comme la sortie de l'étendard de Mahomet à Constantinople. Il demande la nomination de tous les généraux, il conseille à l'Empereur..... Si quelqu'un peut réussir, c'est lui. Accordez, si vous pouvez, tant de disparates. On ne sait que croire.

Nous avons été recommandés fortement au nouveau Ministère ; je prie Votre Excellence de me mander si M. Fox la traite mieux. Je serais bien fâché pour Votre Excellence qu'elle eût à souffrir d'un esprit de parti qui lui est parfaitement étranger ainsi qu'à S. M. C'est à la hâte que je puis tracer ces mots à Votre Excellence : je n'ai aucune nouvelle à lui donner. Je souhaite qu'il n'en soit pas de même de son côté, car si l'on excepte les victoires de l'Angleterre, je ne vois pas qu'on puisse s'attendre à aucune nouvelle agréable dans l'univers.

Je prie Votre Excellence d'agréer.....

161

A M. le Chevalier de Rossi.

22 juin (4 juillet) 1806.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Quoique la retraite du Prince Czartoryski soit assurée depuis plusieurs jours, cependant nous n'avons point encore reçu la lettre circulaire qui doit en faire part aux Ministres. Je ne sais quelle anicroche a retardé la décision. L'Empereur se défait certainement avec chagrin de ce jeune Ministre pour lequel il avait beaucoup d'inclination, et qui dans le fond, a bien mérité de la Russie et de l'Europe; car ses plans étaient sages, et si tout a mal tourné, ce n'est pas sa faute ; personne ne répond des prodiges. Il passe pour certain que dans l'une des explications qui ont eu lieu entre le Souverain et le Ministre, celui-ci a été pressé de rester en place, mais qu'il s'y est refusé, en disant *que la confiance du Maître ne suffisait plus à celui qui n'avait pas la confiance de la nation*. Je n'y étais pas, mais je ne vois là rien que de très probable, et de très analogue aux circonstances.

M. d'Oubril, comme vous l'aurez appris de Vienne, n'avait pas seulement des pouvoirs pour traiter au sujet de Cattaro, mais il devait encore demander des passe-

ports à M. de la Rochefoucault pour aller plus loin. Cette seconde mission avait pour premier but de traiter de la rançon des prisonniers Russes (au nombre de 6 à 7000) et, *par occasion*, il pouvait encore parler d'autres choses. L'Ambassadeur Français n'a pas cru devoir donner les passeports sans écrire à Paris. (1) Jamais les forces militaires de la Russie ne se sont trouvées sur un pied aussi formidable. L'Empereur a dans ce moment (non pas sur le papier, prenez bien garde) 500,000 hommes soldés. Il vient encore d'augmenter ses chasseurs de 20,000 hommes. En même temps, une deuxième flotte de cinq vaisseaux de ligne et de cinq autres petits vaisseaux armés est sur le point de mettre à la voile pour la Méditerranée. A l'extérieur cependant tout est à la paix, mais il n'est pas aisé de déchiffrer exactement ce qui se passe dans les cœurs. (2)

---

(1) Ces avances pour la paix surprennent beaucoup, comme vous pouvez l'imaginer. C'est, je crois, un des points sur lesquels l'Empereur et son Ministre se sont le plus heurtés. Je crois certain que les propositions ont été les mêmes que celles que l'Empereur a toujours faites. Mais comment réussiront les mêmes propositions après la bataille d'Austerlitz? Et comment les Anglais jugeront-ils cette démarche ?

(2) Je suis porté à croire que les Russes, une fois débarrassés d'un étranger dont ils ne veulent point, essaieront quelque coup à leur manière. Je vous ai parlé d'un personnage important dont je ne puis savoir les idées. Il persiste dans ses plans et il est fort écouté. Malgré les ordres donnés je doute que l'affaire de Cattaro soit terminée. Il est arrivé ici en grand

Nous avons ici un homme que S. M. a connu, M. Pozzo di Borgo, Corse, qui connaît très bien ses compatriotes. Il est fort instruit *des affaires du temps*, comme S. M. l'aura remarqué. Il ne cesse de la louer, et de s'en louer de sorte que nous avons beaucoup jasé (1). Les choses vont très mal, mais elles n'ont pas une apparence stable. Patience et espérance !

162

A M. le Comte de Front.

5 (17) juillet 1806.

MONSIEUR LE COMTE,

Je ne puis laisser partir Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Angleterre sans profiter de cette occasion pour vous écrire, quoique j'aie peu de choses importantes, et surtout rien d'agréable à vous mander. J'ai eu l'honneur de faire part à Votre Excellence du changement de Ministère. Cet événement nous a beau-

---

secret, et en 28 jours, un archimandrite grec qui est sûrement chargé de commissions importantes de la part des Monténégrins. Nous verrons probablement quelque aventure.

(1) Il croit que tout est perdu. C'est peut-être trop dire, mais il y a bien du mal de fait.

coup alarmés parce que les sentiments du Prince Czartoryski nous étaient parfaitement connus et que ceux de son successeur passaient pour être contraires à nos espérances. Cependant, Monsieur le Comte, il faut attendre. C'est un malheur sans doute que de simples haines personnelles, entées sur des antipathies nationales, aient amené un changement qui doit au moins faire perdre beaucoup de temps ; mais il n'est pas moins vrai que les préparatifs militaires sont si immenses qu'il n'est pas trop possible de croire à la paix. Quant à la manière de faire la guerre, il y a deux partis : les uns veulent qu'on l'attende, et les autres qu'on aille la chercher. Quoique je ne sois pas militaire, le bon sens commun à tous les hommes, appuyé d'ailleurs sur le sentiment d'un grand nombre de personnes instruites, me persuade que le premier parti sera fatal à la Russie. Un concours de circonstances malheureuses l'ont fait descendre du point qu'elle occupait dans l'opinion : elle ne peut y remonter que par des succès. Or, si elle donne du temps à son ennemi, qui ne le perd pas, comme on sait, elle lui donne tout. Quand il aura étendu ses grands bras sur la Baltique et sur la mer Noire, il ne sera plus temps de parer le coup. Il est bien vrai que s'il fait un pas en Turquie, on est bien décidé à marcher tout de suite, mais Bonaparte sait bien son métier. Il n'avancera pas un pied avant d'avoir assuré l'autre, et quand une fois il aura bien pris racine en Dalmatie, qui sait ce qu'il obtiendra de la timidité ottomane ? Les bouches de Cattaro auront sans doute fait faire beaucoup de mauvais sang à Votre Excellence, ainsi qu'à moi. L'Em-

pereur a été inébranlable sur ce point qui a causé ou du moins déterminé la retraite du Prince Czartoryski. Est-ce à cause de la parole extorquée à la parade par le Comte de Meerfeld ? Est-ce peut-être parce que la rétention de ce poste contrariait le système politique adopté par ce Prince ? C'est ce que je ne saurais dire à Votre Excellence, mais l'ordre est parti. Qui sait, au reste, si tout est fini à cet égard ? Les Monténégrins ont député ici un homme de confiance. L'Amiral Siniavin a dû écrire avant d'avoir connaissance de l'ordre, que s'il arrivait, il serait dans le cas de ne pas obéir. En effet, Monsieur le Comte, si la Russie laisse faire les Français en Dalmatie, elle se verra chassée de l'Adriatique et même de ses Iles. Ce qui me paraît heureusement certain, au milieu de toutes les circonstances douloureuses, c'est le ferme propos de cette Cour de ne pas se détacher de celle d'Angleterre, qui est toujours l'exemple et l'espoir de l'Europe. On admire beaucoup de tout côté la marche de M. Fox. Je vous avoue de nouveau que pour ma part j'ai des préjugés contre lui, mais je ne demande pas mieux que d'en revenir totalement. Je désire vivement qu'il continue comme il a commencé, et je désire aussi savoir s'il traite mieux Votre Excellence. L'une des dernières choses qu'ait faites ici le Prince Czartoryski, c'est de prendre quelques mesures avec Monsieur l'Ambassadeur d'Angleterre, pour que le changement du Ministère dans ce dernier pays ne pût nuire.

163

A M. le Chevalier de Rossi.

5 (17) juillet 1806.

Les préparatifs continuent avec une activité incroyable. Le Prince Czartoryski, quoique déplacé, est parfaitement bien vu à la Cour, et parle au conseil plus haut que jamais. M. de Krusemarck, qui avait accompagné ici le Duc de Brunswick, est venu pour traiter l'affaire de son Maître avec le Roi de Suède qui s'obstine toujours pour le Lauenbourg. Après un séjour de quelques jours, il repart sans qu'on ait vu extérieurement autre chose qu'un courrier envoyé au Roi de Suède; il est probablement porteur d'une nouvelle exhortation à la paix. Il sera furieux, mais l'on ne se bat plus pour des villages. Voici deux anecdotes qui ont leur mérite: M. de Krusemarck, arrivant ici, s'est arrêté chez le Ministre de Prusse qui occupe une maison de campagne sur le grand chemin aux portes de la ville. Après dîner, le Ministre l'a pris dans sa voiture et l'a amené en ville, comme un homme de la ville, pour le présenter au Ministre. L'Empereur qui n'a pas vu son nom sur la liste des consignes à la porte de Peterhof, a fait sur le champ arrêter l'officier de garde sans explication préalable. Il s'est justifié ensuite à loisir. Vous serez surpris, M. le Chevalier, que le Maître de 30 millions d'hommes ait le

temps de lire ces listes ; vous le serez bien davantage si je vous dis qu'il trouve celui d'assister chaque jour à la parade, de suivre les soldats en marche et de les exercer lui-même, qu'il a un régiment dont on lui fait chaque jour le rapport comme à un Colonel, que dans ce régiment il a une compagnie, et que le sergent est admis chaque jour au Palais pour lui en faire le rapport. Son extrême attention à la discipline a produit l'autre anecdote que voici :

Le général Kamenski s'étant présenté à lui en uniforme de cavalerie, S. M. I. lui a dit, je ne sais en quels termes, qu'ayant fait ses pas dans l'infanterie, il était obligé (lui Maréchal) de porter l'uniforme de cette arme. A quelques jours de là, le vieillard s'est présenté à pied aux manœuvres de Tschesné : l'Empereur étonné de voir arriver ainsi le *Connétable russe*, lui a demandé pourquoi il n'était pas à cheval. Je demande pardon à Votre Majesté, a dit l'autre, je suis officier d'*infanterie*, je n'ai pas le droit de me présenter à cheval, et jamais il n'y a eu moyen de lui faire abandonner la terre. Enfin, il a joué une fort jolie farce, à la Souwarof, qu'il se plait un peu à singer.

C'est lui qui aura le commandement général. Il a déjà nommé pour servir sous lui cinq généraux qui sont incontestablement ce qu'il y a de mieux en Russie (1).

---

(1) Il est très vrai qu'il a exclu nommément le grand Duc, qui est dans une extrême colère, à ce qu'on m'assure. Il veut encore, dit-on, augmenter d'un tiers la paie des officiers, ce qui fera une augmentation de 5 millions de roubles par an.

Tout paraît s'acheminer à un nouvel effort. Mais où? Mais quand? Mais comment? Je ne puis rien vous apprendre sur ce point. Il semble que c'est surtout sur la Turquie que l'orage gronde. La reddition de Cattaro n'est point encore effectuée. Suivant un bruit assez accrédité, l'Amiral Siniavin a écrit, longtemps avant l'ordre de céder la place, que si cet ordre lui arrivait, il lui serait impossible d'obéir. En effet, si les Français sont une fois bien établis sur cette côte Illyrienne, non seulement les Russes ne pourront tenir dans l'Adriatique, mais pas même à Corfou. Pendant que cette grande question se traite, voilà M. d'Oubril à Paris, et le Prince Alexandre Kourakin est sur le point de partir pour Vienne où il va remplacer M. le Comte Razoumofski (1). Il est décidé que M. le Comte de Meerfeld nous demeure en qualité d'Ambassadeur, mais avant de déployer son caractère il fera probablement une course à Vienne. Les Ministres qui sont militaires profitent de la parade pour aborder l'Empereur. Ce fut de cette manière qu'il obtint la parole au sujet de Cattaro. Quant à l'insertion dans les papiers publics, je suis de l'avis de ceux qui pensent que M. de Meerfeld n'a pas pris cela sur lui, et que tout est parti de la Cour. C'est un homme de tête qui a vu les grandes affaires et qui en parle bien (2).

---

(1) C'est un très grand seigneur, mais sans aucune espèce de talent quelconque. J'espère qu'il aura un grand vicaire pour tenir tête à La Rochefoucauld.

(2) C'est un des plénipotentiaires de Campo-Formio, et il a beaucoup vécu avec Bonaparte.

18 juillet. — J'ai dit à M. le général de Budberg que la mission de M. d'Oubril devait naturellement me faire battre le cœur, sur quoi il m'a répondu que tout l'univers connaissait les intentions de l'Empereur, qui ne voulait rien pour lui, et n'avait en vue que l'avantage de ses alliés. Tout cela est bel et bon, cependant d'Oubril a certainement des instructions : on dit bien qu'il s'agit de prisonniers, mais cela s'entend. L'Empereur de Russie a fort envie de la paix, et les Anglais le savent bien ; de leur côté aussi ils en ont besoin : l'envoi du Lord Yarmouth le dit assez clairement. Bonaparte, déjà enivré des avances qu'on lui fait, est bien sûr d'avoir la paix quand il voudra. Il n'a qu'à faire des offres quelconques. Dans le moment des plus grandes espérances, j'ai dit franchement que la restitution du Piémont était impossible. Cette restitution et l'existence de Bonaparte s'excluent réciproquement comme le cercle et le triangle. Tout ce qu'on a pu dire ou écrire sur ce point ne signifie rien. J'ai su par le plus grand hasard que M. de Novosiltzof avait dans ses instructions de se contenter du Siennois à la dernière extrémité. C'est le triste oracle du vieux Woronzof qui reparaît, ou, pour mieux dire, qui n'a jamais été révoqué. Il n'entre pas dans l'esprit qu'un Prince qui n'est gêné par aucun devoir, par aucune parole fasse la guerre pour nous. Je ne puis douter de la notion qui m'est parvenue. Voici donc à quoi tout se réduit dans ce moment. Si la paix se fait, Bonaparte offrira ce qu'il voudra et l'on acceptera tout ; si la guerre recommence, nos espérances seront telles qu'elles étaient précédemment, quoique plus avancées dans l'avenir. Il

est bien difficile d'imaginer que la paix se fasse, la forme des choses s'y oppose bien plus que l'inclination des hommes ; mais il y a un système de guerre particulier qui paraît avoir prévalu, c'est celui de l'expectative et Dieu veuille qu'il ne tourne pas très mal. Rien de nouveau sur Cattaro ; nul doute que l'ordre précis de l'évacuer n'ait été donné, mais ne l'a-t-on accompagné d'aucune précaution machiavélique bien permise dans cette occasion ? L'occupation de Raguse n'a-t-elle point amené un ordre contraire de la part de cette Cour ? Cet ordre sera-t-il arrivé à temps ? Ce sont des choses que vous pourrez probablement savoir ou présumer avant moi : ce qu'il y a de sûr, c'est que si l'on a su employer habilement les dispositions des Monténégrins, on a pu rendre vaine la cession de Cattaro.

Dans le moment même où je vous écrivais ces lignes, M. le Chevalier Manfredi entre chez moi et m'apprend que le général Erring, Chef de l'artillerie des vaisseaux, lui dit hier que si lui (Chevalier Manfredi) n'était pas marié, il se serait présenté une belle commission pour lui ; sur la réponse de ce dernier, que le mariage ne gênait d'aucune manière le service militaire, le Général ajouta qu'il s'agissait d'une expédition de barques canonnières pour attaquer des ports et qu'il en parlerait au Ministre : j'ai cru d'abord qu'il s'agissait de la Baltique et de la Prusse, mais il paraît que c'est de l'Italie dont il est question. En attendant que j'éclaircisse la chose, vous voyez déjà que ces dispositions ne sentent pas la paix.

M. de Krusemarck est reparti fort mécontent : il voulait obtenir la *permission* (car c'est le mot) d'attaquer

la Suède, et il voulait encore faire agréer la médiation de sa Cour; il a été repoussé sur ces deux points. Ce qu'il y a de bon, c'est que S. M. I. aura mécontenté les deux partis, car elle a conseillé au Roi de Suède de céder, et celui-ci ne veut pas en entendre parler. Les Anglais favorisent l'obstination de ce jeune Souverain par une raison toute simple, c'est qu'en bloquant tous les ports Prussiens, et bientôt peut-être en les bombardant (car tout est prêt), il fait à merveille les affaires de l'Angleterre, en la dispensant d'avoir une flotte dans la Baltique.

Malgré toutes les précautions prises par la politique russe pour étouffer la voix de l'Autriche, elle a percé de plusieurs côtés, et M. le Comte de Meerfeld, ne s'est fait aucune difficulté de dire à moi, et à cent autres, que son Maitre, après la bataille d'Austerlitz, avait supplié l'Empereur Alexandre de ne pas abandonner la partie, ajoutant qu'on se relevait sans difficulté de ce premier étourdissement qui suivait les affaires malheureuses; mais que ce dernier Souverain avait constamment répondu que dans l'état où ses troupes se trouvaient réduites, elles ne pouvaient rendre aucun service. Les Autrichiens ajoutent que l'Empereur François, avant de signer son déplorable traité, dépêcha encore au général Koutouzof pour lui dire que s'il voulait rester, il était prêt, lui (l'Empereur d'Allemagne) à recommencer la guerre, mais que le Général russe avait répondu qu'il s'en garderait bien. Cependant la mode était ici de rejeter tout sur les Autrichiens, et j'ai entendu moi-même dire : *Ce n'est pas ma faute !* D'ailleurs les publications

officielles qui suivirent la malheureuse bataille sont explicites sur ce point : lorsque deux grands Souverains disent oui et non sur un fait personnel, un silence respectueux est, je crois, le meilleur parti pour nous. Je pense cependant qu'on ne manquerait ni à l'un ni à l'autre en disant qu'à Ulm le tort fut tout d'un côté, à Holitsch tout de l'autre, et qu'à Austerlitz il fut partagé. Comme je vous ai parlé suffisamment des quatre lettres funestes écrites de Holitsch, je n'y reviens plus. Malgré de grands mécontentements mutuels, les deux puissances se rapprochent sensiblement. L'Empereur François sent très bien qu'il est dans les fers, mais comment les briser? Les Français sont à Braunau et l'étranglent pour ainsi dire. Il voudrait bien acquérir un peu plus de mouvement; par malheur son ennemi qui le tient a trop d'esprit pour le lâcher. Il faudra donc que l'Empereur se batte à terre, sauf à lui de faire un effort assez puissant pour se relever. Il ne tombe pas sous le sens que Bonaparte, après avoir abattu toutes les puissances secondaires qui le touchent, laisse l'indépendance à l'Autriche; il faudra donc qu'elle se batte, ou qu'elle prenne honteusement place dans l'*Empire fédératif*: rien n'annonce la fin des catastrophes, et tout annonce au contraire qu'elles doivent durer. Lisez l'histoire, Monsieur le Chevalier : vous y verrez constamment que les grands talents sont du côté des révolutions et que c'est le bon parti qui se défend; car les révolutions ne seraient pas possibles si les grands talents s'y opposaient. Or je vous demande si parmi cette foule de capitaines et de politiques qui s'évertuent de notre côté, il en est qu'on puisse mettre

en équilibre avec Bonaparte et sa bande. Si les Rois étaient bien servis, nous verrions bientôt de beaux changements : mais ou le génie n'est pas né, ou il n'est en place nulle part, il faut donc se résigner encore pour longtemps. Ce qui se prépare maintenant dans le monde est un des plus merveilleux spectacles que la Providence ait jamais donnés aux hommes, mais le dévelopement de ce plan est le sujet d'un livre, non d'une lettre : je ne placerai ici qu'une triste observation. Les végétations politiques ressemblent aux végétations réelles : les plus beaux, les plus hauts, les plus solides de tous les arbres sont ceux qui croissent le plus lentement. L'univers entier est en travail.

M. d'Olry, chargé d'affaires de Bavière depuis le départ de l'Envoyé, a été congédié, et déjà même il n'était plus reçu à la Cour. Arrivé à Riga, il y a reçu des dépêches de son Maître pour cette Cour ; là-dessus il s'est arrêté et il a écrit au Ministre de Prusse en lui disant que ces dépêches étaient de nature à décider son retour (de M. d'Olry) : en même temps il lui faisait passer une lettre pour le Prince Czartoryski, mais il s'est bien trompé dans ses espérances, et il a dû continuer sa route. Le mariage de S. A. I. Madame la grande Duchesse Catherine avec l'héritier de Bavière est décidément rompu. C'est une Princesse charmante, et une excellente acquisition pour la Maison Souveraine où elle entrera, avec les qualités de sa mère comme il arrive presque toujours.

Comme vous ne m'avez plus parlé du mariage de S. A. R. je pense que les calamités publiques l'auront suspendu. J'ai prévu ce nouveau malheur ajouté à tant

d'autres. Rien ne m'attriste comme ces mariages nécessaires et impossibles.

La grossesse de S. M. l'Impératrice régnante n'est plus douteuse, elle est même extrêmement visible, et d'ailleurs S. M. reçoit les Ambassadeurs assise. Cependant cette grossesse si précieuse pour la Russie n'est point encore notifiée officiellement. Il y a sur ce point une étiquette dont je ne suis pas bien informé. Le Maréchal Kamenski ayant voulu l'autre jour, dînant à la Cour, boire à la santé de l'*espérance invisible*, on ne voulut point l'accepter, et on le fit taire. Quoi qu'il en soit de l'étiquette, il ne pouvait rien arriver de plus heureux pour la Russie.

Je ne saurais trop vous répéter, Monsieur le Chevalier, que je n'ai pas aperçu le moindre changement dans les dispositions de S. M. I.; si elle est décidément battue et obligée de demander la paix, il est bien sûr que nous serons sacrifiés, et cela doit être. Le Piémont ne peut nous être rendu que par la France, l'indemnité sera proportionnée aux succès, et comme on ne nous doit rien, je ne m'attends guère à des procédés héroïques, généralement étrangers à la politique, et spécialement étrangers à notre siècle qui n'a rien produit de grand, excepté les crimes. Une indemnité seulement décente serait cependant un grand bonheur, vu qu'il y a des signes assez remarquables que l'état actuel des choses n'est pas fixe, et qu'il ne s'agit que de pouvoir attendre. C'est la vérité.

J'ai l'honneur d'être.....

164

A M. le Marquis de la Pierre, à Londres.

Saint-Pétersbourg, 22 juillet (3 août) 1806.

Je ne sais, Monsieur le Marquis, comment je suis destiné au malheur d'être toujours, auprès de vous, ou un triste prophète, ou un triste historien. Vous rappelez-vous combien je vous scandalisai en Suisse, il y a dix ans, lorsque je vous dis que je serais comblé de joie si l'on me promettait le rétablissement des choses dans cinq ans? Voilà le terme doublé, et les affaires n'ont cessé d'aller de mal en pis; de manière que nous sommes enfin couchés au fond de l'abîme, n'ayant pas même l'espérance pour nous. Je vous assure que j'aurais écrit à vous et à d'autres amis, si le chagrin qui m'obsède ne m'arrachait la plume. Toujours cette lugubre politique se présente à l'esprit, se mêle à toutes les idées et les change en poison. Ce n'est pas la peine, en vérité, d'écrire à ses amis pour leur envoyer un supplément aux lamentations de Jérémie. Cependant, mon cher Marquis, il faut faire un effort sur soi-même, et se tenir debout, s'il est possible, au milieu de la tempête qui nous bat. Quelle vie, grand Dieu! et que nous sommes nés mal à propos! Je vous envie (quoique ce soit un péché capital) le bonheur de vivre au milieu de votre

femme et de vos enfants. Je ne sais ni si, ni où, ni quand je pourrai jouir de la même consolation. Ma fille cadette, que je ne connais pas, a douze ans : ne trouvez-vous pas qu'il serait temps de se voir ? Il me paraît cependant probable que cette année doit m'apporter un sort définitif ; mais peut-être aussi la chose n'arrivera pas, précisément parce qu'elle est probable. — Et vous, Monsieur le Marquis, comment vivez-vous dans votre grande île ? Mademoiselle Clémentine, qui aimait tant les tambours, n'est-elle point colonel de quelque corps de volontaires ? J'imagine que vous êtes tous parfaitement Anglais. Êtes-vous tout à fait maîtres de la langue ? Pour moi, quoiqu'elle me soit familière comme la mienne, ou peut s'en faut, lorsque je tiens un livre, je ne parviens point à entendre le discours, quoique j'aie ici de nombreuses occasions d'entendre parler. L'oreille est durcie. Il y a trop longtemps que je me présentai sottement à l'église de Saint-Léger, sur cette magnifiqne place que vous connaissez, pour me promener ensuite très inutilement dans le monde. J'ai ramé toute ma vie : maintenant les bras me tombent, et je me trouve au beau milieu de la mer Pacifique, ne voyant que le ciel et l'eau, et n'ayant du pain que pour deux jours. L'image n'est pas gaie, mais elle est juste.

Le Roi et la Reine sont en Sardaigne, comme vous savez. Ma dernière lettre de Cagliari, écrite par Sa Majesté la Reine, est du 24 avril, et je n'ai point encore eu de réponse à celles que j'ai écrites au commencement de février. Les circonstances nous condamnent encore à

cette cruelle lenteur des communications. C'est, au pied de la lettre, le dernier supplice. Le Roi a parcouru l'île, et s'occupe beaucoup à mettre l'ordre de tout côté.

Je prie Madame la Marquise de la Pierre d'agréer mes hommages respectueux et ceux de mon fils ; je fais mille vœux pour votre famille. Je ne sais si ce petit peuple doit un jour se revoir. Elevons-le tout entier dans les bons principes , c'est notre affaire : le reste, c'est celle de Sa Majesté la Providence. Je vous embrasse de tout mon cœur, mon cher Marquis, et vous prie de compter sur mon éternel et respectueux attachement.

165

A Mme de Saint-Réal, sa Sœur.

Saint-Pétersbourg, 23 juillet (4 août) 1806.

Quoique je puisse à peine disposer d'une demi-heure pour t'écrire, ma chère amie, cependant je ne veux pas manquer à mon vœu de ne jamais laisser partir un courrier sans te donner signe de vie. Je suis toujours à la même place, je t'assure, sans avoir rien de nouveau à t'apprendre. Pour te donner une idée de la correspondance avec la Sardaigne, il suffit de te dire qu'aujourd'hui 4 août, je n'ai point encore réponse à mes lettres à la Cour, du 19 février. Celles que je t'écris étant toujours et nécessairement incluses dans celles de

la Cour, c'est te dire comment je suis informé de tes gestes. Hier nous avons été à la belle maison Impériale de Péterhoff, sur le bord de la mer, à trois lieues d'ici, pour y célébrer, *selon l'usage antique et solennel*, la fête d'un personnage. Aujourd'hui, c'est le tour de l'Impératrice Mère. Il y a bal masqué et souper pour les trois premiers ordres de l'Etat ; et de plus, l'Empereur donne à dîner aux Ministres et à leurs femmes ou sœurs : ainsi tu peux venir. Rodolphe a débuté à ce premier dîner avec le petit Duc de Serra-Capriola son ami, âgé comme lui de 17 ans. On ne peut pas comprendre ce que c'est qu'une mascarade dans ce pays. D'abord, il n'est pas question de masques. On porte seulement un domino à la vénitiennne et les femmes sont en parure de Cour. On distribue jusqu'à dix ou douze mille billets sans distinction d'Etat. Le valet de chambre y cogne son maître, la fille est à côté de la dame, enfin c'est une galantine de toutes sortes de chairs. Jamais je n'ai été poussant et poussé au collège comme je le suis dans ces occasions. On a cependant la rare bonté de laisser un petit coin de vide pour y loger une table autour de laquelle l'Impératrice Mère remue des cartes avec les Ambassadeurs et les Maréchaux. L'Impératrice régnante et les Grandes Duchesses sont aussi là, et c'est là qu'il faut que les Ministres parviennent pour faire leur cour. Il faut pour arriver être robuste, donner et recevoir de grands coups de poing, et n'avoir surtout aucune pitié, pas même pour les plus honnêtes demoiselles du monde qu'on est obligé de *Calpestare*. L'Impératrice régnante me demanda mon fils. L'Impératrice Mère avait fait le

même honneur au Duc de Serra-Capriola, Ministre de Naples. Les deux Damoiseaux étaient derrière : ils bourrèrent comme il faut pour venir faire leur révérence, mais sans parler, ils n'ont pas encore la parole. En général j'éprouve toujours beaucoup de bonté ici, et je passe les jours (souvent les nuits) à rêver sur la bizarrerie de mon sort. Je n'y vois goutte, ma chère amie : tout ce qui me paraît à peu près certain, c'est que je suis ici avec mon fils.

Le retard des lettres, toujours impatientant, l'est surtout lorsqu'on traite des sujets intéressants. Oh ! ma pauvre Adèle ! Combien tu m'as occupé et tourmenté !

Rodolphe présente ses hommages à son oncle et à toi. Avec quelle impatience nous attendons de vos nouvelles. Aujourd'hui, les nouvelles de Cagliari viennent par Londres. *Stiamo freschi.* Adieu ! ma très chère bonne Nane. Eh ! Bon Dieu ! où es-tu donc ? J'ai beau regarder de tous côtés, je ne te vois point.

166

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 23 juillet (4 août) 1806.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Je saisis au vol le départ d'un courrier Autrichien pour vous écrire quelques lignes. Vous avez lu dans

mon dernier numéro ce que je croyais savoir sûrement sur les instructions données à M. de Novosiltzof. Quand certaines personnes disent « J'ai lu », comment faire pour douter? Cependant il fallait douter ; car le Prince Czartoryski me donne sa parole d'honneur qu'il n'en était rien. Il y avait à la vérité, m'a-t-il dit, plusieurs propositions subordonnées, mais la moindre était encore fort bonne : il ne m'a cependant pas caché que, pour le présent, nous étions abandonnés. Lorsqu'Oubril partit pour Vienne, il était public qu'il allait pour l'affaire de Cattaro : l'imagination n'alla pas plus loin; mais dès qu'on sut qu'il avait pris des passeports pour Paris, personne ne douta qu'il ne fût porteur de quelques propositions pour la paix. Je m'alarmai, je demandai une audience à M. de Budberg, ce qui n'était pas sans difficulté vu qu'il venait de m'en accorder une, mais je prétextai des lettres en l'air de Sa Majesté ; la chose se passa fort bien : je dis mes raisons, et je laissai ma note ci-jointe, après la lui avoir lue moi-même d'un bout à l'autre, *cum perpetuo commentario*. Ayant fait ensuite une visite au Comte de Soltikof, personnage d'un mérite distingué qui vient d'être créé *Ministre adjoint des affaires étrangères*, je me crus en droit de douter, d'après ses discours, que le Ministre fut instruit, aussi parfaitement que je l'aurais désiré, des faits qui nous concernent : en conséquence je dressai sur le champ le mémoire ci-joint et je l'adressai à M. de Budberg avec une lettre d'accompagnement. J'ai lieu de croire que la pièce, et peut-être aussi les discours animés dont je l'ai appuyée, ont fait quelque impression,

puisque, contre la coutume, j'ai reçu hier (ce qui ne m'était pas arrivé une seule fois depuis que je suis ici) la réponse officielle écrite que vous trouverez ici. Il me semble, nonobstant ce que m'a dit le Prince, que Sa Majesté ne peut rien désirer au delà, dans les circonstancee actuelles. Sans doute, que l'Empereur ne veut pas se gêner, et qu'il en appelle toujours aux circonstances : mais c'est ce que Sa Majesté ferait de même si elle était dans la même position. Rappelez-vous, Monsieur le Chevalier, un certain geste que je vous ai décrit une fois : c'est bien à présent qu'il est permis de l'employer. Avec les meilleures intentions, de quoi peut-on répondre ? J'ai dit le bien et le mal, selon mon devoir, mais lorsque Sa Majesté aura tout pesé, je suis fort trompé si elle ne pense qu'il n'y a rien d'absolument désespéré, et que mes dernières démarches n'ont pas été totalement inutiles auprès de S. M. I.

Hier Dimanche, la fête ordinaire du nom de l'Impératrice Mère a eu lieu à Péterhof, maison de plaisance superbe à trois lieues de la capitale, sur le bord de la mer. Bal masqué pour tout le monde, souper pour les trois premières classes, et dîner pour le corps diplomatique. Il y avait à ce dîner deux députés de 17 ans : le jeune Duc de Serra-Capriola et mon fils. Le soir pendant que les Ministres faisaient leur cour au jeu de l'Impératrice Mère, celle-ci demanda le petit Duc. Peu de temps après l'Impératrice régnante, assise à côté de sa belle-mère demanda mon fils. Les deux jouvenceaux étaient derrière : on fit place, et ils vinrent faire leur profonde révérence, mais sans parler. On me parle à

moi avec beaucoup de bonté. L'adorable Grande Duchesse Marie, dont je touchais la chaise, m'adressa surtout la parole très souvent. (C'est par erreur que je l'ai nommée Catherine dans mon précédent numéro.) Je vous donne ces détails, Monsieur le Chevalier, comme indicateurs de l'*Aura di corte*, qui ne paraît pas souffler à contre-sens pour Sa Majesté. Du reste, peu importe.

J'ai l'honneur d'être.....

167

Mémoire.

Saint-Pétersbourg.

C'est un grand malheur pour un Prince dépossédé que les faits qui parlent en sa faveur soient anciens, ou qu'ils soient perdus dans la foule des événements, et surtout qu'ils soient obscurcis par des faits récents qui s'emparent nécessairement de l'attention.

C'est le malheur de Sa Majesté le Roi de Sardaigne. Nul Prince n'a mieux jugé la guerre de la Révolution ; nul Prince ne s'est battu de meilleure foi ; nul Prince n'est tombé plus noblement et n'a mieux mérité de l'Europe. Il n'a qu'un seul besoin, c'est qu'on veuille bien se le rappeler.

Au commencement même de cette fatale guerre, les Français, sentant l'importance du Piémont, envoyèrent Sémonville pour tenter le Roi de Sardaigne ; mais il fut

arrêté à Alexandrie, et jamais il ne put continuer sa route.

Les Français ne se dégoûtèrent point, ils firent partir de Paris un second négociateur (Audibert Caille); celui-ci passa plusieurs mois sur nos frontières sans pouvoir les franchir.

La manière dont nous avons été traités par l'Autriche est connue par toute l'Europe : la conduite de cette puissance aurait peut-être motivé, dans les principes d'une politique ordinaire, des démarches moins franches de notre part ; cependant, les Français n'ayant cessé de nous faire des offres séduisantes pour nous amener à eux, jamais le Roi n'a manqué de les faire connaître immédiatement à la Cour de Vienne. On sait comment nous en avons été récompensés.

Encore en 1797, la France envoya le sieur Durand en Valais, pour faire de nouvelles propositions au Roi, qui demeura inébranlable. Sémonville avait dit : *Le Roi a bien mal fait : je venais lui offrir la couronne de Lombardie*. Après nos derniers malheurs, en 1798, Carnot président du Directoire, répéta à nos plénipotentiaires : *Une colonne de troupes piémontaises, et la Lombardie est à vous!* Mais les instructions disaient : *Tout, hormis l'alliance*. Le Roi ne pouvait souffrir l'idée de se battre contre ses amis et ses alliés, et jamais il n'eut d'autre conseiller que la morale.

Toulon fut défendu en partie par les troupes de S. M. Sarde qui s'y couvrirent de gloire : les municipaux firent même parvenir au Comte de Foras, commandant de ces troupes, des remerciements solennels qui furent imprimés dans le temps.

Le Roi voulut secourir Lyon en 1796 : c'était un coup de partie. Ses troupes entrèrent en Savoie pour marcher sur cette grande et intéressante ville ; mais l'Autriche ne donna point de troupes ; elle donna *même* un Général. Tout ce qui pourrait se dire sur ce point ne peut être le sujet d'un mémoire aussi court : il suffit d'observer que rien de ce qui était au pouvoir du Roi, pour le salut de l'Europe n'a été négligé.

Lorsque enfin les armées Russes parurent en Italie, personne n'ignore avec quels transports elles furent accueillies par les Piémontais, et quels efforts le Roi fit pour en faciliter le succès.

A cette époque, le Piémont, abîmé par une guerre désastreuse qui lui avait coûté deux cents millions, trouva cependant encore des ressources étonnantes dans son zèle et son dévouement à S. M. l'Empereur de Russie, qu'il regardait comme son libérateur et le meilleur ami de Sa Majesté Sarde. Il suffit de rappeler que depuis le 20 mai jusqu'au 10 décembre 1799 seulement, le Piémont fournit à l'armée Russe-Autrichienne 32,239,274 livres (40 millions tournois) en objets de toute espèce, outre une quantité immense d'artillerie : canons, mortiers, boulets, cordages, madriers, pontons, outils de tout genre (1), etc., etc.

---

(1) Après la retraite du grand Maréchal, tout fut perdu pour le Roi. Eparpillés ou livrés aux Français, 40,000 fusils qui étaient dans la citadelle de Turin eurent le même sort ; on en montrait 60,000 dans l'arsenal de Venise, tous de fabrique Piémontaise.

Le soussigné a remis ici, l'année dernière, à S. E. Monsieur le Conseiller privé de Novosiltzof, les copies authentiques des tableaux détaillés de toutes ces dépenses. Certainement Sa Majesté et son peuple fidèle n'ont jamais fait d'effort plus agréable et plus avantageux pour eux ; mais il est nécessaire de rappeler ces faits, de sorte que Sa Majesté ne puisse être considérée, après plusieurs années, sous un point de vue purement passif ; en vérité le Roi ne peut rien aujourd'hui, mais c'est parce qu'il a tout fait lorsqu'il pouvait beaucoup.

Après la bataille de Marengo, S. A. R. Mgr le Duc d'Aoste, actuellement régnant, était à Verceil ; Bonaparte l'engagea à demeurer en Piémont (le Roi Charles-Emmanuel était alors à Florence) et voulut nous détacher de nos amis ; la réponse fut toujours la même, que nous ne pouvions rien faire *sans la Russie et l'Angleterre.* Ce fut alors que l'irascible personnage prononça ces mémorables paroles : « Eh bien ! puisqu'il se fie à la Russie et à l'Angleterre, que la Russie et l'Angleterre le rétablissent. »

De là encore la haine personnelle de Bonaparte contre Sa Majesté, haine qu'il a surtout manifestée à l'avènement de ce Prince.

Tout cela a été dit mille fois, mais tout cela peut n'être pas bien présent. Le nombre des affaires est immense, et les faits voisins éclipsent naturellement les autres. Cependant, que deviendrait Sa Majesté le Roi de Sardaigne, si S. M. I. ne daignait pas se rappeler une conduite aussi soutenue, et des services de cette nature

invariablement rendus jusqu'à extinction totale de force?

Les événements malheureux ne prouvent rien : si l'on eût cru le Roi de Sardaigne depuis 1793, on ne les aurait jamais vus. Que pouvait lui dicter l'héroïsme le plus pur ? C'était de tout refuser d'un côté, et de tout sacrifier de l'autre : c'est ce qu'il a fait. Les demandes qui seront faites pour lui décideront de son sort ; très certainement si S. M. I. demandait pour le Roi un seul village, Bonaparte proposerait d'en séparer quelques maisons. Jamais il ne trouvera que c'est assez peu ; mais sur ce point le soussigné n'a plus rien à dire. En parlant à la bonté, à la justice, à la grandeur d'âme, il suffit de faire connaître les faits.

168

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 23 juillet (4 août) 1806.

MONSIEUR LE COMTE,

Le surlendemain du jour où ma lettre du 5 (17) juillet partit avec M. l'Ambassadeur d'Angleterre, je reçus celle de Votre Excellence du 1er. Il n'y a rien au monde que je sois plus porté à croire que ce qu'elle me fait l'honneur de me dire au sujet de la manière de voir, qui change avec la situation du spectateur. Rien ne me

paraît plus incontestable. Aussi, sur les sujets tels que celui que je traitais dans ma pénultième lettre, je dis ce que je pense, et ce qui me paraît vrai de la place où j'écris, mais sans obstination, et sauf meilleur avis.

Je ne sais si Votre Excellence a feuilleté un livre anglais, rigoureusement anonyme, et qui fit beaucoup de bruit dans le temps. Il parut en 1800, du moins la deuxième édition, sous le titre bizarre de *Pursuits of littérature*. A la page 129, on lit un fort bel éloge de M. Pitt, après quoi l'auteur ajoute :

Is this language of an enemy ? I respect, nay, I would defend him..... but I never can entertain a personal regard or affection for M. Pitt. Je vous avoue, Monsieur le Comte, que j'ai toujours été porté à penser ainsi, et j'ai eu l'occasion de voir les mêmes sentiments dans une foule de cœurs. Quant à ceux de M. Pitt pour nous, je sais par les registres du Parlement, que lorsqu'on lui reprocha dans la Chambre des Communes d'avoir totalement abandonné le Roi de Sardaigne, il répondit froidement : *Nous lui aurions rendu un fort mauvais service de le placer au milieu de ces nouvelles Républiques.* S'il avait pris dans ces derniers temps des sentiments plus avantageux à notre cause, j'en remercie sa mémoire.

Ce que j'ai eu l'honneur de mander à Votre Excellence au sujet de M. le Comte de Woronzof ne touche pas du tout l'extrême mérite du personnage, dont personne n'est plus convaincu que moi. Ayant eu de trop bonnes raisons de craindre un contre-coup pour Votre Excellence, je me suis fait un devoir de le lui faire sentir, mais sans m'aviser d'avoir un avis sur le fond des

choses que j'ignore, ni sur les personnes que je vénère. Tout est dit sur ce point.

Lorsque M. d'Oubril partit pour Vienne, on fut persuadé qu'il s'agissait uniquement de l'affaire de Cattaro. Lorsqu'on apprit ensuite qu'il avait demandé des passeports pour Paris, personne ne fut dupe du prétexte de racheter les prisonniers Russes (au nombre de 7,000 au moins), et la mission simultanée partie de Londres ne permit pas de douter que M. d'Oubril n'eût en poche des pouvoirs plus ou moins étendus pour traiter de la paix. Je ne tardai pas d'apprendre que nous étions parfaitement sacrifiés dans ces instructions. Je m'y attendais, et j'y avais préparé Sa Majesté. Si la coalition avait été victorieuse, nous aurions été magnifiquement traités (j'excepte toujours la restitution du Piémont que j'ai présentée depuis longtemps comme chose absolument impossible, même en cas de victoire); mais la coalition ayant été vaincue et même déshonorée, à qui pourrait-il tomber dans l'esprit que nos amis fassent la guerre pour nous ? La Russie d'ailleurs croit ne rien nous devoir, et vraiment elle a bien quelques raisons de penser ainsi. Il y aurait peut être eu des moyens d'intéresser davantage cette puissance, mais il y a longtemps qu'il n'est plus temps, et je crois même que celui qui eût averti à temps n'aurait pas été cru. Allons donc en avant : tout est écrit. Votre Excellence me fera sans doute l'honneur de croire que je n'ai rien négligé pour parer ce dernier coup. On m'a beaucoup assuré, et avec toutes sortes d'honnêtetés, que rien n'annonçait la paix et qu'Oubril n'avait aucun pouvoir pour

conclure. Qu'importe? D'ailleurs je sais ce que je sais. Il ne nous reste qu'une espérance, c'est que la paix est impossible, et que la force des choses nous mènera toute seule ici où là. Mais que de choses nous devons encore voir, Monsieur le Comte : je n'ai pas la force de m'étendre sur ce sujet.

Agréez.....

169

*A Madame de ****

Saint-Pétersbourg, 28 juillet (9 août) 1806.

Salut à la belle veuve! La voilà libre dans toutes les formes : la voilà maîtresse *de donner* son aimable personne, vendue précédemment si mal à propos. Je suis sûr qu'elle usera sagement de cette liberté, et je souhaite de tout mon cœur qu'elle en use heureusement. Tout est dit : vous allez vous nommer comme il vous plaira. On va vous *suivre* sans relâche, comme on dit dans votre langue Anglaise. J'aime cette expression qui me donne l'idée d'une biche qu'on force. Ecrivez-moi, je vous prie, quand vous serez *aux abois* et nommez-moi le *chasseur*. S'il vous plaît, Madame, avez-vous eu connaissance du joli conte qu'on a fait courir ici sur vous : *que le vaisseau qui vous emportait avait péri corps et biens?* Pas davantage!... J'ai été dans une peine mortelle durant trois jours, sans oser interroger Monsieur votre

père. Ce fut l'Ambassadeur d'Angleterre qui me détrompa. Or, puisque vous êtes vivante et même veuve (ce qui est bien autre), apprenez-moi un peu, je vous en prie, où vous êtes, ce que vous faites, et si vous n'entendez pas nous faire encore une visite. Il me semble que cela serait convenable et dans les règles de la politesse.

Je n'ai rien du tout à vous apprendre sur moi, car vous savez tout il y a longtemps. Je puis vous *répéter* avec un extrême plaisir, mais heureusement je ne puis pas vous *apprendre* que je ne change point d'avis sur les sentiments d'estime et d'amitié que je vous ai voués, et que vous payez par un retour si aimable. C'est une affaire entendue pour toujours, dût ma fringante jeunesse donner de l'ombrage au futur possesseur.

Je feuillette beaucoup vos livres, ma belle dame, non pour me souvenir de vous, mais pour m'en ressouvenir davantage. Vous saurez, à propos de livres, que le Plutarque n'est pas complet : il manque deux volumes. Sur le champ, j'en fis part à Monsieur votre père, lequel me répondit qu'il croyait qu'ils avaient été prêtés par votre pauvre mère, et très honnêtement retenus par l'emprunteur ; j'ajoute, moi, *suivant les usages reçus*. J'en suis fâché : voilà deux volumes de sagesse que je n'ai pas le plaisir de tenir de vous. La sagesse me fait penser aux serrures. Quand voulez-vous donc me faire payer la mienne, qui a mis, grâce à vous, une sûreté extraordinaire chez moi ? Si vous voyez l'estimable commissionnaire, rappelez-moi, je vous prie, à son souvenir et faites-lui mes compliments, après quoi vous le paie-

rez, même malgré lui. Oh ! Que je serai content d'être votre débiteur. Je suis très honnête homme en vérité ; n'ayez pas peur.

Est-ce que votre belle petite sœur veut se rappeler ma vieille figure ? Dans ce cas, je lui présente mes hommages. Agréez, Madame, ceux de mon fils.

Torni, torni, rondinella bella, e non si raggiri sempre circa à monti di Caledonia. Non si digusti col nostro clima. La posso assicurare che in questo momento godiamo di una bellissima primavera felicemente giunta in bel mezzo di Agosto. Sia detto questo di volo per metterla se posso in tentazione. E in tanto coi più ossequiosi sentimenti di stima e di rispettuoso attaccamento ho l'onor di protestarmi di V. S^gra^ amabilissima, etc., etc.

170

A M. le baron de Pauliani, à Nice.

Saint-Pétersbourg, 28 juillet (9 août) 1806.

Je ne sais, mon cher cousin, si vous reconnaissez cette écriture. Vous la reconnaîtrez sûrement, si elle n'a pas plus changé que le cœur de celui qui la trace : toujours vous m'avez été présent ; mais, au milieu des catastrophes du monde et de celles de ma famille en particulier, vous sentez les raisons qui m'ont fait supprimer plusieurs correspondances. Je mène, depuis quinze ou

seize ans, une vie extrêmement agitée. De votre observatoire vous avez vu *mes phases*. De mon côté, j'ai su combien vous avez été agité sans changer de place : il faut baisser la tête. *Così si vuole là, dove si puó quel che si vuole*. Je ne me rappelle pas le vers, mais la prose est bien raisonnable. Vous m'avez dit souvent, mon cher parent, que lorsque vous me vîtes pour la première fois, peu de temps après mon arrivée dans le monde, je ne savais dire que *Ba!* aujourd'hui, je dis *Ha!* Voilà tout le changement qui s'est opéré en un demi-siècle : avouez que j'ai fait de grands progrès! Et vous, mon cousin, que faites-vous, et comment vous portez-vous ? Donnez-moi aussi des nouvelles de Madame votre sœur et de son mari. Etes-vous toujours demeuré seul chez vous, comme un anachorète, depuis la mort du digne abbé ? Lorsque je pense à vous, ce qui m'arrive souvent, il me semble que je vous vois faire toujours la même chose : je vous vois partir après dîner de la région de Sainte-Réparata, et vous acheminer du côté de la place Saint-Dominique (qui peut-être a changé de nom). Ecrivez-moi si je me trompe, afin que mon imagination sache toujours où vous prendre. Heureux l'homme qui peut vieillir à côté des mêmes amis ! C'est le bonheur qui m'a été refusé ; si vous l'avez, rien ne vous manque.

Le 3 décembre 1778, sur les huit heures du soir, je pris congé tristement de deux personnes de votre connaissance ; vous étiez avec moi, si vous vous le rappelez, et m'accompagnâtes chez vous. Le 22 décembre 1797, je les revis à Turin ; mais l'aimable Apollonie

était sur le point de changer de nom, et je m'aperçus que dans son cœur, trop occupé, il n'y avait plus de place pour l'amitié. S'appelle-t-elle aujourd'hui *d'Ernest?* Est-elle heureuse? Est-elle toujours auprès de Madame sa mère? Dans ce cas, supposé que vous me répondiez comme je l'espère, priez-la d'écrire de sa main *Poulon* dans votre lettre. Si cependant c'est une indiscrétion, je retire ma demande Ce qui sûrement n'en est pas une, c'est de vous prier d'être auprès de la mère et de la fille l'interprète de mon tendre respect et de mon inaltérable attachement. Je ne vous dis rien de ma famille ; vous savez où elle est, vous savez que je n'ai que mon fils auprès de moi, et que je ne connais pas la cadette de mes filles. Cette séparation, dont je ne vois pas le terme, est une plaie douloureuse. Je souffre pour moi, et je souffre pour la pauvre mère, qui m'a donné souvent de vos nouvelles, et qui m'a fait connaitre vos intentions délicates à mon égard. Rien, dans ce genre, ne peut me surprendre de votre part. O Fontaine du Temple! O grotte de Magnan! Que vous êtes loin, et dans le temps et dans l'espace !

L'homme n'a que des rêves : il n'est lui-même qu'un rêve. Exceptons cependant, pour nous consoler, l'amitié, la reconnaissance, tous les bons sentiments, tous ceux surtout qui sont faits pour unir les hommes estimables. Madame la Comtesse vous a sans doute appris tout ce que je pourrais vous apprendre moi-même sur moi-même. Tombé comme tant d'autres, je suis plus heureux que d'autres. Je jouis de la plus noble et de la plus généreuse protection, de la liberté la plus par-

seize ans, une vie extrêmement agitée. De votre observatoire vous avez vu *mes phases*. De mon côté, j'ai su combien vous avez été agité sans changer de place : il faut baisser la tête. *Così si vuole là, dove si puó quel che si vuole*. Je ne me rappelle pas le vers, mais la prose est bien raisonnable. Vous m'avez dit souvent, mon cher parent, que lorsque vous me vîtes pour la première fois, peu de temps après mon arrivée dans le monde, je ne savais dire que *Ba!* aujourd'hui, je dis *Ha!* Voilà tout le changement qui s'est opéré en un demi-siècle : avouez que j'ai fait de grands progrès! Et vous, mon cousin, que faites-vous, et comment vous portez-vous ? Donnez-moi aussi des nouvelles de Madame votre sœur et de son mari. Etes-vous toujours demeuré seul chez vous, comme un anachorète, depuis la mort du digne abbé ? Lorsque je pense à vous, ce qui m'arrive souvent, il me semble que je vous vois faire toujours la même chose : je vous vois partir après dîner de la région de Sainte-Réparata, et vous acheminer du côté de la place Saint-Dominique (qui peut-être a changé de nom). Ecrivez-moi si je me trompe, afin que mon imagination sache toujours où vous prendre. Heureux l'homme qui peut vieillir à côté des mêmes amis ! C'est le bonheur qui m'a été refusé ; si vous l'avez, rien ne vous manque.

Le 3 décembre 1778, sur les huit heures du soir, je pris congé tristement de deux personnes de votre connaissance ; vous étiez avec moi, si vous vous le rappelez, et m'accompagnâtes chez vous. Le 22 décembre 1797, je les revis à Turin ; mais l'aimable Apollonie

était sur le point de changer de nom, et je m'aperçus que dans son cœur, trop occupé, il n'y avait plus de place pour l'amitié. S'appelle-t-elle aujourd'hui *d'Ernest?* Est-elle heureuse? Est-elle toujours auprès de Madame sa mère? Dans ce cas, supposé que vous me répondiez comme je l'espère, priez-la d'écrire de sa main *Poulon* dans votre lettre. Si cependant c'est une indiscrétion, je retire ma demande Ce qui sûrement n'en est pas une, c'est de vous prier d'être auprès de la mère et de la fille l'interprète de mon tendre respect et de mon inaltérable attachement. Je ne vous dis rien de ma famille ; vous savez où elle est, vous savez que je n'ai que mon fils auprès de moi, et que je ne connais pas la cadette de mes filles. Cette séparation, dont je ne vois pas le terme, est une plaie douloureuse. Je souffre pour moi, et je souffre pour la pauvre mère, qui m'a donné souvent de vos nouvelles, et qui m'a fait connaître vos intentions délicates à mon égard. Rien, dans ce genre, ne peut me surprendre de votre part. O Fontaine du Temple! O grotte de Magnan! Que vous êtes loin, et dans le temps et dans l'espace !

L'homme n'a que des rêves : il n'est lui-même qu'un rêve. Exceptons cependant, pour nous consoler, l'amitié, la reconnaissance, tous les bons sentiments, tous ceux surtout qui sont faits pour unir les hommes estimables. Madame la Comtesse vous a sans doute appris tout ce que je pourrais vous apprendre moi-même sur moi-même. Tombé comme tant d'autres, je suis plus heureux que d'autres. Je jouis de la plus noble et de la plus généreuse protection, de la liberté la plus par-

faite, de mes livres et de mon fils. *Le reste est un vain songe*. Vous savez ce qui me manque ; à cet égard, je n'ai pas d'espérances fixes, je n'ai peut-être pas même celles qui me seraient dues ; mais je brise sur ce triste sujet. Adieu mille fois, mon très cher et digne parent, adieu. J'aurais bien voulu vous voir encore sur cette abominable terre. — Elle l'est moins à côté des hommes qui vous ressemblent ; mais il y a entre nous un invinciblé *veto*. Mon cœur, toujours le même pour vous, ne cessera de vous chérir.

171

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 4 (16) août 1806.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Le 20 juin, M. d'Oubril a signé un traité définitif avec la France. Le 26 juillet, il est arrivé ici et le lendemain M. Rufin, beau-frère de M. Lesseps, Consul Français à Saint-Pétersbourg, est arrivé apportant la ratification de Bonaparte et les pouvoirs de M. Lesseps pour signer.

Après un grand conseil extraordinaire, le Corps Diplomatique a reçu la note ci-jointe, du 2 (14) août, sur laquelle je n'ai le temps de faire aucune réflexion. On se perd en conjectures. Comment d'Oubril aurait-il osé

faire ce pas sans autorisation ? Comment le gouvernement Français s'y serait-il fié ? Si d'Oubril est sacrifié, à qui l'est-il ? (Notez que sa commission est du précédent Ministère, etc., etc.)

Le traité n'est-il point capable d'amener la paix avec l'Angleterre ? Quel tapage en Europe !

Si l'on traite de nouveau, ce sera ici. Voici mon plan. Si l'on offre à Sa Majesté une indemnité décente, je signerai *sub spe rati*. Dans le cas contraire, nullement; *hæc raptim*.

Je suis avec...

172

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 1806.

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu, vingt jours juste après sa date, la lettre de Votre Excellence du 1er août. Il serait inutile de vous parler aujourd'hui de l'inconcevable événement de Paris. C'est la faute de M. d'Oubril, c'est la faute de M. d'Oubril seul : il est congédié, tout est dit. Ce que je pourrais ajouter ne vous apprendrait rien, Monsieur le Comte : ainsi n'en parlons plus.

Voilà donc M. Fox condamné ! Je ne sais s'il faut en être bien aise, car l'un des tourments de cette époque,

c'est de ne pas savoir seulement ce qu'on doit désirer. Ce que je puis vous assurer, d'après l'autorité la plus respectable après celle de l'Empereur lui-même, c'est qu'on n'a ici aucun mécontentement contre M. Fox, ni aucun reproche à lui faire. On sait qu'il était en correspondance avec Talleyrand, mais on se croit sûr qu'il agissait sur des bases respectables, inadmissibles même par la France, et que jamais il n'a pensé à faire une paix séparée. Comment accorder ces notions avec celles que vient de me transmettre Votre Excellence? J'avoue que je n'y comprends rien.

Vous aurez appris avec beaucoup de chagrin la prise de Gaëte et les autres malheurs de l'Italie. Il fallait s'y attendre. Tout fut perdu dans ce pays le jour où l'on retira les troupes Russes et Anglaises; honneur immortel aux deux héros Laici et Craig! Ils ont droit l'un et l'autre de demander une statue (à Bonaparte bien entendu). J'ai vu une proclamation où le dernier généra voulait se disculper aux dépens de la Russie, mais je sais de ses nouvelles, des lieux mêmes; soyez sûr qu'il n'a pas droit de se moquer des autres. Enfin, Monsieur le Comte, c'était une lutte à qui ferait plus de mal. Dans tous les temps, les passions humaines ont fait leur métier, c'est-à-dire le mal, mais à cette époque il y a quelque chose de plus particulier et de plus profond qui mérite toute l'attention des observateurs. Faites bien attention, je vous prie, que le Marquis Ghislieri a été mis en jugement et condamné pour avoir remis Cattaro aux Russes, et que Mack vit tranquille. Je vous ajouterai même qu'il jouit d'une certaine protection sourde, qu'il

a vu l'Empereur peu de jours après les exploits d'Ulm, et qu'il écrivait à sa famille en Bohême « *Je suis parfaitement tranquille*, etc... » Le Comte de Meerfeld, qui est ici avec les commissions d'Ambassadeur dans sa poche, me disait un jour *qu'il voudrait voir pendre Ghislieri.* Je lui répondis en riant : *Vraiment, Monsieur le Comte, il manquerait à vos annales de couper la tête à Ghislieri et de la laisser à Mack.* Sur ce mot *Mack* il se mit à *mâcher* quelque chose (suivant l'expression vulgaire) qu'il n'est pas permis d'écrire, mais qui en vérité, n'était pas fort éloigné d'un éloge. Il y a toujours un diable sous le tapis. Je ne sais pas bien son nom, mais je lui vois remuer la queue. Malgré le concert des deux grandes puissances, je ne m'attends à rien de bon : la Russie ne peut attaquer la France qu'en Turquie ou en Prusse ; si elle prend l'un ou l'autre de ces deux partis ou tous les deux, la France se trouve obligée de lui donner pour ainsi dire une frontière en s'avançant vers elle, et à recevoir les coups avec toute sorte de désavantage ; mais ces partis extrêmes et décisifs s'accordent fort peu avec le caractère de notre excellent Empereur, dont les vertus douces et réservées étaient faites pour des temps de tranquillité. Cependant, Monsieur le Comte, sans ce qu'on appelle à Londres une *exertion* du premier ordre, la Russie ne peut reprendre son opinion. Je vous dirai plus, Monsieur le Comte, dussiez-vous prendre ceci pour un enfantillage : je suis persuadé que le premier pas à faire vers la victoire c'est de reprendre l'habit russe. Le soldat doit être habillé comme il l'était à Pultawa : un Russe poudré, frisé, pommadé, colleté, boutonné, bou-

clé, serré, pantalonné, n'est plus un Russe, c'est un Allemand : or, comment peut-on avoir envie d'être Allemand, Bon Dieu ? Votre Excellence pensera de ceci tout ce qu'elle voudra : mais je suis devenu Russe ici, et je n'aime pas les singeries.

Pour en revenir à ce qui nous intéresse, je dois dire à Votre Excellence que quoiqu'il ne soit pas possible de juger un homme d'état dans un mois, néanmoins le Corps diplomatique, dans tout ce qu'il a vu et éprouvé jusqu'à présent, n'a qu'à se louer infiniment du nouveau Ministre. Il y a beaucoup d'exactitude dans les communications : nous sommes écoutés avec beaucoup de patience, d'attention et de politesse, et l'on nous répond catégoriquement, même par écrit, espèce d'attention à laquelle nous n'étions nullement accoutumés ; mais vous sentez qu'il faut du temps pour se former aux idées nettes d'un système de conduite et d'administration.

Que pourrais-je vous dire de nouveau sur le sort futur de S. M. ? Lorsqu'on dit qu'il dépend absolument des succès qu'on obtiendra, on a tout dit. Si l'indemnité se réduisait à une misère, je ne conseillerais que difficilement à S. M. d'accepter ; mieux lui vaudrait, ce me semble, demeurer tranquille au milieu de ses sauvages de Sardaigne en attendant des temps plus heureux, que de recevoir une misérable guenille de la main d'un détestable usurpateur ; mais si la guerre recommence une fois, nous sommes encore fort éloignés du moment où la question se présentera. Il faudra voir si, dans ces circonstances, il reste encore un atome d'honneur en Allemagne. La dernière heure sonne pour le corps germanique.

La Prusse, sa très ridicule tutrice, pourrait encore mériter ce titre et faire parler d'elle en bien, ce qui étonnerait fort l'Europe. Nous verrons si elle entendra les semonces de la Russie, qui sûrement lui parle dans ce moment.

En récapitulant ce qu'on peut imaginer de plus plausible sur l'état des choses, tout se réduit, je crois, aux points suivants :

1° Le plus honnête de la Russie, c'est le Maître de la Russie ; mais, dans ce moment, le coup d'œil politique doit s'allier aux vertus purement conservatrices, et s'il ne frappe pas un grand coup, il sera frappé lui-même.

2° La France ne peut être vaincue chez elle ; mais elle souffre beaucoup et déteste son Maître. En maintenant une guerre ruineuse pour elle, et agissant en même temps dans l'intérieur, on l'amènera à renverser de ses propres mains l'usurpateur.

3° L'Empereur ne peut rien attendre des autres puissances en commençant, parce qu'elles sont toutes avilies et épouvantées ; mais, au premier succès, elles se tourneront toutes de son côté.

4° C'est une fausse politique d'avoir abandonné le Roi de France. Il faut l'aimer pour nous, si nous ne l'aimons pas pour lui.

5° Les Anglais doivent donner de l'argent, prendre des vaisseaux et désespérer le commerce ; ils n'entendent pas grand chose à tout le reste.

Au milieu de ces mouvements terribles, je ne négligerai jamais, tant que j'occuperai ce poste, de faire valoir par tous les moyens possibles les intérêts de S. M. ;

mais il faut aujourd'hui regarder dans l'avenir et faire toutes les suppositions possibles. LL. MM. le Roi et la Reine des Deux-Siciles se flattent, je n'en doute nullement, que les deux puissances qui demeurent sur pied sont en état de leur rendre le Royaume de Naples. Pas plus que moi, Monsieur le Comte, et tout ce qu'on peut attendre d'une guerre, même heureuse, c'est que Bonaparte reconnaisse le Royaume de Sicile et accorde une indemnité à notre Auguste Maître, ce qui sera tout de suite agréé par les puissances belligérantes, ne fût-ce que pour économiser un subside ; mais alors ce serait une grande question pour le Roi de savoir s'il devrait accepter. Ce serait certainement un très grand malheur de tenir quelque chose de la main de Bonaparte, et si l'indemnité était d'une valeur indécente, comparée à ce que S. M. a perdu, il vaudrait mieux pour Elle vivre noblement dans sa Sardaigne, et lui faire tout le bien qui dépendra des moyens actuels de S. M., en attendant que l'orage soit passé.

Le Prince Czartoryski m'a nié très expressément, depuis sa retraite, que le Roi eût été sacrifié dans les instructions données à M. de Novosiltzof, m'assurant qu'elles contenaient plusieurs propositions subordonnées, mais toutes plus ou moins favorables à S. M. Je ne m'en crois pas moins aussi sûr que si je l'avais vu moi-même que le dernier mot était de se contenter de Sienne, si l'on ne pouvait faire mieux. Quant aux instructions d'Oubril, nul doute que nous n'y fussions complètement sacrifiés, c'est ce qui me fut exprimé par un geste très significatif du même personnage, geste d'ailleurs dont

je n'avais nul besoin pour savoir à quoi m'en tenir. J'avais cru d'abord que les propositions dont il est parlé dans une Note circulaire, que j'ai eu l'honneur de vous transmettre, pourraient avoir quelques suites, mais aujourd'hui les apparences sont toutes contraires ; ainsi nous aurons bien le temps de penser à ce qu'il faudrait faire en pareille occasion.

Le Prince de la Paix commence à s'apercevoir, mais trop tard, en quelles griffes il est tombé ; pour peu que les choses allassent bien, je suis sûr qu'il serait tout prêt à tourner : mais le mal est fait. La plus respectable des nations peut-être est portée sur le bord de l'abîme par le vice qui abîme tout ; tout est pourri, tout se dissout. Du milieu de cette fange, il naîtra peut-être des souverains pour l'Amérique, comme les plantes les plus magnifiques naissent sous le fumier.

J'ai l'honneur.....

173

A Mme de Saint-Réal.

Saint-Pétersbourg, 10 (22) août 1806.

Je profite avec empressement, ma chère amie, de l'occasion de M. le Chevalier Manfredi, qui part sur l'escadre russe et qui touchera en Sardaigne, pour te griffonner quelques lignes. Tu le verras, tu lui parleras ;

il m'a vu, il m'a parlé : c'est une éponge que tu exprimeras à ton aise.

La défiance générale que j'ai pour tout ce qui se pense et se fait en Sardaigne, me fait encore défier (ou me défier) extrêmement de tes chères mines (1), et rien ne me fait faire plus mauvaise mine, car je voudrais bien te voir une fois jeter l'ancre, ma bonne amie ; mais, hélas ! qui peut jeter l'ancre ? J'avance moi-même comme un colin-maillard, les bras tendus en avant, de peur de me cogner la tête, et toutefois sans répondre de rien. Certains côtés de ma position sont favorables, d'autres ne le sont pas. Que ne donnerais-je pas pour te voir une demi-heure ! Je te dévoilerais de beaux mystères. Te rappelles-tu par hasard la servante d'un certain curé de notre connaissance, qui disait sur le tombeau de son cher Maître, trépassé depuis un mois ou deux : *Monsieur le Curé, dites-moi un mot seulement, un seul mot ; je vous dirai comment les choses vont.* Moi je dis à peu près de même : *Ma chère Nane, dis-moi seulement un mot, un seul mot ; dis-moi que tu m'entends, et je te dirai comment les choses vont.* Ah ! Comme elles iraient pour ton frère si..... si elles allaient mieux ! Voilà qui est bien clair, et tu ne peux pas te plaindre que je t'épargne les détails. Tant il y a que, de ce côté, je ne puis être mieux traité que je ne le suis ; mais il faut se mettre à ma place : outre que je ne suis pas chimiste, et que je n'ai même

---

(1) M. de Saint-Réal avait été nommé inspecteur général des mines.

ni goût ni talent pour cette science, il me serait absolument impossible de faire donner des leçons de ce genre à mon petit Rodolphe. Ce pays est un autre monde, sur lequel on ne peut raisonner quand on ne le connaît pas à fond. Ton neveu apprend le russe pour tâcher de *se combiner* avec la fortune, ce que nul être de sa famille n'a su faire jusqu'à cette heure présente. Quant à l'*oxygène*, je suis son très humble serviteur ; mais j'espère qu'il continuera à se combiner dans la combustion sans que je m'en mêle, et sans qu'on sache ce que c'est que le feu, mieux qu'on ne le savait il y a mille ans. Ah ! Madame la Chimie, alliez-vous, de grâce, à Madame votre sœur la Minéralogie, pour donner une bonne maison à mon cher Alexis, et je vous célébrerai de tout mon cœur, et toute ma vie, et en fort bons termes. Mais si vous me ratez cette affaire, je vous traiterai de *souffleuse*.

Je suis fort content de ton ami Rodolphe, et, ce qui vaut beaucoup mieux, on en est fort content ici. Il est d'une sagesse extraordinaire, et va son train sans que je m'en mêle. Il me suit partout ; et comme il est admis à l'*Ermitage*, son rang est fixé. Quoiqu'il ait crû d'un pouce et demi depuis son arrivée, il n'a pas l'air d'avoir plus de quinze ans ; et quand on lui en donnerait dix-sept, ses manières ne seraient pas moins surprenantes, car elles en ont trente. Comme il n'a jamais vécu avec des enfants, on dirait qu'il ne l'a jamais été. Il est extrêmement prudent, et il opine sur tout, lorsque l'occasion s'en présente, d'une manière adulte qui t'amuserait. Tu penses bien que je n'aide pas mal à le faire valoir. Rien de nouveau sur ma famille ; parle-moi toujours, toi, du

pays que tu habites, et des espérances qu'il peut te donner.

Ton neveu, qui est là, appuyé sur cette même table où j'écris, te présente ses tendres respects. Il déchiffre l'auguste langue illyrienne, et déjà il est en état d'être mon drogman pour les petites affaires courantes. Il fait volontiers toutes sortes d'affaires *aujourd'hui*, excepté cependant l'écriture : il n'écrit guère que *demain*. Je viens de lui lire cette phrase, dont il n'est pas content : il n'a pas voulu me répondre.

Bonjour, mon cœur, bonjour à toi et à ton digne Alexis, qui, de sa vie, n'a fait une meilleure *combinaison* que celle qu'il a opérée avec toi. Je le remercie à tout instant du bonheur qu'il te donne, et je ne doute pas que tu ne le payes comptant. Je ne sais pas finir avec toi. Adieu donc, mon cher enfant ; je finis décidément.

174

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 19 (31) août 1806.

Monsieur le Chevalier,

Demain ou après-demain une nouvelle escadre Russe part pour Corfou. Elle est composée de cinq vaisseaux de ligne, trois frégates, et de quelques vaisseaux de moindre

importance. Pendant deux jours l'amiral Tchitchagof devait la commander sans quitter le ministère, et prendre conséquemment le commandement de toutes les forces Russes dans la Méditerranée ; il commençait à faire ses paquets, lorsque tout à coup, et sans savoir pourquoi, le vent a changé, de manière que M. Tchitchagof reste ici et que le commandement reste à M. l'Amiral Siniavin, ce que je crois très avantageux pour les affaires générales, par des raisons qu'il serait long et inutile de vous détailler.

M. le Chevalier Manfredi monte cette flotte, où il est chargé d'un commandement honorable et important; mais comme il doit toucher en Sardaigne, et qu'il aura l'honneur de se présenter au Roi, je ne vous dis rien de plus sur ce point. Il vous apprendra aussi de vive voix, sur l'état du paiement et des affaires, une foule de choses intéressantes qu'il est impossible d'écrire.

Vous avez lu depuis longtemps, dans tous les papiers, l'étrange traité signé à Paris le 20 juillet par le conseiller d'Etat d'Oubril, qui a été sur le champ congédié et renvoyé dans ses terres ; vous sentez bien, Monsieur, qu'on a raisonné à perte de vue sur ce traité. D'Oubril n'était point un homme capable de lutter avec Talleyrand, et il n'est pas étonnant qu'on lui ait fait tourner la tête ; je considère de plus qu'Oubril, avant la signature du traité, a eu connaissance du changement arrivé ici dans le Ministère ; or, c'est une idée assez plausible d'imaginer qu'il ait fait ce raisonnement : puisque l'ancien Ministère a été congédié pour avoir voulu la guerre, celui qui l'a remplacé veut la paix, et je ferai ma cour en la

signant. Il s'est trompé, et vous avez vu comment il a été solennellement désavoué. Si cependant vous voulez soupçonner que le courage était extrêmement abattu, que le vent était totalement à la paix au moment où il partit d'ici, et que même il entendit quelques paroles secrètes qui ont pu le déterminer, je ne voudrais pas pour cela vous faire brûler. Dès que le traité n'était pas ratifié, il devenait nécessaire que M. d'Oubril fût disgracié ; la promenade de la campagne est ce qu'on peut imaginer de plus léger, et il s'est montré ici, dans la société, de très bonne humeur ; peut-être que l'avenir nous apprendra exactement la vérité.

Il y a quelques preuves que le Prince Czartoryski se mêle encore de beaucoup de choses. D'un autre côté ses ennemis le poussent à outrance, et tâchent de le tuer commodément à terre, à présent qu'il est renversé ; il n'est pas possible de savoir encore à quoi s'en tenir, mais je ne regarde pas comme impossible que le Prince revienne sur l'eau ; je le cultive sans affectation.

Quoi qu'il en soit de l'avenir, je dois vous dire, Monsieur le Chevalier, que jusqu'à présent nous n'avons vu aucune trace de cette médiocrité reprochée à M. le Général de Budberg ; il s'est fait au contraire un changement si notable dans la manière de traiter avec le Corps diplomatique, que nous en sommes tous étonnés ; nous sommes tous admis avec facilité, écoutés avec beaucoup de politesse, et satisfaits catégoriquement et par écrit, lorsque nous écrivons nous-mêmes, chose dont il n'y avait plus d'exemple ici.

Dans la dernière audience que j'ai reçue de lui

mardi dernier, 14, j'ai eu le plaisir d'entendre ces propres mots : « L'Empereur, Monsieur le Comte, m'a « chargé expressément de vous dire qu'il a pleine con- « fiance en toute personne que vous recommandez. » Pareil honneur ne m'était point encore arrivé.

Je sens bien qu'on ne juge pas un homme d'Etat dans deux mois, cependant je ne vois aucune apparence fâcheuse ; je n'ai au surplus rien à vous dire sur les intérêts de Sa Majesté : la réponse écrite de M. de Budberg à mes instances réitérées vous ayant tout dit sur ce sujet.

L'espèce de philosophie qui est à mon usage me portant davantage à reprimer l'espérance qu'à la flatter, vous l'avez vue constamment dominer dans mes lettres. Ainsi, Monsieur, je ne m'autoriserai pas des nouveaux mouvements qu'on fait dans ce moment, pour annoncer de grands succès ; c'est quelque chose cependant, et il faudrait bien se garder de perdre courage.

Le traité de Paris devait avoir des suites funestes, et Bonaparte n'a rien oublié pour en tirer le meilleur parti possible en faisant expédier des courriers de tous côtés. Heureusement l'Angleterre a été avertie avec une célérité extraordinaire, et M. le Comte de Strogonof avait même prévenu l'avis en affirmant courageusement que le traité ne serait pas ratifié, en quoi il s'est parfaitement conduit ; on vient de m'assurer que l'Amiral Siniavin n'a tenu nul compte de l'avis expédié de Paris par M. d'Oubril : c'est pour ce côté là que nous tremblions le plus. Si l'on m'a dit vrai, nous avons évité le plus grand péril.

Au moment où je vous parle, tout est en mouvement ici; le Maréchal Kamenski prend en effet le commandement général, et il se confirme que, dans un grand Conseil, il a déclaré expressément qu'il ne l'acceptait que sous la condition que ni l'Empereur ni le Grand Duc n'iraient à l'armée. L'Empereur néanmoins lui fait très bonne mine.

Son fils, le Général Kamenski, commande en Italie (c'est ainsi qu'on dit). Il aura de vingt à vingt-deux mille hommes sous ses ordres, mais toutes ces mesures excellentes en elles-mêmes sont tardives, ce qui fait que je m'en défie beaucoup. C'est par défaut de moyens qu'on a si mal fini à Raguse, après avoir si bien commencé ; c'est par défaut de moyens qu'on ne peut se fortifier dans ce moment à Cattaro, comme il le faudrait, et c'est encore par défaut de moyens que Corfou même se trouve violemment exposé.

Depuis très longtemps les Vénitiens, ayant perdu l'esprit militaire, avaient fort négligé cette forteresse, qui dans le vrai n'est environnée que de sa réputation; j'en dis autant à mon grand regret de la brillante expédition de Calabre, que j'admire néanmoins bien sincèrement, car suivant les règles de la probabilité, tout doit finir par l'expulsion des Anglais et la destruction du pays. *Singuli pugnant, universi vincuntur.*

Mais en faisant les plus belles suppositions, j'en reviens toujours à dire que Bonaparte donnera nécessairement la loi, parce que ses immenses avantages le mettent en état d'avoir la paix quand il voudra, en demeurant toujours le maître : d'où il suit qu'il n'y a point de

salut tant que cet homme existera. Tout le mal est venu de ce que toutes les idées nobles, et surtout l'esprit de la souveraineté, étant totalement éteints en Europe, même (ce qui est étrange) chez la plupart des Souverains, on a cru pouvoir regarder les intérêts du Roi de France comme une affaire à part, dont on pouvait faire abstraction dans la grande querelle ; en quoi on a puissamment servi les usurpateurs et surtout Bonaparte. M. le Général de Budberg m'ayant fait l'honneur l'autre jour de m'entretenir longuement sur les circonstances actuelles, je l'ai fort exhorté à la guerre, en lui exposant de quelle manière elle devait être faite pour nuire à Bonaparte, et le conduire à une catastrophe ; la conversation nous ayant menés au Roi de France, je trouvai l'occasion naturelle de réfuter le sophisme de la bassesse et de la poltronnerie qui ne cessent de prêcher aux grandes puissances qu'elles se compromettraient en reconnaissant le Roi de France avant d'avoir eu de grands succès sur la rebellion : on n'a jamais dit à mon avis rien de si vil et de si absurde ; les Rois par cette théorie souscrivent expressément la souveraineté du peuple ; ils avouent en propres termes qu'un Roi détrôné par des rebelles n'est plus Roi. « Avez-« vous vu, dis-je à M. le Général de Budberg, comment « Louis XIV en agit avec Jacques II ? Il l'appela Roi « d'Angleterre, avant d'avoir déclaré la guerre ; il l'ap-« pela de même après la défaite ; il lui fit une Cour ma-« gnifique à Saint-Germain ; il l'appelait Mon Frère et « Votre Majesté ; il lui cédait la droite. Trouvez-vous, « Monsieur le Général, que Louis XIV se soit compromis

« par cette conduite, et qu'il en fasse une moindre figure « dans l'histoire ? » Le Ministre m'entendit sur cet article et sur d'autres avec beaucoup d'attention et de politesse; je traite toujours avec vigueur les intérêts du Roi de France; car sans la résurrection de la Maison de Bourbon, je ne vois aucun moyen de salut réel, je ne dis pas pour nous, mais pour l'Europe.

M. le Comte d'Avaray, dont la santé est fort délabrée, est venu ici pour consulter le célèbre Frank. Il n'a point paru à la Cour, pas même vu le Ministre, et partira, je crois, sans avoir quitté son frac. Cette conduite est de fort bon ton et doit être approuvée universellement.

J'oubliais de vous dire que, par un mot qui m'est venu indirectement, je pourrais croire que l'escadre qui part dans ce moment pourrait bien demander à S. M. des chevaux pour la remonte d'un régiment de dragons, ce qui me paraîtrait embarrassant, autant que j'en puis juger d'ici; car S. M. ne doit pas se compromettre avec les Français. Je désire qu'elle soit avertie à temps pour faire ses réflexions. Je n'ai trouvé aucun moyen de le faire plus tôt, ni de parler de cette affaire ici sans manquer à la prudence.

20 août (1er septembre). — Il se fait un changement notable dans l'esprit public en Prusse; mais il serait difficile de prévoir s'il sera assez complet pour dicter les mesures convenables aux circonstances. Je ne vous dis rien de l'Autriche : vous avez vu la déclaration faite à Ratisbonne le 1er août. Voilà l'Empire Germanique détruit, et souvenez-vous bien que c'est pour toujours.

Lorsque ces vieilles institutions compliquées, vermoulues pour ainsi dire par le temps, et qui ne subsistent aujourd'hui que parce qu'elles subsistaient hier, viennent à être renversées par quelque coup violent et inattendu, elles ne se relèvent plus. Ainsi, Monsieur le Chevalier, vous voyez que le monde entier est ébranlé, et que tout ce que nous voyons n'est que le préparatif de ce que nous ne voyons pas encore.

Le vertueux François II s'imagine sûrement perdre sa place dans ce moment; le fait est cependant qu'il l'a perdue le jour qu'il eut le malheur d'accepter un titre impérial de la main de Bonaparte. Cette faute avilissante et la médaille qui en perpétue le souvenir peuvent être mises au rang des erreurs les plus funestes. J'ai de bonnes raisons de croire qu'à Vienne comme ailleurs, et plus qu'ailleurs, il existe une force cachée qui mène les Princes par des fils secrets, et les précipite tous l'un après l'autre. Ce qu'il y a d'inconcevable, c'est que les Princes les plus puissants et les plus intéressés ne voient ni le mal ni le remède. C'est ce que les hommes qui ont certaines connaissances aperçoivent très clairement à Vienne, et c'est ce qu'on voit de même ici, quoique d'une manière moins frappante, et parce que la machine tient par son propre poids.

J'ai l'honneur.....

175

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) septembre 1806.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

J'ai l'honneur de vous transmettre le manifeste que S. M. I. vient d'adresser au Sénat et la réponse de ce corps. Il voulait la porter *in pleno*, mais l'Empereur s'est contenté d'une députation. Deux vieillards, le Maréchal Soltikof et le Comte de Strogonof ont été chargés de porter la réponse à S. M. : c'est le dernier qui a parlé.

J'ai fait connaître l'obstination de S. M. Suédoise à l'égard de ce petit Duché de Lauenbourg, l'approbation donnée par l'Angleterre pour de bonnes raisons, les conseils pacifiques donnés au contraire de ce côté-ci et la persévérance du Roi de Suède, lequel avait dit très sérieusement *que si la Russie l'abandonnait, il se défendrait tout seul.* Dans ce cas comme dans une infinité d'autres, nous avons vu se vérifier le vieil adage « *Audaces fortuna juvat* ». Il a fini par recevoir les avances de la Prusse et par faire ce qu'il a voulu. Le Roi de Prusse fatigué du jeu sur la Baltique, lui a dépêché M. de Krusemarck, qui est à présent le grand courrier diplomatique, pour lui dire qu'il était prêt (lui le Roi de Prusse) a re-

tirer ses troupes de Lauenbourg, à la charge que S. M. Suédoise, de son côté, lèverait le blocus des ports Prussiens. Le Roi de Suède, ne voulant d'abord entendre que la moitié de la proposition, a répondu qu'il allait donc sur le champ envoyer ses troupes à Lauenbourg. M. de Krusemarck a eu beau protester que son Maître ne l'entendait point ainsi, que le gouvernement civil devait lui demeurer, etc., le Roi de Suède n'a rien voulu entendre de tout cela, et a donné ordre à ses troupes, en présence de M. de Krusemarck, de reprendre leur ancienne position. Et tout cela, remarquez bien, sans vouloir répondre sur le débarquement qu'il n'a ordonné qu'après le départ du Prussien, et il en a fait part à *Son Frère*. Voilà donc le Roi d'Angleterre, Electeur, ou, puisqu'il n'y a plus d'Électeurs, Souverain de Lauenbourg, où les procès se jugeront en son nom sous la protection d'une centaine de Suédois. Cet événement me paraît ridiculement heureux pour S. M. Suédoise; mais qui sait si les Anglais goûteront beaucoup cette vaste acquisition qui fait cesser le choc dans la Baltique? Voici, au reste, qui est plus important.

S. M. le Roi de Prusse paraît avoir enfin sérieusement compris ses dangers et ses devoirs. Il s'est établi entre lui et notre grand Empereur une correspondance autographe, dans laquelle ce dernier lui a dit la vérité tout entière, lui faisant entendre sans façon qu'il ne pouvait guère se fier à lui : mais il paraît que tout s'arrange. Les mouvements subits de l'armée Prussienne vous sont connus; mais ce que vous ne pouvez savoir encore, ce me semble, c'est que le Roi a prié formellement l'Em-

pereur de faire entrer ses troupes en Prusse. Alexandre n'a pas jugé à propos d'obtempérer sur le champ. Il a demandé un général prussien pour s'entretenir avec lui, et a nommé Sastrof. Mais ce dernier est occupé je ne sais où : c'est encore Krusemarck qui vient, et qui doit être arrivé au moment où je vous écris. Toutes les troupes russes marchent aux frontières sous le Maréchal Kamenski, qui entrera en Prusse ; il a choisi ses aides-de-camp avec l'applaudissement universel, et nul mouvement quelconque ne peut faire douter *qu'on ait disputé avec lui sur aucune condition.*

Jusqu'ici donc tout va bien de ce côté-là. Une preuve que la Prusse est de bonne foi, c'est la démarche importante qu'elle vient de faire, car elle a demandé nouvellement l'alliance de l'Autriche; celle-ci a décliné poliment, de crainte de se compromettre, et ne croyant pas pouvoir se fier à sa rivale : c'est bien fait à l'Autriche de se montrer d'abord difficile, mais il ne faudrait pas pousser ce sentiment trop loin. Il me paraît au surplus que lorsqu'on en est venu au point que je viens de vous marquer, un *tiers* tel que l'Empereur de toutes les Russies peut aplanir bien des difficultés. L'aspect des choses n'est pas mauvais, et les espérances pourraient renaître si les grandes puissances voulaient à la fin agir de bonne foi, et comprendre qu'il s'agit uniquement d'amener les Français à renverser eux-mêmes leur *Dieu Moloch*, ce qui ne sera point difficile si l'on manœuvre bien, mais nous avons été si souvent trompés par les plus belles espérances qu'il faut toujours redouter ce mauvais génie qui a constamment tout gâté.

Le 5 (17) de ce mois, M. le Comte de Meerfeld a remis ses lettres de créance en qualité *d'Ambassadeur de Sa Majesté Impériale Apostolique et Royale d'Autriche*. J'ai eu l'honneur de vous entretenir suffisamment du mérite de cet Ambassadeur.

Le général Kamenski, fils du Maréchal, devait commander à Corfou et il emmenait avec lui le Chevalier Davico ; mais tout-à-coup le vent a changé, et il ne part plus. J'en suis bien aise. C'est un très brave homme de sa personne, mais qui n'a pas l'énergie requise pour un tel commandement. On assure qu'il sera confié au général d'Arrep qui serait, je crois, ce qu'il nous faudrait.

Je ne vous dis rien, Monsieur le Chevalier, de l'intérêt que nous inspire la résistance des Calabrais. Dieu veuille qu'elle puisse durer assez pour leur donner le temps de recevoir certains secours.

N. S. P. le Pape fait aussi, à ce que je vois, une admirable résistance dans son genre. Que n'a-t-il eu toujours la même intrépidité ! Au reste, comme certaines apologies que j'ai entendues avec plaisir me persuadent qu'il fut trompé à l'époque de son malheureux voyage, il me paraît que les circonstances actuelles le conduiront nécessairement à dire un petit mot à l'univers sur l'odieux brigandage exercé à son égard.

J'ai l'honneur d'être, avec une respectueuse considération,

Monsieur le Chevalier,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

P. S. — Je ne puis certainement plus vous apprendre l'entrée des Prussiens en Saxe ; l'Electeur avait refusé sa fille à Bonaparte sans autre raison que : *Je ne veux pas*. Il sait trop que cette injure est du nombre de celles dont on ne parle jamais et qu'on ne pardonne jamais. Il a vu arriver l'orage. Il s'est mis en garde, en quoi il a fait très sagement. Il voit certainement aussi bien que nous le danger qu'il court du côté de ses protecteurs, mais c'est précisement en cela que brille sa prudence. Tout Prince moins clairvoyant et moins décidé aurait péri de peur de périr. L'Electeur de Hesse accède à cette coalition, où l'Empereur de Russie est de nouveau appelé à jouer un grand rôle. Il y a déjà eu des coups de fusils tirés entre la Prusse et la Bavière. Quel spectacle ! Tout annonce une nouvelle explosion plus terrible que la précédente. Cependant Kusbeldorff est à Paris. Connaissez-vous l'homme ? C'est le plus misérable valet de Talleyrand, et l'un des *Machinistes* dont on doit le plus se défier. Du moment que Bonaparte se croira réellement en danger, il fera des propositions ou tâchera de diviser les Princes. Alors recommencera l'influence de ce vent des Alpes qu'on appelle la *Lombarde*. L'Empereur l'a prédit clairement au Roi de Prusse. J'imagine cependant que, lorsque les plans seront concertés, on ne les rompra pas dans vingt-quatre heures. Il passe pour certain que S. M. Suédoise offre à S. M. Prussienne de la servir de toutes ses forces. C'est ce qui manquait à l'histoire de cette année.

176

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 11 (23) septembre 1806.

MONSIEUR LE COMTE,

Depuis ma dernière lettre, les affaires n'ont point empiré ; au contraire, elles ont un aspect aussi favorable que le permet l'état critique où les dernières fautes ont jeté l'Europe. Je ne puis rien vous apprendre sur la Suède. Grâce à l'inflexible fermeté de son jeune Souverain, voilà le Roi de la Grande-Bretagne *électeur de Lauenbourg:* avec l'Angleterre et le Bengale, c'est quelque chose ! Je ne sais au reste si cet arrangement qui fait cesser le blocus des ports Prussiens sera fort du goût du Cabinet Britannique ; la chose dépend du parti que prendra la Prusse, qui semble tout à fait venir à résipiscence, et se jeter dans les bras de notre excellent Empereur. M. de Krusemarck, qui est devenu le grand courrier diplomatique, arrive ou est arrivé pour concerter les plans. Le Roi de Prusse demande lui-même l'entrée des troupes Russes. Il serait sans doute indigne du caractère de S. M. I. de rien entreprendre, en profitant de l'occasion, contre les droits et l'indépendance de Sa Majesté Prussienne. Mais il ne serait pas moins au-

dessous d'Elle de se laisser tromper par ces Messieurs lorsqu'elle sera entrée chez eux. A la première *Lombarderie*, il faut qu'elle fasse prendre ces vauriens par les deux oreilles, et qu'elle les envoie en Sibérie pour y étudier la morale. Je ne crois pas que S. M. I. envoie ses troupes en Prusse avant de s'être bien expliquée, et d'avoir pris toutes ses mesures. Elle a reçu une belle leçon l'année dernière.

Maintenant, Monsieur le Comte, voici le danger. Nul doute que Bonaparte, s'il voit quelque péril pour lui dans cette nouvelle ligue, ne propose tout de suite des arrangements; or, il faut savoir si l'on est bien pénétré de cette vérité, *que toute paix avec lui est non seulement une illusion, mais une guerre mortelle pour nous, sans aucune chance malheureuse pour lui, à moins qu'il ne fasse telles concessions qui puissent absolument tranquilliser l'Europe*. Mais si l'on se contente de sauver l'honneur momentanément dans une paix platrée, tout est perdu nouvellement. Bonaparte ne peut être vaincu avant d'être méprisé. Il faut commencer par là, et se bien persuader qu'il n'est fort que de notre faiblesse. On ne peut rien faire de pire que de le considérer comme un Souverain et comme un grand homme. Pour le vaincre, il faut aspirer à le faire pendre : il y a bien des choses plus difficiles. Pour réussir, deux choses sont nécessaires : la première, c'est de se décider à une longue guerre, et de bien persuader les Français qu'elle ne se fait qu'à Bonaparte; la seconde, c'est de mettre en train le Roi de France. Avec ces deux précautions, soyez sûr que l'usurpateur tombera, et par les mains des Français. Mais si l'on

donne une bataille à l'entrée de l'hiver pour tout suspendre ensuite, si l'on ne persuade pas les Français qu'on peut faire la guerre trente ans s'il le faut, et qu'ils n'auront jamais la paix tant qu'ils auront Bonaparte, on ne fera que du mal.

La pauvre Espagne est aux abois. Dieu veuille que la fausse nouvelle de la paix n'ait pas fait commettre une faute décisive dans ce pays. Le Portugal pourrait fort bien nuire à l'Europe, comme l'Egypte lui nuisit en 1799. Les Anglais seront distraits de tout par le Portugal.

Il passe pour certain que le Roi de Suède a fait offrir ses services à *son frère de Prusse*. Mon Dieu ! Que je voudrais les voir se battre ensemble contre la France. J'aimerais bien aussi que Bonaparte, dans sa colère, renvoyât l'Aigle Noire au Roi de Prusse, et lui redemandât *son grand honneur*. Gustave alors pourrait reprendre l'Aigle de Prusse, et tout serait à sa place.

M. le Comte de Meerfeld vient de présenter ses lettres de créance en qualité d'Ambassadeur de *S. M. Impériale Royale Apostolique d'Autriche*. Je ne saurais vous dire ni quand ni comment ce titre a été reconnu ici, mais il ne faut pas disputer avec ses amis. Votre Excellence a pu voir quelquefois que je n'ai pas le moindre faible pour les Autrichiens, et nous sommes payés, elle et moi, pour penser ainsi. Je me réserve donc de juger à l'aise le nouvel Ambassadeur. Il a déjà beaucoup *finassé* à la manière Autrichienne dans l'affaire de Cattaro : ces Messieurs ne savent pas agir autrement. Le Comte de Meerfeld a cependant de l'esprit, de la tête et de l'expérience ; nous verrons.

La Prusse a déjà tâté l'Autriche, mais celle-ci a décliné l'appel. Elle n'ose pas se fier à son cher voisin ; c'est un de ces cas où *un tiers*, tel que l'Empereur de Russie, peut beaucoup pour rapprocher les esprits.

La Prusse a fait aussi une démarche auprès de votre Cabinet pour un subside ; mais je pense que l'Angleterre y regardera de près. Ce qu'elle pourrait faire de mieux serait de payer la Prusse, comme les ouvriers, à tant la pièce. Pour une bataille gagnée — tant. — Pour une ville défendue — tant. — On pourrait ajouter : pour un mois de fidélité — tant. Il faut cependant bien se garder de perdre l'assistance de la Prusse par trop de rigueur. Il faut beaucoup de prudence sans doute ; mais enfin il faut payer. — En vérité, si on avait de la sagesse, on pourrait encore faire quelque chose, mais quel terrible *si*.

Agréez, Monsieur le Comte, etc.

177

A M. le Chevalier de Rossi.

22 septembre (4 octobre) 1806.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Personne n'aurait pu prévoir l'année dernière, après la bataille d'Austerlitz, qu'au mois d'octobre suivant, l'aspect général des choses serait plus favorable qu'il ne

l'était auparavant ; c'est cependant ce qui arrive, et ce grand changement est surtout opéré par celui de la Prusse. Le Roi, voyant enfin l'incendie prêt à l'envelopper, a fait faire à Paris, auprès de Bonaparte, les instances convenables pour la sécurité du nord de l'Allemagne ; mais M. de Kusbelsdorff, successeur de Luchesini, a obtenu pour toute réponse qu'avant d'entrer en négociation avec la Prusse, elle devait préalablement désarmer ; que du reste l'Empereur des Français ne pouvait retirer ses troupes de l'Allemagne, vu qu'il devait tout à la fois tenir en respect les Autrichiens et se préparer à combattre les Russes. Là-dessus le Roi de Prusse a pris son parti. Il en était temps, mais il n'en a pas perdu. Il a mis ses troupes en mouvement avec une célérité extraordinaire, et en même temps il a demandé l'assistance des deux Cours de Saint-Pétersbourg et de Londres. Monsieur l'Ambassadeur de Suède a bien voulu me faire connaître la lettre du Roi de Prusse par laquelle ce Prince fait ses ouvertures au Cabinet de Saint-James. Le Baron de Steddingk la tient directement de son Maître. Cette lettre qui est un chef-d'œuvre de mesure et d'habileté est du 3 décembre dernier. Elle est adressée à M. Balland, Chargé des affaires de Prusse, que je ne connais pas autrement. S. M. Prussienne y dit d'abord que ses intentions ont été méconnues par la Grande Bretagne, qu'elles n'avaient jamais été de s'emparer définitivement du Hanovre et, qu'en prenant possession de cette province, il avait agi d'une manière conforme aux intérêts de l'Allemagne et même de S. M. Britannique ; que cependant il est prêt à sacrifier tout ressentiment

particulier aux grandes vues du bien général, et qu'il ne s'agirait plus que de savoir sur quel pied le Cabinet Britannique serait disposé à former une réunion que les circonstances rendraient indispensable.

Il est clair que ces mots ne sont que la préface d'une demande de subside ; mais S. M. Prussienne ne s'explique pas clairement sur ce point ; Elle demande seulement, en termes clairs, si l'Angleterre ne serait pas disposée à restituer les vaisseaux Prussiens amenés dans ses ports. Cette demande paraît un peu hasardée, car quelle apparence que l'Angleterre, qui a déclaré les vaisseaux de bonne prise, consente à revenir sur ses pas ; mais peu importe au monde, pourvu que l'alliance s'opère.

Le Roi de Prusse déclare dans cette lettre qu'il ne pense point du tout à retenir péremptoirement le Hanovre, ce qui n'exclut pas entièrement toute idée d'échange ou d'indemnisation, mais l'article qui est traité avec le plus de dextérité, c'est celui de la Hollande. En trois lignes S. M. Prussienne fait entendre beaucoup de choses : Elle fait entendre qu'en dirigeant de grandes forces sur la Hollande, on pourrait tout à la fois assurer la tranquillité de l'Allemagne et les intérêts de la Grande Bretagne. Je ne doute pas que cette lettre ne fasse impression sur le Cabinet de Londres, car pour cette fois il paraît qu'on parle sérieusement. Au reste, Monsieur le Chevalier, lorsqu'il est question de l'armée de Prusse, vous aurez entendu parler de cent cinquante, de deux cents et même de 300,000 hommes ; ce que je puis vous assurer, c'est que le Roi, qui doit cependant en savoir quelque chose,

dit à l'Angleterre dans cette lettre qu'il a au moment où il écrit, 130,000 hommes en ligne; ce qui prouve au moins que le reste n'est pas prêt.

Quant à la Russie, comme il n'y avait point de rupture, la négociation n'a été ni longue ni difficile. S. M. I. fait entrer en Prusse 60,000 hommes qu'elle tenait prêts sur la frontière et 20,000 autres prennent leur place pour être prêts au premier appel. L'Electeur de Saxe a fourni tout de suite 20,000 hommes, et celui de Hesse 16,000, et tout cela s'appelle la Confédération du Nord opposée à celle du Rhin. Vous entendez bien, Monsieur le Chevalier, que sous ce beau nom la Prusse médite probablement des plans de suprématie que ses voisins devront un jour réprimer par les armes; mais commençons toujours par tuer *le monstre*. Les guerres futures ne seront que guerres d'honnêtes gens.

Si vous embrassez donc d'un coup d'œil la conversion de la Prusse qui paraît sincère, les dispositions vigoureuses de la Russie rendue sage par les fautes passées, la marche de l'opinion publique tant en Allemagne qu'en Italie, et l'habileté des chefs qui vont être employés contre la France, il n'y a pas de doute que les espérances ne soient, comme je vous le disais en commençant, mieux fondées que l'année dernière.

Suivant tous les rapports, l'esprit de l'armée Prussienne est excellent : officiers et soldats brûlent de se distinguer, et ceux-ci disent assez communément qu'ils ne feront pas comme les Russes.

Mais les Russes n'ont point de torts, en général, et les torts mêmes de l'année dernière peuvent, par un

particulier aux grandes vues du bien général, et qu'il ne s'agirait plus que de savoir sur quel pied le Cabinet Britannique serait disposé à former une réunion que les circonstances rendraient indispensable.

Il est clair que ces mots ne sont que la préface d'une demande de subside ; mais S. M. Prussienne ne s'explique pas clairement sur ce point ; Elle demande seulement, en termes clairs, si l'Angleterre ne serait pas disposée à restituer les vaisseaux Prussiens amenés dans ses ports. Cette demande paraît un peu hasardée, car quelle apparence que l'Angleterre, qui a déclaré les vaisseaux de bonne prise, consente à revenir sur ses pas ; mais peu importe au monde, pourvu que l'alliance s'opère.

Le Roi de Prusse déclare dans cette lettre qu'il ne pense point du tout à retenir péremptoirement le Hanovre, ce qui n'exclut pas entièrement toute idée d'échange ou d'indemnisation, mais l'article qui est traité avec le plus de dextérité, c'est celui de la Hollande. En trois lignes S. M. Prussienne fait entendre beaucoup de choses : Elle fait entendre qu'en dirigeant de grandes forces sur la Hollande, on pourrait tout à la fois assurer la tranquillité de l'Allemagne et les intérêts de la Grande Bretagne. Je ne doute pas que cette lettre ne fasse impression sur le Cabinet de Londres, car pour cette fois il paraît qu'on parle sérieusement. Au reste, Monsieur le Chevalier, lorsqu'il est question de l'armée de Prusse, vous aurez entendu parler de cent cinquante, de deux cents et même de 300,000 hommes ; ce que je puis vous assurer, c'est que le Roi, qui doit cependant en savoir quelque chose,

dit à l'Angleterre dans cette lettre qu'il a au moment où il écrit, 130,000 hommes en ligne; ce qui prouve au moins que le reste n'est pas prêt.

Quant à la Russie, comme il n'y avait point de rupture, la négociation n'a été ni longue ni difficile. S. M. I. fait entrer en Prusse 60,000 hommes qu'elle tenait prêts sur la frontière et 20,000 autres prennent leur place pour être prêts au premier appel. L'Electeur de Saxe a fourni tout de suite 20,000 hommes, et celui de Hesse 16,000, et tout cela s'appelle la Confédération du Nord opposée à celle du Rhin. Vous entendez bien, Monsieur le Chevalier, que sous ce beau nom la Prusse médite probablement des plans de suprématie que ses voisins devront un jour réprimer par les armes; mais commençons toujours par tuer *le monstre*. Les guerres futures ne seront que guerres d'honnêtes gens.

Si vous embrassez donc d'un coup d'œil la conversion de la Prusse qui paraît sincère, les dispositions vigoureuses de la Russie rendue sage par les fautes passées, la marche de l'opinion publique tant en Allemagne qu'en Italie, et l'habileté des chefs qui vont être employés contre la France, il n'y a pas de doute que les espérances ne soient, comme je vous le disais en commençant, mieux fondées que l'année dernière.

Suivant tous les rapports, l'esprit de l'armée Prussienne est excellent : officiers et soldats brûlent de se distinguer, et ceux-ci disent assez communément qu'ils ne feront pas comme les Russes.

Mais les Russes n'ont point de torts, en général, et les torts mêmes de l'année dernière peuvent, par un

argument contraire ranimer les espérances de celle-ci.

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que M. de Haugwitz figure dans ce moment comme le grand promoteur de la guerre ; il dit, à ce qu'on rapporte, qu'il était pour la paix tant qu'il l'a vue possible, mais que la guerre étant devenue nécessaire, il soutiendra ce parti de toutes ses forces.

J'ai eu l'honneur de vous faire parvenir le Manifeste de l'Empereur, et la réponse du Sénat. Nous avons vu paraître depuis la traduction officielle de ces deux pièces, et, dans celle de la réponse, les mots d'insolence et de perfidie se lisent en toutes lettres. Le style n'est pas bon et l'on peut s'étonner que le Sénat parle plus haut que le Souverain. Mais ces sortes de convenances sont peu senties dans ce pays. J'aurai même l'honneur de vous faire observer à propos de style, que sous le prétexte que le Français est vulgaire dans ce pays, et peut-être même plus connu dans la bonne compagnie que la langue nationale, il n'y a pas un de ces Messieurs qui s'imagine avoir besoin de conseil dans ce genre, quoiqu'il n'y en ait pas un capable de livrer une page à l'impression : vous l'avez vu l'année dernière dans la note de M. de Novosiltzof.

Mais pour revenir à la politique, que fera Bonaparte ? Les hommes qui connaissent et l'art militaire et les positions géographiques disent qu'il faut absolument commencer par une bataille ; mais j'ai peine à croire qu'il n'essaie pas quelques uns de ses sortilèges machiavéliques : car le danger pour lui n'est pas léger. L'opinion publique est pour les Prussiens, et M. de Meerfeld

lui-même dit ouvertement qu'il gageait pour eux.

Bonaparte a perdu un grand nombre de fauteurs en Allemagne ; l'assassinat juridique du malheureux libraire Palme a fait une sensation prodigieuse sur l'esprit des Allemands. Ici il perd aussi des amis, mais l'esprit n'est pas encore assez guerrier ; je doute d'ailleurs que la Cour ait encore conçu ce que c'est que Bonaparte. L'obstination des Souverains qui ne veulent pas être royalistes est un des plus singuliers phénomènes de cette époque. Pour renverser une idole, on peut sans doute employer le canon, mais il vaut bien mieux cracher dessus.

Hier il est arrivé à la douane de cette ville une cargaison de poteries anglaises dans tous les genres. Les commis ayant voulu pénétrer jusqu'au fond d'une caisse, au grand déplaisir du propriétaire, y ont trouvé des vases d'*ignominie* ornés dans le fond d'un portrait connu de toute l'Europe, avec la légende Française : « Napoléon, Empereur des Français. » Tout de suite les commis en ont référé au chef pour savoir si l'on pouvait permettre l'extraction de cette *vaisselle auguste*. J'espère que les ministres seront consultés, et que la vente sera prohibée comme attentatoire à la *Souveraineté* ; si c'était le Comte de Lille, à la bonne heure. Pour moi, je trouve qu'il y a plus de sagesse au fond de ces vases que sous le crâne de tant de personnages qui se croient des hommes d'état.

Je ne cesserai de prêcher les bons principes, c'est-à-dire la nécessité et la facilité de faire la guerre à la Tyrannie, de l'attaquer à sa source, de séparer sa cause de celle des Français, et de la faire égorger par ses propres

satellites ; si l'auditoire était docile, nous verrions beau jeu dans six mois.

Ce qui me fait plaisir, c'est que l'état des choses est favorable à S. M. Toute guerre combinée de grandes puissances nous est favorable, comme toute paix particulière est mortelle pour nous.

La mort de M. Fox suspendra et même arrêtera suivant les apparences le départ de Milord Douglas dont l'hôtel était loué et tous les équipages arrivés. En attendant les affaires ne languiront point, M. Stuard ayant été accrédité en qualité de Ministre plénipotentiaire.

M. le Comte de Meerfeld se présente jusqu'à présent sous un jour très favorable, mais vous savez qu'il faut du temps pour juger un homme. A son arrivée il n'a fait aucune attention à moi, et je le lui ai rendu parfaitement.

Ce jeu a duré assez longtemps ; insensiblement nous nous sommes rapprochés, les conversations se sont liées, et jamais je ne lui ai parlé que militaire. Outre la partie historique, qui appartient à tout le monde, il y a dans ce grand art un côté philosophique sur lequel j'ai beaucoup médité, de manière que j'avais de l'étoffe pour l'entretenir ; enfin, Monsieur le Chevalier, il m'a cru militaire, et il l'a cru pendant quatre ou cinq mois. Il y a peu de temps que je l'ai détrompé *multo non sine risu*. Dernièrement nous dinions ensemble chez l'Ambassadeur de Suède. Comme Ambassadeur, il devait passer le premier et comme seul Ministre je passais le second ; il me présente le bras très poliment, en me disant : *Voulez-vous être ma dame ?* Sur quoi je passai tout de suite mon bras

dans le sien que je pressai légérement, et je lui dis: « M. le Comte, je me crois parfaitement appuyé. » Cette galanterie, dont je répondrai sans doute devant Dieu, fut payée d'une autre, et le tout se passa on ne peut plus tendrement. Je ne manquerai pas de lui dire à l'avenir tout ce que j'ai sur le cœur, excepté mon secret.

178

A Mme Huber-Alléon, à Genève.

Saint-Pétersbourg, 26 septembre 1806.

Mille et mille grâces, Monsieur le Comte; vous ne pouviez me faire un plus grand plaisir que celui de m'apporter une lettre de Madame Huber. Il est dur vraiment de ne recevoir que le 25 septembre une lettre du 10 juin; mais enfin ce n'est pas votre faute, et c'est bien ici le cas du proverbe: *Mieux vaut tard que jamais*. Encore une fois, soyez le bienvenu : c'est un véritable présent que vous me faites.

A présent, Madame, que j'ai satisfait aux devoirs de la politesse, je me tourne du côté de l'amitié, à qui j'ai un peu plus de choses à dire. Je commence d'abord par vous remercier de votre exclamation si tendrement et si honorablement injuste: *Ah! mon cher ami, c'est trop!* Oui, sans doute, ce serait trop, beaucoup trop, si j'avais

passé deux ans sans vous écrire ; mais je n'ai point commis ce crime, j'ai seulement suspendu toutes mes correspondances pendant quelques mois, et sans doute il ne faut pas toute votre justice pour m'excuser ; ensuite je me suis réveillé, et j'ai commencé par vous, Madame. Ma dernière lettre est du 13 (25) mai dernier, adressée tout simplement à Madame H. A., à Genève. Faites quelques recherches, peut-être vous la trouverez. Jamais je ne vous ai perdu de vue un seul instant. Vous qui *écoutez* toujours mes pensées, comment pourriez-vous ne pas les *entendre ?* Une fois, vous m'avez rendu justice pleinement contre toutes les apparences. On eut beau vous montrer le livre, vous eûtes la constance de dire : *Non, ce n'est pas vrai.* En disant cela, vous me rendiez justice, et je vous en ai su un gré infini : vous avez été juste à mon égard, et moi, Madame, je serai aussi juste que je dois l'être envers votre justice. (1)

Je ne suis pas étonné que vous n'ayez pu tirer ni pied ni aile de Madame Prudence (combien j'ai ri de ce mot !) à Turin, même à côté d'elle ; il n'y a pas moyen, je ne dis pas de la faire parler sur moi, mais pas seulement de la faire convenir qu'elle a reçu une lettre de moi. Le contraste entre nous deux est ce qu'on peut imaginer de plus original. Moi je suis, comme vous avez pu vous en apercevoir aisément, le *sénateur pococurante*, et surtout je me gêne fort peu pour dire ma pensée. *Elle*, au con-

---

(1) Ce passage a trait à l'*Antidote au Congrès de Rastadt*, faussement attribué à J. de Maistre.

traire, n'affirmera jamais avant midi que le soleil est levé, de peur de se compromettre. Elle sait ce qu'il faut faire ou ne pas faire le 10 octobre 1808, à dix heures du matin, pour éviter un inconvénient qui arriverait autrement dans la nuit du 15 au 16 mars 1810. « *Mais,* « *mon cher ami, tu ne fais attention à rien, tu crois que* « *personne ne pense à mal. Moi je sais, on m'a dit, j'ai* « *deviné, je prévois, je t'avertis,* etc. » — « *Mais, ma* « *chère enfant, laisse-moi donc tranquille. Tu perds ta* « *peine, je prévois que je ne prévoirai jamais ; c'est ton* « *affaire.* » Elle est mon supplément, et il arrive de là que lorsque je suis garçon, comme à présent, je souffre ridiculement de me voir obligé à penser à mes affaires ; j'aimerais mieux couper du bois. Au surplus, Madame, j'entends avec un extrême plaisir les louanges qu'on lui donne, et qui me sont revenues de plusieurs côtés, sur la manière dont elle s'acquitte des devoirs de la maternité. Mes enfants doivent baiser ses pas ; car, pour moi, je n'ai point le talent de l'éducation. Elle en a un que je regarde comme le huitième don du Saint-Esprit : c'est celui d'une certaine persécution amoureuse au moyen de laquelle *il lui est donné* de tourmenter ses enfants du matin au soir pour *faire*, *s'abstenir* et *apprendre*, sans cesser d'en être tendrement aimée. Comment fait-elle ? Je l'ai toujours vu sans le comprendre ; pour moi, je n'y entends rien. Je suis charmé que vous ayez été si contente de la lettre de mon Adèle. C'est une enfant que j'aime par delà toute expression ; elle a commencé de la manière la plus extraordinaire. Longtemps elle n'a rien annoncé du tout ; elle dormait, au pied de la lettre, comme un ver à

soie ; elle commença à filer en Sardaigne, et devint papillon à Turin. Je sais bien que, dans une maison où l'*entomologie* est si fort cultivée, on me querellera sur cette comparaison, à cause de l'état de chrysalide qui se trouve là mal à propos. Vous avez raison, Messieurs ; mais la plume a la bride sur le cou, comme disait Madame de Sévigné, et vous êtes trop honnête pour exiger qu'on efface ou qu'on corrige. Pour en revenir donc à mon papillon, j'en suis fou. Elle aime passionnément les belles choses dans tous les genres : elle récite également bien Racine et le Tasse ; elle dessine, elle touche du piano, elle chante fort joliment ; et comme elle a dans la voix des cordes basses qui sortent du diapason féminin, elle a de même dans le caractère certaines qualités *graves* et *fondamentales* qui appartiennent à notre sexe quand il s'en mêle, et qui régentent fort bien tout le reste.

Un des plus grands chagrins de ma position, qui en suppose bien quelques autres, c'est d'être privé de cette enfant. Une seule chose me console, c'est qu'ici toute la bonne volonté et tout le talent de sa mère en fait d'éducation auraient été inutiles par le défaut de maîtres, car un étranger qui a trois enfants ici n'en peut élever aucun (j'entends relativement aux arts agréables), à moins qu'il ne soit Ambassadeur d'Angleterre ou quelque chose de semblable. L'éducation d'une jeune demoiselle coûte dix mille francs ; c'est une chose dont vous n'avez pas d'idée. On manque ainsi de maîtres, parce qu'on ne peut en jouir. Je me suis donc passé de mes enfants pour leur propre avantage : cependant il faut bien que tout ceci finisse ; cette séparation devient tout à fait contre nature.

— Ah ! mon Dieu, que j'aurais besoin d'une de ces soirées que vous avez la bonté de regretter, pour vous mettre au fait de tout; ensuite vous entendriez le moindre geste : mais il n'y a pas moyen ! Allons donc ! Prenons patience. En général, on vous a dit vrai : je suis bien, ou, si vous voulez, point du tout mal. Je me rappelle qu'en quittant mon île *benedetta*, je vous écrivis, en tremblant de tous mes membres :

Vo solcando un mar crudele
Senza vele, senza sarte.

Depuis, j'aurais pu ajouter (mais je n'y ai pas pensé) :

Freme l'onda ! Il ciel s'imbruna,
Cresce il vento, e manca l'arte.

Et maintenant, Madame, il ne tiendrait qu'à moi de chanter avec la plus grande justesse, quand même j'aurais la voix fausse :

Meco solo e l'innocenza
Che mi porta a naufragar.

J'éprouve beaucoup de bontés dans le monde et à la Cour, mais je me tiens chez moi, autant que me le permettent ma position et la nécessité de promener raisonnablement mon jeune compagnon. J'ai force bons livres et j'étudie de toutes mes forces ; car, enfin, il faut bien apprendre quelque chose Quant aux plaisirs suprêmes de l'amitié et de la confiance, néant ! On vous a parlé souvent de l'hospitalité de ce pays, et rien n'est plus vrai

de vouloir bien faire passer mes tendres compliments.

Quant à votre cher François, que pourrais-je lui dire qui ne soit infiniment au dessous de ce que je voudrais lui dire? Mon frère s'unit à moi pour lui adresser mille tendresses. Vous me disiez un jour qu'il avait quitté les sciences pour les dames, chose que j'avais infiniment approuvée dans une lettre que vous n'avez pas reçue; aujourd'hui, le voilà de nouveau aux genoux des sciences. C'est un libertinage effréné!

Au reste, Madame, je ne puis jaser ni de ceci ni de cela. Il est minuit; il y a quatre heures que j'écris: c'est une soirée que j'ai passée délicieusement avec vous; mais il n'y a si bonne compagnie qui ne se quitte. Adieu, mille fois, chère et respectable amie. Souvenez-vous toujours que ni le temps, ni l'espace, ni autre chose au monde, ne peut éteindre ni affaiblir les sentiments que vous m'avez inspirés pour la vie.

179

† *A Mlle Adèle de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 8 octobre 1806.

Au moment où je me croyais tout à fait méprisé et regardé par-dessus l'épaule, voilà une jolie lettre de ma *seconde femme*, qui m'assure qu'il n'en est rien, et

temps avec ses deux filles. Adèle est pénétrée des sublimes choses qu'elle a vues : j'espère qu'elle m'en fera une bonne narration.

Mon frère jouit, en effet, d'une existence assez heureuse ; il est directeur du Musée, cabinet de physique, de machines et de cartes, et de la bibliothèque, attachés à l'Amirauté : tout cela réuni sous le nom « Musée »; avec deux mille roubles d'appointements, un logement, son grade militaire, et son ancienneté telle qu'il l'avait à notre service. Il n'y avait nulle raison d'espérer tout cela. Que ne dois-je pas à la bonté du Maître ? Quant à mon petit secrétaire, le Roi lui a donné la Croix de Saint-Maurice, avec dispense d'âge. Ici, il a été admis à l'*Ermitage*, qui est ce qu'on pourrait appeler le *Sanctuaire de la Cour ;* de manière que nous ne nous quittons point. Cette faveur est pour moi d'une importance majeure ; mais il serait trop long de vous détailler tout cela par le menu. Je vous dis un peu de tout, et quand vous aurez tout lu, vous ne saurez à peu près rien de ce que j'avais à vous dire. Sur mon honneur, ce n'est pas faute de confiance.

Je ne saurais vous exprimer combien j'ai été touché de l'attention de mon excellent ami le Comte Deodati, qui est venu tout exprès, avec sa moitié, d'Aix à Chambéry pour voir *dame Françoise* et ses deux poulettes. Ce que vous me dites du dérangement de sa santé m'a fait une peine infinie. J'ai chargé ma femme de lui demander une adresse pour écrire de ce côté ; demandez-la-lui aussi, je vous en prie. Je voudrais aussi savoir celle de Madame Rillet-Huber, à qui vous m'obligeriez infiniment

de vouloir bien faire passer mes tendres compliments.

Quant à votre cher François, que pourrais-je lui dire qui ne soit infiniment au dessous de ce que je voudrais lui dire? Mon frère s'unit à moi pour lui adresser mille tendresses. Vous me disiez un jour qu'il avait quitté les sciences pour les dames, chose que j'avais infiniment approuvée dans une lettre que vous n'avez pas reçue; aujourd'hui, le voilà de nouveau aux genoux des sciences. C'est un libertinage effréné !

Au reste, Madame, je ne puis jaser ni de ceci ni de cela. Il est minuit; il y a quatre heures que j'écris : c'est une soirée que j'ai passée délicieusement avec vous ; mais il n'y a si bonne compagnie qui ne se quitte. Adieu, mille fois, chère et respectable amie. Souvenez-vous toujours que ni le temps, ni l'espace, ni autre chose au monde, ne peut éteindre ni affaiblir les sentiments que vous m'avez inspirés pour la vie.

179

† *A Mlle Adèle de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 8 octobre 1806.

Au moment où je me croyais tout à fait méprisé et regardé par-dessus l'épaule, voilà une jolie lettre de ma *seconde femme*, qui m'assure qu'il n'en est rien, et

qu'elle me préfère à tous les Messieurs possibles. J'ai bien compris tes ennuis, ma chère enfant ; cependant il est possible de prendre patience toutes les fois qu'on peut marquer dans l'almanach la fin précise du crève-cœur. Ceux qui sont amers, insupportables, ce sont ceux dont on ne voit pas la fin : je ne sais si tu n'en connais pas de ce genre. Ma vie s'écoule tristement. Je regarde les minutes qui tombent l'une après l'autre dans l'éternité : je les compte, je les assemble, j'en fais des heures et des jours, sans éprouver jamais qu'amertume. A mon âge, toutes les illusions sont finies : il ne reste que la famille, et c'est ce qui me manque. Je me traîne dans le monde ; il le faut, surtout pour ton frère. Mais j'y sécherais d'ennui, si je ne m'amusais continuellement avec l'idée charmante de m'en aller à telle heure précise. Je t'assure que je suis devenu un chrétien parfait pour *le monde et ses pompes* : ce n'est plus pour moi qu'une lanterne magique. Au moins si j'y voyais passer ma chère Adèle. — *Et la voici, la voilà !* Mais point du tout !

Je suis on ne peut plus content de tes lettres ; ton oncle, le Comte Xavier de Maistre, ne l'est pas moins ; il t'est infiniment attaché, et ne parle jamais de toi sans un grand intérêt ; il s'ennuie tout comme moi, et à peu près par les mêmes raisons. Le bonheur est comme l'*oiseau vert*, qui se laisse approcher, et puis qui fait un petit saut : je croirais cependant le tenir si vous arriviez. J'avais fait un jugement téméraire sur le compte de ton oncle, qui m'a très gracieusement donné ton portrait. Il faut voir avec quel honneur je l'ai traité. C'est la mode

ici, surtout pour les personnes qui ne portent point de boîte, de monter les portraits dans certains portefeuilles faits exprès, où on leur ménage une petite niche intérieure sur un fond de satin. Ils sont fort bien placés, je t'assure. Voilà donc ton portrait dans mon portefeuille, et le portefeuille dans la poche du frac qui est sur le cœur : ainsi, ma chère Adèle, ton image me baise.

Je n'ai pas quitté un instant le mont Cenis sur la fin du mois dernier, pour accompagner votre voiture et veiller à tous les accidents ; mais j'ai eu peu de peine, vu la beauté des chemins. Vous voilà, j'espère, bien à votre aise dans votre ancienne demeure. Enfin, après des siècles d'attente, j'ai reçu de Madame la Comtesse de M..... une lettre dont l'écriture fait pitié : je crains bien que cette digne femme ne soit irrémissiblement malade ; ce serait grand dommage. Elle m'a mandé qu'en arrivant à Venise, elle avait trouvé sa mère morte depuis quinze jours, et sa maison pillée. Quelle charmante époque pour tout le monde ! Armons-nous de patience pour ce que nous devons voir encore.

Adieu, ma très chère Adèle. Il y a une chose que je déteste dans ton *caractère*, c'est que les lignes sont trop espacées, ce qui rend tes lettres trop courtes. Adieu donc, Adèle.

180

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 18 octobre 1806.

Monsieur le Comte, vous connaissez l'axiome du grand Frédéric : « Il n'y a pas de plus mauvais alliés que les Anglais. » J'y vois beaucoup d'humeur, et même d'ingratitude ; mais il y a aussi un peu de vérité. Vous m'avez toujours paru sûr des intentions générales, surtout de celles de M. Pitt. Votre Excellence a vu et lu ; je n'ai rien à dire : cependant je n'ai jamais pu m'empêcher de trembler en contemplant le traité d'Amiens. Quand on en viendra *au fait et au prendre* et qu'on dira aux Anglais : « Cédez-nous le Cap, ou Ceylan, ou Malte etc., et nous rétablirons le Roi de Sardaigne », croyez-vous, Monsieur le Comte, que la proposition soit acceptée ? Pas plus qu'elle ne le fut à Amiens : du moins je le crains infiniment.

Il serait, je crois, fort inutile de parler de Milord Landerdale qui sûrement aura prévenu à Londres l'arrivée de cette lettre. Ces négociations à part sont, sans contredit, un grand malheur. Il arrive de là que chacune des nations est toujours aux aguets, et toujours en défiance de l'autre ; ce qui n'arriverait pas si elles ne devaient traiter qu'ensemble. C'est grand dommage que M. Fox se soit coiffé de cette idée. Au reste, Monsieur le Comte,

nous devons toujours nous consoler par la même idée, que les circonstances mènent les hommes. Qui nous aurait prédit l'année dernière le parti que prendrait la Prusse? Nous l'aurions pris pour un visionnaire. Cependant voilà la Prusse en mouvement, et voilà déjà un grand succès. Le 14, le Comte de Schullembourg, gouverneur et presque vice-Roi à Berlin, pendant l'absence du Roi, a fait afficher un placard portant: *Aujourd'hui 15, nous recevons du quartier général la nouvelle que le Prince de Hohenlohe a complètement défait hier le Corps du Maréchal Soult.* Cette affiche a tout de suite été portée ici par courrier, et jusqu'à présent nous n'en savons pas plus qu'elle. Les Russes marchent à grandes journées pour se joindre aux Prussiens. Si ces derniers continuent à soutenir le choc, on peut tout espérer. Votre Excellence verra le manifeste du Roi de Prusse qui est fort beau, ainsi que sa proclamation aux soldats. — En Italie, les choses vont toujours parfaitement bien. Le brave Amiral Siniavin ayant reçu carte blanche et de nouvelles forces, on peut se flatter légitimement d'obtenir de plus grands succès ; mais je ne puis cacher à Votre Excellence que la Russie est bien éloignée d'avoir dans ces contrées les forces convenables : les Cabinets comme les hommes ont des *tics*. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu moyen de persuader à celui-ci d'agir vigoureusement en Italie.

La situation de notre Maître s'améliore toujours avec la guerre, et son sort dépend absolument du succès qu'elle aura. Tout ce que nous pouvons dire ou faire est inutile. Dans ce moment, aucune démarche nouvelle ne pourrait être utile ni prudente. Je ne crois pas que Votre

Excellence doive s'alarmer de voir qu'on s'en tient avec elle aux termes généraux. Les Ministres ne peuvent sans imprudence parler sur un autre ton. Si Bonaparte nous bat, que peuvent-ils faire? Cet homme fait toujours peur; quand on osera l'insulter, il tombera; mais tel est l'aveuglement, qu'après avoir vu Louis XVI conduit sur l'échafaud par le crime, on n'ose pas regarder comme possible d'y voir conduire le Corse par la Justice. Cependant on vient déjà de faire un pas, car le manifeste de Prusse contient des personnalités. Voilà le bon chemin, et c'est sur lui qu'il faut frapper.

181

Mémoire.

12 (24) octobre 1806.

Le plus grand malheur qui pourrait arriver à l'Europe, dans ce moment, serait de conduire une guerre générale par des vues particulières. Cette guerre n'est ni Anglaise ni Russe ni Prussienne, etc., elle est Européenne; et quand même encore on la conduirait par des principes généraux, on se tromperait encore, si on la faisait à la France; car c'est une guerre de l'Europe contre Bonaparte.

Si un particulier osait publier un livre dans lequel il soutiendrait ouvertement que la Souveraineté appartient

qu'elles comptent infiniment sur l'élévation de son caractère, et que les malheurs mêmes de l'année dernière n'ont pu altérer ce sentiment.

Si les Français sont une fois convaincus qu'ils ne peuvent jouir de la paix tant qu'ils obéiront à Bonaparte et qu'ils n'ont rien à craindre pour l'intégrité de leur patrie, on peut regarder comme un point à peu près démontré qu'ils renverseront l'usurpateur de leurs propres mains.

Que fit-on l'année dernière pour agir sur l'esprit des Français? Rien du tout. Ils croyaient à Austerlitz se battre pour la France, comme ils l'ont toujours cru, et lorsque les Anglais publièrent le Traité de Saint-Pétersbourg, ce fut une imprudence inutile.

On a posé comme un principe incontestable en politique que le Roi de France devait être compté absolument pour rien, jusqu'à ce qu'on eût remporté de grands avantages sur les Français. Cette erreur funeste est la source première des maux que nous voyons. Comme on ne réussit guère en choquant une idée trop généralement reçue, il serait probablement inutile d'exposer ce qu'il conviendrait de faire à cet égard ; mais pour éviter même l'apparence de l'exagération, c'est assez d'observer qu'on a trop oublié et laissé oublier S. M. le Roi de France. On l'a trop caché aux Français, en servant ainsi la cause de Bonaparte plus qu'il n'aurait osé l'espérer lui-même. Un gentilhomme Français chassé de ses foyers, porte toujours le nom de sa terre, achetée peut-être par son laquais, et personne ne le lui dispute. Comment donc expliquer cette crainte universelle et puérile qui

leurs frontières, et comme les expressions vagues excitent toujours des soupçons, il serait bon d'assurer positivement les limites fixées à Lunéville.

Si l'on se proposait de les ébranler, ce serait là un cas où il serait bon d'user d'un sage machiavélisme, et d'ajourner l'affaiblissement de la France, qui serait beaucoup plus aisé sous un autre gouvernement.

Mais, dans ce moment, il ne s'agit que de tranquilliser l'honneur français, et peut-être que sous ce rapport le grand Empereur de Russie ne connaît pas toute sa force. Le Gouverneur d'une place Française ne la remettra jamais à un Anglais ni à un Autrichien, quel que soit d'ailleurs son amour pour le Roi et sa haine pour l'usurpateur, parce qu'il craindrait d'agir contre son pays, et d'être à jamais noté dans l'histoire, comme un Français qui a morcelé la France. Mais s'il traitait avec Alexandre, la chose pourrait changer totalement de face. L'opinion universelle ne se trompe jamais ; or il est certain que cette opinion se tourne de tout côté vers l'Empereur de Russie et qu'elle le désigne comme le véritable protecteur de la liberté Européenne. On pourrait montrer une lettre de Rome dans laquelle un homme, qui n'a que du bon sens et la connaissance des idées italiennes, écrit naïvement par la poste, dans une lettre du mois d'août : *Nous mourons ici de chaleur, mais chacun compte sur un vent favorable du Nord.*

Cette opinion indique une grande gloire à S. M. I. et l'on peut même ajouter que cette opinion seule est une grande gloire, car il est certain que toutes les nations ont placé leur confiance dans l'Empereur de Russie,

qu'elles comptent infiniment sur l'élévation de son caractère, et que les malheurs mêmes de l'année dernière n'ont pu altérer ce sentiment.

Si les Français sont une fois convaincus qu'ils ne peuvent jouir de la paix tant qu'ils obéiront à Bonaparte et qu'ils n'ont rien à craindre pour l'intégrité de leur patrie, on peut regarder comme un point à peu près démontré qu'ils renverseront l'usurpateur de leurs propres mains.

Que fit-on l'année dernière pour agir sur l'esprit des Français? Rien du tout. Ils croyaient à Austerlitz se battre pour la France, comme ils l'ont toujours cru, et lorsque les Anglais publièrent le Traité de Saint-Pétersbourg, ce fut une imprudence inutile.

On a posé comme un principe incontestable en politique que le Roi de France devait être compté absolument pour rien, jusqu'à ce qu'on eût remporté de grands avantages sur les Français. Cette erreur funeste est la source première des maux que nous voyons. Comme on ne réussit guère en choquant une idée trop généralement reçue, il serait probablement inutile d'exposer ce qu'il conviendrait de faire à cet égard; mais pour éviter même l'apparence de l'exagération, c'est assez d'observer qu'on a trop oublié et laissé oublier S. M. le Roi de France. On l'a trop caché aux Français, en servant ainsi la cause de Bonaparte plus qu'il n'aurait osé l'espérer lui-même. Un gentilhomme Français chassé de ses foyers, porte toujours le nom de sa terre, achetée peut-être par son laquais, et personne ne le lui dispute. Comment donc expliquer cette crainte universelle et puérile qui

dispute le nom de *Roi de France* à celui qui n'a point d'autre nom? Des hommes, qui n'ont aucune idée de politique, ont dit aux Souverains qu'ils se compromettraient par la moindre reconnaissance des droits légitimes. Le fait est cependant qu'ils se compromettraient comme Louis XIV se compromit par son admirable conduite à l'égard de Jacques II. Les Souverains vivants peuvent contempler, dans l'histoire, Louis XIV reconnaissant jusqu'à la fin le Roi d'Angleterre en dépit de l'Angleterre ; et Louis XV faisant arrêter le Prétendant à Paris. Ils peuvent choisir entre les deux réputations.

Mais, encore une fois, n'exagérons rien : chaque siècle a une mesure qu'il ne faut pas passer. Contentons-nous d'observer que le Roi de France étant l'arme la plus dangereuse contre Bonaparte, et cette arme étant absolument dans la main de l'Empereur de Russie, il n'y a pas de raison de la négliger ; d'autant plus qu'il y a beaucoup de mécontents en France, et que S. M. I. jouit de la confiance des Français, plus que tout autre Souverain. Le second rôle ne lui convient nulle part. Il paraît donc qu'il serait digne également de sa puissance et de sa sagesse de se mettre à la tête d'un nouvel ordre de choses et de favoriser certaines communications entre S. M. le Roi de France et ses sujets légitimes. Le moindre signe d'insurrection, ou simplement de fermentation intérieure, ôterait 50,000 hommes à l'armée d'Allemagne.

La haine innée de la France contre l'Angleterre a beaucoup nui aux opérations de l'intérieur, d'autant plus que les Anglais ont commis la faute impardonnable

de s'obstiner invariablement à vouloir agir seuls, à leur manière, en écartant soigneusement le Roi et tous les hommes qui avaient sa confiance. Ce système qui heurte le sens commun a réussi comme nous l'avons vu, mais l'Empereur de Russie n'est sujet à aucun de ces désavantages. Personne ne le craint, et tout le monde l'entendra avec confiance lorsqu'il voudra parler. Le moment est certainement venu de commencer les conversations ; il est très possible que quelque général prête l'oreille, et le Roi de France est l'intermédiaire naturel que favorise même cette crainte (quoique parfaitement idéale) de se compromettre.

S. M. I. jouit d'un avantage particulier qui peut-être n'a pas été assez examiné. C'est que sa puissance est le contre-poids naturel de celle de l'Angleterre, aux yeux de l'Europe et surtout de la France. Si quelques Cabinets pouvaient s'alarmer de l'énorme croissance de la puissance Britannique (crainte qui peut nuire extrêmement aux opérations actuelles) ils doivent comprendre et faire comprendre deux choses. Premièrement : que le véritable auteur de cette puissance est Bonaparte qui force l'univers à se rallier autour de l'Angleterre. En second lieu : qu'au moment même où il y aura un gouvernement juste et légitime eu France, une alliance et un accord bien combiné entre lui et la Russie suffiront pour remettre l'Angleterre à sa place. Toutes les puissances maritimes ont fini sur terre, et c'est par terre que les flottes anglaises peuvent être battues. Les galères de Venise ne servirent de rien à Agnadel, pas plus que celles de Carthage à Zama. C'est dans l'Inde que

réside essentiellement la puissance de l'Angleterre, c'est en Egypte que se décidera tôt ou tard une grande question, etc., etc.

Il faudrait être bien injuste et bien aveugle pour envier à la Grande-Bretagne le pouvoir et l'influence bien légitimes dus à son génie, à son admirable constitution, et à son esprit public ; mais il n'est pas cependant inutile de faire sentir, surtout aux Français, que s'il y avait de l'excès à cet égard, et des motifs légitimes de s'alarmer, le remède serait dans l'union avec la puissance qui leur tendra les bras, dès que l'état actuel des choses n'y mettra plus d'obstacle.

En récapitulant ces idées, il semble qu'en écartant les projets romanesques tout se réduit aux points suivants :

1° Généraliser les idées trop étroites de la Prusse et la forcer d'adopter un plan général.

2° Diriger toutes les pensées vers une guerre longue et active.

3° Persuader les Français qu'il n'y aura jamais de paix pour eux tant qu'ils seront gouvernés par Bonaparte (vrai ou faux n'importe).

4° Faire savoir aux Français qu'on n'en veut point aux limites de la France et se rapporter à quelque point certain, par exemple au traité de Lunéville.

5° Mettre en mouvement le Roi de France (sans se montrer, si on le juge convenable) et fixer en France un foyer de communication et d'insurrection, en observant, ce qui est de la plus haute importance, de laisser tout faire au Roi.

sement des torts ; et ce dernier n'ayant répondu que par la marche précipitée de son armée, le Roi de son côté se mit en marche.

Dans les premiers jours d'octobre, son quartier général fut établi à Weimar. Les généraux Rœchel et Brœchel s'étendaient sur Gotha et Eisenach : le Prince de Hohenlohe était à Iéna sur la Saale, ayant avec lui le Maréchal Mollendorff et le Prince Louis-Ferdinand. Le Prince de Brunswick était avec le Roi.

Le premier projet tout-à-fait hardi, et peut-être non moins prudent, était de s'avancer sur Fulde, et de prévenir les Français en pénétrant dans la Franconie. Mais la marche rapide des Français glaça l'armée du Roi et produisit un état d'incertitude qui a causé la défaite ; il y eut à cette époque une dissension assez vive. Quoi qu'il en soit (car je n'ai pas sur ce point des détails parfaitement sûrs) le Prince, qui croyait avoir à combattre 4 ou 5,000 hommes, se trouva bientôt attaqué par toute la colonne de Bernadotte, qui le repoussa avec grande perte, et le mena toujours battant jusqu'à Saalsfeld où il fut tué, et probablement ajusté de deux coups de feu.

Les Prussiens perdirent dans cette occasion 2,000 hommes, et beaucoup de terrain dans l'opinion.

Tout de suite les Français commandés par les généraux Soult et Davoust se mirent à descendre rapidement le côté droit de la Saale, pour couper au Roi la route de Leipsick et de Berlin.

Le Roi fut instruit de ce mouvement, mais il ignorait absolument la force des Français comme le malheureux Prince Louis l'ignorait aussi le 11. En général les Prus-

Monarchie Prussienne et la cause générale de l'Europe dans les plaines d'Auerstædt.

Je ne vous retracerai point la conduite de la Prusse depuis le Traité de Bâle, toute l'Europe la connaît : il n'y a pas un homme sensé qui n'ait prédit à la Prusse que ce système détestable de tergiversation, de complaisance, de fausseté, et d'isolement la conduisait à une perte infaillible. Elle n'a cru que ses flatteurs, ses philosophes et ses ministres corrompus. Elle est tombée, et quoi qu'on en dise, c'est pour toujours.

Au commencement de septembre, le Roi publia un manifeste, dans lequel il détaille, *minutatim*, la conduite de son Cabinet et celle de la France. Ce manifeste pourrait s'appeler *une bonne mauvaise pièce*. Elle est bien faite, bien déduite, c'est-à-dire qu'elle est matériellement bonne; mais dans le fond, c'est une confession générale, où la Prusse me paraît faire la figure la plus vile. Toutes ses complaisances, exposées chronologiquement, donnent à l'ensemble un air de timidité niaise du plus mauvais effet pour la Prusse. Il n'y a rien de si risible surtout que ses plaintes sur Wesel. Après avoir commis la faute irréparable de céder cette clef de l'Allemagne du côté de la Flandre, le Roi se plaint sérieusement *de ce que Bonaparte prenait pour son compte et fortifiait une ville qui n'avait été cédée qu'au Prince Joachim*. Il fallait en vérité beaucoup d'esprit et de pénétration pour deviner que Bonaparte se servirait de Wesel pour ses fins !

En terminant cette belle pièce, S. M. Prussienne ne fixait pas moins à Bonaparte, de la manière *la plus Romaine*, le terme péremptoire du 8 octobre pour le redres-

sement des torts ; et ce dernier n'ayant répondu que par la marche précipitée de son armée, le Roi de son côté se mit en marche.

Dans les premiers jours d'octobre, son quartier général fut établi à Weimar. Les généraux Rœchel et Brœchel s'étendaient sur Gotha et Eisenach : le Prince de Hohenlohe était à Iéna sur la Saale, ayant avec lui le Maréchal Mollendorff et le Prince Louis-Ferdinand. Le Prince de Brunswick était avec le Roi.

Le premier projet tout-à-fait hardi, et peut-être non moins prudent, était de s'avancer sur Fulde, et de prévenir les Français en pénétrant dans la Franconie. Mais la marche rapide des Français glaça l'armée du Roi et produisit un état d'incertitude qui a causé la défaite ; il y eut à cette époque une dissension assez vive. Quoi qu'il en soit (car je n'ai pas sur ce point des détails parfaitement sûrs) le Prince, qui croyait avoir à combattre 4 ou 5,000 hommes, se trouva bientôt attaqué par toute la colonne de Bernadotte, qui le repoussa avec grande perte, et le mena toujours battant jusqu'à Saalsfeld où il fut tué, et probablement ajusté de deux coups de feu.

Les Prussiens perdirent dans cette occasion 2,000 hommes, et beaucoup de terrain dans l'opinion.

Tout de suite les Français commandés par les généraux Soult et Davoust se mirent à descendre rapidement le côté droit de la Saale, pour couper au Roi la route de Leipsick et de Berlin.

Le Roi fut instruit de ce mouvement, mais il ignorait absolument la force des Français comme le malheureux Prince Louis l'ignorait aussi le 11. En général les Prus-

siens ont été aussi mal servis en espions que les Français l'ont bien été.

Le Roi donc avait résolu de porter son quartier général à Auerstædt, village et lieu de poste à trois ou quatre milles au Nord de Weimar, qui ne se trouve pas sur toutes les cartes. Ce pays plat et découvert lui paraissait propre à l'action de sa cavalerie, sur laquelle il comptait beaucoup. En même temps il avait rappelé à lui le Prince de Hohenlohe et les deux généraux Rœchel et Brœchel. La nuit du 13 au 14, il bivouaqua à Auerstædt, et le matin il se mit en marche pour repousser le corps Français qu'il attendait, et qu'il ne jugeait nullement considérable ; mais c'était une armée peut-être de 80,000 hommes, qui avait traversé la Saale à Kœsen et qui marchait sur l'armée du Roi. Le bruit du tambour qui se prolongeait dans le lointain apprit d'abord qu'on s'était fort trompé, et bientôt un brouillard très favorable aux Français s'étant dissipé, on vit ce qu'il en était ; la bataille commença de grand matin. Tout de suite le bruit du canon, du côté de Iéna, apprit au Roi que le Prince de Hohenlohe était attaqué. Il l'était en effet par l'armée de Bonaparte, de manière que le Prince au lieu de marcher au Roi, se trouvait obligé de faire volte face pour se défendre. Il avait alors sa gauche appuyée à la Saale et son armée s'étendait obliquement en dérivant vers le midi. Le Roi au contraire avait sa droite sur cette même rivière et sa gauche s'étendait vers le nord, en sorte que la position des deux corps pourrait être représentée par un triangle tronqué, dont la petite ouverture était sur la Saale.

Il y avait donc réellement deux armées et deux batailles de part et d'autre, et l'armée prussienne, divisée en deux corps qui se tournaient le dos, se trouvait au milieu de deux armées Françaises. Je n'ai jamais lu ni entendu conter rien qui ressemble à une pareille disposition. Mais d'un côté on voit, même sans être militaire, la précision, la rapidité, la prévoyance et l'audace réfléchie, de l'autre l'ignorance, les doubles volontés, et cette espèce de *trépidation* qui est mortelle à la guerre.

Le combat commença de très grand matin : à cinq heures du soir, la victoire était entièrement décidée pour les Français. Si l'on en croyait les premières nouvelles sur le nombre des morts, on n'aurait rien vu d'égal depuis la bataille de Cannes. On a parlé d'abord de 60,000 hommes. Aucune relation n'a dit moins de 45,000, savoir : 15 du côté des Prussiens, et 30 du côté des Français. Ceux-ci avaient incontestablement l'avantage du nombre ; mais on veut qu'ils aient eu 180,000 hommes tandis que le Roi n'en avait que 100,000. Sur tous ces nombres je suspends mon jugement. Le vaincu ne manque jamais d'exagérer deux choses : la force et la perte de son ennemi. L'Envoyé de Prusse m'a confessé la perte de 20,000 hommes en tout, depuis l'ouverture des hostilités ; le 11, peut-être n'en savait-il pas plus que moi sur ce point. Mais voici un étrange événement : après la bataille, le Maréchal de Mollendorff, au lieu de suivre le Prince de Hohenlohe s'est retiré avec 5,000 hommes sur Erfurt, et s'est allé jeter tout au milieu de l'armée Française qui l'a fait prisonnier avec tout son monde, le Prince d'Orange et deux généraux.

Quelle mouche avait piqué ce vieillard ? C'est ce que je ne saurais vous dire : mais telle est la fin du dernier général de Frédéric. Les plus grands reproches tombent cependant sur le Prince de Brunswick. On l'accuse d'avoir perdu du temps, et d'avoir fait un mouvement rétrograde qui a tout perdu. C'est probablement ce mouvement, dont je vous ai parlé, de Weimar à Auerstædt ; mais entre le Roi et lui, où est le juge ? On est encore assez d'accord que l'artillerie française a été supérieurement servie, et la Prussienne fort mal ; que l'armée du Roi a donné par bataillons, et que les colonnes se sont déployées sous le feu des Français placés en ligne. En un mot, on parle de plusieurs fautes militaires : tout mon étonnement est qu'on n'en ait pas fait davantage, et qu'un seul bataillon se soit sauvé. L'idée qu'un Roi soldat peut lutter avec un Soldat roi est une des plus fatales et des plus folles qui soient jamais passées dans la tête humaine. Le plus faible, le plus timide, le moins imposant des hommes se chargeant d'arrêter Bonaparte ! Je crois voir une feuille de papier opposée à un boulet de 36. On dit, on redit, on assure qu'il a eu deux chevaux tués sous lui : j'honore son courage, comme j'honore ses vertus morales et son caractère auguste ; mais il n'est pas moins vrai que s'il avait été tué, rien que le respect n'aurait empêché d'écrire sur son tombeau : *Ci-gît qui mourut follement, au lieu de vivre sagement*. Jugez, Monsieur le Chevalier, de ce qui serait arrivé avec une armée défaite, une jeune Reine, des enfants en bas âge, et l'usurpateur dans sa capitale ! Je reviens. On m'assure que les Prussiens ont sauvé leur

artillerie; Hohenlohe a rejoint le Roi, qui a jeté une garnison de 15,000 hommes dans Magdebourg et se trouve maintenant à Kustrin, derrière l'Oder, avec toute son armée; il a passé de sa personne à Stettin, mais je ne suis pas en état de vous tracer exactement la marche de l'armée d'Auerstædt à Kustrin. Peu importe, à ce qui paraît, dès qu'elle n'a pas été attaquée.

J'admire la bizarrerie qui a placé cette dernière bataille si près de celle de Rosbach. Les temps sont bien changés ! Je n'imagine pas de victoire plus grande, plus décisive, plus illustre que celle du 14 octobre : l'immense château de cartes de Frédéric II balayé comme une toile d'araignée ; la vieille réputation de cette armée effacée en un clin d'œil; un Prince du sang tué; un autre Prince de ce même sang, quoique étranger, prisonnier avec Mollendorff le dernier compagnon de Frédéric, relique vénérée de la guerre de Sept Ans ; un Prince souverain défenseur de cette même cause, Brunswick, battu ou blessé à mort ; Bonaparte couchant a Postdam et à Sans-Souci ; la Reine, sur le point d'être prise, échappant avec peine par Naumbourg et Weissenfelds ! Rien n'égale cette gloire, ni par conséquent notre chagrin. J'avais oublié de vous parler de la blessure du Prince de Brunswick. Une mitraille lui a emporté un œil, emporté le nez à cette hauteur, et même altéré l'autre œil. On dit cependant qu'il ne mourra pas, et même qu'il conservera l'œil touché. A son âge cependant cette blessure est terrible. Il s'est fait porter immédiatement chez lui, c'est-à-dire entre les mains du vainqueur. Il n'y avait pas de meilleur parti à prendre. L'Electeur de Hesse

était entré dans une coalition du Nord, faible équilibre de celle du Rhin ; mais Bonaparte, par sa marche rapide de 10 ou 12 lieues de France par jour, l'a surpris et l'a forcé de signer une neutralité qui a coûté au Roi de Prusse 25 ou 30,000 hommes d'excellentes troupes. Je suis inconsolable du sort de cet excellent Prince l'Electeur de Saxe : le massacre est tombé en grande partie sur ses troupes, mais Bonaparte a semblé affecter des égards envers lui. Il a renvoyé sur le champ les officiers saxons sur leur parole, en leur disant qu'il n'avait rien à démêler avec leur Maître, et qu'il ne faisait la guerre qu'aux Prussiens. Par la position que l'armée Prussienne a prise, la Saxe ainsi que la Marche et la Westphalie se trouvaient abandonnées. Le pauvre Electeur, après avoir fait et défait ses paquets plusieurs fois, a fini par les défaire pour la dernière fois, et par attendre tranquillement le vainqueur. Je ne vois pas même la posibilité de faire autrement : Bonaparte pouvait en user fort bien avec lui. Tout cela est bon en commençant ; il n'en fera pas moins son vassal, et lui prendra, si je ne me trompe beaucoup, son trésor, ses tableaux et sa fille.

Il a fait inhumer le corps du Prince Louis Ferdinand dans l'Eglise de Saalfelds, il a fait embaumer le cœur pour l'envoyer peut-être à la malheureuse mère de ce Prince, et il a renvoyé l'épée au Roi : sur quoi je dis, s'il m'est permis de citer à 52 ans ce que j'ai appris à 10 :

O douleur ! O respect ! Oh ! qu'il est doux de plaindre
Le sort d'un ennemi que l'on n'a plus à craindre.

Voilà, Monsieur le Chevalier, tout ce que je puis vous dire sur la partie militaire. Vous voudrez bien vous rappeler qu'il n'est pas du tout aisé de donner bonne relation d'une bataille. Je puis vous assurer que dans les recherches que j'ai faites pour être à même d'envoyer quelque chose de satisfaisant à S. M., j'ai eu lieu de me convaincre que des relations écrites sur les lieux, et par des militaires, contenaient des erreurs incontestables. Il me reste quelques doutes (mais sans conséqnence) sur l'action du 11, ou pour mieux dire sur la véritable faute du Prince Louis-Ferdinand, et sur la position précise du Prince de Hohenlohe. Mais ce que j'ai dit me paraît clair, et je ne crois pas avoir commis d'erreurs, du moins de quelque importance. Passons maintenant à la partie politique.

Le 23, nous reçûmes la nouvelle de l'affaire du 11, et de la mort du Prince Louis-Ferdinand, et le 28, un courrier Russe envoyé de Berlin nous apprit la défaite du 14. Sept jours s'écoulent sans qu'il nous arrive rien de la part du Roi de Prusse, de ce Roi nouvel allié de l'Empire de Russie dont les troupes marchaient à grands pas pour aller le secourir. L'opinion, comme vous sentez bien, ne demeure pas longtemps en suspens : on décida de tout côté *que le Roi traitait.*

Le 4 novembre, c'est-à-dire 21 jours après la bataille, nous vîmesarriver M. Scheller, aide-de-camp du Prince de Brunswick, dépêché de Kustrin en courrier, le 21 octobre, portant des dépêches pour le Comte de Goltz, Ministre de Prusse, et une lettre de S. M. Prussienne pour l'Empereur. Outre ce que vous avez lu, et ce que

nous ne savons pas, il nous a appris ce que vous allez lire.

Avant la bataille (le 12, si je ne me trompe), Bonaparte répéta la scène de l'année dernière, envoya au Roi un certain Général Montesont, porteur d'une lettre de compliment, c'est-à-dire, suivant les apparences, espion privilégié. Ce Monsieur fut pris dans je ne sais quel village par les avant-postes Prussiens, et mené au Prince de Hohenlohe, qui retint l'homme je ne sais pour quelles raisons, et envoya la lettre. Le Roi la reçut au moment de la bataille et la mit dans sa poche: le soir, il l'ouvrit. Bonaparte disait dans cette lettre : *qu'il s'était rendu à l'appel du 8 ; que si cependant S. M. Prussienne était disposée à éviter l'effusion du sang humain, il en était encore temps*, etc. Le Roi répondit en substance : *que si après l'événement d'Auerstædt, S. M. était toujours disposée à traiter sur des bases acceptables, elle pouvait les faire connaître ;* à quoi Bonaparte répliqua : *qu'avec les avantages que lui donnait la journée du 14, il croyait que ce n'était pas à lui à faire des propositions ; qu'il attendait celles de S. M. Prussienne.* Là-dessus, le Roi envoya Lucchesini, lequel n'était point encore de retour le 21, au départ de M. Scheller.

Vous voyez ici, Monsieur le Chevalier, l'incurable duplicité de cette puissance. Pendant que les troupes Russes s'avancent à grandes journées, sur les instantes demandes du Roi, il traite seul, et ne dépêche un courrier que lorsqu'il se voit repoussé par le vainqueur ; il le dépêche même avant le retour de Lucchesini, qui peut-être est arrivé une heure après , pour gagner du temps , et se dispenser d'annoncer le résultat.

Le Comte de Goltz, en m'apprenant cet envoi de Lucchesini, m'ajouta qu'il n'avait d'autre but que de gagner du temps, vu que les intentions de Bonaparte, qui étaient connues, n'étaient rien moins que la cession de la Westphalie et des Provinces Polonaises, ce qui n'était sûrement pas acceptable. Il ajouta que je pouvais compter avec certitude sur une seconde bataille ; mais comme il avait oublié de s'entendre avec Scheller, celui-ci dit le lendemain qu'on se croyait sûr de pouvoir éviter la bataille. Je vous écris ceci le 10 : il y a donc 20 jours que Lucchesini fut envoyé. Un courrier de Kustrin peut venir commodément en 8 ou 10 jours : jugez de ce qu'on doit penser. Observez d'ailleurs que vous voyez toujours les mêmes hommes en avant. Le peuple a menacé Lombard à Berlin au point qu'il a fallu lui donner des gardes. Il s'est retiré à Stettin où la même scène s'est répétée. Ces gardes avaient fait écrire d'abord qu'il avait été arrêté, mais un homme de ce mérite n'a rien à craindre en Prusse.

Dans sa lettre même à S. M. I. le Roi ne parle point clair sur les troupes Russes qui s'avancent. Il y a quelque chose de conditionnel dans cette lettre, et qui laisse apercevoir le cas où ces troupes seraient inutiles. S. M. Prussienne n'a pas voulu parler plus nettement aux Anglais : jamais elle n'a voulu prononcer explicitement la restitution du Hanovre, de manière que le lord Morpeth, qui était venu muni de pouvoirs immenses, s'en est retourné avec ses guinées.

Cependant, le premier corps Russe de 60,000 hommes (sauf les traîneurs), est arrivé le 31 octobre (n. s.) à

Varsovie, d'où il lui faut encore 15 ou 18 jours pour se rendre sur l'Oder. Qu'arrivera-t-il ? Je regarde comme très possible et même comme probable que le Roi, après les avoir demandés et attendus comme ses sauveurs, leur écrive sans façon qu'il n'a plus besoin d'eux. Mais ils sont chez lui, et plus de 150,000 autres s'avancent dans la Pologne Russe. C'est une des plus singulières combinaisons dont on puisse se former l'idée. Tout est possible, même de voir Bonaparte s'emparer des troupes Prussiennes et s'en servir contre les Russes. Si le Roi tient bon derrière l'Oder et qu'il y attende ses amis, il peut encore conserver une existence ; mais s'il traite, il est perdu. Bonaparte appelle déja la Reine *Madame de Mecklembourg*. Le manifeste Prussien rappelant nommément l'assassinat du Duc d'Enghien, je ne crois pas que ce soit jamais oublié. Tout me porte à croire que les innombrables prophéties faites sur la Prusse vont s'accomplir incessamment. Cet édifice de boue ne pouvait tenir.

Ici les affaires ne présentent pas un aspect extrêmement favorable. Je vous ai suffisamment parlé du Maréchal Kamenski : je vous ai dit hier quelles conditions il avait mises à l'acceptation du commandement. Il passe aussi pour certain qu'en parlant des jeunes aides de camp, il a prononcé un nom français qui rime parfaitement avec *freluquets*, mais qui est moins élégant. Je n'ajoute pas une foi explicite à ces sortes d'histoires, mais quelle qu'en soit la raison, il paraît que le vieux guerrier a déplu, car il s'est retiré sur ses terres. Aujourd'hui on le dit retiré.

De son côté le Comte Tolstoï, que je vous ai fait suffisamment connaître, s'était retiré à Moscou avec sa famille, ce qui est ici le grand symptôme de mécontentement *actif ou passif*. Il tenait pour la guerre. Tout à coup une lettre du Ministère l'a rappelé. Le Comte a répondu *que si S. M. I. avait besoin de lui, il osait croire qu'Elle lui ferait l'honneur de le lui écrire elle-même*. L'Empereur lui a écrit. Ces sortes de traits caractérisent les époques et les peuples.

M. le Comte Tolstoï est donc arrivé. Sa mission n'était point un secret. Il devait aller résider auprès de l'armée Prussienne en qualité d'Envoyé militaire et politique de S. M. I. Je ne saurais quel autre nom donner à cette commission. Mais on attendait les premiers événements : on les a vus, et le Comte est toujours ici. Son système est tout à la guerre, et repose uniquement sur les forces de la Russie. Certainement ces forces sont immenses, mais il y a trois grandes circonstances contre elle : l'immensité de l'Empire qui les dissémine, l'éloignement de l'arène, et le défaut de talents militaires. C'est ce dernier point qui m'inquiète le plus. Il arrive bien rarement que Scipion soit d'un côté et Annibal de l'autre. Les grands Généraux ressemblent assez à ce qui s'appelle le bonheur au jeu ; il se promène, il est tantôt ici et tantôt là. L'un écrase tout, et l'autre s'arrache les cheveux. Il n'y aurait ni conquête ni perte au jeu si le bonheur se divisait également. Il passe ici pour certain que, immédiatement après les couches de l'Impératrice, qu'on attend à chaque instant., S. M. l'Empereur fera ses dispositions pour aller prendre le commandement de ses troupes sur la

frontière ou ailleurs. J'en suis fâché. Ce moment est moins que jamais celui où il est permis à un Souverain de se compromettre. Il peut se faire qu'il y ait des cas où le monarque doive payer de sa personne ; mais hors de ces cas, si extraordinaires que personne ne peut s'y tromper, il joue trop gros jeu sans raison suffisante.

La Note circulaire ci-jointe vous apprendra où en étaient venues les affaires de Turquie : vous y verrez, Monsieur le Chevalier, l'occupation de la Moldavie et de la Valachie. Mais certainement la faible Turquie n'avait nulle envie de braver la Russie, ou de manquer à ses engagements ; elle obéissait simplement à la force, et au vent d'Austerlitz. Aussi elle s'est hâtée de réparer ses torts et de mettre les choses sur l'ancien pied ; maintenant je dis encore : qu'arrivera-t-il ? Si l'Empereur rappelle ses troupes de ces deux provinces, Bonaparte trouvera probablement moyen de tirer parti de cette modération. L'Empereur aura-t-il le courage d'aller son train, et de frapper sur la Dalmatie ? Nous verrons. Je n'ai pas besoin de vous dire combien cette occupation a dû *occuper* l'Autriche. Je ne pourrais pas vous assurer que ce Cabinet ait pris, à l'égard de celui de Vienne, toutes les précautions nécessaires pour ne pas l'effaroucher.

31 octobre (12 novembre). — J'en étais à cet endroit de ma lettre, lorsque nous avons appris par un courrier expédié à la Cour que la Prusse a disparu dans une seconde bataille donnée à Prentzlow le 29 octobre. Probablement je ne pourrai vous en communiquer les

tristes détails avant de fermer cette lettre, mais le résultat est certain : la Monarchie de Prusse a disparu. C'était une belle fusée lancée par Frédéric : *periit cum sonitu*. Je crois le Roi derrière la Vistule, et voilà la France frontière de la Russie. Incessamment la Pologne sera attaquée, et je crois que le rétablissement de cette puissance, si criminellement détruite, peut être mis au rang des événements les plus problables. Je crois aussi que Constantinople et l'Egypte entrent dans les plans de Bonaparte à qui rien ne résiste. Laissons-le faire.

Après cet événement, quelles espérances nous reste-t-il ? Hélas ! Monsieur le Chevalier, les mêmes précisément que nous avions en 1798 : le rétablissement de la Maison de France et du bon ordre, par les Français. La France a quelque chose à faire dans ce monde dont personne ne peut se mêler : de là vient qu'aucune puissance n'a réussi contre elle. Les succès de Bonaparte ne signifient rien contre le rétablissement des Bourbons. Les puissances paieront cher d'avoir combattu sans principes, et même contre les principes. Celle-ci a été humiliée comme les autres, et, si je ne me trompe, elle le sera encore. J'ai de trop bonnes raisons de le croire. Mais les succès n'immortaliseront pas plus la puissance de Bonaparte que celle du Comité de Salut Public ; c'est ma ferme espérance, c'est mon opinion raisonnable et raisonnée. Il reste un doute mortel sur l'époque. A cet égard l'esprit humain est impuissant, ou, s'il peut pressentir quelque chose, ce n'est pas ce que nous désirerions.

1er (13) novembre. — La bataille a eu lieu en effet à Prentzlow, bourg à 5 ou 6 lieues de Stettin. Elle a duré deux jours, et le troisième même on s'est battu. Les troupes Prussiennes ne se rendirent que lorsqu'elles furent complètement environnées par un nombre infiniment supérieur, et que le soldat se trouvait absolument rendu et dégoûté. Hohenlohe avait 40,000 hommes : la moitié peut-être a péri, le reste a capitulé ; mais Bonaparte, dit-on, ne fait pas de prisonniers, peut-être par l'impossibilité de les garder, comme il l'a éprouvé pour le corps de Mollendorff. Bientôt il les prendra par force pour les faire battre contre les Russes. Le massacre, comme vous l'imaginez, est terrible aussi du côté des Français. Un officier fait prisonnier a dit que son régiment seul en avait perdu 14. Mais qu'importe à celui qui les sacrifie? Il a usé de la victoire bien autrement qu'à Vienne où il avait fait le gentilhomme. A Berlin, il a été barbare à l'excès, et n'a rien oublié pour montrer le mépris réuni à la fureur. Il a fait enchaîner les gendarmes pris à la bataille de Prentzlow, et les a fait défiler devant lui dans cet état, le long des rues de Berlin; mais rien n'égale le traitement qu'il a fait subir au Prince de Hatzfeld que la bourgeoisie s'était donné pour Gouverneur provisoire après la fuite des autorités légitimes. Les Français avaient intercepté une lettre par laquelle le Prince de Hatzfeld informait le Roi de la véritable position des Français (crime énorme, comme vous voyez de la part d'un sujet); pour ce crime donc, Bonaparte l'a fait juger par un conseil de guerre, présidé par ce même Hulin qui avait présidé celui qui fit tuer le

au Gouverneur *s'il ne pourrait pas le faire arrêter ?* Celui-ci répondit qu'avec une autorisation aussi respectable il ne balancerait pas un moment. En effet, il fit arrêter Lombard, qui demeura huit jours à la geôle; mais dès que le Roi en fut averti, il envoya un courrier pour rendre la liberté *à son ami Lombard ;* et l'ami Lombard n'a pas plus tôt été rendu auprès du Roi, qu'il a fait exiler la sœur du monarque.

S. M. accordera le degré de compassion qu'elle jugera convenable, au Prince qui s'est le premier séparé de l'Europe à Bâle, qui a reçu à Mayence *les représentants du peuple* encore tout dégouttants du sang de Louis XVI, et qui les a fait manger avec ses Généraux pendant que les Princes français étaient baffoués, qui a reçu comme Ambassadeur l'abominable Siéyès, qui a reconnu le premier le titre Impérial de Bonaparte, qui a reconnu le premier la réunion du Piémont, la réunion de Naples et l'expulsion du Roi légitime, qui a placé le premier sur sa poitrine Royale le Cordon de la Légion d'Honneur, et qui a causé l'année dernière tous les malheurs de l'Europe.

Quant à la Reine, elle est digne de tout l'intérêt imaginable par son courage et par ses malheurs. Elle est désespérée. Comme elle tenait fortement au parti de la guerre, le Roi la maltraite fort; il passe pour certain que Bonaparte exige de lui qu'il la répudie: si le tyran insiste, le Roi cédera.

S. M. l'Empereur se conduit dans cette circonstance avec sa loyauté ordinaire : ses troupes ont ordre de faire la plus grande diligence, et les peuples se prêtent vo-

de détrôner absolument le Roi de Prusse, ce prince infortuné se trouvera incessamment réduit aux dernières extrémités. On dit bien que le Roi a été embarqué à Stettin: mais, dans ce moment de terreur et de confusion, qui sait ce qui est arrivé? Si S. M. pouvait obtenir, en attendant mieux, une province seule, où il y eût une ville et trois ou quatre villages, je voudrais qu'elle offrît un subside à S. M. Prussienne.

Ce Prince, au milieu de ces événements terribles, s'est montré tout-à-fait au-dessous des circonstances et de son caractère sacré. L'Envoyé de Prusse dans cette Cour n'a plus même les moyens de cacher cette triste vérité. Le Roi est à Graudenz, sur la Vistule, c'est-à-dire qu'il y était au départ du dernier courrier Russe, le 1er ou 2 novembre (n. s.); il est totalement livré à la faction Française, et il a exilé, autant qu'il peut exiler, les Comtes de Schulembourg et de Hardenberg, qui s'étaient rendus auprès de lui pour voir ce qu'il y aurait à faire dans ce moment. Le Gouverneur de Kustrin, qui est un brave homme, lui avait promis de défendre cette place de la première importance jusqu'au dernier homme; mais, tout à coup, il est arrivé un ordre royal qui enjoignait de la rendre, et 600 hussards Français y sont entrés par la porte.

Il a relégué sa sœur chérie, la Princesse d'Orange, dans une petite ville de Poméranie, et voici pourquoi. Lorsqu'elle était à Stettin avec la Reine, après la bataille du 14, Lombard y vint, après avoir été repoussé à Berlin, comme je vous l'ai dit. Les deux princesses se trouvant inquiétées par ses espionnages, la Reine demanda

au Gouverneur *s'il ne pourrait pas le faire arrêter ?* Celui-ci répondit qu'avec une autorisation aussi respectable il ne balancerait pas un moment. En effet, il fit arrêter Lombard, qui demeura huit jours à la geôle; mais dès que le Roi en fut averti, il envoya un courrier pour rendre la liberté *à son ami Lombard ;* et l'ami Lombard n'a pas plus tôt été rendu auprès du Roi, qu'il a fait exiler la sœur du monarque.

S. M. accordera le degré de compassion qu'elle jugera convenable, au Prince qui s'est le premier séparé de l'Europe à Bâle, qui a reçu à Mayence *les représentants du peuple* encore tout dégouttants du sang de Louis XVI, et qui les a fait manger avec ses Généraux pendant que les Princes français étaient baffoués, qui a reçu comme Ambassadeur l'abominable Siéyès, qui a reconnu le premier le titre Impérial de Bonaparte, qui a reconnu le premier la réunion du Piémont, la réunion de Naples et l'expulsion du Roi légitime, qui a placé le premier sur sa poitrine Royale le Cordon de la Légion d'Honneur, et qui a causé l'année dernière tous les malheurs de l'Europe.

Quant à la Reine, elle est digne de tout l'intérêt imaginable par son courage et par ses malheurs. Elle est désespérée. Comme elle tenait fortement au parti de la guerre, le Roi la maltraite fort; il passe pour certain que Bonaparte exige de lui qu'il la répudie: si le tyran insiste, le Roi cédera.

S. M. l'Empereur se conduit dans cette circonstance avec sa loyauté ordinaire : ses troupes ont ordre de faire la plus grande diligence, et les peuples se prêtent vo-

lontiers à favoriser cette marche. Hier même, 1er novembre (n. s.), S. M. I. dit à l'Envoyé de Prusse qu'Elle croyait que ses troupes s'étaient déjà mesurées avec les Français ; mais je suis fort trompé si les Russes ne sont battus, ce qui pourrait amener des suites étranges. Un généralissime de tête, entrant en Prusse avec un Manifeste convenable, appelant à lui les vrais Prussiens, et faisant des papillottes de tous les ordres contraires émanant d'un Prince séduit et esclave, pourrait faire de très grandes choses : mais nous n'en sommes pas là. La main qui a signé l'ordre de la reddition de Kustrin peut bien signer d'autres choses. Une sommation aux Russes de se retirer ne m'étonnerait nullement. Je ne vois d'ailleurs en Russie aucune physionomie militaire qui inspire l'espoir ; l'armée est mécontente et manque de confiance en elle-même ; on a voulu la former, mais la pédanterie militaire, encore plus sotte que celle de l'école, est directement contraire au génie Russe. Elle exclut d'ailleurs le talent militaire, comme le blanc exclut le noir. Enfin, je ne suis pas médiocrement alarmé de voir qu'on adopte le système de garnir les frontières, et de les défendre par un grand déploiement de troupes. Malheur aux guerres de *paravent !* Il n'y a qu'un moyen d'empêcher un ennemi voisin d'entrer chez nous, c'est d'entrer chez lui. Je crois que dans ce moment le Roi de Prusse, indépendamment de la garnison de Magdebourg qui est de 15,000 hommes, et des autres garnisons, qui se trouvent *surtout* en Silésie, pourrait encore disposer de 50,000 hommes sur la Vistule. Ces 50,000 hommes ont derrière eux au moins 150,000 Russes, et d'autres

fileront sans cesse de ce côté. Tout cela est bel et bon, mais je crains extrêmement que deux ou trois têtes ne rendent cent mille bras inutiles. Je ne puis vous dire combien je souhaite être mauvais prophète. Si cette lettre vous arrive avant que les événements que nous attendons soient connus, prenez, je vous prie, une carte et méditez sur les suites d'uue bataille perdue par les Russes sur la Vistule.

Il est très ordinaire ici d'entendre exprimer des craintes sur Saint-Pétersbourg. Or, cette crainte seule est un phénomène, dont la possibilité n'aurait pas été soupçonnée avant cette inconcevable époque. Il y a véritablement quelque chose de surnaturel dans tout ce qui se passe.

J'ai appris avec un extrême plaisir, par une lettre du Comte de Front, du 8 octobre, les excellentes dispositions de l'Angleterre en faveur de S. M. ; c'est bien nous qui devons dire : *God save the King !* De ce côté les dispositions sont tout aussi bonnes, mais tout dépend des événements. J'imagine que Bonaparte, voyant dans ces deux puissances une persévérance sur laquelle il ne comptait nullement, doit être furieux contre S. M. ; je la supplie de prendre garde à Elle dans tous les sens du mot. L'armée de Bonaparte a passé l'Oder à la nage, et au mois de novembre. Voilà le fruit de ses écoles de natation, et de ses manœuvres dans l'eau, qu'il fait exécuter avec armes et bagages, comme une partie de l'exercice ordinaire. De là, il a couru sur la Vistule, qu'il a passée un peu au dessus de Dantzig, près d'une petite ville qu'on appelle, je crois, Mewe. Voici de ses élégances !

Il a dit de l'Electeur de Saxe: *C'est un imbécile qui ne sait pas régner, je le lui apprendrai.* — Et du Duc de Brunswick. — *Je châtierai ce vieux drôle de l'insolence qu'il a eue de me combattre.* Il l'a déclaré déchu de ses états. Tout cela est dans l'ordre. L'homme qui hurle contre la noblesse est à coup sûr un plébéien, et jamais véritable Souverain n'insulta la Souveraineté.

L'intention de Bonaparte est de laisser derrière lui toutes les citadelles, de voler sur Benningsen qui amène la première armée Russe, et de l'écraser avant que la seconde ait pu l'atteindre. Il faut bien compter sur son étoile pour hasarder de telles imprudences.

De ce côté, M. le Comte Tolstoï est parti subitement, dans la nuit du 11 au 12 (n. s.), à la nouvelle des désastres de la Prusse ; il m'a répété ce qu'il m'avait dit auparavant, que les Prussiens ne feraient aucune résistance et que son Maître devait faire la guerre seul, avec toute l'énergie qui appartient à ses immenses moyens. Je crois que le Comte Tolstoï s'en va droit au Roi de Prusse, qui est à Kœnigsberg, car sa mission n'est pas directement militaire ; il fera ce qu'il pourra de ce Prince qui est faible, découragé, et d'ailleurs entièrement livré au parti français. Il paraît, au reste, qu'on a senti ici l'importance des circonstances, et qu'on songe sérieusement à se faire honneur.

Il y a dans la Russie européenne, 18 divisions qui devraient être chacune de 18,000 hommes, mais il ne faut jamais compter sur le complet. L'une de ces divisions est en Finlande, l'autre dans le Gouvernement de Saint-Pétersbourg, cinq sont sur les frontières de la

Turquie, et onze marchent sur les Français. Benningsen a de 60 à 70,000 hommes, et Buxhovden le suit avec plus de 80,000. Le premier a ordre de marcher lentement, et de ne pas livrer bataille, et s'il voit que Bonaparte la cherche, de se replier sur son collègue, qui a ordre d'avancer à fortes journées. Dans l'étendue des provinces que les troupes parcourent, chaque mille hommes doit fournir trois chariots et quatre paires de bœufs, que S. M. paie 100 roubles la paire ; de plus il accepte le service des conducteurs comme service militaire, tant pour l'exemption de la conscription que pour les secours aux veuves et enfants Il y a de plus deux armées de réserve, dont l'une est composée de toutes les garnisons, excepté celle de Moscou.

Enfin, l'on m'assure que le Maréchal Kamenski, qui à le commandement général, a reçu carte blanche. Il est parti directement de sa campagne et ne paraît point ici. Les conditions qu'il avait mises à son acceptation, et les petites singularités que je vous ai fait connaître, ne sont pas les vraies causes qui l'avaient éloigné : c'était tout au plus le prétexte. J'ai su très certainement que la Prusse l'avait exclu , donnant pour motif *qu'il est trop cruel*, mais dans le fond, pour demeurer maîtresse de l'armée Russe, la traiter comme celle d'un simple allié, et la renvoyer au besoin sans façon. Les Prussiens se sont trouvés bien loin de compte, et l'Empereur, sentant enfin ce qu'il est, a fait dire à S. M. Prussienne que son rôle ne pouvait plus être celui d'un allié, et qu'il agirait comme il lui paraîtrait bon. En conséquence la Pologne Prussienne sera très probablement occupée, dans toute

l'étendue du terme ; en second lieu (et ceci est fort important) les Cosaques, exclus encore par la Prusse, comme ils l'avaient été l'année dernière, vont être lancés sur l'ennemi. Le hetman des Cosaques du Don en mène 25,000, indépendamment de ceux qui sont attachés aux différents corps. Ce chef, qui se nomme Platof, est un homme de résolution, et sa renommée est grande dans son genre.

Voilà donc une guerre vraiment Russe, et il me paraît que ces nouvelles dispositions excluent absolument l'idée d'une guerre de cordon. Cependant les esprits ne sont point du tout rassurés ici. Quand je dis *les esprits*, je n'entends pas les bons esprits. Cependant c'est un très mauvais signe.

Le pauvre Comte de Goltz fait pitié : il est anéanti. Les Français ont intercepté son dernier courrier qui portait au Roi les déterminations les plus secrètes de S. M. I. pour la guerre qui allait commencer. Tout était au clair et Bonaparte aura lu de belles choses sur son compte. Comme il n'a aucune idée de générosité, il est à craindre qu'il ne se venge particulièrement sur ce Ministre dont les terres sont sous sa main.

Le Prince Ypsilanti est ici. Hier 17 (n. s.) il a dîné chez le Général de Budberg avec le Corps diplomatique, je veux dire les Ambassadeurs et les Ministres seuls. C'est un homme de 45 ans, à ce qu'il m'a paru; de beaucoup de mérite, dit-on, et fort instruit ; il s'exprime assez bien en français. Il n'a amené *ici* avec lui que son fils, joli jeune homme de 14 à 15 ans ; mais sa femme,

sa maison et ses trésors qu'on dit considérables sont en Russie. Il a refusé le firman du grand Seigneur qui le rétablissait en Valachie. Au contraire son collègue de Moldavie, le Prince Maurosi, est demeuré en Turquie; il a accepté le firman, et il est revenu prendre sa place. Dans très peu de temps, nous saurons lequel des deux a mieux calculé. Le Prince Ypsilanti a eu, en arrivant, une conférence de deux heures et demie avec l'Empereur. Il lui a démontré, à ce qu'on assure, que le moment était venu de marcher droit à Constantinople, et que ce mouvement déciderait du sort même de la Russie. Vous voyez, Monsieur le Comte, comment toutes les choses s'arrangent pour le bouleversement général du globe. Les murs de Sainte-Sophie, qui n'ont pas oublié le Grec, entendront encore avec plaisir, *Kyrie eleison* ! Nous verrons bien d'autres choses.

Dans la nuit du 14 au 15 (n. s.), à trois heures après minuit, S. M. l'Impératrice est très heureusement accouchée d'Elizabeth Alexandrowna : pas davantage. On souhaitait autre chose, comme vous sentez bien.

Dans ce moment, 7 (19) novembre, on assure que le Maréchal Kamenski arrive ici. Voilà bien du temps perdu. En général, j'espère peu, par les raisons que j'ai eu l'honneur de vous dire, et par d'autres encore qui tiennent à des observations particulières. D'ailleurs quand on battrait Bonaparte sur la Vistule, il lui resterait encore un pays passable. Les Russes le suivraient-ils jusque sur le Rhin ? Feraient-ils le siège des places qu'il possède depuis Mantoue jusqu'à Berg op-Zoom ?

Aucun changement efficace ne peut s'opérer que par la France ; mais tant qu'elle souffrira Bonaparte, l'Europe sera obligée de le souffrir.

9 (21) novembre. — Avant-hier le Général Phoult est arrivé ici, en courrier, de Graudenz où il a laissé le Roi le 8 (n. s.) ; donc Bonaparte n'avait point encore passé la Vistule, comme je vous l'avais mandé *d'après l'Envoyé de Prusse*, car je ne parle jamais en l'air. La vérité est que Bonaparte pousse deux colonnes, l'une sur Dantzig et l'autre sur Posen ; son dessein est de se fortifier sur la Wartha, pour manœuvrer ensuite, comme il jugera convenable. Il a fait dire au Roi de Prusse que dans l'état où les armes Françaises l'avaient réduit, il ne s'agissait pas d'un traité de paix proprement dit, mais qu'après l'arrivée de MM. de Talleyrand et Maret qu'il avait mandés, on entrerait en *pourparlers*. Il a prononcé, dit-on, le nom de l'*Oder*, comme limite des possessions futures du Roi. Je n'en réponds pas, mais je répondrais bien que celui ci serait assez content.

Au dîner dont je vous ai parlé, le Prince Ypsilanti dit au Comte de Goltz après le repas : « *Est-ce vous, Monsieur le Comte, qui étiez au Congrès de Sistova?—Non, mon Prince, c'était le Comte de Goertz. — M le Comte de Haugwitz est-il toujours Ministre de S. M.? — Oui, mon Prince. — Et M. Lombard? ..* » Puis il s'éloigna sans attendre de réponse. Goltz me dit : « *C'est un coup de poignard pour moi d'entendre parler de Lombard.* » Je lui répondis : « *Mon cher Comte, avouez aujourd'hui que Louis XIV connaissait bien ces Messieurs lorsqu'il les*

chassa : vous les avez reçus, ils ont bien payé le loyer. — Vous n'avez que trop raison. »

Sans doute j'avais raison, mais qu'importe d'avoir raison après coup?

Ce général Phoult, dont j'avais l'honneur de vous parler tout à l'heure, est le même qui fut envoyé l'année dernière à Vienne, après la bataille d'Austerlitz, sur les pas de Haugwitz, et que ce Ministre expéditif renvoya sans façon en lui disant que tout était fait.

Nul doute que ce Général n'apporte, ou n'ait apporté quelque chose d'intéressant, en bien ou en mal, sur la position et les dispositions du Roi ; mais je n'ai pu rien pénétrer. Il y a ici une relation de la bataille du 29, faite de main de maître ; je suis bien fâché de ne pouvoir pas vous l'envoyer. C'est en effet l'irrésolution du Roi qui a tout perdu. Le Duc de Brunswick voulait qu'on reculât, et le Maréchal de Mollendorff qu'on marchât en avant. Pour comble de malheur, il s'éleva une question de prééminence pour savoir si la qualité de parent donnait une supériorité à un Feld-Maréchal sur l'autre. Ces fatales discussions durèrent 48 heures. Les officiers Prussiens, malheureusement trop instruits, virent que ce repos les perdait. Ils s'alarmèrent, ils crièrent : *Nous sommes perdus*. L'armée les comprit, elle sentit sa position, et fut battue avant le combat. Bientôt le Roi fut tourné (sans le savoir !!!), par une armée entière. Vous savez le reste. *Hoc erat in fatis*.

La déclaration dont je viens de vous parler, après avoir dit que la nuit du 14 au 15 passa tout ce qu'on peut imaginer en fait de désordre, de confusion, et de

désespoir, ajoute ce trait : *Lucchesini seul avait conservé la tête : il prit des chevaux de poste et se sauva le premier.*

Voici un trait de résolution militaire qui mérite attention. Les Suédois qui se trouvaient, comme je vous l'ai mandé à Lauenbourg (au nombre de 12 ou 15,000 peut-être), se voyant coupés sur Stralsund par les Français, ont marché sur Lubeck où ils sont arrivés dans la nuit du 4. On leur a fermé les portes : ils les ont fait sauter, se sont emparés de tous les vaisseaux qui étaient dans le port, et se sont bravement embarqués (pour Rugen apparemment). Un instant après, un corps de Prussiens sous les ordres, à ce qui me semble, du Général Le Coq, et qui venait de Travenmunde s'est présenté, et sur le champ a été suivi par le corps Français de Bernadotte. Il s'en est suivi un combat dont on ne savait pas encore l'issue lorsque le courrier envoyé par quelques négociants, le 5, est arrivé ici par la Suède. Ce qu'on sait, malheureusement, c'est que les Français ont certainement pillé et peut-être brûlé Lubeck. Ils ont fait en Allemagne beaucoup d'autres exploits que vous apprendrez par les *Gazettes.*

Au milieu de tant d'événements désastreux, S. M. a besoin de toute la force de son âme. Si j'avais l'honneur d'être auprès d'Elle, peut-être qu'en tâchant de lui montrer ce qui s'opère maintenant dans le monde, je pourrais avoir le bonheur de lui donner beaucoup d'espoir ou beaucoup de consolation, mais c'est un sujet infini : j'y reviendrai peut-être, ceci étant tout à fait indépendant de toute variation dans mon sort. Aujourd'hui il faut finir : j'ai assez et peut-être trop écrit ; je

sens moi-même que je sors quelquefois du style officiel par des réflexions qui appartiennent à la morale ou à la politique, mais je vous prie de considérer que je ne fais jamais de brouillon. Rien ne serait plus aisé que d'effacer et de donner des feuilles raturées à un secrétaire, si le temps de la jeunesse n'était pas trop précieux pour la charger de copier cinquante pages : ainsi je vous livre le premier jet. C'est une *effusion* plutôt qu'une *composition*, que vous voudrez bien excuser encore pour cette fois, d'autant plus que la grande et redoutable tragédie qui se joue maintenant dans le monde, absorbe toutes les facultés pensantes et nous entraine dans les dissertations. Tout homme qui a reçu quelques leçons de la véritable philosophie peut dire aujourd'hui comme Job : « *Plenus sum sermonibus* » et sans doute il est excusable s'il ajoute comme lui : *Loquar et respirabo paululum !*

J'ai l'honneur d'être.....

P. S. — M. le Général de Budberg ayant retardé le départ du courrier Napolitain, je puis ajouter quelques mots à ma dépêche numéro 10. — Le général Phoult, dont j'ai beaucoup parlé, est le même qui se rendit ici, il y a douze ans, pour le partage de la Pologne. Ce rapprochement est singulier. C'est un homme qui entend parfaitement son métier. Il dit ouvertement que la Prusse peut encore disposer de 60,000 hommes de bonnes troupes, et qu'il y aurait encore beaucoup de choses à faire, il a même donné un très bon Mémoire sur ce sujet, mais il ajoute avec la même franchise que le Roi et son conseil lui semblent *invincibles*. Maintenant

il s'agit de savoir quel parti prendra S. M. l'Empereur, et s'il prendra sur lui de se rendre le tuteur forcé de S. M. Prussienne. Le caractère de l'Empereur Alexandre n'est pas du tout porté à ces coups décisifs, et peut-être aussi que son attachement personnel pour la personne du Roi de Prusse nuira à ce qu'il faudrait faire. Nous verrons comment ces éléments contraires se débrouilleront. Les corps des Généraux Buxhovden et Benningsen se sont réunis près de Grodno : les Cosaques s'ébranlent. Ce Platof, que j'ai nommé, n'est que le lieutenant du Chef qui se nomme Goritsch. Le Maréchal Kamenski part demain; plusieurs personnes assurent toujours qu'il n'est réellement envoyé que par l'opinion, *Regina del mondo*, mais que le Maître, en obéissant avec quelque regret à cette puissance, en veut toujours au vieux guerrier pour les traits un peu acérés qu'il a lancés sur les jeunes gens. Appelé par l'Empereur après les désastres de la Prusse, il est arrivé d'*Arool* (plus de 1,000 verstes d'ici) avec la célérité d'un jeune homme ; il s'est jeté en arrivant aux pieds de l'Empereur, l'a félicité sur l'heureux accouchement de l'Impératrice, et l'a supplié au nom de la Russie de vouloir bien lui donner des Princes. Dieu veuille qu'il n'ait pas le sort de tant de vieillards dans cette guerre. Souwarof, son compagnon, fait une belle exception.

Bonaparte ne semble pas extrêmement pressé de passer la Vistule ; il prend ses mesures : il enrôle, il organise, il assure ses derrières, il pille, etc...; ensuite il se battra ou il négociera suivant les circonstances, et sans qu'on puisse le forcer à rien. Le Roi de Prusse conser-

vera peut-être quelques provinces, mais quant à la puissance qui existait il y a deux mois, si je ne me trompe infiniment, c'en est fait.

Le Prince Kourakin part enfin pour Vienne. Il s'est expliqué, dit-on, avec le Comte Razoumoski et lui a déclaré qu'il n'était là que pour obéir, et en attendant. D'un autre côté, la famille et le parti du Comte, qui sont très puissants ici, ont obtenu qu'il ne quitterait point Vienne. Ainsi, *tout va bien.* Le Prince Kourakin est puissamment riche, il compte dépenser à Vienne au moins 200,000 roubles. Une de ses parures complètes vaut sans contredit un de nos patrimoines honnêtes. De savoir ensuite s'il est l'homme qu'il fallait envoyer pour tenir tête à La Rochefoucauld, c'est une autre question. Il reçoit peu, parce qu'il vit chez l'Impératrice Mère. Cependant, je le connais; j'ai mangé chez lui, et j'en reçois toujours des politesses.

Le Maréchal Kamenski a exigé et obtenu tous les droits et privilèges des anciens Maréchaux, qui sont immenses; il peut créer des officiers jusqu'au grade de lieutenant-colonel, il peut choisir ses officiers généraux, les placer, les déplacer à son choix. Il peut destituer et mettre en jugement tout officier quelconque. On lui a donné beaucoup d'aides-de-camp protégés, sur lesquels il n'a fait aucune difficulté. *Autrefois*, a-t-il dit, *je connaissais tous les officiers de l'armée jusqu'aux Majors; aujourd'hui je ne connais pas seulement vos Généraux. Donnez-moi qui vous voudrez : Si je n'en suis pas content je les renverrai.* Il a ajouté : *Je ne connais pas même votre tactique, mais je me battrai à ma manière.* Vous voyez le

vieillard morose, *Laudator temporis acti*, mais vous voyez aussi le guignon Russe contre le *Germanisme*. Kamenski est un homme terrible. Un homme qui a servi sous lui disait l'autre jour : « *Non seulement il est capable de battre un officier, mais de le mordre, s'il n'avait point d'autre arme* ». Du reste, tout le monde est d'accord qu'il n'y a plus de salut que par lui, ce qui me fait craindre qu'il ne meure. S'il arrive sain et sauf sur la Vistule, si on ne le gêne point, et si Bonaparte veut aller en avant, nous serons témoins d'un choc épouvantable. J'ai pensé que S. M. ne serait pas fâchée de recevoir quelques détails sur le compte d'un homme après lequel il n'y a rien.

Je n'ai jamais parlé des affaires d'Italie, vu que S. M. est plus près que moi des événements. L'amiral Siniavin est certainement un très brave homme, mais il manque de forces et non de jaloux. Il passe pour certain qu'il a été assez sévèrement grondé pour de bonnes choses qu'il a faites. Toujours il y a eu ici je ne sais quelle force qui écarte toute idée d'agir sur l'Italie : quand la dernière escadre est partie, un Ministre a fait tout au monde pour y faire envoyer des troupes, sans pouvoir réussir. Des nouvelles de ce pays seraient ici très précieuses. Rien n'arrive. Au moment où j'écris, nous ne savons encore que penser de la mort de Masséna tant annoncée de tous côtés.

183

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 1er (13) novembre 1806.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Depuis que j'ai l'avantage de communiquer avec vous, mes lettres n'ont cessé de vous témoigner les sinistres pensées qui m'agitaient sur les dispositions de S. M. à mon égard. Il n'y a certainement dans toute l'histoire diplomatique aucun exemple d'un Ministre traité comme je l'ai été. Le temps est venu, Monsieur le Chevalier, où l'honneur et le devoir me commandent également de sortir d'une carrière qui ne me présente que le double malheur de déplaire et de me perdre.

Certainement, Monsieur, je n'ai pas la tête échauffée : c'est avec le sang froid le plus parfait que je vois ma situation. A Dieu ne plaise que je prononce le mot d'injustice, ou que j'en aie seulement l'idée. S. M. m'a traité sans miséricorde ; mais elle a ses raisons que je respecte profondément, comme je le dois. Je les trouve dans mon caractère ou dans quelque fait dont ma conscience ne sait rien, et je tire précisément de ces raisons la nécessité cruelle de me retirer. On n'est pas traité ainsi sans de grandes raisons, et celui qui a de si grandes raisons contre lui doit s'exécuter de lui-même. Le plan adopté

à mon égard, et suivi avec une constance véritablement terrible, a deux buts très évidents : le premier, de me présenter aux amis de S. M. comme un pis aller ; le second, de prévoir toute élévation de moi ou de ma famille à l'époque de la Restauration. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir cela. S. M. m'a très clairement exclu du nombre de ses sujets : car on ne peut être sujet que par le domicile, par le vasselage ou par les emplois. Je ne le suis d'aucune manière. Reste l'affection : il n'en fut jamais de plus vraie ni de plus trompée.

Du premier moment de mon arrivée, j'ai constamment tenu le même langage. J'ai dit que le grade était tout dans ce pays : un Ministre, sans état auprès de son Maître, était une absurdité politique ; j'ai montré que j'étais tourmenté à la fois de toutes les façons. Je n'ai rien obtenu, je ne dis pas de la bonté, de la générosité, de la justice du Roi, mais de son humanité seule. Cinq ans de plaintes, de représentations, de supplications l'ont constamment trouvé inébranlable, et l'expérience que j'avais faite sur moi-même s'est bientôt répétée sur mon fils : jamais je n'ai pu obtenir un état pour lui. A présent que faire ? Il a 18 ans : puis-je le laisser inutile et sans existence ? Je m'obstinais auprès de cette Maison de Savoie, pour qui j'aurais voulu tout sacrifier ; je n'écoutais pas les avis des amis et des gens sages, ni même ma propre prévoyance, espérant toujours qu'une famille, qui a fait les preuves de la mienne dans la révolution, serait adoptée hautement. Elle serait sauvée aujourd'hui, si S. M. l'avait voulu, sans qu'il lui en eût rien coûté. Quand je pense, Monsieur le Chevalier, qu'on

m'a offert ce vil *** pour Secrétaire de Légation et que peu de temps après j'ai appris qu'il n'était pas possible de donner un grade à mon fils, je comprends que mon imagination ne saurait aller trop loin. Ma famille est perdue, ainsi l'a voulu S. M.; du moins, il faut qu'elle change de Maître, et qu'elle commence par le premier échelon. — Si le Roi savait ce qu'il m'en coûte, il connaîtrait au moins mes sentiments.

Je vous prie donc, Monsieur le Chevalier, de vouloir bien faire agréer à S. M. qu'elle daigne me rappeler ; il me semble que la chose peut se faire de la manière la plus naturelle, en écrivant ici que S. M. ne croit pas devoir rompre de fait un mariage, et que, d'un autre côté, Elle ne peut supporter une augmentation de dépense.

Si Elle daigne me recommander à S. M. I. simplement comme un honnête homme qui l'a servie fidèlement, je serai infiniment sensible à cette faveur, mais je ne prétends pas y avoir aucun droit ; je m'en remets pleinement à sa générosité. S. M. se débarrassera ainsi d'un poids fatigant, et moi j'oublierai, dans ma pauvre solitude, toutes mes anciennes espérances : je suis à charge, mais S. M. m'est témoin que ce n'est pas ma faute. J'étais époux et père en 1802 comme aujourd'hui ; je n'ai jamais été enivré d'une folle ambition : je résistais de toutes mes forces à ce fatal honneur. Je parlais avec candeur du présent ; je prophétisais sur l'avenir, je me craignais moi-même. Ce n'est donc pas moi, Monsieur le Chevalier, qui ai amené cet ordre de choses ! Cependant j'en suis la victime : je m'y soumets comme si je l'avais mérité. Ce que j'éprouve en songeant sans cesse

que le Roi a cette famille sur les bras ressemble à un remords. Ou je connais mal S. M., ou Elle souffre elle-même en voyant qu'Elle ne peut ni me la refuser ni me la rendre. Dans cette malheureuse position, c'est au sujet à prendre son parti. C'est après cinq ans d'un silence mortel (car jamais ce sujet ne s'est trouvé sous votre plume) que je crois ne devoir plus écouter qu'un désespoir qui peut s'appeler raisonnable. Tout a un terme, Monsieur le Chevalier : mes forces ne s'étendent pas au delà.

Assurez, je vous prie, S. M. que si je n'ai pas fait plus d'économies, ce n'est pas non plus ma faute, mais c'est que je n'en sais pas davantage. Toutes mes richesses se réduisent à un service de déjeuner qui vaut 400 roubles : j'en dois la moitié. Du reste, jamais je n'ai pensé à me rembourser de ce qui m'est dû par tant de moyens usités. Je vous répète que je n'ai rien du tout.

Je n'ai aucun moyen de vous exprimer le chagrin que j'éprouve en rompant des liens qui devaient durer autant que moi ; mais l'honneur et le devoir commandent trop impérieusement. Il faut employer les jours qui me restent pour sauver ma famille. Je ne dis pas que je me console jamais d'avoir été si méconnu de S. M., mais certainement il n'y a pas dans mon cœur un seul sentiment que j'eusse intérêt de lui cacher. Mon vœu le plus ardent sera toujours qu'elle soit environnée de sujets, je ne dis pas qui lui soient plus attachés, la chose n'est pas possible, mais qui aient le bonheur de lui être plus agréables.

Il est inutile, je pense, de vous faire observer que

jamais il ne m'est échappé la moindre plainte. Il n'y a pas de jours que je n'entende : « Pourquoi ne faites-vous pas venir Madame ? » Il s'est même passé une fois une scène assez comique, une dame ayant entrepris de me quereller, en fort bonne compagnie, et de me prouver que j'en agissais assez peu tendrement à l'égard de ma femme. S. M. peut faire prendre des imformations, Elle apprendra comment je réponds.

Ce que je vous demande en grâce, Monsieur le Chevalier, c'est de ne pas employer de papier pour me convaincre que je me trompe, que S. M. est très contente. Les gens qui souffrent n'aiment pas les railleries ; il en résulterait d'abord deux maux considérables : c'est que nous n'ajouterions foi ni l'un ni l'autre à ce que vous auriez écrit.

J'ai l'honneur d'être.....

184

A Mme la Comtesse de la Chavanne (1).

Saint-Pétersbourg, 10 novembre 1806.

Ma très chère tante, toutes les lettres de ma femme, pendant qu'elle était à Chambéry, ne m'ont parlé que des amitiés dont vous l'avez comblée, et des douceurs

(1) Tante maternelle de M. de Maistre.

infinies dont elle a joui chez vous. Ma chère petite Adèle, de son côté, fait chorus, et me conte dans ses lettres, toutes pleines de tendresse et de reconnaissance, comme quoi elle n'était *chez elle* que *chez vous*. Je sais que vous lui avez accordé une hospitalité entière, c'est-à-dire à elle et à ses portefeuilles, et qu'elle a trouvé dans votre maison une maman, des sœurs et des frères. Tout a changé pour moi, ma chère tante, excepté cette famille que rien ne peut changer. Souvent je pense que si une bouffée de ce vent qui m'a tant promené s'avisait de me porter où vous êtes, je vous demanderais un petit coin chez vous, et que je ne voudrais plus en sortir : c'est là où toute ma patrie serait concentrée pour moi ; les autres cœurs me sont étrangers ; mais qu'importe, dès que je ne serai jamais étranger au vôtre et à ceux qui vous environnent? Vous n'avez sûrement pas oublié qu'à l'âge de quatre ou cinq ans je vous épousai formellement, que je vous appelais fort bien *ma femme* envers et contre tous, et que je voulais tuer les téméraires qui auraient osé concevoir des projets sérieux sur votre personne. Si depuis je vous cédai de bonne grâce à ce digne Comte de la Chavanne, de vénérable mémoire, pour sauver la chèvre et le chou, je ne tardai pas à vous déclarer ma mère : ainsi, vous voyez, ma chère tante, que mon cœur a constamment voulu ajouter au titre que la nature m'avait donné auprès de vous, quoique la bonne dame m'eût placé assez près. Chaque jour, je vous l'assure, mon imagination me transporte auprès de vous. C'est une de mes plus douces jouissances de me rappeler les scènes enfantines de mes premières années, où vous

étiez toujours mêlée pour quelque chose. L'âge de la raison amena d'autres plaisirs; mais je ne me souviens pas d'en avoir goûté de réels hors de cette société que je n'ai jamais remplacée. Tout ce que je vois, ma chère tante, n'est que du bruit. A mon âge, on ne change pas de goût; je ne m'amuse réellement qu'avec mon petit compagnon : il s'occupe fortement de la langue du pays; il lit, il écrit, il *jacasse* ; nous ne nous quittons jamais. Autant qu'un aussi proche parent en peut juger, il me semble qu'il a bien réussi; mais je ne sais comment ce que je possède ne sert qu'à me faire rêver davantage à ce qui me manque. Je n'ai pour tout bien que les portraits de *ces trois créatures*, et c'est viande creuse. Savez-vous, ma chère tante, que ces aimables images ont demeuré dix-huit mois en route, et que je les croyais perdues sans ressources? Mais, enfin, les voilà ! Je connais donc ma chère petite Constance et son chat : elle n'est pas aussi bien que sa sœur, mais il faut aussi dire qu'elle a été assez mal *tirée* (voyez, ma tante, si je me rappelle les bons termes) ; je lui trouve l'air spirituel, mais c'est peut-être une *paternalité*.

Voici ce mauvais sujet de Xavier qui veut que je lui rende la plume. Mais, Monsieur, attendez donc : j'ai encore une infinité de choses à dire ; il faut que j'embrasse de tout mon cœur cette excellente Thérèse, qui est tout amour, comme sa patronne, et qu'on ne saurait aimer assez. Je veux aussi faire ma révérence à l'aimable Rosette, et la prier de mettre mon petit cousin sur ses genoux, afin que je puisse le caresser à mon aise ; je la félicite de l'esprit et de l'amabilité de cet enfant,

dont on m'écrit des merveilles. Mais combien je suis fâché des longues souffrances de ce pauvre Joseph! Je l'embrasse tendrement, ainsi que son frère : il y a toujours quelque chose qui va mal dans ce monde. Envoyez mes caresses, à travers les Alpes, à la grave Marianne; je baise vos deux mains, ma chère tante, ma bonne maman; je me recommande tendrement à votre souvenir; le mien vous poursuit, vous environne, vous assiège. Pour peu qu'il y ait de sorcellerie dans le monde, vous devez me voir quelquefois. Il y a des moments où il me semble que je réussis tout à fait, et que j'entre chez vous. Ah! ma chère Thérèse, avance-moi donc un fauteuil; je viens de loin, je suis bien las; fais-moi donc du vin brûlé, j'ai bien froid. Mais quelle extravagance! Cet homme est-il fou? — Ma chère tante, si vous saviez pourquoi je ris, vous ne me blâmeriez pas. — C'est pour ne pas pleurer.

185

Au Roi Victor-Emmanuel.

Saint-Pétersbourg, 10 décembre 1806.

SIRE,

Le départ du Comte Galaté pour Corfou, d'où il se rendra certainement à Cagliari, me fournit l'occasion de pouvoir écrire sans gêne à Votre Majesté.

Elle est sûrement persuadée qu'à la distance où je

suis de son auguste personne, il se présente des occasions où je suis forcé de prendre bien des choses sur moi, vu l'impossibilité d'obtenir les réponses que je désirerais avant de me déterminer.

C'est par cette raison, Sire, que s'il se présentait à moi l'heureuse occasion de placer ici mon fils de quelque manière avantageuse, j'oserais compter sur l'agrément de Votre Majesté, quand même je n'aurais pas eu le temps d'en recevoir l'assurance, car le moment perdu ne se présente plus, et le salut de mon fils ne me permettrait pas de délibérer, d'autant que n'ayant aucun état auprès de Votre Majesté et rien ne présageant la fin des troubles, il se trouverait en peu de temps irrémissiblement perdu. J'avais fait des calculs bien différents, mais Dieu et Votre Majesté en ont ordonné autrement.

Cette même considération de la distance me força l'année dernière, de prendre, quoique très à contre cœur, une licence dont je ne pus me dispenser. Je m'étais permis de représenter plus d'une fois à Votre Majesté que l'habit dont j'avais été revêtu n'avait et ne pouvait avoir aucune considération, et qu'il était tout à fait au dessous d'un Ministre ; cependant, Sire, je prenais patience puisqu'il ne plaisait pas à Votre Majesté d'en ordonner autrement ; mais mon fils étant arrivé avec l'habit de Cour, il en résultait une dissonnance absolument intolérable. Je crus donc pouvoir, sans excès de confiance, compter assez sur les bontés de Votre Majesté, pour prendre le même habit et tout de suite j'eus l'honneur de lui en faire part, en lui présentant mes très humbles excuses et lui demandant son agrément dont j'avoue

que je n'avais pas osé douter. Mais bientôt une lettre de M. le Comte de Roburent commença à m'ouvrir les yeux et le silence ordinaire m'annonça enfin clairement que la répugnance de Votre Majesté pour toutes les concessions possibles, qui auraient pu rendre ma situation moins pénible, s'étendait à un point que je n'avais pas eu le courage de prévoir. Ce dernier désagrément, Sire, m'a été infiniment sensible moins en lui-même que par ce qu'il signifie ; il ne m'est plus permis de me faire la moindre illusion : la défaveur qui pèse sur moi, Sire, n'a ni borne, ni exception, ni remède.

Je considère d'ailleurs, Sire, que je suis devenu, à cause de ma femme et de mes enfants, un poids trop fatigant pour Votre Majesté. Je prévis, il y a cinq ans, que ma famille me perdrait un jour, mais je n'avais ni force, ni choix, ni volonté ; et que pouvait d'ailleurs toute la prévoyance humaine contre un jugement presque surnaturel que rien n'a jamais pu détourner ni adoucir ? Ne pouvant en accuser mes actions, j'en accuse mon caractère ou des circonstances fatales sur lesquelles je ne puis rien. Le silence invariablement ordonné par Votre Majesté sur les moindres articles de mes lettres qui se rapportaient à moi, quoique sans indiscrétion, m'a réduit au désespoir. La guerre a interrompu les communications avec le pays qu'habite ma famille : depuis près de quatre mois, je ne sais pas si elle est vivante. Mon esprit se remplit de terreurs ; je souffre dans mon honneur et dans mes affections les plus sensibles. Voyant d'ailleurs que je ne fais plus qu'embarrasser Votre Majesté, je prends sans murmurer le parti que m'impose la

nécessité. C'est avec un chagrin qui ne m'abandonnera jamais, et ce n'est qu'après un martyre de cinq ans, que je me jette aux pieds de Votre Majesté pour lui renouveler la demande, qui lui a déjà été présentée de ma part, de vouloir bien me rappeler. Je crains que l'humanité seule de Votre Majesté ne me retienne ici. Dès que j'ai eu le malheur de lui déplaire d'une manière irrémissible, qu'Elle daigne m'abandonner à la pitié étrangère. Elle me rend sûrement la justice de croire qu'aucun sentiment condamnable n'influe sur ma détermination. Je dois aussi avoir l'honneur de l'assurer que, parmi ses sujets les plus agréés et les plus favorisés, il n'y en aura jamais qui s'intéresse plus vivement que moi au bonheur et à la gloire de Votre Majesté. J'ai passé depuis longtemps l'âge de la fortune et je ne ferai certainement aucun pas vers elle. Si cependant je rencontrais quelques succès sans les chercher, jamais ils ne me consoleraient d'avoir si mal réussi auprès de Votre Majesté. Ce regret me suivra au tombeau.

Je suis avec un très profond respect, etc.

186

A Mme de Saint-Réal.

Saint-Pétersbourg, 1806.

..... La ville est pleine de juifs. Le commerce est exclusivement entre leurs mains, ainsi que les grandes

entreprises. Trois de ces Messieurs chargés des approvisionnements de l'armée sont arrivés ici avec 5,000,000 de roubles en lettres de change Ils ont séduit un jeune homme de 25 ans nommé *Stepanof*, secrétaire de confiance dans la Chancellerie des guerres, présidée par le Comte de Lieven, et ils en ont obtenu le plan de la campagne qui vient de commencer. Mais le juif qui tenait le plan est parti tout seul, apparemment pour en obtenir seul le prix en beaux *Napoléons* sonnants. L'un des deux autres, piqué de ce tour, et mené par le grand machiniste comme toutes les autres marionnettes humaines, s'en est allé droit à la Cour et a dit qu'il voulait parler à l'Empereur. On s'est moqué de lui, il a insisté : l'Empereur lui a envoyé le général Ouwarof, son principal aide de camp, auquel le juif a conté toute l'histoire. L'affaire était sérieuse, le juif a été admis et a de nouveau tout raconté. Tout de suite on a fait partir un courrier avec la célérité russe, et le scélérat porteur de l'inestimable papier a été saisi à Riga et ramené ici. Le procès n'a pas été long. Stepanof est un homme comme il faut, qui a des talents, et qui avait quelquefois l'honneur de voir S. M. I.; l'Empereur lui a fait grâce de la mort, du knout et de la marque. Il ne restait *que* la dégradation et la Sibérie. Vendredi, 5 de ce mois (n. s.), nous avons vu ce misérable traverser la ville à pied, au milieu de deux détachements de fantassins, et suivi immédiatement d'un soldat qui portait l'épée du coupable. Arrivé au lieu des exécutions, on l'a fait monter sur un échafaud, où on lui a fait la lecture de l'Ukase impérial qui lui faisait grâce de la mort et du knout. Il a joint les

mains et les a levées au ciel en criant à haute voix : *Mon Dieu, qu'ai-je fait?* Alors le bourreau, recevant l'épée des mains du soldat, l'a rompue sur la tête du criminel qui tout de suite est descendu dans le fatal *Kitbik* (espèce de traîneau) qui l'emmena pour la vie en Sibérie. La procédure n'a pas établi la somme qu'il a reçue : les uns disent 4,000, les autres 5,000 ducats : (2,000 ou 2,500 louis). Ce qui fait trembler, c'est que ces trois bons Israélites étaient aussi fournisseurs l'année dernière ; et qui peut douter qu'ils n'aient pas fait alors tout ce qu'ils voulaient faire aujourd'hui ?

Les deux Juifs coupables n'ont pas encore subi leur jugement, mais ils n'auront aucune grâce. Ils recevront le knout, ils auront les narines arrachées, seront marqués au front, et du reste envoyés, s'ils survivent au supplice, en Sibérie pour y travailler aux mines, comme Stepanof, pendant leur vie.

La sagesse de l'Empereur n'a pas encore prononcé sur le juif délateur. Il a rendu un grand service, mais par un motif bien méprisable et pour peu que ce coquin soit récompensé, il le sera trop : c'est précisément ce qui fait balancer S. M.

N'as-tu point envie de savoir par hasard, ce que c'est que cet épouvantable supplice du *Knout?* Ce mot ne signifie essentiellement, dans la langue russe, que *fouet*. Dans la main des bourreaux, c'est un fouet particulier, composé d'un manche assez court, d'une première lanière de cuir, et d'une seconde un peu plus longue formée avec la peau extrêmement épaisse d'un certain poisson, bouillie et apprêtée dans l'huile. Le coupable, nu jusqu'à

la ceinture, est attaché sur une planche inclinée. Le bourreau placé derrière à une certaine distance, lève le knout qu'il tient à deux mains, fait une espèce de saut en s'approchant du patient et lui décharge un coup sur le dos en commençant par le haut ; il recule et frappe un second coup, précisément à côté, sans jamais se tromper. Chaque coup fait voler en l'air le sang et les chairs, et bientôt le malheureux n'est plus qu'un squelette sanglant, une espèce de dissection vivante,

Triste objet où des dieux triomphe la colère.

On dit qu'un Cosaque a reçu 500 coups et n'est mort que huit jours après ; mais la chose me paraît incroyable. Ce qu'il y a de sûr, c'est que si le bourreau veut, il peut tuer en très peu de coups. Il y a sur cela une infinité de règles et de nuances. Souvent, les roubles ramollissent les bras de l'exécuteur, et dernièrement nous avons vu un assassin qui avait reçu cent coups, se rhabiller lui-même et monter sans aide sur son traîneau. Pour éviter la gangrène après l'exécution, on les frotte avec un tampon imbibé de très forte eau-de-vie. L'idée de ce remède fait grincer les dents. J'oubliais de te dire que d'abord après l'exécution, on les marque sur le front avec un fer composé de mille pointes qui font mille piqures qu'on frotte avec de la poudre à canon réduite en poussière ce qui fait une marque ineffaçable : ensuite on leur arrache les deux narines, avec des tenailles, et peu de jours après ces douces opérations, ils partent pour la Sibérie. Il n'est pas rare d'en voir qui sont en état de

supporter le voyage deux ou trois jours après, et même le lendemain ; d'autres meurent dans le même temps.

L'Impératrice Elisabeth ayant aboli la peine de mort, *on se contente* de ces gentillesses.

Que dis-tu de ma plume qui t'écrit ces élégances ? Mais à quoi servirait donc, ma chère petite sœur, d'avoir un frère en Russie si l'on ne savait pas à fond ce que c'est que le knout? Une autre fois je te raconterai ce que c'est qu'un mariage. C'est une cérémonie bien différente, et il y a bien moins de sang. J'en ai vu un l'autre jour que j'ai trouvé fort beau.

Rodolphe, qui griffonne du Russe à côté de moi, te présente ses hommages. Il est dans l'esclavon jusqu'aux oreilles. Hélas ! je ne l'avais pas fait pour cela : mais qui sait si ce ne sera pas pour son bonheur ? Il me semble que j'en ai fait un très honnête petit homme. Demande à ton mari ce que veut dire *fortunam ex aliis* (car ceci passe la réception du *Malade imaginaire*). Adieu donc, ma très chère petite sœur ; renouvelle à la Baronne ma *respectueuse servitude*. Prends bien garde à ce que je t'ai dit sur le Docteur de Magdebourg *pendant que je me proteste* ton éternel ami et bon frère.

Xavier bat la campagne. Pour les lettres, il est pire que Rodolphe. Il s'est rejeté dans les paysages à l'huile et il enfante des chefs-d'œuvre : Adieu, bonne Nane. Madame Alexis, *quanto vi amo !*

187

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 28 novembre (10 décembre) 1806.

Je viens d'acquérir une preuve sans réplique de ce que j'avais l'honneur de vous dire, *que S. M. n'ajoute aucune foi à ce que je dis sur ma situation.* Je ne sais qui a fait à M. le Comte de Roburent le fagot *que je faisais venir ma femme et qu'elle était déjà à Vienne.* Celui-ci a *bu* l'histoire sans la moindre difficulté et en a fait compliment à ma sœur. Le Chevalier de Saint-Réal, ayant occasion de jeter un billet dans un de vos paquets, m'a félicité de la meilleure foi du monde *sur l'arrivée de ma femme à Vienne.* — Vous voyez, Monsieur le Chevalier, que pendant que la pauvre dame, pour faire une course absolument indispensable en Savoie, avait besoin des secours de sa mère, on croyait à la Cour que j'avais mille sequins mignons dans mon tiroir pour la faire venir ici. Je vous répète que jamais je ne ferai croire à ma probité. Si quelqu'un disait à S. M. que je suis en correspondance avec Bonaparte, je ne crois point du tout que son premier mouvement fut de hausser les épaules ; elle vous chargerait probablement de prendre des informations secrètes, et si on lui disait que j'ai 10 ou 12 mille roubles en poche, certainement elle le croirait. Jamais

je n'aurai le bonheur de la persuader que je suis incapable de mentir et même d'exagérer, mais tout est dit; les questions d'argent ne m'intéressent que par le côté qui touche l'honneur: le reste n'est rien. Dès que je n'ai pu obtenir la place que j'ambitionnais dans l'esprit de S. M., je me retire non sans un profond regret, je ne cesserai de le répéter; mais enfin je me retire. Je me suis jeté aux pieds de S. M. pour en obtenir l'agrément; je me jette à votre cou, Monsieur le Chevalier, pour vous prier d'arranger cette triste affaire avec S. M. J'y gagnerai au moins de ne plus entendre dire qu'elle est contente de moi: ce sera beaucoup.— Le Roi est content de moi! Et le Roi a versé sur moi toutes les humiliations qui pouvaient s'accorder strictement avec l'exercice de mes fonctions. Dites moi donc, Monsieur le Chevalier, ce que ferait S. M. si elle était mécontente? Je me suis dit tout au monde, et plus même que vous ne m'avez dit: c'est bien mon intérêt; mais j'ai beau faire, toujours je vois dans le fond un secret d'état qui me proscrit. Je vous le dis naïvement. Si quelque personne honorée de la confiance de S. M. me disait en confidence que l'intention du Roi, d'abord après son rétablissement, est de me faire emprisonner, je ne verrais aucune raison d'en douter. Avec ces idées effroyables, que voulez-vous que je fasse? Si je suis coupable, je dois me retirer par conscience; si je suis innocent, je dois me retirer par honneur: rien n'est plus évident. Ma situation est une contradiction politique, une espèce de monstre, tel que ma réputation même, si j'en ai une, est un mal. Un jour peut-être, mais trop tard dans tous les sens, S. M. me

fera l'honneur de me croire. En attendant tenez pour sûr que si je n'étais père, il y a longtemps que j'aurais pris un parti qui m'aurait placé dans les *Gazettes*, sans que cependant S. M. eût pu me désapprouver.

Je vais tâcher de placer mon fils de quelque manière au service russe, il a 18 ans et n'a point de rang. L'opinion plus forte que le Souverain, qui repousse tout homme sans grade, va bientôt le travailler, et dans peu il sera perdu. Mon raisonnement est très simple : si le Roi, après son rétablissement, agrée les services de mon fils, il daignera le faire connaître ; s'il ne les agrée pas, le jeune homme vivra ailleurs, comme il pourra. Il sait le Français, le Latin, l'Italien, l'Allemand, et le Russe assez pour faire déjà toutes mes affaires ; il est avancé jusqu'à un certain point dans les Mathématiques et dans l'Histoire. Je voudrais l'employer de quelque manière active, de peur qu'il ne se rouille *dans ce climat humide qui rouille tout.* Du reste, je lui laisse ignorer mes chagrins ; il saura toujours assez tôt sous quelle étoile il est né. Faites, Monsieur le Chevalier, les suppositions les plus favorables pour moi ; imaginez que j'obtienne plus que je ne puis espérer. Le jour où mon fils changera de service sera l'un des plus tristes de ma vie ; au reste je n'ai encore aucune idée fixe.

Répétez, je vous en supplie, à S. M. l'assurance de mon éternel dévouement. Il n'y a dans tout ceci ni détour, ni finesse, ni prétention cachée : je ne veux rien, je ne demande rien. Tout le mal que la puissance de S. M. pouvait me faire est fait ; et je crois (c'est là mon grand malheur) que si Elle avait pu m'en faire davantage

sans se nuire encore davantage, Elle l'aurait fait. Je m'en vais donc, mais c'est un dépit d'amour ; cette expression familière exprime mes vrais sentiments.

Tout à vous, etc.

188

Au Même.

Saint-Pétersbourg, décembre 1806.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

J'ai l'honneur de vous faire part, avec la joie la plus amère, que mon fils est entré au service de S. M. I.; il était sur le point de m'échapper des mains et de tomber à terre ; je l'ai retenu, c'était mon devoir. J'ai tout pesé mûrement; j'ai consulté un petit nombre de bons amis, surtout notre cher Duc ; enfin, j'ai pris mon parti. L'état civil ne présentait qu'une chance lointaine et fort douteuse ; et moi, j'avais besoin d'un état subit ; il n'y avait donc que le militaire, et dans le militaire, il n'y avait que la *Troupe sacrée* (les Gardes). J'étais effrayé par la règle à laquelle l'Empereur tient infiniment, qu'il faut commencer par être bas officier. Le Prince Lubomirski, de Pologne, âgé de 24 ans, qui vient de donner 100,000 roubles à une maison de bienfaisance, a cru qu'un don de cette espèce pouvait au moins lui valoir la grâce d'être fait officier d'emblée dans les Gardes; mais l'Em-

pereur a beauconp resisté ; enfin toute la protection possible s'étant mise en train, l'Empereur a consenti, *à condition que le Prince servirait pour la forme pendant huit jours dans un autre régiment.* Cette petite anecdote vous montre le système du pays. L'Empereur ne veut pas qu'il soit dit qu'on entre officier d'emblée dans ses Gardes. J'ai donc fait ma demande, bien résigné, comme vous pensez, aux huit jours et même aux seize. Trois ou quatre jours après, le Baron de Budberg me prit à part, un jour que je dînais chez lui, et me dit ces propres paroles qui ne doivent jamais sortir de ma mémoire : « L'Empereur, Monsieur le Comte, me charge de vous « dire qu'il agrée non seulement sans difficulté, mais avec « le plus grand plaisir, la demande que vous lui avez « faite. Il accepte votre fils dans le premier corps de sa « Garde (les Chevaliers-Gardes) et le reçoit tout de suite « au grade de Cornette (lieutenant dans l'armée). »

Les Chevaliers-Gardes ne montent la garde que dans l'intérieur du palais ; ils suivent l'Empereur les jours de gala, traversent la salle des Ambassadeurs, et vont dans la pièce intérieure avec les demoiselles et dames d'honneur. Ils sont invités par tour à l'Ermitage. En un mot, c'est un état dans le monde.

Voilà donc, Monsieur le Chevalier, mon fils jeté sur le champ de bataille. Il est en bonne compagnie : mais cependant, qui m'aurait pu faire seulement soupçonner cet arrêt de la toute puissante nécessité? J'avais rêvé bien d'autres choses : peut-être que tout est pour le mieux.

Qui sait où m'auraient conduit mes idées exaltées ? Je

vous répète cependant qu'au milieu de la joie bien naturelle que je dois éprouver, *surgit amari aliquid* ; jamais je ne me consolerai de ce bonheur.

189

A M. le Comte de Roburent,

Premier écuyer du Roi de Sardaigne.

Saint-Pétersbourg, 20 décembre 1806 (1er janvier 1807).

MONSIEUR LE COMTE,

Il est impossible qu'en parlant ou en écrivant il n'arrive quelquefois qu'on ne s'entende pas parfaitement. Il est donc indispensable de se dire de temps à autre : *faites-moi la grâce de vous expliquer ;* c'est tout ce que j'avais voulu dire à l'égard de M. Zundler. Vous citez vous-même ce mot de ma lettre à S. M.: *j'attends l'explication*, etc., etc. Or, si j'attendais l'explication, certainement je ne croyais pas positivement ce que vous pensez, car celui qui croit positivement n'a pas besoin d'explication ; une de ces lignes efface l'autre. Soyez donc bien persuadé, Monsieur le Comte, que votre honneur et votre délicatesse ne sont nullement intéressés dans cette petite explication et que je n'ai jamais eu ni pu avoir l'intention de vous désobliger. Tout ce que je vous demande en grâce, c'est de ne jamais transporter à Saint-Pétersbourg des idées de Cagliari ; les latitudes sont trop

différentes, et il faut se prêter à cette grande différence. Tous les officiers Piémontais qui sont ici, ayant la croix, excepté M. Zundler, il me paraissait au moins inutile de faire subir cette humiliation à ce pauvre homme. J'ai donc demandé la croix pour lui de mon propre mouvement ; S. M. ne juge pas à propos de l'accorder : tout est dit. Elle est la Maîtresse de ses grâces, mais je ne crois pas avoir eu tort de présenter la demande. Au surplus, Monsieur le Comte, la fortune de cet officier a bien diminué. Ce pays étant celui des miracles, jamais je n'ai pu deviner la raison de ce qui s'est passé ; ce qu'il y a de sûr c'est que le général Suchtelen, après avoir signé la caution, n'a plus fait mention de rien ; de manière que M. Zundler a jugé prudent de vendre les meubles et de louer l'appartement. Notre ami Galaté vous contera ou vous a conté cela par le menu. Je n'ai pas besoin de vous le recommander ; sans parler de l'amitié que j'ai pour lui, c'est un officier universellement estimé, dont le Gouvernement russe connait et apprécie les sentiments et les services.

J'ai été extrêmement flatté, Monsieur le Comte, de l'inestimable souvenir de S. M. la Reine, que vous avez eu la bonté de me transmettre. Mettez à ses pieds, je vous en supplie, ma très respectueuse reconnaissance ; son esprit, ses grâces, sa bonté, ses connaissances, que j'ai malheureusement admirés trop peu de temps, ne sont cependant pas des choses qu'on puisse oublier. Quand je n'aurais pas l'honneur d'être sujet de sa personne auguste, je ne le serais pas moins de ses qualités. J'ai eu souvent la satisfaction de m'entretenir d'elle avec

un de ses plus grands admirateurs, que la finesse de sa taille rappellera sûrement à S. M., c'est la doyenne des demoiselles d'honneur, la Comtesse Potasof. C'est au demeurant une excellente personne qui m'a bien fait sa cour en me parlant de Gaetta.

Que vous dirai-je, Monsieur le Comte, du pays que vous habitez ? Vous voyez ce que j'ai vu ; vous éprouvez ce que j'ai prédit. Le comble du malheur est que S. M., dans sa position, ne peut employer les remèdes convenables. Je vous plains tous infiniment, mais surtout la famille Royale, mais surtout S. M. la Reine. Quel séjour, bon Dieu ! J'espère au moins que vous y vivrez tranquilles (sauf de nouveaux malheurs qu'on ne peut prévoir), car les deux puissances protectrices sont bien d'accord de vous défendre. J'ai fait ici diverses instances et toujours j'ai été bien reçu ; mais si Bonaparte battait les Russes, qu'y aurait-il de sûr en Europe ? Je ne suis pas surpris que l'affaire de M. Bachman vous ait causé bien du chagrin ; mais j'ai tout lieu de croire que vous en serez quitte pour la peur. Charmé de trouver cette occasion de me rappeler à votre souvenir, Monsieur le Comte, je vous prie d'agréer les nouvelles assurances du respect infini avec lequel j'ai l'honneur d'être.....

NOTE JOINTE A LA LETTRE.

Le Maréchal Kamenski, en arrivant à son poste, a écrit que l'armée était fort mal ordonnée, et il s'est brouillé ainsi avec le Comte de Lieven, Ministre des guerres, dans la réalité, et fort ami du Maître. Il a écrit

que les magasins étaient mal fournis et mal organisés, et il s'est brouillé ainsi avec le Prince Wolkonski, Intendant général de l'armée, homme qui sait à peine que deux et deux font quatre, mais dont la femme est amie de cœur du Comte Tolstoï, Grand Maréchal de la Couronne et très influent. Il a écrit que l'artillerie était en fort mauvais état, et il s'est brouillé avec le général Araktcheief, Grand-Maître de l'artillerie, instrument terrible de Paul Ier, et qui se souvient de son premier métier, mais qui du reste en sait, sur l'artillerie, moins qu'un ci-devant enseigne de l'École de Turin. Le Maréchal, déjà fort travaillé par certains partis, a trouvé à l'armée en arrivant, au lieu de la toute-puissance qui lui était donnée extérieurement, il a trouvé, dis-je, que le Comte Pierre Tolstoï, dont j'ai souvent parlé dans mes lettres, avait ses poches pleines de blancs-seings impériaux et qu'il en avait même déjà jeté plusieurs *sur la place*. La tête a tourné au vieux guerrier. Il a remis le commandement à M. de Buxhovden, qui était le plus ancien et il a écrit à l'Empereur : « *Je suis vieux, je suis* « *sourd et j'ai mal*..... » S. M. I., qui avait purement et simplement obéi à l'opinion publique en plaçant cet homme, n'a pas été probablement bien fâchée du parti qu'il prenait. Monseigneur le Grand Duc, bien plus aliéné, a dit : *C'est un vieux fou*, et bientôt nous avons vu dans la *Gazette de la Cour : Sur la demande de Monsieur le Maréchal*, etc. Mais le renvoi subit de ce Général, qui était il y a moins d'un mois l'espérance et l'idole de la nation, a fort déplu à une infinité de gens. Ce fut au milieu des balancements causés par toutes ces intrigues,

que Bonaparte attaqua : jamais peut-être il n'avait été dans une plus mauvaise position. Si Buxhovden avait donné, Napoléon était perdu ; son étoile l'a sauvé encore. L'affaire cependant a été plus meurtrière qu'on ne l'avait cru d'abord. Un homme placé pour tout savoir a convenu avec moi qu'on avait perdu 3,000 hommes de ce côté ; mais que les Français ne pouvaient pas en avoir perdu moins de 10,000 : maintenant, le froid, la crainte et la difficulté des subsistances produisent une espèce de repos.

Pozzo del Borgo, qui a beaucoup joui de l'honneur de voir S. M. en Italie, a fait ici une fort belle fortune. Il a été fait Colonel avec une forte pension, et il a été chargé de l'importante commission de porter à l'Empereur François II la lettre autographe par laquelle Alexandre Ier l'exhortait à prendre un parti décisif, commission qui aurait honoré le Russe le plus illustre. C'était une assez singulière idée que celle de confier une négociation de cette espèce à un Corse connu d'avant-hier, et qui est pensionné par d'autres puissances. Il n'a rien fait à Vienne où l'Empereur lui a donné une réponse indifférente. Le Comte de Meerfeld est extrêmement aigri : il n'aime personne ici et on le lui rend bien. La guerre avec la Turquie paraît inévitable, et je ne vois pas qu'ici on ait assez de dextérité pour tranquilliser et conduire une puissance aussi ombrageuse que l'Autriche. D'un autre côté, Bonaparte la comble de caresses et d'espérances.

Tel est l'aspect des choses et le dessous des cartes, au moment où je ferme cette dépêche.

190

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 3 janvier 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Vos numéros 10 et 11, ainsi que la lettre incluse de S. M., et autres, me sont parvenus le 9 (21) de ce mois. J'avais totalement oublié l'affaire de la Grèce; mais puisque vous en parlez, j'y reviens moi-même.

Mon imagination, en battant continuellement la campagne sur le globe pour y chercher une place à S. M., s'était arrêtée plus d'une fois sur la Grèce. Feuilletant un jour *l'Atlas historique* de M. Le Sage, livre d'une utilité infinie, je tombai sur un morceau intitulé : *Note précieuse sur la Maison de Savoie :* vous la trouverez ci-jointe sur la feuille cotée *A*.

Continuant ma lecture, je trouvai un second passage qui me fit rêver. Qui sait ce que Le Sage a entendu dire à Paris ? Vous lirez encore ce morceau sur la feuille cotée *B*. Cette idée sur la Grèce n'est pas du tout une idée creuse. Vous me faites beaucoup d'objections contre ce projet ; mais ces objections, dont je n'en vois qu'une de véritablement solide, et toutes les autres qu'on pourrait imaginer, tombent devant ce dilemme décisif : « ou « S. M. pourra obtenir d'autres États plus à sa bien-

« séance, et dans ce cas il est inutile de s'occuper des « inconvénients de la Grèce ; ou S. M. se trouvera forcée « par les circonstances de se contenter de la Grèce, et « alors les objections ne sont plus que des difficultés « qu'il faut vaincre. » Si vous le voulez cependant, je dirai un mot sur ces objections.

1° *La langue.* — La langue ne produit qu'une objection momentanée, nulle par conséquent pour la Souveraineté qui est censée éternelle. Le successeur de S. M. parlera Grec. Pour un Prince qui fonde un nouvel Empire, le moment présent n'est rien : j'ajoute cependant que les Vénitiens ayant porté la langue italienne dans les îles et même sur le continent de la Grèce, et l'organe de ces peuples se pliant d'ailleurs avec assez d'aisance à cette langue souple et harmonieuse, on pourrait *nullo negotio* donner à la langue Italienne, dans la Grèce, le même rang dont jouit ici la langue Française.

2° *La religion.* — La religion ne gêne que ceux qui la gênent. Elle ressemble à la poudre : comprimez-la, elle soulèvera les Alpes ; laissez-la brûler au grand air, elle ne produira que de la lumière. Un Prince, qui arrive dans un pays nouveau pour lui, n'a pas droit de toucher à la Religion ; sa conduite est donc des plus aisées, car il n'y a rien de si facile que de ne rien faire. La Maison de Saxe ne vivait-elle pas heureuse et tranquille au milieu d'un peuple protestant ? Il est bien certain que si un Prince voulait chanter du latin et faire la procession du Corps de Dieu dans les rues de *Salonique*, il s'exposerait à tout ; mais il faut avouer aussi qu'il l'aurait bien voulu. Ce qu'il pourrait faire de mieux, ce me semble, serait de

partir de cette vérité assez simple, savoir, que *Dieu sait le Grec*, et maintenir, même pour son usage, le rit Grec. Le peuple qui verrait les mêmes habits et les mêmes cérémonies, et qui entendrait les mêmes mots s'apprivoiserait beaucoup plus vite avec le Catholicisme de l'Eglise royale, et le rit *réuni* deviendrait bientôt *réunissant;* d'ailleurs je ne doute pas que l'opinion ne passât volontiers au Souverain sa chapelle latine, s'il ne pouvait prendre sur lui d'entendre *Kyrios met' hymin* au lieu de *Dominus vobiscum.*

3° *Défaut de citadelles et de marine guerrière.* — Il y a deux vérités bien certaines, Monsieur le Chevalier, et que S. M. dans le cas d'un établissement nouveau ne pourrait perdre de vue sans se faire un tort infini, c'est en premier lieu que de quelque manière que les choses tournent, et dans les suppositions les plus favorables, jamais S. M. ne peut être puissance militaire, et en second lieu qu'il ne lui importera nullement de l'être.

En quelque lieu que S. M. soit placée en Europe, et chez elle-même, elle trouvera *table rase :* tout a péri, et non seulement il faudrait semer de nouveau de bonnes plantes, mais il faudra arracher les mauvaises. L'idée de ce travail, l'idée des peines et des dépenses qu'il coûtera fait tourner la tête. Commençons par l'éducation publique, base de tout, et base non seulement négligée, mais arrachée dans ce fatal XVIIIe siècle. Nous avons malheureusement donné dans ce genre le mauvais exemple, en ôtant l'éducation publique aux Jésuites, sans savoir ni ce que nous faisions ni ce que nous allions faire. Ce serait une assez belle chance que le Roi fut appelé à

rétablir le premier une bonne *pépinière humaine*. Ajoutez les finances ; ajoutez les grandes routes, etc., etc.; si le Roi, avec ces immenses travaux sur les bras, entreprenait d'avoir des soldats, des citadelles et des vaisseaux, il arriverait qu'au lieu de laisser à ses successeurs une constitution et une force militaire, elle ne laisserait ni l'un ni l'autre.

J'ajoute, Monsieur le Chevalier, que S. M. pour être sûre dans cette supposition n'aurait nul besoin d'une armée ; Elle aurait pour allié et pour garant, savez-vous qui? *L'Univers*. — L'univers entier se jetterait sur la puissance qui voudrait dépouiller le Roi. Il ne pourrait acquérir la Grèce qu'en vertu d'un traité solennel signé par tous les Souverains de l'Europe. Il n'y aurait rien de si sacré dans le monde, et l'on crierait *Au Feu !* dans tous les Cabinets si une puissance influente osait montrer la moindre velléité d'ajouter un pays tel que la Grèce à ses antiques possessions. S. M. est donc destinée, si la Providence lui réserve comme nous l'espérons un nouveau trône, à être un *Roi Pasteur* ; à constituer son peuple et à poser toutes les bases de la félicité publique sur lesquelles d'autres bâtiront ensuite. Le temps, dit le proverbe Persan, *est le Père des miracles*. Mais le lot attribué à S. M. serait assez beau.

4° J'aurais quelque peine à vous parler sérieusement *des droits de la Porte*. Sûrement, Monsieur le Chevalier, si vous n'avez pas entendu sonner la dernière heure, c'est que vous n'avez pas prêté l'oreille. Au reste si vous voulez que je traite le *droit* avec le *fait*, je vous dirai que le *Mahométisme ne peut posséder légitimement en*

Europe. Les Turcs ne sont pas des conquérants comme les Francs dans les Gaules, les Normands en Angleterre, les Tartares en Chine, etc., qui se sont acclimatés et bientôt unis et confondus par la foi, par les lois et par les mariages. Les Turcs ne sont qu'une armée de Tartares campée en Europe; ils sont aussi étrangers aujourd'hui qu'ils l'étaient le 29 mai 1453. Entre l'homme qui fait le signe de la croix et celui qui dit *Allah*, il ne peut y avoir d'autre relation que celle de maitre et d'esclave. Tant mieux pour le premier, tant pis pour le second. Les Turcs détestent notre foi, et nous la leur : ils ne veulent pas apprendre nos langues, ni nous la leur ; ils n'épousent point nos filles, ni nous les leurs. Nous ne voulons point de Souverains qui aient le droit de tuer, et nous avons en horreur celui de mettre la main sur eux. Au sortir d'un champ de bataille, nous donnons un bal et nous y invitons nos prisonniers, nous descendons d'un observatoire pour aller à l'Opéra-Comique.... Le Turc ne sait pas mieux saisir le violon que le télescope. Nous n'avons rien de commun avec lui. Nous ne voulons ni la polygamie, ni l'ignorance, ni la peste. Comment possèderait-il légitimement une terre qu'il ne sait pas cultiver? La violence *tient*, elle ne *possède* jamais.

En écartant ainsi, *animi gratia*, des objections que je ne crois pas solides, je suis bien éloigné de fermer les yeux sur celle que vous tirez du caractère des peuples, et qui est réellement terrible. Vous savez ce qu'étaient les Grecs sous ce misérable Bas-Empire, et surtout dans les derniers temps. *La fede Greca a chi non è palese?* De cette pâte infâme pétrie durant plus de trois siècles par

des Tartares Mahométans, que sortira-t-il? Je sens qu'il y a de quoi trembler. Si cependant nous en étions là, S. M. ne devrait pas se décourager. Mais il serait superflu d'écrire ici ce que l'on pourrait proposer alors.

Ce que S. M. ne doit jamais perdre de vue c'est Venise. Rien n'est plus beau, et rien n'est plus convenable. Rien de plus naturel sans doute, et rien de plus respectable que l'attachement de S. M. pour ses anciens états; cependant l'inclination patriotique peut tromper un Souverain comme un particulier.

S. M. ne peut mettre d'aucune manière en balance le Piémont et l'Etat de Venise. Le premier pays est beau sans doute ; il est à présent comme autrefois *fecundissimum Italiæ latus;* mais d'abord, si j'en crois le raisonnement et certaines expériences que j'ai faites, la Savoie ne retournera pas à S. M. Or, sans la Savoie, le Piémont n'est rien sous le rapport de la force, que S. M. m'a toujours paru compter pour beaucoup. D'ailleurs le Piémont a un grand inconvénient, c'est qu'il est fait exprès pour entretenir la contradiction qui existait dans la Maison de Savoie entre la noblesse et sa puissance. Par plusieurs raisons physiques et morales trop longues à vous détailler, le Piémont *étreint* son Maître et l'empêche de grandir : c'est un cercle qui embrasse un arbre. Le cercle sera d'or, si vous voulez, mais il n'étrangle pas moins la plante faite pour prendre les plus belles dimensions. Turin est beau aussi ; mais il est petit et ne répond pas à son nom latin ; il n'est pas *Auguste* comme Venise. Venise est le palais d'un grand Seigneur, où il y a des parties négligées, du désordre, du délabrement, des

ordures même çà et là, mais où le sceau de la grandeur est imprimé jusque sur la garde-robe. S. M. entrerait dans une capitale fameuse, elle succèderait à une immense réputation, et de la *Gazette* nous passerions dans l'histoire. Elle retrouverait sa langue et de plus un dialecte délicieux. Elle règnerait sur un peuple doux, spirituel et dont les institutions encore vivantes, quoique immobiles, n'attendent que le souffle d'un Prince assez sage pour leur dire *allez !* au lieu d'imaginer le projet fatal d'en créer d'autres.

Jamais, Monsieur le Chevalier, je ne me repentirai de ma Mission en songeant que lorsque je la commençai, les deux Ministres me signifièrent durement la nécessité d'accepter Sienne, avec la renonciation expresse au Piémont, et qu'une année avant de la terminer, j'ai pu sans offenser les oreilles, et même sans les étonner, proposer l'indemnisation de S. M. sur Venise, et la faire adopter au gouvernement qui, à son tour, la fit agréer à l'Empereur d'Autriche.

C'est assez pour moi, Monsieur le Chevalier, et je garderai ce souvenir sans autre *indemnisation.* Je ne mets dans ma retraite ni éclat, ni ostentation, ni amertume : jusqu'au dernier moment je m'occupe avec plaisir d'idées utiles à S. M. et je continuerai même après que je n'aurai plus l'honneur de lui appartenir. J'ai lu quelque part que les vieilles amitiés doivent être *décousues*, s'il le faut absolument, mais jamais déchirées. Si cette maxime a lieu pour un attachement ordinaire entre deux égaux, elle a plus de force encore à l'égard du sujet, pour ce sentiment de respect et d'amour qui l'a attaché long-

temps à un Souverain. Quoique S. M. m'ait fait subir un traitement sans exemple, Dieu me garde cependant de m'échapper le plus légèrement. Un fils frappé par son père, même cruellement, même sans cause (ce n'est qu'une simple supposition), n'a pas droit de lui manquer d'aucune manière ; mais je ne pense pas qu'il se rende coupable en s'écartant.

Dans ma correspondance, j'ai dit constamment la vérité à S. M. Quelques idées sans doute auront pu ne pas mériter son approbation ; mais si tous les hommes lui disaient comme moi tout ce qu'ils pensent, y en aurait-il beaucoup qui ne lui déplussent en rien? D'ailleurs de longues études et de longs malheurs semblent m'avoir donné le droit d'opiner avec une certaine confiance : je commence à pouvoir dire « *Mores hominum multorum vidi et urbes* ». Quelques détails auront pu, ça et là, comme je vous disais tout à l'heure, ne pas obtenir l'approbation de S. M., mais j'ose m'assurer que l'ensemble lui aura paru vrai. — Je passe aux nouvelles.

Je vous ai suffisamment fait connaître le Maréchal Kamenski ; je vous ai fait sentir à quel point l'opinion publique était pour lui. Qu'est-il arrivé ? Précisément le contraire de ce qu'on attendait. Il a perdu la tête, ou bien on la lui a fait perdre ; car pour certains tours de main nous ne sommes tous que des enfants en comparaison des Russes. Quoi qu'il en soit, il paraît que le Maréchal a entravé les opérations au lieu de les avancer. Bonaparte avait passé la Vistule à Thorn ou à Plock, et posté son quartier général à Plonsk. Le général Benningsen était campé sur deux lignes à Pultusk. Bona-

parte voulait percer sur Grodno où sont les magasins des Russes. Le 11, le 12, le 13 (23, 24, 25) décembre, il a attaqué ceux-ci sur les ailes avec plus ou moins d'avantage, car le gouvernement est muet sur cet article. J'ai su cependant, d'une manière oblique, que les Français avaient pris cinq canons. Le 14 (26), Bonaparte fit mettre le feu à un village pour que la fumée cachât ses manœuvres aux Russes qui étaient sous le vent, et il prépara une grande attaque à sa manière; mais le général Benningsen, profitant, dit-on, de cette même fumée, a formé brusquement sa seconde ligne en colonne, et se jeta sur le centre des Français, tandis que sa première ligne, brisée et changeant de front, agissait sur les ailes. Les Français furent enfoncés, et, pour la première fois depuis saint Jean-d'Acre, Bonaparte s'est vu repoussé en personne. Les Russes ont poursuivi les Français l'espace de 12 ou 15 verstes; après quoi, chacun a repris son poste. On parle de six et même de 8,000 morts et de 2,000 prisonniers. Dans la relation du général Benningsen, du moins dans celle qui a été publiée, on lit aussi qu'il y a 6,000 morts, *si l'on en croit les prisonniers*, mais lorsqu'on écrit de pareilles choses, on espère sans doute n'être lu que par des femmelettes ; au lieu que le général Benningsen a dit très clairement encore qu'il aurait remporté une victoire plus complète, si le Maréchal ne l'avait pas arrêté. Il est sûr que ce dernier n'a point agi et s'est tenu à Odelinska : mais il est malade. Le général Buxhovden qui se porte bien, était avec son corps à 20 verstes de Pultusk. Maintenant, Monsieur le Chevalier, raisonnez je vous prie en regardant la

carte. Bonaparte passe la Vistule avec un Corps qui ne doit pas être supérieur (du moins de beaucoup) à celui de Benningsen, puisque ce dernier a pu résister et vaincre même. La Vistule, commençant à charrier, pouvait emporter les ponts d'un moment à l'autre. Buxhovden étant aujourd'hui réuni à son collègue, il y a au moins 100,000 Russes réunis, et si Bonaparte se tient là, avec un tel fossé à dos, il est fou, ou il est inspiré, ou il est d'accord avec quelqu'un, ou l'on nous trompe sur le nombre des troupes de part et d'autre. Enfin il y a là quelque secret redoutable : si dans trois ou quatre jours nous ne recevons pas la nouvelle d'une seconde action favorable aux Russes, je crains tout.

Le Maréchal a écrit à l'Empereur une lettre ridicule et même indécente. Il est attaqué d'une hernie que le cheval rend beaucoup plus grave. Il a fait, dans sa lettre, une description topographique de son incommodité, et même il a laissé tomber de sa plume un monosyllabe étrange dans une lettre écrite à un Empereur. Enfin, la *Gazette* nous a appris sur le champ que *pour cause de santé et sur sa demande* le Maréchal était rappelé. Buxhovden l'est aussi. Bagration, *mort et enterré*, est subitement ressuscité et s'en est allé à l'armée où il commande avec M. le Comte Tolstoï, sous les ordres de Benningsen ; à celui-ci est dévolu le commandement suprême.

La faveur et la défaveur sont ici comme la fièvre tierce: elles marchent par accès, et c'est une des choses que je contemple avec le plus d'attention. Le général Koutouzof avait accusé le Prince Bagration de s'être

fait célébrer pour des actions où il n'avait pas seulement été présent. Un parti considérable dans l'armée lui disputait tout, même le courage ; enfin il était tout à fait sous la remise. Tout à coup le voilà qui part, et c'est l'homme du jour : ce retour de faveur tient à de grandes choses.

De son côté, Koutouzof est aussi disgracié pour un crime bien singulier, lorsqu'il est imputé par la Toute-Puissance : *pour avoir été courtisan au lieu d'être général, le 1er décembre* 1805. La veille de la bataille d'Austerlitz, résolue par S. M. I., Koutouzof après avoir pris les derniers ordres de l'Empereur, à deux heures du matin, passa dans la chambre du Grand Maréchal Comte Tolstoï (frère du Général) et lui dit : « Monsieur le Comte, l'Empereur veut donner une bataille ; vous devriez bien l'en dissuader, car sûrement nous la perdrons. » Le Maréchal, qui est emporté, sauta aux nues : « *Je ne me mêle*, dit-il, *que des sauces et des rôtis. La guerre est votre affaire : faites-la !* etc... »

La bataille se donna, comme vous savez ; et le Général est aujourd'hui en pénitence pour n'avoir pas osé dire la vérité. Il eut tort en effet : mais, d'un autre côté, les Souverains ne sauraient guère se flatter de posséder des hommes qui ne pensent qu'au bien public et nullement à eux-mêmes.

Il faut prendre la pauvre nature humaine comme elle est : les mouches blanches ne comptent pas.

L'Empereur vient de prendre contre la France une mesure gigantesque. Il a ordonné une levée extraordinaire de 612,000 hommes de milices. La chose ne se fait

point sur le papier : elle est très réelle, et dans le commencement de janvier tout sera prêt. On ne mettra cependant que 200,000 hommes en avant. Le reste demeurera dans les villages et ne sera exercé que deux ou trois fois par semaine. L'Etat n'ayant pas les moyens d'armer cette multitude, cet armement est devenu le sujet d'une immensité de dons patriotiques. La première mise en avant coûte à la noblesse, pour trois mois, 50 millions de roubles. On parle diversement de cette mesure : les uns la critiquent violemment, d'autres s'en moquent, d'autres l'exaltent. Vous trouverez ci-joint l'Ukase traduit en allemand, car je n'ai pas de traduction française. Vous trouverez cependant encore dans ce paquet le préambule et la péroraison traduits en français.

S. M. I. a de plus jugé à propos de prendre une mesure générale contre les Français qui fourmillent dans cet empire. Les uns doivent prêter le serment de naturalisation, les autres celui de *non-communication*. Ceux qui ne sont admis ni à l'un ni à l'autre de ces deux serments doivent quitter l'Empire. Je me réfère à la pièce et à la formule du serment de non-communication. Il est arrivé à cet égard une chose fort plaisante : c'est qu'on n'a pas songé que, pour sortir de Russie, il fallait entrer dans d'autres États. Les Ministres étrangers ont refusé les passeports aux Français qui doivent sortir, et ceux que le Gouvernement avait fait conduire jusque sur la frontière de Suède ont été renvoyés. Il y a apparence qu'on les enverra tous dans une ville de l'intérieur, ou bien peut-être que l'on n'y pensera plus : ce qui est plus probable.

Enfin, Monsieur le Chevalier, le saint Synode s'en est mêlé, et il a publié un mandement adressé à tout le peuple chrétien, qui n'est au fond qu'un *manifeste christianisé*, car c'est l'Empereur qui est Patriarche et les Evêques ne sont que des paysans mitrés. Ce mandement, écrit en esclavon, est fort bien fait ; on en a distribué 28,000 exemplaires, à ce qu'on m'assure, et il est fait pour opérer vivement sur l'esprit du peuple. Ce qu'il y a de curieux, c'est que pendant que le gouvernement se gardait, plus que tout au monde, de se prononcer clairement sur Bonaparte, il a fait rompre la glace par le Synode, qui s'exprime sur cet usurpateur de la manière la plus dure. Les premiers mots sont *l'ennemi impie*. Il est dit dans cette pièce « que Bonaparte fut d'abord avec « tous ses complices adorateurs de la Déesse Raison, « qu'ensuite il se fit Mahométan, que tout nouvellement « il avait rétabli le Sanhédrin, le même tribunal qui « avait condamné à mort notre Sauveur Jésus-Christ, et « qu'enfin il se présentait aux frontières pour renverser « dans l'Empire la foi orthodoxe. »

191

† *A Mlle Adèle de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 7 janvier 1807.

J'ai été enchanté de ton enchantement, ma très chère enfant, au sujet de ce piano qui te rend si heureuse ;

j'aime à croire qu'il ne manquerait rien à ton bonheur si je pouvais t'entendre. Je regrette bien, ma bonne Adèle, qne tu te sois si peu amusée pendant ce carnaval; mais comment aurais-tu pu t'amuser? Il est des devoirs sous lesquels il faut plier de bonne grâce sans faire la moindre grimace; à la manière dont tu t'exprimes, je croirais voir que tu envisages cette présentation du côté de la dépense. Quand j'aurais des millions, il n'en serait ni plus ni moins. Tu conçois parfaitement que, pendant que je suis ici, une présentation dans le pays où tu es vous ferait justement mépriser par ceux mêmes qui en seraient l'objet. Il y a des règles de décence et de délicatesse qui sont approuvées dans tous les pays et par toutes sortes de personnes; et pourvu qu'on n'y joigne aucune bravade (ce qu'il ne faut jamais faire), il est impossible qu'on ait lieu de s'en repentir. On ne hait dans le monde que la passion; la raison froide et l'observation des convenances ne font point d'ennemis. J'en suis une bonne preuve. Souvenez-vous toujours que vous êtes ce que je suis, que vous pensez ce que je peuse, que nous avons les mêmes devoirs, et que la chose durera tant qu'il plaira à Dieu. Il ferait beau voir qu'après t'avoir acheté un si bon piano, tu me fisses une dissonance. Allons notre train, ma chère amie; pour moi, je suis fort tranquille de ce côté. Ce qui m'afflige, c'est cette intolérable séparation qui n'a pas de fin; mais cela même est arrangé pour le mieux, sans que nous en sachions rien. Une fois peut-être nous jaserons ensemble de notre singulière destinée, et, en jetant les yeux sur le passé, nous conviendrons probablement que les choses

devaient aller ainsi. En attendant, je te vois toujours inconsolable de ne pas trouver *cette amie* telle que je te la désirerais. Ah! la belle dissertation que je te ferais sur ce chapitre, si j'avais l'honneur de te voir *un peu plus souvent!* Je me contente, quant à présent, de te renouveler mes respectueuses observations sur les goûts exclusifs et sur l'indispensable nécessité de vivre bien avec tous les hommes, même avec toutes les femmes, ce qui est bien plus difficile. Je suis bien aise qu'on ait pris où tu es le goût des belles perruques ; quant à moi, je conserve intrépidement *le noble signe de la vieillesse*, car il me semble que ce serait un mensonge d'orner ma tête de cheveux qui n'auraient pas mon âge. *Rien n'est beau que le vrai, le vrai seul est aimable.* Voilà un des vers que je me rappelle, quoique je n'en lise plus depuis un siècle. Je suis tout à la prose, et à la prose grave ; si tu étais ici, comme je te ferais écrire! Je t'apprendrais le *subjonctif.*

Je suis grandement aise que tu comprennes parfaitement et que tu goûtes notre dantesque Alfieri ; il ne faudrait cependant pas l'aimer trop. Sa tête ardente avait été totalement pervertie par la philosophie moderne. Veux-tu voir d'un premier coup d'œil son plus grand défaut? C'est que le résultat de la lecture de tout son théâtre est qu'on n'aime pas l'auteur. Sa dédicace à l'ombre de Charles Ier est insupportable. La première fois que je lus sa *Marie Stuart*, et surtout la dure, inhumaine, abominable prophétie qui s'y trouve, je l'aurais battu. Tâche de te procurer une excellente petite brochure intitulée *Lettera dell' abate Stefano Arteaga a*

monsignor Antonio Guardoqui, intorno al Filippo. Tu apprendras à juger précisément cette pièce que tu as avalée comme une limonade (de quoi je ne te blâme pas du tout); aucun juge sage et instruit ne pardonnera à Alfieri d'avoir falsifié l'histoire pour satisfaire l'extravagance et les préjugés stupides du dix-huitième siècle. Tout cela, au reste, ne déroge nullement au mérite d'Alfieri, véritable créateur de la tragédie italienne, et distingué par une foule de grandes qualités littéraires. Il serait sans tache s'il n'avait pas trop appartenu à son siècle, qui a gâté une foule de grands talents. Je l'ai vu deux fois à Florence. La première fois, nous fûmes sur le point de nous heurter; la seconde, tout alla bien: nous nous rapprochâmes singulièrement; et si j'avais passé quelques jours de plus à Florence, nous aurions été fort bons amis. J'aime bien qu'on fasse des tragédies sans amour, comme *Athalie, Esther, Mérope, la Mort de César,* mais j'aime mieux l'amour que les passions haineuses, et Alfieri n'en peint pas d'autres. On ne saurait le lire sans grincer des dents; voilà ce qui me brouille un peu avec ce tragique. Les vers que tu me cites sont très beaux; mais Philippe II aimait beaucoup sa femme et n'était pas moins bon père. Isabelle mourut dans son lit, d'une fausse couche, plusieurs mois après don Carlos, qui était un monstre dans tous les sens du mot, et qui mourut de même dans son lit et de ses excès. Quand nous lirons l'histoire ensemble, je te montrerai comment les protestants et les philosophes l'ont arrangée. Cherche cette lettre de l'abbé Arteaga.

Quoique je souffre autant que toi de notre cruelle sé-

paration, quelquefois je suis tenté de la trouver bonne, à cause des vicissitudes étranges de ce globe. Tu sais si je voudrais vivre avec vous ! Mais je voudrais *m'asseoir*, et n'avoir plus de changement devant les yeux. Rien n'est stable, ma chère enfant ; encore un peu de patience. O paix ! O douce paix ! — Mais je ne veux pas glisser dans la politique. Adieu donc, Adèle. Le Chevalier-Garde baise les mains de sa bonne mère et embrasse ses deux sœurs, et, tous les deux ensemble, nous serrons sur nos cœurs la veuve et les orphelines. *L'ingrato zio* t'embrasse amoureusement ; il n'est avare que de lettres ; mais sur ce point il a besoin d'absolution, et il est inutile de le prêcher.

192

A Mme de Saint-Réal.

Saint-Pétersbourg, 28 décembre 1806 (9 janvier 1807).

Vous allez voir, Messieurs, Mesdames, tout ce que vous allez voir, et ce que vous n'aviez pas vu depuis Saint-Jean-d'Acre ! Bonaparte a été battu, mais d'une manière toute différente de ce qu'on attendait. Il avait passé la Vistule à Torn et à Plock, et son dessein était de percer par un grand coup jusqu'à Grodno, où sont les magasins russes. Il a trouvé sur son chemin le général Benningsen, campé à Pultusk sur la Naref. On s'est battu, les 11, 12, 13 et 14 décembre (v. s.), et il paraît que

d'abord les Russes ont eu quelque désavantage : ils ont perdu même quatre ou cinq pièces de canon. Le 14, Bonaparte observant que les Russes étaient sous le vent, a fait mettre le feu à un village pour en jeter la fumée sur eux et leur dérober les manœuvres qu'il voulait faire pour tourner les ailes. Sous cette même fumée Benningsen a formé sa seconde ligne en colonne et s'est rué sur le centre de l'armée Française, tandis que sa première ligne, s'étant partagée et ayant changé de front, manœuvrait sur les ailes. Les Français, commandés en personne par Bonaparte, ont été enfoncés et repoussés. Les Russes les ont poursuivis l'espace de quinze ou seize verstes, après quoi chacun a repris son poste. On dit que les Français ont perdu de sept à huit mille hommes morts et deux mille prisonniers ; mais je ne compte jamais sur ces nombres. L'affaire quoique très heureuse et très honorable pour M. de Benningsen n'est point décisive. Il faut voir ce qui suivra. Le vieux Maréchal n'a point répondu à l'attente publique : il l'a trompée même, en gênant les opérations. Il est rappelé, ainsi que le général Buxhovden qui n'est pas arrivé à temps dans cette dernière affaire. Le commandement en chef est dévolu au général Benningsen qui vient de se distinguer, et il a sous lui deux généraux que je connais beaucoup : le Comte Tolstoï et le Prince Bagration. *Ed ecco, cara sorella, come vanno le cose.*

En attendant que l'avenir devienne présent, ton neveu Rodolphe, qui avait tant étudié les métamorphoses à Cagliari, en a subi une très importante en entrant au service de la Russie. Les commencements sont ici extré-

mement durs parce qu'il faut être bas officier et vivre au corps de garde. L'Empereur tient extrêmement à ces formes, mais sa bonté a tout aplani.

Je puis bien et même je dois te répéter les propres paroles du Ministre : « L'Empereur, Monsieur le Comte, « me charge de vous dire qu'il vous accorde, non seule- « ment sans difficulté, mais avec grand plaisir, la « demande que je lui ai faite de votre part. Il ne peut « donner un grade supérieur à votre fils, puisqu'il ne « traiterait pas autrement un de ses Chambellans ; mais « vous ne devez pas être en peine d'un jeune homme « qui a pour protecteur Alexandre Ier. »

Les Chevaliers-Gardes ont trois uniformes. Le journalier est vert et assez simple. Le demi-gala qui sert pour les visites de cérémonie, les bals, etc., est écarlate avec des broderies d'argent. Le grand gala, pour la Cour, est blanc de la tête aux pieds, broderies et longues aiguillettes d'argent, casque doré, cimier en crin ; il n'y a rien de si élégant. Lorsque j'ai demandé au Ministre si je pouvais faire l'uniforme : « *Non pas, s'il vous plait, c'est l'affaire de l'Empereur, qui se charge de l'uniforme de votre fils.* » C'est une galanterie qu'il fait quelquefois, et ce *panier galant* est une grande affaire pour moi; l'épée seule coûte 80 roubles, le casque autant, l'écharpe autant, etc. L'Empereur, qui m'a constamment montré beaucoup de bonté, a saisi cette occasion de me faire un présent dont je ne connais point encore l'étendue au moment où je t'écris. A te dire la vérité (car je sais que tu es de mes amies), je prévoyais cette grâce, sans laquelle les dépenses auraient de beaucoup passé mes forces, malgré

les extrémités où je me réduisais de bonne grâce.

Voilà donc, ma chère amie, ton respectable neveu monté sur un fringant coursier à la suite de S. M. I. l'Empereur de toutes les Russies. Il y a une demi-heure sans doute que tu me dis: *Mais pourquoi, mon cher frère?* — Ma chère sœur, c'est qu'il m'a été impossible de faire autrement. Tu t'en fies à moi, n'est ce pas? Pour peu cependant que tu examines la chose, tu comprendras *par ta propre vertu*, que je perdais mon fils en le laissant avancer en âge sans grade et sans état. Il y a d'autres raisons encore; mais tu sais l'histoire de ce subalterne qui disait à un Colonel : « *On n'a pas tiré le canon* « *pour trente-six raisons; la première, c'est qu'il n'y* « *avait pas de poudre.* » Tout de suite le Colonel le dispensa de dire les autres ; j'espère que tu me traiteras de même. La raison, au reste, se trouvait dans ce cas parfaitement d'accord avec l'inclination la plus décidée du jeune homme, qui a fort bien jugé les circonstances. J'ai tout pesé, tout examiné : je me suis décidé avec pleine connaissance de cause, *eu sur ce l'avis de mon conseil.*

Qu'est-ce que tu me disais dans ton dernier numéro, petite femme, sur l'*arrangement de mes lettres?* Tu ferais bien mieux de les brûler. Je vois d'ici ton petit appartement : c'est un chaos, une *bourtifaille;* je m'en vais parier que tu n'as pas seulement une cassette bien conditionnée et bien fermante. Une seule de ces feuilles égarées ferait une aventure ; crois moi, il n'y a rien de mieux que ce que la Baronne du Noyer appelait le *bureau d'assurance.*

Tu aurais fait une belle œuvre en donnant mes livres au Chevalier Gianotti ! Vive la Géographie ! Tu sens bien que ces livres ne peuvent être remis qu'à des vaisseaux qui repassent le détroit pour venir dans la Baltique. Si cependant ces caisses devaient être ouvertes à la douane de Cagliari, je rétracte les commissions : je ne veux point qu'on fourrage là dedans. Je te répète l'adresse de l'Amiral dont tu peux te prévaloir : *A Son Excellence M. l'Amiral de Tchitchagof, Chevalier de plusieurs ordres, Ministre de la marine*. Ce que je t'ai dit sur les autres commissions demeure intact, et si j'aperçois la plus petite négligence dans l'emballage, j'irai à Cagliari exprès pour te poignarder. Je profiterai de cette favorable occasion pour t'embrasser, car j'ai résolu de ne pas mourir sans avoir encore baisé ton chien de visage. Adieu, petite sœur. Adieu, mon très cher Alexis ; parlez souvent de moi ; je vous le rendrai ici : salue nos bons amis.

193

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 30 décembre 1806 (11 janvier 1807).

Il y a en effet beaucoup à craindre. Kamenski a fort mal manœuvré, il a perdu la tête, ou ce qui est plus probable, il avait un faux système dans la tête. Il voulait se retirer jusque sur la frontière de Russie ; il a re-

que j'avais obtenues, mais non demandées ; je ne tardai pas de m'apercevoir que je m'étais infiniment trompé. Nous ne pouvions que nous nuire et même nous perdre l'un par l'autre. Je me suis décidé, après avoir eu cependant l'honneur d'en faire part à S. M. et de lui témoigner le désir que j'avais que son approbation eût pu précéder ma détermination. Malheureusement la chose n'était pas possible ; le vent soufflait favorablement, il fallait déployer la voile, et employer pour mon salut cette même bonté que j'ai si souvent et si efficacement invoquée pour les autres. La grâce a été aussi vite obtenue que demandée. Au fond, il sert S. M. en servant l'Empereur de Russie : il est bien juste que tout le monde *garde* celui qui *garde* tout le monde ; et quels étrangers peuvent être mieux placés à sa porte que les sujets de S. M.? Enfin, mon fils est lancé : quand il sera capitaine, il aura une belle maison, très suffisante même pour un homme marié. Le Colonel a 12,000 livres de Piémont et 15 chevaux ; et, avec un bonheur très ordinaire, il peut être colonel à vingt-cinq ou vingt-six ans ; en attendant il a les entrées chez l'Empereur de Russie. Je ne pouvais pas laisser échapper cette chance, que je regarde comme une consolation d'avoir manqué une place honoraire dans les milices de Sardaigne. Je suis assez peu connu, Monsieur le Chevalier, pour que ce mot de consolation soit pris pour une ironie ; c'est le dernier tort qui me sera fait et je m'y attends. Soyez bien persuadé, je vous en prie, que la manière dont ma personne est envisagée m'était connue deux ou trois mois après mon départ, comme au moment où je vous écris. Que ma

qu'on a eu l'art de rendre la vérité presque inaccessible. Cependant, pour peu qu'on examine, on voit que ce qui se passe est inexplicable sans une conjuration. Il faudrait ce que les Anglais appellent un *counter-plot :* mais faites comprendre cela ! Laissons donc agir la Providence ; mais je serais inconsolable si elle avait décrété l'humiliation de cet Empire.

Le courrier me presse. J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Chevalier, avec une respectueuse considération.

Votre très humble et très obéissant Serviteur.

194

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 30 janvier (11 février) 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Il m'en a coûté infiniment de placer mon fils au service Russe avant d'en avoir obtenu la permission de S. M.; mais, comme je vous l'ai dit, je n'étais pas le maître de délibérer ni d'attendre. Il fallait prendre un parti ou voir tomber mon fils à terre. L'instinct paternel, presque toujours infaillible, m'avait fait désirer un grade militaire en l'air, et c'est en effet ce qu'il me fallait ; après l'incroyable refus que j'essuyai, je me flattai que je pourrais me tirer d'affaire avec les vaines décorations

que j'avais obtenues, mais non demandées ; je ne tardai pas de m'apercevoir que je m'étais infiniment trompé. Nous ne pouvions que nous nuire et même nous perdre l'un par l'autre. Je me suis décidé, après avoir eu cependant l'honneur d'en faire part à S. M. et de lui témoigner le désir que j'avais que son approbation eût pu précéder ma détermination. Malheureusement la chose n'était pas possible ; le vent soufflait favorablement, il fallait déployer la voile, et employer pour mon salut cette même bonté que j'ai si souvent et si efficacement invoquée pour les autres. La grâce a été aussi vite obtenue que demandée. Au fond, il sert S. M. en servant l'Empereur de Russie : il est bien juste que tout le monde *garde* celui qui *garde* tout le monde ; et quels étrangers peuvent être mieux placés à sa porte que les sujets de S. M.? Enfin, mon fils est lancé : quand il sera capitaine, il aura une belle maison, très suffisante même pour un homme marié. Le Colonel a 12,000 livres de Piémont et 15 chevaux ; et, avec un bonheur très ordinaire, il peut être colonel à vingt-cinq ou vingt-six ans ; en attendant il a les entrées chez l'Empereur de Russie. Je ne pouvais pas laisser échapper cette chance, que je regarde comme une consolation d'avoir manqué une place honoraire dans les milices de Sardaigne. Je suis assez peu connu, Monsieur le Chevalier, pour que ce mot de consolation soit pris pour une ironie ; c'est le dernier tort qui me sera fait et je m'y attends. Soyez bien persuadé, je vous en prie, que la manière dont ma personne est envisagée m'était connue deux ou trois mois après mon départ, comme au moment où je vous écris. Que ma

femme fût d'ailleurs emprisonnée, comme d'autres l'ont été ; que ma fille fût demandée en mariage par un mameluck ; que mon fils eût été enrôlé par force, obligé de servir contre sa conscience, contre son père et contre son Roi, et tué à Austerlitz ou à Pultusk par une balle partie du fusil de son oncle (car tout cela était possible), qu'ici même il m'eût embarrassé et humilié ; tout cela, j'en suis très sûr, était parfaitement indifférent, pourvu que d'ailleurs les affaires se fissent et que mes notes fussent approuvées. Un personnage que vous avez sûrement connu a dit jadis : *Nous avons marqué cette famille, elle ne s'élèvera jamais.* A quels redoutables substantifs se rapportent ces pronoms ? C'est un mystère grammatical que je ne veux ni sonder ni affronter ; mais personne ne me blâmera d'avoir peur de faire peur. Je serais le plus stupide des hommes si cette prophétie, si bien commentée en ma faveur pendant cinq ans de suite, avait encore quelques nuages pour moi. Au reste, Monsieur le Chevalier, il y a longtemps que j'ai écrit dans un recueil de maximes à mon usage : *Qui se plaint de n'être pas aimé se plaint de n'être pas aimable.* Aussi vous avez vu que je m'accuse moi-même, et je le fais très sincèrement ; mais de quelque manière que j'envisage la chose, je me vois toujours condamné à quitter le service de S. M., ou comme sujet désagréable, ou comme sujet outragé. Quand le Roi serait rétabli demain, que m'arriverait-il ? En supprimant les suppositions sinistres et trop probables, un homme riche, et qui aurait peut-être acheté sa tranquillité par toutes les complaisances et tous les serments imaginables, viendrait signer mon

ouvrage ; et l'on m'appellerait, moi, par une lettre que je lis d'ici, à la présidence de quelque tribunal. Je refuserais hautement, par mille raisons décisives qui sautent aux yeux, et qui me permettraient même un peu d'humeur. Alors je serais *jubilé*, et toute la question roulerait sur la pension de retraite ; mais je crois que cette question sera bien vite décidée. Je n'ai jamais été que sénateur dans le temps où j'avais l'honneur d'exercer des emplois au service de S. M. (Je conserve soigneusement la lettre par laquelle on me refuse le titre de Président.) Ainsi je crois que si l'on doublait en ma faveur l'ancienne paye de 1200 livres, c'est tout ce qu'une saine politique pourrait permettre à l'égard d'un sujet d'ailleurs aussi vulgaire. Insistez de nouveau, Monsieur le Chevalier, auprès de S. M., pour qu'elle daigne se défaire de moi. C'est un grand chagrin pour moi, comme j'ai eu l'honneur de le dire, de n'avoir plus d'autres grâces à lui demander ; mais je ne suis pour rien dans les circonstances qui m'ont poussé au désespoir, et certes j'ai fait preuve d'une assez belle patience : il faut enfin savoir mettre un terme aux illusions, et se dire qu'on déplaît. Excusez mes répétitions. Lorsque vous étiez sur le continent, je pouvais compter les jours, et lorsque je demandais quelque grâce à S. M., j'étais sûr qu'en trois mois, par exemple, je recevrais le refus. Aujourd'hui rien ne finit : un *si* ou un *mais* consume une année. Je suis donc obligé de répéter, et de prévenir toutes les difficultés.

195

A M. le Comte Deodati, à Genève.

Saint-Pétersbourg, 11 février 1807.

Mon très cher Comte, je vous répète ici, en toutes lettres, ce que je vous ai dit, à mots couverts, dans une autre lettre de la même date. Il a fallu me décider à donner un état à mon fils. Le temps s'écoule; rien ne se décide. Nul homme dans l'univers ne peut se passer d'état et de souverain. Il a fallu prendre mon parti. Je ne sais quel mouvement intérieur, que je n'avais point prévu, a déterminé le jeune homme pour l'état militaire. Une bonté bien flatteuse, et à laquelle je n'avais nul droit, m'a aplani les routes. Le Maître a bien voulu le considérer comme un de ses propres chambellans, et le recevoir en conséquence, en qualité d'officier. dans le premier corps de la Garde à cheval, appelé des *Chevaliers-Gardes*, le dispensant ainsi de l'insupportable préliminaire de bas-officier. Il n'y a que trois grades dans ce corps : Cornette, Lieutenant, et Capitaine. Le capitaine est lieutenant-colonel dans l'armée, et ne sort que pour avoir un régiment, ce qui peut fort bien arriver à vingt-cinq ou vingt-six ans, s'il n'aime mieux attendre dans son corps le commandement d'un escadron. Il ne monte la garde que dans le palais; il est invité aux fêtes de

l'intérieur, et il a les entrées. C'est un état, dans toute la force du terme. J'ai eu le plaisir d'entendre ces mots : « Ne soyez pas en peine d'un jeune homme qui a pour « protecteur Alexandre Ier. » Mais que tout cela coûte cher, mon digne ami ! Un second trait de bonté l'avait fait placer dans la réserve. Son âge, d'ailleurs (dix-sept ans), justifiait le repos, au moins pour quelque temps ; mais le jeune soldat m'a échappé, et a fait, à mon insu, les démarches les plus vigoureuses pour être employé. On n'a rien voulu décider sans avoir mon avis. J'ai répondu : « Décidez la chose comme il vous plaira, sans supposer seulement que je suis au monde. » En effet, il m'a paru clair que je n'avais le droit de dire ni *oui* ni *non*. Le *conscrit volontaire* l'a emporté. Il est parti ; il s'en va, faisant sept à huit lieues par jour, rencontrer... Ah ! mon cher Comte, je n'ai point d'expression pour dire cela. La pauvre mère ne sait pas le mot de tout ce qui se passe ; et moi je suis ici sans femme, sans enfants, sans amis même, du moins de ceux avec qui l'on pourrait pleurer, si l'on en avait fantaisie. Il a fallu avaler ce breuvage amer, et tenir le calice d'une main ferme. Enfin, mon cher Comte, j'éprouve un triste plaisir à verser dans votre cœur mes épouvantables soucis. Si quelque chose les adoucit, c'est la résolution calme et inébranlable du jeune homme. Dites, dites-moi, je vous en prie, si vous pouvez vous représenter ce Rodolphe de Lausanne criant, l'épée à la main : *Mort et carnage!* dans une mêlée ! Il a le diable au corps, et c'est un de ces diables froids, les plus diables de tous. Il parle français, latin, italien, allemand ; et déjà, le croiriez-vous ? cette diffi-

cile langue du pays assez couramment. Si Dieu me le conserve, il est bien acheminé. Mais je ne vis pas ! Nul ne sait ce que c'est que la guerre, s'il n'y a son fils ! Adieu ; tout à vous.

196

† *Au Comte Rodolphe.*

Saint-Pétersbourg, 26 février 1807.

J'ai reçu avec un extrême plaisir, mon cher enfant, votre billet d'hier ; et j'ai été encore bien plus agréablement surpris ce matin lorsque j'ai vu entrer chez moi votre jeune camarade, M. de Suchtelen, qui m'apportait de vos nouvelles de vive voix. Malgré la joie que m'aurait causée votre apparition, je trouve cependant que vous avez bien fait de ne pas venir aussi. Ce n'est pas un petit mérite que de savoir se refuser à propos certaines satisfactions. Il faut nous régler sur notre position, qui ne nous permet pas toute sorte de plaisirs. Au reste, cher enfant, vous sentez bien que je ne désire rien tant que de vous procurer tous les agréments qui dépendent de moi : ainsi écrivez-moi en détail tout ce que l'expérience vous aura appris sur les choses qui vous manquent, et d'abord vous l'aurez, car je ne m'appelle pas *Querulus*, et j'ai toujours fait grand cas du vers qui dit :

Le superflu, chose si nécessaire,

autant du moins que le permet la prudence.

Ce matin, j'ai éprouvé un grand serrement de cœur lorsque *Biribi* est entré en courant, et qu'il est sauté sur votre lit où vous n'êtes plus. Il a fort bien compris son erreur, et il a dit très clairement à sa manière : *Je me suis trompé ; où est-il donc ?* Quant à moi, j'ai senti tout ce que vous sentirez si jamais vous exercez ce grand emploi de père. Ecrivez-moi beaucoup, mais peu (vous entendez cela) ; je ne veux ni me priver ni vous lasser. Souvenez-vous que vous êtes toujours devant mes yeux comme mes paupières. Si jamais vous avez une aiguillée de fil, je voudrais bien que vous m'envoyassiez votre mesure exacte. J'avais cela en tête lorsque vous partîtes, je veux dire la veille. Mais le jour, je n'y pensai plus. Adieu, je vous serre sur mon cœur.

197

A Mme de Saint-Réal.

Saint-Pétersbourg, février 1807.

Il faut, ma chère enfant, que je te fasse une lettre toute sur mon *poupon*. — Je te dis ou je te répète que son admission comme officier dans les Chevaliers-Gardes est une faveur insigne, faveur qui m'embarrasse même quelquefois, quand je songe qu'il y a je ne sais combien de Princes qui sont bas-officiers depuis deux ou trois ans : il est cependant très aisé à la nature humaine de se consoler de ces sortes de malheurs. Pour te donner

une idée de la grâce qui m'a été accordée, je vais te copier le Prikase (ordonnance du jour), 15 (27) janvier, tiré de la *Gazette de la Cour :*

« M. Rawouski, Chambellan actuel de S. M. I. est reçu « en qualité de Cornette dans les hussards de la Garde.

« M. le Comte de Maistre, gentilhomme de la Léga- « tion Sarde, est reçu en qualité de Cornette dans le « corps des Chevaliers-Gardes de la Garde Impériale.

« Le Prince héréditaire de Bade, Général, etc., etc., « est renvoyé du service. »

Ce Prince de Bade est tout uniment le frère de l'Impératrice régnante. Il a accepté de l'emploi au service de Bonaparte : il a déplu. Le voilà renvoyé et mis pêle-mêle avec tous les acceptés et renvoyés de l'Empire : cela ne se voit qu'ici. Au reste, ma chère amie, je ne puis te montrer plus clairement que l'Empereur a traité mon fils comme il traite ses propres Chambellans, puisque je te montre une promotion de Chambellan qui coïncide avec celle de mon cher Rodolphe ; maintenant je te dirai ce qui lui est arrivé. Toute la Garde a reçu l'ordre de marcher. Rodolphe, probablement par une nouvelle bonté de l'Empereur, avait été placé dans un escadron de réserve demeuré ici pour la garde de la ville ; ce jour-là, il montait la garde ; je ne le vis point de tout le jour. Rentré chez moi après minuit, je le trouvai au lit ; je lui dis : « Rodolphe, je viens d'apprendre ton sort. » Il me répondit : « Je l'ai appris aussi, mais j'y ai mis ordre. » En effet, ma chère, il était allé chez les Généraux, prier, supplier, qu'on l'ôtât de cette réserve, qu'il voulait absolument marcher, etc. ; je ne sais ce qu'il dit, ou

En effet, ma chère enfant, il faut 8 ou 10,000 livres de notre monnaie pour mettre un Chevalier-Garde à cheval. Là-dessus tu vas me dire *bêtement :* — Eh ! Quels fonds aviez-vous, mon cher frère, lorsque vous avez imaginé de mettre Monsieur votre fils dans ce corps ? — Pas le sou, ma très chère sœur, pas ce qu'on appelle un sou. — Mais vous êtes donc fou, mon cher frère ? — Oui, ma chère sœur, je le suis devenu à force de sagesse. J'ai commencé à comprendre ce pays, ma tête s'est élargie ; j'ai senti que tout est gigantesque à Saint-Pétersbourg, et qu'il ne s'agit que d'être hardi (tu vas voir que je ne l'ai pas été assez). Bientôt je vis que j'avais réussi, puisque l'Empereur, comme je te l'ai mandé, me fit dire qu'il voulait faire l'équipage de mon fils. Voici le beau...! Je commence l'équipage, l'ordre pour le départ arrive, j'achète les chevaux et les armes, je mange mes revenus d'avance. Point de nouvelles ! Une semaine se passe, deux, trois, quatre, je n'entends parler de rien, je commençais à être un peu en peine. Un beau jour, je trouve le Ministre dans je ne sais quel dîner. *A propos*, me dit-il, après m'avoir parlé d'autres choses, *il faut que vous m'envoyiez, Monsieur votre fils, j'ai ordre de l'Empereur de m'entendre avec lui pour son équipage.* Le lendemain j'envoie Rodolphe seul : le Ministre lui dit que l'intention de S. M. I. est de lui rembourser entièrement tous les frais de son équipement. Deux ou trois jours après, je vais remercier. J'avais déjà fait une partie des frais, mais je n'en jugeais pas parfaitement. Je commence par les compliments que tu peux imaginer, on m'en rend de fort beaux. *L'Empereur est fort satisfait de trouver une*

son grade actuel, il a un joli appartement de trois pièces qu'il n'a point encore occupé pour ne pas se séparer de moi ; cet appartement est chauffé et éclairé aux frais de l'Empereur, une certaine quantité de bois est fixée pour tel nombre de poêles, et chaque jour le Cornette a deux bougies pour lui et deux chandelles pour ses domestiques. Cet article seul vaut 1200 roubles; l'appointement est compté pour rien, il est à peine de 400 et ne suffit pas pour l'habillement. Je t'ai dit, je crois, qu'il n'y a que trois grades dans ce corps : Cornette, Lieutenant et Capitaine. Le Capitaine est Colonel dans l'armée, il a une maison aux casernes, très suffisante pour un homme marié, et très belle ; ceux qui ont des femmes s'y tiennent. La place vaut de plus 6,000 roubles ; ainsi, ma chère amie, voilà un jeune homme à l'abri ; il se présentera d'ailleurs d'autres chances. Encore une fois, Dieu le conserve ! C'était le refrain de Madame de Sévigné pour son petit fils ; mais, hélas ! Dieu le préserva des boulets et lui envoya la petite vérole qui l'emporta. L'avenir ne nous appartient pas : la Providence *paternelle* ne s'étend pas plus loin que le moment présent. On fait ce qui convient ; on obtient ce qui est honorable et utile *aujourd'hui*, le *demain* n'est pas à nous. Ce que je puis t'assurer, c'est que s'il prenait fantaisie à une princesse ayant 50,000 roubles de rente d'épouser Monsieur le Comte un tel, Chevalier-Garde, on n'en serait pas plus étonné que d'entendre miauler un chat. On dirait « *tant mieux pour lui* », et l'on parlerait d'autres choses.

Comme je sais que tu as un peu d'amitié pour moi, je ne doute pas que tu n'aies été en peine de la dépense.

En effet, ma chère enfant, il faut 8 ou 10,000 livres de notre monnaie pour mettre un Chevalier-Garde à cheval. Là-dessus tu vas me dire *bêtement :* — Eh ! Quels fonds aviez-vous, mon cher frère, lorsque vous avez imaginé de mettre Monsieur votre fils dans ce corps ? — Pas le sou, ma très chère sœur, pas ce qu'on appelle un sou. — Mais vous êtes donc fou, mon cher frère ? — Oui, ma chère sœur, je le suis devenu à force de sagesse. J'ai commencé à comprendre ce pays, ma tête s'est élargie ; j'ai senti que tout est gigantesque à Saint-Pétersbourg, et qu'il ne s'agit que d'être hardi (tu vas voir que je ne l'ai pas été assez). Bientôt je vis que j'avais réussi, puisque l'Empereur, comme je te l'ai mandé, me fit dire qu'il voulait faire l'équipage de mon fils. Voici le beau...! Je commence l'équipage, l'ordre pour le départ arrive, j'achète les chevaux et les armes, je mange mes revenus d'avance. Point de nouvelles ! Une semaine se passe, deux, trois, quatre, je n'entends parler de rien, je commençais à être un peu en peine. Un beau jour, je trouve le Ministre dans je ne sais quel dîner. *A propos*, me dit-il, après m'avoir parlé d'autres choses, *il faut que vous m'envoyiez, Monsieur votre fils, j'ai ordre de l'Empereur de m'entendre avec lui pour son équipage.* Le lendemain j'envoie Rodolphe seul : le Ministre lui dit que l'intention de S. M. I. est de lui rembourser entièrement tous les frais de son équipement. Deux ou trois jours après, je vais remercier. J'avais déjà fait une partie des frais, mais je n'en jugeais pas parfaitement. Je commence par les compliments que tu peux imaginer, on m'en rend de fort beaux. *L'Empereur est fort satisfait de trouver une*

occasion de vous témoigner son estime particulière, etc., etc., etc. ; enfin, il en faut venir à articuler la somme : je dis modestement 2,500 roubles, en ajoutant qu'à vue de pays, j'en dépenserais davantage, le Ministre me répond *qu'il n'y a rien là que de très raisonnable.* Mais quand j'ai fait part de ce beau coup d'épée au Duc de Serra-Capriola, mon ami et mon conseil dans ce pays, il s'est moqué de moi et il m'a dit que j'avais très mal fait, qu'on se moquerait de moi, que cette somme était ridicule pour un Ministre, que je ne pouvais demander moins de 5,000, etc., etc., etc.; enfin, ma chère amie, j'ai fait le Savoyard dans cette occasion ; je suis corrigé de l'Allobrogisme, mais pas tout à fait. Je t'en prie, ne me gronde pas : comment veux-tu que les hommes accoutumés à célébrer *la munificence de S. M.*, lorsqu'ils obtenaient 5 ou 600 francs de pension, s'imaginent de demander 15,000 francs pour l'équipage d'un Cornette ! J'ai bien peur que pour cette faute tu ne m'aimes plus. Le Duc me dit : « *Si l'on fait bien, on doublera la somme que vous avez demandée ; mais comme sous ce règne tout est monté à l'économie, vous n'aurez rien de plus.* » C'est ce qui est arrivé. Je ne suis pas indemnisé à beaucoup près, car il m'en coûte plus de 3,000 roubles ; mais enfin, avec ce présent, je puis me tenir à flot et ne pas faire mauvaise figure. Je paie de tous côtés, je me retranche tout, j'espère que tout ira bien. Ce qui m'a infiniment amusé c'est de voir ces grands seigneurs aux abois pour avoir de l'argent au moment des départs. Voilà, ma bonne amie, tout ce que j'avais à te dire *sur le poupon*. La partie des finances doit demeurer secrète.

198

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, mars 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

La bataille de Pultusk, du 14 (26) décembre, est une des plus remarquables qui aient jamais été livrées. Elle est digne de mille *Te Deum* lorsqu'on pense à ce qu'elle a empêché; mais si l'on vient à considérer ce qu'on pouvait faire, on est tenté de s'arracher les cheveux. Si S. M. est curieuse de suivre militairement tous les détails de cette affaire, elle pourra se donner cette satisfaction en lisant la relation officielle ci-jointe, tirée de la *Gazette de Pétersbourg* (on ne l'imprime qu'en russe et en allemand). Tout se réduit à ceci : si Bonaparte avait percé sur Grodno, on ne peut songer aux conséquences sans frémir : peut-être que la Cour serait partie d'ici. Si Buxhovden avait donné, peut-être que c'en était fait de Bonaparte. Ni l'un ni l'autre n'est arrivé, contentons-nous de ce que nous avons obtenu.

Un mois juste après la bataille de Pultusk, c'est-à-dire le 14 (26) janvier, il y a eu une seconde affaire à *Holomin* et *Lopaczin*. Pour abréger, je vous adresse encore la relation officielle, vous y trouverez aussi celle de quelques autres combats antérieurs et moins essentiels.

Placez-vous, je vous prie, à l'embouchure du Bog dans la Vistule, remontez jusqu'à celle de la Naref dans le Bog, suivez la Naref en remontant jusqu'aux frontières prussiennes ; de là, sautez au Niemen que vous suivrez jusqu'à la mer ; en revenant à l'embouchure du Bog, descendez de même la Vistule jusqu'à la mer. Tout le pays compris dans ces confins est l'*échiquier* sur lequel les armées russe et française jouent maintenant, au pied de la lettre, une partie d'échecs dont l'issue doit être si intéressante.

Benningsen dont le système (très sage et très motivé) était, l'année dernière, d'attaquer la Prusse, avait particulièrement étudié ce terrain, où il résidait en qualité de gouverneur militaire, de manière qu'il ne fait aujourd'hui qu'exécuter ses plans. Le pays est excessivement coupé, boisé et marécageux ; ruiné d'ailleurs, au point que dans plusieurs endroits les habitants se sont retirés. Il paraît que le plan du Général Benningsen est de ne livrer aucune bataille décisive, à moins qu'il n'y soit forcé, ou qu'il n'y trouve un avantage évident. Cette guerre est sans contredit la plus dangereuse pour les Français. Cependant je ne vois encore aucune raison de battre des mains. Je trouve (sauf respect) dans les relations ci-jointes beaucoup de verbiage et beaucoup d'obscurité. J'ai souvent été incliné à croire qu'il y aurait à gagner à faire ces sortes de relations rigoureusement vraies, tant pour le bien que pour le mal ; mais nous sommes fort loin de ce système. Trouvez-moi une seule de ces relations militaires où l'on ne dise pas : *l'Ennemi a tout perdu, notre perte n'est que de tant*. On ne peut

donc croire que les faits visibles et les résultats : or qu'y a-t-il ici d'incontestable? C'est que les Français, à 600 lieues de leur pays, ont osé passer la Vistule au mois de janvier sous les yeux des Russes, qu'ils ont constamment tenu l'offensive, et que les Russes sont manifestement convaincus de ne s'être trouvés en mesure ni en hommes, ni en artillerie. Il faut être juste : les Français jusqu'à présent ont le droit de dire : *Hos effugere est triumphus.*

D'un autre côté il faut convenir que nulle part, même à nombre supérieur, Bonaparte n'a pu faire une trouée, qu'il est fort exposé, et que la perte d'une bataille le jetterait sur l'Oder ou *ailleurs.* Personne ne peut prévoir ce qui arrivera. Qu'est-ce qui sépare dans ce genre le grand homme du fou ? — Le succès. — En attendant je ne vois rien qui m'engage à me défier du système où vous m'avez constamment vu : 1° que les Français, quoique vaincus ailleurs, ne seraient pas moins invincibles chez eux ; 2° qu'il n'y aura jamais de tranquillité en Europe tant que Bonaparte existera ; 3° qu'il existera tant que les Français le trouveront bon. Je n'ai rien négligé pour tourner toutes les pensées contre lui, et du moins je ne puis pas me plaindre qu'on ne m'ait pas écouté avec bonté.

Pour empêcher mon esprit de sommeiller, dans une époque de suspension, je l'exerce sur mille choses ; mais surtout sur les différentes chances que l'état des choses présente pour ou contre la Maison de Savoie. Je recueille dans les bons livres ce qui peut l'intéresser ; je cherche la raison des choses, et je tâche de pénétrer

dans l'avenir. Si le trône était debout, le Roi n'aurait qu'à se contenter ; mais puisqu'il a été renversé, rien n'empêche de faire toutes les suppositions possibles, ou pour se consoler, ou pour entreprendre, ou pour s'amuser ; car, en vérité, l'espérance est bien quelque chose. J'ai l'honneur de vous communiquer ici une de ces excursions philosophiques, ou plutôt philosophico-politiques ; je ne la crois pas tout à fait une rêverie.

On parle plus que jamais du départ de S. M. l'Empereur pour l'armée ; ce qu'il y a de sûr, c'est que les Gardes ont reçu ordre de se tenir prêts. Les discours sur ce départ sont interminables. On dit que l'auguste Maman a prié pour détourner de ce voyage. Enfin que ne dit-on pas ? Les cas où le Souverain doit payer de sa personne sont bien connus. Quand il faut par exemple soulever ou réunir un peuple en faveur du légitime Maître, rien ne peut remplacer sa personne ; hors de ces cas et surtout dans une guerre telle que celle-ci, où il s'agit de combattre un usurpateur forcené, en qui la vengeance céleste a réuni l'autorité royale et la science pratique de la guerre, le Prince qui va lui prêter le collet ne ressemble pas mal à un joueur qui exposerait un million contre un sou. Que ne donnerais-je pas pour voir l'excellent Empereur se consoler d'Austerlitz par une victoire gagnée sous ses yeux ! Mais la chance est terrible. Qui sait si la simple possibilité du départ n'influe pas déjà sur les affaires ? Si Benningsen prévoit de certaines intentions, ou si elles ont été exprimées d'une certaine manière, il n'osera pas vaincre seul. Enfin, Monsieur le Chevalier, je jouis de ce que je vois sans trop me tourmenter sur

l'avenir ; et ce n'est pas une petite consolation, dans nos maux, de voir déjà la baïonnette Russe reprendre son nom avec son impétuosité.

On ne voit point dans ce moment de talent militaire marquant ; mais c'est ce qui arrive toujours après les longues paix. On ne se sera pas battu six mois, que l'opinion universelle (celle des soldats surtout) désignera quelque homme supérieur. Ce talent est aussi marquant, aussi visible, aussi original que celui de poète ou de mathématicien ; seulement les occasions de se déployer ne dépendent pas de lui. Quand un homme a commencé à vaincre de bonne heure, il continuera jusqu'à la fin de sa vie. Mais je ne connais pas, dans l'histoire, de grande réputation militaire qui ait commencé après quarante ans. (Lucullus peut-être ; mais il faut remonter haut.) Benningsen en a 55, et jusqu'à présent il a bien fait la guerre, mais jamais vaincu en son nom ; cependant on l'a vu depuis le commencement de la campagne manœuvrer avec beaucoup d'habileté. A mon avis, son rôle est précisément le contraire de celui que je vous exposais tout à l'heure. Il joue un sou contre un million. S'il est battu, il aura pour collègues les premiers Généraux des autres pays et plusieurs Princes ; s'il est vainqueur du vainqueur de l'Europe, voilà un personnage historique. — Mais il a 55 ans, il est étranger, et par conséquent extrêmement jalousé : pour peu que l'intrigue s'en mêle, je crains beaucoup.

Les Prussiens tiennent encore toutes les citadelles en Silésie (excepté la Capitale). Breslau a été très peu défendu ; Stettin et Magdebourg se sont rendus de la

manière la plus infâme, mais rien n'égale la trahison de Wassembech qui a donné l'armée du Prince de Hohenlohe aux Français comme on donne une boite.

J'en étais ici de ma lettre, lorsque la nouvelle d'une immortelle victoire est venue m'interrompre bien agréablement et mettre fin à l'état cruel de suspension où nous vivions. Au reste, Monsieur le Chevalier, on ne juge d'une victoire que par ses suites; par ce qu'on fera, on jugera l'état où l'on est. Je crois peu à cette grande inégalité de morts. Notez que Benningsen n'a jamais commandé et que les deux principaux lieutenants généraux, le Prince Galitzin et le Comte Osterman n'avaient jamais vu le feu J'aurais pu supprimer mes premières feuilles, pleines de doutes et d'hypothèses, mais je n'en fais rien, parce que j'ai observé que rien n'amuse tant après les grands événements, comme de connaître ce qu'on espérait et ce qu'on craignait.

199

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 9 (21) mars 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Il y a deux sortes de batailles importantes: les unes le sont par ce qu'elles opèrent, et les autres par ce qu'elles empêchent. Celle de Preussisch-Eylau est de la

dernière espèce. Ces sortes de batailles frappent moins l'imagination ; cependant elles ne sont pas moins décisives dans un sens. Il s'agissait de l'honneur et peut-être de l'existence de la Russie. Il s'agissait de voir la capitale de l'Empire honteusement abandonnée, etc. A Pultusk l'étoile de Bonaparte commença à pâlir : elle s'est tout à fait obscurcie à Preussisch-Eylau. Vous savez, Monsieur le Chevalier, qu'on est bien longtemps à savoir les détails d'une grande bataille, et même on ne les connaît jamais complètement. La dernière fois que je vous écrivis, j'étais fort éloigné (et tout le monde l'était autant que moi), d'avoir des notions exactes sur ce grand événement. C'est une bataille vraiment *historique*. Je vous ai parlé de 8,000 morts d'un côté et de 12,000 de l'autre. Doublez, Monsieur le Chevalier, et ce ne sera point encore assez. Je ne doute pas que cette terrible bataille ait coûté 50,000 vies, dont 30,000 à peu près du côté des Français. Ils ont laissé 8,000 cadavres de chevaux : par cet échantillon, jugez du reste. Voici comment les choses se passèrent. En premier lieu, jamais Bonaparte ne s'était montré plus audacieux charlatan que dans cette occasion. Il dit à ses soldats que la bataille qu'il allait livrer était la dernière ; qu'il distribuerait cent millions aux soldats qui allaient la livrer, et qu'il leur accordait le sac de Kœnigsberg pendant quatre heures, *avec ordre cependant de conserver la ville, parce qu'il y voulait passer l'hiver*. Après ces belles promesses, il marcha le 7 février, comme je vous l'ai dit, sur Preussisch-Eylau qui était occupé par les Russes, et la bataille commença. Eylau fut pris par les Français, repris par

les Russes et repris de nouveau par les Français qui s'y rétablirent. On se battit dans les rues, dans les maisons même. Enfin ce beau village composé de 800 maisons fut totalement détruit. Le lendemain, les Français recommencèrent l'action (car c'est toujours eux qui ont attaqué). Benningsen avait rangé son corps d'armée en échelons tournant le dos à Kœnigsberg. Entre ses lignes, il avait une artillerie formidable et sa cavalerie était jetée sur ses deux ailes. Les Français profitèrent pour attaquer d'une neige épaisse que le vent poussait dans les yeux des Russes de manière qu'on fut très près avant de se voir. Il était alors entre quatre et cinq heures du matin. D'abord l'aile gauche des Russes fut forcée de plier, mais le général Benningsen y envoya du secours et le combat se rétablit. Le grand massacre eut lieu depuis les dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi. On fit des merveilles de part et d'autre; mais le champ de bataille demeura aux Russes. Il est très aisé de présenter cette action sous un faux jour. En effet les Français n'ont été ni défaits, ni même vaincus. *Repousser* et *vaincre* ne sont pas du tout des mots synonimes. D'ailleurs Benningsen s'étant retiré, deux jours après la bataille sous Kœnigsberg, et les Français qui avaient quitté le champ de bataille en bon ordre, sans perdre un canon, étant venus l'occuper de nouveau, on ne sait pas trop que penser au premier coup d'œil; mais quand on y regarde de près, on voit que Bonaparte a reçu un coup terrible. Il a commencé la campagne avec 200,000 hommes au moins, il lui en reste à peine 80,000. Il combat les quatre éléments, le fer, et la dé-

sertion qui se fait par bandes. Pour n'avoir pas voulu croire ses Généraux et ses Ministres qui s'opposaient à ce passage extravagant de la Vistule, il s'est mis dans un extrême danger, car il ne peut plus se soutenir sans forcer l'impôt et la conscription, et il ne peut plus forcer l'un et l'autre sans s'exposer à l'excès. Sa fougue barbare et son délire orgueilleux sont nos deux meilleurs alliés. S'il avait voulu se tenir à Berlin et dicter de là ses lois, il aurait disposé de l'Europe. *Quos Jupiter vult perdere prius dementat* : c'est toute notre espérance. Il est devenu furieux comme un sanglier acculé, et il n'y a plus moyen de lui parler. Pendant la bataille, il s'est tenu constamment à Eylau ; cependant il sortait de temps en temps de la maison qu'il avait choisie, pour se rendre à cheval sur le cimetière, qui est un lieu élevé, d'où il jetait les yeux sur le champ de bataille. Durant l'une de ces stations, un boulet qui avait de fort bonnes intentions, mais peu de justesse, est venu briser la tête de son cheval et tuer un ou deux Mameluks qui étaient debout tout à côté. Je m'étais d'abord inscrit en faux contre ce fait, mais comme il est mandé au Ministre de Brusse par l'officier municipal de Preussisch-Eylau, qui a tout vu, je crois pouvoir vous le mander à mon tour. Tenez-le pour aussi sûr que peut l'être un fait, attesté par un témoin oculaire prussien.

Bonaparte a demandé trois fois de suite au général Benningsen un armistice qui lui a été refusé ; enfin il est parti le 28 février, et s'est retiré je ne sais pas trop vous dire de quel côté, au moment où je vous écris. Il a laissé ses malades et 1,500 chevaux à peu près morts de

faim, sur lesquels les Russes en ont trouvé 60 en état de servir : le reste à été tué ou donné aux paysans. Les cadavres d'hommes et de chevaux ont excessivement embarrassé. Le préjugé des Russes défend de brûler ; d'ailleurs où prendre le bois nécessaire ? La terre étant gelée, on ne pouvait l'ouvrir aisément : on a fait ce qu'on a pu ; mais à présent que le dégel est venu, les cadavres fermentent et sortent de la terre. Imaginez, Monsieur le Chevalier, qu'il faut les déterrer dans cet état pour les renterrer. Quelle opération ! On craint la peste. Voilà *les droits de l'homme*, si bien esquissés par les avocats de Paris en 1790 et très heureusement sanctionnés dans la Pologne prussienne et ailleurs. Platof, avec ses cosaques, poursuit les Français et leur fait beaucoup de mal ; mais Benningsen s'est tenu tranquille à Kœnigsberg et ne s'est ébranlé que le 22 février. On a beaucoup parlé de ce repos, je le crois très motivé. Les enfants mêmes savent dans ce moment que les Russes ont été pris au dépourvu sur tous les points, qu'ils manquaient d'hommes, de magasins, et surtout d'armes (Quelle honte !). Le Roi de Suède a offert 200 pièces de canon et 150,000 fusils qu'on a refusés, probablement par orgueil. Je vous dirai en passant, Monsieur le Chevalier, que l'Empereur s'étant avisé de donner des récompenses, même honorifiques, aux directeurs de certaines caisses qui avaient fait des économies, tout de suite on s'est mis à suivre cette manière commode d'obtenir des grades et des cordons, en économisant sur le nécessaire; on a traité les armes comme le reste, et voilà comment une idée saine du Monarque a tout de suite été tournée

contre lui. L'ordre de ce pays c'est le désordre, et le grand talent de l'homme d'état est de connaître le degré de désordre qui doit être permis. — Je reviens..... Benningsen sait ce qu'il a souffert. Il connaît le nombre de ses soldats que nous ignorons ; il ne veut point donner de bataille sans avoir une armée de réserve derrière lui. Il sait que le temps est un ennemi mortel des Français ; il veut *limer* Bonaparte. Il ne faut pas se presser de blâmer de telles idées ; je ne voudrais pas d'autres preuves du manque d'hommes que le départ de la *Troupe sacrée* et la célérité de sa marche : elle fait cinquante verstes par jour sur des traîneaux et des chariots. Le départ des Gardes était bien, à ce qu'on m'a dit, la plus belle chose qu'il fût possible de voir. Pour moi, j'y étais trop intéressé, je me suis tenu chez moi. Mais on n'a pas parlé d'autre chose : « Les plus beaux hommes de l'Empire, les plus beaux chevaux, les plus beaux habits, les plus belles armes. » L'Empereur a parcouru les rangs, il a dit aux soldats : *Frères* (Brasti) *faites-vous honneur !* Alors il s'est élevé un cri formidable qui a fait grande impression : *Nous ferons tout ce qui sera possible, Votre Majesté !* On a bien défendu toute sorte d'équipage, c'est-à-dire que chaque Cornette est réduit à trois chevaux (les autres à proportion) et que les officiers ne peuvent avoir qu'un chariot entre trois. La défense est cependant toujours bonne pour borner le désir russe, qui de sa nature n'a point de bornes. Dans la guerre contre les Suédois, sous Catherine II, on avait oublié de restreindre les équipages. Les officiers aux Gardes embarquèrent, entre autres effets militaires, des perroquets et des ca-

naris en cage. Cette année il n'y a ni perroquets ni canaris, mais les hommes se perfectionnent toujours. Le Comte Jean Potocki a fait porter à sa suite le jour du départ, cinquante coqs d'Inde, cinquante poulardes, quatre-vingts livres pesant de bouillon en tablettes, un énorme flacon de vin de Bordeaux, etc. On dit que les coqs d'Inde étaient vivants, et qu'ils se sont fort distingués, en criant aussi haut que les soldats, apparemment Vive l'Empereur. Enfin, Monsieur le Chevalier, ces enfants gâtés de la fortune peuvent rire à l'aise, grâce au 40,000 cadavres étendus à Pultusk et à Preussisch-Eylau. Le corps des Gardes Semenovsky est particulièrement cher à S M. l'Impératrice Mère parce que son auguste fils en a été Colonel. Les officiers ont eu l'honneur de prendre congé d'Elle en particulier et de lui baiser la main. S. M., en songeant qu'il était possible qu'ils ne revinssent pas tous, a daigné verser quelques larmes. Vous observerez en passant, Monsieur le Chevalier, qu'il n'y a pas une femme à Saint-Pétersbourg, depuis l'Impératrice jusqu'à la couturière, qui puisse se persuader que l'ennemi peut tuer un officier aux Gardes. C'est une indécence qu'elles ne conçoivent pas. Il est parti d'ici 25,000 hommes environ ; on dit que les Gardes camperont à Riga. Si elles continuent leur route, c'est une preuve incontestable que l'Empereur doit partir, et qu'il a de grandes espérances. Qui sait ce qui se prépare ? Il est arrivé ici un personnage mystérieux qui se fait appeler *Mithridate*. Arrivé ici publiquement le 12 février, il s'est rendu chez le Ministre de l'intérieur (le Comte de Kotchubey), et a demandé à voir l'Empereur.

Sur la réponse que la chose n'était pas possible, il lui a écrit une lettre qui a été fort approuvée. Il loge à l'hôtel de la police et ne voit personne. D'un autre côté, je crois être sûr que le général français Ferrier, gravement et sans la moindre raison insulté par Bonaparte, s'est sauvé en Russie. Les époques combinent : ne serait-ce point le même homme ? D'autres assurent que ce Mithridate est tout bonnement le Français qui s'est présenté à Vienne au Comte Razoumofski. Enfin c'est quelqu'un ; mais la preuve claire qu'il y a quelque chose sur le tapis, c'est qu'enfin on commence à jeter les yeux sur le Roi de France. Monsieur le Comte de Blacas est traité absolument comme un Ministre. C'est à lui qu'on s'est adressé pour retenir ou renvoyer les Français, conformément à la loi que je vous ai envoyée. Enfin il a mis le sceau l'autre jour sur les effets d'un certain Chevalier de Watcouville qui est mort, de manière qu'il est reconnu, et son Maître ne l'est pas, ce qui est assez curieux. Il fait réimprimer avec permission la Déclaration du Roi du 2 décembre 1804. On la fera parvenir partout où besoin sera, même aux armées. Mais voici une épouvantable anicroche. Le Ministère veut une nouvelle Déclaration, en quelques lignes, par laquelle le Roi de France *donnera* tous les biens nationaux, comme le Pape a donné les biens ecclésiastiques. Et Sa Majesté n'en fera rien, quand il s'agirait de perdre de nouveau sa couronne. Je me chargerai plutôt de faire comprendre le Binôme de Newton aux indes du Comte Potocki que de faire comprendre ce scrupule à une tête protestante (ce qui soit dit sans comparaison et sauf respect). Je ne crois pas

que le général de Budberg veuille démordre ; nous verrons ce qui arrivera. Ce qui fait qu'on tient si fort à cette Déclaration du Roi, c'est qu'on ne peut se défaire du préjugé absurde que sa restauration dépend d'une délibération des Français. Il n'y a rien de si faux ni de si fou. J'espère pouvoir joindre à ce paquet quelques exemplaires de l'ancienne Déclaration réduite en miniature. Il n'y a guère dans cette pièce que deux ou trois phrases entièrement de moi. Le reste est le résultat d'une espèce de lutte qui a tout mêlé, tout confondu, et qui a considérablement gâté la pièce, à mon avis. Telle qu'elle est cependant, c'est une bonne chose. Parmi les choses qui m'appartiennent, il y a un mot qui est anecdote. S. M. disait (p. 3) *que ses efforts ont eu constamment pour objet la liberté du peuple et l'indépendance du monarque.* J'ajoutai : « premier élément de cette liberté. » Cette correction fut approuvée *manco male.* A tout prendre, Monsieur le Chevalier, sans adopter dans toute leur étendue les espérances russes, qui vont un peu vite, il est certain que l'état des affaires s'est considérablement amélioré. Ce que nous devons souhaiter par-dessus tout, c'est que Bonaparte s'obstine sur la Vistule (et son caractère inflexible rend cette supposition assez probable). Peut-on comprendre la folie de cet homme, qui vient donner une frontière à la Russie et conduire à ses frais 200,000 Français au delà de la Vistule sous le fer des Russes qui seraient absolument incapables de venir les chercher sur le Rhin ? Nous allons voir ce qu'il fera ; mais tant que les Français consentiront à se faire tuer pour lui, la tragédie ne saurait finir.

L'Autriche est toujours immobile, et en veut peut-être moins à la France qu'à la Russie et à la Prusse. L'Angleterre ne pense qu'à l'Egypte, *comme vous voyez*. La Prusse vient d'être tentée de nouveau. Le général Bertrand est venu offrir au Roi les plus belles conditions (c'est-à-dire la restitution de ses états) s'il voulait faire la paix, et se détacher de la Russie ; mais il a tenu bon. A présent qu'il est à Memel, séparé des mauvaises influences, il est ferme comme un roc, car le courage ne l'abandonne ni jour ni nuit. La part que ses troupes ont prise à la bataille de Preussisch-Eylau est une grande affaire ; si l'on entend les Prussiens, c'est eux, ou peu s'en faut, qui l'ont décidée. Il est bien vrai que le général Lestock, à la tête d'un corps de 15,000 hommes, plus ou moins, se porta le 8 à la droite de l'armée russe et combattit les Français ; mais à quelle heure et avec quel succès ? C'est sur quoi on parle très diversement : les Prussiens parlent de ce mouvement en termes magnifiques, et il ne tient pas à eux qu'on ne croie que le succès de la bataille est en grande partie leur ouvrage ; les Russes au contraire (et je le tiens du Ministre même) prétendent que le général Lestock, en passant de la droite à la gauche, leur jeta Bernadotte sur les bras, qui leur donna beaucoup d'embarras ; qu'il n'arriva qu'à 5 heures du soir, lorsque le gain de la bataille était décidé, et qu'il ne tira que quelques coups de canon. Sur ce point, comme sur tant d'autres, la vérité est difficile à saisir. L'Empereur qui est particulièrement ami de S. M. le Roi de Prusse, s'est plu à rehausser les services rendus par les Prussiens ; il a embrassé le Comte de Goltz la

il le vit à la Cour après l'arrivée de la
nier en pleurait de joie. Tout cela n'em-
qu'on ne rie assez haut des *invincibles Prus-*
ns la *Gazette de Kœnigsberg*, on ne manque
de dire « les armées combinées », ce qui inspire ici
de pitié pour dispenser de la colère. Mais la va-
nité prussienne s'était permis précédemment une niaiserie qui passait toute mesure : à la fin de sa Déclaration publiée après avoir refusé les offres de la France, le Roi de Prusse disait : *qu'il était déterminé à demeurer invariablement attaché à son grand ami l'Empereur de Russie, et à vaincre ou périr avec lui.* On a supprimé ce trait dans la *Gazette officielle de Pétersbourg*, point du tout par fatuité, mais par pudeur. Soyons justes cependant : on doit infiniment aux Prussiens, et peut-être tout, car on leur doit *le pain*. S. M. avait rassemblé de grands magasins dans la Prusse royale, Lestock les a défendus. Il a fort bien chamaillé avec 12 ou 15,000 hommes jusqu'à ce que les Russes soient venus manger et vaincre. Vous ne pouvez vous faire une idée de l'incurie, de l'imprévoyance des Russes : ils pousseront en avant cent, deux cents mille hommes, et s'ils arrivent, ils frapperont un coup terrible, voilà tout ; de savoir ensuite comment ces hommes seront nourris et vêtus, c'est une petite question qui ne les inquiète guère ; et pour vous dire la vérité, ils l'entendent fort peu. Bonaparte le sait bien : de là sa terrible obstination pour arriver à Kœnigsberg ; s'il avait conquis le pain, je n'ose penser à ce qui serait arrivé. Au moment où je vous écris, il serait à Memel, le Roi de France aurait été chassé de Mitau, par son ignoble

rival de..... Je vous répète, Monsieur le Chevalier, que je n'ose pas y penser. Mais quels sentiments on éprouve lorsqu'on est sur les lieux et qu'on voit comme moi à quoi les choses ont tenu, et jusqu'à quel point les intrignes ont exposé le sort de l'Europe. Benningsen est étranger : c'est un grand anathème. *Nec tecum possum vivere, nec sine te.* C'est ce que je vous ai dit, je crois, à propos d'un peuple un peu moins important dans le monde ; mais c'est absolument la même chose ici, les dimensions seules sont différentes. Un certain général Knorring s'est mis en tête de ne pas obéir à Benningsen, parce qu'il est plus ancien que lui ; ce Knorring appartient au génie, il fut déjà sur le point l'année dernière de désarçonner le bon général Suchtelen, et n'est connu au demeurant, comme la plupart des intrigants, par aucun service distingué. Les choses ont été portées au point que les deux Généraux étaient sur le point de se couper la gorge et que le jour était pris pour un duel. D'un autre côté, le Comte Pierre Tolstoï, qui était à cette armée, ne pouvait pardonner à un étranger des succès qui allaient retentir dans toute l'Europe. Le baron Benckendorf, beau-frère du Comte de Lieven, arrive tout à coup ici de l'armée, en courrier, quatre ou cinq jours après la bataille, et il est public qu'il n'est point envoyé par le Baron de Benningsen. A Mitau, il commence à déprimer si fort la bataille, qu'il ne tient pas à lui qu'on ne la regarde comme une défaite. Le Roi de France en est effrayé et en écrit ici à son Ministre. Benckendorf arrive dans la capitale, il est regardé publiquement comme un envoyé du Comte Pierre, il parle on ne peut

plus mal et du Général et de la bataille. Enfin, nous avons vu le moment où Benningsen était perdu pour avoir sauvé l'Europe; heureusement l'Empereur a pris la chose du bon côté. On m'a dit que comme le choix de Benningsen appartient exclusivement à S. M. I., Elle a regardé l'attaque faite sur le Général comme une impertinence faite à elle-même. Quoi qu'il en soit, M. de Benckendorf a été fort mal reçu. L'Empereur lui a dit en propres termes : « *Vous vous êtes chargé d'une fort vilaine commission.* » Il l'a renvoyé à l'armée, et l'a rendu porteur du cordon bleu, et du brevet de 12,000 roubles de pension envoyés à Benningsen, ce qui n'a pas empêché Benckendorf de recevoir un grade, au grand étonnement de beaucoup de gens.

Le Comte Tolstoï a été transporté à l'armée d'Essen, où il commande un corps considérable (il était ce qu'on appelle ici *général de jour* auprès de Benningsen). Ce d'Essen est encore un homme excessivement médiocre qui passe aussi pour avoir désobéi à Benningsen; il a cependant remporté (ou plutôt une partie de son armée commandée par un Prince Wolkonski a remporté) le 5 (17) février, un avantage très considérable sur les Français. Les Russes leur ont tué 8,000 hommes, ils ont fait 500 prisonniers, et se sont avancés d'Ostrolenka sur la Narcf où l'affaire a eu lieu, jusqu'à Pultusk qu'ils ont pris de force, et où ils se sont établis. Mais jugez de notre étonnement lorsque nous avons vu cette affaire étouffée et passée sous silence dans la *Gazette de Pétersbourg*. Bientôt les *incenditori* ont compris les raisons de ce silence : 1° d'Essen avait déplu antérieure-

ment pour sa conduite militaire ; 2° il a déplu nouvellement pour avoir fait part directement de son succès sans passer par le Général en chef ; 3° le Comte Pierre Tolstoï se trouve violemment compromis dans cette affaire : il est accusé d'avoir désobéi et compromis par là le Prince Wolkonski qui s'est vu exposé à être pris avec 5,000 hommes. Le grand crédit des Tolstoï ne permet pas qu'on parle ouvertement de ces fautes, ils gagnent peu cependant à toutes ces précautions. Vous voyez, Monsieur le Chevalier, comment vont les choses et comment tout est en l'air : au reste tant qu'il y aura des hommes on fera des fautes ; il n'est pas moins vrai qu'en général la fortune paraît faire un demi-tour à droite. Bonaparte a perdu, au moins 80,000 hommes depuis l'ouverture de la campagne: comment les remplacera-t-il ? Son Sénat est bien vil, et les Français sont bien patients ; cependant après avoir demandé et obtenu une conscription anticipée de 80,000 soldats, comment en proposer une nouvelle ? D'ailleurs, en réunissant ce que vous avez lu plus haut à d'autres notions qui me sont parvenues depuis, je me crois sûr qu'il y a de grandes espérances de ce côté, et même des *conversations commencées :* il y en a mille signes. Je n'en voudrais pas d'autre que le *Journal du Nord*, projeté pendant un siècle, toujours suspendu par la crainte, et dont les premiers numéros viennent enfin de paraître. L'auteur devait être le Marquis de Mesmon, ancien brigadier des armées et qui est fort de mes amis ; mais le censeur, le supérieur, l'inspecteur (ou comme il vous plaira de l'appeler) est le Comte Jean Potocki, attaché

aux affaires étrangères pour toutes les affaires de l'Asie, et fort adonné aux sciences. Le *Prospectus* et les premiers numéros sont de lui. Bonaparte n'y est plus que Bonaparte, on s'y moque ouvertement de lui, de sa naissance, de ses princes, etc... On a passablement ri de cette phrase : « Lorsqu'il dit *ma dynastie*, on croit entendre un homme qui plante des glands et qui dit *ma forêt*. » Certainement, Monsieur le Chevalier, on ne se permettrait pas ces traits, si l'on ne croyait pas que le colosse a perdu son aplomb. Je sais d'ailleurs à n'en pas douter qu'une lettre partie de la Vendée, et signée en toutes lettres par l'un des principaux chefs s'est trouvée, on ne sait comment, sur le bureau de S. M. I.; d'abord on voulait répondre par la voie des *gazettes*, mais enfin on n'a rien fait ; je ne sais ce que l'affaire est devenue, mais d'autres personnes ont bien trouvé moyen de faire savoir à celui qui a écrit la lettre qu'elle était parvenue ; ajoutez les démarches faites auprès de S. M. Très Chrétienne et vous ne douterez pas qu'il n'y ait quelque chose d'important sur le tapis. Je n'ai rien négligé dans ma petite sphère pour faire valoir les bons principes, et j'en ai trouvé plus d'une occasion. L'un des personnages les plus influents de l'Empire s'étant entretenu longuement avec moi, et en différentes conférences, sur les affaires du moment, nous convinmes que je jetterais sur le papier les idées principales : je le fis, et dans ce mémoire qui était assez long, je combattis surtout de toutes mes forces le préjugé fatal et indigne *qu'il ne fallait pas reconnaître le Roi de France avant d'avoir obtenu de grands succès, de peur de se compromettre*, maxime digne d'un

prince de Monaco, et qui nous a mis où nous sommes.
« Un gentilhomme Français, disais-je dans ce mémoire,
« porte toujours le nom de sa terre, achetée peut-être
« et possédée par son laquais, et personne ne lui dis-
« pute ce nom. Comment donc expliquer cette crainte
« universelle et puérile qui dispute le nom de Roi de
« France à celui qui n'en a point d'autre? Des hommes
« qui n'ont aucune idée de la politique ont dit aux Sou-
« verains qu'ils se compromettraient par la moindre
« reconnaissance des droits légitimes. Le fait est cepen-
« dant qu'ils se compromettraient comme Louis XIV se
« compromit par son admirable conduite à l'égard de
« Jacques II. Les Souverains vivants peuvent con-
« templer dans l'histoire Louis XIV, reconnaissant
« jusqu'à la fin le Roi d'Angleterre en dépit de l'Angle-
« terre et Louis XV faisant arrêter le Prétendant à
« Paris: ils peuvent choisir entre les deux réputations.»

Comme je sais que l'Angleterre est une grande pierre d'achoppement dans les circonstances actuelles, d'autant plus qu'elle semble se conduire tout exprès pour impatienter ses alliés, j'ajoutais dans ce mémoire que si l'énorme agrandissement de la puissance anglaise pouvait effrayer, il fallait bien se garder d'oublier deux choses: 1° Que le véritable auteur de cette puissance était Bonaparte qui forçait l'univers à se rallier autour de l'Angleterre. 2° Qu'au moment où le Roi de France serait sur son trône, une alliance bien combinée entre lui et la Russie suffirait toujours pour tenir l'Angleterre à sa place. Sur les puissances maritimes j'ajoutais cette réflexion :

« Toutes les puissances maritimes ont fini sur terre, « et c'est par terre seulement que les flottes anglaises « peuvent être battues ; les galères de Venise ne lui « servirent de rien à Agnadel, pas plus que celles de « Carthage à Zama. »

« Il faudrait être bien aveugle et bien injuste pour « envier à la Grande-Bretagne le pouvoir et l'influence « bien légitimement dus à son génie, à son admirable « constitution, et à son esprit public ; mais il n'est cepen- « dant pas inutile de faire sentir, surtout à des Fran- « çais, que s'il y avait de l'excès à cet égard...., etc. »

En effet, c'est le principal leurre que l'Empereur de Russie doive montrer à des Français. Ce qui arrivera ensuite importe assez peu au monde ; l'univers entier doit être renversé dans ce bouleversement général. Je vote pour les meilleurs gouvernements, c'est-à-dire *pour ceux qui doivent donner le plus grand bonheur possible au plus grand nombre d'hommes possible.* Que ce soit celui-ci ou celui-là, encore une fois, qu'importe ?

L'Egypte est un théâtre sur lequel il faut ouvrir les yeux. Deux grandes puissances en ont tâté, et l'une ou l'autre l'aura. C'est là que se décidera une grande question : on ne fait pas assez d'attention qu'*il n'y a plus d'Amérique* ; bientôt il n'y aura plus d'Asie : ce qui se prépare est immense, et tout ce que nous avons vu n'est qu'une préparation. — Mais rentrons à Saint-Pétersbourg.

Le 22 février (n. s.) nous avons vu arriver de l'armée du général Benningsen le Prince Bagration, et d'abord après l'avoir vu, l'Empereur a laissé voir une joie extra-

ordinaire. Que venait faire un Général de cette importance? S'il n'était question que de nouvelles, un jeune aide de camp suffisait. Quatre ou cinq jours auparavant M. de Novosiltzof était parti pour une mission secrète. Il devait toucher à Memel, mais il paraît que la mission est pour Kœnigsberg : nouvel indice qu'il se trame quelque chose d'important. Maintenant on dit que M. de Novosiltzof retarde son départ pour retarder celui de l'Empereur, mais je n'en crois rien ; d'ailleurs ce serait fort inutilement, car ce départ a été résolu hier 8 (n. s.). Il y a une opposition terrible contre ce voyage, et l'Impératrice-Mère surtout en est, dit-on, inconsolable. Certainement, Monsieur le Chevalier, on ne manque nullement de respect aux Souverains en observant que les Cours sont des foyers d'intrigues; c'est la nature même des choses, et il est impossible que les passions humaines ne soient pas concentrées et agitées violemment autour de la puissance. Si ce foyer d'intrigues se transporte à l'armée, dans l'instant elle est désorganisée, ou notablement affaiblie. Par bonheur, il arrive communément que ces opérations de Cour ont lieu de part et d'autre, de manière que le tout, en fin de compte, tourne au profit du genre humain ; car c'est un grand bien de faire mal la guerre pourvu que ce soit des deux côtés ; mais si, d'une part, il y a un Souverain légitime avec sa Cour, et de l'autre un casse-cou tout-puissant, un aventurier qui a bien des valets, mais point de Cour, qui ne dépend de personne, qui n'écoute personne, et qui réunit la puissance absolue à l'ivresse des succès, et à cette connaissance pratique des hommes et des choses qui ne

peut appartenir qu'à un particulier, je dis qu'un Souverain qui vient se mesurer en champ clos avec un tel homme est véritablement suicidé. Ces vérités sont simples et je les dirais à l'Empereur même s'il me mettait sur la voie. Mais, d'un autre côté, comment savons-nous que S. M. I. part réellement *pour faire la guerre?* Ne s'agit-il point d'autre chose, et n'y a-t-il pas des occasions où la personne du Souverain est indispensable, et où son nom doit paraître à la tête des armées comme un drapeau? Supposons, par exemple, qu'il y eût un soulèvement général en Italie. Qui doute que S. M. Sarde ne dût monter à cheval dans ses États? Or, qui sait ce que va faire l'Empereur? S'il s'agissait d'écouter certaines propositions, de présenter un Roi détrôné à ses sujets, je le trouverais fort bien placé ; mais nul homme sensé ne lui conseillerait de présenter le collet à Messieurs Masséna, Lannes et Compagnie ; il ne pourrait certainement arriver rien de plus malheureux à lui et à l'Europe. Voilà, Monsieur le Chevalier, la manière dont j'envisage cette affaire, et je ne la crois pas dépourvue de fondement. Pendant qu'on disserte, les 25,000 hommes sortis de cette capitale s'avancent rapidement vers la sanglante arène ; la Garde à pied est menée en poste, il y a 1,700 chevaux sur chaque station, et mon fils me mande que la Garde à cheval fait jusqu'à quarante milles par jour. Jamais l'Empereur ne marche sans la Garde, et réciproquement. Je crois que le départ de la Garde annonce celui de l'Empereur ; il paraît en effet décidé depuis quelques jours. Le 13 mars, M. de Novosiltzof est arrivé de l'armée dont il raconte *monts et merveilles*. Je

suis tenté de croire que sa mission n'a d'autre but que celui de réconcilier les Généraux. En effet il y a *paix et amitié* entre Benningsen et Tolstoï : le premier est toujours immobile, et ne cherche point à donner bataille. Au départ de M. de Novosiltzof, Bonaparte avait sa gauche à Elbing, commandée par Bernadotte, lui-même était à Osterrode, et sa droite fléchissait un peu vers la Narew. Benningsen au contraire avait sa droite à Mulhausen, son quartier général à Heilsberg ; je ne saurais vous dire exactement vers quel point s'étendait sa gauche; dans une telle position le repos est inconcevable. Lorsque le Prince Bagration arriva ici, on tomba des nues de voir un officier de ce grade quitter l'armée ; mais il dit que de quinze jours il n'arriverait rien. Toutes ces circonstances mises ensemble, et réunies aux démarches faites auprès de S. M. le Roi de France, me font penser, ainsi qu'à d'autres, qu'il y a quelque conversation sur le tapis. Tout ceci cependant ne sort point du cercle des conjectures, deux vanités nationales devant travailler également à vous tromper. Voici, Monsieur le Chevalier, l'état exact des choses dans le moment où je vous écris.

A Pultusk la fortune de Bonaparte s'est *arrêtée ;* à Preussisch-Eylau elle a *reculé*, mais sans tourner le dos, (prenez bien garde). Là-dessus on peut dire sans mentir *c'est peu* ou *c'est beaucoup*, suivant qu'on envisage la chose. En attendant que le temps nous dise son secret, je suis invariablement la marche que je me suis tracée dès le moment de mon arrivée. Je me sers de chaque degré de confiance que je puis mériter, pour

soutenir plus librement, et de vive voix et par écrit, les principes qui seuls peuvent faire triompher la cause que je défends, et jamais je n'ai porté un pied en avant sans avoir senti que l'autre appuyait solidement. Il ne tiendrait qu'à moi de faire des livres, mais je suis sobre d'écriture comme il convient, content de savoir que tout ce que j'écris est lu mot à mot. Je me suis mis en possession, je ne sais trop comment, de faire toutes les affaires des officiers piémontais.

L'Empereur d'Autriche, comme nous l'avons vu dans mille occasions, répugne infiniment au rétablissement de Sa Majesté en Piémont, pays qu'il convoite ardemment. Qui sait le parti que nous pourrions tirer de ce désir? C'est une illusion parfaite de s'imaginer que nos Maîtres aient jamais été les gardiens des Alpes. Il y a longtemps que Machiavel a dit la vérité sur ce point. « *Toutes les fois*, dit-il, *que vous voudrez garder les Alpes, vous apprendrez par derrière dans vos stations que les Français ont passé.* » Disons donc, et répétons mille fois dans nos notes, que le Roi était le gardien des Alpes ; mais si nous voulons raisonner politiquement, n'en croyons pas le mot. Toutes les fois que les Français le voudront réellement, ils feront le siège de notre capitale en deux ou trois mois : *on le leur fera lever*, dira-t-on, comme il arriva en 1707. — Et par qui, je vous prie, les Français furent-ils chassés? par le *gardien des Alpes* ou par le Prince Eugène ? Lisez seulement la table des matières dans les histoires du temps, vous trouverez : *le Prince Eugène gagne la bataille de Turin, et fait lever le siège de cette ville.* Le Roi est à peine observé, et c'était

cependant un Prince admirable. En un mot, Monsieur le Chevalier, nous serons toujours en tutelle ; on versera notre sang. on dépensera notre or, et l'on commandera chez nous. Ces observations seraient dans un temps de calme la chose la plus déplacée, mais dans ce moment il n'y a pas d'inconvénient d'observer que le diamètre du Piémont n'est point du tout en proportion avec la grandeur et la noblesse de la Maison de Savoie. Si donc l'Empereur (le seul qui puisse garder les Alpes parce qu'il les garderait avec 100,000 hommes dans la plaine) se laissait tenter par cette perspective flatteuse de fermer la porte de l'Italie aux Français et promettait éventuellement de favoriser l'acquisition de l'Etat de Venise, jusqu'à Mantoue *inclusivement*, qu'en penserait S. M. ? J'entends bien qu'il serait plus agréable pour Elle de s'agrandir dans un sens opposé en rentrant dans le Piémont ; j'entends bien aussi qu'en dernière analyse si l'on veut nous donner moins, il faudra prendre patience ; mais toujours est-il vrai qu'il est bon d'examiner d'avance toutes les suppositions et d'être prêt sur tout. Si donc S. M. jugeait à propos de tâter le terrain auprès de l'Ambassadeur d'Autriche, Elle peut donner ses ordres sur ce point ou à moi, ou à mon successeur, si Elle daigne m'en donner un, comme je continue à l'en prier instamment ; mais l'affaire est trop délicate pour que je me permette d'avoir de mon chef une semblable conversation. — Je reviens.

Cette lettre, écrite au fur et à mesure en attendant le départ d'un courrier, sera peut-être terminée vingt jours après celui qui l'aura vu commencer. Nous voici au 16

mars (n. s.); rien de nouveau et toujours la même immobilité. Bonaparte n'a rien oublié pour amener la paix, ou au moins un armistice, auquel les Russes se sont constamment refusés. Le Général Prussien Kleist s'étant rendu auprès de lui pour un échange de prisonniers, il l'a rendu porteur d'offres très insidieuses; il insiste surtout sur un congrès, où seront admis, avec les siens, les plénipotentiaires de Russie, d'Angleterre, de Suède, de Prusse, de Turquie, mais *non ceux d'Autriche*, cette puissance étant en paix. Quant à S. M., et à S. M. le Roi des Deux-Siciles, on ne suppose pas seulement qu'elles soient au monde. La Prusse ne parait pas du tout avoir mordu cet hameçon; cependant, comme sa réputation n'est pas des meilleures, on l'examine de près. L'Empereur exige que toute proposition faite à la Prusse soit communiquée sans délai aux trois Cours de Saint-Pétersbourg, de Londres et de Vienne. Je ne doute pas que S. M. ne s'impatiente avec toute l'Europe contre le repos de l'Autriche; mais l'équité exige l'aveu que cette crainte n'est pas à beaucoup près dépourvue de motifs. Vous pensez bien, Monsieur le Chevalier, que je ne suis pas disposé à la critique envers un pays où j'éprouve tant de bontés; mais si vous saviez combien l'on est ici au dessous des grandes et terribles circonstances où l'on se trouve! Puisque j'en conviens il faut que la chose soit bien vraie. L'Autriche, comme vous sentez, regarde son jeu, et certes elle a raison: ce n'est pas le tout de commencer la guerre, il faut savoir comment on la poursuivra, et comment on la finira. En 1807 on n'a pas oublié 1805; après la bataille d'Austerlitz, rien n'était

perdu si les Russes avaient tenu, et tout le monde convient que rien n'était plus aisé. Un malheureux homme, qui avait peur, dit à l'Empereur: *Qui sait ce qui se passe en ce moment à Pétersbourg?* Et le Prince part comme une flèche. L'Empereur François envoie dire au général Koutouzof que s'il veut tenir ferme, lui, l'Empereur recommencera la guerre le lendemain ; le Général répond qu'il ne peut pas s'arrêter un moment. Il emmène l'armée, et le Souverain délaissé est obligé de signer le fatal traité de Presbourg. Vous savez, Monsieur le Chevalier, que je n'ai point de faible pour cette puissance : cependant il faut convenir que de semblables souvenirs peuvent excuser de longs retards. M. de Meerfeld m'embarrassa l'autre jour en me posant en fait, *que la Russie ne pouvait pas défendre l'Autriche, qu'à raison de son éloignement les états de l'Empereur seraient envahis avant que les Russes fussent arrivés*, etc., etc. Cependant il sent bien le danger où se trouve l'Autriche, et il écouta mes raisons assez philosophiquement. Si la liaison qui semble s'établir entre nous me met dans le cas de lui parler, sans sortir des termes généraux, des sentiments de S. M. pour l'Empereur son Maitre, et du désir qu'Elle aurait que leurs intérêts réciproques en Italie pussent s'arranger avec l'agrément mutuel des deux hautes parties, je ne sortirai point en cela du cercle de mes instructions ; d'ailleurs en songeant qu'il me faut six mois pour recevoir une réponse de S. M., je vois combien il est nécessaire que je prenne les choses sur moi, du moins jusqu'à un certain point.

M. le Général de Budberg est malade depuis quel-

ques jours, et je ne sais pas trop s'il est bien ferme à sa place. Le Prince Czartoryski a toujours une influence assez visible quoique soigneusement cachée, et je ne puis douter que s'il avait voulu, il aurait déjà repris son poste, mais il ne veut pas forcer l'opinion ; peut-être veut-il la ramener en convainquant, par le temps et l'expérience, qu'il n'y a pas d'autre homme que lui pour cette place ; en effet, je crois qu'on n'a jamais vu une telle disette d'hommes distingués. A qui me dirait : *Qui voulez-vous ?* Je ne saurais pas répondre. Si le Prince, avec son nom, sa fortune et les circonstances qui le favorisent, avait dans le cœur le feu d'un Potenkim ou d'un Orloff, il serait Empereur de Russie. Mais rien ne peut l'animer : il est là, droit et froid comme un glaçon de gouttière, et il ne sait ni échauffer les hommes ni leur plaire ; jamais il ne réunissait le corps diplomatique, un dîner pour lui était une rareté, il évitait tous les entretiens, il ne répondait à aucune lettre. Celui-ci, au contraire, qui a été Ambassadeur et qui se rappelle la vieille Cour, affecte de *Catheriner* en tout. Il maintient les anciennes formes : tous les jeudis il nous donne à manger, et nous sommes maîtres de saisir cette occasion de lui parler d'affaires ; il nous écoute avec une extrême politesse, et il répond au moindre de nos billets avec une exactitude infiniment agréable pour nous. Pour ce qu'on appelle *il trattare*, Budberg vaut beaucoup mieux, mais si l'on creuse ensuite et qu'on arrive jusqu'au caractère, c'est autre chose : je crois que le Prince vaut mieux. Il est pétri d'idées modernes, c'est grand dom-

mage. Vous n'aurez pas oublié son discours : *Il me semble qu'on doit être content de régner comme le Roi d'Angleterre.* Les deux autres triumvirs sont de même (Strogonof et Novosiltzof), mais ce dernier passe de la tête ses deux collègues : il a été élevé en Angleterre, il sait la France par cœur, et par-là-dessus il a jeté le poison Allemand à très forte dose ; de manière que, comme il se mêle de tout, je ne doute pas qu'avec de bonnes intentions et un grand attachement à la personne de son Souverain, il fera selon toutes les apparences un très grand mal. Mais comment serions-nous surpris de ces opinions, lorsque nous voyons jusqu'où elles s'élèvent? L'Empereur est têtu ; il parle et agit comme un simple particulier : le Corps diplomatique n'est plus invité aux grands dîners de cérémonie, parce que l'Empereur devrait, dans ce cas, être assis sur un siège élevé et représenter comme un Souverain : il préfère sa chaise, qu'il a bien soin de mettre au niveau des autres, et quand il a dîné il fait ses excuses au Chambellan *de la peine qu'il lui a donnée*, tandis que le Chambellan devrait briguer cet honneur pendant six mois. Nous venons de voir paraître un ukase dans lequel S. M. I. remercie *les enfants de la patrie* des efforts généreux qu'ils ont fait pour elle, en expliquant bien clairement que la reconnaissance du Prince est fondée sur les services rendus à la patrie. Ce mot *patrie* est répété quatre ou cinq fois dans quatre ou cinq lignes, et l'Empereur ressemble à une parenthèse. Certainement la patrie est quelque chose, mais si j'avais l'honneur d'approcher cet aimable Souverain, je me flatte

que je lui ferais comprendre bien clairement, sans lui prêcher le despotisme, qu'il redoute et que personne n'aime, que, dans une monarchie, on ne sert point le Prince en servant la patrie, mais qu'au contraire, on sert la patrie en servant le Prince. C'est une chose bien extraordinaire, Monsieur le Chevalier, mais que je crois certaine : S. M. I., dans le fond de son cœur, estime le Gouvernement républicain, et le croit probablement plus légitime que celui auquel sa naissance l'a appelé. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il aime et caresse beaucoup les Américains qui sont maintenant les seuls républicains de l'univers. Nous avons ici, dans ce moment, un de ces Messieurs nommé Poinset; c'est tout uniment un négociant de Boston, à qui il ne serait pas seulement venu en tête de se présenter dans une bonne maison de Turin. Ici, il mange très souvent à la Cour, où quelqu'un observait l'autre jour que, durant le temps que le Comte de Meerfeld a passé ici comme simple particulier, jamais on ne lui a fait cet honneur. Il parait que l'éducation de Sa Majesté a laissé des traces ineffaçables ; le système Prussien est venu se greffer là dessus, de manière que l'auréole Royale a disparu, dans le pays qui peut le moins s'en passer. Si l'Empereur pouvait entendre ce qu'on dit de lui pendant qu'il exerce ses soldats sur la place, s'il avait à côté de lui un Bossuet, qui lui dit, comme à Louis XIV à propos de la comédie : *Sire, il y a de grands exemples pour, et de grandes raisons contre*, je dis plus, si quelque écrivain honnête s'exprimait ouvertement, mais sagement, sur ces fausses idées, avec

une certaine liberté respectueuse qui ne peut appartenir ni à la malice ni à l'insolence, et si le livre tombait entre les mains de S. M. I., je ne doute pas qu'Elle ne se résolût à faire l'Empereur, peut-être même Elle croirait l'être. Son cœur est ce qu'on peut imaginer de plus naturellement droit et honnête ; malheureusement ses sujets aiment bien mieux le critiquer que l'instruire. Des hommes comme nous le porteraient aux nues : ici on s'amuse à le jeter à terre. Je vous assure qu'il est plus réellement aimé par les sujets du Roi qui sont ici, que par les siens propres. Pour moi, je ne puis vous dire combien je lui suis attaché, indépendamment de tout motif de reconnaissance personnelle. Vous ne sauriez croire quelles précautions il prend pour n'être pas trompé, et pour ne pas épouser les passions des hommes qu'il emploie. Quand je pense qu'il a été élevé par un maître qui ne lui a enseigné que la philosophie du XVIIIe siècle, et par un père qui ne lui a enseigné que le corps de garde : en songeant à ce qu'il est, j'ai envie quelquefois de lui embrasser les genoux et de le proclamer *Père de la patrie* (puisque patrie il y a).

Le crédit de M. Novosiltzof augmente chaque jour, et celui du Prince Czartoryski n'ayant nullement diminué, je regarde le triumvirat comme rétabli (Paul Strogonof est le troisième, mais c'est Lepidus). Toutes variations trop fréquentes dans le Ministère ont de grands inconvénients, et je ne puis guère douter que le renversement de la Prusse et tous les malheurs de 1805 n'aient été la suite de la retraite du Prince Czar-

toryski ; s'il doit reprendre le timon pour le tenir invariablement, à la bonne heure ! Mais si M. de Budberg est déplacé pour faire place à tout autre qu'au Prince, ce sera un grand mal, car les talents manquent absolument autour du trône.

Nous voici au 21 mars (n. s.), Bonaparte est toujours à Osterrode et Benningsen à Allenstein ; ses ailes s'étendent de part et d'autre sur le Frischaff et sur la Narew. Ils sont au pied de la lettre les uns sur les autres, cependant, point de nouvelle ; les Gardes avancent et l'Empereur ne remue pas. Que signifie ce repos ? Il est aisé d'imaginer qu'on se craint mutuellement, mais je ne puis m'empêcher de soupçonner autre chose : jamais on n'a observé un secret si profond. Je pense même que Novosiltzof fait le malade uniquement pour ne pas se montrer, car je sais que sa maladie ne l'empêche point de travailler, je suis d'autant plus intrigué que je vois la crainte sur plusieurs visages.

J'ai eu l'honneur de vous dire que le Général Benningsen avait 55 ans, c'est une calomnie : il en a 65 à ce qu'on m'assure très positivement ; il est très vrai que sa troisième ou quatrième jeune femme, qu'il aime éperdument, lui a donné un fils le jour de la bataille de Preussisch-Eylau : on m'ajoute qu'il danse fort bien la valse. C'est fort bien. Si son bonheur continue, nous verrons une curieuse chose : il arrivera ici pour être l'idole de la Cour, il sera reçu à bras ouvert par.... L'Impératrice-Mère même devra faire bonne mine. Déjà, dit-on, pour la préparer aux complaisances convenables, on lui a montré une lettre originale où Benningsen di-

sait à un ami : *Si on veut l'enfermer pour le salut de l'Etat, je consens à me laisser enfermer avec lui pour le reste de mes jours.* Il a dit à une personne que je connais particulièrement, et dans le temps où les acteurs se faisaient une espèce de gloire de parler de l'affaire : *La déposition et la réclusion étaient indispensables; mais la mort est une cochonnerie.* C'est fort bien dit ; cependant, il fut un des sept *cochons* qui entrèrent dans la triste chambre, que j'ai pu examiner tout à mon aise avant qu'un ordre tardif l'eût fermée aux curieux. Lorsque Nicolas Zubof, ouvrit les rideaux et dit : « *Il n'y est pas, nous sommes perdus* », Benningsen, qui est extrêmement grand, l'ayant aperçu par dessus un paravent, tapi dans l'âtre d'une cheminée, s'écria: *Le voilà!* Et la scène commença. Il est de plus parfaitement constaté que l'effroi, et peut-être le remords conduisant un des opérateurs vers la porte, Benningsen la ferma en lui disant : « *Monsieur, quand on a fait tant que d'entrer ici, on n'en sort pas avant que tout soit fini.* » Ce qui est parfaitement vrai. Et c'est une preuve qu'il ne faut pas entrer.

Je pense, Monsieur le Chevalier, que dans le moment présent, ces notions que je puis confier à une occasion parfaitement sûre, ne seront pas sans intérêt pour S. M. Un mouvement intérieur, qui est peut-être une illusion, me dit que le sauveur de l'Europe ne doit pas s'appeler Benningsen.

L'entreprise gigantesque des 600,000 hommes de milice a dû nécessairement être modifiée; on s'est contenté de 200,000 hommes dont on a fait des soldats. On a

pris aussi 50,000 hommes parmi les vétérans, et 50,000 parmi les fils de prêtres (c'est une espèce de bétail mitoyen entre l'esclave et l'ingénu). En total, la Russie aura fourni pour l'année 1807 plus de 400,000 soldats ; mais sur tout cela je dis : *ad populum phaleras*, l'apparence surpasse de beaucoup la réalité ; la puissance des nations est en raison directe de la population et inverse de l'étendue du territoire. Que m'importe à moi qui suis dans l'Ingrie le soldat qui est au Kamtchatka ? Je vois que la Russie a toutes les peines du monde à réunir 200,000 hommes sur le même point. Malheur à elle si la France telle qu'elle est la touchait ; je ne serais pas ici Monsieur le Chevalier, et Bonaparte y serait. Il fait la guerre effrontément au delà de la Vistule. La Russie pourrait-elle la faire au delà du Rhin ? *Nemmeno per ombra*. Quand même les Français seraient obligés de reculer, il n'en serait pas moins démontré qu'ils n'ont point d'égaux en Europe. J'espère qu'ils reculeront, je suis sûr qu'ils changeront, mais je doute qu'ils soient humiliés.

Ne sachant si vous lisez les pièces originales, je ferai remarquer à S. M. quelques points saillants du traité de paix entre l'Empereur des Français, Roi d'Italie, *Protecteur de la Confédération du Rhin*, etc., etc... C'est la première fois que j'ai lu ce titre.

Art. III. — S. A. S. E. *prendra le titre de Roi et siègera dans le collège*, ET AU RANG DES ROIS, suivant l'ordre de son introduction.

Art. V. — *L'exercice du culte catholique sera, dans la totalité du royaume de Saxe, pleinement assimilé à*

l'exercice du culte Luthérien ; et les sujets des deux religions jouiront sans restriction des mêmes droits civils et politiques, S. M. l'Empereur et Roi faisant une condition particulière de cet objet.

En 1795, dans toute l'effervescence de la Révolution Française, j'ai écrit ceci dans un ouvrage anonyme qui s'est assez promené en Europe :

« Si l'on veut savoir ce que produira la Révolution « Française, il n'y a qu'à voir dans quel but elle a été « commencée. On verra précisément le contraire : on l'a « dirigée contre le catholicisme et contre la Monarchie, « *elle aboutira à l'exaltation de l'un et de l'autre.* »

L'ouvrage est déjà bien plus avancé qu'on ne croit. Quand aux républiques, il n'y en a plus en Europe ; mais l'autre partie de la prédiction n'est pas moins curieuse. Je prie S. M. d'avoir bien l'œil sur les événements, et d'être assurée que le protestantisme est blessé à mort.

Je ne puis sans doute vous apprendre la cession formelle de l'Espagne faite par le Souverain légitime à l'Hidalgo Godoï. Vous aurez remarqué aussi la jolie équipée de Sir Popham et du General Baird, qui étant au Cap de Bonne-Espérance ont pris sur eux d'arrêter une frégate du Roi portant de l'argent dans les Indes, et de s'en servir pour aller attaquer la colonie de Buenos-Ayres sans ordre de S. M. Britannique ; s'ils ne sont pas fusillés, il n'y a plus d'Angleterre. Il y a d'ailleurs plusieurs symptômes sinistres dans l'état intérieur de ce pays. Enfin, Monsieur le Chevalier, le monde politique croque.

M. le Comte de Meerfeld a offert la médiation de sa Cour pour la paix. Hier on lui a répondu très honnête-

ment qu'on ne voyait point encore les bases d'une telle médiation : il y a toujours beaucoup à craindre de ce côté.

Ci-joint une feuille volante où vous verrez l'état des choses et la situation respective des troupes, le 1er (13) du courant. Les Gardes sont postés le long du Niémen, de Kowno à Grodno.

J'ai l'honneur d'être.....

200

Au Même.

10 (22) mars 1807.

Monsieur le Chevalier,

J'ai eu l'honneur, dans mon dernier numéro, de vous peindre l'opinion publique au sujet du voyage de S. M. I. Cette opinion s'exprimant en certaines occasions d'une manière intolérable (car il y a ici infiniment de mauvais esprit), il a paru un Ukase qui défend sévèrement toutes les conversations politiques : vous savez de reste ce que valent ces sortes de lois. Mais une singularité piquante, c'est de voir Bonaparte publier, ou faire publier de son côté, à Posen, un ordre tout semblable. Vous voyez qu'il y a des aboyeurs de tous côtés.

Le départ de l'Empereur se présente d'abord comme très dangereux sous le rapport militaire ; moi, je vous

avoue, Monsieur le Chevalier, que je le redoute infiniment sous un autre rapport. Je crains une paix *fourrée*. L'Empereur fait la guerre, mais c'est à son corps défendant. Il est, ainsi que son auguste voisin, une preuve de cette vérité qui ressemble à un paradoxe, que les hommes trop adonnés au matériel militaire, n'aiment pas la guerre, ou n'y entendent rien. Dernièrement, il demanda à l'Ambassadeur d'Autriche, à la parade, si l'Empereur, son Maître, était fort exact à exercer ainsi ses troupes. *Jamais il ne s'en mêle*, répondit le Comte de Meerfeld. *Et pourquoi*, reprit l'Empereur? L'Ambassadeur, un peu embarrassé lui répondit : *Sire, C'est que les soldats croiraient qu'on leur fait trop d'honneur.* Ce mot est resté dans la tête de l'Empereur, car il en a parlé depuis.

Il faut aussi mettre en première ligne l'humanité de ce Prince, qui lui fait désirer d'en finir le plus tôt possible; mais quoi qu'il en soit, ce désir est dans son cœur, et dernièrement encore nous l'avons échappé belle, car lorsque Bonaparte fit proposer par la Prusse son armistice et son Congrès, l'Empereur et son Conseil penchaient tout à fait vers l'acceptation ; c'est le Duc qui a paré le coup. Il a sué sang et eau pendant vingt jours au moins, et il a dit franchement à M. de Nowosiltzof qui vantait la puissance de la Russie : *Monsieur, si vous accordez l'armistice dans ces circonstances, je partirai de Pétersbourg, car il ne nous reste pas dix ans de vie.* Ses liaisons avec les meneurs lui permettent de parler ainsi. Enfin, Monsieur le Chevalier, je ne puis vous exprimer combien il a travaillé et combien on lui doit. Mais je vous en

prie, transportez en idée le Souverain, ainsi contenu par ses Ministres, et les Ministres contenus par l'opinion, transportez-les, dis-je, sur la frontière ; la paix serait faite et nous serions perdus. C'est ce même danger, Monsieur, qui a recommencé. Vainqueur ou vaincu, Bonaparte fera les offres commandées par les circonstances, et la paix sera signée sur un tambour au milieu d'un petit cercle d'hommes faibles et d'illuminés.

Je trouve d'ailleurs un symptôme dangereux dans la réponse, quoique très honnête, de M. de Budberg, que j'ai eu l'honneur de vous adresser ; je lui avais serré le bouton en le priant de me promettre qu'aucune proposition faite pour le Roi mon Maître ne serait agréée avant qu'elle eût été portée à sa connaissance : il a refusé de répondre. Pourquoi ? C'est qu'il veut se réserver la liberté, suivant les circonstances *de signer sur le tambour*. Le Duc a tempêté et l'a saisi au collet ; mais sa Cour ayant plus de crédit que la mienne, je ne puis en avoir autant que lui ; Budberg d'ailleurs est aigre et rancuneux : qui sait ce qui arrivera ? Il faut aller doucement. D'ailleurs j'en reviens toujours à cette idée qui doit complètement tranquilliser S. M. (dans un sens, bien entendu) comme elle me tranquillise moi-même. Si l'Empereur est vaincu, *certainement* le Roi n'a plus d'espérance ; s'il est vainqueur, certainement le Roi sera plus ou moins avantageusement traité. Quant au mode, voici, Monsieur le Chevalier, ce qui m'a toujours paru certain. Ce Cabinet met beaucoup de différence entre le Roi des Deux-Siciles et S. M. notre auguste Maître. Les circonstances ont permis au premier de faire beaucoup

pour la Russie, et cette dernière puissance sent bien que c'est elle qui l'a perdu. Il est donc tout simple qu'elle se laisse presser par le Ministre Napolitain. Avec nous, elle se croit fort à l'aise; *c'est une affaire de pure générosité : pourquoi se gêner?* On ne me le dit pas, comme vous sentez; mais cette pensée est dans le cœur. On est fort bien disposé pour nous, on écoute tout ce que je dis : vous en avez vu de belles preuves; mais soyez persuadé qu'on se reserve *in petto* le droit de nous dire quand on voudra : « *Nous avons accepté cela pour vous* ». C'est, au reste, précisément ce que nous ferions si la Russie était à notre place et nous à la sienne. Quelle puissance ne veut pas se conserver les coudées franches, autant que la chose est possible?

Au surplus, Monsieur le Chevalier, quand je dis *la paix se fera*, je n'entends pas sortir du cercle de la possibilité, ou tout au plus de celui de la probabilité. J'entends seulement qu'il y a beaucoup de danger; d'autant plus que l'Empereur sait le secret de la banque mieux que nous. Les mains ne suffisent plus à signer les billets, et le ducat qui valait à mon arrivée trois roubles et demi, en vaut cinq dans ce moment. Ils ne reposent absolument que sur l'ignorance du peuple : gare au premier moment d'alarme, car il n'y a pas l'ombre d'esprit public pour les soutenir.

S. M. le Roi de Suède continue à se conduire admirablement, il est toujours prêt et toujours le premier partout. J'ai oublié de vous mander dans le temps, et peut-être ignorez-vous encore, un trait de sa façon tout à fait marquant. Après les malheurs de la Prusse, Bour-

rienne qui était à Hambourg, tâcha de trouver dans une maison tierce le chargé d'affaires de Suède (dont le nom m'a échappé) ; il lui parla des sentiments particuliers d'estime que l'*Empereur* avait pour S. M. Suédoise ; enfin, il en vint à lui faire les plus belles propositions de paix et d'agrandissement. Le chargé d'affaires ébloui par de si grands avantages accepta un écrit de Bourrienne et le fit passer à son Maître. Le Roi lui répondit : « Monsieur, au moment où vous recevrez cette lettre, « vous vous rendrez chez le chargé d'affaires Français « et vous lui direz que je vous ai congédié de mon ser- « vice pour avoir osé recevoir et me faire parvenir des « propositions de M. Bonaparte, avec qui je ne veux « avoir rien à faire. » Cette fermeté a rendu un grand service à la cause ; car jugez de ce qui serait arrivé s'il avait ouvert le Sund aux Français.

Aujourd'hui les Anglais l'on prié de faire la police dans la Baltique où ils ne peuvent envoyer une flotte. Tout de suite ses vaisseaux et ses frégates ont mis à la voile. Le Roi de Prusse ayant fait signe qu'il avait besoin de fusils, tout de suite le jeune Souverain en a envoyé 4.000 ; et son frère de Prusse, toute rancune cessante, l'en a remercié très affectueusement ; de ce côté aussi, on a eu besoin d'armes, et sans tarder de même il a envoyé 10,000 fusils à un prix excessivement bas. C'est grand dommage qu'il ne dispose pas de 200,000 hommes.

Je ne sais que vous dire de la Turquie. Vous avez su probablement avant moi que l'Ambassadeur d'Angleterre avait quitté Constantinople et que le Capitan-Pacha était venu jusqu'à Ténédos pour le ramener ; mais

comme l'Anglais exigeait péremptoirement l'admission de toutes les prétentions de la Russie, on n'a rien pu faire. Quoique le Sultan ait donné un manifeste portant déclaration de guerre, l'Empereur ne l'a point imité; son Amiral porte une simple lettre au Sultan, et cette lettre contient des conditions qu'il faudra admettre, ou se voir bombarder. En attendant on proteste de son amitié constante pour la Porte, et l'on soulève les Grecs de tout côté. Il y a beaucoup de balancements dans cette politique. Le parti catholique est fort à craindre en Dalmatie, vu que les Grecs en le tourmentant le jettent du côté de Bonaparte, qu'il n'aimerait cependant pas naturellement.

Je ne sais si S. M. se rappelle un Marquis Paulucci, de Modène, qui a été Page, Officier aux Gardes et Gentilhomme de bouche chez nous, ayant passé depuis nos malheurs au service de l'Empereur d'Autriche qui l'avait fait Chambellan. A l'époque du traité de Presbourg, il servait en Dalmatie dans l'état civil. Toutes les personnes attachées à ce service devaient être congédiées, et Bonaparte promettait de les employer à grades égaux en Italie. Paulucci en conséquence fut employé dans un grade militaire assez élevé et il servait à Raguse contre les Russes; mais tout à coup il a demandé sa démission, qu'il a obtenue en termes fort honorables, puis il est venu à Vienne où le Comte de Razoumofski l'a engagé pour la Russie. Il est arrivé ici avec la clef de Chambellan d'Autriche, l'uniforme et la croix de saint Maurice. Il a été reconnu par M. le Comte de Meerfeld, et je n'ai pu de même me dispenser de reconnaître tous ses an-

ciens titres piémontais qui sont incontestables. Cependant je me suis tenu un peu entre *zist et zest*, suivant l'expression vulgaire. Car tous ces hommes qui sautent ainsi d'un parti à l'autre peuvent sans doute être fort utiles, mais cependant il faut les regarder de près. Du reste, je vois clairement qu'il est ici en faveur et qu'on compte sur lui; car il a tout de suite été fait Colonel avec 4,000 roubles de pension, dont 2,000 reversibles à sa femme qui est une allemande, sujette de S. M. I., et 3,000 roubles pour son équipage. C'est un beau traitement comme vous voyez. Il désirait être employé en Dalmatie, et j'ai fait connaître à M. de Budberg combien il serait important pour le service de S. M. I., qu'un gentilhomme italien, catholique et connaissant parfaitement le pays, y fût employé; cependant il a reçu ordre de partir subitement pour la grande armée de Benningsen et il est parti en effet le 19 (31) du mois dernier, le lendemain du départ de M. de Budberg. Peut-être que lorsqu'il sera là, on lui fera prendre un autre chemin, car je ne vois pas à quoi il pourrait servir auprès de Benningsen. Le Marquis Paulucci m'a l'air de ce qu'on appelle une *fine lame*. Son frère commande la marine à Venise Je penche à croire qu'on n'a pas voulu l'acheminer directement d'ici en Dalmatie pour ne pas effaroucher M. de Meerfeld qui goûte peu les projets sur la Dalmatie. Il a aussi beaucoup l'œil sur la Turquie et son système est le *statu quo* rigoureux; le partage même, m'a-t-il dit, se ferait d'une manière qui serait toute contre nous. C'est un singulier spectacle que celui d'un Empire qui a perdu toutes ses bases et qui ne subsiste

plus que par l'opposition mutuelle des ambitions étrangères. Il parait au reste que malgré elles il tombera.

L'Empereur aura vu S. M. Très Chrétienne, et l'aura vue sans M. de Budberg; mais nous ne savons encore rien de cette grande entrevue. Outre l'anicroche dont je vous ai parlé, il y en a une autre qui n'est pas légère : c'est que M. de Budberg a pris le Comte d'Avaray en grippe et ne veut pas traiter avec lui, et S. M. m'a fait l'honneur de m'écrire à moi-même : *C'était lui, c'était moi*, phrase célèbre que Montaigne employait pour exprimer le sentiment qui l'identifiait avec Etienne de la Boétie, son ami. *Stiamo bene!* A vous dire la vérité, je ne sais pas trop comment tout cela s'arrangera : un événement très peu attendu rendra probablement toutes ces spéculations inutiles.

201

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 19 (31) mars 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Le mardi 12 ou 14 (n. s.) (Tout le monde a remarqué ce jour), le beau-frère de M. de Benningsen est arrivé de l'armée, et tout de suite on a dit : *Bonne nouvelle!* cependant *point de bataille*. On ajoutait cent fagots.

L'Impératrice-Mère ne voulait pas qu'on publiât le 12 une bonne nouvelle ; moins encore une bonne nouvelle venant de Benningsen : on ne devait le savoir que le lendemain, etc., etc. Le lendemain, point de nouvelle ; mais je n'ai pas tardé de deviner la chose, qui depuis m'a été confirmée mot à mot, et n'est plus ignorée de personne.

Le Général de Benningsen se passerait volontiers, comme vous sentez, d'une auguste visite qui le privera des trois quarts de sa tête, et dans le fait aussi du commandement. Mais vous sentez bien qu'on lui a parlé à l'oreille, et qu'on lui a fait connaître des désirs qu'on ne peut guère contredire. Benningsen d'ailleurs est un homme doux, ce qu'on appelle vulgairement *un bon enfant*, absolument incapable d'une opposition mortifiante, même à l'égard de son égal : ajoutez qu'il a peut-être aussi certaines petites choses à faire oublier. Enfin, Monsieur le Chevalier, voyant qu'il se trouve actuellement en force et que l'aspect des choses est favorable, il a écrit à l'Empereur « *Sire, venez ; tout annonce le succès*. Rien ne peut exprimer l'empressement de ce prince. Sur le champ le départ a été ordonné. Sa Majesté n'use point de voiture ordinaire. Elle se jette dans un traîneau ouvert et va jour et nuit, sans s'arrêter nulle part, pas même pour manger. — Mais quel obstacle épouvantable, Monsieur le Chevalier, s'oppose à tant de célérité ? C'est aujourd'hui *vendredi*, et l'on ne doit point partir le vendredi. Ainsi l'ont décidé la science, sans doute, et aussi l'expérience Russes. L'Empereur n'ose pas contredire ce préjugé. Il peut juger

sent On peut espérer qu'ayant réuni dans ce moment de très grands moyens, ils feront encore mieux. Enfin, nul doute qu'une nouvelle bataille ne soit livrée dans peu de temps, — et quelle bataille !

J'ai eu l'honneur de vous parler plus d'une fois des avances de M. le Comte de Meerfeld. Cette liaison amena l'autre jour, comme je l'avais prévu, une explication à l'égard de Sa Majesté: je touchai très délicatement nos divers sujets de plaintes, et d'une manière dont il ne pouvait absolument pas se choquer. Je touchai surtout, sans appuyer, la cession d'Alexandrie, proposée à Vienne dans le moment le moins convenable. L'Ambassadeur me nia très expressément que sa Cour eût jamais eu la volonté de dépouiller Sa Majesté. « *Ce qui a pu tromper l'opinion sur ce point* (me dit-il), « *c'est le système de M. de Thugut que le Piémont ne* « *pouvait être rendu au Roi, tandis que les Autrichiens* « *étaient obligés de le posséder militairement pour la* « *défense commune, et peut-être,* ajouta-t-il, *aurait-il* « *mieux fait de proclamer tout haut le principe que l'Em-* « *pereur son maître regardait le Roi de Sardaigne comme* « *rétabli, quoique les circonstances obligeassent S. M.* « *Apostolique de demeurer en possession de ce pays et* « *d'en employer encore les moyens statistiques suivant les* « *besoins du moment.* » Dès que M. de Meerfeld en était venu à ce point, il aurait été fort inutile de rappeler des faits désagréables, je m'en abstins. « *Non seulement,* « me dit-il encore, *l'Empereur mon maître n'a jamais* « *songé à dépouiller le vôtre, mais il ne serait point fâché* « *de lui voir posséder la Dalmatie.* » A ce mot, je fis une

l'on est battu, on dira : *C'est l'Empereur*, et si la bataille est gagnée on dira : *C'est Benningsen.* Outre les personnes que je viens de nommer, j'ai appris que M. le Comte Paul de Strogonof et le Prince Czartoryski sont du voyage, nouveau sujet de critique et de plaisanterie interminables, car ces deux-là ne peuvent venir que comme amis. Je vous peindrai difficilement l'état où je suis : ce cri public m'effraie ! Que va-t-il arriver ? Lorsque vous recevrez cette lettre, il y aura longtemps que la partie sera décidée. Si les dispositions sont réellement bonnes de la part des Russes, si leur supériorité en nombre est certaine, si tout est préparé pour une bataille, si elle se donne immédiatement à l'arrivée de l'Empereur, il me semble qu'il n'y a pas de mal, et que la présence du Souverain peut même être utile ; mais si le dénouement est retardé, et si l'Empereur séjourne, de manière que les éléments de dissolution qu'il emmène avec lui aient le temps de fermenter, soyez sûr, Monsieur le Chevalier, qu'il y a de quoi dissoudre les armées de Tamerlan, si elles étaient là. Cependant, je ne désespère pas autant que le public. Les suppositions que j'ai faites en premier lieu peuvent se réaliser. D'ailleurs, sans être tout à fait fataliste, je le suis cependant dans un sens très raisonnable. Il paraît que le bonheur fait mine d'abandonner Bonaparte. Quoique les Russes n'aient rien oublié pour se perdre, dans cette campagne, et qu'ils se soient vus surtout obligés de la commencer avec 70,000 hommes au plus, contre un ennemi incomparablement plus fort, ils ne se sont pas moins honorablement tirés d'affaire jusqu'à pré-

en cultivant cette connaissance, de ne laisser plus à Sa Majesté aucun souci de ce côté, ce qui me paraît important. A l'égard de M. l'Ambassadeur d'Angleterre, je me suis borné à lui faire connaître les différents plans que j'avais proposés avant la malheureuse campagne de 1805 et qui servirent de base aux projets des alliés, de même que ce qui avait été dit par les deux Empereurs au sujet de Venise. S. M. reste libre de me faire savoir de quel côté elle veut que j'appuie, par la manière dont j'ai parlé, c'est pour Elle *res integra*.

17 (29) mars. — Hier S. M. I. se rendit à midi à l'Eglise de Casan, d'où, après les prières usitées en pareille occasion, Elle partit pour l'armée étant en traineau ouvert. Comme je vous l'ai dit, l'opinion est absolument contraire à ce départ: depuis le premier seigneur jusqu'au cocher public il n'y a qu'une voix. La terreur est générale, et comme tous les sentiments généraux sont contagieux, elle me gagne aussi; cependant ma raison se défend, elle argumente en faveur de l'Empereur très bon et très juste. Je me répète que suivant toutes les apparences il y a quelque espérance sourde *sur*, ou plutôt *sous* le tapis; que peut-être la présence de S. M. I. doit être utile dans une grande occasion, etc. Enfin, je me dis tout ce que je sais, sans pouvoir cependant me tranquilliser parfaitement. Ce qui se passe néanmoins à l'égard de S. M. Très Chrétienne donne beaucoup à penser. J'ai déjà traité ce sujet, mais voici qui est nouveau. L'Empereur a consenti enfin à s'aboucher avec Elle à Mitau, chose que les plus instantes prières du Roi

n'avaient jamais pu obtenir jusqu'à présent. Ce n'est pas tout (ceci est de la plus haute importance). L'Empereur reçoit dans la grande armée du général Benningsen un commissaire de S. M. Très Chrétienne, c'est M. de Rivière, ancien Garde du corps : c'est un homme de 50 ans, sage et très dévoué à son Maître. Il n'a peut-être pas les talents qu'exigeraient des fonctions aussi importantes. Mais le pauvre Roi manque de sujets, et pourvu qu'il rencontre la prudence et le dévouement, c'est assez. Connaissant l'extrême réserve, pour ne rien dire de plus, de cette Cour, j'ai peine à comprendre qu'elle s'avançât ainsi, s'il ne s'était pas passé quelque chose qui donne de l'espoir. Ici on pense que l'Empereur est allé pour voir une bataille et qu'on l'attendait pour la fête, comme on l'attend à l'Opéra pour commencer l'ouverture. Cette idée me déplaît au delà de toute expression. Qu'on donne une bataille pendant que le Souverain fait la guerre et se trouve à l'armée, rien de plus simple; mais qu'on lui écrive : « *Venez, Sire, tout est prêt, faites 800 verstes comme un oiseau, on vous attend pour égorger 40,000 hommes, et l'on ne fera rien sans vous*, c'est ce qui me choque : je ne sais si j'ai tort.

Je ne doute pas qu'en arrivant, l'Empereur ne prenne la main de Benningsen et ne lui dise : *Mon cher Général, je ne suis que votre Lieutenant.* Mais, comme disait Corneille, *de pareils lieutenants ne souffrent point de chefs.* Enfin, Monsieur le Chevalier, Dieu nous assiste ! Quoique je pense certainement à S. M. I. bien moins que ses propres sujets, je ne vous dis pas cependant que je sois absolument *sans fièvre.*

Le 3 (15) de ce mois (mars), les Chevaliers-Gardes étaient à Kreuzbourg sur la Dvina ; ils faisaient jusqu'à 53 verstes par jour (de cinq à la lieue de France) par un froid de 12°, un froid *pointu* et un vent qui arrachait les casques. Mon fils a prouvé nouvellement dans cette occasion un phénomène qu'on n'explique pas trop. C'est que nous supportons le froid mieux que les Russes. Tous les officiers du pays étaient couchés dans des traineaux avec des bonnets de drap et des oreillettes, le jeune Allobroge a tenu ferme à cheval, sans manteau et le casque en tête, avec une gorgerette de métal sur la peau. Il est vrai qu'étant descendu de cheval, il ne lui a plus été possible de remonter seul, à cause des mains seulement, qui n'avaient plus ni mouvement ni sentiment ; cependant il ne lui est arrivé aucun malheur, et ses mains m'ont fort bien écrit le lendemain. Le Général qui les mène (Depreradowitch) ne sait que le Russe et l'Allemand. Trouvant à s'entretenir dans les deux langues avec le petit étranger, je suppose qu'il lui a accordé quelque affection, car il l'a chargé pendant plusieurs jours des fonctions de quartier-maitre, et lui a parlé ensuite très obligeamment à la tête du corps. En lisant le détail de cette marche, je songe en riant à une lettre de la mère qui m'avertit que *le jeune homme est extrêmement frileux et qu'il faut bien me garder de l'exposer au froid pour aucune raison.* La bonne dame est bien obéie, comme vous voyez. Au reste, Monsieur le Chevalier, vous jugerez vous même si une telle célérité annonce que ces Messieurs aillent pour former une réserve.

La veille du départ de l'Empereur, M. le Général de

Budberg a fait passer au Corps diplomatique la note circulaire ci-jointe. Il était en retard avec plusieurs membres du Corps diplomatique, qui n'ont pas vu avec beaucoup de plaisir qu'il partit ainsi sans leur parler. Le 6 février, j'avais présenté ma Note; j'étais sans réponse le 25 mars. Le Duc, bien plus impatienté que moi, a redoublé avec une grande vigueur, et il a forcé la porte. Il en est résulté ce qu'on appelle une explication. Quant à moi, Monsieur le Chevalier, lorsqu'on ne m'accorde pas tout ce que je voudrais, et que j'aurais envie de me fâcher un peu, je vais me rappelant cet homme d'Horace, *parcentis viribus atque extenuantis eas consulto*. Ma position exige des mesures particulières; je me suis donc borné à lancer la petite note, qui m'a valu une réponse très polie et très insuffisante. M. de Budberg ne veut pas qu'on le prenne au corps sur l'espèce et l'étendue des indemnités. Il ne veut rien promettre par ce qu'il n'est pas sûr de pouvoir rien tenir; en vain nous l'avons *bombardé* (comme dit le Duc) pour en obtenir des promesses éventuelles, jamais il n'y a eu moyen d'amener le Cabinet à ce point. Il me semble que le Ministre aurait bien pu au moins me promettre la communication de toute proposition possible de la part de la France. Mais que voulez-vous ? Il faut prendre patience, étant sûr d'ailleurs de bonnes intentions générales.

S. M. I. a déclaré expressément (et rien n'est plus naturel) que si l'Europe l'abandonnait, Elle se verrait obligée de faire les affaires de la Russie seule. En effet, supposons que Benningsen batte à plate couture les Français, qu'en résultera-t-il pour la cause générale?

Rien, ou bien peu de chose. La Russie se tirera glorieusement de la lice, et voilà tout. Voilà pourquoi le Ministère qui voit la possibilité, et même la probabilité de cet événement, craint si fort de s'engager par la moindre promesse envers les alliés. Tout me ramène à cette idée sur laquelle je n'ai jamais varié, que les Français pourront être arrêtés, repoussés, mais jamais humiliés, ni forcés à rien. Les choses changeront, mais le changement s'opèrera par eux. C'est la lance d'Achille, elle seule peut guérir les plaies qu'elle a faites. Il y a, et il doit y avoir beaucoup de mécontentement à Paris. Si Bonaparte s'obstine, il pourrait bien périr : c'est ce que nous devons souhaiter ; mais le sentiment, d'accord avec toutes les lumières de l'Histoire, me dit que l'ordre ne peut être rétabli sans l'apparition de quelque homme extraordinaire dans le bien, plus que Bonaparte ne l'est dans le mal. Je suis forcé de terminer.

J'ai l'honneur d'être.....

202

Au Même.

24 mars (5 avril) 1807.

Je sais comment le Prince Czartoryski va à l'armée. Il a dit à l'Empereur : *D'une manière ou de l'autre, j'ai toujours été attaché à la personne de Votre Majesté; il me*

serait dur de me séparer d'Elle au moment où elle va s'exposer. Qu'Elle me permette de me tenir comme volontaire à côté de son cheval. Annuit omnipotens, et voilà le Prince à cheval. Le triumvirat y est tout entier, et je ne sais pas trop comment le pauvre Budberg pourra se dispenser de crever au milieu de tout cela. Mais je me hâte de parler d'autre chose.

Pour la première fois depuis que je suis ici, Monsieur le Chevalier, j'ai l'extrême plaisir d'apprendre à Sa Majesté que le Cabinet de Saint-Pétersbourg semble se jeter tout à fait dans les bons principes. J'ai eu l'honneur de vous mander l'entrevue future de LL. MM. Impériale et Très Chrétienne. Elle a eu lieu à Mitau, le 18 (30) du mois dernier, et a duré trois heures (de 7 heures du soir à 10). C'est tout ce que le Roi de France désirait ; et comme il a beaucoup d'esprit, qu'il parle supérieurement, et qu'il possède à un degré éminent l'art de manier les esprits, nul doute que cette entrevue ne produise d'excellents effets : j'espère, avant de fermer cette lettre, être en état de vous en donner des nouvelles ; en attendant, vous allez voir à quel point les choses se sont améliorées de ce côté.

Il a paru une histoire fort bien faite de la guerre de la Vendée, dont le Comte de Blacas possédait ici un exemplaire tout apostillé de sa main. Il l'a prêté au Prince Czartoryski. Le livre, et peut-être plus encore les notes ont fait une impression infinie sur l'esprit du (je ne saurais pas trop s'il faut dire *Ministre ou ex-Ministre*). Il en est venu au point de donner un mémoire au maître sur ce point important, et lui et son parti ne pen-

sent plus qu'à une descente dans la Vendée. Ce n'est pas tout : il y a ici un abbé Piatoli, Italien de beaucoup d'esprit, qui était attaché au feu Roi de Pologne et qui a joué un grand rôle dans les affaires de ce pays. Cet abbé a élevé le Prince Czartoryski ; maintenant il est fixé ici auprès de la personne de son ancien élève, et l'Empereur lui a donné un grade, de manière qu'il a une existence civile et honorable dans l'Empire. L'abbé Piatoli est ce qu'on appelle *le Faiseur*, chez le Prince, et il peut beaucoup sur son esprit. Or, le Duc et le Comte de Blacas ont totalement converti l'abbé sur le chapitre du Roi de France et de sa Déclaration, de manière qu'ils l'ont rendu enthousiaste de ce qu'il blâmait auparavant ; ils ont entrepris de le fixer à Mitau, chez la Princesse de Courlande avec laquelle il est fort lié, pendant que le Prince sera à son poste auprès de l'Empereur. Il se trouvera ainsi sous la main du Roi qui en tirera bon parti. Voilà, Monsieur le Chevalier, qui est déjà très bon ; mais comme les bonheurs ainsi que les malheurs n'arrivent jamais seuls, il se trouve que les circonstances que je viens de vous détailler se combinent avec d'excellents rapports venus de l'intérieur à S. M. Très Chrétienne, qui les a tout de suite communiqués. Le mécontentement est extrême en France. On a présenté à S. M. I. la liste nominative de tous les Royalistes qui n'attendent que le moment, province par province et ville par ville. La Vendée surtout est fort bien disposée. L'Empereur a reconnu dans la liste ce personnage principal que je vous ai nommé, et dont il a reçu une lettre dûment signée, il y a quelques mois. Il a appris

de plus qu'un autre chef Vendéen est caché en Allemagne pour attendre les événements. Tout cela, Monsieur le Chevalier, a fait une grande impression, et le Roi de France, comme vous sentez, l'aura puissamment fortifiée. Tout me porte donc à croire qu'on est dans la bonne route et que jamais nos espérances n'ont été mieux fondées. Très probablement on va donner une bataille à laquelle je ne puis songer sans perdre la respiration. Si nous la perdons, je ne doute pas que l'Empereur ne fasse la paix, comme je vous l'ai dit, *impromptu*. Mais s'il la gagne, il est permis de croire que les nouvelles ouvertures qui se présentent enflammeront la plus noble et la plus légitime ambition, et si un proverbe familier peut se trouver dans une dépêche diplomatique, l'*appétit viendra en mangeant*. Si une fois la partie est engagée, si la personne même de Bonaparte est attaquée, et s'il se forme un parti royaliste en France, alors nos espérances n'auront plus de bornes ; dans l'hypothèse contraire, les miennes se réduisent à rien, car tandis que les Français auront la bonté de soutenir le Corse, il me semble qu'il a trop de moyens en main pour ne pas se moquer de nous.

L'Empereur a marché avec une célérité inconcevable; il est allé de Saint-Pétersbourg à Riga (527 verstes) en moins de 50 heures. Le 30 mars (n. s.), il aura couché à Chawel, après l'entrevue de Mitau, et le 31 à Mittel. Dans ce moment, il est à l'armée. Ce moment est un des plus solennels que nous ayons vus depuis longtemps, et quelquefois je ne sais comment l'anxiété me laisse vivre ; mais faites une observation, Monsieur le

Chevalier : combien de fois depuis l'origine de cette épouvantable Révolution et des guerres fatales qu'elles a amenées, avons-nous eu toutes les raisons du monde de dire *acta est fabula* ? Et cependant la pièce continue toujours. Après la bataille de Marengo (sans remonter plus haut) il semblait bien que la toile allait tomber : mais point du tout ; après celle d'Austerlitz au moins, on pouvait bien, ce semble, se retirer : — *Restez, restez, Messieurs.* — Encore un acte. Mais après celle d'Iéna, il n'y a certainement rien. — *Au contraire, c'est le plus beau ; tout ce que vous avez vu depuis 1790, n'est qu'un prologue.* Tant il est vrai, Monsieur le Chevalier, que la sagesse consiste à savoir envisager d'un œil ferme cette époque pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une des plus grandes époques de l'univers ; depuis l'invasion des barbares et le renouvellement de la société en Europe, il ne s'est rien passé d'égal dans le monde ; il faut du temps pour de semblables opérations, et je répugne également à croire que le mal puisse n'avoir pas de fin, ou qu'il puisse finir demain. Dieu préserve les princes de s'occuper de ce qu'ils feront lorsque l'ordre sera rétabli. Dieu en préserve surtout ceux qui doivent agir ; ils ressembleraient à celui qui attendait au bord d'un fleuve, pour le traverser, que toute l'eau fut écoulée : il faut faire aujourd'hui ce qui est utile et juste aujourd'hui, et demain il faudra faire comme aujourd'hui : l'homme ne vit jamais demain, il ne vit qu'aujourd'hui.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Chevalier, etc.

203

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 29 mars (10 avril) 1807.

Dans l'entrevue de Mitau les choses se sont passées à merveille. Je sais cependant que l'Empereur a dit à Sa Majesté Très Chrétienne *qu'il fallait encore un peu attendre*, mais rien n'est plus naturel. Du reste, je les crois d'accord sur tout, et c'est incontestablement un des grands événements de cette époque, quoique ce ne soit pas celui qui fera le plus de bruit. C'est ce que nous prêchons ici depuis longtemps, et je ne suis pas celui qui a parlé le moins haut. L'autre jour, le Comte de Meerfeld entra chez le Duc. Il le trouva en tiers avec le Comte de Blacas et moi. *Voilà*, dit-il, *toute la Maison de Bourbon.* Blacas se leva et lui répondit : Monsieur l'Ambassadeur, sans cette Maison il n'y aura jamais ni paix ni sûreté en Europe. Comme c'était fort bien dit, nous n'ajoutâmes rien.

Tout me confirme, au reste, qu'il se trame quelque chose dont le Général de Budberg lui-même ne sait probablement rien. Je sais à n'en pas douter, quoique sous le plus grand secret, que cet abbé Piatoli, dont je vous ai parlé, est en effet fixé à Mitau *par l'Empereur* qui l'a promis ainsi au Roi. Il y a dans la conduite du

Prince Czartoryski quelque chose de ministériel qui saute aux yeux. Je vous ai nommé précédemment Lepidus; mais entre le Prince Czartoryski et Novosiltzof, je ne vois point encore distinctement *Antoine*.

Les vaisseaux Anglais viennent de transporter à Dantzig trois régiments russes commandés par le Prince Tschabanof, et d'autres troupes, prussiennes. La garnison a déjà fait des sorties heureuses. On est fort tranquille de ce côté, du moins on ne doit craindre que le commandant de la place, le Général Kalkroth, qui est fort suspect, même aux Prussiens. J'espère que les Russes lui en imposeront *en cas de tentation*.

Il y avait à Dantzig un million de sacs de blé; les Anglais les ont embarqués presque totalement, ce qui s'est fait de commun accord pour parer à tout inconvénient, et pour assurer les subsistances du côté de Kœnigsberg. Les Anglais ont aussi recommencé le blocus de tous les fleuves de la Baltique. L'idée du grand débarquement ne tombe point. Plût à Dieu qu'on y eût pensé plus tôt! Si Bonaparte entendait dans ce moment un coup de tambour dans la Vendée, il est bien clair qu'il serait perdu, mais il a du temps. Que va-t-il faire? Il est bien dangereux pour lui de donner une bataille; il est bien dangereux de l'attendre. Encore une fois, Monsieur le Chevalier, quel moment! Il n'y a pas moyen de respirer. A l'extérieur, tout va bien pour nous: mais Dieu nous préserve de l'intrigue. Cette puissante alliée de Bonaparte me fait trembler; avec elle, il peut encore se tirer du plus mauvais pas et même nous abîmer.

Je ne vous dis rien, Monsieur le Chevalier, de ce qui

s'est passé le 20 février aux Dardanelles : vous en êtes plus près que moi. Cet événement sera un coup de poignard pour Bonaparte. Admirez, je vous prie, comment cet Empire Turc tombe sous le meilleur de ses Sultans, et comment il est renversé par ceux qni ne veulent pas qu'il tombe ! Que sommes-nous, *pauvres automates ?* Il y a bien des années que j'ai commencé à déchiffrer le grand mouvement qui s'opère aujourd'hui dans le monde, et quelquefois l'admiration s'empare de moi au point que je *cesse* de sentir ce qu'il me coûte. *La France s'empare pour un temps de l'Europe, et l'Europe s'empare pour toujours du monde :* c'est bientôt dit, mais nous en avons peut-être pour deux siècles ; en attendant il s'agit de respirer, ici ou là, n'importe. Il faut avoir l'œil partout, et regarder comme fausse et mortelle toute idée qui ne se rapporterait qu'à un point du temps ou de l'espace.

204

Au Même, à Cagliari.

Saint-Pétersbourg, 30 mars (11 avril) 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Les notions suivantes méritent bien par leur singularité que je leur accorde un supplément.

Bonaparte se trouvant fort embarrassé, et ayant absolument besoin des troupes de Mo..... a demandé un armistice au Roi de Suède. L'officier français chargé de la négociation (il se nomme Coven, ou quelque chose de semblable) a employé les formes les plus modestes et les plus polies, commençant par le motif banal du désir d'épargner le sang humain. M. le général d'Essen, gouverneur de Stralsund, avait d'abord refusé le parlementaire, disant qu'il ne pouvait entendre à rien de contraire à l'honneur de son Souverain, parce qu'il croyait qu'il s'agissait d'une sommation ; mais sur l'assurance expresse qu'il n'était question que d'un armistice, l'officier Français a été admis; il a parlé, comme j'avais l'honneur de vous le dire tout à l'heure, avec une extrême politesse; mais M. d'Essen lui a dit qu'il avait les ordres les plus sévères de n'entrer dans aucune espèce de négociation sans l'agrément du Roi son Maître. La proposition a donc été envoyée sur le champ à S. M., qui se tient toujours dans une bicoque à Malmoe, pour être plus à portée de faire ses affaires. Du haut de son caractère, Elle a répondu, que quoique la valeur de ses troupes lui rendît un armistice absolument inutile, néanmoins elle voulait bien pour le bonheur de ses sujets Allemands, l'accorder aux conditions suivantes :

1° Les troupes Françaises évacueront sur le champ le territoire Poméranien, sans pouvoir en tirer autre chose que les vivres purement nécessaires.

2° Les prisonniers seront rendus de part et d'autre en masse et sans compter. — *N. B.* Ceci se rapporte aux 1,500 prisonniers de Lubeck.

3° Le chemin de retraite sera tracé aux Français, et ils seront suivis pied à pied par les troupes Suédoises jusque sur la frontière.

4° Si les Français violent de quelque manière que ce soit les articles de l'armistice, il sera compté comme annulé.

5° *L'armistice ne durera que quatre jours !!!*

Qu'en dites-vous, Monsieur le Chevalier? On croit rêver. Nous ne saurons le résultat que dans quelques jours.

En attendant, S. M. Suédoise fait les plus beaux plans: Elle offre de débarquer en Allemagne conjointement avec l'Angleterre, et suivant les apparences Elle finira par faire adopter ce plan. Elle propose de plus que les Anglais se chargent de bloquer jusqu'au Weser, que sa flotte bloquera depuis ce fleuve jusqu'au point déterminé par les Russes qui se chargeront du reste; et cependant ses vaisseaux tiennent la mer.

S. M. Suédoise ne se gêne pas plus avec ses amis qu'avec ses ennemis. Les vaisseaux qui portaient ici les subsides de l'Angleterre ayant abordé à Gothembourg, le Roi a pris 600,000 roubles sur la somme, et il a écrit à l'Empereur une lettre amicale dans laquelle il lui dit que la Russie lui devant depuis longtemps un million et 600 mille roubles, il s'était contenté, dans le besoin où il se trouvait de la somme qu'il avait retenue.

Vous dire ce que c'est que cet ancien compte, c'est ce qui n'est pas en mon pouvoir : ce qu'on m'assure, en général, c'est qu'il y avait beaucoup d'exagération de la part de la Suède, de manière que le jeune Souve-

Bonaparte se trouvant fort embarrassé, et ayant absolument besoin des troupes de Mo..... a demandé un armistice au Roi de Suède. L'officier français chargé de la négociation (il se nomme Coven, ou quelque chose de semblable) a employé les formes les plus modestes et les plus polies, commençant par le motif banal du désir d'épargner le sang humain. M. le général d'Essen, gouverneur de Stralsund, avait d'abord refusé le parlementaire, disant qu'il ne pouvait entendre à rien de contraire à l'honneur de son Souverain, parce qu'il croyait qu'il s'agissait d'une sommation ; mais sur l'assurance expresse qu'il n'était question que d'un armistice, l'officier Français a été admis; il a parlé, comme j'avais l'honneur de vous le dire tout à l'heure, avec une extrême politesse; mais M. d'Essen lui a dit qu'il avait les ordres les plus sévères de n'entrer dans aucune espèce de négociation sans l'agrément du Roi son Maître. La proposition a donc été envoyée sur le champ à S. M., qui se tient toujours dans une bicoque à Malmoe, pour être plus à portée de faire ses affaires. Du haut de son caractère, Elle a répondu, que quoique la valeur de ses troupes lui rendit un armistice absolument inutile, néanmoins elle voulait bien pour le bonheur de ses sujets Allemands, l'accorder aux conditions suivantes :

1° Les troupes Françaises évacueront sur le champ le territoire Poméranien, sans pouvoir en tirer autre chose que les vivres purement nécessaires.

2° Les prisonniers seront rendus de part et d'autre en masse et sans compter. — *N. B.* Ceci se rapporte aux 1,500 prisonniers de Lubeck.

3° Le chemin de retraite sera tracé aux Français, et ils seront suivis pied à pied par les troupes Suédoises jusque sur la frontière.

4° Si les Français violent de quelque manière que ce soit les articles de l'armistice, il sera compté comme annulé.

5° *L'armistice ne durera que quatre jours !!!*

Qu'en dites-vous, Monsieur le Chevalier? On croit rêver. Nous ne saurons le résultat que dans quelques jours.

En attendant, S. M. Suédoise fait les plus beaux plans : Elle offre de débarquer en Allemagne conjointement avec l'Angleterre, et suivant les apparences Elle finira par faire adopter ce plan. Elle propose de plus que les Anglais se chargent de bloquer jusqu'au Weser, que sa flotte bloquera depuis ce fleuve jusqu'au point déterminé par les Russes qui se chargeront du reste ; et cependant ses vaisseaux tiennent la mer.

S. M. Suédoise ne se gêne pas plus avec ses amis qu'avec ses ennemis. Les vaisseaux qui portaient ici les subsides de l'Angleterre ayant abordé à Gothembourg, le Roi a pris 600,000 roubles sur la somme, et il a écrit à l'Empereur une lettre amicale dans laquelle il lui dit que la Russie lui devant depuis longtemps un million et 600 mille roubles, il s'était contenté, dans le besoin où il se trouvait de la somme qu'il avait retenue.

Vous dire ce que c'est que cet ancien compte, c'est ce qui n'est pas en mon pouvoir : ce qu'on m'assure, en général, c'est qu'il y avait beaucoup d'exagération de la part de la Suède, de manière que le jeune Souve-

rain s'est conduit en tout honneur et toute conscience.

L'Empereur a bien trouvé le procédé un peu étrange, mais il est la bonté même ; d'ailleurs M. de Stedingk a fort bien parlé pour son Maître et représenté que les grandes qualités du Prince doivent faire passer entièrement sur la manière qui lui appartenait quelquefois exclusivement. Trente mille Hollandais, appelés par Bonaparte sur la Vistule, ayant absolument refusé d'obéir, il a fait fusiller huit officiers qui apparemment s'étaient montrés un peu trop négatifs ; l'armée a persisté dans son refus, de manière que l'atrocité du Tyran ne lui aura valu que de la haine et du danger. Les lettres les plus authentiques de l'intérieur de la France annoncent un mécontentement général et terrible, et à tout prendre, Monsieur le Chevalier, la situation des choses me paraît aussi bonne qu'on la peut souhaiter dans le moment où je vous écris.

Depuis quelque temps, la Russie a réglé ses comptes avec l'Autriche, pour toutes les fournitures faites en 1805. L'Empereur s'est reconnu débiteur de trois millions de roubles, qu'il paie à l'Autriche par paiements mensuels de 500,000 roubles. Un tel accord suppose beaucoup d'amitié et d'union entre les deux hautes parties.

Je suis avec la plus haute considération, Monsieur le Chevalier, etc.

205

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 6 (18) avril 1807.

MONSIEUR LE COMTE,

A la bataille de Pultusk, la fortune de Bonaparte s'est arrêtée; à la bataille de Preussisch-Eylau, elle a reculé, mais sans tourner le dos. Voilà tout, Monsieur le Comte: tout le reste est exagération. La bataille de Preussisch-Eylau est une bataille de Cannes pour le massacre, car c'est être bien modeste que de porter à 40,000 seulement le nombre des morts. Quant à l'effet, elle doit être à jamais célèbre par le mal qu'elle a empêché : j'ai coutume de l'appeler une bataille *négative*. Les Français ont attaqué cinq ou six fois de suite comme des furieux ; ils ont perdu un monde infini et n'ont pu vaincre, les Russes les ayant repoussés avec une bravoure admirable: il n'y a rien de plus à dire. Les Français ne sont nullement vaincus, ils sont à leur place, ils n'ont pas perdu un canon et ils en ont pris beaucoup, en un mot il s'agit toujours de les battre. Il est vrai que Bonaparte s'est mis dans la position la plus dangereuse, que l'argent et les hommes lui manquent, qu'il y a beaucoup de mécontentement dans l'intérieur, et que si l'on est sage de l'autre côté il peut recevoir un coup mortel. Je le sou-

haite et je l'espère, mais rien n'est fait encore, et vu l'immense supériorité du talent militaire qui se trouve malheureusement du côté de l'ennemi, je n'ose pas battre des mains avant la fin de la pièce.

Nul homme (excepté ceux qui ne le diront jamais), ne peut savoir comment la perte totale, qui excède certainement 40,000 hommes a été distribuée entre les deux armées. La relation officielle russe avoue 12,000 hommes, mais quel homme sensé peut croire à ces relations? Ce qu'on a droit de croire, c'est que les Français ayant été constamment attaqués et repoussés ont perdu beaucoup plus que les autres.

Lorsqu'on partit pour la malheureuse campagne de 1805, je présentai un Mémoire qui fut assez agréé, dans lequel je raisonnais sur les différents objets d'indemnisations auxquels on pourrait penser pour S. M. J'y joignis deux cartes géographiques manuscrites relatives à différentes suppositions plus ou moins favorables. Ce Mémoire servait de base aux spéculations qu'on fit alors, et que le 2 décembre rendit inutiles. Mais il me vint une autre idée que je ne voulus point fixer sur le papier avant d'avoir tâté le terrain : c'était de donner l'Etat de Venise au Roi. Cette idée que je mis en avant de vive voix fut extrêmement goûtée, même (ce qui étonnera beaucoup Votre Excellence) par l'Empereur d'Autriche qui me paraît ne pas l'avoir encore perdue de vue. Nous en sommes maintenant à nous tâter avec l'Ambassadeur d'Autriche; mais je vais doucement, car je n'ai jamais eu d'instructions précises de S. M. sur ce point. Ce serait à mon avis une des plus belles spécula-

tions que pût faire la Maison de Savoie, du moins si elle ne rentre pas dans ses États. Votre Excellence fera usage de cette idée si elle le juge à propos ; car à la distance où nous sommes je suis bien éloigné de prétendre pouvoir lui donner un conseil utile à l'égard d'un Cabinet qu'elle connaît si bien.

Bonaparte voulait, par le canal de la Prusse, obtenir un armistice et amener un congrès pour se moquer de l'Europe : heureusement cette idée a été rejetée. C'est tout ce qu'il y avait de vrai dans les bruits dont Votre Excellence me parle dans sa dernière lettre du 6 mars. Aujourd'hui il met en avant l'Autriche qu'il force à présenter sa médiation ; Dieu sait ce qui arrivera. Il n'y a plus rien du tout à faire pour S. M. ; de mon côté du moins toutes les idées sont épuisées. Si les Souverains qui font la guerre sont vainqueurs, nous serons fort bien traités, car on nous aime. Mais on ne se gênera nullement parce qu'on ne nous doit rien. Quelques efforts que nous ayons faits, jamais la Russie ni l'Angleterre n'ont voulu parler clair, ni se gêner, même d'une manière éventuelle. Elles feront (je ne cesserai de le répéter) ce que nous ferions à leur place si jamais elles ont la volonté et le pouvoir de traiter, sans être ni écrasées ni écrasantes ; elles nous diront tout à coup : *voilà votre lot*, et il faudra prendre patience. Si elles obtenaient des avantages qui les missent à même de dicter la loi, on nous écouterait sans doute, et nos espérances seraient belles. S'il y avait au contraire une seconde bataille d'Austerlitz, elles penseraient à elles et nous laisseraient à terre. Je suis au reste toujours d'avis que la Maison de Savoie ne

peut se rétablir qu'avec celle de Bourbon et qu'il n'y a de salut que par les Français. J'espère qu'ils se déferont eux-mêmes de leur Tyran ; mais s'ils continuent à le supporter, qui le renversera ? Je n'y vois goutte, Monsieur le Comte : heureusement cela ne prouve rien. Il arrive constamment ce qui ne doit pas arriver ; bien fou est celui qui s'avise de faire le prophète et qui ne doute de rien.

Toutes les affaires d'Italie dépendent de celles de Pologne. On voit clairement que les Anglais, avant d'agir dans le royaume de Naples, veulent savoir ce qui arrivera sur la Vistule de crainte de faire de grands efforts en pure perte.

M. Stuart vient de partir sans prendre congé de personne, pas même des Impératrices. Il ne laisse ici ni amis ni regrets. Je lui crois cependant beaucoup de bonnes qualités, et je souhaite qu'il réussisse ailleurs.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Comte, avec un respect infini, etc.

206

† *Au Comte Rodolphe.*

Saint-Pétersbourg, 18 avril 1807.

Mon très cher enfant, je ne puis vous dire si votre dernière lettre de dimanche m'a fait plus de plaisir que de chagrin ; je suis bien content, comme vous l'imaginez

assez, de recevoir de vos nouvelles ; mais quel regret pour moi de voir que vous ne m'accusez la réception d'aucune de mes lettres ! Voilà la quatrième au moins. Souvenez-vous toujours que je ne laisse pas échapper une seule occasion à moi connue pour vous écrire : vous savez bien que je n'ai pas de plus grand plaisir. Je ne veux pas m'appesantir sur votre destinée future : il est inutile de communiquer des *pensées molles*, telles qu'elles naissent involontairement dans le cœur d'un père. Allez bravement votre chemin, mon cher Rodolphe. Vive la conscience et l'honneur ! *Cætera dis permittenda. Avec cela, ou sur cela,* disait cette mère de Sparte. Elle avait raison. Jamais vous ne trouverez dans mes lettres ni craintes ni lamentations : c'est un mauvais ton à l'égard d'un soldat. Tout cela sans préjudice de ce qui se passe dans mon cœur, et dont vous vous doutez sans doute un peu. Certains mouvements intérieurs me disent, comme à vous, que les choses tourneront à bien ; mais je réprime ces espérances *lusinghiere.* J'aurais l'ambition de savoir qu'il y a dans votre équipage un *Almanach* ; ce n'est ni cher ni pesant. Datez vos lettres exactement pour le temps et le lieu ; rien n'est plus aisé, ce me semble. J'ai été extrêmement content de ce que vous me dites sur l'article de l'argent, et comme vous êtes raisonnable, je dois l'être aussi ; je ferai pour vous tout ce qui dépendra de moi ; il faudra seulement, lorsque vous aurez besoin d'argent, m'avertir d'avance, et vous régler sur le nécessaire. J'aime bien qu'en considérant vos collègues, vous puissiez dire : *O quantis non indigeo !* Cependant il faut vivre, rien n'est plus juste.

Je n'ai pas besoin de vous dire que je suis toujours à côté de vous, que je m'occupe sans cesse de votre conservation, de votre santé, de votre avancement.

Ma vie est toujours telle que vous la connaissez, mais beaucoup plus maussade, comme vous pensez bien, depuis votre départ. Mon imagination a passé le Niémen avec vous, et ne cesse de se promener dans ce pays désolé. Vous allez voir une foule de choses tristes. Puisque vous y êtes, profitez-en. Apprenez surtout à connaître le pays, et à le dessiner dans votre tête comme un échiquier. J'ai en idée que cette science est presque tout le militaire. En vérité, je voudrais vous savoir pour quelque temps attaché à un corps de Cosaques, tant j'estime leur génie *topographique*, et leur talent pour arriver toujours où ils veulent, et savoir toujours où ils sont. Tout homme sait tirer un coup de fusil ; mais de savoir où il faut se placer pour le tirer le plus avantageusement possible, c'est une science qui n'est rien moins que vulgaire.

Que vous dirai-je encore ? Soyez toujours assez semblable aux autres pour ne pas leur déplaire, et assez différent pour ne déplaire ni à moi ni à vous. Battez-vous bien, mais ne faites de mal qu'à l'ennemi. Soyez honnête homme et bon enfant. Ne vous détachez point du petit livre latin. Je vous aime et vous embrasse de tout mon cœur, mon cher enfant : Dieu vous conserve !

207

A M. le Marquis de la Pierre, à Londres.

Saint-Pétersbourg, 7 (19) avril 1807.

Vous avez grandement raison, Monsieur le Marquis: pour ceux qui ont couru la même carrière de malheurs, pour les victimes des mêmes principes, il est doux et *récréatif* de se donner de temps en temps quelques signes de vie et de souvenir. Je crois donc tout bonnement que mes lettres vous font à peu près le même plaisir que je reçois des vôtres, et c'est ce qui m'engage à jeter encore celle-ci dans le paquet du digne Comte de Front. En méditant sur celle que vous m'avez écrite en dernier lieu (9 février), il m'a semblé que vous n'aviez pas encore eu le courage de rendre pleine justice à la pauvre nature humaine. N'avez-vous jamais lu une profonde atrocité qui a été dictée par je ne sais qui. *La vie*, a dit ce Monsieur Somebody, *est comme un cercle de gens autour du feu dans une journée d'hiver ; si quelqu'un s'en va, les autres rapprochent leurs chaises et seraient très fâchés si le premier rentrait.* C'est abominable, mais c'est bien vrai : sauf les exceptions que j'honore, voilà la vie, mon cher Marquis, voilà la mort. Et voilà l'émigration, car l'émigration ou l'absence sans terme est une mort : or, les hommes ont un talent mer-

veilleux pour oublier les morts. Si nous rentrions chez nous, croyez que nous ennuierions à peu près tout le monde ; les uns le diraient et les autres non, c'est toute la différence. Notre existence ne serait tolérable pour nous que dans le cas où nous rentrerions avec plein pouvoir. Le plaisir de rebâtir et les jouissances de l'amour-propre nous paieraient amplement tous les désagréments imaginables : mais Dieu sait combien cette supposition est probable ! Quand même nos maîtres seraient vainqueurs, nous ne le serions pas. Ils emploieraient nos plus mortels ennemis et nous laisseraient de côté: c'est ce qu'on a vu dans toutes les Révolutions, et en cela les Rois n'ont point du tout tort. Tenez-vous donc à l'Angleterre, mon cher Marquis, comme je me tiens à la Russie. S'il arrive des miracles, nous verrons. Cette Russie m'appartient de bien plus près depuis le mois de février, car mon fils est entré au service de S. M. I. Il perdait sa jeunesse et n'avait point d'état. D'ailleurs l'opinion, *Regina del mondo*, ne tolère pas ici dans la Societé un jeune homme sans uniforme et sans grade. S. M. I. a bien voulu le traiter mieux que je n'avais osé l'espérer, car elle l'a placé dans le régiment des Chevaliers-Gardes, qui est le premier corps de la Garde. Dans ce poste avantageux, j'ai le plaisir de le voir servir son Souverain de la seule manière possible, c'est-à-dire en servant celui qui s'est rendu le généreux protecteur de ce Prince. Ces agréments, mon cher Marquis, sont bien balancés, comme il arrive toujours; car mon fils est à la guerre et peut-être sur le champ de bataille, au moment où je vous écris. Il

était placé dans la réserve, probablement par un nouveau trait de bonté de S. M. I. ; mais il n'y a pas eu moyen de le retenir : il a fait à mon insu (en quoi il a fort bien fait), les démarches les plus vives pour être mis en activité. Les Supérieurs militaires m'ont consulté : j'ai répondu *que je les priais de décider la chose comme si je n'étais pas au monde*. Enfin il est parti. Je ne pouvais, suivant ma manière de voir, ni conseiller ni empêcher cette résolution ; mais jugez de l'état où je vis ; la mère n'en sait pas le mot et je me garde bien de lui en parler ; depuis le 22 octobre, je n'ai pas un mot d'elle, et je suis sans espoir de m'en rapprocher. Vous voyez, Monsieur le Marquis, que je ne suis pas couché sur des feuilles de roses ; mais je jouis au moins de toute la compensation possible, surtout dans la bonté de S. M. I. Jusqu'à présent je n'avais parlé que pour les sujets du Roi qui sont nombreux ici, et jamais il ne m'est arrivé d'être refusé : mon fils m'a mis dans le cas de parler pour mon compte ; je ne l'ai pas fait en vain comme vous voyez. Cependant, Monsieur le Marquis, le plaisir n'est pas pur, il s'en faut de beaucoup : mieux vaudrait la rue Tupin, que Mme la Marquise de la Pierre aime tant, et même *Macornet*, avec les honneurs *éblouissants* dont j'aurais pu y jouir ; mais nous ne sommes pas consultés par le grand machiniste qui mène tout.

Je vous loue infiniment, Monsieur le Marquis, d'avoir pris maison à Londres. Il faut être chez soi, et je sais bon gré au Colonel qui vous a procuré cet avantage à des conditions honnêtes. Quant à Monsieur votre

frère cadet, il a fait précisément comme le mien, et il a fort bien fait pour son corps et pour son âme. La Révolution n'a pas toujours été aussi amère pour les cadets que pour les aînés. Quand les lettres passeront, il me sera aisé de vous avoir les nouvelles que vous désirez de Turin, mais dans ce moment rien n'arrive de là : il me sera plus aisé à moi d'y faire connaître votre souvenir. Quant à l'état politique des choses et aux grands événements qui ont signalé cette époque, voici ce que je vous dirai. On ne peut pas soutenir avec fondement que les Français aient été vaincus, car des gens qui attaquent toujours et qui restent à leur place sans perdre un seul canon ne sont pas vaincus, mais ils ont été repoussés avec une perte énorme : tous leurs projets sur la Russie sont évanouis ; la fortune de Bonaparte a reculé ; il a baissé infiniment dans l'opinion ; il est infiniment embarrassé ; le mécontentement est extrême en France, etc., etc. Je ne dis pas qu'il perdra, prenez bien garde, mais je puis bien vous assurer qu'il a fort mauvais jeu, ce qui ne me tranquillise pas à beaucoup près.

Il a péri à Preussisch-Eylau, mon cher Marquis, plus de 40,000 hommes : laissez dire ceux qui vous assurent le contraire. Bonaparte a écrit à son Sénat qu'il avait perdu 19,000 hommes et les Russes 7,000. Vous noterez que ceux-ci en avouent 12,000 dans leur relation officielle. Dieu, Satan et une demi douzaine d'hommes savent précisément ce qui a péri de chaque côté ; mais la perte totale de 40,000 hommes est plutôt exagérée en moins. Dix-sept jours après la bataille, il y avait

encore sur la place 12,000 cadavres de chevaux, et 10,000 d'hommes ; 500 paysans travaillaient sans relâche à enterrer. Il paraît que la gelée seule a empêché la peste. La petite ville d'Eylau a été prise et reprise jusqu'à trois fois : les rues étaient couvertes de cadavres. Les Français retranchés dans les maisons tuaient les Russes par les fenêtres ; et ceux-ci à leur tour rompant les portes égorgeaient les Français dans leurs maisons : quel spectacle ! La ville est à peu près détruite. Depuis le jour de cette épouvantable bataille, on se regarde de part et d'autre : les forces sont formidables : l'attente fait trembler : L'Empereur est présent avec toute sa garde. Qu'arrivera-t-il ? Probablement tout le contraire de ce qu'on imagine.

Mon frère est très sensible à votre souvenir, Monsieur le Marquis, et me charge de vous faire mille compliments affectueux ; la destinée qui nous a réunis ici est quelque chose d'étrange : je n'en crois pas mes yeux.

J'ai écrit en Sardaigne pour savoir le prix des vins ; j'aurai l'honneur de vous instruire du résultat, qui se fera un peu attendre. Courage, Monsieur le Marquis, espérez toujours, mais surtout jouissez. Avec une bonne conscience, une bonne santé, une bonne femme, de bons enfants et une bonne maison, on peut parcourir gaiement le chemin de la vie ; et que le diable emporte Bonaparte ! Je n'en sais pas davantage. — Evviva !

Tout à vous et à votre service, Monsieur le Marquis, et mille hommages à Madame la Marquise.

208

✝ *A Mlle Adèle de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 3 mai 1807.

Enfin, ma très chère Adèle, après un grand siècle, *je sais que tu sais* que ton portrait m'est arrivé. J'avais regret à la perte de cette lettre où je t'exprimais tout le plaisir que m'avait fait cette jolie image. Mais dis-moi un peu, petite vaurienne, petite petite-fille d'Ève, que signifie cette grande crainte que le portrait ne me paraisse moins joli que toi? Est-ce que tu aurais de la vanité, par hasard, ou la prétention d'être jolie? Pas possible! Jamais une demoiselle n'a eu de pareilles idées. Quoi qu'il en soit, le portrait a été trouvé fort joli par moi et par d'autres; permis à vous d'en être fâchée ou bien aise, à votre choix. Je loue infiniment ton goût pour la peinture, et j'approuve fort tout ce que tu me dis sur ce chapitre; mais comme la vie est toujours mêlée d'amertumes, je suis un peu fâché que tu n'aimes pas le paysage. Il faut se soumettre; ton oncle, qui a tant de succès dans ce genre, me tourmente d'une autre manière, en refusant de mettre dans ses paysages des chèvres et des sapins, deux choses que j'aime pardessus tout. A cela près, il est devenu ce qu'on appelle

un grand peintre ; si tu étais ici, mon cher cœur, tu envierais bien son huile, mais je te contrarierais sur ce point.

Je suis fort content de ton jeune ami ; il se porte à merveille et court le monde dans ce moment, ce qui est fort bon à son âge. Dans la première lettre que tu m'écriras, il faudra être un peu bavarde et serrer les lignes, car ces lignes que tu espaces outre mesure seraient une preuve que tu n'es pas ma fille, s'il n'y avait pas une foule de preuves du contraire. Il faudra donc serrer les lignes et me parler un peu de tout, car je ne sais rien de rien. Pour moi, je n'ai rien de nouveau à t'apprendre. Tout ce que tu aimes ici se porte bien, et quant à moi en particulier, je dois te répéter ce que je t'ai dit si souvent : jamais climat ne m'a convenu davantage. Je ne me plains ni des éléments ni des aliments ; l'air serait très bien, si telle et telle bouche le respiraient avec moi. Si jamais tu t'habitues à ne plus me voir, ne manque pas de m'en avertir. Pour moi, j'ai beau m'exercer, je ne profite point ; mais c'est que, dans le fond, *je* ne m'exerce pas, *on* m'exerce. J'embrasse tendrement la *trinité féminine*, que j'aime toujours de tout mon cœur. Un, deux, trois, quatre, cinq, six ans ! Ah ! mon Dieu, c'est terrible ! Adieu, mon Adèle.

209

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, par la voie d'Angleterre, 8 (20) mai 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Rien de nouveau. L'univers regarde, et personne ne peut deviner ce qui arrivera. Benningsen paraît décidé a ne pas combattre ou à ne combattre qu'avec un avantage décisif. Par la seule suspension, il fait une guerre terrible à Bonaparte: gouverner Paris et la France depuis Thorn n'est pas une chose aisée. L'armée Française fond; le voilà forcé à demander la conscription de l'an 1808; jugez du désespoir des familles. La désertion est extrême parmi les Français du côté de l'Allemagne; de celui-ci elle est moindre parce que l'imagination Française n'est pas encore tranquillisée sur les descriptions terribles de ce pays-ci, dont on ne cesse de l'épouvanter. Peut-être qu'elle sera tranquillisée par la déclaration ci-jointe, qu'on demande depuis quinze ans, et qui vient enfin d'être publiée. Je ne sais de quels moyens on se sert pour la faire arriver aux Français. Bonaparte a quitté son quartier général de Osterrode et s'est un peu rapproché de Thorn, vers un endroit qu'on nomme

Finkenstein (1). Je ne vois pas que Benningsen ait fait un mouvement, mais ses forces sont immenses, et d'un moment à un autre on s'attend à une action qui s'annonce comme une bataille de Cannes. L'Empereur, en arrivant au quartier général de Bartenstein, a fait publier un ordre du jour dans lequel il ordonne que toutes les relations se portent au Général, que tous les ordres en partent comme par le passé, en un mot que tout se passe comme si S. M. I. n'était pas présente ; *on dit* cependant que le général Benningsen l'a suppliée de ne pas s'exposer, *on dit* beaucoup d'autres choses ; mais vous savez ce que sont les *on dit*, ils valent tout au plus la peine d'être recueillis. Ce que je puis vous assurer, c'est que jusqu'à présent, on n'a entendu parler d'aucune intrigue alarmante.

Le 19 du mois dernier, la Russie et la Prusse ont signé une alliance offensive et défensive, et tout de suite la première de ces puissances a invité l'Autriche à y accéder. Les affaires prussiennes sont entre les mains de M. de Hardenberg ; les Haugwitz, les Zastrow, les Lombard, etc., ont disparu : à cet égard tout va bien. Maintenant tous les yeux sont ouverts sur Dantzig. Bonaparte, dit-on, a juré qu'il le prendrait, quand il devrait y périr, et le vieux Kalkreuth qui le défend, a juré de périr sur le rempart avant de se rendre. Les habitants donnent au soldat trois gros par jour de haute paie (environ six sous de Piémont), et ils ont promis de plus

(1) Près du lac de Garder.

à la garnison un millier de florins si le siège est levé : ce sera un siège mémorable. Les Anglais rasant avec des bricks le Kurische et le Frische Haff ont détruit les batteries que les Français y avaient établies et les ont parfaitement nettoyées, de manière que les Prussiens peuvent marcher sur cette espèce de pont au secours de Dantzig. Il vient d'y avoir sous les murs de la place une affaire terrible. Les Prussiens, en arrivant derrière le Vieselsmunde ont tout de suite attaqué les Français ; à l'instant la garnison a fait une sortie, l'affaire a été extrêmement chaude, on a pris des postes importants aux Français et on leur a tué 6,000 hommes. Je ne sais point encore les détails. Malheureusement le jeune Prince Stscherbatof, qui commandait 2,000 Russes dans la place et qui s'était déjà fort distingué, a eu les deux jambes emportées par un boulet. Je dinais hier en nombreuse compagnie avec la Comtesse Schouwalof, sa sœur. Tout le monde savait la nouvelle excepté elle. Quelle amère méditation !

S. M. Suédoise continue à se faire un honneur infini par son activité. Elle est toujours partout la première; ses vaisseaux ont paru les premiers pour transporter les secours nécessaires à Dantzig et à Stralsund ; ses troupes cependant ont essuyé un échec sous les ordres du Baron d'Armstad qui s'était avancé mal à propos jusqu'à Kurische: on l'a repoussé avec quelques pertes en morts et prisonniers, mais cet événement n'a rien de décisif.

La réponse de S. M. Suédoise à Bonaparte que j'ai eu l'honneur de vous faire connaître dans le temps, n'a

point été remise, vu que dans l'intervalle le Baron d'Essen, gouverneur de Stralsund, fit une sortie très heureuse, renversa les Français, leur prit plusieurs pièces de canon, 1,200 prisonniers et des provisions pour la valeur de 400,000 Rixdales. Il poussa jusqu'à Rostock dont il s'empara, et rétablit la Souveraineté de S. M. Prussienne dans toute la Poméranie prussienne. L'échec du Baron d'Armfeld (je disais mal tout à l'heure), a un peu obscurci ces succès sans les effacer. M. d'Essen n'avait que 6 ou 7,000 hommes. Jugez, Monsieur le Chevalier, de ce qui serait arrivé s'il en avait eu 20,000, comme il les aurait eus si on avait cru ceux qui demandaient à grands cris depuis sept à huit mois qu'on renforçât le Roi de Suède. Maintenant tout s'ébranle de ce côté. Les Anglais doivent arriver s'ils ne sont même déjà arrivés, et le Roi de Prusse donne à son frère de Suède 12,000 hommes, dont la moitié sont déjà partis. S. M. pensera sans doute que c'est un assez singulier spectacle que cette réunion, après ce qui s'est passé.

Comme vous êtes plus près que moi d'Alexandrie, je ne vous dirai rien sur cet article, excepté que ce grand coup de main que tout le monde devait prévoir, produit par l'égoïsme national, n'est cependant pas aussi inutile à la cause générale qu'on pourrait d'abord l'imaginer ; car il est indispensable de s'emparer de ce grenier pour tenir la Méditerranée et pour faire tomber Constantinople.

Quelles suites immenses aura ce grand événement ! Le monde politique étant absolument bouleversé jusque dans ses fondements, ni la génération actuelle ni proba-

blement celle qui lui succèdera, ne pourra voir l'accomplissement de tout ce qui se prépare. Il ne s'ensuit heureusement pas que nous ne puissions obtenir, au moins par intérim, une place plus ou moins commode au milieu des débris. Après un grand tremblement de terre, on dresse des tentes, on s'assied à terre ou sur un Trône, on mange ce qu'on peut, ensuite on bâtit.

J'espère trouver incessamment l'occasion de vous écrire plus longuement aujourd'hui, on ne me donne que quelques instants et je suis forcé de finir, en vous assurant de la respectueuse considération avec laquelle je suis, Monsieur le Chevalier, votre très humble, etc.

210

Au Même.

8 juin 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Dans mon numéro précédent, je vous disais à peu près, en vous parlant des talents militaires de Bonaparte : *Qui sait ce que produira son mouvement sur Kœnigsberg ?* Il n'a que trop produit. Le 2 (14) mai, Bonaparte a livré une bataille furieuse aux Russes à Friedland, et après une épouvantable mêlée qui a duré 18 heures, les Russes ont été obligés de se retirer. Ils l'ont fait en bon ordre, sans avoir perdu ni canons, ni dra-

peaux, excepté cinq pièces que les Cosaques ont jetées dans la Pregel. On dit qn'il a péri 50,000 hommes dans ce combat. Les Russes ont fait des prodiges, mais ils sont inférieurs par le nombre et par les talents militaires ; ils se sont retirés d'abord à Allebourg sur la Pregel et de là à Tilsit sur le Niémen. Murat est entré à Kœnigsberg le lendemain de la bataille, à la tête d'un corps de cavalerie. Voilà le Roi de Prusse detrôné une seconde fois : il est bien malheureux et il l'est sans remède.

La lettre de l'Empereur annonçant le désastre du 2 à l'Impératrice-Mère arriva samedi 8, au moment où elle partait pour assister au *Te Deum* qu'on chantait à l'Eglise de la Cour, pour la victoire du 29 avril précédent : Elle fut obligée de faire contenance et d'avaler cette couleuvre, mais elle supprima le dîner invité qui devait avoir lieu après, ce qui donna des soupçons, et bientôt le malheur fut écrit sur tous les visages.

On parle fort diversement des suites de la bataille de Friedland ; mais le nom du lieu pourrait bien être un augure, et c'est ce qui me parait le plus probable. J'ai peur que Masséna n'écrase dans ce moment le Comte Tolstoï, qui est au delà de la Warew, qu'il ne marche ensuite droit sur Grodno, et qu'il n'entame la Russie, ou si vous voulez la Pologne. Le rétablissement de ce Royaume, si iniquement détruit, me parait au rang des événements les plus probables. L'Autriche s'est conduite à l'égard de la Russie, comme la Prusse se conduisit à son égard, il y a deux ans ; et le salaire sera le même ; je sais toutes les raisons qu'elle a eues d'être

mécontente de la Russie, et je vous les ai exposées moi-même, mais enfin elle n'a pas voulu remuer, et qui sait s'il est temps ?

Quoiqu'il n'arrive précisément que ce que j'attendais, je ne suis pas moins pénétré de chagrin autant que si j'étais surpris. Parmi les idées misérables de ce moment, j'ai rencontré celle de laisser un peu fatiguer les Russes avant de les secourir : cette idée profonde est Autrichienne. — Qu'en dites-vous, Monsieur le Chevalier? Dans six mois, l'Autriche aura perdu la Pologne, et dans moins d'un an son Souverain sera convoqué à Paris pour assister à l'inauguration du grand Empire ; et il s'y rendra sans tirer l'épée. — Je voudrais rêver ; mais je ne sais qu'une seule supposition humaine qui peut éviter les derniers malheurs, c'est celle d'une résolution désespérée de l'Autriche, avant que la Russie ait été forcée à la paix ; mais, je le répète, en est-il temps ?

Il est plus aisé souvent de conquérir le monde que son premier voisin ; une fois que l'équilibre est rompu, il n'y a plus de raison pour que le mouvement s'arrête. Vous l'avez vu dans toutes les nations conquérantes. Les Français dans ce moment jouent le rôle des Arabes, qui coururent comme un trait de Bagdad à Cordoue, mais le résultat sera bien différent. Quelles que soient mes idées sur ce résultat, je n'en verse pas moins des larmes de sang sur tout ce qui se passe.

Quelle que soit encore votre réponse, que j'attends toujours, sur mes griefs intolérables que je vous ai exposés depuis longtemps, le tout pourrait bien être nul

Prévoyant depuis longtemps que la durée de l'ébranlement actuel surpasserait celle de plusieurs vies humaines, et que pendant le reste de la mienne je ne pouvais plus être utile à S. M. que loin d'Elle, mes demandes, toutes relatives à cet état et toutes raisonnables, ne gênaient aucunement S. M. Elle m'a cependant constamment repoussé et n'a pas même voulu de moi pour sujet. Faites, dites, répondez tout ce que vous voudrez. Dans ce moment, il n'y a pas dans mon cœur de place pour le ressentiment.

J'ai l'honneur d'être avec une respectueuse considération, Monsieur le Chevalier,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

P. S. — Dans le Traité offensif et défensif conclu entre la Russie et la Prusse à Bartenstein le 26 avril (7 mai), la Russie s'est montrée inébranlable dans son principe de ne jamais prononcer le nom de restitution, non seulement à notre égard, mais encore à l'égard de S. M. le Roi de Naples. C'est toujours l'ancienne ritournelle des meilleures indemnités qu'il sera possible, etc. Je vous peindrais difficilement l'état du pauvre Duc : il a fulminé, et il en a le droit. Quant à moi, je dois me taire ; j'ai assez parlé et je n'ai pas le droit de me fâcher. Il pourrait d'ailleurs, ainsi que moi, se consoler par une considération : c'est que la politique ne change pas. Lorsque ses règles nous blessent, nous crions, mais le lendemain nous les emploierions nous-mêmes à l'égard des autres. S. M. s'engagerait-elle à faire restituer telle ou telle province à un Prince son ami, sans avoir la moindre as-

surance de ce qu'Elle pourra faire ? Elle s'en garderait bien. Je ne vois donc que de la prudence ordinaire et nulle intention sinistre dans cette conduite. Elle fera ce qu'elle pourra, et qui donc fait davantage ? Il ne m'a pas été possible, non plus qu'à beaucoup d'autres, de connaître les propres paroles de ce traité, mais je sais que les Etats de la Prusse y sont garantis tels qu'ils étaient au commencement de la guerre (jamais, jamais, et jamais), on lui promet une influence considérable en Allemagne, en ajoutant, je crois, *de concert avec l'Autriche ;* mais cette dernière puissance n'a pas moins été heurtée et alarmée par cet article entièrement opposé à ses systèmes et à ses préjugés, et qui a déplu de même à l'Angleterre.

Ces deux puissances (l'Autriche et l'Angleterre) sont invitées à accéder au traité ; et dans ce cas, il est encore parlé de nous, je ne sais pas bien dans quels termes : *Les deux puissances pourront dans ce cas s'entremettre pour le meilleur arrangement des affaires de l'Italie, etc.* (Quelque chose de semblable).

Au fond, qu'importe? Tous les discours, toutes les promesses, tous les traités aboutissent à cette inébranlable proposition : *Si nos amis sont victorieux, nous aurons autant et plus qu'ils ne nous ont dit ; si les armes sont douteuses, nous aurons quelque chose ; s'ils sont vaincus, rien.* Une promesse éventuelle est une chimère : jamais nous ne l'obtiendrons, puisque le Roi de Naples qui y a droit ne l'a jamais pu obtenir. S. M. peut être sûre que je n'ai rien oublié de ce qui était possible. J'ai encore eu, il y a deux mois environ, une conversation

avec M. le Comte de Meerfeld sur les intérêts de S. M. Il en revient à sa thèse, *que jamais son maître n'avait pensé à la moindre acquisition, etc.* : là-dessus, je tirai de mon portefeuille la note remise à Vienne, au Lord Minso, et par celui-ci au Comte de Vallaise ; et, sans la lui remettre, je lui en lus ce qu'il fallait. Connaissez-vous cette pièce, Monsieur l'Ambassadeur ? Il ne la connaissait pas : mais comme un Ambassadeur ne doit jamais demeurer muet il me dit : « *Mais il faut pourtant avouer qu'il était important pour S. M. I. d'avoir une position militaire, etc.* » A quoi je répliquai en riant : « *Fort bien, Monsieur l'Ambassadeur, mais dans ce cas il valait mieux demander Turin.* » Tout se passa fort bien et il me répéta ses protestations telles que je vous les ai fait connaître, mais sans nommer aucun pays. — De mon côté je ne nommai rien, et je fis bien, puisque les choses vont si mal. M. le Comte de Meerfeld continue à me traiter très honnêtement, et puisqu'il n'a nul besoin de moi, il semble que je puis croire à sa sincérité.

211

A Mme de Saint-Réal.

Saint-Pétersbourg, 11 (23) juin 1807.

Pendant que je t'écrivais mon billet non numéroté du 8 (20), pour te donner à la hâte la nouvelle de la bataille de Heilsberg du 10 juin, un triste courrier avait

déjà apporté la nouvelle de celle de Friedland donnée le 14, et décisive contre nous. Cette épouvantable bataille a duré 18 heures et l'on ne parle pas moins que de 50,000 morts. Les Français ont attaqué douze fois comme des enragés. Ils ont constamment l'avantage du nombre, Bonaparte recrute dans toute l'Europe ; l'Autriche n'a pas voulu se décider, elle le paiera cher. Les Russes se sont battus comme des lions, et se sont retirés en bon ordre, sans perdre ni canons ni drapeaux ; d'abord ils sont venus à Allebourg sur la Pregel, ensuite à Tilsitt sur le Niémen. Le lendemain de la bataille, 15, Murat est entré à Kœnigsberg ; ainsi voilà le Roi de Prusse définitivement culbuté de son trône. Les suites de la bataille de Friedland n'ont point de bornes. Les lamentations seraient inutiles, et servent seulement à décourager. Tu sais ce que cette Révolution a de plus cruel pour moi, tu le vois dans ton cœur ; ainsi n'en parlons plus. Je n'entends rien à ce qu'on appelle *les affaires ;* je ne suis nullement fin, et je ne vois pas au bout de mon nez: cependant il est toujours arrivé, je ne sais comment, que je me suis tiré d'affaire sans employer dans les cas difficiles d'autre moyen que la bêtise. J'espère que le bonheur m'accompagnera *et que je vivrai jusqu'à la mort*, comme disait Marie Carletti.

Voilà un papier de Xavier pour ton mari. La physique va son train, mais quoique ce soit sa meilleure consolation, cependant elle n'est pas suffisante. Pour lui comme pour moi, les souvenirs de famille sont ineffaçables. L'occupation et quelques amis nous sauvent du découragement absolu.

La garde Impériale a donné dans cette malheureuse affaire du 14, elle a bravement couvert la retraite et a beaucoup souffert. Mais, je ne sais comment, les Chevaliers-Gardes ont encore été tenus en réserve; c'est le régiment de tous les Princes, de tous les ainés, de tous les enfants gâtés. A te dire la vérité, la gloire est belle, mais mon fils est bon. Cependant le moment viendra. Si tu savais quelles nuits je passe! Adieu, souvent je ne t'écrirai que de petites pages. J'embrasse ton cher ami. Adieu, adieu.

212

A M. le Comte de Blacas, à Mitau.

Saint-Pétersbourg, 16 juin 1807.

Je courais en très bonne compagnie vers le Ladoga, mon très cher Comte, lorsque vous arriviez tristement à Mitau : sans cette course, vous auriez déjà reçu cette lettre. Grand Dieu! Quel événement chez votre auguste Maître! Quel vide immense dans sa famille! L'abbé Edgeworth devait une fois faire une entrée publique à Paris, revêtu de la pourpre romaine. Tous nos projets nous échappent comme des songes, tous les héros disparaissent. J'ai conservé, tant que j'ai pu, l'espoir que les fidèles seraient appelés à rebâtir l'édifice, mais il me semble que de nouveaux ouvriers s'avancent dans la profonde obscurité de l'avenir, et que S. M. la Providence dit : *Ecce nova facio omnia.* Pour moi, je ne

doute nullement de quelque événement extraordinaire ; mais la date est indéchiffrable. En attendant, Monsieur le Comte, je ne me lasse pas d'admirer la divine bizarrerie des événements : le confesseur de Louis XVI, l'héroïque Edgeworth, mourant à Mitau d'une contagion gagnée en confessant, en consolant, en envoyant au ciel des soldats de Bonaparte, à côté de Louis XVIII. Quel spectacle !

J'ai traduit à Madame la Princesse de Tarente l'épitaphe de l'excellent homme que vous regrettez. L'auguste auteur fait honneur à la langue latine en la faisant parler lui-même sur le marbre. Il ne saurait mieux prouver que le *Roi très chrétien est fils aîné de l'Eglise romaine.* Puisse ce titre de *Roi très chrétien* revivre plus brillant que jamais, et ne finir qu'avec cette même Eglise, qui ne peut finir qu'avec le monde !

Il y a bien longtemps, Monsieur le Comte, que je contemple avec une admiration mêlée de terreur et de regret la marche des événements en Europe. Tout se fait *contre les Français*, qui souffrent tout ce qu'on peut souffrir ; mais tout se fait *pour la France*, qui est portée aux nues. Tout agit contre Louis XVIII ; mais tout agit *pour le Roi de France.* Un très grand résultat de tout ce que nous voyons depuis 1789 me paraît au rang des choses les plus certaines ; et peut-être que si jamais j'avais l'honneur de connaître votre auguste Maître autrement que par ses bontés, j'aurais le courage de lui dire ce que j'entrevois dans l'avenir.

La prise de Dantzig est un morceau difficile à digérer. Que voulez-vous, Monsieur le Comte ? Dantzig de-

vait y passer aussi. Toute l'Allemagne septentrionale sera broyée, repétrie et métamorphosée. Rien ne peut rétablir l'Empire germanique ; rien ne peut rétablir la puissance prussienne ; rien ne peut rétablir, etc., etc., peu m'importe, en vérité. Je ne dois rien à toutes les victimes qui ont voulu l'être, et qui m'ont étouffé dans leur sang froid et décoloré. Je ne dois rien qu'à l'Empereur de Russie, tous mes vœux sont pour lui. Je souhaite, autant qu'il est possible à l'homme de souhaiter, qu'il se tire de cette lutte mémorable avec un honneur immortel. Je sais bien que cette profession de foi est aussi la vôtre. .

Mettez-moi, s'il vous plaît, aux pieds de votre auguste Maître, qui a toujours daigné agréer avec bonté mon très profond respect et mon dévouement inaltérable à sa cause, qui est celle des peuples et des Rois, peut-être plus des peuples que des Rois.

Permettez-moi de finir sans compliment, en vous assurant de mon éternel attachement.

213

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 26 juin (8 juillet) 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Il est possible que vous n'ayez pas oublié le passage d'une de mes précédentes lettres sur le Général

Benningsen. J'écrivais sans le savoir une terrible vérité, car la défense était partie ; ce n'était rien encore, quoique ce fut un très grand mal. Dispensez-moi des détails les plus affligeants, je vous ai assez fait sentir ma manière de voir sur cette funeste détermination, qui a eu toutes les suites qu'un homme sensé devait redouter. Pendant quelque temps, on n'a pas vu le mal dans la capitale, et je m'en suis même félicité avec vous ; mais bientôt il a éclaté. Il semble que la prévoyance devrait diminuer le chagrin. Point du tout, Monsieur le Chevalier, je suis aussi abîmé de douleur que si j'avais été surpris.

D'abord après la bataille de Friedland, Bonaparte proposa un armistice au Général Benningsen qui le refusa. La proposition ayant été portée directement à l'Empereur, S. M., pliant sagement sous la force des circonstances, a prêté l'oreille aux propositions du vainqueur, et la trêve a été signée pour un mois, avec stipulation qu'elle ne pourrait être rompue ensuite, qu'après un autre mois d'avertissement. Cinq jours auparavant, un courrier du Grand-Seigneur avait porté la nouvelle à Bonaparte que l'Empire Turc était aux abois, et qu'il ne pouvait plus être sauvé que par la France. L'Empereur de Russie n'en savait rien encore, et ne l'a appris qu'après avoir stipulé la suspension générale des hostilités. Les négociateurs de l'armistice, du côté de la Russie, étaient le Prince Kourakin, qui se trouvait là par hasard, et le Prince Labanof. Bonaparte s'est montré galant et magnifique : son grand but était une entrevue. L'Empereur de Russie, qui l'avait refusée à ses

propres conseillers, a cédé aux raisons que lui a dites Duroc. L'entrevue a eu lieu au milieu du Niémen, à Tilsitt, dans un bateau que Bonaparte pendant la nuit avait fait tapisser de velours violet aux armes de Russie. C'était, je crois, le 6 (18) juin, je puis me tromper de 24 heures. Bonaparte a donné deux ou trois fois à dîner à S. M. I., il avait l'Empereur à sa droite, le Grand-Duc à sa gauche, et Murat était à côté du Grand-Duc. Le Roi de Prusse n'a point été prié à ces dîners, et même pendant trois ou quatre jours Bonaparte n'a pas voulu le recevoir ; enfin, il a été présenté par l'Empereur de Russie, et reçu très froidement ; il passe pour certain que Bonaparte a dit à l'Empereur : « Comment pouvez-vous être ami de cet homme-là ? » et qu'il lui a révélé des turpitudes inouïes de *ces bons amis* les Prussiens contre la Russie même, et dans le temps où l'on n'aurait pu le moins du monde s'en douter. Il n'y a rien là que de très probable. Bonaparte a donné une magnifique parade à S. M. I., où les soldats Français ont jeté leurs bonnets en criant : *ourrah !* (c'est le vivat des Russes). Bonaparte a fait les plus belles protestations à S. M. I., et nous ne pouvons pas douter qu'Elle n'ait fait les instances les plus fortes en faveur de notre auguste Maître et de S. M. Sicilienne. Au moment où j'entendis parler de trêve, je crus devoir écrire les deux lettres ci-jointes ; j'ai cru de plus devoir faire connaître ici au Ministère que Bonaparte, malgré mon dévouement public et même solennel au système qu'il a renversé, n'a jamais cherché à me faire de la peine, et a même semblé deux ou trois fois vouloir m'épargner. J'ai montré le

décret par lequel il lui plut, il y a cinq ans, de me déclarer Français contre ma demande expresse, avec permission de servir le Roi de Sardaigne tant qu'il me plairait : décret absolument unique. Le Comte Soltikof, Ministre adjoint, en a été extrêmement surpris. Je lui dis, ce qui est très vrai, que je ne le concevais pas plus aujourd'hui que le jour où il me l'envoya, mais qu'enfin il en résultait que Bonaparte n'avait aucune aversion particulière pour moi, de manière que si je pouvais être utile à S. M. en quelque négociation, j'étais tout prêt. En effet, Monsieur le Chevalier, je ne serais point fâché de voir ce Tamerlan qui ne me fait pas la moindre peur. Je me rappelle qu'à mon passage à Naples en 1802, Alquiers, après avoir entendu très attentivement ce que je lui dis sur les affaires en général et sur S. M. en particulier, me dit avec beaucoup de vivacité : *Monsieur le Comte, qu'allez-vous faire à Pétersbourg ? Allez-vous-en à Paris, dire vos raisons au Premier Consul qui ne les a jamais entendues.* C'est peut-être une illusion, mais il me semble que si je pouvais une fois aborder ce grand renverseur d'Empires, je lui dirais certaines choses dont il se souviendrait. D'ailleurs, il est très essentiel que S. M., quel que soit son apanage territorial, figure en sa qualité de Souverain, et ne se trouve point écrite dans un article comme un simple particulier ; c'est ce que j'ai relevé dans les deux lettres ci-jointes. J'ai cependant expliqué au Comte Soltikof que je ne faisais aucune demande, aucune proposition, me tenant au contraire absolument sous la main de S. M. I., mais que je voulais seulement lui faire connaître parfaite-

ment ma position, pour l'occasion où il pourrait être utile de la connaître. En effet, dans ces sortes de choses, il ne faut pas se mettre en avant, mais quand l'occasion arrive, il ne faut avoir peur de rien. Enfin, Monsieur le Chevalier, me voilà en règle de toutes les manières ; il arrivera ensuite tout ce qui plaira à Dieu.

Vous pensez bien que dans les circonstances actuelles il eût été absurde de prononcer le nom d'un pays quelconque : au fond, peu importe à S. M.; le meilleur sera celui qui rendra davantage et qui aura une résidence plus belle et plus commode, car toute idée de sûreté, de garantie, de force militaire, de ressource, etc., est une chimère pendant la vie de Bonaparte, et après sa mort tout changera. Jamais vous n'avez répondu aux différentes réflexions que je vous ai adressées sur les divers pays que nous pouvions avoir en vue. Il me paraît avoir démontré à l'évidence que le séjour le plus désagréable pour S. M., tant que durera l'influence actuelle, serait le Piémont. Pour moi, je l'avoue, j'en mourrais, et, comme vous savez, l'homme ne peut s'empêcher de raisonner d'après ses propres idées et ses propres sentiments. Si S. M. en a de tout différents, ce que j'ai dit peut au moins, ce me semble, lui servir de consolation si elle est placée ailleurs, comme la chose paraît sûre. Vous m'êtes témoin, Monsieur le Chevalier, que je vous ai toujours présenté comme deux vérités incontestables : 1° Que Bonaparte ne pouvait être renversé que par les Français ; 2° Que son existence et la restitution du Piémont s'excluaient réciproquement.

Nous voyons donc de grands malheurs, mais des

malheurs parfaitement prévus et qui ne sont pas certainement sans remède. — Pourvu que S. M. soit placée d'une manière tolérable et qui l'ôte absolument de l'état de détresse où elle se trouve, il y aura moyen de vivre. Quant à l'inévitable vasselage à l'égard de la France, nous le supporterons avec toute l'Europe; il peut être long, mais il peut être court : c'est lettre close. Il ne peut au surplus tomber dans la tête de personne que Bonaparte cède un pays quelconque sans une renonciation aux anciens Etats; je signerai donc sans balancer cette renonciation (qui sera toujours intrinsèquement nulle), si la Russie l'exige, et si l'offre qu'on nous fait me paraît décente; si elle ne l'était pas, je pourrais fort bien refuser de signer. Dans tous les cas, la ratification demeurerait toujours libre à S. M.; mais je parle absolument en l'air, car au moment où je vous écris je ne sais ce qu'on a fait ni même si l'on a fait quelque chose. Bonaparte s'est jeté dans les bras de l'Empereur. Il a promis l'impossible, mais quand on en viendra à écrire, Dieu sait les difficultés qui s'élèveront. Je n'ai pas besoin de vous faire observer que toutes les instructions que j'ai reçues sont ce qu'elles ont toujours été, je veux dire parfaitement nulles : *faites ce que vous pourrez*, je n'en ai ni ne puis en avoir d'autres réelles. Cependant partout où il y aura lieu à délibérer, je suis assez instruit des sentiments de S. M. pour ne pas me tromper.

Tout ceci va, suivant les apparences, brouiller la Russie et l'Angleterre. Déjà les vaisseaux Anglais qui étaient à Cronstadt ont été avertis par le consul An-

glais de partir sur leur lest. Précédemment, un malheureux Ukase dont il serait trop long de vous faire l'histoire, les avait extrêmement choqués. Ce qu'il y a d'incroyable, c'est que cette loi est déclarée *irrévocable* dans un pays où tout dépend de la volonté du Prince. L'Ukase a pour but de favoriser les marchands régnicoles, mais ceux-ci mêmes en sont très mécontents : il n'y a qu'une voix contre cette loi, mais il ne me parait pas que cette désapprobation universelle soit encore connue du Maître.

Bientôt nous allons voir arriver un Ambassadeur Français. Il arrivera suivi d'une légion d'opérateurs qui pénètreront comme l'huile dans toutes les maisons, depuis la fille jusqu'au Ministre; les esprits sont déjà extrêmement tournés de ce côté : nous verrons de belles choses ; mais peut-être nous ne verrons rien, car qui sait même si l'on fera la paix? Je termine ici, et je cachette ponr ne pas manquer l'occasion, sauf à vous faire une autre lettre si l'on me laisse le temps.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération...

P. S. — La bataille de Friedland n'a pas été aussi sanglante qu'on l'avait d'abord dit. 10,000 hommes ont cependant péri du côté des Russes, et beaucoup plus suivant les apparences du côté des Français. Le Comte Pierre Tolstoï qui commandait la gauche, et pour mieux dire un corps séparé, avait reçu de Benningsen l'ordre d'attaquer Masséna qui faisait front au Comte Tolstoï ; celui-ci refusa d'obéir, et il écrivit ensuite que Masséna faisait mine de l'attaquer ; en effet, il l'amusait avec

8,000 hommes, et pendant ce temps il en envoyait 20,000 à Bonaparte, avec lesquels celui-ci a frappé le coup de Friedland. Tout le parti opposé aux Tolstoï fait feu et flamme, mais cette maison peut se moquer de tout. Benningsen est furieux ; il dit en parlant d'Essen : *Il ne m'a désobéi que sept fois, c'est le meilleur des mauvais généraux qu'on m'a donnés.* L'armée n'a perdu à Friedland ni drapeaux ni canons. Benningsen a demandé, le surlendemain de la bataille, la permission d'attaquer; S. M. I. la lui a refusée. Le Général a insisté, en disant qu'il était sûr d'envelopper Ney avec 20,000 Cosaques. L'Empereur lui a demandé là-dessus pourquoi il ne lui avait pas fait part du plan qui lui paraissait sûr ? A quoi on assure que Benningsen a répliqué d'une manière extrêmement dure et qu'il a encouru une disgrâce complète : voilà ce que l'on dit ; pour moi je ne dis rien, je demeure muet de chagrin et d'étonnement. Essentiellement, le mal que nous voyons n'est rien, mais..... Entendez-moi si vous pouvez, Monsieur le Chevalier, car je n'ai plus rien à dire.

214

A M. le Comte Théodore Golovkin, à Moscou.

Saint-Pétersbourg, 18 (30) juin 1807.

Quelle mauvaise nouvelle vous m'avez fait donner, Monsieur le Comte ! Voilà donc ma pauvre amie, Madame

Huber, partie pour l'autre monde! On peut dire qu'à son âge elle avait fini son bail avec la nature ; mais les amis sont comme les parents : le jour de leur mort, on ne les trouve jamais vieux. Depuis longtemps, je ne lui écrivais jamais sans me dire tristement : *Recevra-t-elle cette lettre?* Elle, de son côté, ne m'écrivait jamais sans me dire impitoyablement : *Mon cher ami, c'est probablement la dernière.* J'avais fini par lui dire que, si elle me répétait encore cette cruelle phrase, je ne lui écrirais plus. Qui sait si elle a reçu la lettre où je disais cela? C'est celle que vous eûtes la bonté d'acheminer vous-même, Monsieur le Comte ; mandez-moi, je vous prie, si cette lettre est arrivée avant sa mort : je veux tout savoir. Est-ce le fils genevois ou le fils romain qui vous a fait part de ce funeste événement? Vous ne sauriez croire à quel point cette pauvre femme m'est présente ; je la vois sans cesse, avec sa grande figure droite, son léger apprêt genevois, sa raison calme, sa finesse naturelle, et son badinage grave. Elle était ardente amie, quoique froide sur tout le reste. Je ne passerai pas de meilleures soirées que celles que j'ai passées chez elle, les pieds sur les chenets, le coude sur la table, pensant tout haut, excitant sa pensée et rasant mille sujets à tire-d'aile, au milieu d'une famille bien digne d'elle. Elle est partie, et jamais je ne la remplacerai. Quand on a passé le milieu de la vie, ces pertes sont irréparables (et je l'ai passé depuis longtemps, très probablement). Séparé sans retour de tout ce qui m'est cher, j'apprends la mort de mes vieux amis ; un jour les jeunes apprendront la mienne. Dans le vrai, je suis mort en 1798 ; les funé-

railles seules sont retardées. Ces idées lugubres ne contrastent pas du tout avec les événements publics, qui ne sont pas, comme vous voyez, couleur de rose. Quelques étrangers ingrats sont peut-être *tristement Russes;* moi, je suis russement triste!

Bonjour, Monsieur le Comte, je ne sais plus tenir la plume; permettez-moi de finir sans compliment, en me recommandant à votre *bonne souvenance.*

P. S. — Je me flatte que vous avez reçu la lettre où je vous remerciais des nouvelles que vous m'aviez données de cette pauvre veuve, dont le mari n'est pas mort.

215

A M. le Chevalier Ganières,

Chargé d'affaires de S. M. à Vienne.

Saint-Pétersbourg, 18 (30) juin 1807.

Bien longtemps avant l'arrivée de cette lettre, Monsieur le Chevalier, vous aurez reçu la nouvelle de la bataille du 14 juin. Il y aura sur cet événement beaucoup d'exagérations françaises, auxquelles vous ne devez pas croire. Les Russes se sont maintenus, dans cette occasion, au rang des soldats les plus intrépides, et très certainement Bonaparte n'en a jamais combattu de supérieurs; mais il est habile, il est accoutumé à vaincre, il est redouté, il ne se gêne pour rien; il *prend* ce que les

autres *achètent*, il *arrache* ce que les autres *sollicitent :* malgré ces avantages et beaucoup d'autres, je tiens pour sûr qu'il n'aurait pas avancé sans celui du nombre, dont il n'a jamais été possible de le priver. On ne contestera jamais aux Russes l'honneur de s'être noblement et bravement battus pour tout le monde: malheureusement tout le monde n'a pu se réunir pour combattre l'ennemi de tout le monde, qui recrutait dans tout le monde. — Tant pis pour tout le monde. Si ceci est un jeu de mots, j'en serai bien fâché, car il n'y a rien que je déteste comme les jeux de mots. Les Russes, au reste, se sont retirés en fort bon ordre, sans perdre, ainsi qu'on l'assure constamment, ni canons ni drapeaux. Tout est donc à sa place ; mon cœur n'en est pas moins percé et transpercé de douleur de ce que les choses n'ont pas tourné comme nous devions l'espérer. Revenons donc à l'Horace de notre jeunesse : *Levius fit patientia*, etc. Mon fils se portait bien le 15.

J'ai l'honneur d'être.....

216

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 19 juin (1er juillet) 1807.

MONSIEUR LE COMTE,

J'ai reçu, il y a trois ou quatre jours, votre lettre du 2 juin, et je me félicite de trouver sur le champ une oc-

casion pour répondre à Votre Excellence, ce qui est fort rare. Mais commençons d'abord par ce qu'il y a de plus important. La fameuse bataille de Friedland a tout de suite été suivie d'un armistice, du moins personne n'en doute, quoique la nouvelle ne soit pas encore officielle. Dans cet état de choses, j'ai cru qu'il était de mon devoir de recommander les intérêts du Roi notre Maître, en écrivant à M. le général de Budberg une lettre où j'ai mis tout le pathétique que permet la sévérité diplomatique. J'ai agi en cela d'après l'exemple du Duc de Serra-Capriola qui a fait la même démarche pour S. M. le Roi de Naples. J'ai cru encore devoir recommander nos intérêts à Milord Gower qui se rend auprès de S. M. I... Votre Excellence fera de son côté tout ce qu'elle jugera convenable. Ici il n'y a plus rien à faire, la paix est probable, et, en vérité, puisqu'on fait la guerre si malheureusement, c'est peut-être un bien de respirer à tout prix, en attendant d'autres bras ou d'autres têtes. L'union intime avec la Prusse me paraît d'ailleurs devoir nécessairement amener la paix, car vous connaissez assez, Monsieur le Comte, cette puissance, pour sentir qu'elle ne tend qu'à la paix, et Bonaparte qui connaît l'attachement personnel de S. M. I. pour le Roi de Prusse se servira habilement de cette arme, comme vous pouvez l'imaginer. D'ailleurs tout le monde sent sa faiblesse : les Monarques les plus influents, adorables pour leurs vertus, sont cependant les moins faits par la nature pour résister à l'Attila moderne. Le traité du 26 avril (n. s.), offensif et défensif entre la Russie et la Prusse, n'a pu qu'alarmer, comme vous l'imaginez assez, l'Au-

triche et l'Angleterre. La première n'avait pas besoin de ce *calmant* pour s'endormir encore plus profondément ; elle a donc laissé donner la bataille de *Friedland*, regardant pour ainsi dire de sa fenêtre, comme on regarde un spectacle dans la rue. La Russie a beau être puissante ; son étendue, qui frappe sur la carte, est précisément le côté faible de cette puissance : en politique comme en physique, il faut bien moins considérer le volume que la masse. Je dirais d'autres choses à Votre Excellence si j'avais l'honneur de la voir, ce que je désirerais de tout mon cœur. Tout me porte donc à croire que ce mot de *Fried-land* remplira l'augure que porte son nom; du reste Votre Excellence sent assez que cette paix ne sera qu'une trêve et qu'il faudra bientôt recommencer. Déjà Bonaparte a envoyé en Perse le Général Gardane en qualité d'Ambassadeur, accompagné de 500 officiers, il en a beaucoup envoyé aussi à Constantinople. Jamais il ne laissera l'Europe tranquille (mais il faut avouer aussi que l'Europe le mérite bien). Comme il lui importe infiniment d'en finir avec l'Empereur de Russie, il lui offrira probablement des conditions tolérables, surtout à l'égard de la Prusse, sauf à la traiter ensuite comme il jugera à propos. Quant à nous, vous verrez, Monsieur le Comte, qu'il nous offrira encore Sienne ; mais c'est grand dommage qu'il ne veuille pas traiter avec nous directement. Les amis sont bons, mais on parle toujours mieux pour soi. La Pologne sera probablement le théâtre de grands événements. A propos de Pologne, je confierai à Votre Excellence sous le secret, que par la règle *A quelque chose malheur est bon*, il est probable que

nous verrons renaître le titre de Royaume de Pologne sur la tête de l'Empereur, que ce Royaume aura son administration particulière. C'est le siècle des renversements, et par conséquent des réédifications ; car la règle *Corruptio unius generatio alterius* est encore une règle qui a lieu dans le monde politique comme dans le monde physique.

Dans nos instances auprès des nations amies pour l'indemnité que nous attendons, il y aurait de la folie à nommer telle ou telle province : il faut attendre son sort. Nous perdons beaucoup à ne pouvoir parler. Quoi qu'il en pût arriver, je voudrais voir ce Tamerlan : il ne nous mangerait pas peut-être. Je vous assure, Monsieur le Comte, que je serais fort content si le Roi obtenait seulement un établissement décent, qui lui suffit pour subsister, maintenir sa dignité sans le secours d'aucun subside et payer médiocrement trois ou quatre Ministres. Car l'état de l'Europe ne peut subsister, et il ne s'agit que de pouvoir attendre.

De ce que Votre Excellence me dit dans sa dernière lettre, qu'elle n'en a reçu aucune de moi depuis celle du 16 février (n. s.), je conclus que celle du 18 avril a dû être extrêmement retardée. Je l'avais remise à Monsieur l'Ambassadeur; mais vous sentez, Monsieur le Comte, qu'il faut attendre les courriers.

Sur ce que vous me faites l'honneur de me dire à l'égard du Marquis Douglas, je crois pouvoir assurer Votre Excellence que tous les paragraphes qu'elle a lus dans les *Gazettes d'Angleterre* sont dictés, au moins en grande partie par l'esprit de parti et par le préjugé na-

tional. Milord Douglas a passé sa vie en Italie. Le soleil, les fruits, la musique et les danses de ce pays sont fort de son goût; il parle italien *francamente*, comme vous et moi : il n'en faut pas davantage pour déplaire aux Anglais. Il a reçu les papiers où on le turlupine, et il les a fait courir lui-même de fort bonne grâce. J'avoue que c'est un préjugé contre lui d'avoir été placé par M. Fox. J'avais été séduit comme beaucoup d'autres par la réputation factice de ce Ministre, et par les espérances qu'il avait données en saisissant le timon ; mais je reconnais bien volontiers qu'il n'y a point d'exception à la règle *qu'un homme immoral n'est bon à rien*. Au fond, cependant, il n'est pas impossible qu'un mauvais Ministre choisisse un bon Ambassadeur. Considéré seulement comme chef de maison, Milord Douglas l'emporte de beaucoup sur son *prédécesseur-successeur :* il faudrait les avoir vus l'un et l'autre manœuvrer dans le Cabinet pour savoir ce qu'ils valent dans cette arène. En arrivant ici, Douglas a tout de suite écrasé Stuart, et l'a mis derrière lui comme un consul; celui-ci qui est pétri d'orgueil et qui en vertu du titre de simple Ministre s'était placé sans façon à la tête du Corps diplomatique, est devenu furieux et s'en est allé *insalutato hospite,* comme je l'ai dit à Votre Excellence. Arrivé à Londres, il a trouvé Gower qui l'écrase au contraire, et tout de suite il est revenu sans se débotter : voilà tout le mystère. En général, Monsieur le Comte, les Anglais me paraissent avoir très peu de talent pour la diplomatie ; car l'art de négocier n'est que l'art de capter les esprits, et l'art de capter les esprits n'est que l'art de se gêner. Or, la

nation anglaise est celle qui se gêne le moins. L'Anglais porte constamment avec lui ses goûts, ses tics et ses usages : il fait le tour du monde sans sortir de Londres. Invitez un Anglais à cinq heures, dans un pays où l'on dîne à trois, il arrivera à six et fera attendre trente personnes, sans se douter de la moindre inconvenance. Annoncez-vous chez lui pour une affaire, malheur à vous si vous rencontrez l'heure du thé, ou des œufs, ou du beurre, ou de la promenade à cheval, etc. Ils sont faits ainsi, et souvent, avec leur talent qui est certainement très grand, ils amusent les spectateurs par celui qui leur manque pour manier les esprits.

Je ne puis encore répondre à la feuille de Votre Excellence que je n'ai pu déchiffrer jusqu'à ce moment ; mais je crois que le tout sera annulé par les tristes événements dont j'ai eu l'honneur de lui faire part. Il me serait bien agréable de jaser un peu avec Votre Excellence ; mais il n'est guère probable que je jouisse de cette satisfaction.

Agréez, Monsieur le Comte, les assurances les plus sincères de la haute considération et du respectueux attachement avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc.

217

A Mme de Saint-Réal.

Saint-Pétersbourg, 10 juillet 1807.

Ta lettre du 29 octobre 1806, ma très chère petite sœur, m'est arrivée sans délai le 5 juillet 1807. Après

cela, j'espère que tu ne te fâcheras pas contre les courriers, qui font leur devoir à merveille, comme tu vois. Vargas est devenu de l'histoire ancienne. J'ai dû répondre depuis longtemps à cette lettre, qu'il annonce dans la sienne de Livourne. Précédemment, je t'en avais envoyé une autre d'un style un peu différent, et que tu as remise, si tel a été ton bon plaisir. N'en parlons plus ; il y a bien d'autres choses à dire !

La bataille de Friedland n'a pas été aussi meurtrière qu'on l'avait dit d'abord. Dix mille hommes environ ont péri de notre côté. Les Français, suivant les apparences, ont perdu beaucoup plus ; mais la perte des hommes n'est rien... *Vaincre, c'est avancer*. Les Français ont avancé, ils ont vaincu, c'est-à-dire ils ont passé : rien de plus ; mais Bonaparte, qui sait très bien ce qu'il en coûte pour vaincre les Russes, s'est hâté de proposer un armistice, qui a été refusé par le Général russe, et accordé par l'Empereur. De ce moment, Bonaparte s'est jeté dans les bras d'Alexandre ; il l'a comblé de marques de déférence, il dit qu'il ne peut rien lui refuser, etc. Je ne me fie pas trop, comme tu sens, à cette belle tendresse. En attendant que nous en sachions davantage, on ne voit pas encore que rien soit signé. Qui sait comment l'on finira, et même si l'on finira ? Il faut toujours se trouver prêt à tout. Quels jours j'ai passés, ma pauvre amie ! Quelle nuit que celle du 21 au 22, que je passai tout entière avec la *certitude* que mon cher Rodolphe avait été tué à Friedland ; seul, du moins sans autre compagnie qu'un fidèle valet de chambre qui pleurait devant moi, me je-

tant comme un fou tantôt d'un sopha sur mon lit, et tantôt de mon lit sur un sopha, pensant à la mère, à toi, à tous, à je ne sais qui enfin ! A neuf heures du matin, mon frère vint m'apprendre que les Chevaliers-Gardes n'avaient pas donné. Tu me diras : « Et où avais-tu donc pris cette *certitude* ? » Je l'avais prise, ma chère, sur le visage de vingt personnes qui m'avaient fui évidemment le jour où la nouvelle arriva : c'était pour ne pas parler de la bataille ; je crus tout autre chose, et je lus sur leurs fronts la mort de Rodolphe comme tu lis ces lignes. Voilà ce que c'est que la puissante imagination paternelle. Enfin, mon cœur, je me rappellerai cette nuit. A la bataille de Heilsberg, les Chevaliers-Gardes ont trotté quelque temps sous les boulets français, mais sans savoir pourquoi, et nul officier n'a été tué. *Ma* trève est signée ; me voilà tranquille pour quelque temps. Je me trouve bien heureux quand je songe à une dame de ma connaissonce (la comtesse Ogeroffsky), qui a perdu deux fils dans cette infernale bataille. L'un a disparu sans qu'il ait été possible ni aux Russes ni aux Français d'en trouver la moindre trace. L'autre devait suivre ailleurs le Grand-Duc en qualité d'aide de camp ; il voulut se battre. L'aîné de ses frères, qui est colonel (ils étaient trois), lui représenta qu'il devait suivre sa destination, et que c'était désobéir que de se battre. Le jeune homme ne voulut rien entendre, et prit place. A quelques pas de là, il fut blessé et tomba de cheval. Des soldats l'emportaient hors de la mêlée, lorsqu'un boulet de canon le partagea par le milieu et tua un des soldats. Cette

pauvre mère fait compassion. Les premiers noms de la Russie ont combattu là, à pied, en qualité de bas-officiers. Sous ce point de vue, je suis encore fort heureux, ma chère amie ; j'ai fait ce qu'un bon père devait faire ; je pourrai m'en *affliger* sans doute, mais jamais m'en repentir. Un jour, peut-être, tu en sauras davantage.

218

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 4 (16) juillet 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Après la bataille du 2, un armistice purement militaire fut proposé le lendemain par le Général Benningsen. Bonaparte ne répondit que le 6, directement à l'Empereur, et proposa un armistice politique, si l'on peut s'exprimer ainsi, ayant trait à la paix. L'Empereur accepta, et l'armistice fut signé le surlendemain 9 : c'est dans l'intervalle que se place la proposition d'attaquer, faite par Benningsen et rejetée par l'Empereur : ceci est nécessaire par la rectification des faits.

Depuis plusieurs jours, on annonce l'arrivée de l'Empereur. Lundi dernier, 13, on illumina le soir pour cette arrivée. La perspective de Newsky était couverte de monde, la cathédrale de Casan était éclairée,

et les prêtres passèrent toute la nuit; mais il ne vint point, tout cela est fait exprès : le fait est que S. M. ne veut point se trouver à la publication de la paix, et feint des empêchements inattendus.

Dans la nuit du 2 au 3 (14-15), le corps diplomatique fut averti *que la Cour se rendrait à l'église cathédrale de Casan, où se ferait la publication de la paix signée avec la France le 27 juin dernier* (9 juillet). Je ne doutai pas que l'Empereur ne fût arrivé, mais pas du tout ; et il ne l'est pas même au moment où j'ai l'honneur de vous écrire. Les Impératrices seules et la petite famille assistèrent à la cérémonie, qui fut longue et assez triste. Après la messe, le Ministre des affaires étrangères lut à haute voix, suivant l'usage, quelques lignes portant « qu'après une guerre obstinée et sanglante, où la valeur de la nation s'était montrée, etc..... la Russie avait conclu une paix honorable, qui reculait même ses frontières. » Rien de plus.

Sans doute que tous les points principaux sont arrêtés, mais je n'ai rien pénétré, et je n'ai trouvé personne qui ait su m'apprendre quelque chose. L'Empereur ayant dépêché son aide-de-camp, le Prince Wolkonski, à Londres, c'est une marque qu'il y a des propositions faites à cette puissance, et sans doute on ne publiera rien avant la réponse. Il me paraît cependant difficile que rien ne s'échappe dans le public.

Tout le monde s'accorde à dire que l'Empereur a parlé chaudement en faveur de ses alliés, et qu'il a obtenu des conditions très honorables.

Je ne suis pas fort éloigné de le croire. Puisque Bo-

naparte peut, sans se nuire, se donner l'air de la grande complaisance envers un grand Souverain, et remplir les papiers Français du bruit de sa générosité, pourquoi se refuserait-il cette parade? Dès que tous les Princes de l'Europe ne peuvent, malheureusement, être dans ce moment que des Gouverneurs de provinces avec titre Royal, je ne vois pas qu'il importe beaucoup à Bonaparte de céder une province de plus ou de moins. Il y a eu à l'occasion de la paix six grands Cordons de la Légion d'Honneur donnés par Bonaparte : l'Empereur, le Grand-Duc, les Princes Kourakin et Labanof, le Général de Budberg, et le Grand Maréchal Comte Tolstoï. Le Général de Benningsen ne l'a point reçu ; il est disgracié comme j'ai eu l'honneur de vous le mander, et il quitte le service, car il y a eu un pareil nombre de Cordons bleus donnés.

Je n'ai rien négligé absolument, du moins je m'en flatte, de tout ce qui peut être utile à S. M. dans cette occasion. J'ai remis en avant mes mémoires, mes cartes, mes observations, etc. J'ai fait connaître les intentions de l'Empereur d'Autriche, qui m'ont été manifestées par son Ambassadeur ; j'ai tâché d'intéresser de toutes les manières l'unique protecteur qui nous reste ; j'ai agi même auprès de l'Ambassadeur d'Angleterre, et j'ai averti M. de Front sans le moindre délai, quoique cette corde soit bien faible dans ce moment ; ainsi je ne vois pas ce qu'il y avait à faire de plus. Au reste, je crois que ce qui est écrit est écrit. Soyons seulement placés convenablement : les réflexions sur ce qu'il faudra faire seraient totalement anticipées dans ce moment.

Je vous peindrais difficilement, Monsieur le Chevalier, l'état des esprits. Vous pensez bien que la Russie ne s'est jamais trouvée à pareille fête. Voici tout ce que je puis vous dire..... je perdrais du temps si je l'employais à vous exprimer mes sentiments.

Je remarquais l'autre jour, avec le Duc de Serra-Capriola, que nous devrions avoir des pouvoirs plus amples dans cette circonstance. Il a fait avec plus de force encore que moi, car il en a le droit, les démarches nécessaires pour que nous soyons entendus. Je ne sais ce que nos efforts produiront, mais des pouvoirs auraient été à propos.

219

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 20 juillet (1er août) 1807.

Vous avez vu dans mon précédent numéro, Monsieur le Chevalier, que le bruit public annonçait de bonnes indemnités pour les alliés ; mais ce bruit n'a pas tardé de tomber pour faire place aux présages les plus sinistres. Des personnes les plus instruites assurent que nous avons été, ainsi que le Roi de Naples, totalement abandonnés. L'Empereur se cache évidemment : on ne le voit pas même à la parade. M. de Budberg de son côté est *toujours malade à Riga* (très malade assurément), et l'on ne sait à qui s'adresser. Le Duc a fait feu et

flamme. Pour moi, je me suis contenté d'observer que S. M. étant informée depuis longtemps de la paix par les papiers publics Français, elle devait être dans une peine mortelle sur le résultat, et qu'il était bien dur pour moi de ne pouvoir au moins la préparer à des événements sinistres. J'ai été fort bien reçu par le Comte de Soltikof, Ministre adjoint, qui m'a promis de parler dans ce sens à S. M. I.; mais probablement le courrier partira avant qu'on m'ait fait une réponse. Le silence seul, gardé dans ce moment, est un bien mauvais augure. Je vous ai exposé dans ma précédente lettre une présomption bien faite pour faire croire que les alliés seraient bien traités. Elle est si pressante, que je ne suis pas encore parfaitement détrompé. Si l'Empereur a signé la perte absolue des alliés, comme tout l'assure dans ce moment, il faut qu'il se soit cru absolument perdu. Les troupes mouraient de faim ; l'administration des vivres s'est livrée à des vols et des dilapidations sans exemple. L'Empereur l'a disgraciée en entier, à commencer par le Prince Wolkonski, Intendant Général de l'armée : mais le traité est signé.

Voyant depuis longtemps ce que c'est que cette effroyable Révolution dont nous sommes témoins, je n'ai rien négligé, pendant ma longue mission, pour attirer S. M. hors des routes et des espérances ordinaires. Un homme sur qui S. M. pouvait compter comme sur elle-même, et qui cependant ne déplaisait pas au parti contraire, était un instrument dont j'ose croire qu'il était possible de tirer plus de parti : malheureusement l'épouvantable décret qui pèse sur tant de Princes a tota-

lement fermé les yeux du Roi et m'a rendu à peu près impuissant. J'ai entr'ouvert quelques portes, mais sans succès ; jamais il ne m'a été possible d'établir une correspondance intime telle que l'exigeaient les circonstances. La chose a été portée au point qu'ayant fait part, il y a deux ans, de mon idée sur Venise, je n'ai pas eu de réponse, de manière qu'au moment ou j'ai l'honneur de vous écrire, il ne tient qu'à moi de croire que l'idée la plus heureuse a été désapprouvée. J'ai eu l'honneur, M. le Chevalier, de vous écrire : *Prenez garde, je vous en prie : la politique ne consiste pas à se taire, elle consiste à dire ce qu'il faut.* J'ai cru devoir ajouter : *Je crains que le Roi ne se blesse à travers mon corps.* Point de réponse. J'ai eu l'honneur d'indiquer directement à S. M. quelques vérités frappantes. Point de réponse. Enfin, Monsieur le Chevalier, j'ai là toute ma correspondance officielle qui ne vaut pas cinq sous. Il est impossible d'en tirer une ligne qui suppose une confiance un peu distinguée, et qui ait le moindre rapport aux circonstances sans exemple où se trouve le monde. Pour comble de malheur, le Roi a pensé qu'il était utile à ses affaires d'avilir son Ministre. Je jette les yeux sur le passé avec un effroi que je ne puis vous peindre : jamais je n'ai vu un décret de la Providence si visible et si irrévocable.

Au milieu de toutes les entraves dont un Prince peut environner son Ministre, Dieu m'est témoin que je n'ai rien oublié de tout ce que S. M. m'a laissé faire. Je vous prie, Monsieur le Chevalier, de vouloir bien mettre à ses pieds une observation très importante pour

moi : c'est que malgré les bontés que j'ai éprouvées ici, pour moi et pour les miens, mon ambition, tout à fait sourde à l'intérêt et n'écoutant que l'affection, s'est constamment dirigée vers S. M., de manière qu'il a fallu six ans d'outrages pour m'engager à demander ma retraite. Lorsque mon fils vint me rejoindre, qu'y avait-il de plus simple que de le placer ici de la manière la plus brillante, comme il est dans ce moment ? Et cependant que demandai-je pour lui ? Un grade idéal dans la milice de Sardaigne : je descendis jusque-là. En me plongeant dans cette boue, je ne pouvais avoir d'autre vue que celle de demeurer près des marches du Trône, à mes périls et risques ; ainsi vous voyez que j'ai toujours été conduit par mes affections. J'ai disputé avec moi-même plus d'un an avant de consentir à sauver mon fils.

J'aurais mille autres choses à dire sur ce sujet, mais c'est assez pour ma justification ; je suis arrivé sans tache à la fin de cette carrière malheureuse. Assurez S. M. que jamais il n'est sorti de ma bouche un seul mot de mécontentement ; ses propres sujets n'ont vu que mes embarras pécuniaires, que je compte à peu près pour rien. L'inébranlable décision de S. M. m'ayant détruit jusque dans l'avenir, il ne me reste que ma devise : *Fors l'honneur nul souci.*

J'ai l'honneur d'être...

220

A M. le Comte d'Avaray.

Saint-Pétersbourg, 12 (24) juillet 1807.

Le Roi, Monsieur le Comte, attache trop de prix aux réflexions qui me furent dictées il y a quelque temps par l'intérêt sans bornes que je ne cesserai de prendre à sa personne ou à sa cause. Si la valeur d'une telle approbation était susceptible de plus et de moins, elle tirerait un nouveau prix du fidèle organe qui me l'a transmise.

Non, sans doute, Monsieur le Comte, je ne m'attendais pas *précisément* à ce qui est arrivé ; je n'aurais pu dire : « *On donnera là une bataille, et il arrivera cela.* » Mais croyez que mes espérances étaient bien timides. Il y a quinze ans que j'étudie la Révolution française. Je me trompe peu sur les grands résultats, et jamais je n'ai trompé mon Maître. Constamment je lui ai dit : « *Tant que les Français supporteront Bonaparte, l'Europe sera forcée de le supporter.* » Il n'est arrivé en dernier lieu que ce qui devait arriver. Supposons, si l'on veut, les forces égales (ce que je suis fort éloigné de croire), il ne s'ensuit pas que les chances fussent égales. Tout Souverain légitime peut, sans désavantage, combattre son égal en champ clos ; mais s'il est question d'un usurpateur, la chose change de face. Le Roi militaire, en vertu

même de son excellence et de sa supériorité intrinsèque, a tout à craindre d'un militaire-Roi (1); car l'or est aisément coupé par le fer. Celui qui se permet tout est terrible! On a beau dire qu'il y a des moyens aisés d'égaliser la partie: d'abord, j'en doute; ensuite, le monde est plein de choses aisées qui sont cependant impossibles. Enfin, c'est un cas particulier, une loi spéciale de la nature, qui ne prouve rien en général, ni contre le Souverain ni contre son peuple. S'il existait un breuvage de consolation à la Chine, je me soumettrais volontiers à l'aller chercher, à pied, pour le présenter à l'Empereur; mais la consolation n'est pas si loin: elle est chez lui. La Russie est à sa place, et son nom est aussi intact que ses frontières. La nation n'a aucune raison de perdre courage ou de s'estimer moins. Elle peut même tirer de grandes instructions de ce qui s'est passé. Elle peut, en réfléchissant sur ce qui lui a manqué dans cette occasion, se mettre aisément au niveau des événements futurs, qui seront grands et mémorables à jamais.

Maintenant, nous allons voir un autre ordre de choses: une *nouvelle guerre*, ou, si vous voulez, une *guerre nouvelle* sera déclarée à l'ordinaire par le traité de paix. La Bible dit fort bien: « *Ils diront: La paix! la paix! Et il n'y aura point de paix.* » Toutes les parties du globe seront pressées. Quelle époque, Monsieur le Comte! Quel champ pour l'homme d'État! Bonaparte fait

(1) Ne prenez ce mot de *Roi* que pour ce qu'il vaut à cette place.

écrire dans ses papiers qu'il est l'*Envoyé de Dieu*. Rien n'est plus vrai, Monsieur le Comte. Bonaparte vient directement du ciel .. comme la foudre. — Mais, à propos de ce mot, il me vient en tête de vous faire observer que la foudre, qui brise les murailles, s'arrête devant un rideau de taffetas : belle image de la Révolution ! Contre elle, la véritable résistance était l'antipathie ; mais de tous côtés elle a trouvé des *conducteurs*.

Allons notre train, Monsieur le Comte ! L'Europe est à Bonaparte, mais notre cœur est à nous. L'ordre de choses qui s'avance exige une prudence particulière. Heureusement, on peut être ferme sans être choquant ni embarrassant. L'inclination se gênant peu, elle fournira à l'Empereur de nouvelles occasions de connaître les véritables Russes et de cribler son grain. Pour moi, je ne m'étonne de rien, et je ne vis plus que dans l'avenir.

Avant de connaître la bataille du 14 juin, j'avais écrit sans balancer, à notre ami commun : *Rien ne peut rétablir la puissance de la Prusse*. Vous voyez, Monsieur le Comte, que je ne m'étais pas trompé. Les plus grands observateurs l'avaient prédit. Instruit par eux, il y a longtemps que j'ai prévu et annoncé cette catastrophe. J'ai eu, depuis que je raisonne, une aversion particulière pour Frédéric II, qu'un siècle frénétique s'est hâté de proclamer *grand homme*, mais qui n'était au fond qu'un *grand Prussien*. L'histoire notera ce Prince comme l'un des plus grands ennemis du genre humain qui ait jamais existé. Sa monarchie, héritière imperturbable de son esprit, était devenue un argument contre la Providence

(pour les sots, bien entendu, mais il y en a beaucoup). Aujourd'hui, cet argument s'est tourné en preuve palpable de la justice éternelle. Cet édifice fameux, construit avec du sang, de la boue, de la fausse monnaie et des feuilles de brochures, a croulé en un clin d'œil, et c'en est fait pour toujours. Il a duré moins que l'habit de l'architecte ; car le dernier habit de Frédéric II est à Paris, en fort bon état, et il survivra longtemps à la monarchie prussienne. Lorsqu'on a porté au Sénat l'épée du *grand homme*, le président Fontanes a prononcé un fort beau discours, dont on m'a cité cette phrase :

Grand exemple pour tous les Souverains qui seraient tentés de fonder leurs empires sur des bases aussi fausses !

Entendez-vous, Monsieur le Comte ? Tout ce qui se dit là n'est pas faux. La France et la Prusse, telles que nous les avons connues, sont les plus grands sujets qui jamais aient été présentés à la méditation des hommes d'État et des philosophes. Si j'avais l'honneur de présider à l'éducation d'un Prince, je croirais avoir bien employé *toute ma vie* en les lui expliquant *toute ma vie*.

On voit, d'un côté, comment les hommes que nous appelons *barbares* ont créé dans la nuit du Moyen Age des institutions qui ont duré quatorze siècles, et n'ont cédé à la fin qu'aux efforts répétés d'une foule innombrable d'enragés, ayant tous les vices de l'univers et l'Enfer pour allié ;

Et comment, de l'autre côté, toute la science, tous les moyens du siècle de la philosophie, mis à la disposition de la Souveraineté éclairée et absolue ont produit un

édifice qui a duré quatorze minutes, pour s'affaisser ignoblement au milieu de la quinzième, comme une citrouille qu'on écrase.

Chaque nation, en se comparant à ces deux modèles, peut se juger aussi certainement qu'un chimiste juge le métal dans la coupelle.

Dans un ouvrage anonyme que vous avez eu la bonté de citer quelquefois, il est dit que *chaque nation, comme chaque individu, est chargée d'une mission* : celle de vos Français, qui a toujours été la même, est bien extraordinaire dans ce moment. Je les vois qui s'avancent vers une gloire immortelle,

Quanta nec est, nec erit, nec visa prioribus annis.

Mais la France ne sait pas ce qu'elle fait : et c'est précisément parce qu'elle ne sait pas ce qu'elle fait, et parce qu'elle n'est pas digne de le savoir, et parce que ce qu'elle fait n'a point d'analogie avec ce qu'elle est, que je me crois bien fondé à croire que les hommes qui agissent dans ce moment du côté de la France ne sont que des météores passagers.

Je ne puis m'empêcher de croire que j'ai deviné ce qui se fait aujourd'hui dans le monde, et le but vers lequel nous marchons ; je tire même de cette persuasion un argument des plus forts contre la probabilité d'une durée qui doit être, pour le Roi, l'idée la plus triste et la plus choquante. Je dis : ce qui s'opère dans ce moment ne peut être exécuté que par une puissance illégitime et par les hommes dignes d'elle ; mais le grand œuvre achevé,

les instruments deviendraient nuisibles, et seraient d'ailleurs, par leur seule existence, une anomalie, un scandale du monde moral. Donc, etc., etc.

C'est ce que j'avais en vue, Monsieur le Comte, lorsque je disais, dans une dernière lettre au Comte de Blacas, que, si j'avais l'honneur d'être connu du Roi autrement que par ses bontés, j'aurais *peut-être le courage* de lui montrer la scène telle que je la vois.

C'est tout ce que je voulais vous dire; en vérité, en traçant ces lignes, je n'avais point l'idée funeste que vous avez cru apercevoir.

Cependant, Monsieur le Comte, comme le Roi est trop grand pour être flatté, non seulement je suis persuadé qu'on ne doit point lui cacher les présages sinistres qui menacent son auguste famille, mais je crois utile de les présenter tels qu'ils sont.

Reculez de trois ans dans le passé. Ecoutez le Corse, qui se dit à lui-même, après avoir jeté ses regards terribles sur toute l'Europe :

« Les branches étrangères ne sont rien pour moi ; les Français n'en voudront point. Il y a telle et telle raison contre elles ; d'ailleurs elles sont sous ma main. Parmi ceux à qui les Français pourraient songer, les uns ne promettent plus rien à la perpétuité de la famille, d'autres portent un nom *funeste*; d'autres enfin, debout au bord du fleuve, y vieilliront comme le voyageur de la fable, attendant que toute l'eau soit passée. Mais je vois là, sur les bords du Rhin, un soldat résolu, plus près du but parce qu'il en est plus loin, et qui pourrait bien me faire des Bourbons avec une demoiselle ; il faut le tuer. » —

Et il le fit. — Dans vingt brochures j'ai lu : « C'est un crime inutile ! » — Badauds !

Vous me direz, Monsieur le Comte : *Mais comment accordez-vous donc vos espérances avec cette sombre perspective?*

Quelqu'un disait jadis à Copernic : « Si le monde était arrangé comme vous le dites, Vénus aurait des phases comme la Lune; elle n'en a pas cependant : qu'avez-vous à dire ? »

Copernic répondit : « Je n'ai rien à répliquer ; *mais Dieu fera la grâce* qu'on trouvera une réponse à cette difficulté. »

En effet, *Dieu fit la grâce* que Galilée inventa les lunettes avec lesquelles on vit les phases ; mais Copernic était mort.

Je réponds comme lui, Monsieur le Comte : *Dieu fera la grâce* que nous sortirons de ce défilé. *Omnis masculus adaperiens vulvam sanctus Domino vocabitur*. Il arrivera cela, ou bien autre chose ; mais enfin il arrivera quelque chose. En pensant au Roi, votre Maître, je dis du fond du cœur, avec un sentiment mêlé de courage et d'espérance : *Serus in cœlum redeat !* Si cependant il est écrit qu'il doit retourner chez lui avant que les affaires de sa famille soient terminées, il pourra dire en partant : *Spem bonam certamque domum reporto*. Je n'en sais pas davantage, je n'affirme ni n'exclus rien.

Ce qui se passe, Monsieur le Comte, me paraît jeter un grand jour sur des questions importantes, notamment sur celle du serment, l'une des plus ardues de la morale. J'ai toujours pensé, je vous l'avoue franchement, que le

sermeut au Souverain de fait est indispensable quant à la masse, et n'a rien de criminel. Quelques individus peuvent blesser, en le prêtant, l'honneur et la délicatesse, sans blesser la *morale* proprement dite. Ce peut être une *bassesse*, sans être un péché.

Il est bien essentiel qu'on croie en France que telle est l'opinion du Roi ; qu'il ne blâme rien de ce que la nécessité exige, et que si les circonstances changeaient, il compterait toujours sur les Français, surtout sur les deux premiers ordres. Je ne sais ce qu'il en est ; mais n'importe, il faut qu'on le croie.

Propager les idées utiles est tout ce que peuvent faire les amis du Roi, dans un moment de repos parfait et indispensable.

Voici, au reste, sur le chapitre de l'espérance, un passage de Bossuet que je veux avoir le plaisir de vous citer. Cet homme est mon grand oracle. Je plie volontiers sous cette trinité de talents qui fait entendre à la fois dans chaque phrase, un logicien, un orateur et un prophète. Voici donc ce qu'il dit dans un fragment de sermon :

Quand Dieu veut faire voir qu'un ouvrage est tout de sa main, il réduit tout à l'impuissance et au désespoir : puis il agit.

Mille fois cette pensée m'est venue en tête en songeant à vos affaires, qui sont celles du monde, sans pouvoir m'empêcher d'ajouter chaque fois, comme le fait immédiatement Bossuet : *Sperabamus.*

Le plus ardent ami de vos maîtres, et le plus grand ennemi de ses ennemis, ne pourrait cependant se dispenser

d'applaudir à la paix. L'Empereur, en la signant, n'a fait qu'obéir à la prudence, à la nécessité, à son amour pour ses peuples. Ceux qui pourraient le blâmer ne savent ce qu'ils disent : même on ne voit pas à l'œil nu une époque future où il puisse être utile de la rompre. Il semble donc que tout est dit. Pas du tout, Monsieur le Comte ; jamais je n'en conviendrai, et c'est le raisonnement le plus calme qui me conduit dans les vastes plaines de l'espérance.

Il n'y a plus de poésie dans le monde, Monsieur le Comte ; et comment y en aurait-il (disait si bien Marmontel)? Il n'y a plus de religion ni d'amour ; mais si jamais elle renaît, la Révolution française formera le plus noble sujet d'un poème épique. Les longues *erreurs* de votre Maître formeront un riche épisode de ce poème. C'est bien lui qui aura vu *les villes et les mœurs de plusieurs peuples.* Il aura vu tomber deux Empires, le lendemain du jour où il en fut repoussé, et je ne crois pas que le poète sorte des bornes légitimes d'un élan poétique, en ajoutant tout de suite : *Tant il était dangereux de l'affliger !* Parvenu au séjour de Mitau, j'imagine que ce poète, pour animer un peu une scène monotone de sa nature, mettra en action quelque personnage vénérable, l'abbé Edgeworth, par exemple ; il en fera un prophète, et l'enverra révéler au Roi cet avenir que nous attendons. L'inspiré dira à votre Maître, en lui touchant les yeux :

Adspice ; namque omnem quæ nunc obducta tuenti
Mortales hebetat visus tibi, et humida circum
Caligat, nubem eripiam.

Én., liv. II, 604.

A peine le Roi aura-t-il recouvré la vue, que l'homme de Dieu continuera :

Nunc age, Borboniam *prolem quæ deinde sequatur*
Gloria, qui maneant illa *de gente nepotes,*
Illustres animas clarum*que in nomen ituras,*
Expediam dictis, et te tua fata docebo.

Én., liv. VI, 756.

Voilà bien du latin, Monsieur le Comte; en vérité, je crains que cela ne soit par trop pédant. Souffrez donc que, sans autre cérémonie, je vous serre dans mes bras, en Français.

P. S. — Vous avez appris, Monsieur le Comte, de quelle manière l'administration des vivres s'est conduite pendant cette campagne. On peut en parler sans mystère, puisque le Souverain lui-même en a fait le sujet d'un ukase. Songez, je vous prie, à ces braves Russes qui se battent pour vous, pour moi, pour tous les honnêtes gens du monde, et qu'on affame pour gagner de l'argent. En vérité, je doute que le parricide soit au-dessus d'un tel forfait. Mais vous voyez que tout était contre nous : l'avantage naturel d'un usurpateur, le défaut de subsistances, et le nombre. Ne faisons le procès à personne : supposons que d'autres ont eu de fort bonnes raisons pour se tenir tranquilles. La Russie, de son côté, en a eu de fort bonnes pour sortir de l'arène. C'était fort beau à elle de se battre *pour le monde;* mais *contre le monde*, personne ne peut l'exiger.

Plions donc la tête, Monsieur le Comte, mais sans

laisser éteindre jamais l'espérance. La Révolution française *qui va son train*, ressemble à la lance d'Achille, qui avait la vertu de guérir les plaies qu'elle avait faites. — Amen.

221

A M. le Comte Deodati, à Genève.

Saint-Pétersbourg, 16 (28) juillet 1807.

J'ai lu avec une extrême reconnaissance, Monsieur le Comte, votre longue et *confortable* lettre du 4 (16) de ce mois. Je vous remercie de tout ce qu'elle contient d'obligeant et de consolant; mais, pour commencer par ma situation personnelle, tout me dit qu'elle est sans remède. Lorsque les Français entrèrent en Savoie, en 1792, et que je passai les Alpes pour suivre la fortune du Roi, je dis à la compagne fidèle de toutes mes vicissitudes, bonnes ou mauvaises, à côté d'un rocher que je vois encore d'ici : *Ma chère amie, le pas que nous faisons aujourd'hui est irrévocable : il décide de notre sort pour la vie.* Obligé depuis, par une aventure romanesque, de rentrer en Savoie, je vis la Révolution française de plus près, et je l'abhorrai davantage; je sortis de nouveau, et ce fut pour toujours. De l'autre côté de la frontière, à Lausanne, sur le lac de Genève, je vis confisquer mes biens sans être tenté de rentrer : dès lors, l'espérance m'a souri quelquefois, mais ce n'était qu'un éclair dans la nuit; ma situation n'a fait qu'empirer. Je me suis vu

successivement frappé en Savoie, en Suisse, en Piémont, à Venise, et enfin en Russie. La journée de Friedland ne m'a plus rien laissé. Patrie, biens, famille, Souverain même, suivant les présages, tout est perdu. Maintenant, Monsieur le Comte, que voulez-vous que je devienne? La fortune est femme, elle n'aime que les jeunes gens. Elle sait que j'ai cinquante-trois ans. Quelle apparence qu'elle veuille m'épouser? Elle n'est pas si bête. Au reste ne croyez pas que je sois couché à terre : je puis vous dire à peu près comme notre vieux Malherbe :

Déjà plus d'une fois de cette même foudre
Je me suis vu perclus;
Et toujours la raison m'a si bien fait résoudre,
Qu'il ne m'en souvient plus.

Il ne m'en souvient plus est trop dire, sans doute ; mais il ne m'en souvient pas assez pour perdre courage. Il n'y a que deux mots bien réels dans le monde: le remords et la maladie ; le reste est idéal. Je me porte bien, je ne me repens de rien, je puis donc me tenir debout ; s'il fallait recommencer, je ne changerais pas de conduite. Ce qu'il y a de plus amer pour moi, c'est de me voir séparé d'une famille chérie, sans aucun moyen imaginable de l'approcher de moi ou d'aller à elle. Dans cette situation cruelle, l'étude est pour moi ce que l'opium est pour les Orientaux : elle m'étourdit, avec autant d'effet et moins de danger. Je serais plus courageux encore si j'avais pu recevoir des lettres de consolation de notre amie commune ; mais elle s'en est allée. Tout me ramène à ce mélancolique sujet. Par ce que vous me dites du *Gene-*

édifice qui a duré quatorze minutes, pour s'affaisser ignoblement au milieu de la quinzième, comme une citrouille qu'on écrase.

Chaque nation, en se comparant à ces deux modèles, peut se juger aussi certainement qu'un chimiste juge le métal dans la coupelle.

Dans un ouvrage anonyme que vous avez eu la bonté de citer quelquefois, il est dit que *chaque nation, comme chaque individu, est chargée d'une mission :* celle de vos Français, qui a toujours été la même, est bien extraordinaire dans ce moment. Je les vois qui s'avancent vers une gloire immortelle,

Quanta nec est, nec erit, nec visa prioribus annis.

Mais la France ne sait pas ce qu'elle fait : et c'est précisément parce qu'elle ne sait pas ce qu'elle fait, et parce qu'elle n'est pas digne de le savoir, et parce que ce qu'elle fait n'a point d'analogie avec ce qu'elle est, que je me crois bien fondé à croire que les hommes qui agissent dans ce moment du côté de la France ne sont que des météores passagers.

Je ne puis m'empêcher de croire que j'ai deviné ce qui se fait aujourd'hui dans le monde, et le but vers lequel nous marchons ; je tire même de cette persuasion un argument des plus forts contre la probabilité d'une durée qui doit être, pour le Roi, l'idée la plus triste et la plus choquante. Je dis : ce qui s'opère dans ce moment ne peut être exécuté que par une puissance illégitime et par les hommes dignes d'elle ; mais le grand œuvre achevé,

les instruments deviendraient nuisibles, et seraient d'ailleurs, par leur seule existence, une anomalie, un scandale du monde moral. Donc, etc., etc.

C'est ce que j'avais en vue, Monsieur le Comte, lorsque je disais, dans une dernière lettre au Comte de Blacas, que, si j'avais l'honneur d'être connu du Roi autrement que par ses bontés, j'aurais *peut-être le courage* de lui montrer la scène telle que je la vois.

C'est tout ce que je voulais vous dire; en vérité, en traçant ces lignes, je n'avais point l'idée funeste que vous avez cru apercevoir.

Cependant, Monsieur le Comte, comme le Roi est trop grand pour être flatté, non seulement je suis persuadé qu'on ne doit point lui cacher les présages sinistres qui menacent son auguste famille, mais je crois utile de les présenter tels qu'ils sont.

Reculez de trois ans dans le passé. Ecoutez le Corse, qui se dit à lui-même, après avoir jeté ses regards terribles sur toute l'Europe :

« Les branches étrangères ne sont rien pour moi ; les Français n'en voudront point. Il y a telle et telle raison contre elles ; d'ailleurs elles sont sous ma main. Parmi ceux à qui les Français pourraient songer, les uns ne promettent plus rien à la perpétuité de la famille, d'autres portent un nom *funeste*; d'autres enfin, debout au bord du fleuve, y vieilliront comme le voyageur de la fable, attendant que toute l'eau soit passée. Mais je vois là, sur les bords du Rhin, un soldat résolu, plus près du but parce qu'il en est plus loin, et qui pourrait bien me faire des Bourbons avec une demoiselle ; il faut le tuer. » —

suis pas si sublime. Plutôt la mort sans doute, et mille fois la mort, je ne dis pas que la plus petite lâcheté, mais que la plus petite grimace antimilitaire! Mais aussi plutôt la vie que la mort, même la plus honorable! Ce n'est pas l'avis de mon fils, et c'est dans l'ordre; mais c'est le mien, et c'est aussi dans l'ordre. Il a voulu faire cette campagne sans y être obligé; pouvant m'y opposer, je ne l'ai pas fait. Mon héroïsme ne va pas plus loin. Je suis content de mon fils et de moi. Au reste, il n'est pas encore de retour. Lorsqu'il avançait vers les canons français, je le voyais aller comme une flèche. Aujourd'hui qu'il revient à moi, c'est une tortue.

Je vous remercie de nouveau, Monsieur le Comte, des *pacta conventa* que vous me proposez. Je les signe de tout mon cœur. Et comme tout *Contrat social* acquiert la sainteté par l'ancienneté, j'aime à croire qu'il aura le temps de gagner, avant ma mort, cette mousse vénérable qui a tant de prix.

Tout à vous, Monsieur le Comte.

222

A M. le Comte d'Avaray, à Mitau.

Saint-Pétersbourg, 30 juillet 1807.

Je ne saurais trop vous remercier, Monsieur le Comte, de votre aimable et éloquente lettre du 29 janvier dernier. Le Roi me fait trop d'honneur, en daignant atta-

cher quelque importance aux réflexions que j'avais adressées au Comte de Blacas : je vous prie en grâce, Monsieur le Comte, de vouloir bien mettre à ses pieds mes très humbles remerciements. Je vois, au reste, que, dans un endroit de cette lettre, je m'étais mal exprimé ; mais je ne m'étends pas sur ce point. Votre lettre ayant excité mes idées sur divers chapitres, je me suis mis à écrire il y a deux ou trois jours ; voyant ensuite que les pages se multipliaient, je me suis réservé de vous envoyer le reste à mon aise. Si vous y trouvez quelques lignes dignes de votre Maître, vous aurez la bonté de lui en faire hommage.

Voilà, sans doute, un grand changement de choses ; mais il fallait s'y attendre. Je n'ai cessé d'avertir mon Maître de se tenir prêt pour cette finale. La paix était nécessaire ; l'Empereur la devait à la prudence, à la nécessité, à son amour pour son peuple. Il n'a point manqué à l'Europe ; c'est l'Europe qui lui a manqué : depuis seize ans elle nourrit de sa propre main le monstre qui la dévore aujourd'hui. Il y a dans cet aveuglement quelque chose de divin, qui ne peut échapper à aucun œil de bon sens. Nous assistons à une des grandes époques du genre humain. *Une certaine accumulation de vices rend une certaine révolution nécessaire.* Voilà ce que toute l'histoire nous prêche ; nous avons maintenant ce que nous avons bien mérité. L'Europe paie d'anciennes dettes, et nous marchons si clairement vers un certain but, qu'en vérité exposer la chose c'est la démontrer.

Depuis le premier moment de la première coalition, on est toujours parti de ce principe également faux et fatal :

Il faut vaincre avant de reconnaître le Roi. Le véritable principe était : *Pour vaincre, il faut reconnaître le Roi ;* et comme une erreur n'est jamais isolée, on a constamment étayé la première par une seconde, en disant *qu'il ne faut jamais se compromettre,* tandis qu'il faut, au contraire, faire ce qui est bon, juste et noble, sans s'embarrasser de l'avenir ; car jamais la paix, quand elle est devenue nécessaire, n'est empêchée par ce qui s'est fait ou dit auparavant : je m'en rapporte au bon sens et à la mémoire de tout le monde.

Si tous les yeux se sont fermés à des vérités si simples, c'est que la chose était nécessaire. Une grande Révolution était décrétée ; il faut qu'elle s'accomplisse. Lorsqu'une postérité, qui n'est pas fort éloignée, verra ce qui a résulté de la conjuration de tous les vices, elle se prosternera, pleine d'admiration et de reconnaissance.

Je ne suis cependant pas fataliste, Dieu m'en préserve ! *L'homme doit agir comme s'il pouvait tout, et se résigner comme s'il ne pouvait rien.* Voilà, je crois, le fatalisme de la sagesse. Si un homme tombe au milieu d'un fleuve, *certainement* il doit nager, car s'il ne nage pas, il sera *certainement* noyé ; mais il ne s'ensuit pas qu'il aborde où il veut, car le courant conserve toujours ses droits. Nous sommes tous plongés dans le courant, et dans les révolutions il est plus rapide. Nageons donc, Monsieur le Comte ; et si les forces ne nous manquent pas (ce qui n'est pas clair, à beaucoup près), nous irons nous sécher je ne sais où.

Maintenant il faut, comme disent les ascétiques, *posséder nos âmes.* Les circonstances exigent un changement

de ton dans la musique. Toutes ces variations me contentent peu; mais, prêt à tout depuis longtemps, je ne m'étonne plus de rien. Comme j'ai eu l'honneur de vous le dire dans une autre lettre, *l'Europe est à Bonaparte, mais nos cœurs sont à nous*. C'est là où résident nos principes ; le reste est une force humaine semblable à mille autres. Je ne vous dis rien de mes angoisses ministérielles ; vous les sentez assez. Je ne sais qu'une chose, que je savais le lendemain de mon arrivée, il y a six ans : que *le Roi aura tout ce qui sera au pouvoir de son grand ami*. Qui jamais a pu demander ou espérer davantage? Je dors sur ce coussin, mais je rêve beaucoup.

Mille et mille grâces, Monsieur le Comte, de l'intérêt que vous voulez bien prendre à mon fils. Le voilà qui revient sain et sauf, malheureusement à pas de tortue ; et, jusqu'à nouvel ordre, nous n'avons plus qu'à jouir tranquillement des bontés de l'Empereur. J'aurais voulu pousser l'éducation un peu plus loin ; mais l'exercice est venu la couper ; il fera, au reste, comme tous les militaires qui ont reçu de bons principes : après avoir bien battu les buissons, ils se *donnent* ou se *redonnent* à eux-mêmes une certaine éducation, qui en fait, je crois, ce qu'il y a de meilleur dans la société. Quelquefois je me rappelle, au sujet de mon fils, ce mot plaisant d'une dame de Paris, en parlant d'un magistrat : *C'est le premier violon du Parlement.* Je puis louer tout aussi bien mon fils en disant : *C'est le premier latiniste de la Garde impériale.*

Agréez, Monsieur le Comte, l'assurance de mon éternel et invariable attachement.

223

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 4 (16) août 1807.

Au moment où j'ai l'honneur de vous écrire, Monsieur le Chevalier, rien de nouveau absolument. Et rien n'ayant été non plus publié du côté de la France, c'est une marque certaine qu'il y a un accord avec les deux grands négociateurs, et que l'explosion est fixée à une certaine époque déterminée. J'incline à croire que le sort de la Turquie a été décidé aux conférences de Tilsitt, et que le grand nœud est là ; peut-être que la Grèce servira à l'indemnisation du Roi de Naples. Quant à nous, ce sera un grand malheur si nous sommes renvoyés à Sienne. Parme et Plaisance vaudraient beaucoup mieux : je ne suis pas sans espérance a cet égard, mais je n'ose rien affirmer. Je voudrais bien entrer dans certains détails ; mais depuis que j'ai vu une frégate anglaise échouer à Cadix, par un temps superbe et se laisser prendre ses paquets, je ne sais plus à quoi on peut se fier. Averti trop tard aujourd'hui, je n'ai pas le temps de chiffrer. Ce que je puis vous dire, c'est que je n'ai rien négligé de ce qui pouvait me rendre ici agréable et utile à S. M. Le vent ne me semble pas mauvais ; hier même un personnage fort instruit me disait : « Je ne sais ce qui se passe, mais vous..... » Il n'y a eu moyen encore

ni pour le Duc ni pour moi d'avoir audience : du reste, fort bonne mine, du moins quant à moi. C'est en vain qu'on se creuse la tête au sujet de cette conduite extraordinaire, chacun l'interprète à sa manière ; mais, pour moi, je ne vois rien encore qui m'oblige à changer l'opinion que je vous ai fait connaître.

Pendant les conférences de Tilsitt qui ont duré quinze jours, l'empereur Alexandre a souvent mangé chez Bonaparte et il y venait sans garde. Ce dernier au contraire *n'a jamais rompu le pain* avec Alexandre et il est toujours venu accompagné d'une garde superbe et nombreuse. Chaque jour, il a passé la soirée chez l'Empereur et jamais il ne s'est présenté en uniforme : un frac tout simple et nn chapeau noir à trois cornes. Il y a eu des scènes violentes et personnelles entre Napoléon et le Roi de Prusse. Une fois entre autres, ils ont si fort élevé la voix que l'Empereur de Russie a été obligé d'entrer et de se mettre, au pied de la lettre, entre deux. Le Comte de Goltz, ci-devant envoyé à Pétersbourg et qui a aujourd'hui le portefeuille des affaires étrangères, a eu la rude commission de traiter avec Bonaparte. — Goltz est un homme doux, insinuant et fait exprès pour cette besogne difficile. D'abord il a voulu parler des intérêts et des convenances de son Maître ; mais Bonaparte lui a dit. — « Vous paraissez ignorer, Monsieur, votre rôle et le mien. Je dicte la loi en vainquant : vous la recevez. » Alors Goltz s'est jeté sur la générosité, première qualité des grands hommes. Napoléon lui a répondu : « Vous êtes dans l'erreur, Monsieur : ma première idée c'est la vengeance. Je suis personnellement irrité contre votre

Maître, je le lui ferai sentir. » Enfin comme le Comte de Goltz avait touché l'intérêt de la France qui avait toujours regardé la puissance de la Prusse comme utile à la France, Bonaparte a répliqué qu'il saurait bien trouver un équilibre ailleurs. — En effet le sceptre de l'équilibre (s'il est permis de parler ainsi), passe à la Maison de Saxe. Enfin, Monsieur le Chevalier, il a fallu signer ce que je vous ai déjà fait connaître, et la Prusse, comme puissance influente, n'existe plus.

Le Roi de Suède, n'ayant pas été averti à temps de la suspension d'armes, avait dénoncé, à l'arrivée des Anglais, la fin de celle qu'il avait conclue lui-même. Lorsqu'il a appris les événements, il s'est hâté d'envoyer un officier de confiance au Général Brune pour lui dire que la guerre n'avait plus de but, et qu'il demandait lui-même un armistice. Mais le Français l'a refusé avec hauteur; il a dit qu'il devait s'emparer de la Poméranie, qu'il avait même ordre de se dépêcher ; que si cependant le Roi voulait recevoir garnison française à Stralsund, il y aurait moyen de s'arranger. Si l'influence de l'Empereur ne tire pas de là le Roi de Suède, ce dernier Prince se trouve dans une position fâcheuse. Il est lui-même à Stralsund et parle de tout cela comme d'une partie de campagne.

Je ne néglige pas une occasion de vous écrire plus ou moins longuement. Il ne faut perdre ni la tête, ni l'espérance. Que n'aurais-je pas à vous dire ? Mais il n'y a pas moyen. Je me borne à vous répéter que malgré les malheurs qui sont arrivés, je ne vois rien encore qui puisse nous ôter l'espérance d'une indemnité; je ne puis

dire, il est vrai, *nemine contradicente;* mais en respectant toutes les opinions, je ne crois pas qu'il y ait de l'impertinence à dire « *Anch'io son pittore.* »

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération, Monsieur le Chevalier, votre très humble et très obéissant serviteur.

P. S. — Bonaparte dit un jour brusquement au Roi de Prusse « *Etudiez-vous toujours la tactique?* » Le Roi, en portant la main à son chapeau comme un grenadier qui salue, répondit « *Oui, Sire.* »

224

Au Même, à Cagliari.

Août 1807.

Il eût été à souhaiter, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, que dans une occasion extraordinaire, le Roi eût été à même de prendre quelques mesures extraordinaires; mais ce qui est fait est fait. Protestez à S. M., que nous n'avons rien négligé, le Duc et moi, pour forcer les barrières et pour agir de notre chef. J'ai désiré ardemment en mon particulier d'aborder Tamerlan : je sais ce que je lui aurais dit; mais il n'y a pas eu moyen. Il avait proposé lui-même un congrès, que je désirais comme pouvant être très utile au Roi. Malheureusement l'Empereur s'y est opposé et a voulu trancher seul tous

les nœuds, attendons la lecture du Traité avant de hurler ; mais nous avons déjà été traités assez lestement dans celui de Bartenstein. Dieu veuille que ce ne soit pas une annonce ! Ce traité a fait sauter le Duc aux nues ; il a parlé de la manière la plus forte, et peut-être a-t-il un peu choqué. Dès qu'un mal est fait, il ne faut plus se fâcher. Ne sachant plus comment me faire entendre, j'ai pris le singulier parti d'écrire, à mes amis de Russie absents, de prétendues lettres confidentielles, où j'ai exprimé les sentiments que je croyais les plus propres à verser la faveur snr moi et sur la cause que je défends. Toutes nos lettres sont lues ici : c'est comme si j'avais parlé à ceux que je ne puis aborder, avec l'apparence indispensable d'une extrême liberté. Chaque mot était pesé, et j'ai refait jusqu'à trois ou quatre fois la même page. Le détail n'est pas chiffrable, mais je crois avoir réussi, depuis que j'ai entendu ce mot: *Je crois que vous êtes en faveur*. On fait ce qu'on peut: quel que soit notre lot, je suis content ; car il ne s'agit que de pouvoir attendre et de ne pas vivre de la Sardaigne. Ici les esprits sont très malades: l'orgueil national voit cette paix avec fureur, du moins en général. Les Français ne sont pas reçus dans certaines maisons. L'Empereur s'est exprimé sur cela d'une manière menaçante; mais comme ces maisons vont leur train, on soupçonne que c'est une comédie. La nation, qui ne peut se cacher combien elle est tombée dans l'opinion, est fort mécontente de son Maître: rien ne m'étonnerait. Je dis rien. Ma situation dans le monde à l'égard des Français est excessivement délicate. Je me tirerai de ce pas comme de tant d'autres

par une certaine manière simple et libre qui m'a toujours réussi. Je n'ai pas pu voir encore Savary et sa suite chez lui, mais j'ai passé avec eux deux soirées chez l'Ambassadeur d'Autriche : je voudrais fort que S. M. eût vu cela.

P. S. — Hier au soir, le traité conclu à Tilsitt le 7 juillet dernier entre LL. MM. les Empereurs de France et de Russie, et ratifié le surlendemain, nous a été communiqué officiellement. Il contient 29 articles, et sera connu de S. M. par les papiers publics avant que cette lettre ne vous arrive. Il n'est dans ses articles principaux que la répétition de celui de la Prusse. Cette puissance est remise au point où elle se trouvait en 1772, c'est-à-dire que le traité a jugé comme un tribunal qui ordonne une restitution. L'affaire a traîné et les épices sont fortes, mais l'arrêt est rendu en conscience. Par l'article 14, S. M. I. l'Empereur de Russie reconnait S. M. le Roi de Naples, Joseph-Napoléon, et S. M. le Roi de Hollande, Louis-Napoléon. La Maison de Saxe, en prenant le vol que je vous ai déjà fait connaître, aura le rare honneur de ne choquer personne, beau privilège de la franchise et de la vertu.

Le mot de Naples nous fait connaître la renonciation à la Sicile de la part de Bonaparte, et nos espérances dans les articles secrets dont l'existence est prouvée.

225

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 10 (22) août 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Je m'y suis pris de toutes les façons pour arriver à vous dans cette circonstance mémorable. Il existe à Livourne un Français nommé Arsène Thiébaud, que je connais seulement par les offres multipliées de service qu'il a faites à ma sœur pour notre correspondance. Pendant la guerre, je n'ai pas jugé à propos d'en profiter : mais, depuis la paix, je n'ai pas vu d'inconvénient. J'ai donc écrit à ma sœur par cette voie et j'ai hasardé pour vous un billet chiffré dans cette lettre. Les Français arrivant toujours les premiers partout, je parie que vous recevrez ce billet avant tout le reste.

Nous avions tous prévu que la publication du traité de paix ne nous apprendrait rien, du moins rien de certain sur le sort de LL. MM. Sarde et Sicilienne. J'ai eu l'honneur cependant de vous faire remarquer l'article du traité par lequel l'Empereur de Russie reconnaît S. M. *le Roi de Naples*. C'est une preuve négative mais certaine que Bonaparte s'est désisté des Deux-Siciles : c'est

beaucoup pour lui. Mais, encore une fois, comment imaginer que, voulant s'emparer de l'esprit de l'Empereur Alexandre, il ait voulu lui faire signer son déshonneur? La même présomption milite en notre faveur, mais beaucoup moins, par la raison que l'Empereur nous doit moins, et que dans ces sortes d'occasions, on cherche naturellement à diminuer à ses propres yeux ces fatigantes obligations. C'est un grand malheur que nous n'ayons pu faire nous-mêmes nos propres affaires. Bonaparte est personnellement envenimé contre S. M. Je ne doute pas un instant que S. M. l'Empereur n'ait parlé de très bonne foi contre ces préventions ; mais qu'aura-t-il dit? Et que pouvait-t-il dire ? Le système de nous écarter n'a jamais varié. Le Général de Budberg nous ayant fait part de son arrivée et de la reprise de ses fonctions, je joignis à ma note d'étiquette une lettre, daus laquelle je lui témoignais, dans les termes les plus modérés et les plus insinuants, le désir et le besoin de le voir. Sur le champ je reçois de Monsieur le Général une réponse où il me dit : *Qu'il se fait le plus grand plaisir de reprendre ses relations avec moi et qu'il profitera du premier moment à sa disposition pour satisfaire le désir que je lui témoigne*, etc. Cette réponse est du 9 août, et nous voici à la fin du mois sans que le moment soit arrivé. Le traité nous ayant été communiqué le 18, en accusant la réception de cette belle pièce, j'ai rappelé ma demande, mais sans succès jusqu'à présent (21). Le Duc n'a point encore été reçu, et certainement on commencera par lui. Le Ministre fait entendre ouvertement que la paix n'est pas son ouvrage. Vous n'avez sûrement pas oublié, Mon-

sieur le Chevalier, ce que je vous écrivais il y a plusieurs mois à une certaine époque : *La paix se fera sur un tambour*. Au reste, il est fort aisé de dire : *La paix n'est pas mon ouvrage*, il s'agirait de prouver qu'elle n'était pas nécessaire ; il ne manquait aux Russes que ces quatre petits articles : les hommes, les armes, le pain et le talent. Je crois bien que la paix est un grand mal, mais un grand mal grandement nécessaire, et que l'Empereur s'exposait à tout en la retardant. Pultusk suppose certainement de l'habileté et Preussisch-Eylau de la fermeté ; mais, à tout prendre, ces batailles ne sont que des résistances et non des victoires. Je me rappelle avoir eu l'honneur de vous écrire : *Je me persuade bien difficilement que Benningsen soit destiné à sauver l'Europe.* » A cinquante ans, on n'a jamais commencé de vaincre, surtout celui qui a vaincu tous les autres. Cette campagne de 1807 me paraît être pour les Français le comble de la gloire militaire : je ne sais rien imaginer au delà. Cette même campagne est pour les Russes une époque bien fatale, puisqu'ils ont perdu la place qu'ils occupaient dans l'opinion. Les Français sont venus les battre chez eux, et apprendre leurs secrets. Ce dernier article est sans contredit le plus mauvais, et il me faudrait cent pages pour vous en donner une idée suffisante. Nous venons de voir dans ce genre un épouvantable échantillon. L'administration s'est livrée dans cette dernière campagne à des brigandages dignes des derniers supplices. Le malheureux soldat a été livré à toutes les horreurs de la faim ; plusieurs ont dit que le carnage les consolait comme une distraction. S. M. I.,

par un Ukase solennel, a privé de l'uniforme et dégradé en masse tous les membres de cette administration; mais nous n'avons rien vu de plus : un pendu vaudrait mieux. L'Impératrice Elisabeth, qui connaissait à fond le prix des hommes, abolit la peine de mort : dès lors on a continué ; mais je crois que c'est une erreur, malgré les raisons locales qui paraissent plaider pour cette fausse humanité.

Outre ces raisons morales, dont le développement me serait très pénible, il en est une qui ne se présente d'abord que comme un énorme ridicule, mais qui peut être mise au rang de tout ce qu'il y a de plus fatal : c'est le *germanisme* et la pédanterie militaire, qui est partout (mais surtout ici) la mort du militaire. Imaginez, Monsieur le Chevalier, qu'il n'y a pas dans l'univers deux choses aussi différentes qu'un Allemand et un Russe. Celui-ci abhorre tout ce qui s'appelle règle et ordre poussés à un certain degré. Il faut même transiger avec ce caractère pour gouverner le Russe. Frédéric II tourna la tête à Pierre III qui se mit à l'imiter, comme le singe imite l'homme. Ce malheureux esprit Prussien a perdu deux Empereurs, et il dure toujours. Le Russe avait un habit national et demi-asiatique sous lequel il s'était rendu célèbre. Il portait les cheveux courts, tous ses mouvements étaient fiers. Au lieu de cela, on l'enferme dans un frac, ou pour mieux dire dans un étui, qui ne lui permet pas de remuer. Le pantalon russe est une caricature qui amuse l'Europe. Le soldat est poudré et pommadé, il passe la nuit quelquefois pour être prêt le matin ; il est fatigué d'exercices et de minuties de toute

espèce, enfin il n'est plus lui-même, et tous les officiers Russes que j'ai pu consulter m'ont tous dit d'une commune voix que c'en est fait du militaire.

Pierre Ier s'est totalement trompé sur sa nation. Il a cru qu'on fait ce qu'on veut d'un peuple. Il a manqué le sien en le poussant trop vite, et, si je ne me trompe, du mauvais côté. Je vois dans ce moment mille symptômes de dissolution. S'il existe des moyens de restauration, comment les faire connaître? Si l'on y parvenait, comment se faire croire? Si on y réussissait, comment les mettre à exécution? Donc le tout doit être mis au rang des choses impossibles.

J'en étais là de cette dépêche, lorsqu'à mon grand étonnement j'ai été appelé par le Ministre, aujourd'hui 8 (20) pour demain, je pose donc la plume plein des sentiments que vous pouvez imaginer.

10 (22) août. — Il faut recueillir toutes nos forces, Monsieur le Chevalier. Le Roi, notre cher et auguste Maître, a été abandonné, complètement abandonné : ce qui ne me paraissait pas probable s'est trouvé vrai. Hier j'allai chez le Ministre. Il me sauta au cou : *Oh! que je suis aise de vous revoir!* Jamais je n'ai éprouvé ni plus de caresses, ni plus de chagrin. Sa physionomie était plombée et dérangée : nous entrâmes en matières. — N'avez-vous donc rien a me dire, Monsieur le Général? — Rien du tout : vous avez lu sans doute le traité. — Sans doute, Monsieur le Général, j'y ai lu que le Roi de Naples est Roi de Sicile, du moins la chose est déclarée d'une manière tacite. — Eh bien! le Roi de Sardaigne est Roi de

Sardaigne.— Comment donc, Monsieur? Sienne qui nous avait été offert d'emblée s'est encore trouvée trop au-dessus des forces de l'Empereur de Russie. — Il se tut, puis reprenant la parole, il m'avoua franchement l'état des choses et me dit que l'Empereur avait commencé la guerre pour le salut de ses amis; mais qu'ayant été abandonné, il l'avait finie pour le sien propre. Je crois en effet que Bonaparte était bien le Maître après la bataille de Friedland de venir à Pétersbourg, il entrait d'abord en Livonie où tous les paysans l'attendaient. L'Empereur a vu un abîme ouvert, il a signé le traité le plus ignominieux. — Qu'allait-il faire à l'armée? J'entends, d'ailleurs, je vois comment toute cette affaire s'est passée. Alexandre aura fait des instances inouies pour le Roi de Naples, croyant qu'il y allait de son honneur. Quant à nous, étant persuadé qu'il ne nous devait rien, il s'est laissé vaincre soi-disant par l'opposition décidée de Bonaparte que j'entends d'ici. Dès qu'il ne nous a pas été possible de parler, il n'y avait plus d'espérances. J'avoue cependant que j'avais peine à me persuader un tel degré d'anéantissement, et je puis vous assurer que je partageais cette illusion avec d'excellents esprits. J'espérais Parme et Plaisance. Pauvre Russie! Tu ne pouvais tomber plus bas. M. de Budberg m'a parlé comme s'il n'y avait plus rien à apprendre; mais je suis bien loin de le croire. L'Empereur lui-même a parlé du mois de septembre comme d'une époque où l'on saurait tout ce qu'il a fait. Sûrement la Turquie a été le sujet d'une grande conversation, ou plutôt d'un ordre dicté par Bonaparte. La Grèce sera probablement donnée à Murat.

La Morée et les Iles appartenant à la France, que devient le Turc? Un humble vassal qui recevra à genoux les ordres de Paris. Pensez que dans le même moment La Mecque est prise par les insurgés d'Arabie, le tombeau de Mahomet détruit par eux, et qu'ils signifient au Pacha de Damas que les caravanes sont finies parce qu'elles n'ont plus de but. Jugez si j'ai vu trop en grand l'imminente révolution qui s'opère. Pourriez-vous croire, Monsieur le Chevalier, que l'Empereur de Russie ira à Paris rendre une visite à Bonaparte? C'est cependant de quoi il est fort question. *N'est-ce pas, Monsieur le Comtè Tolstoï*, a dit Bonaparte, *que S. M. pourrait venir à Paris en quinze jours? Je sais de quel train il va chez lui; certainement il sera tout aussi bien servi chez moi, et quant aux Princes allemands qui sont entre nos deux Empires, ce sont des gèns que nous ferons marcher*. Voilà où nous en sommes, Monsieur le Chevalier. Le voyage est regardé comme très certain, et l'Empereur ne s'aperçoit pas que le jour où il entrera à Paris, Bonaparte triomphera de lui au pied de la lettre. Mais cette illusion, qui a sûrement une base, me ramène à mon triste sujet. Bonaparte n'a pas voulu humilier directement l'Empereur, de manière que si celui-ci n'a rien obtenu, il faut nécessairement qu'il ait peu insisté. Que faire? Se fâcher est inutile et même dangereux. J'ai dit ce que je devais, mais sans choquer: qui sait ce qui peut encore arriver? Je ne crois pas que le Roi doive désespérer, il s'en faut de beaucoup, mais vous savez, Monsieur le Chevalier, que je vous ai toujours parlé de la restauration de S. M. comme d'un événement extrêmement éloigné. Dans

cette fatale circonstance, voici les motifs de consolation qui se présentent à moi. D'abord, quand S. M. n'aurait obtenu qu'une ville, il n'en aurait pas moins fallu renoncer expressément à ses anciens Etats, et je sais que cette renonciation lui aurait coûté infiniment. En second lieu, les Princes qui tiennent un établissement de Bonaparte le paient si cher qu'on ne peut pas envier leur sort, car toute espèce d'indépendance dont S. M. aurait pu se flatter est au rang des choses absolument impossibles. Enfin, Monsieur le Chevalier, c'est un orage épouvantable : mais quelle en sera la durée ? Dieu le sait. Je ne vous dis aujourd'hui que ce que j'ai répété constamment pendant six ans. Je n'ai pas osé parler encore du subside, je tremble de toucher cette corde et de montrer des doutes sur ce point. Je crois d'ailleurs que S. M. I., d'après ce qui vient de se passer, ne pensera pas de sitôt à faire cette économie. A vous dire la vérité, je soupçonnais que cette considération aurait pu renforcer les instances à Tilsitt ; mais rien ne nous a servis. J'ai écrit à M. le Comte de Front, sans attendre ce triste éclaircissement, pour lui faire connaître que suivant les apparences nous n'avions plus d'espérance que dans l'Angleterre. — Mais que voudra-t-elle et que pourra-t-elle faire pour nous ? Je crois en attendant qu'il ne faut montrer aucun découragement : S. M. n'est pas sacrifiée expressément. Elle est seulement passée sous silence. Il faut donc avoir toujours l'air d'attendre, et laisser faire au temps *qui est le père des miracles* comme dit le proverbe oriental. Qu'arrivera-t-il de moi ? Je n'en sais rien, mais dans ce funeste moment, je proteste de nou-

veau solennellement à S. M. que je n'ai jamais spéculé sur l'avenir, ni nourri dans mon cœur aucune idée d'ambition relative à la restauration de S. M. Toute ma prévoyance, toute ma prudence paternelle n'ont jamais eu pour but que le moment présent, que j'ai constamment envisagé non seulement comme possible, mais comme probable, où S. M. ne pouvant plus rien pour moi, je resterais au milieu du monde comme un enfant trouvé dans le coin d'une rue. Voilà pourquoi je réclamais quelques précautions qui auraient entièrement changé mon sort. Si les contradictions que j'ai éprouvées dans mes idées m'ont arraché quelques vivacités, j'espère que S. M. voudra bien les excuser en vue de l'événement. De mon côté, je vous assure, Monsieur le Chevalier, qu'en descendant l'escalier du Ministre, je me suis senti plus attaché au Roi. J'espère aussi que S. M. daignera rendre justice à mon dévouement. Je ne crois avoir rien omis de ce qui pouvait intéresser son service. Que peut-on faire contre les événements tels que ceux que nous voyons ? Je perds tout ce qu'un homme peut perdre, S. M. est plus malheureuse que moi, et dans ce moment je ne puis m'occuper que d'Elle.

Je suis avec une respectueuse considération....

226

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 12 (24) août 1807.

Le courrier ne partant que demain je reprends la plume. Le Duc de Serra-Capriola a présenté avant-hier trois pièces remarquables : 1° Une note au Ministre, dans laquelle il proteste formellement contre l'article 14 du traité de Tilsitt qu'il regarde comme non avenu ; 2° Un procès historique de tout ce qui s'est passé entre sa Cour et celle de Russie depuis le commencement de la Révolution, nommément de toutes les négociations respectivement signées, le tout appuyé de toutes les pièces justificatives ; 3° Une lettre à S. M. I., qui accompagne la pièce précédente. Dans cette lettre assez longue, il dit formellement à S. M. I. *qu'Elle n'avait pas le droit* de signer cet article, après la convention solennelle de 1803 passée avec sa Cour. Rien de mieux rédigé, rien de plus irrésistible que ces trois pièces. Mais à quoi serviront-elles ? On le boude, ou on le craint. Il n'a point encore été reçu, je ne sais ce que produira ce nouvel office. Il y a un triste axiome, fort bien exprimé par Rousseau, et qu'il faut toujours avoir en vue dans ces sortes de cas : *On pardonne quelquefois les injures qu'on a reçues, jamais celles qu'on a faites.* Voilà pourquoi Napoléon nous hait si fort. Quoi qu'il en soit, je n'ai point jugé à propos de

prendre le même ton. Je n'en ai pas le droit et j'aurais gâté inutilement les affaires de S. M.; au lieu qu'il m'a paru qu'on me savait gré de la modération que j'ai mise dans cette affaire, tout en faisant sentir clairement ce que je pensais de ce traité. Le Ministre m'a dit: *Pouvez-vous croire que cela dure?* C'est en effet à quoi il faut penser: vous savez que le traité de Tilsitt est une capitulation déshonorante (à toute bonne fin, en voici un abrégé très exact). Les choses forcées ne durent pas. C'est donc une suspension d'armes et rien de plus: donc il ne faut se brouiller avec personne ; d'autant plus que n'ayant aucun traité avec personne, nous n'avons pas droit de parler haut. J'ai toujours pensé et toujours dit que l'Empereur, se croyant parfaitement libre à notre égard, nous sacrifierait comme une paille dans le premier moment d'embarras; il peut nous dire en toute vérité: *J'ai fait ce qu'à ma place on vous aurait vu faire.* Il est inutile d'imaginer que la politique se conduise par ce qu'on appelle *les beaux sentiments.* Elle n'a que trois conseillers : *l'intérêt, la raison et la nécessité.* Ce dernier surtout n'est jamais contredit, et je ne sais s'il peut l'être. Reportons-nous, je vous prie, à la nuit terrible de Quérasque. Qu'auraient dit nos négociateurs si quelque prédicateur était venu les haranguer sur la délicatesse, et le devoir de ne rien faire sans la permission de nos alliés contre la foi des traités? Il aurait été bien reçu! La règle est générale pour tous les Cabinets et pour tous les cas : *Nécessité n'a point de loi.* Ainsi la Russie ne nous a point manqué, c'est à elle-même qu'elle a manqué. Imaginez, Monsieur le Chevalier, que c'est,

je ne dis pas le *Souverain*, mais le *propriétaire* de 40 millions d'hommes qui a signé ce traité à la fin de la première campagne, qui l'a signé chez lui, avec un ennemi qui venait le chercher de 7 à 800 lieues, qui l'a signé sans avoir éprouvé une véritable défaite, qui l'a signé à la tête de plus de 60,000 hommes des meilleurs soldats du monde, derrière un grand fleuve sans gués ni ponts, dont la rive était hérissée de batteries, et au milieu de plusieurs parcs d'artillerie volante ; et vous sentirez qu'à la guerre c'est le moral qui fait tout. Partout où il n'y a ni ordre, ni esprit public, ni moralité, il est superflu de compter les hommes. Malheureusement je ne vois pas trop d'espérance, parce qu'il n'y a aucun moyen connu de changer certaines idées. Dès qu'Austerlitz et Friedland ne suffisent pas pour conseiller le repos, que faut-il attendre ? D'ailleurs où est le bras capable de réformer les abus ? La nation voit cela, tout comme je vous le dis, et l'on tient d'étranges discours. Je souffre, je vous l'avoue, plus que je ne puis vous l'exprimer, car je ne puis plus être étranger à tout ce qui se fait en Russie.

Les Français continuent à être assez mal reçus ; ils ont donné même *dans le second ordre*, ce qui est mortel ici. J'ai eu le *rare honneur* de souper avec eux par hasard, mais sans leur parler. Ce sont des hommes fort ordinaires, et c'est la réflexion qu'on a occasion de faire toutes les fois qu'on a celle de voir quelqu'un de ces opérateurs, en bas de ses tréteaux, et séparé de la bande; ce qui m'a fait établir depuis longtemps cette maxime : *Rien de plus sublime que l'œuvre qui s'exécute sous nos*

yeux dans l'univers, et rien de si vil que les ouvriers. A cette maxime, qui a de grandes conséquences, j'en joins une seconde qui me paraît également vraie : *Mille raisons prouvent que la nouvelle dynastie ne peut s'établir et se perpétuer; mais d'un autre côté, mille raisons prouvent que la subversion dont nous sommes les malheureux témoins sera très longue.* C'est là-dessus que tout homme d'état doit se régler.

S. M. doit surtout bien s'examiner à cette époque, pour savoir si elle veut marcher invariablement par l'ancienne route, ou en tenter une nouvelle. Certainement c'est un grand problème, et on peut beaucoup parler pour et contre.

J'ai pris la liberté de recommander très humblement à son souvenir une lettre que j'avais eu l'honneur de lui écrire précédemment; mais c'était dans la supposition d'un établissement quelconque stipulé dans les articles secrets de Tilsitt : la tournure des affaires rend la considération moins importante dans le moment, quoiqu'elle le soit toujours infiniment en elle-même.

Que S. M. daigne encore me permettre de lui présenter une vérité que j'ai seulement indiquée précédemment.

Tout ce qu'Elle fera, dans la supposition qu'elle ne sera pas rétablie, n'aura point d'inconvénient, quand même Elle le serait; au contraire, tout ce qu'Elle fera dans la supposition qu'Elle sera rétablie peut être faux et dangereux dans la supposition contraire.

Je suppose que S. M., désespérant de tout, eût envoyé son auguste frère dans ce pays pour y prendre un grand service, se battre avec ceux qui se battaient pour sa

Maison, et former tous les liens possibles avec la Famille Impériale, quel mal serait-il arrivé si, contre ses funestes pressentiments, Elle avait été rétablie le lendemain ? Aucun certainement.

Au contraire si S. M. avait fondé un raisonnement sur tel ou tel état passé ou futur, Elle aurait pu se tromper cruellement à son préjudice. Il en est de même de beaucoup d'autres choses moins importantes. S. M., pour se tirer du présent et préparer l'avenir, a surtout besoin d'oublier le passé. Ce qui est utile *aujourd'hui* au service de S. M. doit être exécuté *aujourd'hui*. Il n'y a, et il ne peut y avoir d'autre règle. C'est ce que mon zèle me porte à lui représenter respectueusement. J'oserais croire qu'il ne serait peut-être pas hors de propos d'écrire dans cette occasion à S. M. I., sans faire des reproches qui nuiraient ; S. M. pourrait bien, ce me semble, réveiller des sentiments qui tôt ou tard peuvent être utiles.

Bonaparte fait bien peu de choses qu'il n'ait annoncées. Il y a quelque temps que, dans une pièce officielle (si je ne me trompe, un message au Sénat), il a dit à peu près *qu'il appartenait aux Français d'arrêter l'influence de la Tiare grecque qui portait partout la barbarie et l'ignorance !*

Dans une autre publication faite à Varsovie, on a dit que *les Polonais devaient se tenir tranquilles, et attendre dans le silence un avenir préparé par la sagesse de S. M. I.*

Il a bien tenu parole sur le premier point, et je crois qu'il la tiendra de même sur le second. Soyons justes,

Monsieur le Chevalier, même à nos dépens. Rien n'est plus juste, divinement, que le rétablissement du Royaume de Pologne, et le plus grand malheur qui pût arriver à l'humanité serait l'avancement et l'influence des Grecs en Europe : j'en suis plus convaincu que vous ne pouvez l'être. Je ne puis songer sans horreur à l'établissement physique de la *Tiare grecque* à Constantinople, si le sceptre qui l'écrase maintenant venait à la soutenir ; au lieu de cela, vous verrez ce qui arrivera.

Et faites bien attention, Monsieur le Chevalier, que rien de tout ce qui s'opère ne pourrait s'opérer par des puissances légitimes. Supposez, par exemple, la Grèce entre les mains de notre auguste Maître : sa justice et sa prudence annuleraient tous ses projets de civilisation. Il ne saurait probablement que devenir au milieu de ces barbares qu'il n'oserait toucher du bout du doigt. — Laissez venir *notre auguste beau frère* : il fera empaler le premier Turc toléré qui oserait faire le plus petit tapage à la Turque : il pliera des caramels dans les ordonnances du Patriarche de Constantinople : il fera donner la bastonnade au premier prélat grec qui oserait manquer de respect à un sacristain français : et ces barbares, qui auraient persécuté, détrôné, assassiné peut-être un monarque légitime, baiseront les pieds d'un Roi d'aventure qui les traitera comme des animaux.

Maintenant, mettez ensemble tant d'événements inouïs dont nous sommes les témoins : voyez cet immense Croissant qui embrassait une moitié du globe, sauter en éclats comme un verre ; voyez la superbe, la fameuse Grèce rendue à l'Europe, à la civilisation, au *latinisme ;*

voyez l'unique puissance capable de s'opposer à ces grands mouvements, humiliée, battue et renfermée chez elle ; voyez l'Egypte renaître sous un sceptre ou sous un autre ; voyez le Pape invité peut-être par Bonaparte à venir faire la Dédicace de sainte Sophie (ne croyez pas que je rêve ou que je plaisante) ; voyez les Princes allemands foulés aux pieds, l'Empire Germanique détruit, le traité de Westphalie déchiré, la Maison de Brandebourg écrasée, celle de Saxe exaltée, l'Angleterre en fermentation, la Maison Royale blessée au cœur, et les symptômes d'une Révolution étonnante, moins aperçus peut-être par ceux qui se trouvent sur les lieux que par ceux qui regardent de loin (*car l'œil ne voit pas ce qui le touche*). Et dites-moi, Monsieur le Chevalier, à quelle époque un homme, qui a le sens commun, peut fixer dans sa pensée le moment du repos.

Les intentions coupables et les crimes de toute espèce se mêlent sans doute à ces grands événements : mais qu'importe? Il ne s'agit que des événements mêmes. Au milieu de cette convulsion épouvantable, il faut baisser la tête, espérer et attendre. La haute sagesse de Sa Majesté lui commande également une résignation et un espoir sans terme ; car, si d'un côté toute Révolution est longue, et longue à mesure qu'elle est vaste, de l'autre, rien de ce qui est fondé par le mal et sur le mal ne peut recevoir la vie et la durée des institutions légitimes.

Quels que soient les événements qui se préparent encore, tant que mes services pourront être utiles et agréables à Sa Majesté, je n'aurai jamais d'autres projets.

J'ai l'honneur d'être.....

P. S. — Le Roi d'Etrurie est passé sous silence dans le traité ! Et cependant l'Empereur avait toujours refusé de le reconnaître. C'est une preuve manifeste que ce pauvre Prince est aussi sacrifié. L'Etrurie sera donnée à Joseph, en compensation de la Sicile qu'il perd.

227

Au Même.

4 septembre 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Dans la triste audience dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte, le Ministre me dit qu'il avait engagé S. M. I. à écrire à S. M. Peu de jours après j'ai reçu cette lettre que j'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe. Quel triste monument de faiblesse ! On a peine à se persuader, en la lisant, qu'elle part de l'Empereur de Russie. Ce qui s'y trouve de relatif à ma personne aurait un prix inestimable si cet honorable témoignage avait précédé ou suivi un traité avantageux ; mais les circonstances actuelles gâtent tout. L'Empereur, comme vous voyez, m'a fait donner une copie de cette lettre. La cause principale de cette distinction se trouve dans le mot *prudence* que vous lirez dans la lettre, et ce mot de *prudence* veut dire : *Il a fait mieux* qu'un autre. En

effet, vous n'avez pas une idée de la colère excitée par les démarches dont je vous ai rendu compte, de manière qu'on a voulu me faire comprendre qu'on était beaucoup plus content de moi. La chose, d'ailleurs, a été dite à d'autres en termes clairs ; mais si j'avais été à la place de celui qui a déplu, j'aurais probablement déplu, peut-être plus que lui. J'espère que S. M. approuvera le parti de la modération que j'ai cru devoir prendre, ce qui a été fort goûté ici. Je le répète, plus j'examine la chose, moins je comprends à quoi auraient servi les vivacités.

Maintenant il n'y a, jusqu'à nouvel ordre, que deux lignes de conduite à suivre. La première est de tirer tout le parti possible des Anglais, de les intéresser à nous par tous les moyens imaginables. Mais comme cet appui peut se rompre sous notre main, tout comme l'autre, il faudrait peut-être tâcher en même temps de se rapprocher de Bonaparte et de le rendre moins furieux contre nous. Ce projet exige beaucoup de délicatesse pour maintenir surtout la dignité. Avant d'en parler, j'aurais voulu recevoir des instructions de S. M. ; mais à la distance où nous sommes, je suis *plénipotentiaire* par force. Je compte avoir sur cet article une correspondance approfondie avec le Ministère : après quoi je ferai ce qui me semblera utile.

La paix ne deviendra-t-elle point ici, comme il arrive quelquefois, tout à la fois nécessaire et impossible ? J'en ai bien peur. La question se complique tous les jours ; je ne doute pas que dans ce malheureux traité de Tilsitt, on n'ait pas du tout aperçu le piège tendu par

Bonaparte à la Russie, en forçant l'Empereur à souscrire d'avance à tout ce qui serait fait pour la Confédération du Rhin; il s'est réservé le droit de mettre la Russie, quand il le trouvera bon, en guerre avec l'Angleterre. Il n'a qu'à notifier à cette Cour (ce qui arrivera incessamment). que le Hanovre a été réuni au Royaume de Westphalie. L'Ambassadeur d'Angleterre a pressé le Ministre sur ce point; mais le Général de Budberg a répondu qu'il n'était chargé que de communiquer le traité purement et simplement. Il s'est aussi tu sur les Sept-Iles; mais il a ensuite avoué à Monsieur Naranzi, envoyé Sept-Insulaire, qu'elles ont été données à la France. Vous voyez les suites: mais passons à une autre difficulté.

Le Roi de Suède s'était, comme vous savez, renfermé dans Stralsund. Cette ville avait une réputation fort peu méritée; elle pouvait à peine tenir cinq ou six jours. Les Anglais, qui sont arrivés, ont déclaré au Roi qu'ils ne pouvaient pas sacrifier 10,000 Anglais pour reculer de deux jours un événement inévitable, et ils ont mis à la voile. Le Roi a dit: « Hé bien, je défendrai la ville, seul. » Ce qui lui plaisait à dire. On tremblait pour sa personne et pour *son armée*, lorsque nous avons appris que la ville s'était en effet rendue le 17 (n. s.), mais que S. M. avait pu se retirer dans l'île de Rugen avec son armée, qui peut être encore de 13 à 14 mille hommes. Avec cette force et beaucoup d'artillerie qu'il a sauvée aussi, il peut tenir là longtemps.

Les Anglais qui avaient amené un des plus puissants armements qu'on ait jamais vus, et qui ne pouvaient plus agir sur le continent, s'en sont servis pour frapper

un grand coup. Instruits des projets de la France sur le Danemark, ils se sont présentés devant Copenhague et ont offert aux Danois la cruelle alternative de donner leur flotte, ou d'être sur le champ attaqués et bombardés. D'abord ils ont voulu résister, mais ils n'y ont gagné que de faire brûler en partie leur capitale, qui ne saurait être plus mal placée. Les Anglais ont 80 vaisseaux de guerre de toutes grandeurs, 800 de transport, et 15,000 hommes de débarquement. Il n'y en a que sept dans l'île de Seeland ; ainsi la partie n'était égale d'aucune manière. Les Anglais, en débarquant, ont publié un manifeste où ils annoncent qu'ils se présentent comme amis et qu'on n'a rien à craindre d'eux. Ils paient tout argent comptant. Tout cela est bel et bon, mais il n'y a plus de Danemark. Le Prince Royal est dans le Holstein avec ce qu'il appelle aussi *son armée*, car tout le monde a la sienne. Vous voyez que la nécessité et le ressentiment s'unissent pour le donner à la France. Dans les circonstances où nous sommes, *ces armées* de 15, de 20, de 30,000 hommes ne sont rien pour ceux qui les possèdent, et beaucoup pour celui qui les prend. Enfin tout conspire au renversement général.

Nous avons ici le lord Hutchinson, celui qui acheva de gagner la bataille d'Aboukir après la mort d'Abercromby (j'entends celle de terre) comme Sir Collingwood acheva de gagner celle de Trafalgar après la mort de Nelson. Il se trouvait l'autre jour à la campagne, chez l'Ambassadeur d'Autriche, avec Savary. Le Général Hutchinson laissa acheminer, je ne sais comment et fort mal à propos, la conversation sur la campagne d'Egypte;

Savary lui dit en face : « *Si vous avez été vainqueur en Egypte, c'est que vous aviez affaire à cet animal de Menou, et à d'autres misérables qu'il aurait fallu faire tous fusiller. Si l'Empereur avait envoyé une de ses bottes, elle vous aurait chassé d'Egypte.* » Hutchinson ne répondit rien, et durant tout le discours ne manqua jamais de dire *S. M.* et l'*Empereur*. Pour moi, je n'ai pas eu encore l'occasion nécessaire de parler avec ces Messieurs. Je les évite autant qu'il est possible, mais il faudra bien que la chose finisse de quelque manière. Cette situation est très embarrassante.

Etant allé faire mes compliments de condoléance au Ministre de Danemark, je l'ai trouvé profondément affecté : ce que vous imaginez assez. Il m'a conté que les Anglais ont passé le Sund en bons amis, qu'ils ont accepté et rendu le salut : qu'ils ont ensuite acheté des vivres en Danemark et surtout des viandes salées pour une somme énorme, et que c'est après avoir ainsi dégarni l'île de vivres qu'ils ont fait la sommation que vous venez de lire. Il faut avouer que si la politique peut exiger une pareille conduite, elle exige des choses bien révoltantes. Les Danois sont enragés. Ne s'attendant à rien, ils n'étaient prêts sur rien. Cependant ils ne veulent pas céder, et au moment où je vous écris ceci (4 septembre), la ville quoique foudroyée, et défendue seulement par les matelots et les étudiants, tient toujours. Il serait bizarre que les Anglais ne pussent la prendre ; mais peut-on l'imaginer sans les croire les derniers militaires du monde? Ils ont 35,000 hommes au lieu de 15 comme je le croyais. C'est de terre que la ville est bombardée.

Lord Catchart s'intitule, dans son manifeste, *Commandant général* des forces de S. M. Britannique dans le nord des Continents ; et au lieu d'occuper une des mille maisons agréables et somptueuses qui l'environnent, il est campé dans un château du Roi, beaucoup plus simple. L'Envoyé de Danemark trouve ces manières excessivement françaises. Le Prince Royal, qui a été au moment d'être pris avec son Père en traversant le Belt, a donné ordre, en partant, de brûler la flotte, plutôt que de la laisser prendre aux Anglais. Il ne s'agit pas moins que de 30 vaisseaux de guerre. Voilà les extrémités déplorables qui feront de grands ennemis à l'Angleterre. J'oubliais de vous dire que M. Jackson, qui a porté la parole au Prince Royal, l'a fait avec une hauteur inconcevable, et que suivant les propositions qu'il a faites, l'acceptation de la France ne devait point priver les Danois de livrer leur flotte, *qui devait être conservée soigneusement dans un port de S. M. Britannique.*

Les suites de la tragédie qui se joue dans la Baltique sont incalculables. Que faire ? Tous les partis sont mauvais. La plus haute sagesse n'y voit goutte : jamais je n'ai vu les choses dans un état plus désespéré. Cette lettre impériale que j'enferme sous cette enveloppe me brûle les mains : je la vois sans y croire. Grand Dieu ! Qui l'aurait cru ? Enfin tout est dit de ce côté. S. M. répondra comme elle jugera convenable.

Vous trouverez ci-jointe, sur trois faces de papier brouillard, une note verbale dont je n'ai point encore fait usage. La chose dépend des dispositions que je trouverai dans l'esprit du Ministère.

Le Général de Budberg a suspendu aujourd'hui ses fonctions pour cause de santé, et en a fait part au Corps diplomatique qui est renvoyé de nouveau au Comte Soltikof. Pour mon compte j'en suis extrêmement fâché, car j'avais beaucoup d'accès chez le Général. Il est nuit, Monsieur le Chevalier, nuit close ; je ne sais où je suis, je ne sais où je vais, je ne sais ce que je serai demain. Mais je suis à mon poste et je m'y tiendrai.

P. S. — J'ai oublié cette phrase de Savary : *Il y a des ânes dans toutes les nations. Menou était le nôtre, comme Mack chez les Autrichiens* (en se retournant du côté de l'Ambassadeur).

228

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 30 août (11 septembre) 1807.

Monsieur le Chevalier,

Dans mon numéro précédent, je vous ai donné comme sûre la prise de Stralsund, d'après une nouvelle donnée comme authentique par l'Ambassadeur d'Angleterre. Aujourd'hui on dit qu'il n'en est rien et que le jeune Roi continue à se défendre avec une vigueur sans égale. Conçoit-on qu'à Saint-Pétersbourg on puisse douter si

longtemps de la prise de Stralsund ? C'est cependant ce que nous voyons.

L'un des articles secrets de Tilsitt était l'abandon des Sept-Iles à la France, et *le transport des troupes Françaises dans ces îles, sur les vaisseaux Russes !!!* Les Anglais ont pénétré ce secret, et tout de suite ils sont allés bloquer les iles, comme vous avez dû l'apprendre avant moi. Les Français de leur côté, ont déclaré, à ce qu'on m'assure, qu'avant l'exécution de cet article ils n'évacueront pas Varsovie. On leur suppose encore le projet de demander le passage à l'Empereur, pour aller en Finlande attaquer les Suédois : je ne puis guère douter que la demande n'ait été faite, au moins en conversation.

Depuis quelque temps, des troupes Russes commencent à marcher vers la Finlande. Dès que l'Empereur sera tout à fait Français, les Anglais l'attaqueront, et le Roi de Suède se jettera dans leurs bras avec la détermination qui forme son caractère. On met ouvertement Cronstadt en état de grande défense, et même on élève des batteries à Pétersbourg, ce qui fait extrêmement rire. Aujourd'hui on m'a dit que ce Cabinet a refusé de communiquer à l'Angleterre les articles secrets de Tilsitt, ce qui exclut la médiation, et paraît même conduire à une rupture. La faiblesse qui se trouve ainsi placée entre deux puissances ne peut absolument se tirer de ce mauvais pas : tout ira mal. La nation qui voit l'avilissement où elle a été jetée est excessivement irritée ; j'entends des discours inouis, et je n'entends qu'une bien petite partie de ce qu'on dit ! Vous comprendrez aisément, Monsieur le Chevalier, comment certaines grâces extra-

ordinaires, capables de faire bien des jaloux, peuvent cependant n'être pour certains hommes qu'un véritable pis-aller.

Au milieu d'un tel chaos, que faire ? Je vous ai dit ma pensée générale, mais les détails dépendent des circonstances. L'Empereur n'ayant pu stipuler seulement la sûreté du Roi dans son île, il ne peut plus l'obtenir que de l'Angleterre. J'ai donc averti sans délai Monsieur le Comte de Front, qui d'ailleurs n'a pas besoin d'être averti. Tout ce qu'on peut faire dans ce moment-ci, c'est de travailler contre la paix qui nous poursuit, ce qui me parait très essentiel dans toutes les suppositions, vu que Bonaparte aura toujours le moyen de nous perdre, s'il le veut, lorsqu'il traitera avec l'Angleterre.

J'ai été parfaitement reçu par le nouveau Ministre qui est un homme d'un grand mérite. Je dis *nouveau Ministre*, car je crois qu'il demeurera en place. Il a fort approuvé mes raisons et la note verbale que je lui ai remise. Je lui ai demandé (puisque je me voyais bien reçu) une audience personnelle de S. M. I., à laquelle je serais fort aise d'expliquer de vive voix ce qu'Elle peut faire encore pour S. M.; vous savez que ces audiences s'obtiennent ici avec une grande difficulté; cependant le Ministre m'a répondu sans hésiter : *Je pourrais vous la promettre sûrement si.....* Je l'ai interrompu — *Oh ! Monsieur le Comte, vous craignez qu'on vous en demande une autre.* — *Vous l'avez dit.* — C'est-à-dire qu'on ne veut pas recevoir N... N...: ce qui me privera de cet avantage. Le Comte de Soltikof m'a cependant dit en me congédiant : *Je vous promets de faire l'impossible pour aplanir cette*

difficulté. Mais je n'y compte nullement, je prendrai une autre voie. Les temps sont bien difficiles de toutes les manières.

Les pièces présentées par le Duc, et dont j'ai rendu compte, étaient des volumes in-folio ; voici ce qu'on lui a répondu :

La Russie abandonnée par ses alliés s'est vue forcée de ne penser qu'à elle, et c'est ce qui a produit le traité de Tilsitt.

Pas un mot, pas une syllabe de plus. Le Duc a cru devoir répliquer longuement. Malgré ma profonde estime pour lui et la très haute idée que j'ai de ses talents diplomatiques, je prends la liberté de croire qu'il a manqué de tact.

Le Roi de Suède ayant appelé le Général Brune à lui, pour raisonner sur l'armistice, il s'en est suivi une conversation fort singulière. Brune (peut-être par crainte) a fait imprimer dans les *Gazettes de Hambourg et d'Altona*, que le Roi de Suède *avait voulu le séduire*. En réponse, S. M. Suédoise a fait imprimer toute la conversation. Je vous l'envoie, Monsieur le Chevalier, traduite de la *Gazette Suédoise de Stockholm* : c'est une pièce extrêmement curieuse. J'ai souligné à la page 4 une étrange réponse qui donne beaucoup à penser.

Tout bien examiné cependant, je voudrais qu'on n'eût rien imprimé de part ni d'autre. Mais la publication de Brune a nécessité celle du Roi, du moins dans les idées de ce Prince.

229

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 11 (23) septembre 1807.

Hélas! Monsieur le Comte, il ne s'agit nullement de *magnanimité* ni de *dignité*, mais de puissance. L'Empereur a signé pour ne pas voir les Français à Pétersbourg: en conséquence le Roi de Naples et notre Maître ont été abandonnés, purement et simplement, ce qui est tout naturel. L'Empereur a fait ce que nous aurions fait à sa place; il a dit sans détour aux Ministres intéressés: *J'avais commencé la guerre pour le salut de l'Europe, je l'ai terminée pour le mien.* C'est la vérité, Monsieur le Comte, et je ne crois pas que jamais il soit entré dans l'esprit de Votre Excellence qu'on faisait la guerre pour nous. Je n'ai cessé de le répéter à S. M.: « Si nos amis sont « vainqueurs, nous aurons tout ce qui nous est dû, et « même tout ce qui nous convient; s'ils sont vaincus, « ils feront la paix comme ils pourront et ne penseront « seulement pas à nous. » Les Autrichiens, se défiant extrêmement de cette puissance, n'ont pas jugé à propos de remuer. L'Angleterre a mis en mer un armement digne d'elle, mais c'était la pompe après l'incendie. Qui sait même s'il aurait pu changer les événements en arrivant plus tôt? L'Ambassadeur d'Angleterre m'a dit de

fort bonnes raisons pour me prouver le contraire. Dans cet abandon général, que vouliez-vous, Monsieur le Comte, que fit l'Empereur de Russie ayant contre lui le premier homme de guerre et la première nation militaire de l'Univers, et manquant lui-même de tout, car il manquait d'hommes, de pain, d'armes et de talents? Il a fallu passer sous les fourches caudines et nous sacrifier: j'en suis désespéré, comme vous pensez bien; mais je n'en veux point de mal à l'Empereur. Au surplus, Monsieur le Comte, quoique je lui doive infiniment, la reconnaissance ne m'empêche pas de voir que la Russie est perdue dans l'opinion. Que de choses je dirais à Votre Excellence si j'avais l'honneur de la voir! Mais enfin il est inutile de perdre le temps en lamentations superflues: courons au remède. Il n'y en a plus que deux: intéresser autant qu'il sera possible à notre fortune la généreuse Angleterre, et tâcher par tous les moyens d'adoucir la rage diabolique de Bonaparte contre S. M. La chose ne me paraît pas aisée, cependant il faut tenter, et Votre Excellence est trop clairvoyante pour ne pas apercevoir que dans toutes les suppositions possibles, il dépendra toujours de lui de nous perdre. Quel siècle, Monsieur le Comte, quelle affreuse époque! J'ai toujours le Roi devant les yeux, je suis inquiet de toute façon. Je rappelais un jour au digne Chevalier de Rossi le proverbe Piémontais: *Ne mets pas plus de viande au pot que tu n'as de bois pour la faire cuire.* Je crains ces maudits Sardes, précisément à raison du bien qu'on veut leur faire. Il s'en faut de beaucoup qu'on puisse tout entreprendre. Je voudrais encore que Votre Excellence

connût ce singulier peuple. Je l'ai étudié pendant trois ans : je ne connais pas un Sarde capable de comprendre qu'il doit faire en ce moment un effort en faveur de S. M. La Reine est enceinte, comme Votre Excellence le sait. Il est impossible d'imaginer une situation plus malheureuse et plus touchante.

230

A Son Excellence le Comte Nicolas de Roumantzof,

Ministre des affaires étrangères et du commerce.

Saint-Pétersbourg, 14 (26) septembre 1807.

MONSIEUR LE COMTE,

J'aurais infiniment désiré avoir moi-même l'honneur de vous présenter le mémoire ci-joint ; mais Votre Excellence a tant d'affaires, que je prends le parti d'accompagner simplement la pièce de cette lettre, malgré le désavantage de l'écriture sur la conversation.

Votre Excellence trouvera peut-être le mémoire un peu original, mais quand on parle comme les autres, en France on n'est pas entendu. Cette manière m'a réussi pour moi, je veux l'essayer pour mon Maître. Si le succès est possible, il dépend absolument de la manière dont la demande sera présentée d'ici ; mais je ne craindrais rien tant que l'ombre même de l'indiscrétion. Il est indispensable que S. M. I. ait la bonté *de me trahir*

en envoyant la pièce même, et si Elle daigne la faire accompagner de quelques mots d'intérêt en faveur du malheureux Ministre d'un malheureux Souverain, c'est tout ce que j'ose attendre de sa bonté. Plus la communication sera directe et exclusive entre les deux Souverains (puisque enfin il faut dire ainsi), et plus il y aura de chances de succès. Je sais très bien à quoi je m'expose, mais le sort en est jeté ; encore cet effort pour le Roi ! J'aurai l'honneur d'exposer à Votre Excellence, de vive voix, ce que j'en attends dans deux suppositions possibles. Quelle que soit la détermination de S. M. I. je vous supplie, Monsieur le Comte, de vouloir bien m'appeler à vous, pour me la faire connaître directement. L'Empereur, votre auguste Maître, n'a peut-être plus d'autre moyen de satisfaire ses intentions amicales à l'égard du mien ; mais si ce moyen n'est pas possible, je me soumettrai avec la résignation qui ne m'abandonnera jamais.

231

Mémoire à S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) septembre 1807.

Depuis que j'ai l'honneur de résider auprès de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, en qualité d'Envoyé extraordinaire, Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne, et que j'ai eu l'occasion d'examiner

de plus près l'état des affaires en Europe, je n'ai cessé d'ambitionner le bonheur de pouvoir entretenir S. M. l'Empereur Napoléon sur les intérêts du Roi mon Maître.

Pendant la guerre il eût été inutile de parler de ce désir, mais depuis le rétablissement de la paix entre les deux Empires, je ne me fais nulle difficulté de le manifester à S. M. I.

Je désirerais vivement obtenir l'agrément d'aller à Paris, pour y dire à S. M. l'Empereur de France certaines choses qui me paraissent convenables; après quoi je serai prêt à repartir sur le champ, si l'on juge à propos d'en ordonner ainsi, car je n'ai point d'autre affaire en France.

Le Roi mon Maître n'a pas la plus légère idée de mon projet ; j'en donne expressément ma parole d'honneur ; mais comme il a mis toute sa confiance en S. M. l'Empereur de toutes les Russies, pourvu qu'Elle ne désapprouve pas mon idée et que je ne sois point repoussé à Paris, c'est assez pour moi : j'irai.

Je n'ignore pas qu'avant la guerre, Monsieur le Marquis de Saint-Marsan, homme infiniment respectable, et si je ne me trompe, même personnellement connu et estimé du même Souverain que je voudrais avoir l'honneur d'aborder aujourd'hui, ne put jamais obtenir l'agrément de se présenter à lui ; mais d'abord il y a des raisons plausibles, très honorables même pour l'Empereur des Français, qui permettent de croire qu'il peut très bien accorder ce que le premier Consul avait refusé.

Il est le maître sans doute de contredire ces raisons,

mais je ne lui aurai pas moins offert, en m'y fiant beaucoup, le plus grand hommage qui dépende d'un particulier.

Ma position d'ailleurs, est bien différente de celle où se trouvait M. le Marquis de Saint-Marsan. Il allait de la part du Roi, prêt à déployer à Paris un caractère diplomatique. Moi, je ne suis (du moins en France) qu'un simple particulier. Arrivé dans ce pays, le droit public ne me défend plus ; je déclare même expressément ne demander aucune sûreté pour ma personne, que je remets sans délibération et sans réserve entre les mains de l'Empereur Napoléon.

Je ne demande que la certitude d'être entendu sans témoins, le reste ne m'occupe point du tout.

Je ne regarde nullement comme impossible que S. M. l'Empereur des Français daigne m'accorder quelques moments, comme il accorderait toute autre faveur. Les hommes à mesure qu'ils sont grands, accordent souvent des grâces sans autre motif que la satisfaction qu'ils y trouvent.

On peut m'objecter que la démarche que je projette sera inutile : en effet elle peut l'être ; mais le contraire est possible aussi. D'ailleurs, je comprendrais difficilement pourquoi S. M. l'Empereur des Français, dont les immenses succès ont néanmoins l'inévitable inconvénient de faire couler tant de larmes, se refuserait à Elle-même le plaisir de rendre un homme heureux, en ne lui accordant qu'une chose inutile.

Tel est le désir, telle est l'espérance que je consigne dans ce mémoire autographe, qui sera déposé entre les

mains augustes de S. M. I. Si mon projet lui paraît convenable, je la supplie très humblement de vouloir bien le faire connaître, mais non de l'appuyer directement; car S. M. pourrait être refusée, et je sens qu'elle n'est pas faite pour l'être.

Je n'ambitionne donc que l'espèce de sanction qu'elle daignera lui donner en souffrant qu'il se présente sous ses auspices.

Je supplie très humblement Sa Majesté Impériale de vouloir bien agréer avec sa bonté ordinaire l'hommage de mon très profond respect.

232

A M. le Général Savary.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) octobre 1807.

Le Ministre de Sardaigne a l'honneur d'adresser à Son Excellence M. le Général Savary le mémoire dont ils convinrent l'autre jour. Je ne lui donne aucune forme diplomatique afin qu'il en demeure absolument le maître et qu'il présente l'affaire dans la forme qui lui paraîtra la plus convenable, m'en remettant absolument sur ce point à ses bons offices.

Monsieur le Général sentira sans doute que je ne pourrai paraître à Paris qu'avec mes titres, non que je tienne trop à ces sortes de choses en elles-mêmes, mais

parce que, dans ces circonstances, me les contester serait préjuger toutes les questions, et annuler la grâce en l'accordant.

Si mon désir était accueilli et si je recevais un passeport de Paris, il devrait être accordé encore à un seul valet de chambre, Jean-Baptiste Viano, de Turin.

Je ne saurais trop remercier Monsieur le Général de son extrême complaisance à mon égard; je le prie d'agréer ma plus vive reconnaissance pour l'intérêt qu'il a bien voulu m'accorder, et l'assurance de ma haute considération.

233

Mémoire à M. le Général Savary.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) octobre 1807.

Après la longue conversation qui a eu lieu entre M. le Général Savary et moi le mardi 1er (13) de ce mois, il suffit de rappeler ici, sans aucun préambule inutile, que depuis l'instant où le Roi de Sardaigne voulut bien me confier l'honorable commission de le représenter à la Cour de Russie, je n'ai cessé de désirer ardemment la permission d'approcher S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, pour avoir l'honneur de lui soumettre quelques observations tout à fait analogues à ma mission, et qui ne sauraient d'ailleurs, à moins que je ne me trompe

infiniment, déplaire à un aussi grand caractère que le sien.

La guerre suspendait malheureusement tout projet à cet égard : aujourd'hui la paix me permet d'y revenir.

Je ne suis pas sans espoir que S. M. l'Empereur Napoléon accueille avec bonté la fidélité tranquille qui n'a jamais fait de bruit ni mécontenté personne, et qui voudrait enfin couronner ses efforts légitimes par une tentative qui laisserait au moins un souvenir consolant dans l'âme d'un serviteur fidèle. Cinq cents lieues me séparent de S. M. l'Empereur des Français : je parcourrai cet espace sans la moindre vue personnelle, et sans autre espoir que celui de porter à sa connaissance quelques idées que je crois essentielles pour un objet fort supérieur au bien-être imperceptible d'un simple particulier. Ma détermination est une espèce d'hommage dont l'Empereur des Français n'a sûrement nul besoin; ce n'est pas moins le plus grand qu'un particulier puisse lui offrir.

J'ai le bonheur de pouvoir ajouter que le grand Empereur de Russie, auprès duquel j'ai l'honneur de résider depuis six ans, verra avec plaisir que celui des Français daigne m'écouter. M. le Général Savary en a été assuré expressement par Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères, en sorte que je ne suis pas sans titres auprès du Souverain que je désirerais avoir l'honneur d'aborder.

Je n'ignore point qu'en 1801, une tentative faite dans les mêmes vues ne fut pas heureuse, mais les temps et les circonstances ne sont plus les mêmes. Il y a des raisons qui permettent, qui ordonnent même de croire

que l'Empereur peut accorder ce que le Premier Consul a refusé. L'expérience seule pourra me détromper de l'instinct qui me conduit dans cette grande occasion.

D'ailleurs, je n'ai point la prétention de déployer à Paris un caractère public ; le Roi, mon Maître, ignore même (je l'assure sur mon honneur) la résolution que j'ai prise ; je n'ai, pour quitter mon poste pendant quelque temps, d'autre autorisation que celle que je tire de l'approbation de S. M. l'Empereur Alexandre, en qui S. M. le Roi de Sardaigne a placé toute sa confiance. La grâce que je demande est donc absolument sans conséquence. Arrivé en France, je n'ai plus de titre : le droit public cesse de me protéger. Je ne suis plus qu'un particulier comme un autre sous la main du gouvernement. Il semble donc que, dans cette circonstance, la politique ne gêne aucunement la bienfaisance. S. M. I. appréciera d'ailleurs mieux que personne le mouvement qui m'entraîne.

On peut voir, je l'avoue, quelque chose d'irrégulier, et même une certaine ombre de témérité dans cette ambition que je manifeste d'avoir l'honneur d'entretenir en personne l'Empereur des Français ; mais j'invoque avec confiance le second coup d'œil. Personne assurément n'a une plus haute idée que moi des Ministres français. La confiance qu'ils ont méritée appelle sans doute celle de tout le monde ; mais l'affaire n'est point du tout diplomatique, et n'étant pas moi-même Ministre en France, je ne vois pas même ce que je pourrais demander aux Ministres.

Il ne faut d'ailleurs qu'une légère portion de la pro-

fonde sagacité qui distingue S. M. I. pour être persuadé que le sentiment qui me conduit ne peut s'appeler audace ni légéreté, qu'un homme qui prend cette détermination y a suffisamment pensé, et qu'il s'en faut de beaucoup que tout ce qu'on peut dire soi-même puisse être dit par un autre. Il y a au contraire, suivant les circonstances, une infinité de choses qui ne peuvent se passer d'une communication immédiate, et que l'intermédiaire le plus respectable dénature nécessairement.

En protestant au reste que jamais il ne m'arrivera de dire ni de redire à aucun homme sans exception, rien de ce que je désirerais dire à S. M. l'Empereur des Français, pas plus que ce qu'elle pourrait avoir la bonté de me répondre sur certains points, je ne fais néanmoins aucune difficulté de faire à M. le Général Savary les trois déclarations suivantes :

1° Si l'Empereur Napoléon à la bonté de m'entendre, j'aurai l'honneur, sans doute, de lui parler de la Maison de Savoie.

2° Je ne prononcerai pas le mot de *restitution*.

3° Je ne ferai aucune demande qui ne serait pas provoquée.

J'ose croire que ces trois déclarations excluent jusqu'à l'apparence de l'inconsidération, et quand même mon désir serait repoussé, j'ose croire encore que S. M. l'Empereur des Français n'y verrait rien qui ne s'accorde parfaitement avec les sentiments qui lui sont dus.

M. le Général Savary qui déjà m'a entendu avec tant de complaisance fera de tout ceci l'usage que lui prescriront le devoir et la générosité.

234

A Son Excellence le Comte Nicolas de Roumantzof.

Saint-Pétersbourg, 26 octobre 1807.

MONSIEUR LE COMTE,

Ensuite de ce que vous me fîtes l'honneur de me dire l'autre jour, je m'abouchai avec M. le Général Savary, lequel, au milieu d'une *détonation* dont Votre Excellence n'a pas d'idée, m'a laissé voir cependant des sentiments généreux et l'envie de m'être utile. Dans un mémoire que je lui ai remis (et qui était indispensable), j'ai dit que Sa Majesté Impériale verrait avec plaisir que je fusse admis et écouté à Paris. J'ai cru pouvoir m'appuyer et m'honorer de cette grande protection, puisque Votre Excellence a eu la bonté de me parler dans ce sens; cependant, Monsieur le Comte, comme le mémoire doit vous être présenté, selon mes intentions conformes à celles de Monsieur le Général, il en sera tout ce qui plaira à Votre Excellence et je retirerai le mémoire si Elle ne juge pas à propos que S. M. I. y soit nommée; mais Elle voudra bien observer que je n'ai pas d'autre soutien dans cette circonstance que l'approbation de S. M. I., manifestée de quelque manière. Je ne puis exprimer à Votre Excellence combien ce voyage m'est pénible, et quelle violence il faut que je me fasse pour

l'entreprendre; mais je voudrais pouvoir me rendre jusqu'à la fin le témoignage que je n'ai rien négligé pour améliorer l'état du Roi. Je vous prie en grâce, Monsieur le Comte, si vous permettez que le mémoire suive sa route, de vouloir bien m'accorder une audience, d'abord après que M. le Général Savary se sera concerté avec Votre Excellence sur cet objet. Je serai expéditif, suivant ma coutume.

Je la prie d'agréer les nouvelles assurances de la haute et respectueuse considération avec laquelle je suis.....

235

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 20 octobre (1er novembre) 1807.

Dans nos Monarchies européennes où il y a des ordres, de grandes magistratures, des privilèges, en un mot des lois fondamentales diversifiées selon les divers génies des nations, le Roi est présent partout, par ses agents et par sa volonté écrite; tout se fait par lui, sans même qu'il le sache, de manière que dans la supposition même où, par les jeux de la nature, le Souverain n'aurait pas toutes les qualités qu'exige une place aussi sublime, cependant la machine peut aller seule, et jamais l'étendue d'une vie humaine ne suffit pour la disloquer entièrement.

Mais dans les Monarchies asiatiques où le Souverain agit immédiatement, si la volonté suprême est faible ou viciée, il faut ou que l'Etat soit renversé, ou que le chef disparaisse.

Et comme la nature crée toujours des préjugés analogues aux différentes sortes de gouvernements, elle flétrit parmi nous, jusqu'à la dernière génération, tout attentat sur la personne du Souverain, tandis qu'en Asie, l'assassin du père peut se trouver au service du fils. — Il s'ensuit que, dans ces pays, on doit s'attendre à tout, et que rien ne peut surprendre.

Ces réflexions se sont souvent présentées à mon imagination en contemplant les divers gouvernements de la terre, et les jeux sanglants ou ridicules de la fortune qui extravague sans relâche.

Je ne saurais qu'ajouter aux différents rapports que je vous ai faits depuis quelque temps sur l'état des esprits dans le pays que j'habite : rien n'a changé et l'audace des discours va son train. Voici une épigramme qui vous en donnera une idée ; elle a été faite à propos de la grande quantité de cordons que le bon et très bon Empereur a distribués après la guerre.

Que de philosophie au siècle où nous vivons !
Et combien de douceur et de miséricorde !
On donne aujourd'hui des cordons
A ceux qui méritent la corde ;
Et ces mêmes honneurs, autrefois notre espoir,
Avec système offerts à l'infamie,
Forceront tout le monde à servir la patrie
Par la crainte d'en recevoir.

La fièvre est partout : il n'y a pas un peuple sain ! *Non est usque ad unum!* Je suis inconsolable de ce que je vois. Mon inquiétude augmente sur le pays que vous habitez depuis que j'ai lu, dans les papiers Anglais, que la conjuration est réelle, et même *que plusieurs personnes de distinction ont été convaincues et exécutées.*

Ne pouvant pas absolument porter mes chiffres en France, j'ai jugé convenable de vous en faire passer un pour les cas indispensables..... J'ai cru utile de tout prévoir comme si j'étais sûr de mon départ.

J'ai l'honneur d'être.....

P. S. — La Russie s'est toujours rigoureusement abstenue de prononcer le mot de *restitution*, non seulement à l'égard de nous, à qui elle ne doit rien, mais même à l'égard du Roi de Naples envers qui elle a de véritables dettes. Dans le traité de Bartenstein du 26 avril (7 mai) entre elle et la Prusse, toujours fidèle à ce principe, elle en est revenue *aux indemnités telles qu'il sera possible de les procurer*. L'Autriche et l'Angleterre sont invitées à accéder à ce traité, et dans le cas où elles y accéderaient, il est dit encore *qu'elles pourront s'entendre pour procurer à LL. MM., les Rois de Naples et de Sardaigne, les meilleures indemnités* (ou quelque chose de pareil, car il n'a pas été possible encore, ni à moi ni à bien d'autres, de connaître les propres paroles).

Tout cela a fort déplu aux Cours de Vienne et de Londres. Ces notions pourront peut-être servir à Votre Excellence, mais dans ce triste moment, on ne sait pas trop où donner de la tête.

236

A M. le Comte de Vargas, à Cagliari.

Saint-Pétersbourg, 20 octobre (1er novembre) 1807.

MONSIEUR LE COMTE,

Au moment où je reçus votre lettre du 14 juin, j'avais précisément chez moi le docte Comte Jean Potocki, qui m'honore de son amitié et qui a mille bontés pour moi, entre autres celle de me fournir tous les livres qui me passent dans la tête. Il s'empara d'abord de votre lettre pour la montrer aux savants que vous y nommez, et former ensuite la correspondance que vous désirez ; mais ces savants sont, comme le climat, extrêmement froids. D'ailleurs, ils ne connaissent pas cette Académie italique, et je suis dans la même ignorance, à vous parler franchement ; de manière qu'il me paraitrait à propos, Monsieur le Comte, de la légitimer en envoyant les statuts, le tableau des académiciens, et surtout le diplôme d'institution. Je crois que cela se pratique ainsi, et que vous ne trouverez aucune pointillerie déplacée dans la réserve de ces Messieurs.

Vous auriez bien plus de raison, Monsieur le Comte, de me quereller moi-même sur mon retard à vous répondre ; mais le Comte Potocki, ayant changé d'appar-

tement, a commencé par égarer ma lettre dans le fond d'un portefeuille, dont elle n'est sortie que longtemps après. Ensuite, de grands malheurs et de grandes occupations ont occupé ma tête, au point que j'ai suspendu toutes mes correspondances. J'espère donc, Monsieur le Comte, que vous me pardonnerez, d'autant que je ne suis pas plus coupable envers vous qu'envers mille autres. L'excuse n'est pas trop bonne peut-être, mais je vous dis la vérité.

Pour en venir enfin au sujet principal de votre lettre, j'ai bien peur, Monsieur le Comte, que nous ne soyons pas trop d'accord sur certains principes fondamentaux de l'histoire de l'homme et de son habitation. Moïse a tout dit, Monsieur le Comte : avec lui, on sait tout ce qu'on doit savoir sur ces grands objets ; et, sans lui, on ne sait rien. L'histoire, la tradition, les fables même, et la nature entière, lui rendent témoignage. Le déluge surtout est prouvé de toutes les manières dont ce grand fait peut être prouvé. Lisez le livre du docteur Lardner (*Indian testimonies*) ; lisez celui du fameux Addison et celui du père De Colonia, sur ce même sujet des *témoignages rendus à la révélation par l'antiquité profane ;* lisez les notes de Grotius et le premier livre de son bel ouvrage, *De veritate Rel. christ., etc...* Vous serez surpris et totalement entraîné par l'universalité de cette croyance. On l'a trouvée jusque parmi les sauvages de l'Amérique ; on l'a trouvée en Chine ; on l'a trouvée surtout dans les Indes, où la compagnie savante de Calcutta fouille depuis quelques années avec une constance infatigable la mine la plus riche et la plus nouvelle. Dans

les livres sacrés des Indiens, écrits dans une langue morte depuis plus de deux mille ans, et livrés enfin à la curiosité européenne par les travaux de cette savante compagnie, on trouve avec étonnement Noé, le déluge universel, l'arche, la montagne, la colombe, etc..., comme on les trouve dans Lucien (*de Dea Syria*), qui jamais n'avait ouï parler de la langue sanscrite.

Je vous prie, Monsieur le Comte, Ovide avait-il lu dans la Bible : *Omnia pontus erant, deerant quoque littora ponto ?* Il exprimait l'ancienne et universelle tradition du *genre humain, renouvelé par une famille seule, sauvée miraculeusement d'un naufrage général.*

Mettez d'un côté un livre unique sous tous les rapports, portant tous les caractères de l'inspiration, et de l'autre tout le genre humain de tous les siècles, qui lui rend témoignage par des traditions plus ou moins défigurées, et vous verrez que, sans aller plus loin, jamais fait n'a été plus rigoureusement démontré que celui du déluge.

Quod semper, quod ubique, quod ab omnibus. Ce passage si connu, employé par un pieux auteur en faveur des dogmes catholiques, n'est pas moins décisif en faveur de ces *dogmes catholiques* dans un autre sens, c'est-à-dire qui ont appartenu *partout et dans tous les temps à l'universalité* de la famille humaine.

Que sera-ce encore, Monsieur le Comte, si, à toutes ces preuves historiques et générales, déjà si décisives par elles-mêmes, nous ajoutons les preuves physiques qui sont éblouissantes ? Au moment où je vous parle, les hommes qui savent admirer peuvent admirer à l'aise le *mammouth* trouvé l'année dernière à l'embouchure de la

Lena, par le soixante-quatorzième degré de latitude. Cet animal était incrusté (notez bien) dans une masse de glace, et *élevé de plusieurs toises au dessus du sol*. Cette glace s'étant mise à diminuer par je ne sais quelle cause physique, on a commencé à voir l'animal depuis cinq ans. — Hélas ! Dans un pays plus fertile en connaisseurs actifs, nous posséderions une merveille qu'on serait venu voir de toutes les parties du monde, comme les musulmans allaient à la Mecque, — un animal antédiluvien entier jusque dans ses moindres parties, et susceptible d'embaumement; on aurait pu tenir dans ses mains un œil qui voyait, un cœur qui battait il y a quatre mille ans ! *Quis talia fando temperet a lacrymis?* Mais lorsqu'il s'est trouvé entièrement dégagé, l'animal a glissé au bord de la mer, et là il est devenu la pâture des ours blancs, et les sauvages ont scié les défenses, qu'il n'a plus été possible de trouver. Tel qu'il est cependant, c'est encore un trésor qui ne peut être déprécié que par l'idée de ce qu'on aurait pu avoir. J'ai soulevé la tête pour ma part. C'était un poids pour deux maitres et deux laquais. J'ai touché et retouché l'oreille, *encore tapissée de poil*. J'ai tenu sur une table et examiné tout à mon aise le pied et une petite portion de la jambe. La sole, en partie rongée, avait plus d'un pied de diamètre. La peau est parfaitement conservée ; les chairs racornies ont abandonné la peau, et se sont durcies autour de l'os ; cependant l'odeur est encore très forte et très désagréable. Cinq ou six fois de suite, j'ai porté le nez sur cette chair. Jamais l'homme le plus voluptueux n'a humé le plus délicieux parfum de l'Orient avec la suavité du plaisir que m'a

causé l'odeur fétide d'une chair antédiluvienne putréfiée. — Maintenant, Monsieur le Comte, que M. de Buffon vienne nous faire des contes de fées sur le refroidissement du globe ! Si l'on cueillait la pêche et l'ananas sur les bords délicieux du Waigatz ; si les animaux du tropique vivaient dans ces belles contrées, quelle magie a conservé les parties tendres de leurs cadavres, je ne dis pas dans les premières couches de terre meuble, mais au-dessus même de la surface de la terre, comme vous venez de le voir ? La montagne de glace qui entourait le mammouth s'est-elle formée pendant qu'il faisait chaud, ou bien le cadavre s'est-il conservé en attendant qu'il fît froid, etc.?

Je ne puis sortir du déluge avant de vous avoir fait remarquer l'ineffable ridicule de la philosophie moderne, qui s'est d'abord époumonée à nous démontrer l'impossibilité du déluge par le défaut d'eau nécessaire pour la submersion du globe ; mais du moment où elle a eu besoin d'eau pour je ne sais quelle chimère de cristallisation universelle ou pour d'autres idées tout aussi creuses, sur le champ elle nous a accordé une *petite calotte* de trois ou quatre lieues d'épaisseur tout autour du globe. En vérité, c'est bien honnête ! Voyez Buffon, voyez La Mettrie, voyez Deluc et tant d'autres.

Le déluge étant prouvé à l'évidence, sa nouveauté ne l'est pas moins. Je vous invite à lire les lettres géologiques de M. Deluc au professeur Blumenbach. Ce livre, infiniment répréhensible à certains égards, n'ajoute pas moins le poids d'une foule de preuves physiques à celui des preuves morales qui établissent que tout est nouveau

sur la terre, et qu'en particulier la catastrophe qui détruisit jadis l'habitation de l'homme n'est pas plus ancienne que la date assignée par Moïse.

Cela posé, Monsieur le Comte, que deviennent les antiquités égyptiennes, indiennes et chinoises ? Buffon et Bailly avaient sans doute tout le talent nécessaire pour être de vrais philosophes ; cédant à l'influence d'un siècle extravagant, ils ont mieux aimé n'être que des poètes et des romanciers. Il ne faut pas disputer des goûts, mais j'avoue que, roman pour roman, j'aime mieux *Don Quichotte* que les *Epoques de la nature.*

Vous avez sans doute entendu tout le bruit qu'a fait Dupuis avec son calendrier égyptien de douze mille ans. Les Français ayant rapporté de leur expédition d'Égypte un calendrier sculpté sur les murs du temple de Tentyra, on n'a pas manqué d'emboucher la trompette pour annoncer la preuve sans réplique, *la démonstration de la démonstration ;* mais pendant que l'on criait victoire à Paris, les astronomes de Rome et de Londres prouvaient que le monument était nouveau, et postérieur même, peut-être, à la réforme julienne ; et ils ont dit de si bonnes raisons aux Parisiens engoués, que ces Messieurs ont pris le parti de ne point répondre.

Me voilà donc très tranquille, Monsieur le Comte, sur toutes ces antiquités. Si les patriarches ont connu la période de six cents ans avant le déluge, j'en suis bien aise, et je n'y vois nul inconvénient. Ces périodes, pour le dire en passant, ne sont pas une grande merveille. Quand une fois on sait l'astronomie jusqu'à un certain point, il ne faut, pour trouver ces cycles, que de la

patience et du tâtonnement. *Ces connaissances*, me dites-vous, *supposent au moins deux à trois mille ans d'études, etc.* — Non, en vérité, Monsieur le Comte, puisque les nations qui les possédaient étaient si nouvelles. Je ne veux point m'enfoncer dans la question de l'origine des sciences : c'est un sujet trop vaste pour une lettre, et j'aime mieux le passer sous silence que de ne lui consacrer que quelques lignes. D'ailleurs, les faits étant certains, nous pouvons bien ajourner la métaphysique, qui est cependant mon fort.

Le pays sur lequel vous avez fait de si belles spéculations est, je puis vous l'assurer, Monsieur le Comte, le moins propre à vous satisfaire sur les grands objets dont vous me parlez. Ces cités, ces temples, ces monuments, ne sont rien. C'est ce qu'on voit à présent, et rien de plus. L'Asie est ravagée depuis qu'elle est connue. Les villes détruites dont vous parlez sont modernes (du moins par rapport à cette haute antiquité que vous imaginez). Elles sont nommées dans les annales de la Chine, et l'on sait le moment de leur destruction. Les joujoux qui ont occupé Buffon sont encore les mêmes aujourd'hui ; il peut se faire qu'on ait trouvé çà et là quelques bribes du grand pillage de Gengis-Khan : voilà tout.

Quant aux manuscrits, il est vrai qu'il y en a ici, mais pas, que je sache, en langue inconnue. J'en ai vu de chinois, de japonais, de tartares, de thibétains ; jamais on ne m'a dit : *En voilà un dont on ignore la langue.* M. Schubert, très habile astronome, de l'Académie des sciences, et bibliothécaire en chef, me disait un jour, bien sagement, en me les montrant : « *Que nous*

sommes fous d'aller chercher ces guenilles! Nos moindres livres européens valent mieux. » Il avait grandement raison. Au moment où je vous écris, un Indou musulman a traduit en arabe, sous la direction d'un mathématicien anglais, le livre des *Principes de Newton.* Si jamais les Indous comprennent bien ce livre, ils pâmeront de rire, en voyant les Européens venir leur demander des instructions.

Par quelques passages de votre lettre, je vois que vous regardez comme réel ce fameux peuple inventé par Bailly. Je vous prie, Monsieur le Comte, de revenir sur cette question : jamais ce peuple n'a existé. Tout part de la Chaldée, et c'est de là que le feu sacré s'est répandu dans tout l'univers. C'est de quoi je m'assure que vous ne douterez pas, si vous prenez seulement la peine de lire les mémoires de l'Académie de Calcutta et l'histoire de l'Indoustan de Maurice. Il ne s'agit pas moins que de dix ou douze mortels volumes in-4°. Je les ai lus patiemment, la plume à la main, sans pouvoir dire : *Deus nobis hæc otia fecit.* — Au contraire, c'est le diable. On a commencé à traduire le premier volume en français ; mais le traducteur me paraît découragé : ces livres graves, solides, fondamentaux, ne se lisent pas en France. — Maurice n'est pas traduit. Si vous entendez l'anglais, Monsieur le Comte, et que vous ajoutiez à ces lettres celles de *Bryant's Mithology explained*, vous verrez d'abord de quelle école je suis.

237

A M. de Launay,

Ancien conseiller au Parlement.

Saint-Pétersbourg, 1807.

N'ayant point Eusèbe sous la main, je ne puis vérifier le texte cité par M. de Launay ; mais la chose est parfaitement égale. Il faudrait n'avoir aucune connaissance de l'antiquité pour ignorer son génie allégorique. Pourquoi donc donner une existence réelle à des personnages imaginaires qu'elle a créés pour voiler à sa manière des vérités morales, religieuses et astronomiques ? N'ayant pas le temps de donner une forme régulière à ce mémoire sur les deux inscriptions qui m'ont été transmises par M. de Launay, il voudra bien permettre que je le cite lui-même en ajoutant mes réflexions.

Mon père est Chronos, le plus jeune des dieux. Chronos (χρόνος) est le Temps ou Saturne, le plus vieux tout à la fois et le plus *jeune* des dieux : le plus vieux, par rapport à tout ce que nous voyons ; et le *plus jeune*, par rapport à un ordre supérieur. En passant sur plusieurs idées intermédiaires, je rappellerai seulement les traditions indiennes de la plus haute antiquité, suivant lesquelles l'époque où nous vivons s'appelle *cali-yug*, c'est-à-dire l'*époque du temps* ; car il est bien remarquable que le

mot de *cali* en langue sanscrite est synonyme de *chronos*, et voilà comment Saturne est le *plus jeune des dieux:* rien n'empêche qu'on ne soit très vieux, et cependant le cadet de la famille.

Je suis le roi Osiris. C'est-à-dire le *Soleil*, comme Bacchus et Hercule : il n'y a plus de doute sur ce point. *J'ai porté mes armes par toute la terre.* Sans doute, tout comme *Apollon*, après le déluge, perça *de ses traits le serpent Pithon*, né de la fange de la grande inondation. Rien de si clair pour ceux qui ont vu une rizière du Piémont après l'inondation et la récolte.

Je suis le fils aîné de Chronos. — Et le père de l'immense famille des almanachs.

Je suis le rejeton d'une belle et noble race. Passons sur cette généalogie, qui nous mènerait trop loin : en fait de noblesse, il faut être réservé pour ne choquer personne.

Je suis le parent du jour. Oh ! pour cela il n'y a pas la moindre difficulté. — *Il n'y a point de lieu où je n'aie été.* — D'accord, surtout entre les tropiques.

SECONDE INSCRIPTION.

Je suis Isis. — Qui ne connaît Isis aux nombreuses mamelles ? — C'est la nature, qui est tout et qui nourrit tout ; c'est elle dont la fameuse inscription égyptienne disait, autant qu'il m'en souvient : « *Je suis tout ce qui est, tout ce qui a été, et tout ce qui sera ; nul mortel ne peut soulever le voile qui me couvre, etc.* » C'est l'Isan ou l'Isis des Indiens. — J'ai été instruite par Toüe (Thot ou Thaut); c'est le Buddha du Bengale, le Foë des Chi-

nois, l'Hermès des Grecs, le Mercure des Latins ; c'est le fils de Maja (même aux Indes), le génie de la planète de ce nom et du 4e jour de la semaine de Bénarès à Athènes; c'est le postillon de Jupiter et le bedeau des enfers ; c'est l'inventeur de l'écriture ; c'est *lui qui joua un jour aux échecs avec la Lune, et qui lui gagna la 72e partie de chaque jour* (Plut., *De Iside et Osir.*). En un mot, il n'y a pas de *factotum* de cette force, et je ne doute pas qu'il n'ait appris bien des choses à la reine Isis.

Je suis la fille aînée de Chronos. Je n'ai rien à dire contre cette filiation ; et M. de Saint-Martin, si on voulait l'entendre, en dirait de belles sur cet article.

Je suis la femme du Roi Osiris. — Ce mariage est connu de toute antiquité, et il a cela de particulier que la femme n'est jamais infidèle, et qu'elle conçoit tous les ans.

Vere tument terræ, et genitalia semina poscunt :
Tum pater omnipotens fecundis imbribus æther
Conjugis in gremium lætæ descendit, etc.

VIRG., Géorg., liv. II, 324.

Fidèle amante du Soleil,
De fleurs, de perles couronnée,
La Nature sort du sommeil,
Comme une épouse fortunée
Dont l'amour hâte le réveil.
Vers l'astre bienfaisant du monde
Elle étend ses bras amoureux :
Il brille, et l'éclat de ses feux
La rend plus belle et plus féconde.

BERNIS.

On ne saurait mieux dire en latin et en français ; et voilà le tempérament amoureux de la reine Isis bien mis à découvert.

Ces deux inscriptions n'étaient sûrement pas en langue hiéroglyphique. Si Eusèbe ne le dit pas, qu'en savons-nous ? Il est très probable, au reste, que si elles ont réellement existé, elles étaient en caractères hiéroglyphiques, puisque les Egyptiens ne nous en ont pas laissé d'autres sur leurs monuments. — Ni en *cuffite.* — Je ne connais point de langue cuffite, mais seulement un *caractère cuffique* pour la langue arabe. Ce caractère tire sans doute son nom de la ville de Cuffa, et c'est comme qui dirait l'*estrangelo* pour le syriaque. — *Osiris et Isis y parlent* (*en personne*). — Précisément comme les héros de l'antiquité parlent *en personne* sur nos théâtres. — *Ces deux personnages* (Isis et Osiris) *sont fort antérieurs à Moïse.* — Antérieurs même à Adam, qui ne fut créé que le sixième jour, lorsque Isis et Osiris étaient déjà en train pour le recevoir.

Je crois, au reste, très peu à toutes ces colonnes et à toutes ces inscriptions, du moins à leur antiquité. On a paru, dans ce siècle, accorder quelque foi à ces monuments pour contredire Moïse. Si un apologiste de la religion citait, en faveur des traditions hébraïques, des colonnes de briques antédiluviennes, portant des inscriptions hiéroglyphiques traduites, on ne sait quand, par un Grec nommé *Agathodémon* (bon génie), ensevelies pendant des siècles dans le fond d'un temple égyptien, et traduites enfin, dans le troisième siècle de notre ère, par un prêtre égyptien et courtisan, dont l'ouvrage

encore ne nous est connu que par un diacre du huitième, on pâmerait de rire. Mais contre Moïse on écoute ces sornettes. Chaque siècle a ses ridicules, qu'il faut laisser passer. Les chicaneurs tombent l'un après l'autre, comme les feuilles d'automne, et Moïse reste.

238

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 20 octobre (1er novembre) 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Nous n'avons jamais eu de véritable espoir que dans la France. Tant que la guerre a duré, il n'y avait pas moyen de se tourner de ce côté ; maintenant que la paix est faite et que nous avons été abandonnés complètement, il faut essayer s'il y aurait moyen de se rapprocher du vainqueur et d'en tirer quelque parti. Je sais qu'il passe pour inexorable; mais, puisque tout est perdu, je ne vois plus l'inconvénient d'essayer.

J'ai eu l'honneur de vous parler de M. le Général Savary, qui est ici depuis longtemps sans caractère public, mais cependant chargé de toutes les affaires, et jouissant de toute la confiance de son Maître. Vous pouvez bien penser qu'on n'a pas mis à cette place un *papier mouillé*. Il a fait grande sensation en arrivant ici avec toute sa

bande. Plusieurs personnes ont fait la grimace, cependant ils sont partout, et ceux qui s'étaient obstinés à ne pas les voir, commencent peut-être à s'en repentir, car le Maître a fort désapprouvé cette conduite. Je vous ai mandé combien la position était difficile à cet égard. D'abord, je n'ai point vu le Général, et même je ne lui ai point parlé dans le monde. Nous avons passé plus d'une soirée ensemble ici et là, sans jamais nous dire un mot ; cependant je ne lui ai jamais fait d'impolitesse et toujours j'avais soin de le saluer comme toutes les autres personnes qui étaient là, car jamais je n'ai compris à quoi servait la grossièreté. Je ne sais quelles informations il a prises, mais bientôt j'ai su qu'il ne m'en voulait pas, et qu'il parlait de moi sans aigreur, de manière que je n'ai pas jugé impossible de tirer parti de lui pour les intérêts de S. M. ; après avoir préparé les voies par la note que j'ai eu l'honneur de vous adresser, j'ai fait part au Ministre que j'aurais une grande envie d'aller à Paris, pour y traiter directement les affaires du Roi. Le Ministre a fort approuvé cette idée ; en conséquence j'ai passé une note accompagnée d'un mémoire adressé à S. M. I., et fait pour aller plus loin ; mais, dans les conversations qui ont suivi, j'ai vu que mes intentions à cet égard n'avaient point été remplies, et que tout se bornerait à des recommandations. J'ai demandé si l'Empereur m'autoriserait auprès de S. M. pour une absence qui ne pouvait être permise régulièrement, vu la distance des lieux. Le Ministre m'a répondu affirmativement, en m'ajoutant même qu'il ne voyait pas à cela la moindre difficulté. Bientôt après, comme toutes les affaires se

traitent directement avec M. le Général Savary, qui mange trois ou quatre fois la semaine avec l'Empereur, le Comte de Roumantzof saisit l'occasion de l'un de ces dîners pour dire au Général que S. M. I. verrait avec grand plaisir que l'Empereur des Français voulût bien me recevoir à Paris, et il a parlé très honorablement de moi. Comme je suis d'ailleurs très répandu ici, et que personne ne me veut de mal, il s'est trouvé prévenu en ma faveur avant de m'avoir vu, de manière qu'il a répondu au Ministre de la manière la plus favorable.

Je suis lié intimement ici avec un Chambellan de l'Empereur qui tient une des meilleures maisons de la Capitale, et chez qui le Général français est assez familier ; il a bien voulu prêter sa maison a l'entrevue préliminaire nécessitée par les premières ouvertures. Le moment a été fixé au mardi 1er (13) de ce mois. Après les premières révérences, je lui dis que j'étais extrêmement mortifié de ne pouvoir me rendre chez lui, mais que la chose n'était pas possible, vu l'état de guerre qui subsistait en quelque manière entre nos deux Souverains. En effet, lui dis-je, le vôtre chasse les représentants ou les agents du Roi qu'il refuse expressément de reconnaître pour Souverain. Il me répondit poliment : *C'est vrai.* Il engagea d'abord la conversation sur les émigrés, sur *la justice* et l'indispensable nécessité des confiscations, etc. Car il croyait sans doute que je voulais parler pour moi, et la veille il avait dit à ce Chambellan, *qu'il ne voyait pas quelles espérances je pouvais avoir pour mon Maître ; mais qu'il y en avait de très grandes pour moi.* Il me semble, lui dis-je, mon Général, que nous

perdons du temps, car il ne s'agit nullement de moi dans cette affaire : supposez même que je n'existe pas. Je n'ai rien à demander du tout au Souverain qui a détrôné le mien. Il parut un peu surpris, alors il tomba sur le Piémont : « Pourriez-vous concevoir, Monsieur, l'idée d'une restitution ? » Ce fut encore une tirade terrible. Je le laissai dire, car il ne faut jamais arrêter un Français qui fait *sa pointe*. — Qnand il fut las, je lui dis : Mon Général, nous sommes toujours hors de la question, car jamais je ne vous ai dit que je voulusse demander la restitution du Piémont. — *Mais que voulez-vous donc, Monsieur ?* — Je vous le dis bien, Monsieur le Général : parler à votre Empereur. — Mais je ne vois pas pourquoi vous ne pourriez pas me dire à moi-même... — Oh ! je vous demande pardon, il y a des choses qui sont personnelles. — Mais, Monsieur le Comte, quand vous serez à Paris, il faudra bien que vous voyiez M. de Champagny. — Je vous demande pardon, Monsieur le Général, je ne le verrai point, du moins pour lui dire ce que je veux dire. — Cela n'est pas possible, Monsieur, l'Empereur ne vous recevra pas. — Il est bien le Maître, Monsieur le Général, mais je ne partirai pas, car je ne partirai qu'avec la certitude de lui parler. — Il en revenait toujours à sa première question : « Qu'est-ce donc que vous voulez ? » — *Mais enfin, Monsieur*, me disait-il, *la carte géographique est pour tout le monde ; vous n'y pouvez voir autre chose que ce que j'y vois. Voudriez-vous Gênes par hasard ? la Toscane ? — Piombino ?* Il parcourait toute la carte. Pendant ce temps, je demeurais muet, pour ajouter ensuite : Je vous ai dit, Monsieur le Général, qu'il ne

s'agit que de parler tête à tête à votre Empereur, oui ou non. — Je vous exprimerais difficilement l'étonnement du Général, et véritablement il y avait de quoi être étonné. Cette conversation mémorable a duré avec une véhémence incroyable depuis sept heures du soir jusqu'à deux heures du matin. Un seul ami présent mourait de peur que l'un des deux interlocuteurs ne jetât l'autre hors des gonds, mais je m'étais promis à moi-même de ne pas gâter l'affaire, et pourvu que l'un des deux ait fait ce vœu, c'est assez. Je ne vous détaille point cette conversation: il faudrait un volume, et le livre serait trop triste. S'il n'y a point de remède, à quoi bon raconter tout cela? S'il y en a, je le raconterai de vive voix. Ce que je puis vous dire, c'est que je maniai les choses de manière à m'avancer dans la confiance du Général, car en sortant il dit au Chambellan qui l'accompagnait : « Je suis vif, si par hasard j'ai dit quelque chose qui ait pu affliger le Comte de Maistre, dites-lui que j'en suis fâché. » Le résultat a été qu'il se chargerait d'un Mémoire que je lui ai remis peu de jours après. Dans ce Mémoire, je demande de m'en aller à Paris avec la certitude d'être admis à parler à l'Empereur sans aucun intermédiaire. Je proteste expressément que jamais je ne dirai à aucun homme vivant (sans exception quelconque) rien de ce que j'entendrai dire à l'Empereur des Français, pas plus que ce qu'il pourrait avoir la bonté de me répondre sur certains points ; que cependant je ne ferais aucune difficulté de faire à M. le Général Savary, à qui le Mémoire est adressé, les trois déclarations suivantes :

1° Je parlerai sans doute de la Maison de Savoie, car

je vais pour cela. 2° Je ne prononcerai pas le mot *Restitution*. 3° Je ne ferai aucune demande qui ne serait pas provoquée.

Que produira cette tentative? Je l'ignore ; mais rien que cette tentative peut servir le Roi, et je ne crois pas qu'elle puisse nuire d'aucune manière. D'abord j'ai donné ma parole d'honneur solennelle que S. M. ignorait tout, ce qui est vrai ; afin que, dans toutes les suppositions possibles, rien ne puisse retomber sur Elle. Si je suis repoussé, je suis ce que je suis, c'est-à-dire rien, car nous sommes dans ce moment totalement à bas. Si je suis appelé, j'ai peine à croire que ce voyage ne produise pas quelque chose de bon, plus ou moins. Une grande difficulté résultera de ma qualité de Français, car suivant la théorie Française (très conséquente, quoique injuste dans son principe), dès que je ne suis pas Sarde, je suis Français ; on se servira de cette circonstance pour me refuser toute sorte de titre, pour me placer peut-être dans une position ridicule qui m'empêchera de partir. Je donnerais aujourd'hui l'un de mes bras pour que l'autre fût Sarde. Mais la prévoyance ayant été inutile, il ne s'agit plus aujourd'hui que de courage. Espérons qu'il ne sera pas annulé par les fatales entraves qui m'ont annulé moi-même.

Si je réussis à Paris, je m'en irai sur le champ en Sardaigne pour rendre compte de tout ; si je n'obtiens rien du tout, ou si peu de chose qu'il ne valût pas la peine de faire le voyage, je m'en irai par Turin pour voir ma femme et mes enfants, que peut-être je ne verrai plus; ensuite je me fixerai pour quelque temps dans une

petite ville de Russie, où l'on peut vivre à bon marché, et je laisserai accumuler de l'argent à Saint-Pétersbourg pour boucher le trou qu'aura fait le voyage. Pendant ce temps, je serai censé absent par congé.

Pour faire face à la dépense, j'y consacre d'abord ce qui me reste ici pour vivre jusqu'en février (à peu près 2,000 roubles). Je prendrai quelque chose sur la somme que je retiens toujours ici d'un semestre à l'autre, et je prierai le Ministre de m'obtenir une lettre de change sur le semestre de mai pour tous les cas imprévus, ce qui ne me sera pas refusé, je l'espère. Je ferai tout pour le mieux, mais il faut prendre un parti. Le Général Savary m'a dit en propres termes : « On ne l'inquiétera point dans la Sardaigne, qu'il s'appelle même Roi s'il le juge à propos, ce sera à son fils ensuite à savoir ce qu'il est. » Voilà une des gentillesses que j'ai entendues ; après cela, Monsieur le Chevalier, il faut savoir se décider. Lorsque vous recevrez cette lettre, je serai à Paris, ou il sera décidé que je n'y puis aller. Dans tous les cas il sera bon de m'envoyer des lettres de recréance conditionnelles, c'est-à-dire qui demeureront entre mes mains pour en faire usage *si* et *lorsque* je le jugerai convenable. Si je ne puis aller, il est plus que probable que je ne pourrai conserver ici mon caractère diplomatique.

Ayant juré de ne pas reconnaître S. M. pour Souverain, et son Ambassadeur commandant ici à la baguette, je ne vois pas comment je me défendrai, environné surtout de toutes ces nouvelles Majestés qui ne cesseront de me coudoyer. Je puis demeurer ici sans caractère avoué, comme le Comte de Blacas, et je n'y serai pas moins

utile à S. M. Quant à la gloriole, ce n'est rien ; c'est un sacrifice dont je ne veux pas même qu'on me sache gré; mon rang est pris dans ce pays, je ne perdrai que l'Ermitage ; mais on m'y a assez vu, et je ne regarde plus cela comme une privation.

Si l'ennemi du Roi voulait m'entendre, j'aurais la confiance de pouvoir l'adoucir beaucoup. Quand je n'obtiendrais de lui que la reconnaissance et l'admission d'un agent quelconque (pourvu que ce ne fût pas moi), j'aurais beaucoup fait. Mais qui sait si après avoir repoussé le Marquis de Saint-Marsan en 1801, il voudra m'admettre aujourd'hui? Qui sait si, pour toute réponse à mon désir d'aller à Paris, il n'exigera pas que je sois rappelé d'ici ? Tout cela m'importe fort peu ; aussi j'ai joué cette carte. Bientôt sans doute il faudra que les Anglais traitent ; ils proposeront peut-être quelque chose pour S. M. Il serait bien essentiel qu'elle trouvât de l'autre côté un esprit moins aigri. Enfin, Monsieur le Chevalier, je n'ai vu aucun autre moyen d'être utile au Roi.

Que si S. M. ne veut plus avoir personne ici, je suis encore tout prêt. Je la prie seulement de vouloir bien m'avertir d'avance, afin que je puisse prendre certaines mesures. Cependant, à cet égard, il faut bien s'écouter, car il ne faut pas se brouiller avec les subsides ; c'est ce qui m'a empêché de faire tapage, malgré l'abandon cruel dont nous avons à nous plaindre. D'ailleurs, qui sait si la paix et l'état des choses que nous voyons peuvent durer ?

Quand même je partirais (ce qui n'est rien moins que probable), n'ayez aucun souci pour vos lettres et conti-

nuez toujours comme si j'étais ici. Toutes mes précautions sont prises à cet égard.

Nous avons vu la déclaration du Prince Royal de Danemark et la contre-déclaration du Roi d'Angleterre. La première pièce est furieuse, la deuxième est royale; peut-être que, tout bien considéré, les juges impartiaux seront d'avis que l'Angleterre ne pouvait guère se dispenser d'agir ainsi, et qu'elle n'a eu tort que dans la forme ; mais la forme est beaucoup, et c'est un mauvais exemple dans ce temps-ci qne de traiter les Princes à la Française.

Du reste, l'Angleterre elle-même demande à traiter, et pourvu que la flotte Danoise soit absolument hors de l'atteinte des Français, elle fera tout ce qu'on voudra pour se rapprocher. On vient de m'assurer en très bon lieu, 9 (21) octobre, qu'elle offre au Danemark le capital *comptant* de la valeur de la flotte et des magasins saisis; c'est, suivant le calcul que nous avons fait, un objet de cent millions tournois. Quels monceaux d'or sont accumulés dans cette île !

Que vous dirai-je du pays où je suis? Il faut y être pour en avoir une idée. Vous pensez bien que la nation sent vivement l'affront de Friedland. Egalement mécontent et effrayé de ce que j'entends et de ce que je n'entends pas, les plus noirs présages viennent m'assiéger. Je crains qu'il n'arrive quelque grand malheur à ce pays. Pour se tirer de l'embarras ou elle se trouve, la Russie a besoin d'un grand effort ; mais je ne sais si rien peut la faire remonter au rang qu'elle avait obtenu dans l'opinion.

Ne considérant plus les événements publics que par rapport au Roi, je quitte la plume, sauf à la reprendre s'il se présente quelque chose d'intéressant avant le départ du courrier.

239

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 20 octobre (1er novembre) 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Pendant la mémorable conversation dont je vous ai parlé, le Général Savary me dit avec un air de réflexion: *Je ne crois pas que vous soyez inconnu à l'Empereur.* Puis il ajouta : « Nous avons d'ailleurs plusieurs Piémontais qui vous connaissent ; Salmatoris, Luzerne, Barol, etc. », ce qui me déplut infiniment. En suivant la nature des choses je ne dois pas avoir de plus grands ennemis. Ne pouvant parer le coup, j'ai tâché de l'esquiver en partie, en dirigeant autant que je l'ai pu les yeux Français sur M. de Barol. Je ne le crois pas capable de me nuire, et j'espère même qu'il accordera à nos anciens rapports de répondre favorablement. Après tout, Monsieur le Chevalier, les affaires et surtout celle-là, sont une partie de tric-trac : il faut sans doute bien jouer la dame, mais si le dé est contraire on perdra. Il

suffit cependant d'avoir bien joué pour n'avoir aucun reproche à se faire.

Mon Mémoire est parti : le vent de l'opinion l'a emporté, accompagné, favorisé plus qu'il n'est permis de vous le dire. Si j'ai vécu jusqu'à présent d'une manière irréprochable, j'en ai recueilli le fruit dans cette occasion d'une manière bien flatteuse ; malheureusement tout s'est borné à la personne, car pour l'objet politique il a été dit expressément *qu'on n'y entrait nullement :* je n'en ai été ni surpris, ni fâché. L'Empereur s'est vu forcé de nous abandonner à Tilsitt ; il a dit : *Je reconnaîtrai tout ce que vous ferez, mais je ne m'en mêle point.* Maintenant bien que ses affections n'aient pas changé, gêné par ses engagements, il évite avec soin l'idée de la moindre connivence politique avec moi, voilà tout le mystère ; mais dans le fond il est impossible de favoriser extrêmement la personne, sans favoriser plus ou moins la cause : or je vous répète, Monsieur le Chevalier, qu'il est impossible à moi de vous répéter les termes dans lesquels le Ministre, par ordre de S. M. I., a fait parler de moi à Paris. Au reste sachant combien peu il faut se fier aux paroles que je vous ai rapportées : *on lui laissera sa Sardaigne*, et lisant de plus dans plusieurs *gazettes* des paragraphes sinistres contre ce pays, c'est une nouvelle raison pour moi de hasarder ce voyage, pour obtenir au moins la tranquillité à S. M.

J'en suis ici de ma lettre, lorsque j'apprends à l'improviste la grande nouvelle de la déclaration de guerre faite par S. M. I. à l'Angleterre ; quoique tout le monde vît la difficulté de conserver la neutralité entre les deux

grandes puissances combattantes, néanmoins personne ne s'attendait à cette précipitation. Les Anglais, accoutumés à frapper des coups hâtés, ne s'oublieront certainement pas dans cette occasion. En lisant la déclaration ci-jointe, vous jugerez assez combien il sera aisé de récriminer, mais ils répondront autrement qu'à coups de plume. Chaque année, à l'époque où je vous écris, les capitalistes de Londres versaient ici 15 millions de roubles sur la place en avance aux marchands Russes qui fournissaient des marchandises du pays. Cette somme est ôtée au commerce, qui souffre d'ailleurs de mille autres manières ; le change est totalement à bas, jugez du mécontentement général, surtout dans l'intérieur. Rappelez-vous ce que j'ai eu l'honneur de vous dire sur un certain chapitre, et vous aurez une idée de ce qu'on peut attendre.

Je n'y ai pas encore assez réfléchi, mais il me semble que cette déclaration de guerre ne doit rien changer à mon projet. Si, dans des circonstances aussi difficiles, il m'arrivait de ne pas tout faire comme S. M. l'aurait désiré, Elle voudra bien réfléchir que l'infaillibilité n'appartient à personne, et moins à moi qu'à mille autres. Il faut agir, voilà qui est certain, car les plus beaux discours ne servent à rien. En second lieu, il faut agir par nous-mêmes, puisque nous sommes complètement abandonnés. J'ai donc pensé qu'il n'y avait aucun autre moyen possible que celui que j'ai imaginé pour améliorer le sort de S. M.; si je me trompe, je ne sais qu'y faire.

Pour peu que j'obtienne à Paris, je vous renouvelle la promesse d'aller rendre compte de tout en Sardaigne;

mais si je n'obtiens rien, j'espère que S. M. voudra bien me dispenser du voyage, et je vous prie, Monsieur le Chevalier, de ne rien oublier pour l'en détourner, si malheureusement cette idée se présentait à Elle. Qu'irais-je faire dans ce pays? Je n'ai pas même un habit pour m'y présenter: je ne me crois nullement fait pour le rôle que j'y jouerais nécessairement, j'y serais d'ailleurs assez mal reçu, et je n'y trouverais que des réminiscences tristes qui me troubleraient sans profit pour personne. Enfin, Monsieur le Chevalier, je vous le confesse sans détour, devant (dans la supposition plus que douteuse de mon voyage à Paris) voir très probablement pour la dernière fois ma femme, et une enfant que je ne connais point encore quoiqu'elle ait treize ans, je préfère à toutes les convenances possibles le plaisir de passer auprès d'elles tous les tristes jours de mon congé présumé. S. M. étant père et époux comme moi, j'ose me flatter qu'Elle comprendra ces sentiments, et ne les condamnera point.

Si je pars, je vous le ferai savoir par la voie la plus courte, et, du moment que vous en serez instruit, vous pourrez écrire à ma femme à Turin ce que vous voudrez me faire savoir. en vous tenant néanmoins aux termes généraux, et évitant le nom de S. M. et celui de la ville d'où vous écrirez. — Par exemple. — *Je serais d'avis, Madame, que Monsieur votre époux fit telle ou telle chose.* Ce que je demanderais en arrivant serait la liberté de ce petit commerce; l'adresse de ma femme est: *A Madame Juste Valin, négociante, à côté de l'Université, Turin.* Si vous avez quelque correspondance à Turin et que vous puissiez envoyer quelqu'un qui parle à ma femme, ce sera

encore mieux. — Tout ceci est fort en l'air, car je ne puis me persuader que Napoléon me laisse aller ; la demande est claire : il s'agit de parler *à lui*, sauf *à lui* de faire de moi tout ce qu'il voudra. Je voudrais l'entendre lorsqu'il lira un écrit aussi peu attendu que le mien. Il y est dit, que *l'homme qui fait une telle démarche y a suffisamment pensé*. Qui sait ? L'audace de l'idée peut la faire réussir. Ce que je puis vous assurer, c'est qu'après avoir joué cette carte formidable, je suis aussi calme que si j'allais à la comédie, — *Jacta est alea !* — Le Roi, comme je vous l'ai suffisamment expliqué, n'est aucunement compromis.

Je n'ai pas cru devoir faire un mystère de ceci à l'Ambassadeur d'Angleterre : il faut conserver cette amitié. Ainsi je lui ai dit, mais sans détail, que ne sachant plus que faire dans une circonstance aussi terrible, je tentais d'aller négocier à Paris, dans l'espoir de pouvoir au moins aplanir les voies aux bons offices de son généreux Souverain, à l'époque de la paix. — J'ai fait part aussi de mon projet à M. le Comte de Front.

Vous trouverez ci-joint deux pièces qui vous prouveront les bonnes intentions de S. M. I., avant les derniers malheurs. A vous dire la vérité, j'en aurais tourné une autrement, parce qu'elle est insultante et compromettra S. M., si elle est connue en France, ce qui me paraît très probable ; mais vous y voyez au moins d'une manière indubitable que l'Empereur n'a cédé qu'à la nécessité. Comme je n'ai rien su de cette affaire, si on me la cite à Paris, j'en tirerai parti en faveur du Roi.

Je regarde comme très possible que le Roi de Suède

nous tombe dessus : déjà les troupes Russes ont filé en Finlande ; je crois cependant que le jeune Roi y pensera à deux fois : je dis *je crois*, mais j'aurais peut-être mieux fait de dire *j'espère*. Il est pourtant vrai qu'avec sa formidable armée de 18 ou 20,000 hommes, il jouerait gros jeu. Les Anglais lui en avaient précédemment offert 20,000 ; mais il a refusé, parce qu'il a de grandes mesures à garder avec sa nation qui est excessivement mécontente.

Il y a ici quelques déserteurs piémontais qui sont fort bien traités, on les habille et on leur donne vingt kopeks par jour ; l'un d'eux, qui est fort bien tourné, est entré au service de mon fils. Il est maître en fait d'armes et tout à fait leste ; mais quoiqu'il ait passé cinq ans de suite en France, il est aussi Piémontais que s'il était sorti hier du faubourg de Ballon. Il nous amuse quelquefois en nous racontant les brigandages systématiques de l'armée Française : la moitié de son gage est de trouver à parler Piémontais. Du reste ces jeunes gens n'ont l'idée de rien et me semblent indifférents à tout.

Je ferai ici toutes les instances nécessaires pour que la nouvelle brouillerie n'empêche nullement le Roi de persister dans son affection pour les deux partis sans être nullement compromis. Le Comte de Front fera de même à Londres ; je ferai de plus tous mes efforts pour que la Russie fasse entendre raison à la France sur l'indispensable nécessité de la neutralité Sarde.

L'Ambassadeur d'Angleterre s'attendait si peu à cette rupture, qu'il venait de louer un hôtel pour 20,000 roubles de loyer : le luxe et les dépenses sont arrivés à un point qui tient de la folie.

La déclaration m'ayant été communiquée dans toutes les formes ordinaires, je ne vois aucun mauvais signe contre nos titres légitimes. Le Duc m'a dit aujourd'hui que nous nous entendrions à l'arrivée des nouvelles.

J'ai l'honneur d'être, etc.....

P. S. — Quand je considère les suites de cette déclaration de guerre, elles me font trembler. Si elle amène un malheur tel que celui que je vous ai indiqué, tout est dit ; mais si ce jeu dure, la première conséquence sera l'inévitable et prompte destruction de l'Empire Turc. Constantinople pris, rien ne peut empêcher les Russes et les Français de passer en Asie, et de marcher en Egypte par la Syrie. Je le disais il y a une année dans un certain mémoire : « Toutes les nations maritimes ont péri par terre ; les galères de Venise ne lui servirent pas plus à Agnadel que celles de Carthage à Zama, etc. »

On a insulté l'Empereur fort mal à propos dans les papiers Anglais. S'il est réellement en colère et si on le laisse faire, il souffrira sans doute ; mais il peut faire du mal à l'Angleterre. Quand même je ne partirais pas, je me trouverais ici Français ou rien : le pas est difficile pour S. M., le mieux est que vous me laissiez faire, car quelle instruction pourriez-vous me donner, au milieu de telles circonstances, qui eût le sens commun en arrivant? — Cette guerre forcera l'Angleterre à faire la paix à tout prix, de manière que c'en est fait de nous d'un côté comme de l'autre. — Allons donc, si nous pouvons.

Le Général Savary envoie mon Mémoire à Paris et l'appuie de toutes ses forces. Vous me demanderez,

Monsieur le Chevalier, comment un homme tel que je vous l'ai dépeint est capable d'un procédé de cette nature. Cela arrive, comme dit Cicéron, *propter multiplicem hominis voluntatem.* L'homme est un amas de contradictions ou de volontés discordantes ; tout l'art est de pouvoir, de savoir et de vouloir saisir celles qui peuvent nous être utiles. Qu'arrivera-t-il ? Je n'en sais rien. Si Bonaparte dit que non, tout est dit. S'il m'appelle, je ne sais en vérité, vu le caractère de l'homme et ce que je veux lui dire (ce que personne ne saura jamais), je ne sais, dis-je, s'il y a plus d'espérance que de crainte. Mais deux raisons me décident à prendre ce parti : 1° La certitude où je crois être que S. M. n'a pas été seulement nommée à Tilsitt ; le traité présenté par la victoire a été signé par l'effroi, voilà tout ; 2° la certitude encore plus évidente où je suis, que je puis être utile à S. M., et que je ne puis lui nuire, puisque j'ai donné ma parole d'honneur écrite qu'Elle n'avait pas seulement le plus léger soupçon de ma détermination. S'il m'arrivait malheur, je prie S. M. de faire un effort pour faire arriver ici ma femme et mes deux filles. Elles seront naturalisées, et vivront, bien ou mal, avec mon fils et mon frère.

Le premier me fait tourner la tête dans cette circonstance. Un officier aux Gardes serait sifflé et obligé de se retirer, si on ne le voyait dans une voiture à deux chevaux. Je ne sais en vérité comment je m'y prendrai pendant mon absence; mais *jacta est alea* : rien ne peut être utile au Roi qu'une sage témérité. — Jamais on n'a joué plus sagement une si terrible carte.

J'ai l'honneur d'être, etc.

240

✝ *A Mlle Adèle de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 8 novembre 1807.

J'ai été enchanté, ma chère Adèle, de ta charmante petite lettre du 28 août. J'ai reçu *con pienissima soddisfazione* les assurances que tu me donnes que le temps et l'absence ne font nul tort à M. ton père dans la mémoire et dans le cœur de sa petite Adèle. Il faut avouer que l'absence, qui est si cruelle, fait rire cependant, à cause des jolies phrases qu'elle introduit dans les lettres. Tu me dis, par exemple : *Quand vous écrirez à Rodolphe, ne manquez pas.....* Tu m'écrivais cela le 28, et dans ce moment je tenais le cher enfant depuis six jours, et je le possédais depuis deux mois quand j'ai reçu ta lettre; tu en verras la preuve dans cette même dépêche. J'assure ta mère que je suis fort content de ce jeune homme; la guerre ne l'a nullement gâté, ni pour le goût de l'occupation, ni pour des choses plus essentielles. Il a couché trois mois dans l'eau ; tu crois peut-être que c'est une façon de parler : c'est au pied de la lettre. La nuit, les grenouilles leur sautaient sur le visage, comme les puces ailleurs. Il n'a jamais été enrhumé, il a grandi, et se porte à merveille : du reste, je puis t'assurer que tout le monde est ici extrêmement étonné de sa sagesse (ceci est dit en confidence).

Tu es une folle avec ta *peinture à l'huile* ; ton oncle rit beaucoup de ta grandeur d'âme, et te conseille de ne faire que des tableaux d'histoire. Pour moi, je suis d'un avis contraire et plus grossier. Comme je serais très mortifié de te voir danser comme une danseuse de l'Opéra, je ne vois pas pourquoi tu devrais peindre comme un artiste. Toute comparaison cloche, et celle-ci cloche beaucoup ; car il y a bien de la différence entre la danse, etc., etc.: cela s'entend. Mais il y a quelque chose de vrai. Je tiens pour la miniature et pour le paysage. A propos, as-tu appris le latin ? Je m'en douterais quand je t'entends dire, *Cosi francamente : Sinite pueros.* Si tu sais le latin à fond, je te conseille le grec, surtout le *Kyrie eleison.*

Il me semble que ce n'est point encore temps pour toi de lire l'Arioste Il y a des strophes trop choquantes. Tu pourrais le lire avec quelqu'un qui passerait certains endroits. Au reste, ma chère enfant, je m'en tiens à l'épithète *choquantes*, mais je ne dirai pas *dangereuses*, car je suis bien persuadé qu'il n'y a plus rien de *dangereux* pour mon Adèle : mais je ne te conseillerai jamais de regarder dans un bourbier, quand même il ne te ferait certainement aucun mal. Il ne me reste que le temps et le papier nécessaires pour dire une tendresse à cette dame qui est là à côté de toi, qui élève si bien ses poussins, que j'aime de tout mon cœur. Ecris-moi souvent, conte-moi tes occupations. Envoie-moi quelque chose, si tu peux. Embrasse ma Constance. Je n'ai plus de place. Adieu, mon cœur.

241

A M. le Comte de Front.

Saint-Pétersbourg, 30 octobre (11 novembre) 1807.

MONSIEUR LE COMTE,

Monsieur l'Ambassadeur d'Angleterre ayant fait partir son courrier le jour même de la déclaration du 26 octobre (v. s.), je ne fus point en état d'en profiter. Aujourd'hui je profite du départ de Milord Gower lui-même pour prendre en quelque manière congé de Votre Excellence, car je vois trop, de quelque manière que les choses tournent, que notre correspondance sera nulle pendant longtemps. Il paraissait extrêmement difficile et même impossible que la Russie demeurât amie de deux ennemis mutuels, tels que la France et l'Angleterre ; mais personne ne s'attendait à cette précipitation. Dieu veuille que l'extrême licence des papiers Anglais n'y ait pas contribué. L'Empereur y est traité d'une manière épouvantable : ces sortes de personnalités ont des suites terribles. Je sens bien que la liberté de la presse entraîne ces inconvénients ; mais peut-être qu'il y aurait remède à tout. Quoi qu'il en soit, Monsieur le Comte, cette guerre est une des plus tristes que l'on puisse imaginer ; les suites de ce côté peuvent être terribles, plus que je ne puis vous l'exprimer ici. Il y a aussi bien des dangers pour l'Angleterre, mais d'un

genre tout différent. Espérons que son bon génie la tirera de là; mais combien la situation de notre bon Maître empire encore par ce cruel incident! J'espère bien que, de part et d'autre, on aura la générosité d'envisager la situation du Roi sous son vrai point de vue; mais c'est toujours un grand chagrin pour lui de voir ses deux grands protecteurs aux prises. J'ai passé ici les offices nécessaires; vous n'aurez pas manqué, Monsieur le Comte, de faire de même de votre côté. Si je puis trouver des moyens *obliques* de vous faire parvenir quelques lettres, je n'y manquerai pas : mais la chose paraît fort difficile. Je vous prie en grâce de faire de votre côté les efforts qui dépendent de vous pour parvenir jusqu'à moi, quoique je sente fort bien que la chose vous sera peut-être encore plus difficile qu'à moi.

Il est toujours entendu néanmoins que Votre Excellence ne doit point m'écrire, quand même Elle en trouverait l'occasion, avant que je lui aie fait connaître le résultat de la tentative que j'ai faite à Paris. *Je doute fort* que l'on veuille me recevoir; mais si je suis reçu, *je doute fort* que mon voyage ne soit d'aucune utilité. J'ai envisagé la chose sous tous ses points de vue; je n'en vois aucun qui puisse nuire, d'autant plus que S. M. est libre de me désavouer dans tous les cas, puisque je pars sans être autorisé par Elle, et que la chose est clairement expliquée à Bonaparte, qui doit me recevoir comme particulier, ou ne pas me recevoir. Je me garde bien de rien préjuger, et s'il fallait absolument deviner, je pencherais plutôt à croire que je n'obtiendrai rien; mais il y a un certain *complesso* de petites circonstances

qui rendent la supposition contraire très admissible. Le monde est renversé, Monsieur le Comte, et celui qui l'asservit n'a pas quarante ans. Tous nos appuis nous manquent. Que faire? Que devenir? Ce serait un grand bonheur pour S. M. de pouvoir acquérir une situation tolérable. Vous me direz, sans doute: *on lui offrira peu*; je le crois sans en être sûr, mais en 1802, avant tous les malheurs des dernières campagnes, on offrait Sienne à S. M., et le Chancelier de Russie nous conseillait de la part de son Maître *d'accepter*, *parce qu'autrement le Gouvernement Français qui était quinteux ne nous offrirait plus rien* (j'ai lu la lettre). Nous pourrions donc bien, après de si grands malheurs, accepter peu sans nous déshonorer. Mais sur ce point le Roi fera ce qu'il voudra, car il ne s'agit nullement de *traiter* mais de *parler*. Si je ne suis pas reçu, comme il est infiniment probable, tous les détails sont inutiles; mais si vous apprenez que je suis à Paris, il est très essentiel, Monsieur le Comte, que vous sachiez précisément l'état de la question. J'ai écrit *que je désirais vivement communiquer à l'Empereur des Français quelques idées relatives aux intérêts de mon Souverain, et que s'il voulait m'entendre personnellement, sans l'entremise d'aucun Ministre, j'irais à Paris sans titre, et par conséquent sans défense, me remettant absolument entre ses mains pour faire de ma personne tout ce qui lui plairait.* J'ai donné de plus ma parole d'honneur que le Roi, mon Maître, n'avait pas la moindre idée de ma détermination et que je n'avais pour faire ce voyage d'autre autorisation que celle *qui résultait de l'approbation de S. M. I. en qui S. M. Sarde avait*

toute confiance. Vous voyez, Monsieur le Comte, qu'il n'y a rien là qui puisse compromettre le Roi. Comme Ministre, jamais je n'aurais été admis. Votre Excellence l'a vu par l'exemple du Marquis de Saint-Marsan. Si je suis repoussé, je n'ai pas le teint plus délicat que cet excellent homme. Dans le cas où je verrais jour à quelque indemnité, je m'en irais en Sardaigne pour en instruire S. M.; dans le cas contraire, j'irais à Turin pour y voir ma femme et mes deux filles, la cadette surtout, qui court sa quatorzième année et que je ne connais pas. Je reviendrai ensuite, avec plus de chagrin de quitter ces personnes chéries que je n'aurai eu de plaisir à les voir, car je les aurai vues probablement pour la dernière fois. Je cours ma cinquante quatrième année, les années volent, je ne puis entretenir ici une femme, il faudra revenir sans elle, et quand cela finira-t-il ? Ah ! Monsieur le Comte, quelle triste situation ! Mais pour la trouver tolérable, il faut songer à celle du Roi. Il manquait à ses chagrins comme aux nôtres de voir ses deux grands amis tirer les couteaux.

Adieu donc, Monsieur le Comte, je prends tristement congé de Votre Excellence ; travaillez de votre côté comme moi du mien. Nous allons ressembler à deux matelots qui manœuvrent dans le même vaisseau sans pouvoir s'entendre, ni même, hélas ! sans pouvoir entendre le capitaine. Je ne laisserai pas échapper une occasion possible d'arriver à vous. Agréez, je vous en prie, au moment d'une espèce de séparation qui m'est si pénible, les nouvelles assurances des sentiments pleins d'estime, de respect et d'attachement.....

242

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 26 novembre (8 décembre) 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Mon Mémoire étant parti seulement le 1er novembre (n. s.), comme j'ai eu l'honneur de vous le mander, en supposant toute la diligence imaginable je ne pourrais avoir une réponse que dans une vingtaine de jours.

Je vous ai fait connaître les bonnes intentions de S. M. I. envers le Roi notre Maître. Depuis que je vous ai adressé les pièces relatives à l'enrôlement des Piémontais, j'ai vu le Chevalier Davico qui en était chargé; on le croyait mort, mais il n'en était rien : il m'a dit que les Piémontais étaient assez apprivoisés, car lorsqu'il leur parla piémontais aux avant-postes, ils se laissèrent approcher sans difficulté et reçurent l'écrit en mains propres. Le lendemain même, toute cette avant-garde déserta ; lorsque la chance a tourné, il y en avait à peu près 300. Les intentions de S. M. I. ne pouvaient être plus nobles, parce que les Piémontais payés par lui étaient cependant enrôlés au nom de S. M. ; les uniformes n'étaient point Russes, et les casques portaient le chiffre du Roi : malheureusement tout a tourné. Les Français ayant eu copie de ces écrits, Bonaparte a

d'abord ordonné que si l'émigré Piémontais était pris, il serait fusillé sur la place; ensuite il a cassé la division piémontaise (la trente-unième), et je ne doute pas qu'il ne fasse sentir de plus d'une manière son mécontentement aux Piémontais : telle est, Monsieur le Chevalier, l'irrévocable fatalité. Chaque pas fait par les peuples vers leur ancien Souverain ne leur a valu que des calamités capables de les déconcerter à jamais. Je ne doute pas que la rage de Bonaparte contre S. M. n'ait doublé. Il y a longtemps qu'il a dit à M. le Comte Meerfeld *qu'il n'avait pas dans le monde* (lui Bonaparte) *un plus grand ennemi personnel que le Roi de Sardaigne.* Il est ici, dans ce moment, maître comme à Paris ; s'il se mettait en tête de mettre fin brusquement à ma mission, et de forcer l'Empereur à ne plus reconnaître le Roi, je suis persuadé qu'il ne lui en coûterait que la peine de parler. Ce n'est pas que les sentiments de S. M. pour le Roi notre Maître aient aucunement changé. Hier encore, à souper chez l'Impératrice, je fus traité avec beaucoup de bonté. Mais il s'agit bien de sentiment en politique!

Si je suis admis à Paris, il me sera très aisé d'effacer le nouveau grief de l'enrôlement, puisque cette idée est parfaitement étrangère au Roi et à son Ministre, et que d'ailleurs elle était dans toutes les règles d'une guerre légitime; mais j'aurai d'autres choses à dire : le mal est que, selon les apparences, on ne voudra pas m'entendre. Du reste plus j'examine la chose, et moins je me repens du parti que j'ai pris. La Révolution dont nous sommes les témoins est sans contredit une des plus terribles, une des plus vastes, et par conséquent une des plus longues

qui aient affligé l'humanité ; elle me paraît à peine commencée. Dans cet état de choses, que doit faire un Souverain dépossédé? J'ai lu dans une certaine lettre royale: *Je n'accepterai aucune espèce de dédommagement, je mendierai plutôt mon bien.* C'est bientôt dit ; mais si l'auguste personnage qui a écrit ces lignes se trouvait un jour encore plus malheureux que S. M., comme la chose est très possible et même probable, peut-être qu'il changerait de ton. Il y a longtemps que la restitution des Etats de S. M. est devenue impossible ; j'ai eu l'honneur de vous démontrer plus d'une fois que la victoire même ne l'aurait pas rendue possible, à moins d'une victoire *ad internecionem;* mais qui jamais, depuis la bataille de Marengo, a pu rêver une telle victoire ? Il est encore plus évident que la restitution du Piémont, sans rien changer d'ailleurs à l'état actuel des choses en Europe, serait le présent le plus fatal qu'on pût faire à S. M. Tout se réduit donc aux indemnités, en attendant un avenir plus heureux qui me semble toujours infaillible. L'Empereur de Russie ne pouvant plus rien dans ce genre, le pouvoir de l'Angleterre pour le même objet étant plus que douteux, et le maître de l'Europe ne voulant pas absolument recevoir un agent diplomatique de S. M., que faire? Si la petite faveur dont je jouis ici peut m'aplanir les chemins, j'en profite sans balancer pour aller plaider la cause de S. M. Au reste, Monsieur le Chevalier, aucun homme dans l'univers ne saura jamais ce que je dirai si je suis admis. Tout ce que je puis avoir l'honneur d'assurer à S. M., c'est que je ne sacrifierai, que je n'exposerai même ni son honneur ni le mien ; si je suis refusé,

comme le ministère d'ici le croit, S. M. voudra bien se contenter de ma bonne volonté.

Vous aurez appris sans doute la manière dont l'Empereur de France traite l'Ambassadeur Russe (le Comte de Tolstoï, de ma connaissance particulière).— « *Murat, combien vous coûte votre hôtel, rue Ceretti?* — 400,000 francs. — *Mais je ne parle pas des quatre murs, j'entends l'hôtel et tout ce qu'il contient, meubles, vaisselle, etc.*—Dans ce cas, c'est un million qu'il me coûte. — *Eh bien, demain on vous payera cette somme : c'est l'hôtel de l'Ambassade Russe, etc., etc.* » Ici nous attendions La Forêt, lorsque nous avons appris que Caulaincourt est en route. Il a 500,000 francs d'appointements, et de plus il faudra bien que l'Empereur lui achète un hôtel : nous allons voir un beau fracas.

Sans compter toutes les secousses possibles que nous ne voyons pas, j'en vois deux presque infaillibles, une en Autriche et l'autre ailleurs. Le change continue à tomber ici rapidement. Déjà S. M. n'aura plus reçu que les deux tiers à peu près du subside qui lui est payé par cette Cour ; je ne sais trop où le mal s'arrêtera. La guerre avec l'Angleterre est absolument anti-nationale ; le mécontentement est général sur cette mesure. Je pense que les Autrichiens ne seront pas plus contents de la guerre que leur Maître vient d'être forcé de déclarer aussi à l'Angleterre, quoiqu'elle ne leur fasse, pas à beaucoup près, autant de mal qu'elle en fait au peuple Russe. Enfin, Monsieur le Chevalier, de quelque côté qu'on se tourne on ne voit que destruction et malheur. Il serait inutile de vous répéter combien je suis touché de la situation

de LL. MM. Les *gazettes* ont beaucoup parlé d'une conjuration en Sardaigne ; sans ajouter foi à tout, j'étais cependant en peine, à cause des plaintes que les Sardes ont fait passer jusqu'à Turin, et dont j'ai été instruit dans le temps: ils n'auront pas manqué d'envenimer tout ce que le Roi aura entrepris pour leur propre bonheur. Je connais bien ce peuple: jamais il ne sera régénéré que par une puissance assez forte pour le braver, et pour faire son bonheur en se moquant de lui, mais ce n'est pas le moment.

P. S. — Je ne sais ce que M. le Comte de Meerfeld a fait à Bonaparte, mais il vient d'être insulté d'une manière épouvantable dans une feuille publique de France (le Publiciste) ; il y est accusé en toutes lettres d'avoir rendu Braunau comme un lâche, d'avoir perdu les affaires par cette faiblesse, et par la seconde faute qu'il fit en allant faire battre et prendre, je ne sais où, 10,000 hommes qu'il avait à sa disposition au lieu de les mener à Austerlitz. Le rédacteur finit par dire que *si l'Empereur avait fait bonne justice il l'aurait fait pendre sur le grand chemin de Vienne.*

Ici le Comte de Meerfeld s'est brouillé avec Savary, parce qu'à un dîner diplomatique la Comtesse prit le bras du Ministre d'Espagne, au lieu de prendre celui du Général. Au fond elle était en règle suivant l'étiquette, mais la force veut toujours la première place. Arrivé dans le salon où il demeurait debout: *Ne voulez-vous pas vous placer, Monsieur le Général*, lui dit la Comtesse, d'un air poliment embarrassé ? Savary répondit du ton

que vous imaginez : *Et où, Madame?* Dès lors il n'y est plus retourné, et je ne doute pas que ce ne soit lui, qui lui ait servi ce plat cruel à Paris. L'Europe est devenue un vilain séjour.

243

Au Même.

Saint-Pétersbourg, 6 (18) décembre 1807.

MONSIEUR LE CHEVALIER,

Il est possible que ma lettre du 8 décembre vous arrive après celle-ci, car elle a pris la voie d'Angleterre qui souvent est très longue. Il suffit que vous en soyez averti.

Le nouvel Ambassadeur de France, Caulaincourt, a dû arriver hier, quoique je n'en aie point l'assurance au moment où je vous écris. Ces Messieurs, je vous l'assure, tous d'accord pour renverser le monde, ne le sont guère entre eux : ils ne s'aiment pas du tout. Tout le monde s'aperçoit que le Général Savary s'attendait à demeurer ici en qualité d'Ambassadeur. Il a dit même en propres termes : *Qu'ayant dit la messe lui-même, il n'était pas fait pour la servir*, et qu'il partirait peu de jours après l'Ambassadeur; il partira au reste si son Maître ne lui ordonne pas de rester. Depuis la grande entrevue dont j'ai eu l'honneur de vous faire part dans le temps, je n'ai vu le

Général qu'une fois et sans lui parler affaire ; mais il m'est revenu qu'il avait parlé de moi avec intérêt. Qu'arrivera-t-il ? Je n'en sais rien. Partirai-je ou ne partirai-je pas ? Tantôt je parie pour avec moi-même et tantôt contre. Je vois la chose quelquefois comme aisée, et quelquefois comme impossible. Je demeure en l'air comme le tombeau de Mahomet ; je passe des jours bien fatigants en attendant la décision.

Je vous parlai, il y a quelques mois, de ce soldat piémontais, qui avait déserté l'armée Française, et s'était présenté à l'Empereur qui l'avait fait entrer dans sa voiture. Ce soldat n'a pas mal calculé ; soit qu'il ait dit des choses intéressantes à l'Empereur, soit que ce Prince ait voulu récompenser en lui le premier mouvement, il en a fait un domestique de confiance, je doute même qu'il porte la livrée, il est logé au Palais, nourri et entretenu, et par dessus le marché il a 500 roubles pour s'amuser. En tout et partout, heureux les heureux ! Ce jeune homme s'appelle Mordiglio, il est bien bâti, mais du reste n'a rien de particulier.

L'Ambassadeur de France est en effet arrivé hier. Il y a eu Cour aujourd'hui ; Caulaincourt n'est pas venu, mais déjà son arrivée a produit un événement. L'Ambassadeur d'Autriche sentant qu'il a perdu son rang a proposé à celui de Suède, et lui a fait approuver, qu'ils se mêleraient aux autres Ministres et ne se tiendraient plus à la tête de la file diplomatique. Je n'ai eu connaissance de ce nouvel arrangement qu'au moment où l'Ambassadeur de Suède est venu se placer après moi. C'est à mon avis une grande faute de M. de Meerfeld, qui lui

vaudra sans aucun fruit, un nouvel article dans les *Gazettes de France*, pareil à celui dont je vous ai fait part. Je l'ai entendu avec pitié citer le traité d'Aix-la-Chapelle. Peut-on dormir à ce point? Comme si l'Empereur des Romains existait! Comme si l'Empereur d'Autriche, né hier au milieu des défaites, pouvait disputer la première place au vainqueur dont il consent à tenir son titre! Je dis bien plus : si par un véritable miracle, un Bourbon remontait aujourd'hui sur le trône de France, demain son Ambassadeur jetterait celui d'Autriche à la seconde place. *Væ victis!* D'ailleurs tous les pouvoirs et tous les rapports ont changé.

Sous deux ou trois fois vingt-quatre heures, il se passera quelque chose de très remarquable à mon égard, car je recevrai ou je ne recevrai pas le billet de notification de la part de l'Ambassadeur de France. Je m'attends à tout, même à l'ordre de rentrer en France comme sujet de l'Empereur des Français. Si ce malheur arrivait, je vous prie de vous rappeler :

1° Qu'au moment de la fameuse *amnistie* accordée à tous les émigrés à la charge de rentrer, de renoncer au service étranger, de prêter serment, etc., je déclarai solennellement par écrit, seul de toute la bande, que je demandais au contraire d'être rayé de la liste comme étranger, *n'étant pas Français, ne voulant pas l'être, ne l'ayant jamais été, et ne pouvant rentrer en France que pour haïr le gouvernement.*

2° Que sur cette étrange déclaration, il plut au gouvernement Français, par des raisons qu'il ne m'a jamais été possible de pénétrer, de me rayer de la liste en me

permettant de demeurer au service de S. M., et me déclarant de plus Français, chose sans exemple et que personne ne pouvait prévoir.

3° Qu'avec ce décret dans mon portefeuille, et averti d'ailleurs plus d'une fois par des personnes qui prennent intérêt à moi, qu'il y avait un projet de me détacher de S. M., j'ai constamment déclaré que le rôle d'étranger à son service me déplaisait au delà de toute expression, et que je ne demandais pas mieux que de devenir Sarde à mes périls et risques. Ainsi, Monsieur le Chevalier, quoi qu'il arrive je suis en règle selon les lois les plus strictes de l'honneur et de la délicatesse. Il est bon que vous ayez constamment ces faits sous les yeux; mais il arrivera probablement tout le contraire de ce que nous imaginons. A mon âge, je dois connaître mon étoile; elle m'a toujours mené par un chemin solitaire dont je n'avais moi-même nulle connaissance; en sorte que j'étais tout surpris d'arriver. Il en sera de même peut-être dans cette occasion si mémorable; ce que je puis vous assurer, c'est que lorsque je me demande si je désire le *oui* ou le *non*, je ne sais pas répondre. Ce qui fera beaucoup contre moi dans cette affaire, c'est le voyage de Bonaparte en Italie, durant lequel ma demande lui parviendra. Il parlera de moi en Piémont, et Dieu sait comment je serai servi! Enfin le dé tourne, bientôt il se reposera.

Il serait inutile, je crois, de vous parler du chagrin avec lequel nous avons appris les lamentables nouvelles d'Espagne. De la mer d'Arkhangel à celle de Cadix, il faut que le grand jugement s'exécute. Les erreurs du

XVIIIe siècle furent grandes, mais elles sont cruellement châtiées. Malheur aux témoins de ces grandes Révolutions.

Vous avez su avant moi que la flotte Russe, forte de treize vaisseaux de ligne, avait tranquillement mouillé à Gibraltar sans se douter de rien. L'Amiral Russel, n'en sachant alors pas plus que les Russes, l'a convoyée même lorsqu'elle est partie. Vous m'allez dire : mais comment n'a-t-on pas su.....? Je vous prie de ne pas achever, car je ne suis pas en état de répondre. Maintenant cette flotte va donner droit dans la Manche comme un poisson entre dans la nasse, et qui sait si elle n'entrera pas à Plymouth en saluant de tous ses feux ? Et si quelque corvette fine voilière vient l'avertir avant qu'elle se soit donnée elle-même, il faudra qu'elle se réfugie dans quelque port d'Espagne ou de France, où elle sera sous la main de celui qui a besoin de vaisseaux plus que de toute autre chose ; dans tous les cas, je la regarde comme perdue pour la Russie. Si l'Amiral Siniavin est attaqué, il est homme à se faire broyer fort inutilement. Le Chevalier Manfredi est embarqué sur cette flotte, ce dont je suis bien fâché. Il a eu la croix de Saint-Georges ainsi que le Comte Galaté, pour leur conduite pendant la campagne Ionienne. Mayran a obtenu celle de Saint-Wladimir ; mais je ne sais comment il se tirera d'embarras, si, comme on l'a dit, il a hérité en Piémont; car suivant une nouvelle loi de France, tout Français au service étranger, qui ne l'abandonne pas dans le terme fixé, devient *capite minutus* et perd tous les droits civils.

Si j'ai passé la Suède sous silence dans mes dernières

lettres, c'est qu'en vérité on n'y voit goutte. Tout la menaçait, comme vous sentez, et déjà même de très grands corps de troupes s'étaient avancés dans la Finlande. Cependant rien ne s'ébranle encore, et l'Empereur fait fort bonne mine à l'Ambassadeur de Suède. Le mal est que ce Souverain si applaudi et si *applaudissable* ne réussit cependant pas auprès de sa propre nation. Des quatre ordres de l'Etat, trois sont contre lui, et il n'a dit-on que les paysans.

Le Prince Wolkonski, l'un des plus riches seigneurs de ce pays (du moins par sa femme), ci-devant Intendant Général de l'armée vient d'être destitué ainsi que son sous-ordre le Général Obreskof, à raison des abus énormes qui ont eu lieu dans l'administration des vivres pendant la dernière campagne, et qui ont été la première cause de l'issue funeste qu'elle a eue. Il avait acheté ici un hôtel qu'il avait fort embelli. L'Empereur lui a *fait proposer* de le lui vendre avec les meubles pour l'Ambassadeur de France. Le Prince, dit-on, n'était pas trop de cet avis, mais l'Empereur l'a *prié si poliment* qu'il s'est déterminé à le vendre pour 360,000 roubles. L'Ambassadeur de France ainsi logé a de plus un traitement de 700,000 francs. Celui d'Angleterre avait loué avant son départ un hôtel de 20,000 roubles par an. Ma bicoque, où je n'ose recevoir personne, me coûte au delà de 4,000 francs de notre monnaie. Je ne sais plus où sera le terme de ce *débordement* de dépense. Les forts donnent un spectacle que les faibles paient bien cher.

J'ai l'honneur d'être.....

244

† *A Mlle Adèle de Maistre.*

Saint-Pétersbourg, 23 décembre 1807.

Voici donc, mon petit enfant, quelques ouvrages, ou pour parler plus correctement, deux ouvrages de Monsieur ton oncle pour ton maître, M. Bussolini, qui se plaint beaucoup de ton excessive application. Ce crime n'est pas commun, cependant c'est un crime, contre toi-même à la vérité, et non contre les autres : mais enfin c'est un crime ; il y a longtemps que je t'ai annoncé la punition. Pour revenir à la peinture, tu seras sans doute enchantée de la tête d'après le Guide ; le paysage est aussi joli dans son genre ; mais ce n'est pas du tout dans ce petit champ que se déploie le talent de ton oncle, il faut voir ses grands paysages à l'huile. Tu penses bien, ma chère Adèle, que je voudrais fort t'envoyer le portrait de ton vieux papa, fait de cette main habile ; mais jusqu'à présent il n'y a pas eu moyen ; ce n'est pas qu'il ne dise souvent : *A propos, il faut que je fasse ton portrait !* Mais bientôt une idée vient à la traverse, et les jours passent ainsi. C'est un excellent homme, qu'il faut prendre comme il est ; chez lui, tout dépend de l'inspiration : un jour peut-être il m'enverra réveiller pour faire ce portrait. Si tu lui avais écrit une fois : *Allons donc, mon oncle, envoyez-nous cette image !* Nul doute

qu'il n'eût commencé sur le champ. En attendant, ma très chère, je t'envoie un autre portrait fait à la plume, et que je n'ai pas le front de copier ; je t'envoie l'original ; il est mieux dans tes mains que dans les miennes, car tu le croiras ressemblant, ce que je ne crois pas du tout (1). Ton oncle le commença en 1798, et il l'a heureusement achevé l'année dernière : voilà l'homme. Huit ans pour une ode, c'est honnête. De Moscou, où il était alors, il m'en envoya une première édition, dont le commencement était en contradiction avec la fin, en me disant : *Tu sais que je ne fais jamais ce que je veux; d'ailleurs, ce n'est qu'une inconséquence de plus.* Cependant, arrivé ici, il remit la pièce sur le métier, et, moyennant la date primitive de 1798, tout va à merveille. Il se moque de lui-même, sur ses lubies, de la meilleure grâce du monde. Un jour, tu me feras une copie de cette pièce, un peu plus élégante : pour moi, je te l'envoie telle quelle : je ne la conserve point.

Ma chère, mon aimable enfant, quand est-ce donc que je te reverrai, que je pourrai t'embrasser et te parler sans encre? Tu sais, du reste, que tu es ma bien aimée ; ce n'est pas que tu le mérites, mais l'amour est aveugle, et jamais il n'ouvrira les yeux. Pendant que je griffonne ces lignes, on m'apporte une invitation que j'enferme encore sous cette enveloppe pour savoir si je pourrai te tenter. Viens, ma chère enfant, je te mènerai avec moi.

---

(1) Il s'agit d'une ode adressée au Comte Joseph par son frère le Comte Xavier.

Que veux-tu que je fasse, depuis sept heures du soir jusqu'à neuf heures du matin, chez cette noble dame qui m'invite à un bal, divisé par un petit souper de quatre cents couverts? Je traîne ma tristesse sur l'acajou, d'une chambre à l'autre; je n'entends pas la musique. Au milieu des diamants, des perles, des jaspes, du vermeil et du cristal de roche, je ne vois rien, sinon que je ne vous vois pas. Mais si je te voyais danser! Si je pouvais te verser *una gocciolina* de tous ces vins du midi que je trouve fades... comme je serais heureux! Mais il ne faut pas trop s'échauffer la tête. Adieu donc, petite demoiselle de mon cœur. Je t'embrasse sans miséricorde, comme j'en ai bien le droit, ce me semble.

245

A M. le Chevalier de Rossi.

Saint-Pétersbourg, 13 (25) décembre 1807.

J'ai eu l'honneur de vous faire part de mes craintes au sujet de la position que j'allais avoir dans ce pays. Ces craintes étaient suffisamment justifiées par l'affectation de Bonaparte à rayer le nom de S. M. de tous les almanachs qui lui obéissent, et à chasser les agents du Roi de toutes les villes dont il s'est emparé. Les discours diaboliques du Général Savary, dont je vous ai fait connaître une très légère partie, venaient encore fortifier

ces cruelles présomptions ; cependant elles ne se sont pas vérifiées. Caulaincourt, arrivé ici le 18, nous a donné le 20 ses billets de notification, et le mien porte sur l'adresse : «... envoyé extraordinaire, Ministre plénipotentiaire de S. M. Sarde ». Il a évité également *Roi de Sardaigne* et *Roi de l'île de Sardaigne*. Comme on disait anciennement S. *M. Sarde*, il n'y a pas de mal. Ensuite de la notification, j'ai fait ma visite comme les autres Ministres, et dans les vingt-quatre heures elle m'a été rendue ; ainsi me voilà d'abord tranquille sur ce point. Le Duc de Serra-Capriola n'a pas reçu la notification ; vous voyez la différence très prononcée : paix d'un côté, et guerre de l'autre. Savary me dit dans cette fameuse conversation, en me parlant de la Sicile : *Nous l'aurons ou par paix ou par guerre.*

La première visite se faisant par billet, la première fois que j'ai rencontré l'Ambassadeur français dans une maison tierce, je ne lui avais point encore parlé. Une personne de sa connaissance me présenta à lui. Il me fit beaucoup de politesses. Il n'a point les formes soldatesques de Savary ; mais de savoir s'il a autant de talent et de franchise, c'est une question à laquelle je ne puis répondre encore. Je suis charmé qu'il ne m'ait pas déclaré la guerre ; car, en vérité, je n'aurais su comment me tenir ici. Quand je pense à tout ce que j'ai dit, fait et écrit depuis seize ans, je trouve les Français fort honnêtes à mon égard. Je vous ai raconté les mesures *profondes* de l'Ambassadeur d'Autriche au sujet du pas. Celui de France a pris tranquillement la première place partout. Hier, il y eut bal et souper chez l'Impératrice-

Mère à l'occasion de la naissance de l'Empereur. Caulaincourt dansa le premier avec les deux Impératrices. Si quelque nation peut prétendre à l'alternative, ce serait l'Angleterre, puisqu'elle seule n'a pas passé sous le joug. Quant aux puissances continentales, je n'imagine pas seulement une objection sérieuse contre la suprématie de la France. Les hommes sont extrêmement conduits par les mots. Celui d'*Empereur des Romains*, qui n'était réellement qu'un son, en imposait néanmoins par une certaine succession imaginaire, et Louis XIV, dans tout son éclat, ne pensa pas à disputer la première place à l'Empereur de son temps, qui lui était cependant extrêmement inférieur en puissance et en noblesse souveraine (s'il est permis de s'exprimer ainsi). On ne sait combien aurait pu durer ce rêve; mais à présent qu'il s'est dissipé, et que l'Empereur des Romains est détruit même grammaticalement, sur quoi reposeraient les prétentions à la première place, et même à l'alternative? Et, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, quand un Bourbon remonterait aujourd'hui sur le trône, demain il prétendrait à la première place, et s'y tiendrait; car la grandeur appartient aux nations, et jamais elles ne reculent. Cette grandeur, qui résulte de quatre éléments, *nombre*, *richesse*, *génie* et *courage*, est concentrée dans la personne du Souverain qui l'*administre*, en quelque façon, et la fait valoir. Mais il n'importe nullement que le Souverain s'appelle Charles ou Philippe, qu'il soit légitime ou illégitime, etc.; et la nation va toujours son train, et jamais on ne la fera reculer, à moins qu'on ne l'affaiblisse dans ses éléments.

Je sais tout ce qu'on peut dire contre Bonaparte : il est *usurpateur*, il est *meurtrier;* mais faites-y bien attention, il est *usurpateur* moins que Guillaume d'Orange, *meurtrier* moins qu'Élisabeth d'Angleterre. Il faut savoir ce que décidera le temps, que j'appelle *le premier ministre de la Divinité au département des Souverainetés;* mais en attendant, Monsieur le Chevalier, nous ne sommes pas plus forts que Dieu. Il faut traiter avec celui à qui il lui a plu de donner la puissance. Rien ne prouve que Bonaparte établisse une dynastie; plusieurs raisons même prouvent le contraire. Mais tout annonce que son règne sera long, et que ses actes tiendront, du moins en grande partie. Il y a dix ans, je crois, que j'eus l'honneur de vous écrire : *S. M. Sicilienne croit que l'Angleterre et la Russie la rétabliront; pas plus que moi, Monsieur le Chevalier.* Il n'y a de salut que par la France, sous une forme ou sous l'autre; essayons donc : voilà ce qui m'a déterminé. Le secret a été rigoureusement gardé par le petit nombre de personnes qui le connaissent. J'observe que l'Ambassadeur de France n'ayant mis, à ce qu'il m'a dit lui-même, que dix-huit jours de Paris ici, a pu *avoir* connaissance de cette affaire avant de partir. Cependant il en a parlé ici comme l'ayant apprise du Général Savary, et il en a parlé très favorablement. L'entremetteur que je vous ai nommé, le seul homme existant à Pétersbourg qui ait pu s'en mêler, persiste à croire que je partirai. Le Ministre, comme je me rappelle vous l'avoir dit, pense le contraire, et croit la chose sans remède. Nous verrons. Pour moi, je n'oserais rien affirmer; si cependant il

fallait absolument gager, je pencherais pour l'affirmative, à cause d'un certain vent favorable qui a soufflé dans cette occasion, et qui n'a point de nom. Je compte aussi beaucoup sur un certain instinct qui pousse l'homme quelquefois, et qui en sait plus que la raison, quoique la raison joue bien aussi son rôle dans ce moment.

FIN DU DIXIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE DIXIÈME VOLUME

		Pages
132	— Mémoire	1
133	— A M. le Comte de Front	13
134	— Au Même	15
135	— Au Roi Victor-Emmanuel	19
136	— A M. le Chevalier de Rossi	48
137	— Au Roi Victor-Emmanuel	50
138	— A M. le Chevalier de Rossi	56
139	— Au Même	60
140	— Au Roi Victor-Emmanuel	67
141	— A M. le Comte de Front.	73
142	— Au Même	77
143	— A M. le Chevalier de Rossi.	81
144	— Au Roi Victor-Emmanuel	83
145	— A Mme de Saint-Réal, sa Sœur	85
146	— A M. le Chevalier de Rossi	88
147	— A Son Excellence M. le Prince Czartoryski.	90
148	— Au Roi Victor-Emmanuel	93
149	— A M. le Chevalier de Rossi.	104
150	— Au Roi Victor-Emmanuel	107

Pages
151 — A Monseigneur de la Fare, Evêque de Nancy. 110
152 — A M. le Chevalier de Rossi 113
153 — Au Même 114
154 — A Mme Huber-Alléon, à Genève 115
155 — A M. le Chevalier de Rossi 118
156 — Au Même 126
157 — Au Même 128
158 — Au Chevalier Nicolas de Maistre, son Frère . 129
159 — A M. le Comte de Front 133
160 — Au Même 137
161 — A M. le Chevalier de Rossi. 139
162 — A. M. le Comte de Front 141
163 — A M. le Chevalier de Rossi. 144
164 — A M. le Marquis de la Pierre, à Londres. . . 153
165 — A Mme de Saint-Réal, sa Sœur 155
166 — A M. le Chevalier de Rossi 157
167 — Mémoire 160
168 — A M. le Comte de Front 164
169 — A Madame de ***. 167
170 — A M. le baron de Pauliani, à Nice 169
171 — A M. le Chevalier de Rossi 172
172 — A M. le Comte de Front 173
173 — A Mme de Saint-Réal. 179
174 — A M. le Chevalier de Rossi 182
175 — Au Même 190
176 — A M. le Comte de Front. 195
177 — A M. le Chevalier de Rossi 198
178 — A Mme Huber-Alléon, à Genève 205
179 — † A Mlle Adèle de Maistre 212
180 — A M. le Comte de Front 215
181 — Mémoire 217
182 — A M. le Chevalier de Rossi. 224

Pages
183 — Au Même 256
184 — A Mme la Comtesse de la Chavanne 260
185 — Au Roi Victor-Emmanuel 263
186 — A Mme de Saint-Réal. 266
187 — A M. le Chevalier de Rossi 271
188 — Au Même 274
189 — A M. le Comte de Roburent, premier écuyer du Roi de Sardaigne. 276
190 — A M. le Chevalier de Rossi. 281
191 — † A Mlle Adèle de Maistre 293
192 — A Mme de Saint-Réal. 297
193 — A M. le Chevalier de Rossi 301
194 — Au Même 303
195 — A M. le Comte Deodati, à Genève. 307
196 — † Au Comte Rodolphe 309
197 — A Mme de Saint-Réal. 310
198 — A M. le Chevalier de Rossi. 316
199 — Au Même 321
200 — Au Même 353
201 — Au Même 360
202 — Au Même 370
203 — Au Même 375
204 — Au Même, à Cagliari 377
205 — A M. le Comte de Front. 381
206 — † Au Comte Rodolphe 384
207 — A M. le Marquis de la Pierre, à Londres. . . 387
208 — † A Mlle Adèle de Maistre 392
209 — A M. le Chevalier de Rossi 394
210 — Au Même 398
211 — A Mme de Saint-Réal. 403
212 — A M. le Comte de Blacas, à Mitau. 405
213 — A M. le Chevalier de Rossi 407

Pages

— † A Mlle Adèle de Maistre 526
— A M. le Comte de Front. 528
— A M. le Chevalier de Rossi. 532
— Au Même 537
— † A Mlle Adèle de Maistre 543
— A M. le Chevalier de Rossi. 545

FIN DE LA TABLE.

Lyon. — Imprr. Vitte et Perrussel, rue Sala 58.

Pages
214 — A M. le Comte Théodore Golovkin, à Moscou . 414
215 — A M. le Chevalier Ganières, chargé d'affaires de S. M. à Vienne. 416
216 — A M. le Comte de Front. 417
217 — A Mme de Saint-Réal. 422
218 — A M. le Chevalier de Rossi. 425
219 — Au Même 428
220 — A M. le Comte d'Avaray 432
221 — A M. le Comte Deodati, à Genève. 442
222 — A M. le Comte d'Avaray, à Mitau 446
223 — A M. le Chevalier de Rossi. 450
224 — Au Même, à Cagliari 453
225 — Au Même 456
226 — Au Même 465
227 — Au Même 472
228 — Au Même 478
229 — A M. le Comte de Front 482
230 — A Son Excellence le Comte Nicolas de Roumantzof, Ministre des affaires étrangères et du commerce 484
231 — Mémoire à S. M. l'Empereur de toutes les Russies 485
232 — A M. le Général Savary 488
233 — Mémoire à M. le Général Savary 489
234 — A Son Excellence le Comte Nicolas de Roumantzof 493
235 — A M. le Comte de Front. 494
236 — A M. le Comte de Vargas, à Cagliari. . . . 497
237 — A M. de Launay, ancien conseiller au Parlement 505
238 — A M. le Chevalier de Rossi 509
239 — Au Même 518

Pages

240 — † A Mlle Adèle de Maistre 526
241 — A M. le Comte de Front. 528
242 — A M. le Chevalier de Rossi. 532
243 — Au Même 537
244 — † A Mlle Adèle de Maistre 543
245 — A M. le Chevalier de Rossi. 545

FIN DE LA TABLE.

Lyon. — Impr. Vitte et Perrussel, rue Sala 58.

3 2044 004 532 990

FEB 28 1912

Gale & Spafford

475588

CHARTERED
FEB 3 '75 H

JAN 29 1975

JAN 8 '52 H

JAN 21 '58 H

DUE OCT '64 H

183 638

DUE APR '66 H

CANCELLED

334-32 9